



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18e Législature — 4e session**

**Vol. 3 — Séances du 23 avril au 18 mai 1935**

**1935**

**Texte établi par Donald Chouinard**

---

**Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard**



**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**18e Législature - 4e session**

**Vol. 3 - Séances du 23 avril au 18 mai 1935**

**1935**





## Première séance du mardi 23 avril 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 198 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe;

- bill 248 modifiant la loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés;

- bill 58 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres;

- bill 201 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs;

- bill 206 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 54 modifiant le Code municipal;

- bill 208 modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver;

- bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

**Adresse à la reine Marie  
et au roi George V**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Avant de procéder à l'ordre du jour, je voudrais attirer l'attention de la Chambre et de toute la province sur les fêtes qui vont se dérouler bientôt à Londres, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté George V. Les Législatures de tout le dominion ont exprimé leurs vœux, à cette occasion.

La province de Québec sera certainement heureuse de joindre sa voix à ce concert. J'ai donc l'honneur de présenter la motion suivante, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis):

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Très Excellente Majesté le roi George V dans les termes suivants:

À SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI:

*Très Gracieux Souverain,*

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, et l'Assemblée législative de Québec réunis en parlement, désirons témoigner à Votre majesté les sentiments qui nous animent:

Nous nous plaisons à reconnaître les hautes qualités qui font de Votre Majesté le grand souverain constitutionnel des temps modernes;

Nous nous souvenons avec émotion des jours tragiques de la Grande Guerre à laquelle Votre Majesté et ses fils ont pris leur large part, soutenus par le dévouement de tous leurs peuples, tout particulièrement de celui de la province de Québec;

Nous considérons comme l'un des traits marquants du règne de Votre Majesté et comme l'une des initiatives les plus heureuses de la politique britannique la promulgation du Statut de Westminster créant l'égalité de tous les pays de l'Empire;

Nous sommes fiers d'évoquer la loyauté des Canadiens qui, tout en demeurant fidèles à leur foi, à leur langue et à leurs traditions diverses, se sont montrés attachés à l'allégeance britannique;

Nous constatons la haute signification nationale et internationale de la parfaite harmonie qui existe entre les deux grandes races peuplant notre province, et nous professons que les plus nobles destinées sont réservées aux nations unies dans leurs efforts pour le maintien de la paix et le retour à la prospérité économique;

Nous offrons à Votre Majesté le roi George V, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son intronisation, ainsi qu'à Sa Majesté la reine Marie, des vœux sincères de longue vie; leur assure que le peuple tout entier de la province de Québec entend prendre part aux fêtes du 6 mai prochain et leur renouvelle l'assurance respectueuse de sa profonde affection.

Je suis très sensible à la pensée exprimée par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault). Il a, en effet, sur le *Feuilleton* une motion priant le premier ministre de se rendre à Londres pour les fêtes, ou d'y déléguer un de ses collègues.

Je serais enchanté d'être présent et de présenter les hommages de la province de Québec à Leurs Gracieuses Majestés et de leur exprimer la loyauté de la province. Mais, quelque pressante que soit cette invitation, je crois que je dois rester à mon poste pour veiller avec mes collègues au bien de la province. Il y a amplement de travail pour occuper tout le monde. La session n'est pas terminée, nous traversons des temps difficiles, qui demandent la meilleure des volontés de la part de chacun. Dans les circonstances, je crois que ce serait manquer à mon devoir que de quitter mon poste à ce moment-ci. Je remercie très sincèrement le député de Saint-Georges pour ses souhaits, mais je crois que mon devoir est ici.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans quelques jours, l'Empire britannique, dont le Canada est membre, célébrera le jubilé d'argent de l'accession de Leurs Majestés au trône. J'étais assez jeune lorsque le roi Édouard est mort; il y a 25 ans, je terminais mes études. Il y avait plusieurs problèmes à l'époque, comme celui concernant les droits de la Chambre des Lords et des Communes en regard de la législation et de l'administration; il y avait d'autres moments d'anxiété aussi. Le roi George est le descendant direct de la plus grande dynastie que le monde ait connue et son nom marquera l'histoire. Il ne veut pas discuter de l'histoire de la dynastie, mais il réfère à la reine Victoria et au roi Édouard pour montrer le rôle important de cette dynastie.

Nous nous demandions si le règne du nouveau roi serait heureux ou malheureux. Aujourd'hui, nous avons le plaisir de constater que ce règne a été heureux et fécond. Pendant ce règne de 25 ans, le roi a montré de grandes qualités, beaucoup de grâce et tous les signes de la générosité, de patriotisme et d'un règne fructueux. La province de Québec, la race canadienne de langue française, a toujours été une partie loyale du domaine impérial. La loyauté est une de ses principales caractéristiques. C'est pourquoi, au nom de ceux qu'il représente et au nom de l'opposition, il lui fait plaisir d'appuyer l'expression des sentiments de la province et d'exprimer les meilleurs souhaits pour une vie longue, prospère et heureuse à Leurs Majestés.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** ajoute quelques mots à l'expression générale de loyauté envers Leurs Gracieuses Majestés. Il y a 25 ans, lorsque le roi fut couronné, il était encore étudiant, et il s'en rappelle très bien. Plus tard, dans les moments tragiques de la guerre, Sa Majesté ainsi que sa

famille se sont joints aux efforts devant mener à la victoire. Le règne du roi George, dit-il, a démontré les avantages, en ces temps de changement, d'une monarchie limitée, en mesure de s'adapter à la démocratie.

**M. Smart (Westmount)** dit qu'il est heureux de se joindre aux sentiments exprimés par les intervenants précédents. Les souverains méritent tous les honneurs que les gouvernements peuvent leur faire, et il se joint avec joie aux souhaits de longue vie faits à l'endroit du couple royal. Le roi George et la reine se sont attiré l'amour de la population, et tout spécialement pendant la guerre.

**M. Guertin (Hull)** se joint aux sentiments exprimés et regrette que le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) ne soit pas en Chambre pour faire part de ses opinions, car il sait que celui-ci aurait aimé se joindre aux expressions de loyauté et de bons souhaits offertes aux souverains.

La motion est adoptée.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée a adopté l'adresse susdite et lui demander d'y donner son adhésion.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Questions et réponses:

##### Pointe à Gatineau, travaux de voirie

**M. Guertin (Hull):** Relativement à la réponse apparaissant aux pages 335 et 336 du procès-verbal pour la session en cours, au sujet des travaux du département de la Voirie à Pointe à Gatineau, comté Hull:

1. De quelle façon la demande de soumission a-t-elle été faite?
2. Si par la voie des journaux, quels sont les journaux qui l'ont publiée?
3. Quelles étaient les spécifications des travaux à faire, mentionnés dans la demande de soumission?
4. Quels sont les directeurs des compagnies soumissionnaires et quelle est l'adresse de la place d'affaires de celles-ci?
5. Quel est le nom (ou les noms) des personnes qui ont signé au nom des soumissionnaires?

6. Pour quelles raisons a-t-on changé le mode de contribution du gouvernement fédéral, lequel était de 50 % du coût en 1931-1932, alors qu'en 1935 chaque gouvernement fait une partie distincte des travaux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. et 2. Les soumissions ont été demandées par la municipalité de Pointe à Gatineau, et le département de la Voirie ignore de quelle manière elles l'ont été. Le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

3. Les spécifications indiquaient les travaux suivants: terrassements, remblais en terre d'emprunt, arbres à enlever, essartement, déplacement de clôtures, ponceaux en tôle ondulée, gravelage sur 6,806 pieds de longueur, 18 pieds de largeur et 8 pouces d'épaisseur.

4. J.-E. Audette & Compagnie et L.-O. Genest & Compagnie n'ont pas été constituées en corporation par charte provinciale et n'ont jamais transmis de rapport au département du secrétaire provincial.

La Compagnie de construction de Hull a été constituée en corporation par lettres patentes provinciales émises le 17 mai 1920. Elle n'a pas transmis de rapport annuel, en vertu de la loi des renseignements sur les compagnies.

La Compagnie de construction de Hull & Gatineau, limitée a été constituée en corporation par lettres patentes provinciales émises le 22 septembre 1930. Elle n'a pas transmis de rapport annuel, en vertu de la loi des renseignements sur les compagnies.

5. Les soumissions ont été signées comme suit:

L.-O. Genest & Compagnie, 90 rue Maisonneuve, Hull.

J.-E. Audette & Compagnie, Hull.

La Compagnie de construction de Hull & Gatineau, limitée, J.-E. Laflamme, secrétaire trésorier, 187 rue Principale, Hull.

La Compagnie de construction de Hull enregistrée, par Arthur Moreau, 39 Saint-Henri, Hull.

6. Chaque gouvernement fait une partie distincte des travaux, mais chacun est censé payer 50 % du coût total des travaux.

#### **Provincial Transport Company, plaintes et amendes**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Quels sont les numéros et les dates de tous les rapports et de toutes les plaintes et avis sommaires qui ont été faites contre la Provincial Transport Company ou ses employés, par

des agents du service provincial de la circulation, au bureau de la circulation à Montréal, sur les infractions commises contre les règlements de la circulation ou la loi des véhicules moteurs durant les années 1933 et 1934?

2. L'amende a-t-elle été payée dans chaque cas?

3. Dans l'affirmative dans quels cas et sur quelles plaintes ou rapports?

4. Dans la négative, pourquoi l'amende n'a-t-elle pas été payée?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
Pour 1933:

1. Quatre rapports comme suit:

No 24571 en date du 21 juin 1933;

No 52820 en date du 9 juillet 1933;

No 26026 en date du 12 août 1933;

No 12195 en date du 2 septembre 1933.

Quatre avis sommaires comme suit:

No-D 7096 en date du 23 juin 1933;

No-D 7142 en date du 17 juillet 1933;

No-V 15951 en date du 20 août 1933;

No-V 15986 en date du 12 septembre 1933.

2. Oui.

3. et 4. Répondu au no 2.

Pour 1934:

1. Deux rapports comme suit:

No 52732 en date du 5 juin 1934;

No 2901 en date du 17 juin 1934.

Deux avis sommaires comme suit:

No E-11799 en date du 13 juin 1934;

No V-9948 en date du 27 juin 1934.

2. Non.

3. Répondu au no 2.

4. Dans le premier cas, il s'agissait d'une voiture neuve qui n'avait pas été enregistrée. Elle le fut de suite sur réception de l'avis. Le deuxième cas en était un de vitesse en dehors du village. Sur promesse que cette infraction ne se répèterait pas, le département n'a pas fait payer l'amende.

#### **Hôpitaux privés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 247 concernant les hôpitaux privés.

Adopté.

### **Acquisition de terres de colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Adopté.

### **Loi de la gazoline**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

**M. Béïque (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie): Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre s'oppose aux résolutions qui forment la base du bill 29 modifiant la loi de la gazoline:

a. Parce que ces résolutions ont pour objet et auraient pour effet d'augmenter de façon considérable les taxes provinciales qui pèsent déjà lourdement sur les consommateurs, au sujet de la gazoline;

b. Parce que les nouvelles taxes décrétées par lesdites résolutions multiplieraient plusieurs fois l'impôt sur la gazoline et feraient monter le coût actuellement élevé de la gazoline au grand détriment des consommateurs;

c. Parce que les remboursements mentionnés en faveur des cultivateurs et des pêcheurs sont insuffisants;

d. Parce que ces remboursements sont d'ailleurs assujettis à l'accomplissement de formalités tellement compliquées que, dans la pratique, cultivateurs et pêcheurs ne pourront en bénéficier;

e. Parce que lesdites résolutions permettraient, en outre au gouvernement de la province, d'attribuer à un exercice financier antérieur des revenus appartenant à l'exercice suivant, et auraient ainsi pour effet de rendre inexacte la comptabilité de la province.

**M. Barré (Rouville):** Il arrive trop souvent que l'on prenne le vote sans discuter les motions dont les députés ne connaissent pas assez le sens. On ne

sait pas ce qu'il y a dans cette motion, dans cet amendement. Si personne ne désire prendre la parole sur ce sujet, je demande l'ajournement du débat.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La procédure suivie est régulière. C'est un amendement de non-confiance. Si nous procédons comme le veut le député de Rouville, nous finirons jamais cette session. Cette proposition n'a pas de sens: on ne pourra pas en finir avant le mois de juillet de ce train-là. Je regrette, mais nous ne pouvons accorder l'ajournement du débat.

**M. Guertin (Hull):** Il ne s'agit pas de prolonger les travaux. Voici une motion assez longue: en prenant le vote tout de suite, les députés ne savent pas sur quoi ils votent, et ils ne font que donner un vote de parti. Il nous est impossible de nous prononcer d'une façon intelligente sur une motion comme celle-là qui a été lue une fois.

Il insiste pour que les députés aient le temps de considérer la proposition qui est faite.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous pourrez vous prononcer lors de l'étude en comité. Nous allons ajourner le vote à la prochaine séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je parle sur la motion d'ajournement, l'opposition officielle a fait son devoir. Depuis le début de la session, l'opposition officielle s'est efforcée de remplir son mandat, a fait en sorte de discuter raisonnablement, sans longueurs inutiles, sans retarder les délibérations de la Chambre, les mesures soumises. Nous avons assisté à toutes les séances et nous avons été présents à tous les jours de séances. La motion du député de Chambly devant la Chambre contient nos prétentions et nos objections. Et afin d'éviter qu'on ne puisse les comprendre, nous les avons répétées deux ou trois fois, afin qu'il ne pût y avoir de doute sur le sens de nos observations et de nos attitudes. Cet amendement est clair et précis pour quiconque veut se renseigner. La meilleure façon de se renseigner, c'est de rester en Chambre et d'étudier les lois. J'insiste donc pour que le vote soit pris.

**M. l'Orateur:** (Au député de Rouville) Tenez-vous à votre motion en ajournement?

**M. Barré (Rouville):** Oui!

**M. l'Orateur:** Adopté?

**Des voix:** Non!

La motion d'amendement est rejetée.

**M. Guertin (Hull):** Parlant sur la motion principale, je dois déclarer que je ne puis pas la supporter. À chaque fois qu'il y aura de ces motions, si je ne puis pas l'étudier au préalable, je voterai contre toutes les motions de non-confiance, même si je ne sais pas ce qu'elles contiennent.

Je voterai contre l'amendement, parce que je ne veux pas voter, sans savoir pourquoi je vote. Je n'ai malheureusement pas de personnel complet comme d'autres en ont, pour faire mon travail de bureau et m'éviter les soucis secondaires. Je n'ai personne pour m'aider à étudier la législation. Je fais mon possible, mais il n'y a tout de même que vingt-quatre heures par jour.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, Smart, 6.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bélanger, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, McDonald, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Power, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bélanger, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, McDonald, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Power, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 36.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, Smart, 6.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que lesdites résolutions soient maintenant adoptées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie): Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Les résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi de la gazoline soient de nouveau retournées au comité plénier de la Chambre pour être amendées, de façon à exempter aux cultivateurs l'obligation de payer la taxe sur la gazoline qu'ils emploient dans un camion pour le transport des produits de leur ferme.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, Smart, 6.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bélanger, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure, Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Guertin, McDonald, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Power, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur le même vote, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

**Décès du sénateur H. S. Béland  
et de l'épouse du député d'Iberville  
(M. Lamoureux)**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la parole pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable sénateur H. S. Béland et pour exprimer ses sympathies au député d'Iberville (M. Lamoureux) qui vient de perdre son épouse.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'attendais l'ajournement pour exprimer nos sympathies au député d'Iberville. Quant à la mort du sénateur Béland, je dois dire qu'elle m'a particulièrement chagriné. C'était un homme de cœur qui a rendu de grands services à son pays, à sa province, avec zèle et dévouement. Tout à l'heure, je proposerai que la Chambre s'ajourne en signe de deuil.

**M. Fortin (Beauce):** La population du comté de Beauce a appris avec de profonds regrets la mort du sénateur Béland, connu dans toute la Beauce comme le Dr Béland.

Il fut élu pour représenter le comté à Québec une première fois en 1897 et les électeurs lui ont démontré leur confiance en le réélisant avec des majorités substantielles pendant 30 ans.

Avec la mort du sénateur Béland, la Beauce perd un leader aimé et respecté, un conseiller avisé et un ami chaleureux.

Sa disparition est un dur coup pour notre comté, car elle créera un grand vide. Sa mémoire occupera pendant longtemps une place spéciale dans le cœur des gens de toutes les paroisses de la Beauce qui offrent leurs plus sincères sympathies à la famille éprouvée.

**Écoles d'agriculture et  
Société coopérative fédérée  
des agriculteurs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** objecte que le bill est irrégulier parce qu'il aurait dû être précédé d'une résolution autorisant le changement d'affectation prévu au bill.

Il s'appuie sur une décision rendue par l'Orateur au cours de la session de 1931-1932.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande à l'Orateur de prendre le point d'ordre en délibéré.

**M. l'Orateur:** Je prends ce point d'ordre en délibéré.

**Classification  
des terres publiques**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>1</sup>:****L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

propose: 1. Que le ministre de la Colonisation sera autorisé à faire faire la classification des terres publiques, afin de déterminer celles qui sont propres à la culture et qui doivent être affectées à la colonisation, et que, cependant, cette classification ne prendra effet que lorsqu'elle sera approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, réserver et approprier, parmi les terres sous son contrôle, un lot pour lieux de culte et cimetières dans chacune des paroisses de colonisation et révoquer en tout temps telle appropriation, suivant qu'il le jugera à propos, et qu'il pourra faire des concessions gratuites, pour les fins susdites, pourvu que ces lots n'excèdent pas cent acres dans aucun cas et que l'intention et l'usage, pour lesquels elles sont faites, soient exprimés dans les lettres patentes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes en session depuis le 8 janvier. Or, le projet est présenté pour la première fois devant la Chambre pour discussion le 23 avril. Pourquoi le gouvernement, qui se plaint de la longueur de la session, n'a-t-il pas amené plus vite une mesure aussi importante? Le ministre veut-il nous expliquer la portée de cette résolution?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

La résolution repose sur le bill qui permettra l'étude des sols pour la classification. Il s'agit de donner au ministre de la Colonisation les pouvoirs nécessaires pour faire la classification des sols, des terres colonisables et autres.

Le bill pourvoit à une dépense de \$100,000 pour fins de classification des terres de colonisation. Autrefois, le ministre des Terres faisait faire la classification et vendait les terres aux colons. Le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), au temps où il fut ministre de la Colonisation, a obtenu la division des départements des Terres et de la Colonisation. En vertu du nouvel arrangement, le ministre des Terres faisait classifier les terres, puis les transportait au ministère de la Colonisation qui les vendait aux colons.

Dorénavant, c'est le ministre de la Colonisation qui va faire classifier les terres. Si le ministère n'a pas présenté cette loi plus tôt, c'est qu'on a voulu faire passer d'abord le bill de \$10,000,000 pour la colonisation. La somme de \$100,000, que l'on demande dans les résolutions en discussion, sera affectée à ce service de classification. Aussitôt, le ministère a fait imprimer le présent bill, mais par erreur, le principal article, soit l'article 5, avait été omis. Il a donc fallu le faire réimprimer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La célérité du ministère de la Colonisation est symptomatique des intentions qui l'animent. Il a tenu un congrès de colonisation en octobre, et ce n'est que trois mois après l'ouverture de la session qu'il se décide à amener le présent projet de loi. Après cela, on verra des députés venir, à l'instigation des ministres, parler des longueurs de la session. Le débat sur le récent bill de colonisation a duré six heures, dont trois heures et demie ont été prises par le ministre lui-même à se défendre. Cependant le gouvernement n'amène qu'au bout de trois mois des lois très importantes qu'il aurait dû soumettre dès le début de la session. On ne peut qu'inférer que le gouvernement n'était pas prêt.

Les méthodes du département de Colonisation ne doivent pas être fameuses, puisqu'on y fait des bills en y omettant la clause principale pour laquelle le bill est fait. C'est une preuve qu'il faut une enquête sur tous les départements.

Le présent bill ne change rien au système existant. Ce seront les mêmes gens qui feront les mêmes enquêtes en suivant les mêmes méthodes.

Quelles sont les terres qui vont être classifiées?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Au cours de l'hiver, les arpenteurs sont allés dans le Témiscamingue et l'Abitibi. Maintenant, 18 équipes de classificateurs vont se rendre, dès ce

printemps, dans les mêmes centres. Chaque équipe comprendra onze personnes, dont l'ingénieur forestier, son assistant, quatre classificateurs et quatre guides.

Deux équipes iront classifier les cantons de Fontbrune, Mitchell, Pau<sup>2</sup> et Briand, dans Labelle, au nord de Mont-Laurier. Quatre équipes iront dans l'Abitibi et six dans le Témiscamingue, une dans les Cantons-de-l'Est et cinq dans le sud-est de la province et la côte nord.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça va prendre combien de temps, cela?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Au 1<sup>er</sup> juillet, la classification de tous ces cantons sera terminée et le département de Colonisation distribuera les lots aussitôt que les classificateurs auront passé. Les colons s'installeront sur les terres reconnues propres à la culture. Il s'est fait de la classification dans le passé, mais le nouveau système est meilleur que les anciens. Il y a 7,500 lots de classifiés en Abitibi, et le travail se poursuit toujours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La crise est commencée depuis 1930. Mais le gouvernement, qui avait une grosse majorité, tous les pouvoirs voulus, qui a eu en mains des centaines de millions de dollars, a systématiquement bloqué l'essor de la colonisation. Il a d'abord fermé la forêt aux colons, par le moyen de réserves forestières d'où les colons étaient spécifiquement exclus; il a négligé de payer les primes dues aux colons, pendant dix mois, un an et même plus, alors que c'était le seul moyen de vivre des colons, puisque le commerce du bois n'allait plus.

On a envoyé les colons sur des lots marécageux, où la culture était impossible; on les a laissés exploiter au profit de quelques individus; on les a laissés voler par toutes sortes de gens, même par des employés du ministère de la Colonisation. Puis, on a réduit leurs primes de labour et de défrichement.

En plus, on n'a fait aucune classification; on a laissé faire suivant une routine nuisible. Aujourd'hui, on fait de la classification, mais on se garde d'entrer dans certains domaines où règnent les barons, MM. les marchands de bois. Puis, quand on a fermé la forêt aux colons, assuré les droits féodaux des barons du papier, diminué les primes, réduit les crédits de la colonisation de \$500,000 par année, affamé les colons en ne les payant pas, on fait un grand congrès pour savoir s'il y a des jeunes gens à placer, quand on

sait que 80,000 jeunes gens ne peuvent se placer, pour savoir s'il y a des terres arables quand on n'a même pas fait la classification. Il y a longtemps que ce travail de classification devrait être fait. Il n'y a pas de colonisation possible sans classification. Le gouvernement fait des enquêtes pour connaître ce que tout le monde connaît, excepté lui. Puis on attend six mois, on ne fait rien du tout, et l'on arrive avec de beaux projets, à la fin de la session. Depuis quatre mois que la session dure, le gouvernement n'a pas présenté une seule loi qui dénote un peu de courage.

La classification des terres devrait se faire sans politique. Il nous faudrait un système de classification indépendant de la politique, du patronage et des souscriptions électorales.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

L'honorable chef de l'opposition parle sans cesse de politique. Mais qu'il prouve donc quelque chose. La politique du gouvernement libéral, la loi que nous discutons a été approuvée par le congrès de colonisation. Le gouvernement fédéral n'a pas jugé bon de nous aider et, cependant, notre province, sous le régime libéral, est celle qui fait le plus pour les colons, où l'on ait plus dépensé pour les colons, où l'on offre des avantages aussi substantiels à ceux qui veulent faire de la colonisation. Ottawa a dépensé cent millions de notre argent pour aider la colonisation dans les provinces de l'Ouest, mais quand j'ai demandé à M. Gordon récemment, de contribuer au plan de colonisation québécois, pour une part égale à celle que lui attribue Québec, il a refusé. Notre système de colonisation a fait ses preuves.

La colonisation de proche en proche, et surtout celle des chômeurs des villes, vient d'être mise à l'essai par des grands pays comme les États-Unis, l'Italie, par exemple, qui dépensera un milliard pour placer des chômeurs des villes sur la terre. En Angleterre, le mouvement de colonisation ne fait que commencer. Mes prédécesseurs, le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) et l'honorable M. Hector Laferté ont placé un grand nombre de colons. Que le chef de l'opposition me nomme une province qui a fait autant que la nôtre. Si mes prédécesseurs ont réussi, c'est qu'ils ont donné des avantages aux colons; avec le nouveau plan, nous pourrions leur en offrir encore plus. Je puis donc dire que notre système est le meilleur.

Le chef de l'opposition, qui accuse les ministres de faire de la politique en tout et partout, est le seul qui fasse de la politique avec la question de la colonisation depuis le commencement de la session. C'est lui qui cherche des difficultés et qui

parle contre toutes nos lois de colonisation. Le chef de l'opposition n'aide pas la colonisation en critiquant comme il le fait. Mais avec quoi faisons-nous de la politique? Est-ce dans le choix des colons, dans le choix des lots? Nous faisons de la grande politique; c'est lui qui fait de la petite politique; c'est lui qui a voté contre les dix millions; il en a fait lorsqu'il a voté contre la loi qui portait de 8 arpents à 20 arpents la réserve forestière en faveur du colon.

Et sur cette loi, il va tellement critiquer qu'il va donner à la province l'impression qu'il est opposé à la loi. Il cherche des erreurs et des retards là où il n'y en a pas. Le chef de l'opposition parle de ce qui se fait ailleurs, mais il ne cite aucune province, si ce n'est les provinces de l'Ouest qui ont été colonisées par le gouvernement fédéral avec l'argent des contribuables de tout le Canada. Il ne cite pas, car il a peur de le faire, ce que le régime libéral a fait pour la colonisation jusqu'à maintenant sous le député d'Arthabaska, pour prendre un illustre exemple.

Et puis les ancêtres politiques du chef de l'opposition, que faisaient-ils tant pour la colonisation? À peine quelques cent mille dollars par an, alors que le régime libéral a donné des millions et des millions. Le chef de l'opposition dit que nous n'avons jamais classifié. Pourquoi ne pas admettre, plutôt, que nous avons un nouveau système de classification? Nous dépenserons, cette année, jusqu'à \$100,000 pour ce travail de classification.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne s'est pas aperçu que le temps a marché depuis 1897, que tout a été modifié dans l'organisation économique et sociale. À ce compte on pourrait dire, suivant la même veine d'argumentation que le ministre: Il y avait 250 aliénés au temps des bleus en 1897. Depuis que les rouges sont au pouvoir il y en a 4,500.

L'auto, la radio, l'aviation n'existaient pas en 1897, au temps des bleus, mais ils sont arrivés depuis que les rouges sont au pouvoir, et l'on pourrait inférer que ce sont les ministres libéraux qui ont inventé cela, que le ministre du travail a inventé la radio, le ministre de la colonisation l'automobilisme, etc. On pourrait dire aussi, qu'au temps des bleus la taxe était de \$100 et que depuis que les rouges sont au pouvoir on taxe quatre cent mille fois plus qu'au temps des bleus. Or, l'argument du ministre est exactement de cette force!

Mais le nouveau ministre qui est apparu comme un sauveur a déjà eu l'occasion de faire valoir ses talents.



Dans le canton Villemontel, il a rebaptisé une nouvelle colonie du nom de Vautrin et y a envoyé une cinquantaine de colons, cela après le congrès de colonisation, le banquet au Château Frontenac et l'aménagement du bureau du ministre. Après ces grands événements, le ministre est parti pour l'Abitibi et, dans Villemontel, il a donné à une colonie le nom de Vautrin. Or les colons après plusieurs mois, qui devaient recevoir \$1.60 dont 25 cents de pension et 35 cents de dépense, plus \$1 mis en réserve pour le colon par le gouvernement, n'ont pas été payés même du 35 cents par jour. Et les parents des colons ont dû écrire au gouvernement pour le supplier de donner au moins à ces colons de quoi revenir chez eux.

La colonie Vautrin a été un fiasco monumental, complet. Ça été la première épreuve glorieuse du génie, du nouveau Jean Talon qui est aujourd'hui l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault). Il a fondé une colonie où les gens ont été trompés, où ils ont eu de la misère et n'ont même pas été payés. Jusqu'ici, on a envoyé les colons dans la boue et ces colons ont été volés par les employés du gouvernement. C'est ce que le ministre appelle la glorieuse histoire de la colonisation. Le ministre nous reproche de ne pas avoir confiance en lui?

Puis le ministre, pour réponse, dit aujourd'hui que tout cela c'est la faute du chef de l'opposition, si la colonisation ne marche pas. C'est parce que nous avons montré ses plans sous leur vrai jour, montré qu'il s'agissait avant tout d'un truc pour gagner les élections, à même un régime de pitons.

Je suggère d'amender la loi de façon que la classification des terres soit faite, en dehors des atteintes des marchands de bois, en dehors des partis rouge ou bleu, de façon à mettre les fonds nécessaires à la disposition des classificateurs.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Dans Laferté, des colons ont été établis sur des terrains marécageux, en vertu du plan Gordon. Les terres étaient inondées par suite du barrage sur le lac Louis. Je leur ai promis, l'automne dernier, de faire baisser les eaux et que cela ne se ferait plus. Ce qui a été fait. Et tous les colons sont satisfaits.

(Applaudissements)

En plus, tout colon qui a voulu avoir un autre lot l'a eu, aux frais du gouvernement; quelques colons nous ont demandé de les ramener en ville, cela aussi nous l'avons fait.

Le chef de l'opposition parle de vol. Il prétend que les colons ont été volés. Il n'y a pas de voleurs au département. Qu'il nomme un seul employé qui ait volé un colon, et cet employé ne

restera pas cinq minutes de plus au ministère. Ils seront destitués sur-le-champ. Personne n'a volé les colons. Qu'il me les nomme privément ou publiquement s'il le préfère.

La colonie Vautrin porte indûment ce nom. Colonie Vautrin, elle ne restera pas colonie Vautrin, puisque le chef de l'opposition a cela sur le cœur. Elle a d'ailleurs été nommée ainsi sans ma permission. Je vais exiger qu'elle porte son véritable nom qui est Villemontel. Le gouvernement y a envoyé 50 colons en hiver à simple titre d'expérience. Celle-ci n'a pas réussi comme le ministère s'y attendait. Nous avons fait une expérience concluante: c'est que la colonisation, l'hiver, est une mauvaise chose. À l'avenir, les colons ne partiront qu'au commencement de la belle saison, au printemps. Les gens ont été payés et bien traités.

Il ne faut pas faire de la colonisation l'hiver, et pourtant le chef de l'opposition a dit que ce serait une bonne chose que d'envoyer les colons l'hiver.

La différence entre le plan Vautrin et le plan Gordon, c'est qu'en vertu du plan Vautrin, les gens sont payés quand ils travaillent. Les vrais colons ont reçu toute la protection, et non ceux qui ne sont pas de vrais colons. Je l'ai déjà dit plusieurs fois: avec le plan actuel, les colons devront gagner les primes que nous leur donnons. Là encore, l'expérience nous a démontré que ce système était meilleur que le système prôné par le plan Gordon. Le plan provincial s'occupe en permanence du colon qui n'est jamais abandonné à son sort. (Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Depuis quand la colonie de Laferté est-elle fondée?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Décembre 1933 et janvier 1934.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui a fait la classification et a dit que ce canton était propre à la colonisation?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Lorsque nous aurons fini les travaux d'égouttement, le lac Louis n'inondera plus, et cet endroit sera excellent pour la colonisation. Il y a là de bonnes terres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui a fait la classification?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La classification a été faite par les employés des Terres et Forêts. Cette classification a été bien faite; le sol est bon.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Dépôt de documents:

##### Impression, reliure, annonces et publicité, paiements du gouvernement

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 février 1935, pour: État dûment certifié relativement aux diverses sommes payées par le gouvernement de cette province pour:

- a. Impression et reliure;
- b. Annonces et publicité;
- c. Divers;

depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement, et indiquant:

1. Les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé lesdites sommes;
2. La somme globale payée à chacun d'eux, dans chaque cas;
3. Le total de tous les paiements effectués par le gouvernement de cette province, dans chaque cas et pendant ladite période. (Document de la session no 142)

##### Gouvernement du Québec, achats d'huile

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 mars 1935, pour un état indiquant: Combien de gallons d'huile le gouvernement a-t-il achetés depuis 1930; Quels sont les noms des personnes de qui le gouvernement a acheté de l'huile depuis 1930; Quel est le total de gallons achetés dans chaque cas; Quel prix a été payé par gallon pour chaque marque d'huile ainsi achetée. (Document de la session no 143)

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 23 avril 1935

##### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### Loi de la gazoline

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

##### Lac-Saint-Jean-Est

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), la permission de présenter le bill 207 concernant la municipalité du comté du Lac-Saint-Jean-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Demandes de documents:

##### Inspection des étalons

**M. Barré (Rouville)** propose, qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. En quelle année, le gouvernement provincial a-t-il commencé à faire faire l'inspection des étalons dans la province? 2. Depuis que cette inspection est pratiquée, combien d'étalons ont été inspectés chaque année dans chacun des comtés et combien par classe? 3. En quelle année, le gouvernement a-t-il commencé à accorder aux propriétaires d'étalons des primes basées sur le nombre de poulains? 4. Combien de ces primes ont été accordées chaque année dans chacun des comtés de la province pour chaque classe d'étalons?

Adopté.

##### Exigibilité des créances hypothécaires

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 58 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des assurances de Québec**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Cette loi a pour but d'empêcher l'exploitation du public par des agents d'assurance trop peu scrupuleux.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que la loi ne donne pas de trop grands pouvoirs au gouvernement en lui permettant ainsi d'enlever des licences sans en donner des raisons?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Cette clause a été inscrite dans le bill pour la protection du public. Il s'agit de protéger le public. Les agents honnêtes et consciencieux ne seront pas inquiétés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir s'il est vrai qu'un membre du cabinet a une licence d'agent d'assurance?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'en sais rien! Je n'en connais aucun!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier provincial en sait-il quelque chose?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Pas à ma connaissance. Mais je m'informerai auprès du surintendant des assurances.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aurai une réponse quand?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je vous le dirai demain.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Paroisse de Saint-Bernard, Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Syndicats coopératifs de Québec**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs.

Adopté.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

L'article 1 est adopté.

Le comité propose un nouvel article 2 qui se lit comme suit:

"2. La présente loi s'applique aux liquidations déjà commencées mais n'affectera pas les causes pendantes."

Le nouvel article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Sociétés coopératives agricoles**

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gauthier (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Déneigement**

**M. Thisdel (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thisdel (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Québec**

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill a été étudié en comité, et comme tous les membres de la Chambre font partie du comité des bills privés, je crois qu'il n'est pas nécessaire de répéter tout ce que nous avons dit.

**M. Gagnon (Kamouraska)** propose l'amendement suivant:

"L'article 20 du bill est amendé par l'ajout, après le paragraphe 187, du paragraphe suivant:

"188. La Cité n'a pas le droit de charger aux cultivateurs vendeurs de lait, domiciliés en dehors des limites de la Cité, pour la vente du lait et de la crème dans la Cité, une licence de plus de \$25.00 par année, y compris le prix de la licence pour la voiture, et les cultivateurs ont le droit de vendre sur les marchés publics de la Cité tous les produits de la ferme et denrées agricoles, en payant les droits du marché suivant le tarif ordinaire, et une licence supplémentaire n'excédant pas \$10.00 par année leur sera chargée pour la vente de la crème sur les marchés publics."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement n'est pas dans l'ordre, étant donné que l'article 20 auquel il doit être greffé n'existe plus dans le bill.

**M. Drouin (Québec-Est):** L'amendement n'est pas dans l'ordre. Il n'y a plus d'article 20 dans le bill.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Cet amendement a été présenté à la demande des cultivateurs des environs de Québec qui ne veulent pas être l'objet d'un traitement de rigueur qui les empêcherait de vendre leurs produits à la ville.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** L'amendement est-il dans l'ordre? Nous avons, dans Québec, 150 laitiers qui se conforment aux exigences de la ville. Il faut être juste pour tout le monde. D'ailleurs, les laitiers de la campagne ne se plaignent pas tant que cela. Je crois que cet amendement-là devrait être retiré. Je demanderais au proposeur, qui n'est pas du tout de la région de Québec, de retirer son amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'article 20 existait dans le bill original et, de plus, l'article 187 existe toujours. C'est une simple technicalité, et on devrait donner au député la chance de discuter son amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'en reste pas moins que l'amendement n'est pas dans l'ordre. On veut accrocher un amendement qui n'existe pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il est important que le bill soit voté, afin que nous le donnions au Conseil législatif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'amendement est bon pour Québec, il devrait être appliqué à toutes les villes de la province. Il ne faudrait pas faire d'amendement d'exception pour Québec.

**M. Drouin (Québec-Est):** La ville de Québec est venue devant le comité pour essayer d'équilibrer son budget, et la plupart de ses demandes ont été refusées, rejetées. Ce soir, on veut lui enlever un autre privilège, profiter de l'occasion pour lui faire accepter un amendement qui la priverait encore d'une autre source de revenus qu'elle possède depuis plusieurs années.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre devrait respecter l'autonomie de Québec. Les cultivateurs seraient les premiers à se récrier, et l'opposition les appuierait, si les villes voulaient leur imposer leurs volontés. Il (M. Duplessis) parle des motifs qui animent certains députés.

**M. Barré (Rouville):** On n'a pas le droit de prêter des motifs peu recommandables à certains députés. J'ai déjà protesté contre l'hypocrisie de certaines gens, mais il ne faut pas prêter de motifs vils à ceux qui veulent se protéger. Tous les députés ont le droit et le devoir de se prononcer, lorsque la cause des cultivateurs est en jeu.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Les laitiers et les laiteries paient toutes les taxes qu'on leur impose. Il faut être juste pour tout le monde et ne pas faire de passe-droits pour les cultivateurs qui viennent de l'extérieur. Ce n'est pas juste pour les 150 laitiers de Québec.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il y a actuellement 81 laitiers à Québec qui paient une licence de \$25, et il y en a 191 de l'extérieur qui paient \$37.50. Si l'amendement du député de Kamouraska est adopté, la ville va perdre un revenu annuel de \$5,930. Est-ce juste de priver la ville de ses revenus et de laisser faire à nos laitiers une concurrence déplorable? La moyenne des taxes payées par les gens de Québec est de \$72, tandis que celle des taxes payées par les laitiers de l'extérieur est de \$57. Il ne serait donc pas juste d'accepter l'amendement du député de Kamouraska. Les laitiers de la ville seront dans une position inférieure à celle de leurs concurrents qui n'habitent pas Québec.

On peut faire appel aux intérêts de la classe agricole, mais l'amendement est injuste pour la ville de Québec.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Je félicite les députés de Saint-Sauveur et de Québec-Est d'avoir pris la défense de leur ville. Je leur ferai remarquer que nous ne demandons pas d'abolir la taxe, mais une diminution de cette taxe, que les cultivateurs jugent trop élevée. Il faut protéger le cultivateur qui vient vendre ses produits en ville. J'habite à 80 milles de Québec, et il y a des cultivateurs de chez nous qui viennent vendre leurs produits ici. Des compagnies sont intéressées à ce que l'amendement ne passe pas, parce que cela serait à leur détriment.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** S'ils viennent de si loin vendre leur lait à Québec, c'est signe que c'est payant.

**M. Samson (Québec-Centre):** Ce ne sont pas les cultivateurs qui viennent vendre leur lait ici; ce sont des commerçants.

Je m'oppose donc à l'amendement, dit-il.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le commerçant qui vient vendre de la crème à Québec paye \$25 et le commerçant qui viendrait vendre lait, crème et beurre ne paierait que \$10? Que le comité réfléchisse à cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les cultivateurs sont justes. Il n'y a personne en cette Chambre qui ait réclamé de l'aide pour les cultivateurs plus que les membres de l'opposition.

Est-ce que les cultivateurs, au nom de qui on prétend parler - quand en réalité c'est au nom des commerçants de lait - ne seraient pas les premiers à approuver l'autonomie de Québec? Si Québec voulait aller se mêler des affaires des cultivateurs, comment aimeraient-ils cela?

Pourquoi les cultivateurs, au nom desquels parle le député de Kamouraska, ne se sont-ils pas adressés à un député de Québec? La source des revenus de Québec est tarie; non seulement on lui a refusé ses demandes, mais on veut lui enlever ce qu'elle possède. Si le gouvernement est en faveur de cet amendement, qu'il présente donc une loi générale.

Le gouvernement devrait voter à la ville de Québec un montant de \$50,000 à \$60,000 par année pour son embellissement. Que le gouvernement encourage le commerce du lait par des primes, mais pas au détriment de la ville.

**M. Barré (Rouville):** Cette taxe s'applique aux cultivateurs et non aux commerçants.

**M. Drouin (Québec-Est):** Comment interprétez-vous dans l'amendement les mots "cultivateurs vendeurs de lait"?

**M. Barré (Rouville):** Un cultivateur qui vend du lait.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je crois que l'amendement ne devrait s'appliquer que dans le cas des cultivateurs qui vendent le lait de leur troupeau. L'amendement devrait être rédigé en ce sens.

**M. Drouin (Québec-Est):** Cela ne changerait pas grand-chose. Que le lait vienne de son troupeau ou d'ailleurs, il reste commerçant et vendeur étranger à Québec. Les consommateurs ne bénéficieront en rien du tout de l'amendement du député de Kamouraska, de la diminution qui est accordée au commerçant de l'extérieur et que la ville va perdre, de ce fait, un revenu de \$6,000 par année.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Je suis prêt à accepter la suggestion de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur). Je suis convaincu que la ville ne perdra rien; il va venir plus de cultivateurs et, financièrement, pour la ville, les résultats vont être les mêmes.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** proteste de nouveau que l'amendement est injuste pour la ville de Québec.

L'amendement étant mis aux voix, il est adopté sur division<sup>5</sup>.

**M. Drouin (Québec-Est):** Quel est le résultat en chiffres?

**M. le président (M. Bachand):** 28 à 14.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois et une deuxième fois sur division.

#### **Actes et règlements de Sainte-Thérèse**

**M. Bastien (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier**

**M. Lortie (Labelle)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les droits payés pour le bill 75 constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier" soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique et l'expansion d'œuvres de bienfaisance.

Adopté.

#### **Code de procédure civile, article 697**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant l'article 697 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de mettre les salaires des fonctionnaires provinciaux sur le même pied que les autres, en ce qui concerne la saisie.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code de procédure civile, examen préalable**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Créances des compagnies d'assurance**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant la loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Classification des terres publiques**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>6</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: 1. Que le ministre de la Colonisation sera autorisé à faire faire la classification des terres publiques, afin de déterminer celles qui sont propres à la culture et qui doivent être affectées à la colonisation, et que, cependant, cette classification ne prendra effet que lorsqu'elle sera approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, réserver et approprier, parmi les terres sous son contrôle, un lot pour lieux de culte et cimetières dans chacune des paroisses de colonisation et révoquer en tout temps telle appropriation, suivant qu'il le jugera à propos, et qu'il pourra faire des concessions gratuites, pour les fins susdites, pourvu que ces lots n'excèdent pas cent acres dans aucun cas et que l'intention et l'usage pour lesquels elles sont faites soient exprimés dans les lettres patentes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'automne dernier, le ministre a visité les colons de Laferté. Il a constaté qu'ils étaient dans la boue. Alors, le ministre a vu le lac et il a décidé que le lac montait trop. Cela veut dire que le gouvernement, avant d'établir des colons, n'a pas pensé de faire disparaître le barrage pour tenir l'eau à un niveau raisonnable. Le gouvernement veut faire de la colonisation et il ne prend pas les moyens pour faire disparaître les entraves.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Il y a deux cours d'eau qui sont obstrués. Lorsque les travaux de drainage seront faits, ces ennuis disparaîtront. Ce ne sont pas tous les colons de

Laferté - ils sont 158 - qui ont été incommodés par l'inondation, mais quelques-uns seulement, ceux dont les lots étaient situés près du lac.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

### **Département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 modifiant la loi du département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides<sup>7</sup>.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque): Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu qu'à la veille des élections provinciales de 1931, le gouvernement de Québec autorisa l'adoption de la loi intitulée: "Loi des accidents du travail", qui accordait aux ouvriers victimes d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion de leur travail, les indemnités et les compensations prévues à la dite loi;

Attendu que cette loi des accidents du travail pourvoyait à des indemnités en faveur de l'épouse, des enfants et de quelques dépendants de l'ouvrier dont un accident de travail a causé la mort;

Attendu que le 8 avril 1933, sur la recommandation du procureur général, qui est aussi

le premier ministre de la province, le gouvernement de la province adopta un arrêté en conseil faisant perdre aux ouvriers et en cas de mort de l'ouvrier, à son épouse, à ses enfants ou à quelques-uns de ses dépendants tous les bénéfices accordés par la loi des accidents du travail, lorsqu'un accident survient par le fait ou à l'occasion de travaux autorisés en vertu d'une loi de chômage, de secours directs et de toute disposition similaire et exécutés par une corporation municipale ou pour le compte d'une corporation municipale;

Attendu que le député de Trois-Rivières, chef de l'opposition à la législature de Québec, a porté cet ordre en conseil à la connaissance de la Chambre et l'a justement et énergiquement dénoncé;

Attendu que les victimes du chômage subissent déjà assez d'épreuves sans que le gouvernement de la province vienne aggraver l'infortune et la misère des chômeurs et de leur famille, en leur faisant perdre les bénéfices de la loi des accidents du travail;

Attendu que ledit arrêté ministériel a causé aux chômeurs victimes d'accidents de travail ainsi qu'à leur famille des dommages et des pertes considérables, pendant les deux dernières années;

Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires, désapprouve énergiquement le dit arrêté ministériel adopté par le gouvernement, en date du 8 avril 1933, déclare que ladite décision du gouvernement est souverainement injuste pour les chômeurs accidentés ainsi que pour leur famille, et exprime l'avis que les chômeurs accidentés et leur famille devraient toujours recevoir pleine et entière justice.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, 5.

**Contre:** MM. Arcand, Bélanger, Charbonneau, Chouinard, David, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Lapointe, Mercier fils, Paquet, Perrault, Poulin, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 24.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Malgré le vote, il me fait plaisir de féliciter le député de Saint-Sauveur qui vient de manifester sa sympathie pour

les ouvriers. Il y a trois semaines, le premier ministre a promis de rappeler cet arrêté ministériel. Pourrions-nous connaître ses intentions?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il s'agit d'un règlement de la Commission des accidents du travail, et il faudra que la Commission le révoque avant que nous puissions agir.

Il n'a pas encore vu ce règlement, affirme-t-il.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, article 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le but des unités sanitaires n'est pas de remplacer le médecin de famille, mais de faire l'éducation du peuple. Grâce aux unités sanitaires, la mortalité infantile qui était de 142 par 1,000 naissances en 1926 est tombée à 74 par mille en 1932.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les unités sanitaires sont bonnes en principe mais, malheureusement à cause d'elles, le médecin a tendance à devenir fonctionnaire.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit le grand bien, au point de vue hygiène, que les unités sanitaires ont accompli dans la province de Québec, pour le dépistage des maladies contagieuses, pour l'éducation des jeunes mères et la prévention de la mortalité infantile, etc.

On ne peut nier, déclare-t-il, le bien que ces unités sanitaires ont accompli chez-nous, surtout dans les comtés où les médecins étaient rares. Dans certains comtés de colonisation, par exemple, le médecin était tellement loin que les colons n'ont pu le faire venir. Sur 54 naissances, en 1934, 29 enfants sont morts, faute de soins.



Dans ces centres de colonisation, sur la côte nord, dans les paroisses éloignées, ce sont les populations qui nous supplient de leur donner un médecin et des gardes-malades payés par la province. Ce n'est donc pas le gouvernement qui veut étatiser les médecins, ce sont les populations qui supplient le gouvernement de leur donner des soins médicaux.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à minuit dix minutes<sup>9</sup>.

9. Minuit quinze minutes, selon *The Quebec Chronicle* du 24 avril 1935, à la page 3.

---

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

2. *L'Événement* du 24 avril 1935, à la page 9, écrit Pan.

3. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

4. Voir note 3.

5. *L'Action catholique* du 24 avril 1935, à la page 9, souligne : "Tous les ministres présents sauf M. Vautrin et tous les membres de l'opposition officielle ont voté contre l'amendement du député de Kamouraska."

6. *Le Soleil* du 24 avril 1935, à la page 11, précise qu'il est 10 h 55. Le comité se réunit sous la présidence du député de Shefford (M. Bachand).

7. *Le Soleil*, du 24 avril 1935, à la page 11, précise qu'il est 11 h 15.

8. Voir note 3.



## Première séance du mercredi 24 avril 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 127 relatif abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne;
- bill 202 modifiant l'article 622 de la loi des cités et villes;
- bill 57 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 192 modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs géomètres.

Le bill suivant est rapporté à la Chambre:

- bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.

**Prévention des fraudes relatives  
aux valeurs mobilières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 245 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Établissements industriels  
et commerciaux**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de

présenter le bill 244 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre le travail des jeunes, travail qui contribue à faire diminuer les salaires et à empêcher la jeunesse de s'instruire. Il ne trouve pas raisonnable non plus que l'on fasse travailler ces jeunes pendant dix heures.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** réclame la journée de huit heures au moins pour les jeunes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ottawa règlera peut-être ce point.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** croit qu'il est préférable, dans la période que nous traversons, d'appliquer une division du travail qui permettra l'emploi de plus de personnes. Voici, conclue-t-il, l'objectif derrière ce bill concernant les doubles équipes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** note que les salaires en général sont moins élevés ici que dans Ontario. Toutes les enquêtes montrent, dit-il, que les salaires sont beaucoup plus élevés en Ontario qu'ici. C'est une honte pour nous et je crois que le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) a beaucoup de travail devant lui, afin d'en arriver à une uniformité de salaires entre les deux provinces.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** l'admet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au gouvernement d'intervenir.

**M. Guertin (Hull)** s'oppose au bill en expliquant qu'il permettra aux employeurs de forcer les femmes et les enfants de travailler jusqu'à 11 heures du soir, alors que la loi les empêche de travailler après 9 heures.

Il croit qu'il y aura des abus et, de plus, il entrevoit un danger, d'un point de vue moral, associé au fait que des jeunes gens se promèneront dans les rues tard le soir. Il demande donc que les femmes et les enfants ne travaillent pas après 9 heures le soir et avant 6 heures le matin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi du Mérite agricole**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), demande la permission de présenter le bill 65 modifiant la loi du Mérite agricole relativement aux colons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill C du Conseil législatif modifiant la loi de la pêche.

**Loi de la pêche**

**M. Côté (Bonaventure)** demande la permission de présenter le bill C du Conseil législatif modifiant la loi de la pêche.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Commission des accidents de travail, rapport annuel**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le septième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, 1935. (Document de la session no 144)

**Questions et réponses:****Royal Trust et Trust Général du Canada**

**M. Fisher (Huntingdon):** Du 1<sup>er</sup> juillet 1930 jusqu'au 26 mars 1935: Quelle somme la province a-t-elle payée:

*a.* À la Royal Trust Company;

*b.* Au Trust Général du Canada;

1. *a.* Afin de protéger les valeurs de la province que le gouvernement leur a confiées?

*b.* Pour une raison quelconque?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>a.</i> Royal Trust Co.	<i>b.</i> Trust Général du Canada
1. Frais pour coffrets de sûreté .....	\$ 17,394.49	\$ 12,800.86
<i>b.</i> Rabais de droits de successions <i>re</i> successions pour lesquelles ils ont agi comme exécuteurs testamentaires et pour autres services du gouvernement	\$ 4,851.59	
Montants payés en vertu d'actes de fidéicommiss avec diverses institutions de bienfaisance .....	<u>\$674,098.82</u>	<u>\$2,723,983.45</u>
	\$696,344.90	\$2,736,874.31

**Questions de privilège:****Route du Témiscamingue**

**M. Piché (Témiscamingue)** Je me lève sur une question de privilège.

Le 20 mars dernier, à la Chambre des communes, M. Bélec, député de Pontiac, a fait une étrange déclaration au sujet d'une route du Témiscamingue. Il s'agit de la route 46, qui relie Ville-Marie aux grands centres du comté de Pontiac.

Il cite, à partir du *Hansard*, une affirmation faite par M. Bélec le 20 mars<sup>1</sup> dernier: "C'est avec grand regret que j'annonce que les fonds destinés aux travaux dans mon comté ont été réduits, suite à l'impossibilité d'obtenir la coopération des deux députés provinciaux locaux (MM. McDonald et Piché). En 1933, j'ai travaillé en faveur de la construction de la route Sheenboro et j'aurais pu obtenir des crédits pour la réaliser. Cependant, les deux députés provinciaux ne voulaient pas contribuer pour ce nouveau moyen de communication avec le nord."

M. Bélec s'est plaint, au cours de son intervention, de n'avoir pas obtenu le concours du député provincial du Témiscamingue et du gouvernement provincial en général, dans les subventions nécessaires à la construction de cette route. Cette déclaration de M. Bélec est absolument fausse. Jamais on ne m'a demandé ma collaboration. Et bien plus, en août 1933, le ministre des Travaux publics de Québec adressait une lettre à Ottawa dans laquelle il se disait prêt à fournir \$25,000 pour la construction de cette route. Ottawa a refusé notre concours. L'honorable M. Gordon a refusé de coopérer avec le gouvernement provincial lorsqu'on lui demanda de contribuer, à partir des fonds d'aide aux chômeurs, à la construction d'une route dans le comté de Pontiac. Ottawa a refusé de contribuer à la construction de cette route qui était contenue dans le programme de travaux soumis par le gouvernement de Québec à celui d'Ottawa. Plus tard, le fédéral envoya un inspecteur, puis W. A. Gordon affirma, après avoir refusé le programme de Québec, que le gouvernement provincial n'avait voulu rien faire pour la construction de cette route, car il n'avait reçu aucune demande. Les paroles de M. Bélec sont, pour le moins, étranges et sa déclaration fausse, malicieuse et mensongère.

**M. McDonald (Pontiac)** ne veut pas se lancer dans les détails, puisque M. Piché a bien décrit la situation. Les règlements de la Chambre ne me permettent pas de dire tout ce que je pense de la déclaration de M. Bélec. Mais je puis dire que ses paroles étaient loin de dire la vérité; le député fédéral, dans un moment d'aberration mentale, a dérivé très loin de la vérité.

En fait, ce gentleman n'a aucun plan constructif en tête. J'ai invité M. Bélec à venir discuter cela avec moi sur n'importe quel tréteau de mon comté. Il n'a pas répondu, mais j'ai hâte de rencontrer ce monsieur sur les tribunes publiques. Nous en aurons bientôt l'occasion et nous réglerons nos comptes.

En ce qui concerne maintenant les déclarations de l'honorable M. Gordon à ce sujet - je dois dire que je n'ai pas le plaisir de le connaître, mais je suis au courant de quelques-unes de ses décisions - il me suffit de savoir que l'honorable M. Gordon, ministre du Travail au gouvernement du Dominion, a permis que l'on emploie des Canadiens français sur la route transcanadienne au salaire ridicule de 25 cents par jour pour me faire une idée de l'homme. Nous espérons avoir prochainement le plaisir de rencontrer ces gentlemen en face sur les tribunes publiques. Nous ne demanderons ni ne ferons de quartiers.

### **Commission d'électricité de Québec**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a quelque temps, le gouvernement a inscrit au *Feuilleton* le bill créant la Commission de l'électricité. Aujourd'hui, je remarque que le gouvernement vient de faire faire une réimpression du bill 20 créant la Commission de l'électricité. Je remarque que le texte de ce bill est marqué avec les mots: amendé, à la demande de M. Adrien Beaudry, président de la Commission des services publics. Je trouve cela un peu curieux. C'est la première fois, je crois, qu'une telle procédure est suivie. Il augure de cette révélation les pires catastrophes. Le gouvernement ne devrait pas se prévaloir de l'opinion du président de la Commission dont la compétence a été niée par la commission d'enquête.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. Beaudry a constaté que ce bill pouvait venir en conflit avec la loi créant la Commission des services publics, relativement au croisement des fils, et il nous a soumis un amendement en conséquence. C'est le seul scandale. Pour éviter à la Chambre de perdre du temps, nous avons ajouté cet amendement au texte du bill. C'est pour cela que nous avons réimprimé le bill, et mon honorable ami peut voir qu'il n'y a pas là de quoi causer une révolution de palais.

### **Classification des terres publiques**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Élie (Yamaska)** propose appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur): Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre déclare insuffisante et inefficace la classification des terres publiques préconisée par les résolutions qui forment la base du bill modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques, lesquelles résolutions ont été présentées pour la première fois le 23 avril 1935:

a. Parce que, d'après les déclarations faites à la Chambre hier, par le ministre de la Colonisation, la classification des terres publiques propres à la culture sera faite sous la direction du même personnel que celui qui a été chargé par le gouvernement actuel de s'en occuper jusqu'à ce jour;

b. Parce que la classification des terres propres à la colonisation autorisée par lesdites résolutions est entièrement subordonnée aux décisions du gouvernement actuel de la province, qui sera le seul maître en la matière;

c. Parce qu'il est urgent de pourvoir à la classification des terres propres à la colonisation, et à la séparation complète et définitive du domaine de la colonisation et du domaine forestier dans la province, au moyen d'un organisme offrant toutes les garanties de diligence, de compétence et d'impartialité, et possédant tous les pouvoirs et tous les moyens nécessaires à ces fins.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Smart, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Barré, Bastien, Bouthillier, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Crête, David, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Guertin, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Reed, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 44.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix, et la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas de ladite votation précédente, dans le même sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques.

#### **L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Québec**

L'ordre du jour appelle l'adoption de l'amendement apporté par le comité plénier au bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je tiens à dire que la ville de Québec n'est pas du tout satisfaite du bill qui est actuellement devant la Chambre. Je n'hésite pas à dire que, si ce n'était de certaines clauses du bill dont nous avons besoin, et qui, celles-là me plaisent, je voterais contre le projet. La ville de Québec est venue devant la chambre, surtout, afin de boucler son budget. Montréal est venue aussi, avec des demandes extraordinaires: on lui a tout accordé tout ce qu'elle demandait, mais on a tout refusé ou presque à Québec.

La ville de Montréal a même obtenu le pouvoir d'imposer des taxes aux municipalités voisines. Bien plus, la Législature a modifié un contrat existant. Une à une, les demandes de Québec ont été rejetées. Sur un sujet, le comité a décidé qu'il n'y avait pas besoin d'avis et, sur un autre, il a résolu qu'il fallait un avis.

J'ai voulu présenter un amendement au bill de Québec proposant l'annulation du contrat intervenu entre la ville et le Québec Power, mais on m'en a refusé le droit. Avant longtemps, je dirai ici ce que je pense de ce contrat et je le discuterai à mon goût. Je dis qu'il est temps que les règlements concernant les avis soient observés. Quand il s'agissait de choses qui ne convenaient pas au comité, on exigeait un avis; d'autres fois, quand ça faisait l'affaire, on ne l'exigeait pas.

La majorité a mis le comble encore hier soir, par l'amendement qu'elle a apporté au bill de Québec. La Chambre elle-même, en votant pour l'amendement du député de Kamouraska, a privé Québec d'un revenu annuel de \$6,000. Ainsi donc, non seulement la ville de Québec ne pourra pas boucler son budget, mais elle perdra des revenus qu'elle avait. Je prédis que le vote donné hier soir aura une plus grande répercussion qu'on ne le pense. C'est une provocation à la population de notre ville.

À Montréal, on s'est agité et Québec a agi. Est-ce pour que la ville de Québec soit respectée, il faudra qu'elle s'agite comme Montréal? Faudra-t-il faire ici aussi une grande campagne d'autonomie? Quant à lui, dit-il, il sera le premier à y participer. Il faut que la ville de Québec voie respecter son autonomie et cesse d'être la parente pauvre de la province.

Je remercie les ministres et les membres de l'opposition ainsi que les autres députés qui nous ont appuyés, qui ont voté contre l'amendement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Québec aura un déficit de \$408,000 et presque toutes les demandes de la capitale qu'il y avait dans le bill, ont été refusées. La volonté de la ville de Québec devrait être respectée. On devrait respecter l'autonomie de Québec. Québec est bien administrée. Pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il à la mettre en tutelle? Hier soir, quelques ministres ont bien voté contre l'amendement, mais si le gouvernement l'avait voulu, avec la majorité dont il dispose, cet amendement aurait été rejeté. Il eût été beaucoup plus important pour les députés ruraux de voter contre la taxe sur la gazoline pour les cultivateurs.

L'amendement est adopté sur division.

**M. Samson (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 234 de ladite loi est abrogé."

Le comité propose que l'article 3 du projet de loi 18 soit retiré.

L'amendement est adopté.

L'article 3 est retiré.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle le principe de ses protestations de la veille, mardi le 23 avril.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est extraordinaire comme le trésorier s'occupe des moteurs à essence depuis deux ans. Les prix que paie le consommateur ne l'intéressent guère, toutefois. C'est d'ailleurs la même chose pour l'électricité.

Je ferai remarquer au gouvernement que cette loi présente certains côtés peu intéressants. Par exemple, il y a dans le bill une disposition qui permet aux inspecteurs du gouvernement d'aller inspecter les réservoirs: les inspecteurs du gouvernement auront le droit de prendre un quart de gallon dans chaque réservoir. S'ils font cela à tous les postes qu'ils rencontrent, ça va coûter cher aux marchands.

**M. Béïque (Chambly)** ne voit pas l'utilité de cette disposition; il y voit au contraire une source de patronage.

**M. Barré (Rouville)** partage cette opinion.

**M. Béïque (Chambly)**: C'est précisément pour l'une de ces raisons que nous avons voté contre la loi hier.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)**<sup>4</sup>: Cette loi s'occupe de la qualité de l'essence. C'est une excellente loi, mais je trouve qu'elle ne va pas assez loin. Il faudrait exiger un permis de ceux qui veulent vendre de l'essence; ce permis serait accordé par la Commission des services publics. Celle-ci pourrait faire une enquête pour savoir s'il est dans l'intérêt public d'accorder telle licence. Il y a trop de monde qui vend de la gazoline, surtout dans les grandes villes comme Montréal.

Il évalue le nombre de postes à 1 pour 100 habitants. À la sortie de l'île Perrault, on trouve 5 ou 6 postes d'essence, par exemple, là où il n'en faudrait qu'un. Cette compétition, dit-il, entraîne de grandes dépenses, et finalement, c'est le consommateur qui paye les frais de ces exagérations. Le gouvernement devrait aller encore plus loin dans sa législation pour protéger le consommateur et lui assurer une essence de meilleure qualité que celle qu'on lui vend. Il faudrait contrôler les postes de distribution par une commission comme celle qui existe en Nouvelle-Écosse.

**M. Béïque (Chambly)**: Je diffère d'opinion avec le député de Sainte-Marie. Est-ce que la compétition fait monter les prix ou les fait baisser? Puisque dans un petit village on trouve raisonnable qu'il y ait cinq ou six petits marchands, l'un à côté de l'autre, il n'y a pas de raison qu'on ne laisse pas plusieurs distributeurs d'essence s'installer, les uns près des autres.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)**: L'argument du député de Chambly est aussi fort que tous ceux qu'a apportés l'opposition depuis le début de la session... Pour ce qui est de l'épicerie, c'est excellent que plusieurs marchands opèrent les uns près des autres, cette proximité de la concurrence faisant naturellement baisser les prix et le consommateur en profite. Quant à la vente de l'essence, ce n'est pas la même chose puisque concurrence ou pas, le distributeur est forcé de la vendre à un prix marqué, semblable dans toutes les régions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le député pourrait rester sur le bill. Ça fait une demi-heure qu'il parle à côté.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** : Ne vous faites pas de bile.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Ah! Ah! Ah!

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)**: J'ai le droit de parler comme le chef de l'opposition.

**M. Drouin (Québec-Est)**: Y a-t-il beaucoup de compagnies indépendantes d'essence dans la province?

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)**: Je ne suis pas très au fait, mais il existe apparemment un monopole et c'est une grande compagnie qui contrôle les prix de l'essence dans Québec.

Il parle du coût de la gazoline et déclare que le coût de l'essence au consommateur est haussé du fait que les compagnies payent très cher pour le site de leurs postes de distribution dans les grands centres.

Il approuve la loi du trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell), mais croit qu'elle devrait être encore plus sévère et exercer un contrôle absolu sur la construction de nouveaux postes de distribution. S'il y a dix réservoirs dans une localité, et si la compagnie a dépensé \$300 pour chaque installation, elle va vendre son produit plus cher. On a fait une législation en ce sens, et cela a valu une diminution de 1½ sou le gallon d'essence au consommateur.

**M. Béïque (Chambly)**: La concurrence ne fait pas hausser les prix, et il vaut mieux deux postes de distribution qu'un seul qui a le monopole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le député de Chambly admet que, si la gazoline se vend cher, c'est parce que le trust contrôle tout.

Le discours du député de Sainte-Marie démontre clairement qu'il y a un trust de l'essence qui contrôle les prix. Dans le domaine de la gazoline, de gigantesques trusts existent en cette province et, dans certaines régions, depuis plusieurs années. Il y eut premièrement Imperial Oil, ensuite Shell Oil, McColl-Frontenac et maintenant Champlain Oil Products. Ces noms ne sont que des façades pour la Standard Oil, et la couleur des pompes ne fait aucune différence. Toutes les compagnies d'essence sont des



subsidiaries du trust Rockefeller et de la Standard Oil. La couleur différente des établissements n'est faite que pour tromper la population. Le trust est tellement puissant qu'il impose ses prix.

Le gouvernement pourrait facilement les découvrir et entreprendre les actions requises à leur endroit, s'il n'était pas tant soucieux de protéger les grosses compagnies et les intérêts puissants plutôt que d'avoir à cœur le bien-être des gens comme il le devrait.

Je voudrais savoir ce que le procureur général va faire, à la suite de cette dénonciation d'un député ministériel, lui qui est obligé de combattre les trusts? Des procédures seront-elles prises? Le trust de la gazoline est devenu odieux: le trust est en train de contrôler le taxi sous l'œil paternel du gouvernement.

Le trésorier présente des lois pour imposer des taxes au consommateur, mais il ne fait rien pour protéger le public contre les trusts. La loi actuelle, loi que l'opposition a combattue, est un autre acheminement vers le trust.

La gazoline n'est plus un article de luxe: c'est un article nécessaire.

**M. le président:** Nous sommes bien loin de l'article.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami voit des trusts partout. Je ne connais pas de trust de la gazoline. Que le chef de l'opposition donne des précisions s'il en a. S'il existe un trust de l'essence, pourquoi l'enquête Stevens, pourquoi ses amis d'Ottawa ne se sont-ils arrêtés à ce produit?

Dans l'affaire du charbon, le procureur général a agi au lieu et place d'Ottawa. Lorsqu'ils nous ont dénoncé la combine du charbon, nous avons pris des poursuites.

Il dit qu'il regrette particulièrement le fait qu'au terme de l'enquête faite en vertu de la loi fédérale, le ministre en charge au niveau fédéral, l'honorable W. A. Gordon, ministre du Travail, ait été incapable de préciser si des actions devraient être prises ou non contre les compagnies.

S'il y a un trust de la gazoline, dit-il, le procureur général saura faire son devoir. Mais il peut exister de grandes compagnies sans que ce soit des trusts. Mais le chef de l'opposition ne voit pas ce que nous faisons: mon honorable ami trouve plus intéressant de lire les journaux!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela fait 10 fois que j'entends la même chose.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** S'il y a quelqu'un qui ne doit pas me reprocher de me répéter, c'est bien l'honorable chef de l'opposition. C'est la première fois que je traite ce sujet, alors que vous répétez la même chose 10, 20, 50 fois.

Ce n'est pas parce qu'il y a de grandes compagnies qui vendent de la gazoline qu'il y a un trust. Ottawa a toute la machinerie voulue pour faire des enquêtes. Pourtant, Ottawa n'a rien en ce qui concerne la gazoline. Nous ne l'avons pas, nous. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de porter plainte, lorsque nous sommes convaincus qu'il y a eu offense. Si Ottawa fait une enquête et que cette enquête révèle l'existence d'un trust illégal, je m'engage à prendre des procédures. Si mon honorable ami continue sa campagne, il n'y aura plus un étranger qui placera de l'argent chez nous dans la province de Québec.

Mon honorable ami cherche à créer l'impression qu'il n'y a que des trusts dans Québec, trust de l'électricité, du papier, du charbon, et maintenant de la gazoline. Si la population et les capitalistes étrangers croyaient mon ami sur parole, personne ne voudrait plus placer un dollar dans Québec. Quelle est la compagnie qui s'établirait ici, si elle était sous l'impression que, du jour au lendemain, on prendra des procédures criminelles contre elle. Pour l'amour de Dieu, dit-il, qu'on ne crée pas cette impression! Ce n'est pas en le menaçant continuellement de procédures criminelles qu'on attirera du capital étranger.

(Applaudissements à droite)

La province a de grandes ressources naturelles, il faut que le capital nous aide à les développer. Pourquoi faire comme mon honorable ami et toujours critiquer contre sa province. En tout cas, s'il y a un trust, qu'on le dénonce et nous agirons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La conduite du premier ministre et procureur général est plutôt singulière. Il a la majorité et tous les pouvoirs. Pourtant il prétend qu'il ne peut pas agir. Le premier ministre vient d'admettre qu'il n'a pas la police voulue, ni les moyens d'enquêtes nécessaires pour réprimer les abus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est Ottawa qui doit faire les enquêtes!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes les lois provinciales donnent au procureur général le pouvoir de prendre des procédures et de punir les coupables.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La loi des combines donne un délai de deux mois au ministre de la Justice pour agir et que, s'il ne fait rien, alors le procureur général de la province intéressée peut intervenir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre veut donner l'illusion qu'il ne peut rien faire. Quant à lui il ne s'occupe que des choses provinciales. Je proteste contre cette attitude qui veut laisser croire que la province n'a pas son autonomie. Le premier ministre accuse Ottawa chaque fois qu'il n'est pas capable de se défendre. Il ignore qu'il y a un trust de la gazoline dans la province? Mais il est le seul à l'ignorer, et ce, après 15 ans à la tête du gouvernement.

Il y a eu à Montréal des procès fameux qui ont été arrêtés en cours de route, grâce à l'influence des compagnies. Le premier ministre parle de l'enquête du charbon: mais il n'a pas voulu prendre de procédures sans avoir l'avis d'Ottawa. Il a commencé par donner aux compagnies une enquête préliminaire, ce qui a retardé les procédures d'un mois et demi. Le gouvernement a passé son temps à discuter pendant que le consommateur était exploité. Au lieu de faire une enquête préliminaire on aurait dû ensuite accorder le "preferred indictment"<sup>5</sup>, l'acte d'accusation du procureur général. En dépit des condamnations dont elles étaient l'objet, les compagnies de charbon ont eu l'audace d'augmenter le prix de leur produit. Bien plus, après avoir été condamnée, la Elias Rogers a obtenu une réduction de taxes du gouvernement.

Si je vois des trusts partout, c'est qu'il y en a, c'est parce que je vois clair. Il y en a partout. Comment se fait-il que le premier ministre n'en voie nulle part? Le gouvernement a le droit, le devoir et les moyens de faire des enquêtes. Le gouvernement de Québec n'a pas la machinerie pour faire des enquêtes? Mais ce n'est pas sérieux. S'il n'a pas assez de pouvoirs, qu'il en demande à la Chambre, et nous allons passer la loi dans cinq minutes.

(Applaudissements à gauche)

L'opposition est prête à donner toutes les chances au capital honnête. Toutefois, personne plus que ses membres ne dénonce et ne châtie les exploiters.

**M. le président** veut rappeler le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'on ne le bâillonnera pas et il continue. Le trust du charbon a défié le procureur général en augmentant ses prix. Le gouvernement devrait montrer pour les exploités autant de sollicitude que pour les exploiters.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Un mot de plus seulement. Le chef de l'opposition a une façon de discuter, qui peut être prise en certains quartiers, qui n'est pas digne de l'Assemblée législative. Nous sommes loin du bill. Au sujet du charbon: Ottawa a fait son enquête. La loi dit que si le ministre fédéral est d'avis qu'une offense a été commise, il doit le dire au procureur général. J'ai écrit à M. Gordon: il a refusé de donner son avis. On sait l'attitude prise par Ottawa. Nous avons décidé de prendre des procédures, sans son avis, contre le trust du charbon. Il ne pouvait pas faire davantage. Il a poursuivi sept compagnies. Six compagnies ont subi leur procès devant l'honorable juge Wilfrid Laliberté. Les compagnies ont été condamnées. Elles sont allées en appel.

Le procureur général ne pouvait les en empêcher. Le jugement a été maintenu. Les compagnies ont été condamnées à \$30,000 d'amende par nos tribunaux et par nos soins. Les \$30,000 que les compagnies ont été condamnées à payer passeront pour les frais. Maintenant, elles sont au Conseil privé. Pouvons-nous les en empêcher? Pouvons-nous prendre d'autres procédures avant qu'un jugement final soit rendu? N'est-il pas juste d'attendre que les procédures soient finies? Mon honorable ami serait le premier à critiquer, si nous le faisions.

Nous avons fait notre devoir et tout notre devoir et nous le ferons. Les avocats qui défendent la cause des consommateurs nous coûteront plus cher que les \$30,000 payés par les compagnies en amende. Nous ne sommes pas des persécuteurs, mais nous savons prendre des procédures lorsque notre devoir est de le faire.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement devrait poursuivre les compagnies pour chaque jour d'infraction, comme il ferait pour d'autres criminels. Il faut autant de punitions qu'il y a eu d'offenses. La Compagnie Elias Rogers a obtenu une commutation de taxes après avoir été condamnée. Le procureur général n'a pas besoin d'attendre la fin des procédures dilatoires des compagnies, pour prendre d'autres procédures.

Le comité entreprend l'étude des articles du projet de loi.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** explique que la gazoline est maintenant classée en quatre grades au pays depuis une récente conférence de chimistes tenue à Ottawa. On inclut cette nouvelle classification dans la loi.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 6 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot: "payer", dans la huitième ligne, les mots: "et prendre un échantillon de gazoline, n'excédant pas un quart de gallon, de tout réservoir à gazoline, pour fins d'analyse".

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose un amendement pour décréter que les inspecteurs paieront, au prix coûtant, la gazoline qu'ils prendront aux fins d'analyse.

Cet article est amendé et se lira désormais comme suit:

"2. L'article 6 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot: "payer", dans la huitième ligne, les mots: "et prendre, en payant le prix courant, un échantillon de gazoline, n'excédant pas un quart de gallon, de tout réservoir à gazoline, pour fins d'analyse".

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

## Deuxième séance du 24 avril 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Commission municipale de Québec

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 59 modifiant la loi de la protection des plantes;
- bill 60 modifiant la loi des abeilles.

### Questions et réponses:

#### Comptes de banques de la province

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 8 janvier 1935 jusqu'au 23 avril 1935 inclusivement, à part les 57 jours pendant lesquels les comptes de banque de la province ont été soutirés, dont 24 jours pour une moyenne de \$12,318,609.29, et 33 jours pour une somme moyenne de \$13,253,275.90:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés?

Dans l'affirmative:

- a. Pendant combien de temps?
- b. Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?
- c. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?
- d. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui

- a. 49 jours.
- b. \$7,684,328.70.
- c. \$17,813,921.59.
- d. 4 % par année.

#### Écoles d'agriculture et Société coopérative fédérée des agriculteurs

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la

Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

**M. l'Orateur** rend sa décision sur l'objection soulevée par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) à la deuxième séance du 23 avril:

Le bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec a pour objet principal de modifier l'affectation de fonds votés par une loi existante, et ce bill tombe évidemment sous le coup de l'article 447 du Règlement qui exige qu'on procède d'abord par résolution. On trouvera dans une décision rapportée à la page 316 des journaux de 1931-1932 des autorités à l'appui de ma décision.

Je déclare, en conséquence, que le bill est irrégulier.

#### **Corporations du Lac-Saint-Jean**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 abrogeant la loi constituant en corporation la ville de l'Isle Maligne.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que la Duke-Price, en 1924, a trompé les législateurs et la population de Saint-Joseph d'Alma. Il déplore la situation qui est faite à cette municipalité par le fait que l'Isle-Maligne a été incorporée en ville, cela dans le seul but d'empêcher la compagnie de payer des taxes.

Le projet de loi initial du député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) s'imposait, affirme-t-il, parce que les compagnies intéressées n'ont rien fait depuis 11 ans, pour remplir leurs obligations.

Toutefois, il regrette que le parrain du bill ait tourné son énergie première en faveur de la Duke Price. Il se prononce de nouveau contre l'entente qui a été intervenue.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Exportation de bois ou de pulpe aux États-Unis, arrêtés en conseil**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie authentique de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 8 janvier 1935 inclusivement jusqu'au 23 avril de la même année inclusivement, et se rapportant à l'exportation de bois ou de pulpe aux États-Unis.

Adopté.

##### **Commission scolaire Saint-Scholastique, demande d'octroi**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 31 janvier 1935 jusqu'au 10 avril 1935.

Adopté.

##### **Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 29 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** fournit des explications portant sur plusieurs parties du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose plusieurs questions de détail sur différents aspects du bill et formule des critiques sur la majorité de ses principes et clauses.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bouthillier, Chouinard, Côté (Bonaventure), David, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Grant, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Perrault, Power, Sabourin, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 32.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, 6.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 23 avril courant, sur la motion du député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) proposée le même jour: Que le bill 70 modifiant la loi du département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a aucun doute que cette loi est nécessaire, mais j'espère que le gouvernement n'en profitera pas pour faire des chemins sur les propriétés privées.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous avons besoin de cette loi pour continuer le travail de classification des lots de colonisation.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Classification des terres publiques**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est la reproduction textuelle sur lesquelles mardi dernier l'opposition a fondé une motion de non-confiance.

Il demande que le ministre de la Colonisation, pour être conséquent avec lui-même, fasse disparaître les hypothèques de 483 millions qui pèsent sur les terres de la couronne.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des cités et villes, article 622**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 modifiant l'article 622 de la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Lac-Saint-Jean-Est**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 concernant la municipalité du comté du Lac-Saint-Jean-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Organisation  
des départements**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant les lois concernant l'organisation des départements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Établissements industriels  
et commerciaux**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Certains industriels dans les textiles, par exemple, nous ont représenté qu'il fallait parfois prolonger les heures de travail pour remplir certaines commandes, pour s'acquitter plus vite de certains contrats.

Nous avons jugé à propos de permettre plutôt à ces industriels de faire travailler leurs employés dans deux équipes de huit heures chacune. Comme cela, le principe de la journée de huit heures sera sauvegardé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Bertrand (Saint-Sauveur)** déclarent que les lois ouvrières sont bonnes, mais que malheureusement elles ne sont pas toujours appliquées.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** dit que l'on s'efforce chaque jour, dans son ministère, d'améliorer les lois sociales.

Seulement, dit-il, il faut se méfier et ne pas aller trop vite. Autrement, plusieurs industries que nous avons réussi à amener chez nous fuiraient dans les autres provinces.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne faut pas laisser travailler les enfants de moins de 18 ans, 10 heures par jour, travail qui contribue à faire diminuer les salaires et à empêcher la jeunesse de s'instruire.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Nous ne permettrons pas le travail des enfants.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Il me semble qu'une limite de huit heures serait plus convenable.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Ça va venir avec le temps.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ottawa va peut-être le décréter.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Avec cette loi des doubles équipes, les heures de travail seront moins longues et cela permettra l'emploi d'un plus grand nombre d'employés. La double équipe constitue une amélioration.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le gouvernement sait qu'en Ontario les salaires sont plus élevés qu'ici?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** l'admet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce qui empêche le ministre de faire plus?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** La timidité. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela met la province dans une situation déplorable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les salaires ne sont pas beaucoup plus élevés en Ontario qu'ici.

**M. Guertin (Hull):** Pourquoi ne pas défendre l'emploi des femmes le soir, après neuf heures?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):**  
Bien, il y a des cas où c'est légitime.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Toutes les femmes devraient être couchées le soir à neuf heures... (Rires)

**M. Guertin (Hull):** C'est une question de principe. Les femmes et les enfants ne devraient pas travailler entre neuf heures du soir et sept heures du matin.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 245 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930, soit maintenant lu une deuxième fois.

Ces amendements m'ont été suggérés par M. Willie A. Amyot, le registraire de la loi, à la suite de l'enquête qu'il a tenue sur la fraude dans les ventes de valeurs mobilières. Cette nouvelle loi défend entre autres choses, aux vendeurs de valeurs de s'adresser à la résidence de l'acheteur pour lui offrir des valeurs. Il s'agit d'amendements que nous pourrions mieux étudier en comité des bills publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans cette loi, évidemment, il y a du bon et du moins bon.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous garderons seulement ce qu'il y a de bon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faudra aller à la source du mal et interdire la surcapitalisation et le mouillage des stocks. On devrait suivre ici les méthodes anglaises. En Angleterre, un lord a été en prison pour avoir publié des prospectus faux. Il se dit surpris que le gouvernement n'ait pas agi dans ce domaine en dépit du fait que, pendant deux sessions, l'opposition ait proposé des législations pour régler le problème.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
En autant que notre bureau de prévention est concerné, je dois dire qu'il a fait un excellent travail. Lorsque le bill passera au comité des bills publics,

mon honorable ami de l'opposition pourra se rendre compte, en interrogeant M. Amyot, de la façon très sérieuse dont nous suivons les opérations des courtiers.

On déplore le mouillage des stocks et l'on a raison. Nous sommes malheureusement trop enclins à suivre en matière financière l'exemple de nos voisins, les Américains. Seulement, depuis la crise, je crois que chez nous le mal s'est guéri de lui-même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que tout le monde a perdu de l'argent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Cela n'existe plus. Cela pouvait exister avant la crise, mais cela n'existe plus, les stocks sont à secs. Dans le passé, le mouillage des stocks a été un des fléaux qui ont sévi sur le monde. S'il n'y avait pas eu le mouillage des stocks, la crise, en Europe comme ici, n'aurait pas été si virulente.

Si nous n'avons de loi plus sévère là-dessus, c'est par manque d'entente avec les provinces, toutes les provinces et Ottawa. Depuis quelques années, nous demandons à Ottawa une loi uniforme des compagnies pour empêcher la surenchère entre le dominion et les provinces, au sujet de l'incorporation des compagnies. Il faudrait une législation uniforme. Malheureusement, par le passé, il y a eu enchère entre les provinces à qui donnerait les privilèges les plus larges aux compagnies.

Le mouillage des stocks a été notre grande erreur, et nous l'avons partagée avec tous les pays. Je ne crois pas cependant que ce soit là la seule cause de la crise, puisque les pays où il y a eu le moins de capitaux mouillés ont été affectés autant que nous par la crise. Quoi qu'il en soit, il faudra en arriver à une législation uniforme dans tout le pays sur la capitalisation et le mouillage des capitaux, et, alors une des causes du mouillage des stocks aura disparu.

Nous sommes toujours prêts à coopérer avec Ottawa pour l'adoption d'une loi qui empêchera le mouillage des stocks et améliorera la loi des compagnies.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité<sup>6</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, 16 George V, chapitre 54, 18 George V, chapitre 69 et 23 George V, chapitre 74, article 6, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Les unités sanitaires de comté ont du bon, mais elles offrent un danger, celui de l'étatisation de la médecine.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Comme je l'ai déjà expliqué hier, le but de l'unité sanitaire est un but éducatif. Les unités sanitaires ne soignent pas, elles avisent et envoient le patient au praticien de famille. On sait le bien que les unités sanitaires ont fait dans Québec au point de vue de l'hygiène.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande s'il se fait de la politique avec les unités sanitaires.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Aucunement. Que le chef de l'opposition me permette de lui dire que la politique n'entre jamais dans les services d'hygiène. S'il est un domaine où le politique n'entre pas, c'est bien celui-là!

Depuis 1921, la ville des Trois-Rivières a reçu pour ses unités sanitaires \$700,000 et la ville de Hull, qui n'est pas exactement, représentée par ce qu'on appelle un député ministériel, a reçu \$469,302.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** note que ce service est devenu un facteur politique et un instrument électoral. Plus loin dans la discussion<sup>7</sup>, le chef de l'opposition note qu'à toutes les pages des comptes publics apparaît le nom d'un nommé Valentine.

Ce monsieur, dit-il, est allé en Europe récemment, rencontrer les fabricants d'alcool afin d'obtenir des souscriptions en vue des prochaines élections. Nous ferons enquête et nous punirons tous ceux qui se servent d'un commerce de l'État pour des fins électorales.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, section 16: écoles techniques de Québec, \$100,000; École Technique de Montréal, \$145,000; École technique de Hull, \$60,000; École des hautes études commerciales, \$165,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Lorsque les finances de la province le permettront, nous serons heureux d'établir des écoles spéciales dans tous les centres industriels de la province. Il en existe quelques-unes dans certains centres, mais nous espérons pouvoir en avoir davantage.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, article 17, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 45, section 2, et 20 George v, chapitre 62, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** fait remarquer qu'il s'agit d'une augmentation considérable.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** l'admet, mais souligne que l'on ne peut s'attendre à ce que les étudiants de l'institution montréalaise soient en mesure de payer les frais élevés qui sont demandés à Harvard pour une instruction similaire.

Il se dit très à l'aise d'exprimer le souhait que les jeunes Canadiens français reçoivent une éducation qui leur permettra non pas de faire de l'argent pour le plaisir d'en faire, mais de prendre leur place dans le développement des ressources naturelles de la province.

Ce qui a manqué aux Canadiens français, dit-il, c'est un nombre suffisant d'ingénieurs. Ainsi, le développement s'est fait sans une grande participation de leur part. Le gouvernement ne dépensera jamais trop pour instruire les jeunes gens désireux de contribuer au progrès de la province, et ceci implique que l'on doive donner la meilleure éducation possible. L'École fait déjà de l'excellent travail et forme plusieurs excellents jeunes gens qui prendront leur place en tant que leaders dans plusieurs domaines.



Il ajoute que, s'il s'aperçoit que la somme de \$150,000 est insuffisante, il n'hésitera pas à demander une augmentation à la Chambre. Cette majoration de l'octroi est nécessaire. Il y a seulement quatre ans, on a équipé l'école d'une machine hydraulique d'excellente qualité, une des meilleures sur le continent. Évidemment, ceci entraîna d'importantes dépenses, mais il assure le député de Saint-Georges (M. Gault) que le tout fut rigoureusement surveillé.

Il affirme que le cas de l'École polytechnique est différent de celui de l'Université McGill, qui accueille des étudiants de partout au Canada et des États-Unis. À l'École polytechnique, les jeunes Canadiens français de la province reçoivent une éducation scientifique et demeurent au Québec ou au Canada.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Ce n'est pas toujours le cas, quelques diplômés vont à l'extérieur.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le fait que des compagnies américaines recherchent ces diplômés est un compliment à l'endroit de l'école et, dit-il, j'en suis fier.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** ne sait pas si les Américains viennent ici à la recherche des diplômés de l'École polytechnique, mais il sait que quelques-uns ont quitté le pays.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ceci n'est que naturel, mais l'objectif général de l'École et du gouvernement est d'éduquer la jeune génération, afin que les Canadiens français puissent reconquérir une partie de ce qu'ils ont perdu dans les domaines commercial et industriel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'École polytechnique rend des services inappréciables, et l'opposition officielle est heureuse d'appuyer cet octroi et d'autres du genre. Elle a d'excellents professeurs et d'excellents élèves. C'est une forteresse nationale. C'est un placement productif, dont bénéficie notre race, que d'y verser de l'argent. Il s'agit d'un des meilleurs investissements, et c'est avec joie, dit-il, que je partage les bons mots à l'endroit de l'école.

C'est avec plaisir que l'opposition officielle reconnaît les mérites de cette institution et rend hommage à ceux qui la dirigent. Nous sommes prêts à voter tous les fonds requis pour former l'esprit de nos jeunes québécois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je remercie le chef de l'opposition de ce témoignage qui l'honore. Il nous faut des ingénieurs compétents, des techniciens formés chez nous qui pénétreront dans l'industrie, le commerce et les banques, en créeront de nouvelles, nous relèveront du marasme, du péril national dans lequel nous sommes, nous Canadiens français de la province de Québec, et qui pourront aider le Canada français à reprendre sa place dans la vie économique de la nation. Nous avons perdu du terrain dans ce domaine et il nous faut réagir, et vite, si nous ne voulons pas céder la place à tout jamais aux étrangers ou aux représentants d'une autre race.

Il rappelle toutes les industries, tous les commerces que nous avons perdus.

Nous ne ferons jamais trop pour l'orientation intellectuelle de nos jeunes, affirme-t-il. Rien n'est plus dangereux qu'une population à demi-éduquée; et il veut plus que des diplômés de collèges classiques dans cette province.

Plus que jamais, nous avons besoin des hommes que forme l'École polytechnique, si nous voulons reprendre l'influence que nous avions avant 1880 et que nous avons perdue depuis 10 ans. Plusieurs de nos vieilles institutions ont disparu. À moins d'un réveil immédiat, à moins de mettre des intelligences à l'œuvre, c'est en fait de nous dans le domaine économique, d'ici 25 ans.

Il n'est pas question de race ou de chauvinisme. Je réclame ce qui revient à ma race et j'aspire au jour où nous pourrions nous rencontrer, gens des deux races, sur un terrain de concurrence.

C'est en toute sincérité que je remercie le chef de l'opposition de ses paroles, qui seront un bel encouragement pour ceux qui se dévouent à cette œuvre. Les professeurs de la Polytechnique seront d'autant plus honorés de ses éloges qu'ils viennent de l'opposition.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je profite de cette occasion pour exprimer un souhait que je fais depuis longtemps: j'aspire au jour où ces

académies que l'on appelle commerciales et où vont les fils des cultivateurs chercher une éducation qui les dirige vers la ville, j'aspire au jour où ces académies de village deviendront des académies commerciales et agricoles ayant un cours théorique spécial pour les fils de cultivateurs, afin de leur apprendre ou conserver l'amour de la terre. Il ne faut pas que la majorité des élèves qui sortent de nos académies s'en aillent en ville, où ils deviennent de petits commis. Avec un cours théorique d'agriculture, ils pourraient, leurs études terminées, retourner dans leur village où ils pourraient rendre d'excellents services. Nous aurions alors, dans quelques années, une classe agricole beaucoup plus instruite, beaucoup mieux préparée que la génération actuelle.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

---

### NOTES

1. En fait, *The Gazette* du 25 avril 1935, à la page 1, écrit "the 29th last". Toutefois, puisque tous les autres journaux retiennent la date du 20 mars 1935, nous avons décidé de retenir cette date.

2. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

3. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

4. M. Fauteux aurait fait un long discours selon *La Presse* et *L'Action catholique* dans leur édition du 25 avril 1935, respectivement aux pages 10 et 8.

5. L'acte d'accusation.

6. Le comité se réunit sous la présidence du député de Bellechasse (M. Taschereau).

7. Il s'agit de toute évidence d'une digression, eu égard au sujet en discussion.

## Première séance du jeudi 25 avril 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 207 concernant la municipalité du comté du Lac-Saint-Jean-Est;
- bill 209 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable;
- bill 210 modifiant la loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance;
- bill 211 modifiant l'article 697 du Code de procédure civile;

Et, avec un amendement, le bill suivant:

- bill 180 modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la loi des accidents du travail, 1931.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 196 modifiant la loi de la fabrication du pain.

## Questions et réponses:

## Impressions et déboursés

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Relativement à la page 31 des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1934, B-5, cédule du revenu (Impressions et autres déboursés, \$5,713.35):

1. Quels sont les nom et adresse de toutes et chacune des personnes à qui a été payée ladite somme de \$5,713.35 ou aucune partie de cette somme?

2. Quand a été payé chaque item composant ladite somme?

3. Pourquoi a été payé chaque item composant cette somme?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 2. et 3. Cette somme de \$5,713.35 a été payée pour l'impression des bills privés comme suit: Le Soleil limitée, \$1,495; *Chronicle Telegraph*, \$1,568.35.

La balance, qui est de \$2,650, a été payée aux officiers de la comptabilité et des traducteurs de l'Assemblée législative, à titre de rémunération spéciale, en rapport avec les bills privés. Ces rémunérations spéciales sont approuvées et recommandées par la Commission d'économie interne et ont toujours été payées depuis la Confédération.

## Demandes de documents:

## Achat de papeterie

**M. Barré (Rouville)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Combien la province de Québec au cours de l'exercice 1934 a-t-elle payé pour les achats de papeterie? 2. Quels sont les noms des personnes de qui elle a acheté de la papeterie? 3. Quel est le montant qui a été payé à chacune?

Adopté.

**Création d'un ministère  
des Affaires municipales, de l'Industrie  
et du Commerce**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Adopté.

**Département de la Colonisation,  
de la Chasse et des Pêcheries**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 modifiant la loi du département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Établissements industriels et commerciaux**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Guertin (Hull)** dit quelques mots du travail des femmes, le soir, après neuf heures. Il propose que la troisième lecture du projet soit remise à une prochaine séance, pour amender le bill au sujet du travail des femmes et des enfants, dans la soirée.

Si on ne veut pas remettre la troisième lecture, dit-il, je serai obligé de demander le vote.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Nous avons voulu protéger la femme, la jeune fille et l'enfant qui sont obligés de travailler. Nous voulons établir le principe de la semaine de 48 heures de travail. Il y a des cas où il faut permettre le travail après neuf heures. D'ailleurs, le présent projet de loi a justement pour but de limiter le nombre des heures de travail, d'empêcher les ouvriers de travailler plus de huit heures par jour, en permettant aux industriels, dans certains cas, de composer deux équipes travaillant huit heures chacune, au lieu d'une seule équipe travaillant douze et quinze heures, ce qui aura encore pour résultat de procurer de l'emploi à un plus grand nombre.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je partage, sur ce point, l'opinion du député de Hull. Le bill devrait être amendé de nouveau de façon à assurer du travail à nos jeunes gens, de préférence aux jeunes filles. Il faut prendre tous les moyens pour faire travailler les hommes et les jeunes gens à la place des femmes.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je ferai remarquer...

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, est-ce que l'honorable ministre est dans l'ordre?

**M. l'Orateur:** Le ministre a le droit de donner des explications.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je ferai remarquer à l'honorable député de Dorion qu'il n'y a rien dans le bill qui soit de nature à encourager le travail des femmes de préférence aux hommes. Au contraire, le bill vise la répartition du travail entre un plus grand nombre de personnes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai indiqué que ce bill offre certains dangers. J'ai surtout dit que le travail des enfants n'est pas à encourager. Je constate toutefois avec plaisir que le bill offre une amélioration à la loi actuelle. Il diminue le nombre des heures de travail: il ne permet le travail que huit heures par jour pour ces enfants, au lieu de dix heures. Cependant, il y aurait moyen d'améliorer encore ce bill. Aussi, je demanderais que la troisième lecture soit retardée de deux ou trois jours.

**M. Barré (Rouville):** Les manufacturiers pourraient faire travailler les femmes l'après-midi et les hommes dans la soirée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le travail des femmes et des enfants est déjà bien limité. Il se présente certains cas où les industriels veulent remplir un contrat important et que l'on ne peut faire dans la journée tout le travail; alors on demande à l'inspecteur de travailler au-delà des heures réglementaires. À l'avenir, les inspecteurs pourront donner cette permission, mais à condition que les femmes et les enfants ne travaillent pas plus de huit heures par jour. Au lieu de leur permettre de travailler des heures supplémentaires, nous leur permettrons de former deux équipes de huit heures, mais non pas de faire travailler leurs employés quatorze ou quinze heures. Nous posons comme condition que jamais les femmes et les enfants ne pourront travailler plus de huit heures dans la même journée. La loi est bonne, et pour ma part, je n'ai aucune hésitation à voter pour la loi.

**M. Guertin (Hull):** Lorsqu'un établissement ne peut pas remplir ses commandes, il peut en passer une partie à un autre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami le député de Hull n'est pas sérieux. Si une manufacture de Hull a un contrat, il sera le premier à demander que la manufacture n'en transporte pas une partie à Montréal. Le député de Rouville parle de faire travailler les hommes le jour et les femmes le soir<sup>1</sup>, il sait que cela est impossible, car on ne peut remplacer à un métier des hommes par des femmes et vice versa.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le gouvernement devrait faire en sorte que les gens travaillent moins longtemps, plutôt que d'inventer des moyens de les faire travailler davantage. Il faudrait inclure une clause pour obliger les patrons à prendre de nouveaux employés, quand ils doivent travailler plus de huit heures, dans une journée.

**M. Guertin (Hull)** demande le vote nominal, mais il ne recueille pas les appuis nécessaires pour procéder en ce sens.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission d'électricité de Québec**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de trois membres, appelée "la Commission d'électricité de Québec".

2. Que les membres de la Commission demeureront en fonction durant bonne conduite, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et que, advenant une ou des vacances parmi les membres, par décès, destitution ou autrement, il pourra nommer une autre personne pour les remplir.

3. Que l'un des membres de la Commission sera nommé président et un autre président suppléant par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera la localité où la Commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau; il devra aussi mettre un local convenable à la disposition de

la Commission, afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la Commission et que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir.

6. Que le secrétaire de la Commission sera tenu, sur paiement des honoraires que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil, de fournir à qui le lui demande, copie certifiée de toute ordonnance, règle de pratique ou autre document de la Commission.

7. Que le président de la Commission recevra annuellement une rémunération de douze mille dollars, et les autres membres de la commission recevront annuellement une rémunération de dix mille dollars chacun; que le secrétaire recevra annuellement la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer les employés nécessaires au bon fonctionnement de la Commission et pourvoir à leur rémunération.

9. Que, quand la Commission, dans les limites de ses attributions, nommera quelque personne en dehors de ses employés réguliers pour exécuter un travail autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou le chargera d'exécuter ce travail, il sera payé à cette personne, pour ses services et déboursés, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la Commission, pourra déterminer.

10. Que les articles 236, 237, 238, 239 et 241 de la loi des tribunaux judiciaires (chapitre 145), s'appliqueront *mutatis mutandis*, aux membres de la commission et que les pensions visées par la présente résolution seront payées conformément aux dispositions des résolutions 15 et 16.

11. Que la Commission pourra faire les enquêtes nécessaires pour aider à atteindre les fins prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions et aussi pour se renseigner sur la manière dont lesdits services publics se conforment à la loi et à ses ordonnances ou sur toutes autres questions ou choses qui seront de sa compétence.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire amender, remplacer et abroger les tarifs des honoraires payables à la Commission à l'occasion de toutes affaires qui lui seront soumises et que les honoraires ainsi payés serviront à rembourser le fonds consolidé du revenu des paiements visés par la résolution 15 à même ce fonds.

13. Que dans toute affaire qui lui sera soumise, la Commission devra adjuger sur les frais encourus par elle ou par les parties et imposer ses frais à sa discrétion.

14. Que les rémunérations prévues aux résolutions 8 et 9 et toutes les dépenses encourues par la Commission dans l'exécution de ses devoirs, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les commissaires, le secrétaire et les membres du personnel dont la Commission aura pu avoir besoin, seront payés mensuellement à même le fonds consolidé du revenu de la province.

15. Qu'il sera lisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour faire acquitter par les services publics assujettis à la loi qui accompagne les présentes résolutions, des dépenses prévues à la résolution 15 et, à cette fin, de déterminer la base de répartition de ces dépenses, le mode et l'époque des paiements, et que lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura rendu un décret visé par la présente résolution, les sommes perçues des services publics devront d'abord servir à rembourser le fonds consolidé du revenu à même lequel ont été payées ces dépenses.

Pour bien comprendre la question que nous étudions, vous me permettrez de rappeler quelques principes et de jeter un coup d'œil sur le passé. Dès les débuts de notre ère industrielle, l'énergie électrique est apparue comme l'un des premiers et indispensables facteurs de la prospérité et du progrès. L'aménagement de nos forces hydroélectriques remonte à 1912. Au début, l'aménagement présentait des problèmes très compliqués. Lorsqu'une compagnie privée faisait son installation, on entendait parler de la hardiesse de ces pionniers qui risquaient leurs capitaux dans de telles entreprises. Les années ont passé, et peu à peu les forces hydroélectriques se sont développées. Le développement économique de la province, basé sur la nature de ses ressources naturelles, est le critérium de la politique de prévoyance et de mise en œuvre de son gouvernement depuis plus de trente ans. Il n'est guère opportun, ni indispensable, de rappeler ici que l'importance de chacune des industries ou groupes d'activités exercées: agriculture, industrie forestière, industrie minière ou extractive, industrie manufacturière, est en fonction directe de leur ordre chronologique.

Mais le développement de nos forces hydrauliques, sources quasi-inépuisables d'énergie

motrice, que je n'ai pas encore mentionnées, est, dans la vaste organisation de notre outillage économique, une particularité de notre temps. Ce sont les découvertes, les inventions, les multiples applications de l'électricité qui ont fait, au cours du dernier quart de siècle surtout, de nos chutes d'eau, simples sources locales d'énergie au début, de généreuses et puissantes dispensatrices d'énergie, de chaleur et de lumière, à de très grandes distances.

Ce développement hydroélectrique, favorisé chez nous par une abondance de cours d'eau et une situation topographique quasi providentielle, est venu compléter la vaste organisation économique de la province. Mais son rôle originaire d'auxiliaire, avec les nombreuses applications domestiques de l'électricité, s'est profondément modifié. De la vie industrielle, dont elle constituait en quelque sorte le rythme, les pulsations, l'utilisation de l'électricité s'est transportée dans notre vie économique et sociale, faisant ainsi surgir de nouveaux problèmes et des nouvelles théories.

C'est donc une industrie par elle-même qu'est devenue, dans le monde entier, la production, ou plutôt la distribution de l'énergie électrique. Elle a façonné à certains pays, nouveaux surtout, et particulièrement aux deux grandes provinces du Canada, une physionomie propre.

La production de l'énergie électrique s'est donc révélée, dès les débuts de notre ère industrielle, l'un des premiers et indispensables facteurs du succès et de la prospérité. Dans la province de Québec, elle a toujours été intimement liée, de par la nature même des ressources exploitées, aux progrès de nos industries. Le gouvernement a toujours été conscient de cette étroite corrélation entre l'exploitation des forces hydrauliques et celle des autres ressources naturelles.

C'est pourquoi, dans ce domaine comme dans les autres, il a cru devoir laisser s'exercer l'entreprise et l'initiative privée. L'intégration des industries pouvait constituer dans notre territoire un facteur véritable d'accélération pour des développements ultérieurs. Le coût de la force motrice a toujours été, et en cela notre pays ne diffère guère des autres, le premier élément économique des entreprises. La combinaison accidentelle d'une industrie transformatrice avec une usine de production hydroélectrique n'est pas un phénomène unique à la province de Québec. Il est plutôt le propre et la caractéristique de maints pays nouveaux et en voie d'expansion industrielle.

Cette dissertation, M. le président, est nécessaire pour souligner, rappeler et expliquer

l'orientation économique du gouvernement de cette province depuis les débuts du vingtième siècle; aussi pour démontrer, en regard des facteurs de stabilité que permettent à cette dernière de mieux traverser la crise mondiale, combien nous avons été avisés d'y demeurer fidèles et de ne jamais nous départir de cette orientation. Je voudrais vous faire remarquer que le gouvernement a donné à la province, en ce domaine, la meilleure orientation possible. Elle s'est traduite, d'ailleurs cette orientation, dans toutes les œuvres du gouvernement, dans tous ses actes administratifs. Nous avons toujours cru et prétendu que, sauf lorsqu'une réglementation s'avérait nécessaire et justifiée par les circonstances, il n'était pas sage de tenter de diriger l'économie industrielle et commerciale avec toutes sortes de législations restrictives.

Et encore, cette réglementation ne doit-elle s'exercer que dans les domaines où les ressources naturelles, propriété de l'État, personne collective, peuvent être affectées. C'est là un point d'appui de notre thèse sur lequel, d'ailleurs, j'aurai l'occasion de revenir.

Est-il besoin de rappeler à notre population que c'est grâce à la politique économique du gouvernement de la province, si le développement hydroélectrique a pris chez nous une telle importance, et que l'on songe aujourd'hui à lui en faire tirer tout le parti possible? On s'est basé en général sur un manque d'homogénéité plus apparent que réel dans ses puissantes ramifications pour réclamer l'action ou plutôt l'intervention gouvernementale dans ce domaine.

Le gouvernement a donc tenu à donner satisfaction à la collectivité en instituant une commission d'étude. Cette commission, composée de membres dont l'intégrité, la probité d'intention et le souci de la chose publique étaient reconnus s'est vue confier la tâche de repasser entièrement la situation électrique de la province. Une enquête sérieuse a été faite par des hommes compétents. Son enquête, pour donner à l'opinion publique les conclusions qu'elle devait en attendre, portait sur les sujets suivants:

1. la nationalisation;
2. la municipalisation;
3. les effets de la municipalisation des grands centres sur les districts ruraux de la province;
4. les taux actuels de l'électricité et la possibilité de les réduire;
5. en général, la diffusion de l'électrification dans les municipalités rurales.

Les principes qui ont, sur ces divers points, motivé l'initiative du gouvernement et déterminé son

action sont très brièvement, mais clairement consignés, au préambule même de la loi. C'est aussi l'intention manifestement déclarée au même préambule de nous conformer aux conclusions qui se dégagent de l'enquête faite. Notre présente législation s'inspire du rapport des commissaires, dont nous avons adopté les conclusions. L'enquête elle-même se trouve donc justifiée.

La commission a fait son rapport le 21 janvier écoulé. Son œuvre est éminemment positive parce qu'elle a avivé chez le gouvernement le désir d'apporter immédiatement à la situation qu'elle souligne, les correctifs nécessaires, destinés à assujettir le domaine hydroélectrique de la province à une réglementation définitive.

Comme l'indique dès le début ce rapport, la diffusion et le contrôle de l'énergie électrique sont au nombre des questions sociales et économiques les plus importantes de notre époque. Mais dans la transformation qui doit s'opérer graduellement dans sa physionomie, il faut ajuster et harmoniser les principes d'autonomie municipale avec l'intérêt supérieur de l'économie provinciale et celui de toute la communauté.

"La nature de cette industrie, dit encore ce rapport, rend encore plus nécessaire cette intervention de l'État. Elle a le caractère d'un monopole, et il est préférable qu'il en soit ainsi."

De sa propre autorité, la commission écarte par ailleurs l'idée de concurrence; elle ne protégerait en pratique ni le producteur ni le consommateur. Dans bien des cas, elle conduirait à un désastre parce que toute concurrence serait ruineuse. Elle emprunte, pour souligner cette assertion, à l'une de ses sources de renseignements, la proposition suivante: "Cette industrie est un monopole naturel."

Quelle est, tel que le résume le rapport, la situation de l'électricité dans la province de Québec?

1. Que 61 % de la vente totale de l'électricité en cette province ont été faits aux grandes manufactures et usines, en ne tenant pas compte de l'exportation;

2. Que cette exportation dans la province voisine durant l'année 1932 a été de 17 % de la production québécoise;

3. Que le capital engagé dans la province de Québec dans l'industrie électrique s'élevait à \$575 millions, soit 43 % du capital placé dans tout le Canada.

Les commissaires ne manquent pas de rappeler que ce grand développement est le résultat d'un travail lent, sérieux et graduel. Ils soulignent le rôle méritoire des pionniers de cette industrie, les capitaux qu'ils ont dû y engager, le courage et

l'initiative dont ils ont dû faire preuve, avant que le succès couronne leurs efforts. La nature de l'industrie donnant dans le monopole, l'absorption des petites entreprises a été la tendance du développement.

Quatre grands réseaux desservent présentement notre province. Ce sont eux d'ailleurs qui ont déployé le plus d'initiative dans le dernier quart de siècle. Quelques réseaux indépendants coexistent, dont plusieurs entreprises municipales.

Les commissaires pour en arriver aux conclusions tiennent compte de plusieurs facteurs, de ce qu'ils appellent une situation toute faite:

- les circonstances;
- la politique générale suivie dans le passé;
- le fait accompli, les capitaux investis;
- les dépenses encourues et à encourir;
- la mentalité de notre population.

Il appartenait, comme l'a compris le gouvernement, à une véritable commission d'étude, non susceptible de se faire taxer d'intérêt indu dans l'un des systèmes en regard, de dresser le parallèle entre ce qu'elle a décrit:

1. l'initiative privée, libre, avec concurrence illimitée;
2. la règle publique sous un système d'étatisation complète, ou la nationalisation;
3. l'étatisation partielle;
4. la régie municipale; et enfin,
5. l'entreprise privée sous contrôle.

Dans des termes d'une remarquable sobriété, la commission expose brièvement les arguments en faveur et contre les uns et les autres systèmes. Elle n'hésite aucunement à écarter le premier comme indésirable.

Quant au second, elle souligne que sa mise à exécution rencontrerait chez nous des obstacles presque insurmontables.

Je désire rendre ici le témoignage aux auteurs du rapport que l'exposé de ces obstacles est d'une grande lucidité. Cette nomenclature est fort assimilable et rend justice à l'importance véritable des questions étudiées. Le rapport résume donc, dans les propositions suivantes, l'ensemble ou la somme de ces difficultés;

- expropriation nécessaire, acquisition par l'État;
- dépense de plusieurs centaines de millions;
- la population ne verrait pas avec faveur une entreprise politique aussi considérable;
- difficultés légales et aspect juridique;
- restriction à la capacité d'emprunt des municipalités;

- fardeau indirect qui en résulterait pour la province.

Cette solution n'est donc pas possible, concluent-ils, à l'heure actuelle. Elle entraînerait un bouleversement trop considérable dans notre équilibre. Je prie d'ailleurs la Chambre de prendre acte du fait signalé par la commission, "qu'un semblable projet n'a pas été demandé sérieusement, ni dans les mémoires ni dans les arguments oraux que la commission a entendus." Sur ce point, la thèse soutenue par le gouvernement contre l'étatisation est donc confirmée, sanctionnée. Et la commission conclut avec raison qu'on ne devra y recourir en cette province que lorsque tous les autres moyens susceptibles de promouvoir la fin sociale auront été épuisés.

La commission considère aussi l'étatisation partielle comme moyen de remédier, du moins dans une certaine mesure, à la situation. On se rappellera que sur ce point, il existe chez nous une école dont on a pris soin d'étudier les prétentions. Cette hypothèse a été sérieusement envisagée dans ses possibilités d'application. La commission constate cependant certains faits qui sont à l'encontre de la création, forcément limitée d'ailleurs, d'une source de concurrence.

La crise économique a rompu l'équilibre entre la demande, industrielle surtout, et les disponibilités de notre énergie électrique. On aura vérifié, par les événements récents, que ce n'est pas là un phénomène particulier à la province de Québec. Nous avons donc plus de forces hydroélectriques développées qu'il n'en faut pour les besoins présents.

La commission appuie sur le fait que la concentration, au contraire, a été la tendance en Europe, notamment en Angleterre, et que, même en Ontario, le réseau de l'État s'est éliminé toute concurrence en absorbant les systèmes privés et municipaux.

On décrit assez succinctement au rapport la caractéristique de décentralisation américaine, nécessitée par l'insuffisance, on devrait dire pratiquement la carence, des ressources hydroélectriques en sorte fixée; en résulte ensuite un manque d'uniformité par ailleurs facile à corriger chez nous.

On signale la tentative Tennessee Valley Authority comme une expérience intéressante qu'il faudra suivre dans ses développements. Me serait-il permis ici, en reportant cette Chambre à la brève description qu'on en fait, de saisir au passage l'analogie de ce système avec l'idée, le but, la similitude d'objectif poursuivi par le gouvernement



de cet État et par celui de la province de Québec dans certaines régions de cette dernière?

Pour vérifier ce fait, je cite textuellement les mots du rapport: "La production et la vente d'électricité ne forment d'ailleurs qu'une partie du programme, et le but ultime est de réveiller à l'essor industriel tout un vaste district qui, à l'heure actuelle, est dans une situation fort précaire."

"Les tarifs adoptés dans ces grands centres d'expérimentation sont, dans une certaine mesure provisoires, et escomptent une électrification de toute la région."

Nous avons là les grandes caractéristiques de la politique poursuivie indirectement par notre gouvernement dans le développement des régions: du Saint-Maurice, du Lac Saint-Jean, de la Gatineau. Nos problèmes sont donc du même ordre. Et pareil essai, tenté là-bas par l'autorité gouvernementale, chez nous par l'initiative privée grâce à certaines concessions de l'État et sous sa direction, a fixé l'attention des commissaires, c'est qu'il revêt certains aspects essentiels du problème électrique chez nous. Notre mode de procéder s'apparente donc à celui de cette tentative, et dans la province de Québec, il a démontré ses avantages.

La régie municipale devait aussi, et avec raison, retenir l'attention des commissaires. N'est-elle pas, en fait, la question qui a le plus agité l'opinion publique depuis quelques années? C'est elle d'ailleurs qui, dans les discussions publiques qu'elle a provoquées, par les législations qu'elle réclamait, a soulevé le plus de polémiques acerbes, de nombreuses critiques souvent imméritées où, sans raison, était entraînée toute la question électrique de cette province.

Je sais gré à la commission Lapointe d'avoir fort opportunément rappelé là-dessus la véritable position juridique de nos municipalités. L'opinion publique de cette province, mal renseignée parfois, a pu être faussée déjà par toutes sortes d'assertions gratuites, et la bonne foi de notre population a pu être surprise. La commission aura donc toute la faculté, refusée parfois au gouvernement, d'être crue lorsqu'elle a déclaré formellement que, sauf certaines restrictions particulières aux cités de Montréal et de Québec, "toutes les municipalités de la province ont le droit et le pouvoir de municipaliser l'électricité. L'article 456 du chapitre 102, Statuts refondus 1925, donne le même droit à toutes les cités et villes réglées par la loi générale".

Nous espérons que, pour ceux qui n'ont jamais pris le soin d'approfondir cette question, la chose ne fera plus de doute, et que ceux qui

s'appliquent inconsidérément à faire planer ce doute, ou ne peuvent eux-mêmes s'en désister dans la passion qui les agite sur cette question, cesseront de prêter aux autorités des sentiments hostiles et des oppositions inexistantes.

La commission nouvelle n'aura donc à considérer que l'opportunité des projets soumis, tout en procédant suivant les modalités prévues dans la législation présentée. Seuls les facteurs matériels compteront pour elle, et sa tâche sera d'autant facilitée. Une loi séparée va d'ailleurs clarifier la situation sur les pouvoirs des municipalités et confirmer la législation actuelle en la complétant.

Le rapport de la commission Lapointe conclut à la création d'une commission de contrôle sur le régime d'entreprise privée dont elle recommande le maintien.

La commission stipule nettement comment ce contrôle devra être exercé, sur quelles personnes, sur quels corps publics et entreprises. Elle attribue au préalable au nouvel organisme un quadruple pouvoir, lui créant par le fait même une tâche énorme: pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, pouvoir d'étude. Elle délimite les pouvoirs particuliers qu'il devra exercer, les noms de contrôle et de vérification, dont il pourra disposer.

Elle prend soin d'indiquer exactement la composition de cette nouvelle commission, des précautions dont on devra entourer son organisation afin d'en assurer toutes les garanties d'impartialité, d'autorité, de probité.

Nous ne pouvons que lui savoir gré du soin qu'elle a pris de préciser sur ces divers points la législation à édicter, et nous nous sommes efforcés d'en faire coïncider les termes aux recommandations faites. C'est ce projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre.

De l'aveu même de la commission d'étude, la situation présente de l'industrie hydroélectrique, sur laquelle porteront les activités de la nouvelle commission, n'a rien d'inconciliable avec le régime que cette loi va créer. Au contraire, elle se prête bien à une réglementation, et le gouvernement se conforme en tous points aux recommandations faites, en n'opposant aucune restriction au contrôle de ce nouvel organisme.

Les pouvoirs qu'il a suggérés de lui garantir, sur ce point particulier, sont tous compris dans la loi de même que lui est assurée, par les mêmes termes, toute liberté d'action et de recherche. Il ne s'agit pas seulement d'apporter à cette situation les correctifs indispensables, mais de faire rendre à notre vaste organisation électrique les services que peut

raisonnablement et a droit d'en attendre la plus petite collectivité. Qu'on n'aille pas se leurrer cependant, en certains milieux et crier victoire trop tôt.

Le problème est, dans tous ses détails et dans toutes ses aspérités, plus compliqué qu'on ne pense. Le travail de la nouvelle commission sera long, laborieux, parfois pénible, parce qu'il s'y greffe des problèmes techniques fort complexes. Tel projet ne paraîtra plus aussi praticable lorsque les objections purement théoriques ou légales seront tombées, et les obstacles matériels devront être écartés plus difficilement. Une campagne d'éducation s'impose, et c'est le rapport lui-même qui nous le fait noter.

Il ne faudrait pas tomber dans l'exagération de croire que tout le succès de l'agriculture, par exemple, est strictement subordonné à cette question d'électrification rurale, pas plus d'ailleurs que la stabilité financière de nos villes ne repose sur la municipalisation des services publics. Dans ce dernier cas surtout, il y a d'autres circonstances plus graves qu'il nous est impossible d'ignorer. Et de l'étude qui a été faite de la situation municipale généralement dans la province, il ne ressort pas nécessairement que ce soient les services publics qui sont responsables de la précarité de la situation.

La municipalisation, à l'heure actuelle, pour les agglomérations urbaines et semi-rurales n'est pas à conseiller dans ces circonstances, et les principaux intéressés, les administrés surtout, le savent bien. Dans tous les écrits traitant, par ailleurs, de la question, on trouve cette prudente mise en garde contre l'impraticabilité de certains projets, et la commission n'a pas manqué, pour plusieurs modes qu'elle a étudiés, de les écarter sans discussion.

Cette dissertation était encore nécessaire, non pas pour décourager à l'avance certaines initiatives, mais bien pour signaler le rôle ingrat, que le nouvel organisme sera appelé à jouer dans certaines circonstances, surtout celui de statuer sur l'opportunité des projets soumis. Son œil devra tout scruter, même l'intime pensée des promoteurs. La commission devra ensuite peser, comparer, vérifier, voire exercer la conciliation et pourvoir, en définitive, aux exigences des entreprises et à leur réglementation.

La commission devra tenir compte, plus qu'on ne voudra le croire, peut-être, du stage avancé, en certaines régions, du développement hydroélectrique. Elle ne sera pas tenue de détruire pour édifier de nouveau, mais d'opérer plutôt des réajustements et rendre les organisations déjà existantes plus conformes aux besoins actuels. C'est là l'esprit de la loi que nous soumettons à cette Chambre.

Ce n'est donc pas tant une question d'opinion ou de mentalité, puisqu'on se trouvera par suite de cette législation en face du fait acquis, qu'une question d'opportunité et de raison qui se posera nettement devant elle. La commission, ne devra donc faire aucune préférence de personne ou même de collectivité, mais considérer les problèmes soumis, à la lumière de leurs véritables éléments de base.

La réglementation des taux des services électriques, la loi est claire et précise sur ce point, sera l'objet essentiel de la nouvelle commission. Cette réglementation se pose comme un effet immédiat et aussi comme le but ultime de toute la législation. Le principe énoncé au préambule:

"Attendu que ce devoir de contrôle a pour principal objet de rendre accessible au plus grand nombre possible de citoyens l'usage de l'énergie électrique, aux meilleures conditions compatibles avec l'efficacité du service, d'après un tarif raisonnable établi tant dans l'intérêt du consommateur que dans celui du bailleur de fonds", est en somme, celui qui régit de fait, tout l'esprit et la lettre de la loi.

On sait d'ailleurs que cette question de taux domine toute la discussion, et que le désir unanime réclame que la réglementation exercée abaisserait ces taux à des niveaux plus bas et plus abordables aux consommateurs. Sur ce point, certaines réserves sont à faire, et il faut se demander si la tâche à accomplir ne sera pas plutôt d'uniformiser les taux, de les niveler, de les mettre ainsi à la portée de toutes les classes de consommateurs.

Cette question de taux a provoqué bien des polémiques stériles dans le passé, et elle a fait couler beaucoup d'encre. Les comparaisons faites n'ont pas toujours rendu justice à la situation. Le rapport Lapointe mentionne lui-même le fait: "c'est surtout entre Québec et Ontario que les comparaisons ont été soumises, tant à cause de la proximité des deux territoires qu'à raison du fait que les taux d'Ontario sont considérés comme très bas."

On se rappellera que, même en cette Chambre, au cours de débats mouvementés, des quotients de comparaison ont été jetés librement. On a parlé de taux du Québec: deux fois, trois fois, cinq et même dix fois ceux d'Ontario. À diverses reprises, j'ai dû répondre moi-même à toutes sortes d'assertions gratuites, basées sur des cas isolés dont on avait arbitrairement conclu en général.

Le rapport Lapointe tient compte de tous les éléments, et les conclusions auxquelles il en vient, pour celui qui veut voir clair dans cette question, sont à lire, et à retenir. Il souligne la différence de procédés suivis, et fait sur le rapprochement des taux

des deux provinces une mise au point judicieuse et formelle. Il y a là une question de fait impossible à ignorer et qu'il sera désormais dangereux d'écarter.

L'électrification des campagnes est un problème social; mais il a sa répercussion sur le domaine économique. Notez que ce problème social chez nous est récent, et qu'il y a des régions agricoles où on ne songe pas encore à cette électrification.

La province de Québec, en matière hydroélectrique, s'est surtout préoccupée, comme c'était son premier et pressant devoir, du développement industriel. Elle ne pouvait pas abandonner cette préoccupation qui est à la fois du domaine social et du domaine économique à celle que l'extension de ce service public et ses perfectionnements ont fait surgir. Ce développement industriel intimement lié, comme nous le savons, à la production de l'énergie motrice, exigeait donc des projets d'envergure, dans maints cas considérables, et voilà pourquoi ce premier souci de mise en valeur de nos ressources, par l'industrie, nous a fait atteindre dans Québec un pareil degré d'expansion dans l'hydroélectrique.

Les commissaires font remarquer en toutes lettres que le processus de l'Ontario a été différent de celui de Québec. Dans l'Ontario, on a commencé par municipaliser pour ensuite peu à peu étatiser. Ici, on n'aurait pas songé, sauf quelques heureuses initiatives favorisées par des facteurs géographiques, comme, par exemple, les chutes d'eau à proximité, que l'on pourrait facilement compter, à municipaliser, et là où l'on manifeste certaines velléités de le faire aujourd'hui, on exige tout d'abord que ce soit l'État qui prenne les devants. Une bonne partie de l'école de la municipalisation persiste, d'ailleurs, à confondre ces deux systèmes et voudrait qu'ils fonctionnent simultanément: étatisation et initiative municipale.

Certes, personne ne peut oser dire que l'autorité gouvernementale ait gêné ou entravé aucune entreprise d'exploitation municipale. Certaines corporations ont eu le privilège de posséder des administrateurs clairvoyants, actifs et bons financiers. Ceux-là ont fait œuvre utile en instituant et en développant la régie municipale. Nous ne pouvions que nous réjouir de leur heureuse initiative et leurs succès confirment pour beaucoup d'autres centres, même ruraux, la possibilité d'étendre ce système là où il est rationnel et désirable.

Nous avons donc procédé différemment de la province d'Ontario, parce que notre conception au début n'était pas la même. Nous visions tout d'abord à l'établissement de grands réseaux, avec, incidemment, pour le présent, la faculté offerte aux régions traversées, de se prévaloir des facilités qu'ils offraient. Il est

évident, et la chose est partiellement démontrée, que ces réseaux sont ultérieurement destinés à l'électrification de tous nos territoires habités.

En Ontario, comme il a été expliqué, on a placé la question sociale de l'avant, en visant à diffuser à l'infini l'usage de l'électricité. Pour cela, il a fallu le concours fort onéreux, des crédits de la province et des municipalités. On a, de plus, imposé individuellement aux consommateurs ruraux, des conditions qu'aurait sûrement répudiées notre population agricole. On a greffé de force et fondu ensemble certaines entreprises municipales pour les rendre plus économiques, plus homogènes; pour arriver à généraliser les systèmes, on a dû absorber, à des prix parfois fabuleux, ce que l'initiative privée avait érigé avec succès et à peu de frais.

La question sociale ne s'était pas encore posée chez nous, et nous soumettons qu'à cause de certaines circonstances qui nous étaient propres (manque de capitaux, éloignement des sites hydrauliques, densité restreinte de notre population rurale, et même urbaine, industrialisation lente des centres), la question économique devait primer l'autre dans notre politique de développement. Et nous n'avons rien à rectifier sur ce point.

Ce n'est d'ailleurs qu'avec l'expansion des services électriques par l'industrie, leur transport à de grandes distances, que leur utilité sociale a surgi dans la pensée de notre population. Les commissaires d'ailleurs soulignent indirectement le fait lorsque, traitant de l'électrification rurale, ils font cette réflexion:

"Dans notre province, les fermes électrifiées le sont presque toutes pour la lumière seulement. Des conditions différentes et multiples sont la cause de cet état de choses et une campagne d'éducation et d'expérimentation intense devra être faite avant que l'expansion de l'électrification rurale puisse se faire de façon satisfaisante.

"Nos campagnes électrifiées ne le sont que le long des lignes de transmission des grandes compagnies, et même là, l'usage se limite à l'éclairage des bâtisses. Pour cet usage, les tarifs chargés par les compagnies ne paraissent pas trop élevés, surtout si on les compare avec ceux chargés dans les autres pays et les autres provinces."

Les conclusions du rapport Lapointe recommandent que le gouvernement aide à l'électrification rurale par des subventions: aussi, en facilitant l'entreprise coopérative, le prix du courant devant être par contre établi par la Commission d'électricité. Tout ceci fait l'objet d'une législation que l'honorable premier ministre a tenu lui-même à

soumettre devant cette Chambre, et l'on verra que le gouvernement s'efforce de rencontrer ces nouvelles exigences de la population.

L'esprit public qui a inspiré dans leur travail les membres de la commission Lapointe, le bon sens du juste et la mesure qui ont présidé à leurs recherches, la modération qui s'attache à leurs constatations, à leur considération et à leurs conclusions sont une invite aux législateurs à étudier cette loi avec équité, dans la pondération, le sens des réalités et des circonstances actuelles. La question sociale se pose: il faut s'efforcer de la résoudre suivant les principes de l'impartialité et de la justice. Le problème est sérieux dans sa portée et dans ses données. Il ne s'agit pas ici de porter atteinte à des droits établis, ni en créer arbitrairement de nouveaux plus exorbitants, de ce qu'on est convenu d'appeler la justice distributive. Ce n'est pas là une législation d'exception, mais plutôt une de contrôle et de saine réglementation.

Je demande donc à mes collègues de cette Chambre, à tous sans exception, d'apporter à son étude l'attention qui lui revient, et à son adoption l'appui et le concours de leur bonne volonté.

(Applaudissements à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. le président, les règlements de la Chambre veulent que, lorsque l'Orateur est à son fauteuil, il ne puisse prendre part aux débats de l'Assemblée. Mais ils le lui permettent cependant, à titre de député, lorsque la Chambre siège en comité plénier et qu'elle est alors sous la présidence d'un autre député. Cette règle a été établie pour assurer son impartialité dans les décisions qu'il a à rendre sur les nombreuses questions de procédure sur lesquelles il peut avoir à se prononcer pour partager les opinions des membres de la Chambre.

Mais pour être Orateur, le président de la Chambre n'en est pas moins un député qui a été chargé par ses électeurs de représenter leurs intérêts dans toutes les questions qui les intéressent particulièrement ou comme citoyens de la province en général. C'est pourquoi les règlements des parlements d'institution britannique sont assez flexibles pour permettre au premier député d'exprimer son opinion sur toute question d'importance relative qui intéresse sa circonscription électorale, comme sur tout problème d'importance majeure qui intéresse la province toute entière.

La note première de l'article 224 de nos règlements indique clairement que l'Orateur peut prendre part aux débats et même voter, lorsque la

Chambre siège en comité plénier. Les auteurs de pratique parlementaire ont tous la même opinion à ce sujet. May, à la page 368 de la onzième édition de son volume intitulé: *Parliamentary Practice*, écrit: "Mais bien que l'Orateur, pendant qu'il est à son fauteuil soit ainsi empêché, par l'usage, d'exprimer son opinion personnelle, dans un comité plénier de la Chambre, il a le droit de parler et de voter comme tout autre membre. Durant ces dernières années, néanmoins, il s'est généralement abstenu de l'exercice de ce droit. Cette impartialité très minutieuse sur l'observation des formes n'était pas anciennement observée par les Orateurs".

Bourinot, à la page 282, de son traité de procédure parlementaire, sous le titre *Les Orateurs et les Officiers des deux Chambres*, écrit: "Quand la Chambre siège en comité plénier, l'Orateur a l'occasion, s'il désire s'en prévaloir, de prendre part aux débats. C'est un privilège néanmoins qu'il n'exercera, d'après les autorités en la matière, qu'en de rares occasions et sous des circonstances exceptionnelles".

Il y a plusieurs précédents qui peuvent être cités de l'intervention de l'Orateur dans les débats de la Chambre. Parmi les exemples les plus anciens, on trouve ceux de l'Orateur Glanville qui parla, le 4 mai 1640, sur l'octroi des douze subsides au roi et celui du Speaker Lenthall qui, le 22 janvier 1641, se prononça contre "le don fraternel" à la nation écossaise.

Le 6 avril 1780, Sir Fletcher Norton parla avec véhémence sur l'influence de la couronne et le Speaker Grenville sur la question de la régence, le 16 janvier 1789.

Le 17 décembre 1790, le Speaker argumenta et d'une façon complète sur la question de l'annulation d'une forfaiture de droits politiques par une dissolution de parlement et cita une longue liste de précédents. Le 4 décembre 1797, le Speaker Addington fit, du haut de la galerie, un discours au comité plénier sur l'imposition des taxes. Le même Orateur parla aussi devant le comité plénier sur l'union avec l'Irlande, en 1799. En 1809, le Speaker Abbot, après avoir parlé sur les accusations portées contre le duc de York, le 16 février, proposa la mise en accusation du capitaine Sandon, un témoin, pour prévarication.

De nouveau, le 1<sup>er</sup> juin 1809, il fit un discours en comité sur le projet de M. Curwen pour empêcher la vente des sièges au parlement et le 4 février 1811, il prit part à la discussion en comité plénier sur la résolution de la Chambre des Lords, nommant une commission pour sanctionner la loi de la régence. En

1813, il parla en comité sur la loi rémédiateur des catholiques romains. Le 26 mars 1821, le Speaker Manners Sutton parla en comité sur la loi défranchisant les catholiques romains et le 2 juillet 1834, sur le bill permettant l'admission des dissidents aux universités. Le 4 août 1843, l'Orateur Shaw Lefebvre parla, en comité des subsides, sur un point d'ordre et le 21 avril 1856, dans un même comité, l'administration de la distribution du patronage du British Museum par les syndics ayant été mis en question, il parla pour sa défense personnelle et celle de ses collègues, et il sut se faire vigoureusement applaudir. Et enfin, le 9 juin 1870, le Speaker Denison parla et vota en comité sur la loi des douanes et du revenu de l'Intérieur pour supporter une clause exemptant les chevaux de ferme des licences, si on les utilisait pour transporter des matériaux pour le réparation (sic) des routes.

Comme on le voit, l'intervention de l'Orateur dans un débat important est loin de constituer un précédent. Il est donc clair que, dans des circonstances exceptionnelles, comme l'affirment les auteurs de procédure parlementaire, l'Orateur peut manifester son opinion sur des questions qui se posent devant la Chambre.

La question de la régie des pouvoirs hydroélectriques de la province de Québec se soulève-t-elle dans une de ces circonstances exceptionnelles? Il me semble qu'il est impossible d'en douter. Jamais peut-être une question purement provinciale n'a plus intensément ému l'opinion publique que celle de l'électricité en ces derniers temps. Depuis bientôt trois ans, du nord au sud, de l'est à l'ouest de notre province, dans les conversations journalières, on parle d'électricité. De très nombreuses et de très importantes assemblées sous le rapport de l'assistance ont été tenues dans la plupart de nos villes.

La grande presse a consacré une partie considérable de ses colonnes aux comptes rendus des activités de ceux qui ont défendu le pour et le contre du maintien de notre système actuel de régie de nos forces hydroélectriques. Les journaux d'opinions ont écrit, en page éditoriale, de nombreux et savants plaidoyers en faveur et contre la municipalisation de la vente de l'électricité et la nationalisation de sa production. Cette question de l'électricité dépasse donc par son ampleur les problèmes sur lesquels les partis de droite ou de gauche font leurs luttes coutumières.

Bien convaincu que la question devant la Chambre est une de ces questions transcendantes qui crée une circonstance exceptionnelle, et ayant

consacré les meilleures années de ma vie à l'étude de ce problème, sachant de plus, que la ville et la partie rurale du comté que je représente s'intéressent tout particulièrement à cette question, j'ai décidé de faire connaître mes vues sur ce sujet qui m'a passionné depuis mon entrée dans la vie publique, en 1905, c'est-à-dire depuis une trentaine d'années.

Je demande l'indulgence du comité de la Chambre parce que j'aurai un discours forcément long à prononcer. C'est une de ces questions qui demandent d'être examinées de fond en comble et dont on ne peut laisser dans l'ombre aucun des multiples aspects importants, si l'on veut faire disparaître les ténèbres dont l'a enveloppé une savante campagne de tous les jours, de toutes les heures et de tous les instants, qui dure depuis au-delà de trente-cinq ans et qui a été menée très habilement par ceux qui avaient intérêt à fausser l'opinion publique, pour maintenir un système dont ils se sont enrichis aux dépens de la masse des consommateurs d'électricité.

Me serait-il permis, au début de mes remarques, de faire quelques considérations sur certains aspects de la situation créée par mon intervention très active dans la campagne poursuivie, en ces derniers temps, par un groupe de citoyens en faveur d'une modification radicale du système d'exploitation de nos ressources hydroélectriques provinciales?

Quelques-uns ont vu dans cette intervention une révolte plus ou moins ouverte contre les chefs du parti qui administre cette province depuis 1897 et je sais que quelques-uns de mes amis de ce côté de la Chambre, qui placent le culte de nos chefs à un niveau presque aussi élevé que celui des idoles d'une religion, n'ont pas vu, sans émotion, le député de Saint-Hyacinthe s'attaquer aussi ardemment qu'il pouvait le faire à une politique dans laquelle presque tous les libéraux ont cru en ce dernier quart de siècle.

Cette méfiance à mon endroit procédait d'une fidélité louable aux chefs de mon parti, fidélité que nous devons admirer, sans aucun doute, mais qui ne doit pas aller jusqu'au point de compromettre les intérêts essentiels de la nation. Nos chefs, d'ailleurs, sont assez clairvoyants et assez imbus d'esprit public pour ne pas exiger de leurs partisans une fidélité aussi excessive et qui deviendrait une simple servitude.

Ceux qui ont suivi assez assidûment la campagne que j'ai faite dans la province savent que j'ai toujours déclaré, lorsque l'occasion s'en est présentée, que ma campagne n'était pas dirigée ni contre un parti, ni contre l'autre, attendu que la

politique de nos deux grands partis sur la question de l'exploitation de nos ressources hydroélectriques avait été toujours la même.

Et le gouvernement et l'opposition ont cru jusqu'à ces derniers temps que le système idéal d'exploitation de nos pouvoirs d'eau était celui que nous offrait la régie privée, les chefs de nos deux grands groupements politiques étant d'opinion que l'initiative individuelle était de nature à mieux servir l'intérêt économique de notre province que l'initiative des corps publics.

Cette opinion n'a jamais été la mienne, quant à ce qui concerne le développement de nos ressources hydroélectriques, et plus je suis avancé dans la vie, plus s'est affermie ma conviction que les activités économiques qui, de par leur nature elle-même, doivent être exploitées préférablement en monopole, doivent être assujetties à l'exploitation en régie publique. Il me faut admettre que cette opinion a été, jusqu'à ces derniers temps, peut-être diamétralement opposée à celle de la plupart de mes chefs politiques mais, dès 1928, je la manifestais bien clairement à mes collègues, lorsque pour la première fois je voulus signaler aux compagnies privées que l'heure était arrivée pour elles de faire des concessions considérables sur leurs taux d'électricité, si elles ne voulaient pas compromettre leur existence même.

En 1929, je revins à la charge lors de la discussion de la loi incorporant la compagnie Beauharnois. Ma voix resta presque solitaire de ce côté de la Chambre et je parus, dans le temps, prêcher dans le désert.

Cette situation d'alors me fut rappelée, il y a quelques mois, lorsque, comme tous les députés, je reçus de mon bon ami le sénateur J. P. B. Casgrain un extrait du *Hansard* reproduisant le grand discours qu'il fit pour prémunir notre pays et notre religion contre l'infiltration pernicieuse du communisme bolchevique par l'intermédiaire des doctrines prêchées par votre humble serviteur, le Dr Philippe Hamel, *Le Devoir* et *L'Action catholique* quand nous demandions au gouvernement provincial d'intervenir pour protéger le peuple contre les hauts taux de l'électricité.

Le bouillant sénateur, qui est un libéral orthodoxe et qui défend, dans notre pays, les grandes corporations d'électricité comme Don Quichotte défendait, sur la terre d'Espagne, les faibles et les opprimés, qui voit partout des ennemis de notre sainte religion chez ceux qui combattent les monopoles électriques, comme le génial Hidalgo apercevait constamment des géants batailleurs où il ne se trouvait, en réalité, que des ailes de moulins à

vent, ce bouillant sénateur, dis-je, s'est trouvé dans la situation du député de Saint-Hyacinthe, mais exactement à l'inverse.

Après avoir remercié M. Meighen de lui avoir permis de prendre la parole, il disait au début de son discours:

"Il m'arrive de penser autrement que mon propre chef dans une autre Chambre, et que le premier ministre aussi, le très honorable M. Bennett. Tous les deux en tiennent évidemment pour la nationalisation ou étatisation, et mes observations vont à l'encontre".

À la suite d'une interpellation faite par l'honorable M. Dandurand, il continue:

"Ce n'est pas la première fois que je me trouverais seul de mon opinion en cette Chambre; mais il est arrivé déjà que le temps m'a donné des recrues.

Sur la fin du discours il ajoute:

"Je me trouve à critiquer les membres de mon parti, mais je dis la vérité sans crainte des conséquences".

La morale qu'on peut tirer des déclarations d'un des plus fidèles partisans des trusts en ce pays, c'est qu'on peut différer d'opinion sur une question d'importance majeure avec ses chefs, tout en restant un serviteur fidèle d'un parti. L'honorable M. King n'a pas excommunié le sénateur Casgrain pour ses divergences d'opinion sur la régie des pouvoirs électriques, et je sais que l'honorable premier ministre n'a jamais même songé à me faire sortir des cadres de mon parti parce que, sur une question que nous considérons tous d'intérêt national, j'ai différé de vues avec lui.

Il est cependant une question sur laquelle nous nous sommes toujours entendus et sur laquelle, je l'espère, nous nous entendrons toujours. C'est que l'intérêt privé doit en toutes choses céder à l'intérêt public. Ma tâche en ces dernières années et surtout en ces derniers temps a été de démontrer non seulement à la masse de mes concitoyens, mais aussi à mes chefs, que l'intérêt général, c'est-à-dire le salut de la nation, était gravement compromis par notre système de régie électrique et qu'il y a lieu de le réformer du tout au tout, pour sauver notre avenir économique. En ce faisant, je n'ai voulu que servir mon pays, me rappelant toutefois la maxime d'un grand président des États-Unis qui proclamait: "He who serves his country best, serves his party best." "Celui qui sert le mieux son pays, c'est celui-là qui sert le mieux son parti."

Je n'ignore pas que, parmi les personnes qui m'ont encouragé d'une façon ou d'une autre dans la campagne que j'ai entreprise, il s'en est trouvé, mais

de très rares, qui voyaient dans le but de cette campagne la destruction de certains hommes, de certaines personnalités, plutôt que le succès d'une simple réforme économique. Diminuer des personnalités, détruire des hommes, cela ne m'a jamais intéressé parce que cela signifiait tout simplement les remplacer par d'autres hommes. Changer monsieur X pour monsieur Z à la tête d'une administration aux seuls plaisir et profit des ennemis de monsieur X et des amis de monsieur Z, en quoi cela peut-il profiter à la province?

Ce qu'il importe de démolir, ce sont des formules de gouvernement que l'épreuve du temps a démontré dangereuses à l'ordre public. Ce qu'il importe de détruire, ce sont les vices de tout système économique qu'on a pu croire d'intérêt général à son origine, mais qui a prouvé son inefficacité par sa mise en application. Ce sont ces idées et ces systèmes qui n'ont pu subir avec succès l'expérience des ans qu'il faut remplacer par des idées et par des lois nouvelles qui nous offrent de meilleures garanties de pérennité que celles qui ont été pour nous une source de déceptions.

Détruire des hommes, tel n'a jamais été mon but. Essayer de faire triompher les idées créatrices d'un nouvel ordre de choses dans la régie de nos ressources hydroélectriques tel a été l'objet et l'unique objet de mes constants efforts. L'énormité de la tâche semblait au début écraser la faiblesse de mes moyens, et l'atteinte du but que je me proposais était tellement problématique que les personnes qui croient que, chez nos hommes politiques, l'intérêt personnel est le seul mobile des actions importantes, se demandaient quel pouvait bien être le motif intéressé qui me faisait agir.

Un des hommes les plus en vedette de notre monde des utilités publiques me déclarait tout récemment qu'un de nos grands financiers de la rue Saint-Jacques lui avait exprimé comme il serait curieux d'apprendre combien d'argent j'avais fait avec un des principaux officiers de l'Union des municipalités de la province de Québec, en spéculant sur la baisse des valeurs électriques. Je regrette de ne pouvoir satisfaire la curiosité de ce baron de notre finance dans le sens qu'il paraissait anticiper.

Tout l'étonnement que je peux lui donner, c'est de lui apprendre que je n'ai jamais placé un sou dans aucune valeur cotée à la bourse et que je me propose de ne jamais placer un seul sou à la bourse parce que je préfère dépenser moi-même mon argent que de le faire gaspiller par ceux qui vivent en spéculant sur l'avidité au gain facile de la plupart des humbles mortels que tente ce jeu de la bourse, dont la moralité n'est, en somme, reconnue de meilleur

aloi que celui des loteries que parce qu'il est à la portée des grands, tandis que l'autre est surtout à la disposition des petits.

Ce n'est certes pas pour un motif d'intérêt personnel que j'ai entrepris sans grands espoirs de succès immédiats, je vous l'avouerai bien franchement, la tâche que j'ai cru devoir assumer. Non seulement il n'y avait aucun profit personnel possible pour moi dans la longue campagne qui s'annonçait, mais elle devait même être un gouffre de dépenses pour celui qui devait s'en constituer le chef principal. N'ayant aucun fonds autre que mes maigres ressources personnelles, j'ai tenu dans les dix-huit mois qui ont précédé l'enquête de la Commission d'électricité au-delà de 18 assemblées dans 17 villes de la province et outre mes dépenses personnelles j'ai dû solder celles de tous ceux qui m'ont assisté dans ces assemblées.

Lorsque la Commission d'électricité a ouvert ses séances, ceux qui devaient défendre la cause populaire contre l'armée d'avocats éminents, de savants ingénieurs et d'experts habiles recrutés dans le pays et même aux États-Unis, tous ces talents étant payés à prix d'or par les grandes corporations électriques, ceux-là, dis-je, qui devaient défendre la cause du peuple n'avaient pas un seul sou de mis à leur disposition, soit par le gouvernement, soit par des corps publics quelconques. C'est votre humble serviteur, un fou bienfaisant venu d'un coin de terre généreux, qui décida de faire les frais nécessaires à une défense suivie des intérêts de ses concitoyens, et ce, dans la seule espérance d'être utile aux siens.

Je dois dire cependant, pour être juste envers certaines bonnes volontés, qu'il m'est venu des offres de contribution au paiement d'une partie des dépenses mais ces offres, qui ne furent pas nombreuses d'ailleurs, furent toujours refusées, parce que je n'ai pas voulu donner à nos adversaires l'occasion de prétexter qu'en percevant ces deniers, je récoltais les fruits réels que j'attendais de mon travail. Une municipalité a été particulièrement généreuse, celle de Sainte-Anne de Bellevue dont les principaux citoyens ont souscrit la jolie somme de cinq cents dollars, somme qui m'a été remise avec permission d'en faire ce que j'en voudrais, mais que j'ai refusée la déposant au compte de la Ligue des consommateurs d'électricité qui pourra en disposer comme bon lui semblera.

J'ai voulu qu'il soit bien entendu, pour ne compromettre en rien le résultat de mes efforts et de ceux qui m'ont aidé dans ma campagne, que le seul but que je poursuivais, c'était la modification de nos lois pour procurer au peuple de la province de

Québec un nouveau régime d'exploitation de nos ressources hydrauliques, assurant à nos consommateurs d'électricité pour éclairage des taux plus avantageux, à nos manufacturiers, de l'énergie à meilleur marché et, à notre province en général, une source de richesses des plus précieuses par la conservation et l'exploitation rationnelle des immenses ressources hydroélectriques qui nous restent encore dans le domaine public.

Le comité de la Chambre est à étudier une résolution préliminaire à l'adoption de lois qui concrétiseront la politique que le gouvernement a l'intention de mettre en vigueur, à la suite des recommandations qui lui ont été faites par la Commission d'électricité et par ceux qui ont représenté l'intérêt des consommateurs et du peuple en général, dans la campagne qui s'est terminée il y a quelque trois mois.

Pour bien apprécier ce que sont et ce que doivent être toutes nos lois nouvelles sur la question de l'électricité, il y a lieu de se faire une vue d'ensemble sur la question de l'électricité dans la province, de manière à pouvoir apprécier équitablement le rapport de la commission qui devait, dans l'intention de ceux qui l'ont créée, servir de base aux lois que le gouvernement se proposait de nous donner pour protéger l'intérêt des consommateurs d'électricité, sans compromettre le capital honnêtement et prudemment investi dans nos entreprises électriques.

Il y a lieu de rechercher si ce rapport donne une idée exacte ou du moins suffisamment claire de la situation véritable, si ce rapport ne va pas assez loin ou se rend trop loin dans la voie des remèdes proposés.

C'est pourquoi je profiterai de l'étude de la présente résolution, non seulement pour proposer les principes des réformes qui s'imposent pour régler la question de l'électricité dans le sens de l'intérêt du consommateur et de la province en général, mais aussi pour faire une étude assez rapide mais, en même temps, assez complète des principaux points du rapport de cette commission, qui est actuellement déposé devant la Chambre.

Il n'est pas hors de propos de faire un court historique des faits qui ont motivé la création de la Commission d'électricité.

En 1928, j'avais l'intention de signaler à la Chambre et à la province que les compagnies d'électricité continuaient à nous charger des taux tellement exorbitants, soit pour l'éclairage, soit pour le pouvoir-moteur, qu'il ne se passerait pas de longues années avant que ces compagnies ne

deviennent l'objet d'un tollé général dans la province, qui finirait par compromettre l'existence même de la régie privée, si elles ne nous donnaient point et sans trop de délai des taux plus en harmonie avec le coût excessivement bas de production de l'électricité dans notre région exceptionnellement favorisée sous le rapport des pouvoirs d'eau par nos conditions géographiques.

Le discours que je devais prononcer à l'Assemblée, vu l'heure tardive de la séance, plus tardive encore à laquelle il fut appelé, n'eut que les honneurs d'une mention en Chambre, mais deux ou trois journaux importants de la province se chargèrent de lui donner une publicité qui fut suffisante pour éveiller l'attention de quelques hommes de marque qui se firent les apôtres bénévoles d'une politique de protestation contre l'exploitation que les grandes compagnies continuaient à faire des consommateurs d'électricité, grands ou petits.

Quelques journaux, au nombre desquels je me plais à mentionner *Le Devoir* et *L'Action catholique*, dont je ne puis douter de la sincérité des motifs sur cette question, continuèrent à agiter l'opinion publique, et des protestations véhémentes contre l'excès des taux d'électricité commencèrent à se faire entendre dans tous les coins et recoins de la province. Les compagnies firent semblant de faire sourde oreille à ces réclamations qui devenaient de plus en plus pressantes, mais elles crurent pouvoir en avoir raison en organisant dans la presse du pays une habile campagne de publicité pour essayer de continuer à faire croire au peuple de la province que les taux d'électricité étaient plus bas chez nous que n'importe où ailleurs.

Il y avait aussi, les usines municipalisées de notre province qui menaçaient les compagnies privées parce que, tout en maintenant des taux généralement plus bas que les compagnies privées opérant dans des conditions semblables, elles donnaient des profits très considérables aux municipalités qui les possédaient. Ceci signifiait bien clairement que ces municipalités auraient pu donner à leurs contribuables des taux considérablement plus bas en opérant encore avec des surplus substantiels. Il fallait donc détruire les usines municipalisées, coûte que coûte, comme s'efforçaient d'ailleurs de le faire, aux États-Unis, les grandes compagnies d'utilités publiques américaines. Nos compagnies locales intensifièrent donc, en ces derniers temps, la campagne qu'elles avaient inaugurée, il y a déjà plusieurs années, pour mettre au silence toutes nos usines municipales.



Nous avions anciennement 52 réseaux électriques municipalisés. Au commencement de l'année 1932, il ne nous en restait plus que 26, et les compagnies travaillaient activement à la diminution de ce nombre. Les villes exploitant des réseaux commencèrent à s'émouvoir et l'Union des municipalités de la province de Québec fut priée d'entreprendre une campagne pour faire cesser le recul de la municipalisation dans la province. C'est à la suite de ces représentations que l'Union des municipalités décida d'organiser un organisme spécial pour défendre l'intérêt et les droits des municipalités, qui continuaient à bénéficier des avantages de la municipalisation.

Cette branche pour la protection de la municipalisation inaugura une campagne d'agitation publique, pour faire cesser la vente des réseaux municipalisés aux compagnies privées et pour induire les municipalités qui étaient en état de le faire de municipaliser la vente et la production, le cas échéant, de l'électricité dans leurs limites.

L'effet de cette campagne, qui se faisait sur un terrain évidemment bien préparé, dépassa même l'attente de ceux qui l'avaient préconisée. Des résolutions furent adoptées un peu partout dans la province pour induire le gouvernement à adopter des lois qui favoriseraient la municipalisation. L'opinion publique se souleva à tel point que le gouvernement promit, par la voix de son chef, de nous donner une loi sur la municipalisation qui rencontrerait les *desiderata* de ses partisans.

Cette loi fut proposée à la dernière session, mais les municipalités ayant jugé que les pouvoirs qu'elle leur donnait n'étaient pas encore assez amples, le gouvernement, pour faire preuve de sa bonne foi, retira de lui-même le projet pour le soumettre à l'étude des municipalités et pour leur permettre de suggérer elles-mêmes les dispositions qui leur paraîtraient plus favorables à la municipalisation.

Ce projet de loi fut étudié à fond à la convention annuelle de l'Union des municipalités, et une résolution fut adoptée pour recommander une loi nouvelle au gouvernement.

Entre-temps, la campagne de discours et de presse se poursuivait dans la province pour réclamer des taux moins élevés des compagnies privées et pour promouvoir la régie publique de nos ressources hydroélectriques. Deux villes adoptaient des règlements de municipalisation, Saint-Hyacinthe et Mont-Laurier. Celle dont j'ai l'honneur d'être le maire depuis 1917 menait à bien son règlement de municipalisation, ses usines devant commencer à fonctionner le 1<sup>er</sup> décembre 1934. Les résolutions de

la convention de l'Union des municipalités furent transmises au gouvernement qui surveillait attentivement la réaction de l'opinion publique.

Les populations portaient un intérêt si vif à la question de l'électricité que le gouvernement se convainquit rapidement que l'heure était arrivée de créer une commission d'études, devant laquelle pourraient se faire entendre et les partisans et les adversaires de la municipalisation et de la régie publique de nos ressources hydroélectriques. La création de cette commission fut appréciée de diverses façons. Les uns y virent une possibilité d'enterrement de première classe de la régie publique sous ses diverses formes.

Les autres, gens moins pessimistes, au nombre desquels je me trouvais, y trouvèrent, au moins, un moyen splendide d'éducation populaire pour rendre favorable à la municipalisation et à la nationalisation partielle de l'électricité l'opinion publique qui, dans nos pays à institutions démocratiques, finit toujours par être la maîtresse des hommes et des choses.

Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait eu des observateurs qui n'ont pas cru à l'efficacité de la commission.

Comme aucuns deniers n'avaient été mis à la disposition de ceux qui pouvaient se charger de défendre la cause de la masse populaire, on s'est dit que cette cause serait défendue sans système, sans esprit de continuité, sans preuves techniques, sans experts en comptabilité, par des partisans bien intentionnés sans aucun doute mais qui ne feraient, chacun, qu'une courte apparition devant les commissaires, pour présenter leurs arguments personnels.

Les compagnies, de leur côté, s'empressaient d'engager les meilleurs talents légaux et les plus habiles techniciens pour défendre leur situation, ce qu'elles ne manquèrent pas évidemment de faire. Les pessimistes constataient aussi que la Commission n'avait aucun pouvoir d'assermenter les témoins et de forcer les compagnies à produire des documents.

Malgré ces désavantages considérables, jamais je ne me suis découragé tellement j'avais confiance dans la justice d'une cause qui devait nécessairement finir par triompher. N'ayant pas les moyens de requérir les services d'un procureur versé dans la matière, je me suis fait avocat moi-même. N'ayant pas non plus les ressources financières voulues pour me procurer le concours d'un expert en génie électrique, je me suis servi de mes faibles lumières d'électricien amateur pour éclairer, tant bien que mal,

peut-être même plutôt mal que bien, les trois commissaires dont la bienveillance m'a rendu assez facile une tâche très difficile.

C'est ce qui fait qu'à toutes et chacune des séances de la Commission, le peuple fut représenté par son défenseur qui avait reçu son mandat d'avocat public, sans diplôme, de la part des délégués des municipalités exploitant leur système d'éclairage et d'autres personnes favorables à la municipalisation, qui siégèrent à une assemblée tenue à Montréal le 9 octobre 1934. Ceux qui assistèrent à l'une ou à l'autre des nombreuses assemblées de la Commission d'électricité admettront que, si les diplômes d'avocat ou d'ingénieur civil me manquaient, je me suis efforcé d'y suppléer par le feu sacré de la conviction qui vaut bien, en certains cas, les parchemins les plus authentiques.

Le rapport indique évidemment que je n'ai pas pleinement réussi. Le succès partiel que nous avons remporté et que je dois attribuer surtout aux principaux témoins qui ont comparu, le Dr Philippe Hamel, de Québec, et l'excellent expert comptable, M. Ernest Robitaille, qui tous deux ont consacré de longues heures d'études et de recherches ardues pour préparer les mémoires qu'ils ont soumis, indique cependant que mes peines et mes efforts n'ont pas été entièrement perdus devant messieurs les commissaires.

Ce rapport dont j'ai appelé des conclusions devant le gouvernement et dont j'appelle présentement devant le comité de la Chambre est sans doute un pas dans la bonne direction, mais nous ne sommes pas à une époque où les petits pas sont de mise pour suivre la marche furibonde des idées et du progrès matériel.

Serais-je plus heureux devant le tribunal suprême de l'Assemblée législative, je l'espère. Pour que mon espérance et celle des hommes, qui ont combattu à mes côtés depuis bientôt trois ans, dans le but de faire cesser la dilapidation par des intérêts privés de notre plus grande richesse nationale et l'exploitation de tous ceux qui se servent d'électricité, se réalisent, il faut que les lois qui sortiront de cette Chambre aillent de beaucoup plus loin dans l'acceptation des réformes que nous avons recommandées, que ne vont les recommandations de la Commission de l'électricité.

Le rapport de cette commission comprend trois parties principales: la première, l'exposé de faits; la deuxième, les conclusions des commissaires; la troisième, leurs recommandations au gouvernement.

Il y a lieu, avant de prononcer un jugement sur ce document important, de faire la part des

circonstances pour atténuer équitablement les responsabilités des commissaires. Il faut admettre que ces commissaires ont eu très peu de temps à leur disposition pour faire une étude aussi considérable que celle de la question qui leur avait été soumise. D'un autre côté, le gouvernement, pressé par l'opinion publique d'adopter une législation nouvelle et de conséquences des plus graves à la présente session, ne pouvait guère mettre plus de temps à leur disposition. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si ceux qui étudient ce problème depuis de très nombreuses années, et qui en ont fait la principale occupation de leur vie publique, trouvent des lacunes assez importantes dans le rapport soumis à la considération du comité de la Chambre.

Il faut aussi tenir compte de la mentalité de notre peuple qui, ayant hérité par descendance, de la mentalité de la race française, ne se prête que très lentement aux innovations qui nous sont imposées par le progrès moderne. Nous tenons un peu sur ce point des Égyptiens qui étaient si réfractaires au changement dans leurs habitudes et dans leurs mœurs. "Tout s'y faisait toujours de la même façon: voilà pourquoi tant de choses s'y faisaient mal" dit un historien. "Les abus ne se corrigent, les mœurs, les lois et les arts ne se perfectionnent que par des changements. La nouveauté, souvent pernicieuse est aussi souvent nécessaire... Le grand point est d'innover avec sagesse." Ceci était écrit dès 1808, mais n'a pas cependant empêché le Français d'être plutôt lent sur le chapitre des réformes économiques.

Il n'est donc pas surprenant qu'une enquête, qui a duré à peine quelques semaines et qui a été faite dans des conditions aussi désavantageuses que celles que j'ai mentionnées antérieurement, n'ait pu réussir à convaincre la majorité des commissaires qu'une réforme plus ou moins radicale s'imposait dans notre province, pour protéger efficacement nos consommateurs d'électricité et pour donner à notre industrie électrique cet essor qui aidera à tirer nos populations du marasme dans lequel elles sont actuellement plongées par la crise économique qui menace de s'éterniser, si des mesures nouvelles ne sont immédiatement prises pour y mettre fin.

Ces remarques étant faites pour bien établir toute la déférence que j'ai pour les trois citoyens qui ont siégé comme commissaires, ce que je me propose maintenant de démontrer au comité de la Chambre, c'est:

Premièrement, que l'exposé des faits contenus dans le rapport de la Commission est, au moins, très incomplet et de nature à ne donner qu'une idée plus ou moins vague sur la situation véritable et

désavantageuse du consommateur d'énergie électrique, tant dans la partie rurale de notre province que dans nos cités et nos villes;

En second lieu, que les recommandations des commissaires, basées évidemment sur la faiblesse de cet exposé des faits ne donnent satisfaction que sur des points secondaires de la solution du problème et qu'elles tendent à suggérer au gouvernement une mesure principale qui a déjà été une faillite dans notre province, qui n'a donné satisfaction nulle part et qui mettra en danger l'intérêt des consommateurs et l'avenir industriel de notre province, si une protection additionnelle n'est pas donnée aux intéressés.

Troisièmement, que cette mesure essentielle de protection additionnelle, c'est le rétablissement pur et simple de la concurrence dans le commerce de l'électricité en donnant à un organisme gouvernemental le pouvoir de fabriquer, acheter et vendre de l'énergie électrique aux municipalités qui voudront en faire la distribution à leurs contribuables.

Le rapport est divisé en trois chapitres principaux intitulés: le premier, *Nature, Rôle et Importance de l'électricité*; le deuxième, *L'électricité dans la province de Québec*; et le troisième, *Différents régimes applicables à l'industrie de l'électricité*.

Le premier chapitre contient des considérations générales dont la plupart procèdent d'un jugement assez juste. Il y a cependant des réserves importantes à faire au sujet de l'opinion des commissaires sur la question de la concurrence dans la vente de l'énergie électrique. C'est aller plus loin qu'il n'est juste que d'affirmer:

"La concurrence, sauvegarde de l'intérêt public dans les affaires commerciales ordinaires, ne l'est plus dans les entreprises d'utilité publique."

Il est certain que, dans la plupart des cas, il y a une déperdition économique à doubler deux systèmes de production et de distribution électrique, mais il est loin d'être aussi clair qu'il y a de graves inconvénients à établir la concurrence entre deux usines privées situées, l'une dans une ville, et la seconde dans une autre ville.

Les faits démontrent aussi très clairement que non seulement il y a parfois utilité, mais même nécessité d'établir la concurrence dans une même ville, pour en arriver à une baisse des taux; il y a des centaines et des centaines d'exemples justifiant cette opinion. Le rapport de la Commission va donc trop loin quand il affirme que:

"La concurrence dans les services d'utilité publique ne protège en pratique ni le producteur ni le consommateur."

Cette assertion peut être vraie pour le producteur, s'il n'est pas en même temps un gros consommateur, mais elle est certainement fausse quant à ce qui concerne le consommateur. Le cas de Saint-Hyacinthe où la concurrence vient de faire diminuer les taux d'éclairage de cinquante pour cent est un de ces nombreux exemples qui établissent clairement qu'en pratique le seul moyen d'obtenir des taux justes et équitables pour le public, c'est la concurrence faite par les corps publics aux compagnies privées.

Le deuxième chapitre traite de l'électricité dans la province de Québec, et c'est en somme dans ce chapitre qui est excessivement court que les commissaires portent leur jugement sur le système de régie privée qui a prévalu et qui prévaut encore dans notre province. Il donne une idée assez exacte, quoique très sommaire, de ce système de compagnies privées qui servent presque toute la clientèle provinciale. Il eût cependant peut-être été intéressant de mentionner au moins les quelque vingt-cinq réseaux municipaux que nous avons et dont presque tous ont donné et donnent encore satisfaction aux consommateurs des municipalités dans lesquelles ils sont établis, comme cela a d'ailleurs été prouvé au cours de l'enquête.

Il me semble que les commissaires auraient dû, à cet endroit de leur rapport, insister sur l'importance considérable des ressources hydroélectriques que nous avons dans la province et surtout sur celles que nous pouvons encore aménager et qui sont restées dans le domaine public. N'y aurait-il pas lieu, au moment où nous discutons la question d'un changement dans notre système d'exploitation de nos ressources hydrauliques et où une bonne partie de la population constate que l'aliénation des pouvoirs d'eau, que nous avons faite en faveur des compagnies privées, a été loin de nous donner les résultats qu'on en attendait, de nous demander ce que représente l'ensemble des pouvoirs d'eau exploitables qui sont restés en possession de la province.

Plusieurs de nos citoyens importants auxquels on a parlé de l'avantage qu'il y aurait pour la province de conserver les pouvoirs d'eau qui nous restent, pour les faire exploiter en régie publique au bénéfice du peuple se sont exclamés: "À quoi bon puisque les compagnies privées contrôlent déjà presque tous les pouvoirs d'eau qui pouvaient être développés économiquement et avec des chances de profits raisonnables?"

À venir jusqu'à ces derniers temps, il s'était répandu dans le public une légende à l'effet que la province ne disposait plus de pouvoirs d'eau qui

valaient la peine d'être aménagés. On prétendait que tous les bons pouvoirs d'eau avaient été cédés d'une façon ou d'une autre à l'industrie privée.

Les faits démontrent que ces affirmations sont complètement fausses et qu'il nous reste quatre fois plus de pouvoirs d'eau de développables que nous n'en avons d'aménagés à l'heure actuelle.

Voilà une chose sur laquelle le rapport aurait dû insister, mais les commissaires se sont bornés à écrire:

"... de ce nombre, 3,357,320 chevaux-vapeur étaient produits dans la province de Québec, soit plus de la moitié. Une quantité beaucoup plus considérable peut être produite avec les développements et les travaux nécessaires."

Les commissaires n'ayant pas recommandé la conservation des pouvoirs d'eau qui nous restent pour les développer, au profit des citoyens de la province, ils n'ont pas vu dans ces pouvoirs qui sont encore dans le domaine public cette importance qu'y trouvent les partisans de la politique qui veut que l'heure soit arrivée pour notre province de cesser de diminuer notre patrimoine national, en cédant ces pouvoirs d'eau à des compagnies ayant abusé jusqu'ici de la bonne foi des gouvernements et de la majorité du peuple de cette province, qui croyaient mieux servir l'intérêt national en confiant l'exploitation de nos ressources hydroélectriques à l'industrie privée, plutôt qu'en les faisant exploiter par le gouvernement lui-même.

Il sera donc utile, pour les partisans de cette nouvelle théorie, de connaître les richesses inestimables à prix d'argent que nous pouvons conserver pour les exploiter, au fur et à mesure des besoins au profit de notre population.

Il a été reconnu de tout temps que la province de Québec était une des régions la plus favorisée dans l'univers entier, sous le rapport de ses richesses en houille blanche. Non seulement nos chutes ont un débit volumineux, mais leur distribution géographique à divers endroits de la province en rend l'exploitation presque idéale. Tout le monde connaissait ces faits, mais la généralité des gens qui s'occupent d'affaires publiques était sous l'impression que nos gouvernements s'étaient départis, depuis la Confédération à venir jusqu'à ces derniers temps, de la presque totalité de ces richesses si importantes. C'est une erreur qu'il importe de corriger au plus tôt.

Les statistiques fédérales de 1934 établissent que nous avons de développables au débit ordinaire de six mois tout près de 17,000,000 de chevaux-vapeur et 10,000,000 au débit minimum ordinaire. Comme nous n'avons d'actuellement aménagés que

3,493,320 chevaux-vapeur, on constate que cette quantité n'est à peine que le quart de nos pouvoirs d'eau développables connus. Le compilateur de statistiques fédérales ajoute qu'en outre des pouvoirs dont le débit a été établi exactement, il en existe un grand nombre d'autres qui ne sont pas mentionnés, parce que leur puissance n'a pas encore été scientifiquement déterminée.

Pour donner une idée de l'importance économique de cette richesse en houille blanche, il me suffira de noter que les quelque 3,500,000 chevaux-vapeur que nous avons actuellement d'aménagés sont beaucoup plus que suffisants pour la consommation actuelle de notre province, pour le service de la province voisine qui est tiré de nos pouvoirs d'eau, et pour l'exportation que nous faisons en pays étranger.

Nos centrales électriques existantes peuvent facilement produire, sans frais additionnels appréciables, 500,000 chevaux-vapeur de pouvoir primaire de plus qu'elles n'en débitent actuellement. C'est un fait reconnu que les compagnies privées vendent à des prix ridiculement bas du pouvoir qu'elles classent comme pouvoir secondaire pour la production de la vapeur. On mentionne des contrats pour ce genre de pouvoir dont le coût est abaissé jusqu'à cinq dollars par année par cheval-vapeur utilisable, sans restriction de temps.

Ces données établissent donc que nous pouvons développer tout près de cinq fois ce qui se dépense actuellement dans la province. Ces ressources naturelles en hydroélectricité ont d'autant plus de valeur pour notre province que notre sol manque absolument de charbon, de pétrole et de gaz naturel, ces sources de chaleur, de pouvoir et de lumière qui font la fortune de certaines de nos autres provinces et d'un grand nombre de pays. Il semble que la nature, pour rétablir un juste équilibre entre les faveurs qu'elle a faites à diverses régions géographiques, s'est plu à compenser par d'abondantes ressources de houille blanche notre pauvreté en houille noire, en pétrole et en gaz naturel. Et cette richesse en houille blanche est d'autant plus estimable qu'à l'encontre des trois autres, elle est inépuisable.

Ceux qui cherchent le mouvement perpétuel peuvent en voir une image assez juste dans le cycle éternel de la goutte d'eau. Multipliée à l'infini, elle fait tourner nos vastes turbines attelées aux génératrices électriques géantes qui lancent à des centaines de milles et qui lanceront dans un avenir prochain à des milliers de milles cette énergie qui lui a été imprimée par la pesanteur de l'eau descendue

des pôles vers l'océan. Et cette goutte d'eau, remontée dans l'atmosphère sous l'action du soleil, sera retransportée vers les sommets terrestres par les perturbations atmosphériques sous l'action du soleil, sera retransportée dans l'océan en continuant à faire tourner, sans aucune relâche comme de nouveaux petits mondes, nos génératrices électriques, ces sources idéales de pouvoir, de lumière et de chaleur.

Et le progrès de la science viendra bientôt centupler la valeur de nos immenses pouvoirs d'eau. Il m'était donné, il y a quelques mois à peine, sur l'invitation de savants qui ont travaillé au perfectionnement d'appareils rendant possible la transmission de l'énergie électrique par le courant direct, de voir une invention qui révolutionnera sous peu la technique de la transmission de l'électricité à longue distance. À venir jusqu'ici, les courants alternatifs triphasés ont permis de transmettre l'énergie électrique, sans déperdition excessive, à environ trois cent milles. Cette limitation de distance rend, en pratique, inutilisable un pouvoir d'eau situé à trois cent cinquante ou quatre cents milles de l'endroit où doit être utilisé le courant.

J'ai vu fonctionner un ensemble d'appareils transformant et transportant une charge de 3,000 kilowatts qui démontre que nos savants ont réussi à trouver le moyen de transporter l'énergie électrique par courant continu à des milliers de milles sans déperdition de force appréciable. La théorie de la supériorité de la transmission de l'énergie électrique par courant continu sur son transport par courant alternatif n'est pas nouvelle. Elle est vieille de plus d'un quart de siècle, mais ce sont les appareils de transformation et de redressement du courant qui manquaient à nos techniciens.

On les a évidemment trouvés et il ne s'agit plus, pour rendre cette invention pratique, que de faire quelques légères mises au point, mises au point qui s'accompliront facilement, je l'espère, lorsque les appareils seront sortis du laboratoire, c'est-à-dire du domaine expérimental, pour être établis sur des lignes d'utilisation journalière. J'ai même été informé par M. Charles Stone, un des savants qui a mis la main au perfectionnement de cette invention merveilleuse que, dès la présente saison, on tenterait la transmission commerciale du courant direct entre Schenectady, dans l'État de New York et une petite ville industrielle située à une douzaine de milles de distance. Ce n'est donc plus qu'une question de temps que la vulgarisation d'une découverte qui permettra de transporter l'énergie électrique à des milliers de milles de sa source, sans déperdition prohibitive.

C'est alors qu'on réalisera dans toute son ampleur le prix des richesses incalculables dont la nature a doté notre province, en lui donnant à profusion de la houille blanche pour remplacer la houille noire, dont elle nous a complètement privés. Alors les centrales hydroélectriques de la province de Québec pourront alimenter à bon marché toutes nos villes et toutes nos municipalités rurales de la province ainsi que tous les centres importants du Canada. Quant au courant qui ne pourra pas être utilisé sur place, on pourra l'exploiter avec des profits rémunérateurs dans n'importe quelle grande ville des États-Unis.

Ceci peut paraître le rêve d'un cerveau de visionnaire, mais on n'a qu'à lire les revues techniques spécialisées et surtout qu'à se donner la peine d'aller voir fonctionner à Schenectady dans les usines de la General Electric les appareils que je viens de mentionner, pour se rendre compte que ce qui paraissait être du domaine de la simple imagination, il y a quelques années, est passé aujourd'hui dans le domaine de la réalité. C'est cette constatation qui m'a confirmé de plus en plus dans l'opinion que la province devait conserver, pour elle-même et pour le bénéfice de ses citoyens, les volumineux et nombreux pouvoirs d'eau qui nous restent dans le domaine public. Ce sont eux qui fourniront dans quelques années les millions dont nous avons besoin pour administrer le pays et pour donner à notre peuple les réformes sociales que le progrès moderne nous impose.

Ces divers aperçus feront admettre qu'il y avait lieu d'insister plus que ne l'a fait le rapport des commissaires sur l'importance des ressources hydroélectriques qui sont demeurées la propriété de notre gouvernement.

Un point sur lequel les commissaires n'ont pas cru devoir se prononcer et qui pourtant paraît essentiel à la saine compréhension de la question de l'électricité, c'est celui du bas coût de production de l'énergie électrique chez nous. Il semble, cependant, que, pour se rendre un compte juste de ce que doit être le prix de vente équitable d'un article quelconque, on doive s'enquérir surtout de son coût de production. Tout, dans notre province, tend à rendre très bas le coût de l'électricité. Le grand nombre de nos chutes, le volume imposant de leurs eaux, leur distribution presque idéale sur notre territoire sont de nature à abaisser considérablement le coût de l'aménagement des centrales électriques, celui de la production de l'électricité et de sa distribution.

Les grandes compagnies ont souvent parlé du bas coût de production de l'énergie électrique, mais c'était pour l'attribuer à la prétendue supériorité de leur système d'exploitation privée. La Southern Canada Power, qui contrôle la vente de l'énergie électrique dans une très grande partie du territoire de la rive sud du Saint-Laurent et de la région des Cantons-de-l'Est, dans le mémoire qu'elle a présenté à la Commission de l'électricité, a prétendu que les conditions naturelles de la production de l'énergie hydroélectrique en rendait le coût plus dispendieux chez nous que dans la province d'Ontario; elle voulait par là justifier la différence énorme de taux qui existait entre les deux provinces à venir jusqu'à ces derniers temps. Un paragraphe que j'extrais d'un rapport qui m'était fait en date du 8 janvier 1935 par M. R. T. Jeffrey, l'ingénieur municipal en chef de la Commission hydroélectrique d'Ontario, démontre bien clairement que notre province est dans une situation de beaucoup plus favorable que celle d'Ontario, pour la production et la transmission de l'électricité:

"Les pouvoirs d'eau dans la province de Québec, écrit-il, sont abondants et situés dans des endroits favorables, ce qui élimine la nécessité de construire de longues et dispendieuses lignes de transmission à haut voltage, alors que dans la province d'Ontario, la grande source du pouvoir qui doit être utilisé dans l'ouest de la province est située à Niagara Falls et doit être supplémentée par des approvisionnements additionnels, qui sont amenés de points très éloignés sur les frontières de l'est de la province. Le problème de la transmission est de beaucoup plus difficile à résoudre de ce chef dans Ontario que dans Québec, le système de l'est d'Ontario ayant même à renforcer son petit développement hydroélectrique par un approvisionnement venant de la province de Québec."

Le coût peu élevé de l'électricité dans notre province ne provient donc pas exclusivement de l'administration plus économique que feraient nos compagnies privées comparées à celle de la régie publique, ce qui n'est qu'un mythe, comme je l'ai démontré dans mon mémoire soumis à la Commission. Le coût de la production de l'électricité est très bas dans la province, plus bas peut-être que partout ailleurs sur le continent, et cela est dû aux caractéristiques naturelles de nos sources de production hydroélectrique.

Cette constatation essentielle n'a pas été faite dans le rapport de la Commission et j'ai cru devoir l'établir, parce qu'il m'a semblé nécessaire pour

porter un jugement sur l'équité des taux faits aux consommateurs de connaître, d'abord, le prix de revient. Puisque nous pouvons produire de l'électricité à meilleur marché, il semble que nos taux auraient dû être plus bas que n'importe où ailleurs. Malheureusement pour nous, c'est le contraire qui s'est produit depuis au-delà d'un quart de siècle et qui continue à exister, bien que nos compagnies, pour tâcher de faire face à l'orage, aient accordé, en ces derniers temps, des réductions sensibles sur leurs anciens tarifs.

Des taux moins élevés que n'importe où on implanterait la régie publique, c'est ce que nous avaient promis les compagnies privées, lorsqu'elles réussirent à convaincre nos gouvernements qu'il valait mieux leur confier l'exploitation de nos pouvoirs d'eau que de les faire développer par des commissions gouvernementales ou par les municipalités. Ces promesses se sont-elles réalisées? Pendant de nombreuses années le peuple de notre province a été mis sous l'impression que nos taux d'électricité, soit pour l'éclairage, soit pour la cuisson, soit pour le pouvoir-moteur, étaient plus bas que n'importe où ailleurs.

Cette légende s'est établie à la suite d'une savante propagande des grandes compagnies par la presse du pays et par tous les organismes d'éducation populaire connus, pour cacher la situation véritable. Cette erreur était tellement ancrée dans le cerveau de la masse de nos gens que personne ne se donnait le trouble de s'enquérir de ce que payait réellement dans la province voisine un citoyen dépensant une même quantité d'électricité et pour les mêmes fins qu'un résident de la province de Québec.

Pour apprécier l'énorme différence qui existait entre nos taux et ceux de la province voisine, qui avait l'avantage de la régie publique, il faut se reporter à quelques années en arrière, au moment où commença à s'agiter dans notre province la question de la protection du consommateur d'électricité contre les hauts taux maintenus par nos systèmes privés.

En 1928, lorsque pour la première fois j'attirais l'attention du public de la province sur les activités des monopoles électriques, les documents fédéraux de l'époque révélaient les faits suivants sur les taux de 1926: (Voir le tableau à la page suivante)

**USAGE RÉSIDENTIEL, 1926**

<i>Villes</i>	<i>Coût en cents</i>	<i>Coût en dollars et cents pour une consommation mensuelle équivalente à</i>	
	<i>le kilow.-hre</i>	<i>60 kilow.-hre</i>	<i>180 kilow.-hre</i>
Montréal, P. Q.	3.5	\$2.25	\$6.45
Toronto, Ont.	1.7	1.40	2.70
Québec, P. Q.	6.0 et 5.5	3.60	10.80
Ottawa, Ont.	2.1 et 1 suivant la quantité	1.40	2.70
Trois-Rivières, P. Q.	5.0	3.00	9.00
St. Catharines, Ont.	2 et 1 suivant la quantité	1.40	2.70
Saint-Hyacinthe, P. Q.	7.5	4.50	13.50
Samia, Ont.	2.5 et 1.5 suivant la quantité esc. 10 %	1.70	2.82

En 1931, la situation ne s'était guère améliorée et les statistiques fédérales nous donnaient les chiffres suivants:

**SERVICE DOMESTIQUE, 1931**

<i>Villes</i>	<i>Population</i>	<i>Coût annuel</i>	
		<i>25 k.w.-h mensuel</i>	<i>50 k.w.-h mensuel</i>
Québec, P. Q.	136,000	\$15.00	\$30.00
Ottawa, Ont.	122,731	7.32	14.40
Saint-Hyacinthe, P.Q.	15,000	22.50	33.00
Samia, Ont.	16,066	9.60	14.88
		<i>60 k.w. mensuel</i>	<i>180 k.w. mensuel</i>
Montréal, P. Q.	\$1.95		\$5.55
Toronto, Ont.	1.40		2.70
Trois-Rivières, P. Q.	3.00		9.00
St. Catharines, Ont.	1.11		2.19

**SERVICE COMMERCIAL**

	<i>Coût annuel</i> <i>100 k.w. mensuel</i>
Québec, P. Q.	\$60.00
Ottawa, Ont.	27.84
Saint-Hyacinthe, P. Q.	78.00
Samia, Ont.	31.32

**SERVICE COMMERCIAL (suite)**

Villes	10 kilowatts		50 kilowatts	
	100 hres	200 hres	100 hres	200 hres
Montréal, P. Q.	30.15	70.00	225.00	267.65
Toronto, Ont.	30.60	43.20	153.00	216.00
Trois-Rivières, P. Q.	49.50	93.00	247.50	465.00
St. Catharines, Ont.	20.48	23.63	102.38	118.13

**FORCE MOTRICE, 1931**

	<i>Coût annuel 50 chev.-vap. 8,000 k.w. mensuel</i>		<i>Coût annuel 200 chev.-vap. 30,000 k.w. mensuel</i>	
			100 hres	200 hres
Québec, P. Q.	\$1,789.56			\$7,038.00
Ottawa, Ont.	928.44			3,615.84
Saint-Hyacinthe, P. Q.	1,916.16			7,128.00
Sarnia, Ont.	1,298.76			5,131.00
			100 hres	200 hres
Montréal, P. Q.	5 k.w.		13.62	18.37
Toronto, Ont.	5 k.w.		9.40	10.51
Trois-Rivières, P. Q.	5 k.w.		13.24	15.10
St. Catharines, Ont.	5 k.w.		6.90	7.30
Montréal, P. Q.	25 k.w.		64.62	88.37
Toronto, Ont.	25 k.w.		43.62	49.16
Trois-Rivières, P. Q.	25 k.w.		66.20	75.52
St. Catharines, Ont.	25 k.w.		34.49	36.51
Montréal, P. Q.	100 k.w.		246.50	341.50
Toronto, Ont.	100 k.w.		167.75	189.89
Trois-Rivières, P. Q.	100 k.w.		268.82	302.09
St. Catharines, Ont.	100 k.w.		137.97	146.01

Comme on le constate par ces chiffres le coût de l'énergie électrique, pour quelque fin que ce soit, était énormément plus élevé dans notre province que dans la province-sœur. Il n'est pas étonnant que nos populations, dans lesquelles se mettait à pénétrer le jour de la vérité sur la question des taux de l'électricité, se soient émues pour tâcher d'en arriver à les faire réduire. Les compagnies ne tardèrent pas à réaliser qu'il fallait faire quelque

chose pour endiguer la vague d'indignation populaire qui commençait à déferler sur la province et elles offrirent de nouveaux taux qui généralement ne signifiaient pas grand-chose pour améliorer le sort du consommateur et qui n'étaient en somme que des trompe-l'œil.

En 1933 la situation était encore la suivante d'après les chiffres que nous avons tirés des nombres indices publiés en 1934:



## ÉCLAIRAGE RÉSIDENTIEL, 1933

<i>Villes</i>	<i>Population</i>	<i>Régie</i>	<i>Consommation mensuelle</i>			
			<i>20 k.w.h.</i>	<i>40 k.w.h.</i>	<i>60 k.w.h.</i>	<i>180 k.w.h.</i>
Saint-Hyacinthe, P. Q. Sarnia, Ont.	15,000	Privée	\$1.50	\$2.70	\$3.30	\$6.90
	17,540	Municipale	0.75	1.26	1.89	3.08
Montréal, P. Q. Toronto, Ont.	818,577	Privée	0.75	1.35	1.95	5.55
	621,596	Municipale	0.75	1.16	1.41	2.70
Québec, P. Q. Ottawa, Ont.	136,000	Privée	0.96	1.74	2.46	5.16
	127,332	Municipale	0.75	1.02	1.38	2.19
Trois-Rivières, P. Q. St. Catharines, Ont.	35,450	Privée	1.11	1.92	2.73	5.16
	25,645	Municipale	0.75	0.93	1.11	2.19

## ÉCLAIRAGE DOMESTIQUE ET CUISSON, 1933

*Éclairage, 80 k.w.h. - Cuisson, 220 k.w.h.*

<i>Villes</i>	<i>Régie</i>	<i>Population</i>	
Saint-Hyacinthe, P. Q. Sarnia, Ont.	Privée	15,000	\$10.75
	Municipale	17,540	4.27
Montréal, P. Q. Toronto, Ont.	Privée	818,577	7.38
	Municipale	621,596	3.57
Québec, P. Q. Ottawa, Ont.	Privée	136,000	7.86
	Municipale	127,332	3.02
Trois-Rivières, P. Q. St. Catharines, Ont.	Privée	35,450	7.59
	Municipale	25,645	3.83

## ÉCLAIRAGE COMMERCIAL, 1933

*Facture nette pour service de 24 heures sans restriction*

<i>Villes</i>	<i>Régie</i>	<i>Charge en k.w.</i>	<i>Heures d'usage</i>		
			<i>50</i>	<i>100</i>	<i>200</i>
Saint-Hyacinthe, P.Q. Sarnia, Ont.	Privée	1	\$3.50	\$6.50	\$12.50
	Municipale	1	1.53	2.61	3.15
Saint-Hyacinthe, P.Q. Sarnia, Ont.	Privée	5	15.50	30.50	60.50
	Municipale	5	7.65	13.05	15.75
Saint-Hyacinthe, P.Q. Sarnia, Ont.	Privée	10	30.50	60.50	105.00
	Municipale	10	15.30	26.10	31.50
Montréal, P. Q.	Privée	1	1.65	3.15	6.15

**ÉCLAIRAGE COMMERCIAL, 1933 (suite)**

<i>Villes</i>	<i>Régie</i>	<i>Charge en chev.-vap.</i>	<i>Heures d'usage</i>		
			<i>50</i>	<i>100</i>	<i>200</i>
Toronto, Ont.	Municipale		1.80	3.06	4.32
Winnipeg, Man.	Municipale	1	1.34	2.66	5.34
Montréal, P. Q.	Privée	5	7.65	15.15	30.15
Toronto, Ont.	Municipale	5	9.00	15.30	21.60
Winnipeg, Man.	Municipale	5	6.66	13.34	25.33
Montréal, P. Q.	Privée	10	15.15	30.15	60.15
Toronto, Ont.	Municipale	10	18.00	30.60	43.20
Winnipeg, Man.	Municipale	10	13.34	25.33	46.00
Montréal, P. Q.	Privée	50	73.90	142.65	267.65
Toronto, Ont.	Municipale	50	90.00	153.00	216.00
Winnipeg, Man.	Municipale	50	56.00	102.67	177.34
Québec, P. Q.	Privée	1	2.50	4.50	7.00
Ottawa, Ont.	Municipale	1	1.75	2.74	3.19
Québec, P. Q.	Privée	5	12.50	22.50	35.00
Ottawa, Ont.	Municipale	5	8.73	13.68	15.93
Québec, P. Q.	Privée	10	25.00	45.00	70.00
Ottawa, Ont.	Municipale	10	17.46	27.36	31.86
Québec, P. Q.	Privée	50	125.00	225.00	350.00
Ottawa, Ont.	Municipale	50	87.30	136.80	159.30
Trois-Rivières, P. Q.	Privée	1	2.52	4.54	6.57
St. Catharines, Ont.	Municipale	1	1.26	2.05	2.36
Trois-Rivières, P. Q.	Privée	5	12.60	22.72	32.85
St. Catharines, Ont.	Municipale	5	6.30	10.24	11.82
Trois-Rivières, P. Q.	Privée	10	25.20	45.45	65.70
St. Catharines, Ont.	Municipale	10	12.60	20.48	23.63
Trois-Rivières, P. Q.	Privée	50	126.00	227.25	328.50
St. Catharines, Ont.	Municipale	50	63.00	102.38	118.13

**FORCE MOTRICE, 1933***Facture nette pour service de 24 heures sans restriction*

<i>Villes</i>	<i>Régie</i>	<i>Charge en chev.-vap.</i>	<i>Heures d'usage</i>		
			<i>50</i>	<i>100</i>	<i>200</i>
Saint-Hyacinthe, P. Q.	Privée	5	\$15.90	\$26.32	\$26.32
Sarnia, Ont.	Municipale	5	7.52	9.79	10.79
Saint-Hyacinthe, P. Q.	Privée	25	62.68	93.32	93.32
Sarnia, Ont.	Municipale	25	37.62	48.94	53.92
Saint-Hyacinthe, P. Q.	Privée	100	207.65	328.25	328.25
Sarnia, Ont.	Municipale	100	150.45	195.76	215.69

**FORCE MOTRICE, 1933 (suite)**

<i>Villes</i>	<i>Régie</i>	<i>Charge en Chev.-vap.</i>	<i>Heures d'usage</i>		
			<i>50</i>	<i>100</i>	<i>200</i>
Montréal, P. Q.	Privée	5	10.28	12.67	16.21
Toronto, Ont.	Municipale	5	8.14	9.40	10.50
Montréal, P. Q.	Privée	25	46.96	58.83	76.54
Toronto, Ont.	Municipale	25	37.33	43.62	49.16
Montréal, P. Q.	Privée	100	150.13	185.76	227.22
Toronto, Ont.	Municipale	100	142.58	167.75	189.90
Québec, P. Q.	Privée	5	10.90	12.77	14.64
Ottawa, Ont.	Municipale	5	5.78	7.29	7.70
Québec, P. Q.	Privée	25	54.55	63.87	73.19
Ottawa, Ont.	Municipale	25	28.91	36.46	38.48
Québec, P. Q.	Privée	100	218.20	255.49	292.78
Ottawa, Ont.	Municipale	100	115.61	145.82	153.87
Trois-Rivières, P. Q.	Privée	5	10.90	13.24	15.11
St. Catharines, Ont.	Municipale	5	5.46	6.89	7.30
Trois-Rivières, P. Q.	Privée	25	54.55	66.20	75.52
St. Catharines, Ont.	Municipale	25	27.36	34.49	36.50
Trois-Rivières, P. Q.	Privée	100	218.20	264.81	302.10
St. Catharines, Ont.	Municipale	100	109.44	137.97	146.03

Quand le gouvernement décida, en 1934, d'instituer la Commission d'électricité, les compagnies, commençant à réaliser le sérieux de la situation, consentirent généralement des diminutions qui, dans certains cas, constituaient une économie sensible pour les consommateurs, mais il ne faut pas croire cependant que les partisans de la réforme des taux avaient obtenu tout ce qu'ils demandaient.

Pour en arriver à avoir une idée exacte de l'incidence réelle des nouveaux tarifs sur les comptes des consommateurs, j'ai fait venir des factures réelles de consommateurs d'Ottawa et de Toronto pour les comparer avec l'ancien et le nouveau tarif de Montréal, et voici les résultats que j'ai obtenus:

**TAUX DOMESTIQUE, 1934***Compte mensuel*

<i>Consommation en kilowatt-heure</i>	<i>Ottawa</i>	<i>Montréal</i>	
		<i>Tarif actuel</i>	<i>Tarif projeté</i>
16	0.75	0.63	0.75
30	0.84	1.05	1.09
62	1.40	2.01	1.90
79	1.55	2.52	2.26
96	1.70	3.03	2.57
118	1.90	3.69	2.96
366	3.32	11.13	5.92
552	4.16	16.71	7.61

**TAUX DOMESTIQUE, 1934***Compte mensuel*

<i>Consommation en kilowatt-heure</i>	<i>Ottawa</i>	<i>Tarif actuel</i>	<i>Montréal</i>	<i>Tarif projeté</i>
649	4.60	19.62		8.48
697	4.82	21.06		8.91
722	4.92	21.81		9.14
836	5.44	25.23		13.73
1003	7.87	30.24		11.67

**SERVICE DOMESTIQUE***Pour terme de deux mois*

<i>Kilowatt-heure</i>	<i>Pieds carrés</i>	<i>Toronto Pièces de 12 X 12</i>	<i>Charge</i>	<i>Montréal Prix X actuel</i>	<i>Tarif proposé</i>
170	1,000	6	2.61	5.40	4.75
210	1,100	7	3.08	6.60	5.47
230	1,200	7	3.37	7.20	5.83
250	1,300	8	3.66	7.80	6.19
270	1,400	8	3.95	8.40	6.55
310	1,500	9	4.41	9.60	7.27
330	1,600	10	4.70	10.20	7.63
360	1,800	12	5.19	11.10	8.17
390	2,000	13	5.67	12.00	8.71
510	2,300	14	7.08	15.60	9.79
510	2,500	15	7.29	15.60	9.79
820	3,000	18	10.62	24.90	12.58

**SERVICE COMMERCIAL***Comptes mensuels*

<i>Kilowatt-heure</i>	<i>Toronto Demande en kilowatt</i>	<i>Montant net</i>	<i>Montréal Montant net</i>
30	0.5	1.08	0.90
110	3.5	3.96	3.30
270	2.0	7.89	8.10
570	4.0	14.40	15.60
1030	7.5	27.99	30.90
1480	12.5	42.39	44.40
2160	13.5	53.46	64.40
2330	10.0	46.17	69.08
2360	6.0	36.36	69.90
2470	8.5	43.65	72.93
2810	18.5	71.91	82.28
4830	20.5	95.13	137.83

## FORCE MOTRICE

*Compte mensuel*

<i>Kilowatt-heure</i>	<i>Toronto</i> <i>Demande en kilowatt</i>	<i>Montant net</i>	<i>Montréal</i> <i>Montant net</i>
700	7.5	18.54	22.51
1960	14.0	34.96	48.90

L'ensemble de ces statistiques indique donc que, dans les centres urbains, nous avons payé des taux excessifs aux compagnies privées depuis toujours et, même à l'époque actuelle, bien que notre situation se soit améliorée quelque peu, nous payons encore des taux hors de toute proportion avec le coût de production de l'énergie électrique.

Les commissaires ne se sont pas beaucoup attardés sur cette différence défavorable pour les consommateurs de la province, mais ils ont, quand même, confirmé les prétentions des défenseurs de la cause populaire sur ce point. Le rapport contient à ce sujet les deux courts paragraphes suivants:

"Dans l'ensemble les tarifs moyens du service domestique, du service commercial et d'un service ordinaire de pouvoir peu considérable sont plus bas dans Ontario que dans Québec, mais les tarifs payés par les consommateurs de quantités considérables de pouvoir industriel sont généralement moins élevés dans Québec. Ces taux ne semblent soumis ici à aucune règle fixe et sont l'objet de contrats privés entre les compagnies. Dans Ontario, les tarifs exigés des consommateurs d'une quantité considérable d'énergie sont basés sur le même principe que les autres tarifs, à savoir la valeur du service ou le prix coûtant.

"Le prix minimum payé par les consommateurs du service domestique ne semble pas généralement plus élevé dans Québec que dans Ontario, il est même inférieur dans certains cas, mais les consommateurs de quantités plus grandes payent beaucoup plus cher dans Québec que dans Ontario."

Comme fiche de consolation pour les consommateurs de notre province le rapport continue:

"Les tarifs aux États-Unis sont beaucoup plus élevés que ceux prélevés dans Québec et dans Ontario. Il importe peu en définitive de savoir si dans tel endroit de l'Ontario ou d'un autre pays l'on paie

l'électricité moins cher que dans Québec. Ce qu'il importe surtout, ce n'est pas tant de comparer des tarifs ou des prix moyens, mais plutôt de vérifier la justesse du montant que doit payer l'abonné pour l'usage qu'il fait de l'électricité, ce qui est une toute autre question." *Et nunc crudimini!* En tradition libre: Prenons cela pour notre rhume!

Un tableau désolant pour la province de Québec, où l'électricité se produit à beaucoup meilleur marché qu'ailleurs, c'est celui des taux moyens de la consommation domestique. Dans notre province où nous avons le prétendu avantage de la régie privée, ce taux moyen est de 3.43 cents; dans la province d'Ontario, où la production de l'électricité est nationalisée et la vente municipalisée, ce taux n'est que de 1.77 cents; dans le Manitoba où existe la régie publique, il n'est que de 1.06 cents. Dans la ville de Winnipeg où la municipalisation fait concurrence à la régie privée, ce taux moyen n'est que de 0.854 cent.

Ces statistiques prouvent donc que le taux moyen de notre consommation domestique est cent pour cent plus élevé que dans la province d'Ontario et trois cents pour cent au-delà plus élevé que dans la province du Manitoba.

Aussi, notre consommation est-elle de beaucoup inférieure à celle des provinces favorisées de la nationalisation et de la municipalisation; notre consommation moyenne annuelle n'est que de 621 kilowatts-heures. Elle est dans Ontario de 1,558 kilowatts-heure; dans le Manitoba, de 3,756 kilowatts-heure et à Winnipeg, de 4,418 kilowatts-heure.

(Applaudissements)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 25 avril 1935****Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 45.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Possesseurs  
de moutons**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 242 modifiant la loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles  
catholiques de Montréal**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste à l'effet que les contrats qu'octroie la Commission soient conçus de telle sorte qu'ils ne soient donnés qu'à un nombre restreint d'individus privilégiés. La Commission pourrait réaliser des économies substantielles si elle n'inclutait pas des spécifications inutiles aussi strictes et coûteuses dans ses contrats. De toute façon, la Commission détient trop de pouvoirs et, en raison de la portée considérable de sa juridiction et de ses opérations, elle cause un tort énorme au vieil esprit de paroisse qui est le fondement d'une bonne citoyenneté. On n'aurait pas dû remplacer les commissions paroissiales. Cela fait trop de centralisation et prête au favoritisme politique.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** souligne que la Commission construit des écoles à un coût inférieur à n'importe quelle autre commission au Canada. Il explique et défend la mesure, tout en affirmant que la Commission octroie ses contrats de la manière la plus logique et la plus juste possible, et que les spécifications qu'ils contiennent sont le fruit du travail et des recommandations d'experts et n'ont

qu'un but, soit d'obtenir le plus possible pour l'argent dépensé.

La Commission scolaire de Montréal a fait un magnifique travail depuis sept ans, et je puis affirmer qu'elle n'a jamais favorisé personne, politiquement.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**25ième anniversaire,  
Couronnement de George V**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) s'il veut bien retirer la motion qu'il avait inscrite au *Feuilleton* de la Chambre et par laquelle il invitait le chef du gouvernement à se rendre à Londres, au début du mois prochain, pour les fêtes du 25ième anniversaire du couronnement de Leurs Majestés George et Mary.

Je tiens à remercier mon honorable ami, le député de Saint-Georges, de sa délicatesse, mais la session est encore en train et mes devoirs ne me permettent pas de quitter mon poste en des temps si difficiles, alors que la province a besoin de l'action de toutes les bonnes volontés, pour combattre la crise que nous traversons.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Je me rends avec plaisir au désir du premier ministre, mais je tiens à déclarer que j'aurais été heureux de le voir aller à Londres représenter notre province aux fêtes du roi. Mais je comprends les motifs qui le font agir, et je le félicite.

**Commission d'électricité  
de Québec**

L'ordre du jour appelle, de nouveau, la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>3</sup>:**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** poursuit son discours sur les résolutions proposées à la séance de l'après-midi.

La question du développement de l'industrie électrique dans la partie rurale de la province est traitée par les commissaires dans un chapitre particulier portant le titre *Électrification Rurale*, de même que la question des taux est traitée dans un chapitre spécial intitulé *Tarification de l'Énergie*. J'ai cru devoir traiter de ces deux questions en discutant le deuxième chapitre du rapport de la Commission parce qu'il m'a semblé nécessaire, pour donner une bonne vue d'ensemble de la question de l'électricité dans toute la province, de faire connaître la situation sous le rapport des taux de l'électricité, tant dans la partie rurale de la province que dans les cités et les villes. Les conditions de vente étant surtout ce dont se sont plaintes les municipalités, il m'a paru essentiel de les faire connaître, pour que le comité de la Chambre puisse se faire une idée exacte des causes qui ont motivé l'enquête de la Commission et l'intervention de la Législature.

La Commission d'électricité s'est occupée tout particulièrement de la question de l'électricité en campagne, mais son rapport est de nature à laisser le lecteur sous l'impression que l'électrification rurale est aussi avancée chez nous, sous le rapport du nombre des cultivateurs qui bénéficient du service de l'électricité, que dans la province d'Ontario, ce qui est loin d'être conforme aux faits.

Les commissaires en sont venus à cette conclusion en se basant sur le bulletin no 19 du département du recensement fédéral. Sans mentionner la provenance de leur information, ils ont conclu à la page 26 de leur rapport:

"Dans le cas des deux provinces, environ 13 % des cultivateurs bénéficient d'un service d'électricité, d'après les meilleures statistiques que nous avons pu obtenir."

Le pourcentage exact donné par le bureau fédéral se trouve à la page 11 et est de 14 % pour la province de Québec et de 16.8 % pour la province d'Ontario. Les chiffres portés dans ce bulletin comme fermes éclairées à l'électricité ou au gaz sont pour la province de Québec de 19,074. Mais il est une chose qu'il est essentiel de noter, c'est que, dans la province d'Ontario, on ne considère comme ferme électrifiée qu'un établissement rural ayant une superficie d'au moins 50 acres; toutes les autres habitations de campagne sont classées comme résidences de

hameaux (hamlet consumers). Ainsi, le rapport officiel donne comme le nombre de consommateurs recevant de l'électricité dans les districts de pouvoir rural seulement, au 31 octobre 1931, le nombre de 54,281 abonnés, ce qui est 22,000 de plus que le nombre mentionné au document du Bureau fédéral du commerce.

J'ai fait une enquête, dans mon comté, pour me rendre un compte le plus exact possible des raisons de cette apparente égalité proportionnelle qui existerait dans notre province et dans celle de l'Ontario. Le document fédéral no 19 donnait 186 fermes d'électrifiées dans le comté de Saint-Hyacinthe. J'ai fait faire un relevé exact par les secrétaires des municipalités dans chacune des paroisses, et j'ai découvert qu'il y avait à peine 110 fermes proprement dites d'électrifiées sur le nombre de 186 qui était porté à ce bulletin. Ce nombre de 186 avait été atteint parce qu'on avait donné comme fermes électrifiées toutes les maisons éclairées à l'électricité, dans les villages non organisés en municipalités séparées de la paroisse.

Pour que les comparaisons soient exactes, il faut donc ajouter aux 32,000 consommateurs fermiers "farm dwellers" de la province d'Ontario un nombre presque égal de "hamlet consumers" qui correspondraient à nos habitants de villages, non organisés en municipalité particulière. Le chiffre des maisons de campagne électrifiées dans Ontario serait donc doublé, alors que le nôtre demeurerait le même, ce qui fait que notre proportion resterait à 14 % alors que celle d'Ontario serait portée à au-delà de 30 %, ce qui est plus près de la vérité et qui est confirmé par la statistique que nous avons du pourcentage des moteurs électriques, dans l'une et l'autre province, pour chaque cent fermes qui ont fait rapport. Cette proportion est de 2.4 dans la province de Québec et de 5.0 dans la province d'Ontario. Ces chiffres sont tirés du Tableau IX du même bulletin no 19 du recensement fédéral de l'agriculture.

Que notre province, d'ailleurs, ne soit pratiquement pas comparable, sous le rapport de l'électrification rurale avec la province d'Ontario, les commissaires l'ont admis eux-mêmes en déclarant à la page 26 de leur rapport:

"Nos campagnes électrifiées ne le sont que le long des lignes de transmission des grandes compagnies et, même là, l'usage se limite à l'éclairage des bâtisses."

Dans la province d'Ontario, non seulement les cultivateurs dont les fermes sont situées le long des lignes de transmission ou près des municipalités électrifiées ont l'avantage de pouvoir se servir de

l'énergie électrique, mais même celles qui sont situées en des endroits très éloignés de ces lignes de transmission ou de ces centres de distribution peuvent bénéficier de l'électrification rurale. Cet avantage leur est donné par le système des districts de pouvoir rural que j'ai mentionné incidemment dans mes remarques.

Pour bien comprendre la question de l'électrification rurale dans la province-sœur, il faut se rappeler que, dans l'Ontario, il y a trois groupes de consommateurs ruraux. Le premier est constitué par ceux qui habitent les petits villages et les abords des centres urbains. Ce sont les consommateurs qui vivent à proximité des lignes de transmission et de distribution du service hydroélectrique et qui peuvent se procurer de l'électricité en l'achetant des municipalités qui en contrôlent la distribution, à leur tarif ordinaire. Ils sont de la même catégorie que ceux de nos cultivateurs qui ont l'avantage d'avoir de l'électricité dans notre province et qui ont été mentionnés par la Commission comme étant les seuls pouvant bénéficier de l'usage du courant chez nous. Lorsqu'on voudra comparer honnêtement les taux de l'électricité en campagne, il faudra donc borner ses comparaisons à ce premier groupe de la province d'Ontario.

Les deux autres catégories d'habitants de la campagne qui ont l'avantage de la province d'Ontario de pouvoir se servir de l'énergie électrique sont ceux qui sont desservis par les "rural power districts". Le district de pouvoir rural est une région où les habitations sont tellement clairsemées et tellement éloignées des lignes de transmission que le service électrique est fait directement aux consommateurs par la Commission, sans l'intermédiaire d'aucune municipalité. Il n'y a absolument rien dans notre province qui corresponde à ces districts de pouvoir rural et ceux qui habitent chez nous les régions identiques sont complètement privées d'électricité. Les clients des districts de pouvoir rural ontariens sont divisés en deux groupes principaux que j'ai mentionnés précédemment, ceux habitant les hameaux qui sont désignés sous le nom de "hamlet consumers" et les cultivateurs exploitant des fermes et qui sont désignés comme "farm dwellers".

Au 31 octobre 1933, le total des consommateurs des districts de pouvoir rural seulement se chiffrait à 61,845. De ce nombre 28,080 étaient classés comme occupants de ferme et avaient le droit de se servir de moteurs d'au moins deux et d'au plus trois forces. Nous n'avons pas de statistiques exactes pour établir le nombre de cultivateurs correspondant à la catégorie des gens de

la campagne qui peuvent chez nous se procurer de l'électricité, mais on donne comme occupants de ferme proprement dits, parmi les gens de la campagne qui peuvent acheter leur électricité des municipalités, au-delà de 4,000 cultivateurs. Comme la proportion des cultivateurs possédant chez nous des moteurs est de 2,790 sur 19,074 utilisant l'électricité, on peut donc en conclure que le nombre des gens de la campagne utilisant l'électricité dans la province d'Ontario et qui se classent dans la catégorie de nos cultivateurs éclairant leurs habitations, est au moins sensiblement égal au nombre des nôtres. Pour résumer, il y aurait au-delà de 50,000 cultivateurs de plus que dans la province de Québec qui se servent d'électricité.

Avant de discuter la question des taux pour les gens de la campagne dans l'une et l'autre province, je désire faire remarquer qu'il y avait, en 1933, 9,174 milles de ligne qui ont été construites et qui sont maintenues directement par la Commission hydroélectrique d'Ontario dans les districts de pouvoir rural seulement. Ce chiffre égale presque toutes les lignes que nous avons dans la province de Québec et, comme elles ont été construites exclusivement pour le bénéfice des cultivateurs éloignés des lignes de transmission, il est facile de saisir la différence qu'il y a entre l'électrification rurale de la province-sœur et celle qui existe dans la nôtre, surtout si l'on met en regard de ce fait la déclaration des commissaires à l'effet que nos campagnes électrifiées ne le sont que le long des lignes de transmission des grandes compagnies.

En 1929, il n'y avait que 7,700 consommateurs dans les 13 districts de pouvoir rural dans lesquels le taux initial était de trois cents le kilowatt-heure; en 1933, malgré la crise, il y avait plus que 21,000 consommateurs dans 23 districts de pouvoir rural bénéficiant du même taux initial de trois cents par kilowatt-heure. La plupart de ces consommateurs jouissaient d'un second taux de une cent et demie le kilowatt-heure, tous ces taux étant sujets à l'escompte régulier de dix pour cent. Voilà un progrès dont on ne peut, certes, pas se vanter dans nos campagnes.

Au cours de l'enquête, les grandes compagnies se sont évertuées à tenter de prouver que les cultivateurs de la province de Québec étaient mieux traités que ceux de la province de l'Ontario, sous le rapport des taux. Pour en arriver à un semblant de justification de cette affirmation, leurs ingénieurs et leurs avocats prenaient grand soin de ne pas comparer les taux faits aux cultivateurs de la province de Québec avec ceux qui se trouvaient dans la catégorie semblable dans la province d'Ontario.



On prenait constamment un cultivateur de la province de Québec résidant à proximité des lignes de distribution, on comparait son taux avec celui d'un cultivateur des districts de pouvoir rural de la province-sœur, et on arrivait ainsi assez facilement dans les petites quantités à prouver que le cultivateur de la province de Québec ne payait pas plus cher que le fermier d'Ontario.

Ces comparaisons ne pouvaient être justes qu'à la condition que l'on compare les cultivateurs de notre province avec ceux qui sont de la catégorie de la province-sœur qui correspond avec la classe de nos cultivateurs qui peuvent bénéficier de l'électricité.

Je me suis donné le trouble de comparer les taux des comptes mensuels moyens de dix "police villages" de la province d'Ontario avec les taux ruraux de la compagnie Shawinigan et ceux de la Southern Canada Power, anciens et nouveaux, dans le village de Saint-Damase. Les "police villages" sont des groupements municipaux à population variant de 150 à 500 âmes. On admettra que ces "police villages" sont bien comparables à nos petites paroisses rurales.

Municipalités "Police Villages"	Nb consommateurs	k.w.h. mens.moyen	Compte mensuel moyen				Coût net par k.w.h.			
			Hydro	S. C. P. 1934	S. C. P. nouveau	Shawinigan	Hydro	S. C. P. 1934	S. C. P. nouveau	Shawinigan
Agincourt.....	143	100	2.98	8.50	4.60	4.44	3.0	8.5	4.5	4.4
Apple Mill .....	46	29	1.96	3.17	3.07	1.87	6.8	11.0	10.6	6.4
Baden.....	133	114	2.25	9.55	4.81	4.76	2.0	8.4	4.2	4.0
Beachville.....	133	73	1.90	6.47	4.20	3.84	2.6	8.8	5.7	5.2
Brechim.....	42	35	1.93	3.63	3.25	2.19	5.6	10.3	9.2	6.0
Bridgeport.....	110	119	2.81	9.92	4.89	4.87	2.4	8.3	4.6	4.0
Brigden.....	108	40	1.78	4.00	3.40	2.46	4.4	10.0	8.5	6.0
Burford.....	191	84	1.85	7.30	4.36	4.08	2.7	8.4	5.2	4.0
Burgessville.....	54	52	1.94	4.90	3.76	3.11	3.6	9.4	7.3	5.9
Campberville.....	40	53	2.75	4.98	3.79	3.16	5.2	9.5	7.3	5.9

On remarquera qu'à l'exception d'un seul cas où il y a la légère différence de quatre-dixièmes de cent dans le coût du kilowatt-heure, tous les prix sont plus élevés et dans une assez forte proportion, dans notre province. Et il est bon de noter que le seul cas où il y a une très légère différence en faveur du prix de la Shawinigan, c'est celui où la dépense moyenne mensuelle n'est que de 29 kilowatts-heure. Ces chiffres prouvent, hors de tout doute, que les cultivateurs placés dans des conditions identiques ont du courant à des taux infiniment plus avantageux dans la province-sœur.

Le 17 octobre dernier, la Commission réduisait à six cents le taux initial des vingt-sept districts de pouvoir rural, dont le premier taux était plus élevé que ce montant. Les taux des districts de pouvoir rural, c'est-à-dire des endroits qui sont tellement peu peuplés que les municipalités ne peuvent pas s'organiser pour distribuer le courant,

sont donc maintenant de six cents pour la première quantité, deux cents pour la seconde et trois-quarts de cents pour tout courant fourni additionnellement. Dans quelle partie de notre province peut-on trouver un tarif aussi avantageux?

La situation du consommateur d'électricité de la campagne n'est donc pas plus encourageante que celle de celui qui habite nos villes. Et ce qu'il y a d'étrange, c'est que c'est dans la région où les pouvoirs d'eau sont les plus abondants, où l'électricité peut se produire à meilleur marché, ceux qui contrôlent la production et la vente de l'énergie ont réussi à la faire payer considérablement plus cher que dans les endroits où son coût de production est le plus élevé.

Il nous reste à étudier quelles sont les causes de cette anomalie, pour bien comprendre la vraie situation de l'industrie électrique dans la province de Québec.

On a sans doute remarqué que tous les chiffres et toutes les statistiques que j'ai donnés précédemment, pour indiquer les désavantages dans lesquels nous nous sommes trouvés et nous nous trouvons encore, sous le rapport des prix que nous avons à payer pour notre énergie électrique ont été tirés de documents venus de villes et de provinces dans lesquelles l'industrie électrique est exploitée en régie publique. C'est donc à notre système d'exploitation par les compagnies privées que nous devons attribuer la fausse situation dans laquelle nous sommes.

Cette fausse situation n'est pas particulière à notre province, et ceux qui ont suivi l'enquête qui s'est poursuivie durant ces cinq ou six dernières années aux États-Unis, par la Commission fédérale du commerce, ont pu constater que les consommateurs de la grande république voisine ont souffert, et peut-être encore plus que nous, des mêmes maux dont nous avons à nous plaindre, et ce, parce que, comme chez nous, l'industrie électrique a été dominée, chez eux, par des monopoles privés.

Le chapitre de la spéculation effrénée qui s'est produite en ce dernier quart de siècle dans l'organisation et l'exploitation de nos compagnies hydroélectriques restera la page la plus triste sinon la plus tragique, de notre histoire économique contemporaine. Le rapport de la Commission d'électricité fait sans doute allusion aux excès des capitaines de notre industrie électrique, mais il faut savoir lire entre les lignes pour avoir une idée quelconque du sans-gêne avec lequel certains de nos financiers ont exploité les consommateurs et pillé l'épargne populaire. Dans le corps du rapport il est fait mention des abus des compagnies privées mais très brièvement. À la page 8 de l'édition française imprimée, nous lisons:

"Cette évolution graduelle, les difficultés initiales, l'inexpérience, les risques à prendre, tout cela a contribué à certains abus auxquels il est nécessaire de remédier.

"Il y a eu des cas de surcapitalisation, de subdivision du capital-actions, de profits accumulés aux dépens des consommateurs; ailleurs, des émissions d'actions et de débetures ont été faites pour un montant que ni la valeur de la propriété, ni les perspectives d'affaires ne pouvaient justifier, et les résultats furent à l'encontre de l'intérêt public.

"À cet égard, la Commission des services publics de la province de Québec, qui a été créée en 1909, est intervenue, d'une façon utile en certains cas, mais, dans l'ensemble, son travail a été inadéquat."

À la page 31 du même rapport, les commissaires, après avoir mentionné sept compagnies d'utilité publique sur les opérations desquelles on avait spécialement attiré leur attention, écrivent:

"Nous avons préparé et annexons aux présentes, un rapport spécial sur chacune des dites compagnies, lequel contient le résultat de notre étude et certaines particularités sur lesquelles nous croyons devoir attirer l'attention et qui, à notre avis, devrait faire l'objet d'une enquête spéciale de la part de la future commission de l'électricité.

"Il existe plusieurs autres compagnies d'électricité dans la province, y compris entre autres la McLaren Quebec Power Company, qui, sans être couvertes par notre rapport, devraient tomber sous le coup de nos recommandations."

Si les allusions aux abus des compagnies privées, sur les questions de capitalisation, de l'émission de valeurs mouillées, des dépenses d'organisation et d'exploitation exagérées ont été plutôt brèves dans le corps du rapport, puisqu'elles contiennent à peine trente-deux lignes, il faut dire, pour rendre justice au commissaire qui s'est occupé spécialement de la question financière, qu'il a accompagné ce rapport d'une annexe de trente-deux pages, qui est une mine d'informations, mais peut être pour ceux seulement qui se spécialisent dans l'étude des bilans et des états financiers des grandes corporations d'utilité publique, ces labyrinthes de chiffres dans lesquels s'écarte invariablement un mortel ordinaire.

Il eût peut-être été désirable qu'un chapitre spécial du rapport proprement dit vienne donner au public de la province les enseignements clairs et précis qui découlent des tableaux portés en annexe. C'est dans ce chapitre que les consommateurs d'électricité et les épargnistes (sic) auraient appris de quelle façon les barons de notre finance se sont pris pour s'enrichir à millions en appauvrissant la masse du peuple d'autant. En suppléant à cette lacune, non seulement je mettrai à jour des spéculations scandaleuses, mais je ferai comprendre pourquoi nos taux d'électricité sont si élevés dans une province où ils devraient être les plus bas.

Avant de citer des exemples typiques de surcapitalisation, je désire faire noter l'influence considérable de la capitalisation sur le coût de production de l'énergie hydroélectrique. Pour prouver mon point, j'ai pris, dans le mémoire que j'ai soumis à la Commission d'électricité, un témoin dont on ne doutera pas de l'impartialité, attendu qu'il est un ancien président du bureau de direction de la

compagnie américaine Westinghouse & Manufacturing Company, M. Guy E. Tripp. Dans son volume intitulé: *Super Power as an aid to Progress*, à la page 11, il déclare que, des deux tiers au quatre cinquièmes, le coût de la production du courant hydroélectrique dépend de la capitalisation de l'entreprise.

Cette proportion du coût de l'énergie hydroélectrique est représentée par les intérêts et les amortissements à payer sur les sommes réellement ou fictivement dépensées pour établir l'entreprise. Si le capital réellement investi est doublé ou triplé artificiellement, il s'ensuit nécessairement que la proportion du coût de l'électricité attribuable aux charges fixes d'intérêt et d'amortissement est doublée ou triplée par ce fait même. Ce capital fictif a été qualifié de "water-stock" par les Anglais et l'ensemble de ces capitaux ne représentant aucune mise de fonds qui existe dans une compagnie, nous le désignons vulgairement comme l'eau du fonds social.

Il y a une infinité de méthodes de mouiller le capital d'une compagnie, mais la plus usuelle et celle qui paye le plus rapidement est la suivante qui a été très fréquemment pratiquée dans notre province pour extorquer l'argent des petits capitalistes. On forme une première compagnie qui porte disons le nom de compagnie A. Les mêmes intéressés forment une seconde compagnie, la compagnie B. La compagnie A émet, supposons, un million d'actions que les directeurs se divisent en frères. On met une très petite fraction de ces actions à la bourse, disons dix mille. Les directeurs qui s'entendent comme larrons en foire achètent les uns les autres les actions à la bourse et en font monter la valeur artificiellement en restreignant la quantité en vente.

Quand les actions sont montées à un prix suffisamment élevé la compagnie B entre en scène et achète de la compagnie A, au prix coté à la bourse, toutes les actions tenues en porte-feuille par les directeurs de la compagnie A qui sont en même temps acheteurs et vendeurs. On lance alors sur le marché les valeurs de la compagnie B et le tour est joué. C'est cet agiotage qui a fait que nous avons eu, à certains lendemains de la dernière décade, de nombreux millionnaires qui, la veille, ne valaient pas un sou vaillant. C'est aussi ce qui a fait qu'en 1929 plusieurs de nos petits spéculateurs qui se sont faits prendre à ce jeu ont été ruinés du jour au lendemain, et c'est aussi ce qui a fait qu'aux États-Unis, au temps de la crise, les épargnistes (sic) ont perdu au-delà de quatre billions de dollars dans les stocks d'utilités publiques.

Pour payer des dividendes sur ces stocks mouillés, il faut donc de toute nécessité que le coût vendant des compagnies soit augmenté proportionnellement à la surcapitalisation. Le commerce de l'énergie électrique a été le champ idéal des agioteurs et des spéculateurs, car le coût réel du courant est tellement peu élevé qu'il peut être multiplié plusieurs fois, sans que le public non averti s'en aperçoive, et c'est ce qui faisait dire à l'ambassadeur des États-Unis, en Allemagne, M. Sackett, qu'il ne connaissait aucune industrie autre que celle de l'électricité dans laquelle on avait l'indécence de vendre la marchandise seize fois plus cher qu'elle ne coûtait.

La Commission fédérale du commerce a trouvé, aux États-Unis, dans les compagnies d'utilités publiques se spécialisant dans la vente d'électricité et du gaz, un mouillage de stock s'élevant à tout près d'un billion de dollars soit exactement \$925,985,795.26. Cette inondation dans les valeurs électriques américaines n'a pas été un cataclysme financier qui ne s'est fait sentir que chez nos voisins. Les quelques exemples que je vais donner, entre plusieurs qui ont été mis à jour devant la Commission de l'électricité, indiquent que, nous aussi, nous avons eu un déluge identique dans nos valeurs hydroélectriques.

La capitalisation déclarée par les compagnies exploitant des centrales électriques dans la province de Québec est aujourd'hui de \$567,218,230; cette capitalisation ne comprend pas cependant celle des compagnies de gestion (holding compagnies) dont il m'a été impossible de me procurer la capitalisation même approximative. En examinant le cas de quelques-unes de nos compagnies, il nous sera facile de nous rendre compte de ce que doit être l'ensemble de cette capitalisation sur laquelle on nous a fait et on continue à vouloir nous faire payer des intérêts et des dividendes, en maintenant des taux d'électricité excessifs.

Prenons d'abord le cas de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Aux pages 35 et 37 de l'annexe du rapport de la Commission d'électricité, la Commission admet un mouillage de \$40,708,000 sur un capital émis d'une valeur aux livres de \$68,484,000. Le mouillage qui a été mentionné par notre expert comptable à l'enquête était d'au moins \$45,000,000. Les chiffres de M. Ernest Robitaille n'ont pas été contestés par la Commission. Dans un rapport supplémentaire que m'a fait M. Robitaille, en date du 13 février 1935, et dans lequel il a concédé à la compagnie tout ce qui était possible de lui concéder, il restait un mouillage

de \$46,686,880. Le chiffre de \$45,000,000 que nous avons déclaré était donc plus que raisonnable. Comme le rapport de la Commission qui a été préparé avec l'aide des vérificateurs de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated admet \$40,708,000, il y a lieu de croire que notre chiffre était loin d'être exagéré et nous aurions réussi facilement à le prouver, si l'enquête avait été une enquête qui nous aurait permis de faire entendre des témoins sous serment.

Mais un mouillage de \$40,000,000 sur une capitalisation de \$68,000,000 admis par les commissaires est plus que suffisant pour prouver que cette compagnie continue à faire payer des dividendes sur un capital qui est plus que le double de celui qui a été réellement investi.

La Commission note aussi à la page 35 que la Montreal Light, Heat & Power Consolidated fait des provisions très libérales pour la dépréciation. Si les commissaires n'étaient pas si délicats qu'ils le sont, ils auraient sans doute écrit "trop libérales" car ils se plaignent qu'à un certain moment la Montreal Light, Heat & Power Consolidated a transporté une somme de \$5,255,000 du compte "réserve pour dépréciation" au compte "capital". C'est une pratique habituelle des compagnies d'électricité de faire des charges considérables au compte de dépréciation et à d'autres réserves pour cacher les profits exorbitants qu'elles font en maintenant des taux élevés.

Le paragraphe 4, à la page 35 du rapport, qui reflète toujours l'extrême délicatesse des commissaires note bien clairement cette tendance quoiqu'il se borne à dire:

"Rendement substantiel aux actionnaires, tant en dividendes que dans l'accroissement de leur capital."

Le paragraphe 7 de la page 35 est très laconique et signifie très peu de choses pour un non initié, car les commissaires limitent leurs constatations à écrire:

"Les points les plus importants qui ont attiré notre attention au sujet de ces deux compagnies se résument comme suit:

"....."

"7. L'achat de "The Quebec New England Hydro Electric Corporation."

Voici la transaction curieuse sur laquelle on a attiré l'attention des commissaires et qui semble les avoir quelque peu étonnés.

En 1924, une compagnie était incorporée à Québec sous le nom de United Securities Limited. C'était une subsidiaire de la Montreal Light, Heat & Power Company et de la Shawinigan Water & Power

Company qui détiennent 77 % de son capital. Elle avait été organisée dans le but d'acheter la Quebec New England Hydro Electric Corporation et d'autres compagnies d'utilités publiques.

Le 24 février 1926, deux ans seulement plus tard, cette compagnie vendait à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated des actions ordinaires de la Quebec New England Hydro Electric Corporation ayant une valeur aux livres de \$350,500 seulement. Cette compagnie que contrôlait la compagnie venderesse était en déconfiture. Elle devait \$1,378,919.66 en comptes, gages et billets payables. Les dividendes accrus et non payés sur les actions privilégiées se chiffraient à \$2,592.10, ces actions privilégiées ne représentant comme capital qu'une somme de \$4,500. Comme on le voit cette compagnie avait une valeur marchande absolument nulle. Combien s'imagina-t-on que la United Securities Limited a réussi à se faire payer pour cette barque qui faisait eau de toute part, c'est bien le cas de le dire?

La Montreal Light, Heat & Power assumait d'abord le paiement des obligations de la Quebec New England au montant de \$2,968,000 portant intérêt au taux de 5 % l'an; elle versa ensuite les sommes suivantes:

1924 .....	\$423,918.63
1925 .....	537,404.70
1926 .....	399,999.97
1927 .....	400,000.00
1928 .....	400,000.00
1929 .....	<u>400,000.00</u>
	\$2,561,323.30

Le 31 mars, une somme de ..... \$5,340,112.00

Comme règlement final, formant un total de ..... \$7,901,435.30

L'industrie du sauvetage des épaves hydroélectriques paye évidemment plus que celui de la recherche au fond de la mer des galions chargés d'or. Mais, ce n'est qu'un moyen comme un autre d'exploiter, dans la province de Québec, les bénévoles consommateurs d'électricité, car ce sont eux qui ont payé, en définitive, ces huit millions en acquittant leurs factures exagérées.

Maintenant, faisons l'histoire heureuse de celui qui portait originellement 10 parts de la Royal Electric Company qui a été amalgamée subséquemment à la Montreal Light, Heat & Power

Consolidated. Ces dix parts lui avaient coûté \$1,000, si toutefois il n'était pas un des chanceux promoteurs dont un grand nombre en eurent pour rien. Depuis 1902, cet actionnaire a retiré \$11,053.50 de dividendes en argent et un remboursement en capital de \$3,750 en 1926, en acquittement de parts préférentielles qui lui avaient été émises en paiement partiel de ses parts originaires, et il reste encore propriétaire de 450 parts du Montreal Light, Heat & Power Consolidated, après avoir reçu en argent sonnante \$14,803.50 pour son placement initial de \$1,000. Et c'est encore du gousset du malheureux consommateur d'électricité que sont sortis ces deniers merveilleux.

Il a été établi à l'enquête qu'une somme de \$5,825,511 a été payée en dividendes sur 3,883,674 parts ne représentant pas un seul sou de placement réel, quand sur 605,319 parts ayant été payées en argent \$25,265,950, on n'a versé en dividendes que \$908,261.00. Les porteurs des premières 3,883,674 actions avaient apparemment placé \$10,757,260 en argent, mais en outre d'avoir reçu ces 3,883,674 comme profits, ils avaient retiré en argent \$32,363,950 de la vente de 647,279 parts préférentielles qui furent émises en 1926, quand on fit un changement dans la structure financière de la compagnie.

De 1927 à 1933, il a été payé, sur ces actions ne représentant aucune valeur de placement, \$35,846,310 de dividendes et seulement que \$3,206,522 de dividendes sur les parts que le public avait payées en bel argent \$25,265,950, \$5,000,000 en 1926 et \$20,265,950 en 1930.

Il est impossible de citer des exemples d'abus plus criants que ceux-là. On fait fournir au public l'argent nécessaire à l'exploitation de l'industrie électrique, on paye les gros revenus à ceux qui ne mettent pas un sou dans l'entreprise, et on sert les maigres reliefs à ceux qui sont, en somme, les véritables propriétaires de cette entreprise et qui courent tous les risques.

L'histoire financière de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated est caractéristique de la plupart de nos organisations de compagnies se spécialisant dans l'industrie électrique. Ce qui a été fait à Montréal a été fait un peu partout dans la province; il n'y a rien d'étonnant à cela, car dans la liste des promoteurs et des directeurs de nos diverses compagnies, on voit presque toujours les mêmes noms, et les corporations s'enchevêtrant tellement les unes dans les autres qu'elles semblent former un même corps surmonté d'une multitude de têtes, comme le monstre traditionnel de la fable.

On retrouve dans l'organisation de la Shawinigan les mêmes abus que ceux que nous avons constatés dans l'organisation du grand trust de la métropole. Ces abus n'ont pas non plus échappé à l'attention des commissaires, et les points les plus saillants sur lesquels ils ont recommandé de faire faire une enquête plus approfondie sont les suivants:

"1. Lors de la formation de la compagnie en mai 1898, des actions au montant de \$6,000,000 furent émises en paiement des droits de pouvoir hydraulique et pour d'autres droits sur la rivière Saint-Maurice;

"2. Le prix d'achat apparemment élevé, payé pour l'acquisition de la St. Maurice Power Company et de la Laurentide Power Company."

Le premier point indique clairement que, dès l'origine de l'organisation, on a mouillé et d'une façon formidable le capital de la compagnie. Le tableau publié comme cédule no 2A dans le rapport de la Commission indique qu'en 1905, c'est-à-dire sept ans après le premier mouillage, la contribution totale des actionnaires n'avait été que de \$129,000 sur une capitalisation totale de \$6,529,000. En 1925 le capital apparemment placé n'était que de \$20,439,000 sur une capitalisation totale de \$28,140,000.

Ce n'est que lors de l'achat de la St. Maurice Power Company et de la Laurentide que la vraie danse des millions a commencé dans la structure financière de la Shawinigan, et c'est ce que signale le deuxième point mentionné par les commissaires.

En 1928, 105,000 actions de la Laurentide furent échangées pour 118,920 actions de la Shawinigan avec, en plus, un joli retour en argent de \$15,805,275. Qu'est-ce que valaient réellement ces 105,000 parts de la Laurentide? "God knows", Dieu seul le sait.

En 1923, d'après le Financial Post Corporation Service, à la page 6 de son fascicule sur la Shawinigan Water & Power, sous le titre "*Dividendes payés au cours des années fiscales*", on trouve "qu'on donna aussi aux actionnaires une part du capital-actions de la St. Maurice Power Company, Ltd. pour chaque dix parts détenues; 10,000 parts étant distribuées de cette façon."

Quelques années plus tard, le 24 février 1928, les actionnaires de la St. Maurice Power approuvèrent la vente de leur compagnie à la Shawinigan. Ils recevaient \$175 en argent par action ou deux actions de la Shawinigan pour chaque action de la St. Maurice. On a publié que 70,458 actions de la Shawinigan furent émises pour cette transaction, mais on n'a pas donné le nombre d'actions qui ont été achetées pour du comptant.

En 1928, le capital de la Shawinigan était porté à \$56,680,000, de \$30,000,000 qu'il était en 1927. En 1929, il faisait un nouveau saut en hauteur à \$72,239,000.

Que ces étranges transactions n'aient pas éveillé l'attention des commissaires cela aurait été singulier. Il eût été très intéressant d'en voir le fonds et le tréfonds; la Commission n'étant pas un tribunal d'enquête, mais tout simplement un comité d'étude, les commissaires ont dû se borner à la sensation fugitive d'une chose intéressante qui ne fait que piquer notre curiosité.

Laissons pour un moment le centre de notre province et les compagnies qui écorchent plus particulièrement Jean-Baptiste pour nous diriger sur les confins de territoire où nos "Power Barons" canadiens, unis à leurs congénères du pays de l'Oncle Sam, étaient en train de plumer Jack Canuck de la belle manière, si Mitch Hepburn n'était intervenu d'une façon qui a été jugée si intempestive par nos financiers de la rue Saint-Jacques.

Tant et aussi longtemps que le fondateur de l'Hydro ontarienne, Sir Adam Beck, l'ancien maire de London, fit sentir sa puissante influence, les capitaines de notre haute finance n'en menèrent pas large dans la grande province anglaise. Quand l'âge et la maladie eurent terrassé ce grand Canadien auquel ses concitoyens reconnaissants viennent d'élever sur une de leurs places publiques un imposant monument de bronze et de granit pour rappeler aux générations futures qu'il fut un des plus grands bienfaiteurs du pays, nos grands financiers ne perdirent pas de temps pour introduire dans la province-sœur les méthodes qui leur permettaient d'exploiter chez nous les consommateurs d'électricité depuis une trentaine d'années.

La manière de procéder était un peu différente, mais elle devait fatalement aboutir aux mêmes résultats, si un premier ministre imbu des véritables principes de gouvernement découlant de la vieille maxime: "Que le salut du peuple soit la loi suprême" n'était venu sauver les consommateurs d'électricité de sa province, ouvriers, marchands, manufacturiers, en faisant table rase des "shiboletths" de la procédure devant les tribunaux et des prétendus droits acquis, comme si le droit pouvait s'établir par le dol, la fraude et sur la ruine de la nation.

Il n'est pas hors de propos de faire connaître l'organisation intime de deux des compagnies du groupe, dont les contrats viennent d'être déclarés non existants par la Législature d'Ontario. On verra que, si ces compagnies ont commencé un peu plus tard que les autres à vouloir exploiter les consommateurs

et les petits capitalistes, elles n'ont rien négligé pour regagner le temps perdu.

La Canadian Hydro Electric Corporation, Ltd est une compagnie de gestion, (holding company) d'incorporation fédérale ayant son bureau chef à Ottawa et un autre bureau à New York. Quoiqu'elle soit une compagnie de contrôle, elle est elle-même contrôlée par la compagnie International Hydro Electric System ayant son bureau chef à Boston qui est, elle aussi, sous le contrôle de la compagnie International Paper & Power Company, compagnie-mère ayant son bureau chef dans la même ville américaine.

La Gatineau Power Company est contrôlée par la Canadian Hydro Electric Corporation, et elle contrôle elle-même quatre subsidiaires. Si vous n'êtes pas perdu dans ce dédale de subsidiaires, de filiales, de contrôles, je vous avoue bien sincèrement que je m'y suis perdu moi-même très souvent au cours de l'enquête; mais il faut savoir faire la part des choses, ce n'est pas des avenues très éclairées que les larrons choisissent comme terrains de leurs rapines. Les corporations d'utilités publiques ont intérêt à embrouiller leurs opérations à moralité plus ou moins douteuse, et le pyramidage (sic) des compagnies qui permet de les enchevêtrer les unes dans les autres a été la solution idéale trouvée par leurs experts-légistes.

Le rapport de la Commission d'électricité fait mention de ces deux compagnies aux pages 53 à 58 inclusivement. Le mémoire qui a été soumis à la Commission en date du 19 décembre 1934 et qui a été transmis à la compagnie, pour lui permettre d'y répondre, est tout un poème sur les mœurs de certaines gens de notre haute finance contemporaine.

Le capital-actions et le compte de surplus de la compagnie au 31 décembre 1928 accusaient un total de \$49,342,732.70. Il y avait trois classes d'actions, des actions privilégiées de première et de seconde classe et des actions ordinaires. Toutes les actions privilégiées de première classe ont été souscrites et payées en espèces par le public, soit \$12,500,000. Les actions privilégiées de seconde classe au montant de \$25,000,000 et les actions ordinaires au montant de \$5,000,000 ont été émises en faveur de la Compagnie International Hydro Electric System, de Boston, en échange de toutes les actions ordinaires et privilégiées de la Gatineau Power et de 100,000 actions ordinaires de la St. John River Power.

Le mémoire explique ensuite que ce que l'International transportait à la Canadian Hydro Electric pour ses \$30,000,000 d'actions, sauf les

actions de la St. John River Power, ce n'était en somme que l'actif intangible de la Gatineau Power. Le mémoire note aussi que, dès l'incorporation de la Canadian Hydro Electric, on fit apparaître aux livres un surplus de \$6,690,000 provenant tout simplement de la surévaluation des propriétés vendues aux subsidiaires.

Le mémoire résumant ces informations mentionne une surcapitalisation ou un mouillage de \$43,870,000, sur la capitalisation totale de \$49,342,732.70. Cette déclaration est en outre accompagnée de chiffres tendant à établir que ceux qui avaient réellement fourni les fonds, c'est-à-dire les souscripteurs des \$12,500,000, avaient été privés de revenus importants qui devaient leur être attribués en toute justice.

Voici les termes propres du mémoire:

"Dans les circonstances et en vue de l'insuffisance du fonds de roulement démontré par Canadian Hydro Electric dans son bilan pour l'année 1933, serait-il juste de supposer que les porteurs d'actions privilégiées de première classe, qui sont le public, ont été dupés par le paiement de près de \$5,000,000 en dividendes sur les actions entièrement mouillées et détenues par la compagnie filiale américaine?"

La compagnie a répondu au mémoire, mais la faiblesse de son plaidoyer semble pleinement justifier les affirmations du mémoire. Tout ce qu'elle déclare avoir été transporté à la Gatineau pour ses actions ordinaires et ses \$25,000,000 d'actions privilégiées, ce sont des terrains et des droits d'exploitation hydraulique qui sont toujours cédés pour des prix dérisoires aux promoteurs, ainsi que des plans de travaux préliminaires, des pourparlers avec le gouvernement au sujet des droits à obtenir sur la Gatineau, une convention avec le Ministère des Terres et Forêts pour l'emménagement des eaux, des contrats de vente d'énergie et d'autres choses de même nature. Parmi ces contrats de vente d'énergie se trouvait sans doute un de ceux qui viennent d'être annulés. La Canadian Hydro Electric a mouillé son stock de la même façon que les autres compagnies; elle a capitalisé des profits futurs incertains, incertitude qui est aujourd'hui clairement démontrée par la déclaration de l'inexistence de son contrat avec l'Hydro.

Quant à sa réponse au sujet de l'accusation du détournement des \$5,000,000 de dividendes, elle est encore plus vague que celle qu'elle a donnée au sujet de sa capitalisation.

La texture financière de la Canadian Hydro Electric est en somme la même, si toutefois elle n'est pas pire, que celle de la Shawinigan Water & Power et de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Je pourrais, M. le président, allonger cette liste de compagnies à capital mouillé et surmouillé d'autant de noms que nous avons de grandes corporations électriques dans notre province; je me dispenserai de le faire, pour ne pas abuser de l'indulgence de mes honorables collègues. Ces trois exemples auront suffi, j'en suis assuré, à les convaincre que la capitalisation apparente de nos compagnies, capitalisation sur laquelle on continue à nous faire payer d'onéreux dividendes, est deux ou trois fois ce qu'elle est en réalité.

Je vous citais, il y a un moment, l'opinion d'un technicien sympathique aux corporations privées à l'effet que, des deux tiers aux trois quarts, le prix de revient du courant électrique est constitué par le service des intérêts et des amortissements du capital de l'entreprise. Le capital apparent de nos compagnies d'électricité étant deux ou trois fois ce que devrait être le capital réel, il est clair que, pour réaliser des profits apparemment raisonnables, elles ont été obligées de nous charger les taux exorbitants dont nous avons souffert et dont nous souffrons encore.

C'est parce que ce capital a été doublé et triplé que nous avons été contraints de payer pour notre courant de cinquante jusqu'à trois cents pour cent plus cher que nos concitoyens ont payé pour le leur dans la province voisine. M. Meighen, dans le discours qu'il prononçait en réponse à celui du sénateur Casgrain, réponse que ce dernier a oubliée de nous transmettre, affirmait que, si les taux de la province de Québec étaient en vigueur dans l'Ontario, ses concitoyens paieraient trente millions de dollars de plus par année pour leur service d'électricité; et ce chiffre qui peut paraître exorbitant n'est certainement pas exagéré. L'expert-comptable de l'Union des Municipalités, M. Robitaille, mentionne comme réduction probable sur les montants annuels que nous payons à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated seulement, la somme de \$12,000,000, si cette compagnie ne nous faisait pas payer des charges sur du capital qui n'existe pas et ne maintenait pas les réserves exorbitantes qu'elle utilise pour cacher ses profits énormes.

Ces chiffres indiquent que nous payons un tribut énorme et abusif à ceux qui contrôlent nos ressources hydroélectriques, et il semble que les commissaires n'ont pas suffisamment appuyé sur le côté pénible de la situation des consommateurs d'électricité dans notre province, qui est la région où l'industrie électrique devrait être la plus florissante et la plus généralisée, parce que c'est chez nous que l'électricité peut se produire à meilleur compte.

Ceux qui ont lu attentivement le rapport de la Commission et qui m'auront entendu décrire la situation de la province, au point de vue de la question de l'électricité, admettront que nous n'avons pas, les commissaires et moi, la même conception du sujet. Il n'est donc pas étonnant que nous différions quelque peu sur les remèdes à apporter pour sauvegarder l'intérêt public.

Dans le troisième chapitre du rapport les commissaires étudient les différents régimes d'exploitation de systèmes électriques, donnent leur opinion sur ces divers régimes, tirent leurs conclusions sur leur application dans notre province et font leurs recommandations principales.

Ce chapitre contient beaucoup de bonnes idées sur lesquelles nous nous accorderons tous et que je me bornerai à mentionner pour sauver un temps précieux: l'opportunité de donner à toutes les municipalités les pouvoirs de municipalisation, le droit pour les municipalités de se syndiquer pour exercer leurs pouvoirs de municipalisation, la faculté pour les municipalités d'acquérir des pouvoirs d'eau et de bâtir des lignes de transmission en dehors de leurs limites, l'encouragement de l'électrification rurale par des octrois gouvernementaux, le droit pour les municipalités de vendre de l'électricité en dehors de leurs limites.

Mais ces recommandations ne sont en somme que des recommandations secondaires et dont la mise en pratique s'impose depuis longtemps, puisqu'elles découlent en réalité de nos lois existantes dont elles ne sont que le développement rationnel. Ce que notre peuple était anxieux de savoir, c'était si nos commissaires recommanderaient un autre système d'exploitation de nos ressources hydroélectriques que celui qui a abouti à la situation pénible dans laquelle nous sommes à l'heure actuelle. Nos commissaires n'ont pas cru devoir aller plus loin que de recommander un replâtrage de notre Commission des services publics, dont ils ont réclamé le dédoublement pour créer deux corps distincts, dont l'un s'occuperait exclusivement des questions électriques et l'autre, des expropriations et autres petits devoirs relatifs aux corporations d'utilité publique ne s'occupant pas d'électricité.

Les commissaires ont étudié tout particulièrement cinq systèmes. De l'initiative privée avec concurrence illimitée, ils n'ont écrit que deux lignes pour la condamner. La nationalisation complète, ils la discutent assez longuement, mais pour dire qu'elle n'est pas pratique dans notre province et que nous ne devons y recourir qu'après avoir fait l'expérience de tous les autres systèmes.

L'étatisation partielle qui a été recommandée par l'Union des municipalités, sur laquelle je reviendrai subséquemment parce qu'elle est la vraie solution du problème qui nous occupe, les commissaires la voient avec défaveur. La régie municipale, les commissaires n'en disent ni du mal ni du bien. Ils se bornent à signaler "qu'ils ne voient aucune raison pour que toutes les municipalités ne soient pas placées sur le même pied à ce sujet et ne possèdent pas le pouvoir de municipaliser l'électricité, pourvu que les électeurs-propriétaires approuvent tous règlements à cet effet, tel que la loi l'exige actuellement." Comme on le voit, les commissaires n'ont pas manifesté un excès d'enthousiasme au sujet de la municipalisation; ils paraissent plutôt vouloir la subir que la recommander.

Leur régime idéal c'est l'entreprise privée sous contrôle, c'est-à-dire le superbe système dont nous jouissons depuis toujours. Sa supériorité leur paraît tellement évidente que les commissaires qui ont pris cinq longues pages pour discuter les trois autres systèmes n'ont que dix mots pour le décrire et faire connaître les raisons de leur préférence: "C'est le moyen terme", écrivent-ils "entre l'étatisation et l'initiative privée". "Et voilà pourquoi votre fille est muette".

Il eût peut-être été désirable, vu que c'était le système recommandé, que les commissaires nous eussent cité des pays dans lesquels ce système a donné des résultats encourageants. L'entreprise privée sous contrôle, nous l'avons depuis 1909 et, à part des compagnies elles-mêmes et de leurs actionnaires, il n'est guère de personnes qui en sont satisfaites dans notre province. Les commissaires se sont d'ailleurs chargés eux-mêmes de condamner le contrôle que nous avons eu dans notre province. Après avoir parlé des abus des grandes compagnies, voici ce qu'ils ont écrit à la page 8 de leur rapport et que j'ai déjà cité antérieurement:

"À cet égard, la Commission des services publics de la province de Québec qui a été créée en 1909, est intervenue, d'une façon utile en certains cas, mais dans l'ensemble son travail a été inadéquat".

Il était difficile de condamner plus carrément, tout en restant excessivement poli, le contrôle de la commission à vie qui surveillait nos intérêts depuis bientôt 27 ans.

Il est vrai que les commissaires recommandent au gouvernement de donner des pouvoirs de beaucoup plus amples à la nouvelle commission de contrôle, mais qu'on donne tous les pouvoirs que l'on voudra aux commissaires, ils resteront toujours des



hommes et, par ce fait, des êtres sujets à l'erreur, même s'ils peuvent être à l'abri de tout soupçon. Les gens qui se sont tout simplement trompés à cause de leur ignorance pardonnable ou de leurs fausses conceptions économiques ou sociales, parmi ceux qui jouissaient d'un pouvoir absolu, ont souvent fait plus de tort à l'humanité que les êtres qui manquaient tout simplement de morale.

Que l'on place les hommes les plus honnêtes comme commissaires, s'ils ne croient pas dans la théorie que les profits doivent être réalisés par le gros volume de vente procuré par le bas prix, et non par un prix élevé avec une vente restreinte, comment pourra-t-on espérer avoir des bas prix dans notre province? Et même, s'ils croient dans cette théorie, en vertu de quel principe de droit ou de justice pourraient-ils exiger que les directeurs des compagnies aient la même opinion qu'eux à ce sujet?

Et maintenant, si les grandes compagnies ne sont pas satisfaites de la nouvelle commission, est-on bien sûrs qu'elles ne contesteront pas la constitutionnalité de ses pouvoirs de fixer les prix de l'électricité, une marchandise commerciale qui peut relever de la juridiction fédérale et qui en relève certainement, quant à ce qui concerne celle qui est vendue en dehors de notre territoire? Il est vrai que les compagnies n'ont pas contesté la juridiction de la Commission des services publics à venir jusqu'ici, mais il faut admettre qu'elles n'ont guère eu raison de le faire, car cette commission a plutôt, par manque de pouvoirs ou pour d'autres raisons, protégé les compagnies que le public.

S'il est de l'intérêt des compagnies de paralyser l'action de la Commission, leurs experts légistes trouveront facilement les moyens de provoquer des procès interminables qui leur permettront pendant de longues années de continuer leur exploitation des consommateurs d'électricité; il leur importe peu de dépenser des centaines de mille dollars tous les ans, puisque ce sont des millions qui tombent annuellement dans leur caisse comme fruits du maintien de leurs activités actuelles.

Les États de la république voisine sont les endroits où on a fait l'expérience la plus intensive des commissions de contrôle. Leur inefficacité est clairement démontrée par le fait que ces États sont les régions où l'électricité se vend le plus cher sur le continent américain. Alors que, dans les provinces où existe la nationalisation, le coût du kilowatt-heure moyen pour service domestique pour l'Ontario est 1.77 cents, pour le Manitoba, 1.06 cents et, dans notre province où existe la régie privée, 3.43 cents, aux États-Unis où fleurit le contrôle par les

commissions d'utilité publique, ce coût est porté à 5.6 cents pour l'électricité vendue par les compagnies privées. Ce prix est donc de 400 % environ plus élevé que le coût de la régie publique dans l'Ontario et de 600 % plus élevé que le coût moyen de la même régie publique dans le Manitoba. Ce qui prouve encore l'inefficacité du système de contrôle, c'est que le coût moyen de l'énergie électrique pour service domestique des plants municipalisés est aux États-Unis de 19.1 % plus bas que celui des compagnies privées, d'après les rapports du département du Commerce américain de 1933.

Le système de contrôle par une commission spéciale ne nous donne donc pas de garanties suffisantes pour redresser d'une façon rapide et efficace les torts dont nous nous plaignons, si un autre organisme ne vient pas supplémenter les déficiences inhérentes à la nature même de ces corps de réglementation. Cet organisme, c'est celui qui nous sera donné par la création d'un service national de production, de transmission et de vente en gros d'électricité aux corporations municipales qui en feront la distribution et la vente au détail, au public, si les compagnies persistent et si la nouvelle commission d'électricité est incapable de nous procurer des taux suffisamment bas d'énergie électrique pour toutes fins.

Le système qui nous sauvera, c'est donc celui de la concurrence des municipalités et de l'État, éventuelle seulement, pour cette dernière, si les compagnies consentent à nous donner des taux en accord avec le bas coût de production de l'électricité dans notre province, et concurrence d'État, en existence pratique, si elles ne consentent pas à nous donner des taux raisonnables.

Ce système n'est pas un système nouveau, et c'est le seul qui a réussi un peu partout dans l'univers à libérer les populations de l'extorsion des corporations privées.

En Angleterre, où l'électricité se vend infiniment moins cher qu'aux États-Unis, bien qu'elle soit produite avec le seul secours du charbon, 65 % de l'énergie électrique est vendue par des usines municipalisées qui font concurrence aux compagnies privées qui ne produisent que 35 % de l'énergie électrique dépensée en Angleterre.

En Suisse, 67 % de l'énergie est produite par des entreprises publiques.

En Nouvelle-Zélande, 72 % de l'énergie électrique et produite par des usines publiques et est vendue au détail par les municipalités. Le coût moyen du kilowatt-heure au consommateur n'est que de 2.58 cents.

Aux États-Unis, il y a 2,200 plants municipalisés qui font la concurrence aux compagnies privées, et je viens de mentionner qu'elles vendent le courant électrique pour usage domestique 19.1 % moins cher que leurs concurrentes. Et le mouvement de municipalisation et de nationalisation qui a, à venir jusqu'à ces derniers temps, toujours été découragé par le gouvernement central, contrôlé par les gros intérêts financiers, ne fait que de s'ébranler dans la république voisine. Le gouvernement fédéral, sous la patriotique direction du nouveau président, M. F. D. Roosevelt, s'est déclaré ouvertement en faveur de la concurrence aux compagnies privées, par des usines modèles nationalisées.

Non seulement le gouvernement américain s'est montré en faveur de cette politique, mais il a consacré des millions et des millions à la création de ces usines modèles dans chacune des quatre grandes divisions territoriales de service de l'électricité. Il m'a été donné sur la fin de l'automne dernier d'aller visiter les immenses travaux que le gouvernement a subventionnés de centaines de millions de dollars pour capter les eaux de la vallée du Tennessee et compléter et construire des usines géantes qui ont déjà commencé à fournir du courant à bas prix dans cette région, prix qui font que les anciens taux étaient de cent pour cent plus élevés que les nouveaux.

La ville de New York, qui a l'intention de se libérer de la domination des monopoles d'électricité qui maintiennent dans cette ville, dont la population est presque aussi considérable que celle de tout notre pays, des taux hors de toute proportion, a obtenu le concours financier du gouvernement fédéral pour construire des usines publiques qui rétabliront la libre concurrence que les monopoles ont tuée dans cette grande métropole pour perpétrer leurs exactions.

Le système de la concurrence de l'État et des municipalités qui a été recommandé par l'Union des municipalités et qui n'a pas été considéré favorablement par la Commission de l'électricité n'est pas un système nouveau, mais c'est un système qui a fait ses preuves comme étant le seul pouvant procurer aux populations de l'énergie électrique à des prix raisonnables. La municipalisation, qui est d'ailleurs une partie essentielle de ce système, qui ne doit être que suppléementée par la nationalisation de la production et de la vente en gros, a fait ses preuves non seulement dans les provinces du Canada et dans les pays étrangers, mais même sur notre territoire. Les quelque vingt municipalités de cités et de villes que j'ai été chargé de représenter, spécialement parce

qu'elles exploitaient des réseaux municipalisés, ont toutes produit des états financiers pour les cinq dernières années démontrant, sans en excepter un seul, que la municipalisation de l'électricité avait été une bénédiction pour elles, particulièrement au temps de la crise. Ce sont les profits considérables de leurs réseaux électriques, fournissant du courant, dans presque tous les cas, à des taux moins élevés que les compagnies privées opérant dans les mêmes conditions de production et de distribution, qui ont fourni l'argent affecté au paiement des dépenses occasionnées par le chômage, sans qu'il soit nécessaire d'augmenter le fardeau des taxes.

Quant à l'effet de la municipalisation sur les taux de l'électricité, quand les usines municipales ne sont pas utilisées principalement comme source de revenus additionnels, mais comme simple service public, je me bornerai à citer le cas de la ville de Westmount dans laquelle, à venir jusqu'à ces derniers temps, l'électricité pendant plusieurs années s'est vendue meilleur marché que dans la ville de Montréal. Et cependant, la ville de Westmount a réalisé, quand même, de superbes profits qui ont été utilisés à améliorer le plant électrique et à faire disparaître les poteaux dans la municipalité.

À Saint-Hyacinthe où nous venons de municipaliser la vente aux contribuables, après avoir joui pendant au-delà de vingt-cinq ans de la municipalisation pour le service public, nous ne nous sommes pas adressés à une commission de contrôle pour faire diminuer nos taux. Nous savions que cette manière de procéder ne pourrait nous donner que des résultats illusoires, si toutefois nous avions réussi à obtenir quelque chose. Nous avons pris la manière forte, la seule qui ait réussi un peu partout à prouver son efficacité.

Nous avons municipalisé, et les taux que nous avons à payer avant qu'il soit question de la dernière municipalisation étaient de cent pour cent plus élevés que ceux que nous payons depuis le premier décembre dernier, date mémorable à laquelle nos gros moteurs à combustion interne ont commencé à exhaler de leurs poumons géants le souffle sourd et prolongé dont la persistance à toutes les heures du jour et de la nuit rappelle aux citoyens de notre ville qu'ils sont constamment au travail pour accomplir la tâche à laquelle on les avait destinés: la libération de notre population de la domination du monopole électrique qui nous pressurait depuis au-delà d'un quart de siècle.

Et cette magnifique réduction de taux, nous l'avons obtenue en construisant une usine dans laquelle nous produisons l'énergie électrique en

consommant du pétrole que nous importons des champs de la Pennsylvanie. Il est étrange, dans un pays comme le nôtre où les ressources hydroélectriques abondent, que, pour nous libérer du trust, nous soyons obligés d'acheter la matière première qui est la source de notre production électrique dans un pays éloigné; il est curieux que, pour nous procurer du courant dont on ne sait que faire en plusieurs endroits de notre province, nous soyons dans la nécessité d'envoyer des sommes considérables à l'étranger. C'est une anomalie qu'il importe certainement de corriger et qui ne peut se corriger que si notre gouvernement prend des mesures énergiques pour mettre, d'une façon ou d'une autre, de l'énergie hydroélectrique à la disposition des municipalités à un prix raisonnable.

La seule intervention de la nouvelle Commission de l'électricité ne donnera pas aux villes qui ont besoin de courant en gros à bon marché cette assurance dont elles ont besoin pour se sentir à l'abri des entreprises pernicieuses des compagnies privées. Quand nos municipalités sentiront qu'elles sont appuyées par un organisme gouvernemental qui pourra, au besoin, fournir de l'énergie électrique à un prix favorable, si les compagnies privées ne veulent pas ou ne peuvent pas le faire, alors elles bénéficieront de ce sens de sécurité complète sans lequel ne peut se réaliser aucun progrès dans n'importe quel domaine de l'ordre économique.

Si le gouvernement est forcé de le faire par l'intransigence et l'avidité des compagnies privées, il pourra développer du pouvoir à des prix tellement bas que le peuple de cette province sera étonné de leur modicité et commencera, alors, à réaliser la somme formidable de millions que nous a coûté l'erreur que nous avons commise, tous ensemble, de ne pas développer nous-même nos riches pouvoirs d'eau.

Un assez bref extrait du grand discours qui a été prononcé en Chambre au commencement de mars par le procureur général d'Ontario, Monsieur Roebuck, nous démontrera bien clairement par des faits exacts ce qu'il en coûte de transiger avec les compagnies privées et le bon marché du courant, lorsqu'il est produit par une usine développée par les gouvernements. J'extrais cette citation d'un rapport du *Globe* publié le 2 mars dernier:

Le procureur général prend ensuite le cas du développement de Chats Falls. "À Chats Falls, expliqua-t-il, les droits hydrauliques du côté québécois de la rivière sont possédés par la Ottawa Valley Power Company, dont M. Kilsam, propriétaire du *Mail & Empire* est une des figures en

vedette. Quelque temps avant 1929, le gouvernement d'Ontario se porta acquéreur des droits hydrauliques du côté ontarien de la rivière pour \$751,000, une propriété qui avait coûté à son propriétaire précédent la somme de \$1,870 et laquelle, quelques années auparavant, avait été achetée par l'honorable William Hart pour la somme de \$400.

"Les droits du côté de la province de Québec étaient contrôlés en 1927 par Nesbitt, Thompson & Company et la Royal Securities Corporation, tel qu'il appert d'une lettre adressée par M. McMagrath à M. Fergusson, et datée du 16 novembre 1927.

"Le 15 février 1930, la Commission hydroélectrique fit deux conventions avec la Chats Falls Power Company, une corporation incorporée à Québec, qui changea plus tard son nom en celui de The Ottawa Valley Power Company.

"Pour faire suite à ces conventions, dit le procureur général, la Commission hydroélectrique construisit et présenta à une compagnie privée une usine complète et l'opère maintenant avec son propre personnel d'ingénieurs, chargeant à la compagnie ses dépenses actuelles sur un montant de construction et d'opération réuni, et consentit à prendre son débit total jusqu'à un maximum de 96,000 chevaux-vapeur à \$15 par cheval-vapeur.

"Combien fut avantageuse cette convention pour la compagnie privée, on peut en avoir une idée du fait que le 21 octobre 1930 MM. Nesbitt, Thompson & Co. Ltd., courtiers en débetures, publièrent une circulaire offrant en vente neuf millions des débetures de quarante ans à 5½ % de la Ottawa Valley Power Company, débetures échéant le 1<sup>er</sup> octobre 1970.

"L'aménagement de Chats Falls est maintenant complété et les premières livraisons de pouvoir furent faites le 15 octobre 1931, ce qui fait qu'à la fin de la dernière année fiscale, le 31 octobre 1934, la Commission hydroélectrique a eu une expérience de trois ans de l'opération d'un système - dont la moitié est en accord avec les principes d'Adam Beck - la régie publique - et l'autre moitié est en accord avec les principes du gouvernement conservateur après la mort d'Adam Beck - la régie privée.

"Nous sommes maintenant en position de faire avec cet exemple une comparaison éclatante entre les deux systèmes. J'ai dans ma main un état préparé par M. R. T. Jeffrey, l'ingénieur en chef municipal de la Commission hydroélectrique, dans lequel il établit le coût annuel entier de l'opération de la Commission à l'usine de Chats Falls. Il inclut toutes les charges - l'intérêt sur le placement, les

remplacements, les contingences, les charges de désuétude, d'opérations et d'entretien - tout, à l'exception du fonds d'amortissement.

"Ce fonds d'amortissement n'est pas mentionné dans le but de faire une comparaison juste avec le coût du pouvoir venant de l'autre côté de la rivière, parce que la Commission ne sera pas propriétaire de l'Ottawa Valley Power Company à l'expiration de l'entente de 40 ans. Mais, chargeant tout coût, charges et dépenses pour la construction et l'opération de l'usine de la Commission, l'ingénieur municipal en chef de la Commission hydroélectrique déclare que le coût du pouvoir sur la base de 96,000 chevaux-vapeur n'est que de \$6.86 par cheval-vapeur. Nous payons \$15 par cheval-vapeur pour le pouvoir de la compagnie privée au même point. Ceci fait une différence de \$8.14 par cheval-vapeur.

"S'il y a quelques personnes qui voudraient prétendre que le fonds d'amortissement devrait être inclus, je suis prêt à les rencontrer dans une comparaison sur cette base. Si la Commission incluait une charge laquelle, à la fin de quarante années, lui laisserait une usine complètement payée et libre de toutes dettes sur la base de la régie publique, et pas un seul dollar d'intérêt quelconque dans l'usine privée à travers la rivière, le coût ne serait néanmoins que \$7.20 par cheval-vapeur sur une base de 96,000 chevaux-vapeur ou exactement 30 cents de plus par cheval-vapeur que la moitié du prix reçu par la compagnie privée.

"Le coût de la construction à l'Ottawa Valley Power Company, en incluant l'usine et le terrain, n'a été que de \$8,567,286.88, cette somme étant celle qui a été chargée à la compagnie pour la moitié du coût total. Sur la base du prix du courant pour 96,000 chevaux-vapeur pour la durée de quarante ans de l'engagement, la Commission paiera à l'Ottawa Valley Power Company la somme de \$56,349,438.67, soit plus de six fois et demie le coût total du développement."

Le contrat de Chats Falls prouve que l'industrie privée charge toujours environ le double de ce qu'il en coûterait réellement au gouvernement pour l'énergie électrique. Même quand le prix de \$15 le cheval-an a été mentionné au cours de notre enquête, cette charge faite au gouvernement d'Ontario était considérée comme très basse par la plupart des représentants de nos municipalités et de nos industries provinciales.

Ce prix, comme on le voit par les faits révélés par M. Roebuck, est cependant exactement le double de ce qu'il en aurait coûté au gouvernement d'Ontario, s'il n'y avait pas eu quelqu'un d'intéressé dans ce

gouvernement à mettre au rancart la politique du fondateur de l'Hydro, qui consistait à ne jamais traiter avec les compagnies privées pour développer de l'énergie électrique. Cette histoire de Chats Falls est venue confirmer certains chiffres que M. Sweezy, un des premiers promoteurs de la Beauharnois Corporation, m'avait donnés sur la possibilité pour le gouvernement de la province de Québec de développer, à même les privilèges d'eau qui nous restent à Beauharnois, deux millions de chevaux-vapeur qui pourraient être vendus dix piastres le cheval-an tout en laissant au gouvernement provincial un surplus assuré d'au moins \$5,000,000 par année.

En face de constatations semblables, le gouvernement ne doit plus hésiter à adopter une politique courageuse qui fera cesser l'exploitation dont nous sommes encore les victimes dans la province de Québec sous le rapport de nos taux d'électricité. Ces taux sont excessivement élevés parce qu'on nous fait payer des intérêts et des dividendes formidables sur du capital fictif, et qui n'a pu être créé que parce que nos lois ont permis aux promoteurs de nos grandes compagnies de capitaliser les énormes revenus futurs qui ne pouvaient exister qu'à la condition de charger pour notre courant deux fois plus que ce qui aurait été raisonnable d'exiger, si l'industrie de l'électricité eût été administrée comme une industrie ordinaire ne réclamant qu'un revenu raisonnable sur les capitaux réellement investis, et non comme une entreprise d'agiotage et de spéculation éhontée comme celle dont nous avons été les témoins et les victimes.

Personne n'a d'objections à verser des revenus raisonnables à ceux qui investissent leur argent dans des industries quelconques, mais le temps est arrivé de protéger le peuple qui travaille et qui peine contre les exactions des spéculateurs qui veulent prélever des intérêts usuraires sur des capitaux qui n'ont jamais existé. À une époque où nous vivions dans une atmosphère de richesse qui nous envahissait de toutes parts mais qui n'était cependant qu'une richesse illusoire, le peuple pouvait se laisser exploiter sans trop se plaindre, car la répercussion de cette exploitation se faisait à peine sentir.

Mais aujourd'hui que la réalité est venue crever de sa pointe acérée la volumineuse bulle de savon qu'était cette richesse apparente, aujourd'hui que la plupart de nos administrations publiques se demandent si dans quelques années, dans quelques mois, elles ne seront pas acculées à la banqueroute, aujourd'hui que les petits capitalistes ont vu presque s'évanouir leurs revenus annuels, aujourd'hui que la

majeure partie de notre population ouvrière voit ses heures de travail raccourcies et son salaire hebdomadaire diminué à la portion congrue, aujourd'hui que la plupart de nos grandes villes sont obligées de nourrir une proportion considérable de leurs familles de travailleurs sans emploi, le peuple a le droit de réclamer qu'on cesse de lui faire payer des charges pour le service de capitaux qui n'existent pas.

Le gouvernement fédéral a pris des mesures pour faire diminuer le taux des intérêts sur les dépôts des banques et sur les obligations gouvernementales ou municipales. Un grand nombre d'économistes réclament même la diminution du taux de l'intérêt hypothécaire et, quant à ce qui me concerne, je me demande si l'heure n'est pas arrivée dans notre province d'adopter une loi similaire à la loi que le gouvernement français adoptait au lendemain de la révolution, pour limiter le taux de l'intérêt hypothécaire à cinq pour cent, loi qui a existé au-delà de cent ans jusqu'à l'époque de la guerre, et loi qui a fait la fortune du paysan français et du citoyen de condition moyenne de notre ancienne mère patrie, parce que le revenu du travail de l'un et l'autre n'est pas allé en entier, comme c'est le cas très souvent dans notre pays, à celui qui n'a vécu et ne s'est enrichi que par le labeur des autres.

On réclame cette réduction pour que le cultivateur puisse conserver une faible partie du fruit du travail qu'il fait pour faire profiter le capital d'autrui, pour que le petit capitaliste des villes puisse louer ses logements à un prix qui permettra à nos travailleurs d'épargner quelques sous, de mieux nourrir et élever leurs familles, sur les deniers qui sont allés jusqu'à aujourd'hui pour payer des sommes exorbitantes aux heureux mortels qui peuvent se procurer leurs revenus en se croisant les bras pour attendre tout simplement l'échéance de leurs semestres d'intérêts hypothécaires.

Puisque les charges d'intérêts sur les capitaux véritables ont été considérablement diminuées et puisqu'on songe à les diminuer encore, le peuple n'a-t-il pas raison de réclamer des lois par lesquelles on devra cesser de lui faire payer des dividendes sur des capitaux fictifs.

La concurrence par le gouvernement, voilà l'arme qui sera seule efficace dans la bataille que nous avons à gagner contre les capitaines de l'industrie hydroélectrique. Et cette concurrence gouvernementale, qui est le moyen terme entre le capitalisme à outrance et le communisme intégral, sera peut-être la véritable ancre de salut de notre civilisation actuelle.

Il est clair pour tout penseur quelque peu averti que le mal dont nous souffrons à l'heure actuelle, c'est celui qui nous est occasionné par une mauvaise distribution de la richesse. Jamais l'humanité n'a été plus à l'abri des grands fléaux sociaux et des cataclysmes destructeurs que nous le sommes à l'heure actuelle. Nous ne souffrons d'aucune guerre, aucune épidémie n'est à ravager les peuples, et nulle part la disette ne se fait sentir, et cependant les peuples civilisés souffrent plus qu'ils n'ont jamais souffert. Dans nos campagnes, de nombreux cultivateurs ont à peine un bout de pain à mettre sur la planche et, sur le pavé des grandes villes, nous voyons la marche incessante d'une armée d'hommes sans ouvrage réclamant du travail à grands cris.

La machine économique s'est ralentie au point qu'on en voit à peine le fonctionnement, et on se demande si le peuple en colère ne viendra pas la fracasser d'un moment à l'autre. Pourquoi continue-t-elle à fonctionner si mal après quatre ou cinq années d'attentions les plus minutieuses qui lui ont été données par nos experts de toute nature? C'est là un mystère dont le secret ne sera probablement découvert que par le gros bon sens de l'homme ordinaire et non par l'esprit trop subtil de nos grands savants en sociologie ou en économie politique dont la plupart sont intéressés, inconsciemment peut-être, à essayer de reconstituer un monde nouveau avec les mêmes ferments destructeurs qui sont à faire périr l'ancien.

Je n'ai pas les loisirs et ce n'est pas ici d'ailleurs le lieu de critiquer les différentes panacées qu'on a essayées dans divers pays, mais aucune n'a tendu à pratiquer la ponction salvatrice qui aurait débarrassé nos corps industriels, commerciaux et financiers, du monstrueux volume d'eau qui paralyse leurs artères en gonflant démesurément leur système vasculaire.

La machine économique est arrêtée parce que la crise est venue restreindre à leur plus simple expression les revenus des paysans et des ouvriers, alors que les corporations et les compagnies ont maintenu le prix des matériaux et des marchandises contrôlés au même niveau qu'ils étaient avant la crise. C'est ce qui fait que le cultivateur ou l'artisan n'a pas des revenus suffisants pour acheter ces matériaux et ces marchandises, pour les mettre en œuvre et s'en servir.

Et, cependant, les gouvernements essayent de parer à la crise en aidant les producteurs de matériaux et de marchandises contrôlés à maintenir leurs hauts prix par des fixations légales arbitraires,

alors que ce qui devrait être fait, ce devrait être de ramener ces prix à un niveau en accord avec la diminution des revenus du citoyen ordinaire, pour lui permettre de se procurer ces produits et ces marchandises contrôlés en quantité suffisante, pour que les producteurs réalisent des profits raisonnables, non par la hauteur du prix, mais par le volume des ventes. Il est vrai que ce système juste et équitable privera peut-être les spéculateurs d'intérêts sur des capitaux qui n'existent pas, mais, comme je le disais il y a un moment, l'heure n'est plus où les intermédiaires peuvent exiger des dividendes sur du capital non existant.

C'est le système du profit raisonnable par le volume du travail ou de la vente qui devrait être introduit, coûte que coûte, pour remplacer le non-sens des profits exorbitants par des prix non moins exorbitants. C'est ce système qui a paralysé le travail et c'est sa destruction qui fera repartir la grande roue économique en activant la production, parce que les profits ne pourront plus découler que de l'ampleur de cette production.

Mais nous ne pouvons plus nous fier sur les lois contre les monopoles et les cartels pour briser ces ententes par lesquelles on maintient des prix abusifs au détriment des consommateurs; des litigations récentes nous ont démontré l'inaptitude des tribunaux à nous donner une protection efficace. Anciennement, nous avions la concurrence des autres pays qui nous protégeait contre les prix exorbitants; les trusts et les cartels sont devenus internationaux et, quand il n'y a pas eu d'accord préalable avec les producteurs de l'étranger pour maintenir les hauts prix, un bureau du tarif quelconque, auquel le gouvernement fédéral a pratiquement délégué ses pouvoirs tarifaires se charge par des règlements et des décisions arbitraires de maintenir la domination des monopoles locaux.

L'entente est tellement parfaite entre les producteurs syndiqués qu'on a même détruit complètement l'utilité du principe de la demande de soumissions par les corps publics; lorsque nous avons construit notre plant municipal, nous avons eu occasion de demander des soumissions et, chaque fois que nous l'avons fait pour du matériel ou des marchandises contrôlées, les prix qui se chiffraient dans les milliers et les milliers de dollars étaient pratiquement identiques. Il ne sert plus à rien de forcer les corps publics à demander des prix par voie de concurrence ouverte pour les services et le matériel contrôlés par les trusts. Nous avons essayé d'acheter des compteurs en Angleterre; nous avons eu des prix pour des appareils livrés à Saint-

Hyacinthe qui rendaient les prix des monopoles canadiens cinquante pour cent plus élevés. Nous avions décidé d'acheter en Angleterre, mais on fit tellement de difficultés à la compagnie anglaise pour lui laisser entrer ses compteurs au Canada qu'elle se découragea et nous laissa à la merci de nos trusts locaux.

Le mal de ce système, c'est que les prix étant fixés exclusivement par les vendeurs, on les établit toujours tellement hauts, pour faire de gros profits avec le moins de travail possible, que le client limite ses achats au strict nécessaire, et cette vente diminuée produit infailliblement la rareté du travail. Il n'y a que les gouvernements qui peuvent intervenir efficacement en établissant la concurrence des pouvoirs publics, quand les monopoles tendent à tuer le travail par leurs prix exorbitants. C'est par la menace de cette concurrence et par son établissement dans tous les cas nécessaires qu'on rétablira cet équilibre entre les prix des produits contrôlés et les revenus de nos fermiers et de nos artisans qui sauvera les pays industrialisés de la ruine qui s'annonce imminente.

C'est une théorie nouvelle, une théorie du juste milieu, qui finira par triompher parce qu'elle est basée sur la justice et le simple bon sens.

La preuve de tout ceci, c'est que si nos cultivateurs avaient pu réussir à maintenir pour leurs produits des prix artificiels aussi exorbitants que ceux des marchandises contrôlées par les monopoles et les cartels, la population ouvrière de nos villes se serait trouvée dans une crise si aiguë que la révolution n'aurait pas manqué d'éclater sous la poussée de la misère et de la faim.

Et malgré les ennuis qui s'acharnent sur le cultivateur depuis bientôt cinq ans, c'est encore vers la campagne qu'on tourne les yeux pour rechercher le salut de notre province. Et on n'a pas tort. Sans être déserte, notre terre généreuse offre encore de nombreux coins qui n'attendent que des bras vigoureux au service d'un esprit éclairé et d'un cœur vaillant pour faire vivre de nombreuses familles qui végètent aujourd'hui dans nos grandes et nos petites villes surpeuplées. Mais pour réaliser en grand cette initiative louable du retour à la terre, il faut que nos gouvernements s'emploient à rendre la vie du cultivateur la moins désagréable possible. On a déjà fait beaucoup en chassant, par la construction de bons chemins, les lourds ennuis de l'éloignement et de l'isolement de la famille du grand fermier.

On aura fait encore beaucoup plus, pour placer le cultivateur en contact intime avec ce qui se passe actuellement dans les nombreuses sphères qui

peuvent l'intéresser, en mettant à sa disposition le si merveilleux et si économique instrument d'information et d'éducation qu'est la radiophonie. Seule l'électrification intensive de nos campagnes peut permettre l'installation généralisée de ces appareils mystérieux qui scrutent les distances les plus éloignées de l'horizon pour en déceler l'écho fidèle des voix et des ondes sonores que des multitudes d'organismes font entendre gratuitement pour instruire et recréer l'humanité.

Quelle source splendide d'éducation pratique n'est-elle pas la radio qui vient apporter au cultivateur, à chaque jour et à son propre foyer, les conseils des spécialistes dans les diverses branches de l'agriculture, cette gazette parlante qui, à toutes les vingt-quatre heures, met le cultivateur au courant des marchés pour ses divers produits, cet instrument musical versatile qui reproduit avec une fidélité parfaite les plus belles productions des meilleurs artistes du monde entier.

Le jour où l'électricité à bon marché aura rendu possible partout la radio et agrémenté le foyer du cultivateur d'une lumière artificielle égale en splendeur à celle du soleil, aura fourni à sa famille les avantages de l'eau courante et d'un service sanitaire comportant les mêmes commodités que celles que nous fournissent les grands aqueducs de nos villes, aura donné, par son pouvoir moteur, ces instruments de travail qui rendront à l'homme des champs moins pénibles les emplois les plus durs de la ferme, ce jour-là nous aurons fait un grand pas pour rendre la vie de campagne aussi agréable que celle de la ville, et le législateur qui trouvera le moyen d'atteindre cet objectif aura réglé la partie la plus importante de notre problème social. Il faudra probablement que l'on songe, en même temps, à modifier nos méthodes de culture pour que la famille du cultivateur puisse, autant que possible, se subvenir à elle-même par ses propres travaux pour la majeure partie au moins de ses besoins de subsistance.

A-t-on songé quels autres services importants peut rendre l'électricité dans la solution de ce problème, si ceux qui en contrôlent la production voient en elle plutôt une utilité publique, qui doit être mise à la disposition de tous au prix coûtant, qu'un simple moyen de faire des profits? Le jour où une politique nouvelle aura réussi, non seulement à mettre le courant électrique à bon marché à la portée du cultivateur, mais à lui vendre des appareils dont le prix n'aura pas été rendu prohibitif, comme il l'est à l'heure actuelle, en raison des cartels et des ententes existant entre les compagnies manufacturières, le

fermier ne sera plus à la merci du commerçant qui ne pourra plus profiter, comme à l'heure actuelle, de la surabondance et de la périssabilité de certains produits de la ferme pour les payer un prix dérisoire; le cultivateur pourra transporter et emmagasiner ses œufs, son beurre et tous les autres produits de même nature dans l'entrepôt frigorifique coopératif ou municipalisé de sa paroisse pour attendre des temps meilleurs pour en disposer.

Le cultivateur pourra aussi avoir chez lui son petit réfrigérateur individuel qui lui permettra de garder, pour la nourriture de sa famille, ces aliments périssables dont il ne peut jouir à l'heure actuelle, en raison de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de les conserver. Le cultivateur ne peut pas tuer un porc chaque semaine pour se payer le luxe de manger, le dimanche, une côtelette de viande fraîche comme peuvent le faire les familles les plus humbles de nos villes. La fée de l'électricité à bon marché lui permettant de combattre les forces destructives de la chaleur viendra, sous le rapport de son alimentation, le placer sur un pied de supériorité avec l'habitant des villes.

Et si nous envisageons l'électrification rurale au point de vue communal, quelle source de bien-être ne trouvons-nous pas dans l'électricité à bon marché? La seule amélioration des conditions préventives d'incendie mériterait que notre gouvernement donnât une attention spéciale à ce problème. En effet, la plupart des malheureux incendies qui détruisent chaque année des centaines de mille dollars de bien matériels et qui sont la cause de nombreuses pertes de vies sont allumés par les appareils primitifs dont nos cultivateurs sont obligés de se servir pour éclairer leurs maisons et leurs bâtiments. La diminution des pertes par le feu et des risques d'accidents à la personne, tel serait un des effets immédiats de l'électrification intensive de nos campagnes.

Et maintenant, quelle source de commodités et d'agréments serait pour nos populations rurales l'éclairage extérieur pour les rues et places publiques et pour les terrains de jeux sur lesquels se réunissent, le soir, les cultivateurs pour se reposer des durs travaux de la journée en s'amusant à ces jeux de plein air qui sont si hygiéniques et pour discuter les événements récents de la politique et de la vie économique et sociale.

Il ne faut pas croire que l'électrification rurale intensive ne soit pas réalisable. Au cours de mes remarques, j'ai noté que, dans la province d'Ontario, il y avait, dans les parties rurales éloignées des centres, tout près de dix mille milles de lignes de

distribution de construites spécialement pour les cultivateurs, ce qui est presque autant que toutes les lignes que nous avons dans notre province. En Suisse, pays d'une richesse hydroélectrique à peu près proportionnelle à la nôtre, en 1933, il y avait 1,540,000 abonnés sur une population de 4,000,000 ce qui veut dire que presque toute la population était desservie par les usines électriques.

En Nouvelle-Zélande sur une population agricole totale de 800,000 on employait, en 1933, 26,757 moteurs sur la ferme ce qui signifie une électrification très intensive puisque, dans notre province, pour une population de 1,061,000, nous n'en avons que 3,311; ceci indique qu'en Nouvelle-Zélande l'électrification rurale est dix fois plus intensive que celle de la province de Québec. Quand l'électricité à bon marché nous aura fait atteindre les trois quarts seulement de cette proportion, notre électrification rurale sera complète.

Pour diverses raisons, le gouvernement doit adopter une politique encore plus vigoureuse que celle qui est préconisée dans le rapport de la Commission d'électricité. La réforme la plus importante qu'il importe de mettre en vigueur avec le moins de délai possible c'est un changement radical dans notre régime d'exploitation de nos ressources hydroélectriques. Il y a actuellement deux grandes classes dans ces ressources; celles qui sont actuellement exploitées par l'industrie privée et celles qui sont encore dans le domaine public. Il importe de décréter que cette dernière classe constituant la plus grande part de nos richesses en pouvoirs d'eau, comme je l'ai expliqué antérieurement, sera conservée pour exploitation sous le régime de la régie publique, par le peuple et pour le profit du peuple.

Laissons aux grandes corporations privées le soin d'administrer les pouvoirs que nous leur avons concédés sous la surveillance de la Commission d'électricité et, pour garantir au peuple que cette surveillance ne sera pas illusoire, établissons la seule concurrence possible à ces organisations géantes, celle d'un organisme encore plus puissant, la province elle-même. Si nos taux sont réduits par les compagnies privées à ce qu'ils doivent être par l'influence de la Commission d'électricité et celle des corps publics qui ont déjà leurs usines municipalisées ou qui voudront municipaliser sans délai, nous pourrons attendre le temps où l'industrie privée aura atteint son débit maximum pour établir de nouvelles centrales électriques.

Mais si nous ne pouvons pas obtenir ces taux honnêtes dont nous avons besoin, pour le service de

la population de nos villes industrielles et pour l'électrification rurale intensive, le gouvernement ne devra pas hésiter à recommander à la Chambre de voter les deniers nécessaires pour installer des usines qui nous donneront ces bas prix que l'industrie privée n'aura pas voulu, ou aura été incapable de nous donner.

Cette politique de la conservation de nos pouvoirs d'eau pour le service public est celle qui est réclamée avec insistance par la grande majorité de notre population. C'est ce qui a été révélé par la campagne que nous avons poursuivie dans cette province en ces dernières années et c'est d'ailleurs une politique qui a été prêchée depuis au-delà d'un quart de siècle par des patriotes qui ont illustré et qui illustrent encore notre monde politique, social et financier. Parmi ces hommes dont notre race s'honore, je me permettrai de ne citer que trois grands noms: ceux d'Henri Bourassa, mon prédécesseur immédiat comme député de Saint-Hyacinthe, le regretté monsieur Adélard Turgeon, l'ancien ministre des Terres et Forêts et président de la Chambre haute, et monsieur Beaudry-Leman, le président actuel de la Banque Canadienne Nationale.

Voici les idées qui étaient exprimées devant la commission Legris, sur les affaires de la colonisation en 1904, par celui qui devait être plus tard le député de Saint-Hyacinthe et qui est actuellement le député de Labelle:

"J'ai déjà suggéré et je suggère, disait monsieur Bourassa, de louer nos pouvoirs hydrauliques, nos pouvoirs d'eau par baux emphytéotiques. Je suis convaincu, du moins, je crois sincèrement, que dans un avenir assez rapproché nos gouvernements se serviront eux-mêmes de nos beaux pouvoirs d'eau qui font l'envie des autres pays et dont on ne peut dire encore la valeur, ni quand ils s'épuiseront.

"... Avant de terminer, laissez-moi vous conseiller encore une fois d'être bien prudents au sujet de la vente de nos pouvoirs hydrauliques, de ne pas les vendre de main à main, ni à des prix ridicules: c'est une chose que je déplore sincèrement.

"J'irai encore plus loin: je crois que nous ne devrions pas vendre nos forces hydrauliques, que d'ici à quelques années, l'État développera lui-même l'électricité; je crois que l'État gardera ses forces hydrauliques, et l'État devra en rester maître. Il arrivera peut-être qu'avant 25 ans, non seulement l'État ne voudra pas louer ses pouvoirs hydrauliques, mais fera lui-même l'électricité pour tout le service public, pour les chemins de fer, pour les tramways, pour l'éclairage."



L'opinion de feu Adélarde Turgeon et de M. Beaudry-Leman qui, soit dit en passant, est un ingénieur en électricité, elle a été exprimée conjointement sous la signature de ces deux messieurs dans le rapport minoritaire du comité consultatif national du Canada sur le projet de canalisation du Saint-Laurent, en date du 18 janvier 1927. Et cette opinion est si claire et si catégorique que je me contenterai de citer textuellement les articles de ce rapport se référant à la conservation nationale des pouvoirs d'eau de notre grand fleuve. Je les trouve dans les articles 19, 23 et 24 qui se lisent comme suit:

"19. Pour ce qui a trait à l'énergie développée par suite des améliorations à la navigation dans la section internationale des rapides, il serait à désirer que chaque nation exploitât elle-même ses usines motrices, mais si la chose n'était pas praticable, alors elle devrait être placée sous la direction et le contrôle d'une commission internationale composée d'un nombre égal de représentants canadiens et américains.

"23. Il semblerait être très important que la couronne retint permanently ses droits de propriété sur tous les ouvrages d'amélioration que comporte cette vaste entreprise et qui ont trait à la navigation et au développement de la force motrice. Il n'est pas difficile de se faire une idée de l'immense valeur qu'offre pour le Canada le fait de rester maître et de disposer d'une aussi considérable quantité d'énergie hydroélectrique admirablement située et qui peut être si avantageusement développée. Lorsqu'il s'agit d'une entreprise aussi vaste pouvant être une source de prospérité pour plusieurs générations de citoyens canadiens, le droit permanent de propriété de ce grand héritage canadien ne devrait pas être concédé à des entreprises privées, mais l'exploitation de la force motrice mise en valeur par l'exécution de ce projet pourrait être louée ou donnée à bail à des conditions qu'il faudra étudier et arrêter.

"24. Le soussigné est d'avis que le projet est réalisable et praticable et que les travaux pouvant être commencés lorsque les importantes questions d'ordre économique et financier que comporte une telle entreprise, dont quelques-unes ont été exposées dans les paragraphes qui précèdent, auront été résolues d'une manière satisfaisante."

Respectueusement soumis,

(Signé) Beaudry Leman.

Je me rallie à ce qui précède,

(Signé) Adélarde Turgeon.

Montréal, le 18 janvier 1927

La nationalisation au moins partielle de nos ressources hydroélectriques n'est donc pas un simple rêve d'utopiste.

Nous devons en venir là, comme les municipalités ont dû en venir à la municipalisation générale des services d'aqueduc pour protéger la santé publique, pour assurer un service efficace de protection contre les incendies et pour mettre à l'abri le trésor municipal et la bourse des particuliers des exactions des anciennes compagnies privées qui les contrôlaient, dans le but d'en tirer des profits et non à seule fin de servir le public, comme le font les municipalités.

Voilà, M. le président, les grandes lignes de l'opinion de l'Union des municipalités de la province de Québec et de celle de son représentant devant la Commission d'électricité, le député du comté de Saint-Hyacinthe qui l'appuie de sa plus profonde conviction personnelle et qui espère que les diverses lois que le gouvernement nous donnera, au cours de la présente session, sur la question de l'électricité, ne seront que l'expression de cette opinion et que leurs dispositions contiendront les mesures nécessaires pour la concrétiser dans nos Statuts publics et en donner le bénéfice au peuple de notre province.

M. le président, au cours de la campagne d'éducation populaire que j'ai poursuivie depuis deux ans, sans relâche, je me suis créé de chaudes amitiés et d'ardents partisans.

Un certain nombre de ceux qui m'ont appuyé étaient sincèrement convaincus que jamais je ne pourrais obtenir l'adoption des réformes que je préconisais si je ne travaillais pas à changer les hommes qui se trouvaient à la tête de mon parti.

Vingt fois on m'a demandé de prendre la direction de groupements politiques nouveaux qui étaient prêts à se lancer à l'attaque du gouvernement actuel; vingt fois j'ai refusé parce que je prétendais, comme je prétends encore, que le salut d'une nation ne se trouve pas dans le remplacement des hommes, mais dans le changement des idées et des principes d'administration.

Quoique d'une nature absolument indépendante et réfractaire à un joug de domination quelconque, je suis un libéral de la vieille école des Laurier et des Mercier, croyant que notre parti, dont le principe fondamental est le relèvement des classes populaires, est assez grand pour contenir des hommes d'opinions différentes sur des problèmes particuliers, se réservant le droit d'essayer de faire triompher, même ouvertement, leur credo politique contre leurs chefs, pourvu qu'ils restent loyaux à ces chefs et surtout à ce grand principe fondamental.

La question de l'électricité n'est pas la seule sur laquelle j'ai d'abord différé d'opinion d'avec les chefs de mon parti; je n'ai pas besoin de rappeler à cette Chambre les luttes ardentes, mais toujours loyales que j'ai faites, pour faire triompher, au sein de mon parti, le principe de la loi de compensation des accidents du travail qui a fini par être acceptée par le gouvernement qui s'est fait ensuite l'apôtre zélé de cette loi, rendant des services inappréciables à nos familles ouvrières que le malheur des accidents professionnels vient frapper si souvent. Aurais-je obtenu le même succès sur la question de l'électricité? Les lois que nous serons appelés à adopter incessamment nous le feront savoir.

Peut-être que mon attitude présente éloignera de moi un certain nombre de ceux qui ont fait la lutte à mes côtés pour faire triompher des idées qui nous paraissent également chères à tous. Je n'ai aucun blâme à faire à personne, mais je rappellerai à tous que j'ai voulu, comme toujours, rester conséquent avec moi-même. Comme je le disais, au début de mes remarques, j'ai constamment déclaré que ma campagne n'avait aucunement pour but de détruire des personnalités, mais tout simplement un vieil ordre des choses qui mettait la province en péril, pour le remplacer par un ordre nouveau que je crois être le gage assuré de la prospérité d'où procèdera le bonheur des miens.

J'ai réclamé des réformes; le gouvernement m'a offert des lois m'accordant tout ce que j'ai demandé comme points essentiels de ces réformes. En citoyen loyal et honnête, je dois les accepter et, en patriote clairvoyant, désireux de voir se réaliser ces progrès qui nous mettront à l'abri des dangers que nous fait courir le système actuel de notre exploitation hydroélectrique, il est de mon devoir d'accueillir avec empressement l'aide puissante que m'offre, pour les réaliser, un gouvernement ayant prouvé dans le passé, qu'il a toujours été prêt à adopter des mesures vigoureuses lorsque le salut de la nation l'exigeait.

Dussé-je perdre le concours et la sympathie de ceux qui étaient à mes côtés, de ceux qui, ayant les mêmes idées que moi sur la question de l'électricité, croient cependant qu'il est des questions plus importantes que celle-là, à l'heure actuelle, dans la politique provinciale sur lesquelles je diffère d'opinion avec eux, alors qu'ils m'auraient conservé ce concours et cette sympathie si j'avais combattu le gouvernement, je reste avec le gouvernement parce que ce gouvernement s'est déclaré disposé à donner à ma province ce que j'ai réclamé pour elle. Je reste, comme je l'ai toujours été, avec les chefs du Parti

libéral qui se montrent dignes de leurs prédécesseurs et dignes de leurs fonctions en évoluant avec les idées d'un ordre nouveau qui aidera au relèvement des classes populaires en les sauvant de la domination des trusts électriques.

(Applaudissements)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Lac-Saint-Jean-Est**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 concernant la municipalité du comté du Lac-Saint-Jean-Est.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Accidents du travail, droit de poursuite**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la loi des accidents du travail, 1931.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 54 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à onze heures et demie.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

---

### NOTES

1. Le député de Rouville, M. Barré, a en fait dit le contraire, selon ce que rapporte *Le Soleil*. N'ayant pas d'autres textes pour nous indiquer s'il y a erreur dans les propos rapportés, nous nous en tenons au texte du *Soleil* du 26 avril 1935, à la page 11.

2. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

3. Voir note 2.



## Première séance du vendredi 26 avril 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 50<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trentième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 6 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

Et, avec un amendement, le bill suivant:

- bill 74 modifiant la loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions.

**Association de bienfaisance  
et de retraite de la police de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les droits additionnels payés pour le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill n'a pu être déposé et présenté dans les délais prescrits pour des causes indépendantes de leur volonté.

Adopté.

**Charte de  
Montréal-Est**

**M. Filion (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Sabourin), que les droits additionnels payés pour le bill 117 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934, soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté quelques jours en retard par suite de circonstances indépendantes et étrangères à la volonté de la pétitionnaire.

Adopté.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 49 concernant l'Île d'Orléans;
- bill 72 modifiant la loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer;
- bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;
- bill 139 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

25 avril 1935

Il est résolu que l'adresse de l'Assemblée législative à Sa Très Excellente Majesté le roi à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son intronisation reçoive l'assentiment de cette Chambre et que le blanc laissé dans cette adresse soit rempli en y insérant les mots "le Conseil législatif".

Il est ordonné qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a donné son assentiment à ladite adresse.

Il est ordonné que ladite adresse soit signée par l'honorable président de cette Chambre au nom du Conseil législatif.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

25 avril 1935

Il est résolu qu'une simple adresse soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec dans les termes suivants:

À l'honorable Esioff-Léon Patenaude,  
membre du Conseil privé,  
lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les fidèles et loyaux de Sa Majesté, le Conseil législatif et de la province de Québec réunis en Parlement, avons résolu de présenter une adresse à Sa Très Excellente Majesté le roi pour lui exprimer, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son intronisation, les sentiments qui nous animent à son égard, nos vœux sincères de longue vie et pour renouveler l'assurance respectueuse de notre profonde affection.

Nous vous prions de bien vouloir transmettre ladite adresse à son Excellence le Très Honorable Vere Ponsonby, comte de Bessborough, gouverneur général du Canada, le priant de la faire parvenir à Sa Très Excellente Majesté le roi.

Il est ordonné qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a voté ladite adresse à l'honorable lieutenant-gouverneur et qu'elle demande à l'Assemblée législative d'y donner son adhésion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis): Que cette Chambre adopte l'adresse du Conseil législatif à l'honorable lieutenant-gouverneur, après y avoir rempli le blanc qui s'y trouve par les mots "et l'Assemblée législative".

Il est ordonné qu'un message soit adressé au Conseil législatif pour l'informer de l'adoption de la résolution ci-dessus.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

### **Hôpitaux privés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 247 concernant les hôpitaux privés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que personne ne pourra exploiter ou diriger un hôpital privé, à moins d'avoir obtenu au préalable une licence à cette fin et que cette licence sera accordée par le trésorier de la province sur requête, telle que prescrite par l'article 4 de la loi qui accompagne la présente résolution, avec la remise d'un droit de cinq dollars et d'un rapport d'inspection de l'hôpital privé, signé par le chef de service de l'assistance publique de Québec, attestant que les dispositions de ladite loi, les règlements adoptés en vertu d'icelle et les règlements provinciaux d'hygiène ont été observés par la personne requérante.

Cette loi a pour but de mettre fin à un état de choses déplorable qui existe dans la province depuis plusieurs années. Les hôpitaux privés pullulent. On prétend y traiter le cancer et la tuberculose, etc., et guérir infailliblement ces maladies. La plupart du temps, on pratique dans ces hôpitaux un charlatanisme éhonté.

Ce bill a pour but de débarrasser la province de certaines usines de charlatanisme médical, où non seulement l'on exploite le client, l'on promet une guérison infaillible, pour toutes les maladies et dont le malade sort souvent plus gravement qu'à son entrée, mais où l'on met aussi la vie des gens en danger. Nous voulons, à la demande du Collège des médecins mettre fin à un état de choses comme celui-là.

Le bill couvre aussi le cas d'hôpitaux louches affectés à des fins immorales. Le bill n'affecte pas les hôpitaux qui se trouvent sous la loi d'assistance publique, ni les hôpitaux reconnus comme tels, de notoriété publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le principe de la loi est bon, mais on me dit que cette loi prêterait de l'ingérence politique. On s'oppose en certains quartiers à la taxe que l'on veut imposer à ces hôpitaux privés. Certaines protestations viennent d'un médecin distingué de la province.

Il lit une lettre d'un médecin qui proteste vivement contre la loi parce que, si le bill peut être utile dans certains cas, il peut donner lieu à de graves abus d'arbitraire.

Ainsi, dit-il, le renouvellement des permis annuels est laissé à l'entière discrétion d'un fonctionnaire provincial. En plus, on viole le secret professionnel en exigeant le nom des hospitalisés dans les rapports que les hôpitaux devront faire au gouvernement.

Il y a lieu toutefois de contrôler certaines institutions qui sont des foyers de contamination physique et morale.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement n'a pas l'intention de brimer qui que ce soit.

C'est un bill pour mettre fin à des abus intolérables. On l'appliquera cette année, quitte à l'améliorer l'an prochain, si des ennuis imprévus surgissent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'il y a des hôpitaux privés, dans l'Abitibi?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je ne le sais pas. Jusqu'ici, nous n'avions aucun contrôle sur ces hôpitaux.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce qu'il y en a beaucoup dans la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je sais qu'il y en a 50 à Montréal seulement, dont plusieurs maternités.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 247 concernant les hôpitaux privés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 247 concernant les hôpitaux privés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>3</sup>:

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 2, alinéa 1 qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi:

"1°. Les mots "hôpital privé" signifient et comprennent toute institution, autre qu'une institution d'assistance publique visée par la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189), dans laquelle, moyennant rémunération, des malades sont accueillis et traités pour quelque cause que ce soit, ou encore des nourrissons ou enfants en bas âge sont reçus ou soignés ou entretenus;"

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Dans la présente loi:

"1°. Les mots "hôpital privé" signifient et comprennent toute institution, autre qu'une institution d'assistance publique visée par la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189), et autre qu'une institution publique recevant dans son infirmerie les membres de son personnel ou ses élèves, dans laquelle, moyennant rémunération, des malades sont accueillis et traités pour quelque cause que ce soit, ou encore des nourrissons ou enfants en bas âge sont reçus ou soignés ou entretenus;"

L'amendement est adopté.

L'article 1, paragraphe 2, alinéa 1, ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 7, premier alinéa, qui se lit comme suit:

"7. Une licence accordée ou renouvelée peut être révoquée, en tout temps, par le chef du service de l'assistance publique de Québec, s'il juge que les prescriptions de la présente loi où les règlements édictés sous l'autorité d'icelle ne sont pas observés et aussi dans le cas d'une personne qui, ayant la direction ou faisant l'exploitation d'un hôpital privé;"

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"7. Une licence accordée ou renouvelée peut être révoquée, en tout temps, par le chef du service de l'assistance publique de Québec, dans le cas d'une personne qui, ayant la direction ou faisant l'exploitation d'un hôpital privé;"

L'amendement est adopté.

L'article 1, paragraphe 7, premier alinéa, ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 8, premier alinéa, qui se lit comme suit:

"8. Un registre doit être tenu, dans tout hôpital privé, indiquant la date de l'entrée, le sexe, l'âge, le nom et l'adresse des hospitalisés ainsi que la date de leur sortie ou décès, et dans le cas des maternités, ou de crèches d'enfants légitimes et illégitimes, il doit mentionner de plus la date de naissance desdits enfants."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"8. Un registre doit être tenu, dans tout hôpital privé, indiquant la date de l'entrée, le sexe, l'âge, le nom et l'adresse des hospitalisés ainsi que la date de leur sortie ou décès, et dans le cas des maternités, ou de crèches où des enfants illégitimes sont hospitalisés, le registre mentionnera simplement la date de naissance desdits enfants."

L'amendement est adopté.

L'article 1, paragraphe 8, premier alinéa, ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 9, premier alinéa, qui se lit comme suit:

"9. Le secrétaire de la province peut exempter de l'application de la présente loi, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine par le certificat ci-dessous, tout hôpital privé qui, dans son opinion, offre sécurité et garantie suffisantes pour le traitement médical, la garde et l'entretien des hospitalisés."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"9. Le secrétaire de la province peut exempter de l'application de la présente loi, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, tout hôpital privé qui, dans son opinion, offre sécurité et garantie suffisantes pour le traitement médical, la garde et l'entretien des hospitalisés."

L'amendement est adopté.

L'article 1, paragraphe 9, premier alinéa, ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 10, premier alinéa, qui se lit comme suit:

"10. Quiconque, directement ou indirectement, contrevient aux prescriptions de la présente loi, des règlements adoptés sous son empire ou du certificat mentionné à l'article 9, ou encore gêne, de quelque manière que ce soit, un officier de l'assistance publique de Québec dans l'exercice des pouvoirs à lui conférés, commet une infraction et se rend passible, en sus des frais et de l'annulation de la licence qu'il peut détenir, d'une amende de pas moins de cinq dollars et de pas plus de cent dollars pour chaque jour que dure l'infraction et, à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement de trois mois."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"10. Quiconque, directement ou indirectement, contrevient aux prescriptions de la présente loi, des règlements adoptés sous son empire, ou gêne, de quelque manière que ce soit, un officier de l'assistance publique de Québec dans l'exercice des pouvoirs à lui conférés, commet une infraction et se rend passible, en sus des frais et de l'annulation de la licence qu'il peut détenir, d'une amende de pas moins de cinq dollars et de pas plus de cent dollars pour chaque jour que dure l'infraction et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois."

L'amendement est adopté.

L'article 1, paragraphe 10, premier alinéa, ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 12, qui se lit comme suit:

"12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier, remplacer tous les règlements qu'il peut juger nécessaires pour la mise à effet de la présente loi."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier, remplacer, sur recommandation du service de l'assistance publique de Québec, tous les règlements qu'il peut juger nécessaires pour la mise à effet de la présente loi."

L'amendement est adopté.



L'article 1, paragraphe 12, premier alinéa, ainsi amendé est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill gouvernemental n'a été présenté que ce matin, pour la première fois. On est donc mal venu, du côté de la droite, de parler de ceux qui prolongent indûment la session. L'opposition pour hâter le travail, a supprimé les formalités usuelles, en sorte que les trois lectures des résolutions, les deux études en comité plénier et les trois lectures du bill, ont pu passer en une seule séance.

Il fait quelques remarques sur les contrats de publicité du gouvernement.

### Code municipal

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 54 modifiant le Code municipal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau en comité plénier.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 54 modifiant le Code municipal.

Adopté.

### En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Beauharnois (M. Saintonge).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 16 du Code municipal, tel que modifié par les lois 12 George V, chapitre 99, section 1 et 14 George V, chapitre 83, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le mot: "deniers", dans la première ligne du sous-paragraphe a du paragraphe 25, les mots: "y compris la compensation pour l'eau"."

L'article 1 est retiré.

Les articles 2 à 13 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 26 avril 1935

#### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Explications sur des faits publiés:

#### M. Oscar Drouin, avenir politique

**M. Drouin (Québec-Est):** M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège pour faire une mise au point. J'ai donné aujourd'hui à un journal de Québec, *L'Action catholique*, une communication au sujet d'une rumeur qui se répand depuis quelques jours dans mon comté en particulier.

On dit, en certains milieux, que j'abandonnerais la politique pour devenir sous-

ministre des Affaires municipales. J'ai déjà nié cette rumeur à plusieurs reprises. On dirait que certaines gens ont intérêt à vouloir la propager quand même. Je tiens à couper une fois pour toutes les ailes à ce canard, car c'en est un de belle envergure, pour qu'il cesse de voler au-dessus de la vallée de la rivière Saint-Charles. Je nie énergiquement la rumeur que l'on fait courir. Je suis dans la politique et j'y resterai. Si je suis encore en vie, je serai candidat aux prochaines élections. Je considère la fonction de sous-ministre comme très belle, mais l'honneur de représenter les électeurs de Québec-Est comme encore plus grand. Cet honneur, j'y tiens.

### Loi des jurés

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 248 modifiant la loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Organisation des départements

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 6 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

Adopté.

### En comité<sup>4</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que cela veut dire qu'on formera un ministère du Commerce et de l'Industrie?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui. Mon honorable ami doit savoir qu'il y a un bill spécial à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel en sera le titulaire?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est là le secret des dieux. Et qui est-il pour dévoiler le secret des dieux?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas du tout. Si les dieux, qui sont sages, prennent cette décision, ils ne choisiront pas un libéral comme ministre. Y aura-t-il un ministre nouveau?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous le savons pas encore.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On devrait le nommer maintenant que le discours est fait<sup>5</sup>. Peut-être faut-il un autre discours.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** sourit.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Questions et réponses:

#### Comptes de banque, province de Québec

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province qui ont été soutirés pendant 106 jours, depuis le 8 janvier 1935 jusqu'au 23 avril 1935 inclusivement, d'après une réponse du député de Brome (l'honorable M. Stockwell), en date du 24 avril 1935:

*a.* À quelle date les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés pour la somme de \$17,813,921.59?

*b.* À quelles dates correspondent les 106 jours pendant lesquels les comptes de banque de la province ont été soutirés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* Le 14 mars 1935.

*b.* Du 8 janvier 1935 inclusivement au 23 avril 1935 inclusivement.

### Comptes de banque, province de Québec

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province qui ont été soutirés pendant 281 jours, à partir du 3 avril 1934 inclusivement jusqu'au 8 janvier 1935 inclusivement, d'après une réponse du député de Brome (l'honorable M. Stockwell), en date du 22 janvier 1935:

*a.* À quelle date les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés pour la somme de \$16,383,351.44?

*b.* Pour quels montants les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, à chaque jour, depuis le 20 juin 1934 inclusivement jusqu'au 5 juillet 1934 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* 10 avril 1934.

<i>b.</i>	20 Juin	1934.....	\$ 7,368,414.04
	21 Juin	1934.....	7,358,159.38
	22 Juin	1934.....	7,372,334.84
	23 Juin	1934.....	7,375,720.00
	24 Juin	1934.....	7,375,720.00
	25 Juin	1934.....	7,375,720.00
	26 Juin	1934.....	7,623,448.19
	27 Juin	1934.....	7,465,253.37
	28 Juin	1934.....	9,498,632.67
	29 Juin	1934.....	11,494,394.78
	30 Juin	1934.....	2,328,698.45
	1 juillet	1934.....	2,328,698.45
	2 juillet	1934.....	2,328,698.45
	3 juillet	1934.....	1,264,082.91
	4 juillet	1934.....	1,175,425.16
	5 juillet	1934.....	1,267,123.09

### Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>6</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Que dans la loi de la taxe sur les transferts des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1925, chapitre 27) le mot "valeur mobilière" signifie et comprend:

*a.* Toute action de capital-action ou d'actions-obligations ou tout bon ou toute obligation, émis par toute association, compagnie, corporation ou tout gouvernement étranger;

*b.* Toute part de tout intérêt indivis dans un groupement de valeurs mobilières, tel que mentionné à l'alinéa *a* précédant, possédée en fidéicomis ou en propriété par une personne, société ou corporation, ou de tout intérêt participant dans l'opération ou les profits de toute association, compagnie ou corporation, telle action faisant preuve par un certificat ou tout autre document créant titre.

2. Que pour subvenir aux besoins du service public, il sera prélevé, imposé et perçu conformément aux règles ci-après exposées et à celles adoptées en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une taxe:

*a.* Sur toute mutation de la propriété d'une valeur mobilière à la suite d'une vente, d'un transfert ou d'une cession de ladite valeur mobilière, fait dans cette province ou mis à effet dans la province;

*b.* Sur toute commande donnée dans la province, pour la vente, transfert ou cession d'une valeur mobilière, lorsque cette commande devra être exécutée hors de la province;

*c.* Sur toute délivrance, dans cette province d'une valeur mobilière, payable ou transférable au porteur, lorsque la vente, le transfert ou la cession de cette valeur a eu lieu en dehors de la province;

*d.* Sur tout paiement fait dans cette province, à la suite de la vente, transfert ou la cession qui a eu lieu en dehors de la province;

*e.* Sur toute conversion dans la province d'une valeur mobilière en une autre qui est payable ou négociable au porteur;

*f.* Sur tout transfert ou délivrance de valeurs mobilières dans la province, effectué pour annulation ou échange, pourvu que ce paragraphe *f* ne s'applique pas lorsqu'un échange de valeurs mobilières émises par une compagnie est fait avec d'autres valeurs mobilières émises par la même compagnie au même détenteur et que seulement une des dispositions contenues dans les sous-paragraphe *a*, *b*, *c*, *d* et *f* de la présente résolution s'applique dans cette province à la même transaction en valeurs mobilières.

3. Que cette taxe sera imposée et perçue comme suit:

a. Trois centins par chaque cent dollars ou fraction de cent dollars, de valeur au pair d'un bon, d'une obligation ou action-obligation;

b. Cinq centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant cent cinquante dollars par action;

c. Quatre centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant soixante-quinze dollars par action, mais ne dépassant pas cent cinquante dollars par action;

d. Trois centins sur chaque action vendue ou transférée à un prix excédant cinquante dollars par action, mais ne dépassant pas soixante-quinze dollars par action;

e. Deux centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant vingt-cinq dollars par action, mais ne dépassant pas cinquante dollars par action;

f. Un centin sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant cinq dollars par action, mais ne dépassant pas vingt-cinq dollars par action;

g. Un quart de un centin sur toute action vendue ou transférée à un prix de un dollar à cinq dollars par action, mais ne dépassant pas cinq dollars par action;

h. Un dixième d'un pour cent de la valeur des actions vendues ou transférées à un prix inférieur à un dollar par action.

4. Que, sauf tel que ci-après prévu, si une mutation de propriété d'une action a lieu, autrement que par suite d'une vente, cette mutation de propriété sera sujette à la taxe imposée par la résolution qui précède, calculée sur la base du prix courant du marché de l'action susdite.

5. Que, dans tous les cas où le prix courant du marché n'aura pas été établi par des ventes récentes, ou lorsqu'il sera difficile de déterminer la valeur des actions, le trésorier de la province pourra fixer un prix qui sera le prix sur lequel la taxe doit être payée.

6. Que dans les résolutions 3, 4 et 5, le mot "action" s'appliquera à la part de tout intérêt indivis et à la part de tout intérêt participant, tel que mentionné dans le sous-paragraphe b de la résolution 1 ci-dessus, et que, s'il s'agit de transactions sur fractions d'actions, la taxe s'appliquera au *pro rata* conformément au taux exigible pour les actions dans leur entier.

7. Que la taxe imposée par la résolution 2 ci-dessus sera payable:

a. Dans tous les cas visés par les paragraphes a, b et f, de ladite résolution, par la personne qui vend, transporte ou cède;

b. Dans tous les cas visés par le paragraphe c de ladite résolution, par la personne à laquelle la délivrance est faite;

c. Dans tous les cas visés par le paragraphe d de ladite résolution par la personne qui effectue tel paiement;

d. Dans tous les cas visés par le paragraphe e de ladite résolution, par la personne qui demande telle conversion.

8. Que ne seront pas sujets à la taxe imposée par les présentes résolutions:

a. La répartition par toute association, compagnie ou corporation, de ses actions, dans le but d'en effectuer la première émission, à une ou à plusieurs personnes, désignées dans ses procès-verbaux de délibération, mais non au titulaire ou à l'agent du bénéficiaire indiqué;

b. La cession du droit de recevoir, lorsqu'elles seront émises, les actions non réparties de toute association, compagnie ou corporation;

c. La première mutation de propriété résultant de la vente, du transfert ou de la cession d'un bon, d'une obligation ou part d'action-obligation, fait par une association, une compagnie ou corporation, soit directement, soit par un agent autorisé;

d. Le transfert ou la cession d'une action ou action-obligation effectué *bona fide* pour garantir un prêt, pourvu que, si le prêteur devient propriétaire absolu de cette action ou action-obligation, la taxe sur ce transfert ou cette cession soit exigible de l'emprunteur, ce dernier étant alors le cédant, perçue par le prêteur agissant dans ce cas, comme agent du bureau du revenu, rapportée mensuellement par ce dernier, conformément à la loi qui accompagne les présentes résolutions et aux règlements adoptés en vertu d'icelle, et alors remise au trésorier de la province;

e. Le transfert ou la cession subséquente par le prêteur à l'emprunteur de la même action ou action-obligation transférée ou cédée par ce dernier au premier pour la garantie d'un prêt, pourvu que le prêteur ne soit pas devenu le propriétaire absolu de la valeur mobilière;

f. La transmission par décès, d'une valeur mobilière.

9. Que le mot "répartition" devra être interprété comme signifiant la première entrée faite dans le livre d'une association, compagnie ou corporation, enregistrant la propriété de ses actions.

10. Que lorsqu'il sera démontré, à la satisfaction du trésorier de la province, qu'une mutation de propriété par suite de la vente, du

transfert ou de la cession d'une valeur mobilière ou de toute autre opération mentionnée à la résolution 2 ci-dessus, est assujettie à une taxe imposée en dehors de la province, et aussi sujette à une taxe semblable, en vertu des lois de cette province, il pourra alors, pour la taxe ainsi payée, accorder une réduction des droits payables dans cette province, en ce qui concerne la même valeur mobilière; que cette réduction ne pourra être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a étendu lesdites dispositions à cette juridiction extérieure, à la suite d'une entente à l'effet que semblable procédé sera employé à l'égard de cette province par la juridiction extérieure; et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi amender ou révoquer tout ordre en conseil, décrété sous l'autorité desdites dispositions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est au juste l'augmentation de la taxe?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** En général, il y a diminution de la taxe. Mais, il y a légère augmentation en certains cas particuliers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi actuelle, dans le cas des actions indivises partagées entre plusieurs héritiers, ne taxe les actions qu'une seule fois. Désormais, si 25 actions sont partagées entre dix personnes, chacune des dix personnes paiera la taxe sur 25 actions.

Les transactions en bourse sont-elles taxées? Autrement dit les ventes sur marge, chez les courtiers?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, elles le seront. Ce sont de véritables ventes.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** partage cette opinion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Stockwell (Brome)** affirment que la question de la taxe n'est pas importante.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est l'augmentation de revenus prévue, avec les cas particuliers dont le ministre a parlé?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** L'augmentation de la taxe sera d'environ \$75,000 à \$100,000 en sus du revenu calculé l'an dernier sur les opérations, revenu qui s'établissait à \$661,804.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Saisie et transfert d'actions**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 74 modifiant la loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Acquisition de terres de colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: 1. Que les dépenses encourues par la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province sur le certificat du ministre de la Colonisation. Ces dépenses ne devront pas excéder cinquante mille dollars par année.

2. Que, aux fins de payer tout montant pouvant devenir dû pour la mise à exécution de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, et en la manière qu'il indiquera, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts aux moyens d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Nous présentons cette loi pour nous permettre d'acheter des terres de gré à gré, ou on procédera par voie d'expropriation, si nécessaire, aux termes de cette loi que nous avons expliquée longuement l'autre jour en donnant le texte.

Cependant, nous ne procéderons par expropriation que dans les cas suivants: développer ou étendre une paroisse; relier deux paroisses; développer des centres près de vieilles paroisses; enfin, acquérir des terres incultes. Nous ne voulons acquérir que sur les terrains qui nous seront absolument nécessaires. Dans certains cas, nous échangerons les terrains dont nous aurons besoin pour d'autres terrains de la couronne. Autrement dit, échanger avec les compagnies et les particuliers de la forêt pour de la forêt, afin de donner aux colons les terres les plus propices à la colonisation.

La loi permettra aussi au gouvernement de se procurer certains terrains, en particulier dans les environs de Montréal, pour les drainer et les rendre propices à la culture maraîchère. Il en ira de même autour des grands centres. Là aussi, quand nous pourrions en venir à entente, nous procéderons par expropriation. C'est un moyen pour faire cultiver les terrains qui ne rapportent pas actuellement. Les territoires inexploités deviendront ainsi utilisables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le but de cette loi, pourquoi cette loi? Il y a un principe dans le Code civil qui dit que l'intérêt public prime l'intérêt privé: c'est le droit d'expropriation. Ce droit est consacré par notre Code: les corporations scolaires et municipales s'en prévalent, même les compagnies privées. Il me semble que le gouvernement aurait dû avoir ce droit depuis longtemps, au lieu de demander une loi nouvelle, tout comme les compagnies de chemin de fer et d'énergie électrique. Et je suis surpris de voir qu'il ne soit pas dans nos Statuts. Est-ce que le gouvernement a moins de pouvoir, en notre province, que les compagnies d'électricité? Cette lacune démontre la puissance de certains intérêts sur le gouvernement. Le gouvernement aurait dû se réserver ce droit qu'il accorde à des compagnies. Il est un peu tard. Ceci dénote le manque de prévoyance qui caractérise ce gouvernement depuis des années.

Pourquoi le ministre ne mentionne-t-il pas les sommes qu'il prétend dépenser en vertu de cette loi?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous ne prendrons pas pour ces expropriations cet argent à même le \$10,000,000, mais à même le revenu consolidé de la province. Je ne puis prévoir

toutes les dépenses que nous ferons. Le chef de l'opposition, qui est avocat, devrait s'en rendre compte lui-même.

Il explique que dans la seigneurie Thomas, dans Témiscouata, il va relier deux paroisses et que, tout probablement, il fera des échanges pour la seigneurie, si la classification des terres démontre qu'il s'agit de terres arables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque l'honorable ministre veut bien se rappeler que je suis avocat, je vais faire une remarque. Pour acquérir ces terres, le gouvernement sera obligé de prendre de nombreuses procédures. Or, je lui demanderais, pour plaider ces causes, de prendre les avocats du département qui sont payés à l'année, plutôt que de prendre des avocats étrangers. La colonisation ne doit pas perdre un centin en frais pour les expropriations. Tout l'argent de la colonisation doit être dépensé pour les colons.

Maintenant, je trouve que la Commission des services publics n'est pas compétente pour entendre ces causes d'expropriation.

Il suggère que les expropriations se fassent devant un tribunal composé d'un cultivateur, d'un colon et d'un ingénieur forestier.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous ne procéderons pas devant la Commission des services publics, mais devant un bureau d'arbitrage spécial. Il y aura des arbitres de choisis: un arbitre nommé par le gouvernement, un autre par les propriétaires, et un troisième nommé par les deux premiers arbitres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faudrait aussi sur le bureau d'arbitrage un ingénieur forestier et un expert en colonisation. Ce n'est pas un système d'arbitrage parfait que propose le ministre: il faut plus de garanties, de compétence et d'impartialité. Et ainsi, il faudrait prendre la décision finale, qu'il n'y ait pas d'appel devant un tribunal.

En donnant au propriétaire d'une seigneurie une autre terre en échange de la sienne, il deviendra propriétaire inamovible de cette terre nouvelle.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Nous procéderons en vertu des dispositions du Code civil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le sénateur Wilson et le sénateur Raymond n'ont pas des terrains près de Montréal?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Peut-être. Mais je n'ai pas d'objections à vous dire les terrains que nous voulons acheter. Les voici: la commune de Laprairie, des terrains dans Napierville et d'autres dans le diocèse Saint-Jean.

À la demande du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), il (l'honorable M. Vautrin) ajoute une clause spécifiant que le gouvernement ne pourra dépenser plus de \$50,000 par année, en vertu de la loi en question.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

### Questions et réponses:

#### Travaux aux bureaux du ministre de la Colonisation

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** 1. Relativement à la réponse du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur), en date du 22 mars 1935, et concernant les dépenses faites par la province, quant aux bureaux ou appartements réservés au ministre de la Colonisation de la province, dans l'hôtel du gouvernement:

a. Qui était ministre de la Colonisation lorsque la province a dépensé, à ces sujets, la somme de \$1,592.20?

b. Quand ces dépenses ont-elles été faites par la province?

c. Comment se détaille la somme de \$316.45 dépensée par le département de la Colonisation, à part le montant de \$1,275.75 dépensé par l'intermédiaire du ministère des Travaux publics?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): a.** Le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin).

b. Voir réponse du 22 mars, 1935, *Journaux de l'Assemblée législative*, page 254.

c.	4 humidificateurs .....	\$ 9.50
	2 lampes Madza .....	5.30
	Tiroirs, panier, porte-crayon .....	20.10
	2 photos encadrées .....	6.50
	14 cadres encadrés .....	32.50

3 fauteuils noyer, cuir .....	200.25
2 2 statues .....	27.00
13 plaques avec gravure .....	15.00
	<u>\$316.45</u>

#### Loi du Mérite agricole

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 modifiant la loi du Mérite agricole relativement aux colons soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est très beau. Ce projet de loi est excellent.

Il regrette seulement que l'on n'ait pas adopté cette mesure avant cette année, soit avant l'année des élections. Il fait l'éloge de son collègue, le député d'Yamaska (M. Élie), lauréat du Mérite agricole.

Je ne suis pas contre ces décorations, mais le premier ministre devrait payer les comptes des colons, avant de leur donner des rubans. Si le gouvernement voulait payer ces comptes en temps, nous donnerions au ministre, une belle médaille qui pourra faire comprendre au premier ministre que la colonisation est importante et que les primes aux colons doivent être payées en temps.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'aimerais mieux vos prières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand on fait des démonstrations de Mérite agricole, il me semble que l'on fait trop de politique aux banquets du Mérite agricole. Le ministre de l'Agriculture vante le premier ministre; le premier vante le ministre de l'Agriculture, puis le sous-ministre vante son chef. Ça devrait cesser, ces efforts d'imagination. Les ministres ne devraient pas se vanter les uns les autres: ils devraient profiter de ces démonstrations pour parler des héros de notre histoire, ce qui serait beaucoup plus profitable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous vantez le député d'Yamaska (M. Élie).

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de mal à vanter le Mérite. Il faut cependant beaucoup d'imagination pour vanter un ministre.

Il proteste contre les noms des ministres que l'on donne aux ponts, quand il y aurait tant de gloires du passé à honorer.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Augmentation de terrain en faveur du colon**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 26 avril 1935**

##### **Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Étude d'un régime municipal pour Montréal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 239 concernant la création d'une

commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Acquisition de terres de colonisation**

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Les résolutions sont adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault, la permission de présenter le bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Créances des compagnies d'assurance**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 modifiant la loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance.

Adopté.

#### **En comité<sup>7</sup>:**

**M. Taschereau (Bellechasse):** Cette loi a pour but de permettre l'exigibilité du montant des frais en certains cas, à la suite du paiement d'une assurance, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui a un Code de procédure?

**M. Taschereau (Bellechasse):** Le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin) vous prête son Code. J'espère que vous lui rendrez cela. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le principe du bill est excellent.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.



**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi de la pêche**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill C du Conseil législatif modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui a proposé le bill au Conseil?

**M. Côté (Bonaventure):** M. John Hall Kelly.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous êtes amis?

**M. Côté (Bonaventure):** Pourquoi pas? Nous sommes du même pays, nous sommes deux pêcheurs!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah!

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Côté (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile, article 697**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 modifiant l'article 697 du Code de procédure civile.

Adopté.

#### **En comité<sup>8</sup>:**

**M. Taschereau (Bellechasse):** Il s'agit de placer sur le même pied, au point de vue

saisissabilité, le salaire des employés civils et celui des employés ordinaires.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile, examen préalable**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve qu'on fait souvent descendre l'Orateur (l'honorable M. Bouchard) de son fauteuil. Est-ce pour le faire reposer de son discours d'hier? Le premier ministre ne nous a pas encore dit ce qu'il en pense, de ce discours.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dites ce que vous en pensez vous-même, et je donnerai mes impressions ensuite.

**M. l'Orateur** descend les marches du trône en souriant...

#### **En comité<sup>9</sup>:**

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 286*a* du Code de procédure civile tel qu'édicte par la loi 16 George V, chapitre 65, section 1, est modifié:

"*a.* en remplaçant le mot: "demanderesse", dans la sixième ligne du premier alinéa, par les mots: "qui réclame ou pour laquelle on réclame";"

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 286*a* du Code de procédure civile tel qu'édicte par la loi 16 George V, chapitre 65, section 1, est modifié:

"a. en remplaçant le mot: "demanderesse", dans la sixième ligne du premier alinéa, par les mots: "qui réclame ou pour laquelle on réclame, sujet aux dispositions de l'article 314 du Code de procédure civile";"

L'amendement est adopté

Le paragraphe a de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité<sup>10</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines; comptes en suspens: \$10,000. (Dépense totale appliquée contre le revenu des mines) - (voirie et mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** fait remarquer que ce montant représente une diminution de \$40,000 sur celui de l'an dernier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** questionne le ministre des Mines relativement à des chemins de mines construits à Duparquet, centre minier, chemins payés par le gouvernement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne au chef de l'opposition des renseignements à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces chemins ont été construits pour l'avantage des compagnies. Il est malheureux d'avoir à la tête de la province des administrateurs qui construisent aux frais de l'État des chemins qui devraient être payés par les compagnies.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La compagnie qui opère à Duparquet n'a jamais demandé ces chemins, mais ce sont les autorités municipales de La Sarre et de Palmorolle qui les ont demandés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Beatty Gold Mine jouit d'une exemption de taxes du gouvernement, et la mine Aldermac jouit d'un octroi de \$25,000 jusqu'à concurrence de \$150,000, et on lui a construit des chemins.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il n'y a eu qu'une somme de \$25,000 de versée, et il n'y a pas eu de chemins de construits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que M. H. Taschereau, ingénieur de la compagnie, est parent du premier ministre?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'il ne le croit pas.

On est allé, dit-il, chercher M. Taschereau à Ottawa, alors que les ingénieurs étaient plutôt rares.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministère des Mines a loué de M. Wilfrid Samson, fils du député de Québec-Centre, cinq étages d'un édifice, rue Saint-Augustin, au prix de \$9,900 par année. Toute la bâtisse est évaluée à \$60,000. L'association est de 5 ans.

L'édifice, d'abord construit pour une maison de rapports, a été transformé en édifice à bureaux et il a été loué irrégulièrement et illégalement, en ce sens que c'est au ministère des Travaux publics à trouver des locaux pour les employés de l'intérieur.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le loyer n'est pas trop cher, il ne faut pas oublier que ces étages sont chauffés et éclairés aux frais du propriétaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre le fait que le ministère des Mines donne les contrats au *Soleil* au lieu de les donner à *L'Événement*.

*L'Événement*, dit-il, fait tous les jours des comptes rendus éloquentes et enthousiastes des discours du ministre. En face d'un tel dévouement il n'est pas raisonnable de donner tout au *Soleil*. (Rires)

Il demande des informations sur les sommes payées à un M. Valentine dont le nom, dit-il, apparaît à presque toutes les pages des comptes publics. Il demande si c'est le même M. Valentine qui est allé en Europe recueillir des fonds électoraux chez les marchands de vin pour le compte du parti.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit qu'il ignorait même que M. Valentine était allé en Europe et qu'il ne s'occupe pas des allées et venues de ce monsieur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre sait que le député de Bellechasse, son frère et son père sont avocats du Québec... Power? Ces trois messieurs ont poursuivi au nom du Quebec Power des étudiants qui revenaient de Sainte-Anne-de-Beaupré et qui auraient causé quelques ennuis à la compagnie. Le ministre sait-il aussi que le frère et le neveu du premier ministre sont les notaires du Quebec Power?

**M. Authier (Abitibi)** signale que dans la distribution des équipes de géologues pour les provinces, le gouvernement fédéral a accordé 15 équipes de géologues à la province de Québec, 17 à la Nouvelle-Écosse, 30 en Ontario, 20 au Manitoba, 40 en Saskatchewan et 10 en Colombie-britannique.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien des chemins d'hiver, (voirie et mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin, à 10 h 45.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45<sup>11</sup>.

#### NOTES

1. 11 h 30 selon *L'Événement* du 27 avril 1935, à la page 3; 11 h 45 selon *Le Canada* du 27 avril 1935, à la page 1.

2. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

3. Voir note 2.

4. Voir note 2.

5. Allusion au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), Orateur de la Chambre.

6. Voir note 2.

7. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

8. Voir note 2.

9. Voir note 2.

10. M. A.-O. Dufresne, directeur du service des mines, accompagne le ministre des Mines (l'honorable M. Perrault). Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

11. 10 h 30, selon *L'Événement* du 27 avril 1935, à la page 8.



Séance du samedi 27 avril 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:****Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté Nicolet, construction d'un pont**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la construction d'un pont sur la rivière aux Orignaux, dans la paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté de Nicolet, sur la route no 49, et aux travaux accessoires qui s'y rapportent:

a. Combien a été dépensé à date par cette province?

b. Combien a été payé à date par cette province?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

Pour le département de la Voirie:

a. \$8,006.50.

b. \$4,921.45.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Pour le ministère de la Colonisation:

a. \$4,122.43.

b. \$4,122.43.

**Pointe à Gatineau, travaux de voirie**

**M. Guertin (Hull):** Relativement aux travaux du département de la Voirie, à Pointe à Gatineau, comté de Hull, et à la réponse apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative*, à la date du 23 avril 1935:

1. La municipalité de Pointe à Gatineau est-elle appelée à contribuer pour une part des travaux, soit de remplissage, soit de construction de quais?

2. En vertu de quelle loi, règlement ou coutume, le département de la Voirie a-t-il délégué ses pouvoirs et ses responsabilités en chargeant, de la demande de soumissions, la municipalité de Pointe à Gatineau?

3. Sur la recommandation de qui cette décision a-t-elle été prise?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

1. Le département de la Voirie a accordé à la municipalité de Pointe à Gatineau un octroi de 50 % pour les travaux en cours. L'autre 50 % sera payé soit par le gouvernement fédéral, soit par la municipalité.

2. Le département de la Voirie n'a délégué aucun pouvoir ni responsabilité. Lorsque le département de la Voirie accorde un octroi de 50 % à une municipalité, c'est cette dernière qui exécute les travaux. Elle peut les faire à la journée ou par contrat et, dans ce dernier cas, elle demande les soumissions, et l'octroi du contrat demeure sujet à l'approbation du département de la Voirie.

3. Les soumissions ont été soumises au département de la Voirie avec une résolution adoptée par le conseil de la municipalité de Pointe à Gatineau le 11 janvier 1935, qui approuvait la plus basse soumission.

**Étude d'un régime municipal pour Montréal****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'Île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est à la demande générale de la population de Montréal, explique-t-il, qu'il a présenté ce bill, et il rappelle que la commission d'étude serait composée de 10 membres dont les services seront gratuits, et elle devra faire rapport au plus tôt du résultat de son enquête.

Si vous le permettez, dit-il, nous allons référer ce bill au comité des bills publics pour permettre aux intéressés de se faire entendre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** indique qu'il est en faveur du système d'arrondissements, en vogue en Angleterre et en Écosse où le principe d'autonomie est respecté, et il est confiant que l'on prendra soin de sauvegarder l'autonomie des entités de l'Île de Montréal.

Il ne croit pas qu'une commission composée de 10 membres sera suffisante, et il préférerait que chaque municipalité intéressée soit représentée.

Les problèmes de Montréal sont nombreux, complexes à régler, et la création de cette

commission est une bonne chose, mais je me demande s'il est bon de laisser au lieutenant-gouverneur en conseil le choix des membres de cette commission, qui seront payés d'ailleurs par la Commission métropolitaine, autrement dit par Montréal et ses voisines, en raison du risque trop important de favoritisme politique.

Toutefois, il croit qu'il y a lieu d'étudier tout de suite les problèmes épineux de la métropole pour leur trouver une solution.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que le gouvernement avait longuement étudié la question avant d'étudier les termes du bill et qu'il serait toujours temps au comité des bills publics de lui apporter les modifications qui paraîtront nécessaires.

Je crois que la seule façon intelligente de procéder c'est encore de laisser le choix des commissaires au gouvernement. Toutefois, je déclare devant les journalistes que les officiers des principales municipalités intéressées de l'Île seront consultés, et on leur demandera de nous désigner les membres qui formeront partie de cette commission, et ces représentants seront acceptés par le gouvernement.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Extension des conventions collectives**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le principe de cette loi est excellent, mais la loi est très difficile à appliquer. Il faut tenir compte d'un fait, c'est que la loi ne devrait s'appliquer qu'au commerce et à l'industrie, non pas aux institutions de charité, écoles, etc., sauf lorsqu'elles entrent dans le domaine ordinaire du commerce et de l'industrie, par exemple par des constructions de bâtisses nouvelles, etc.

Le gouvernement ne devrait pas intervenir dans les affaires des institutions de charité. Il faut respecter l'autonomie des institutions religieuses et pour rien au monde amener la politique là-dedans. Selon l'un des amendements apportés cette année par le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) à la

loi primitive, la loi ne s'applique pas aux employés permanents des institutions de charité.

Ceci devrait être étendu de façon à ce que les conventions ne s'appliquent en aucun cas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition a tort de dénigrer la politique. Elle n'est pas si mauvaise, puisque le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) en fait sa carrière et une très belle carrière. Non seulement il brille dans l'opposition, mais il s'attend même à devenir chef du ministère. Si la chose arrive, il verra qu'il est nécessaire de laisser une certaine latitude au gouvernement.

Le gouvernement ne veut intervenir d'aucune façon dans l'autonomie des institutions de charité et, à cause de cela, on exemptera cette institution des obligations de la loi envers les employés permanents. Il n'en sera pas de même lorsqu'un hôpital ou ces institutions de charité auront à donner quelque entreprise par contrat. Il n'est que juste alors que le contrat collectif, en vigueur dans la région où est située l'institution de charité, s'applique aux ouvriers travaillant pour elle par contrat autant qu'aux autres ouvriers.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Traversier entre l'Île d'Orléans et Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Depuis que le pont est à se terminer...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel pont? En a-t-on parlé de ce pont-là?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois que oui. Je crois qu'on a fait maintes insinuations déjà au sujet de ce pont. Avec la construction du pont, il y aura lieu de mettre en service un bateau dont la mise en service sera moins coûteuse. Il y aurait donc des amendements au bill et je demande de référer le projet de loi au comité des bills publics<sup>1</sup>.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Salaire minimum des femmes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Adopté.

### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Il s'agit d'appliquer la loi aux femmes qui travaillent dans les restaurants. Ce bill place les femmes à l'emploi des clubs, des hôtels et des restaurants situés dans une municipalité d'au moins 5,000 habitants sur le même pied que les autres ouvrières vis-à-vis la loi et étend d'autant les pouvoirs de la commission. Les décisions de la Commission ne seront pas sujettes à révision par ordre en conseil, comme il était proposé dans l'original du bill. D'autre part, il hausse le taux des amendes prévues contre les patrons qui dérogent à la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faudrait aussi protéger l'industrie familiale, lorsque les enfants travaillent avec leurs parents dans un atelier.

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 4 de la loi du salaire minimum des femmes (Statuts refondus, 1925, chapitre 100), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 46, section 2; remplacé par la loi 22 George V, chapitre 48, section 2 et de nouveau modifié par la loi 23 George V, chapitre 39, section 1, est de nouveau modifié:

"*a.* En y ajoutant après les mots: "établissements commerciaux", dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots: "et les hôtels, clubs et restaurants situés dans les cités et villes d'une population d'au moins cinq mille âmes".

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lira désormais comme suit:

"1. L'article 4 de la loi du salaire minimum des femmes (Statuts refondus, 1925, chapitre 100), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 46, section 2; remplacé par la loi 22 George V, chapitre 48, section 2 et de nouveau modifié par la loi 23 George V, chapitre 39, section 1, est de nouveau modifié:

"*a.* En y ajoutant après les mots: "établissements commerciaux", dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots: "et aussi sur les hôtels, clubs et restaurants situés dans les cités et villes d'une population d'au moins cinq mille âmes".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe *a* de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Acquisition de terres de colonisation**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que les pouvoirs du gouvernement devraient être limités au droit d'exproprier.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Sans abroger ou restreindre les droits et pouvoirs prévus par les articles 26 et 26*a* de la loi des Terres et Forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44),

lorsque l'intérêt de la colonisation l'exige, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la Colonisation à acquérir tout territoire, soit par voie d'achat ou d'échange et, à défaut d'entente, par voie d'expropriation."

Le comité propose des amendements.

Le premier alinéa de l'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Sans abroger ou restreindre les droits et pouvoirs prévus par l'article 25 de la loi des Terres et Forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44), et par l'article 26a de ladite loi, tel qu'édicte par la loi 24 George V, chapitre 20 section 1, lorsque l'intérêt de la colonisation l'exige, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la Colonisation à acquérir tout territoire, soit par voie d'achat ou d'échange et, à défaut d'entente, par voie d'expropriation."

Les amendements sont adoptés.

Le premier alinéa de l'article 2 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Dans le cas où les limites ou concessions forestières offertes par la couronne, à titre d'indemnité, sont, dans l'opinion des arbitres, insuffisantes pour compenser équitablement la partie expropriée pour la perte du terrain réclamé ainsi que pour tous les dommages, le tribunal d'arbitrage peut requérir le ministre d'offrir une étendue supplémentaire de territoire aux fins de permettre aux arbitres de fixer l'indemnité définitive."

Le comité propose de supprimer l'article 9.

L'amendement est adopté.

L'article est retiré.

Les articles 10 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"[[17. Le ministre doit faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil de toute sentence arbitrale rendue sous l'autorité de la présente loi, et les dépenses encourues par la mise à exécution de ladite loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu de la province sur le certificat du ministre de la Colonisation.]]"

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"[[17. Le ministre doit faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil de toute sentence arbitrale rendue sous l'autorité de la présente loi, et les dépenses encourues par la mise à exécution de ladite loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu de la province sur le certificat du ministre de la Colonisation. Ces dépenses ne devront pas excéder cinquante mille dollars par année.]]"

L'amendement est adopté.

L'article 17 ainsi amendé est adopté.

Les articles 18 et 19 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement du tourisme, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous dépensons annuellement \$150,000 environ pour annoncer notre province à l'étranger surtout, aux États-Unis, en Ontario, enfin partout où il peut y avoir des touristes pour la province. Cette publicité intelligente nous rapporte chaque année des millions que laissent un peu partout les touristes qui viennent et reviennent chaque année visiter la seule province française du continent nord-américain. Cet item comprend aussi l'impression de la carte routière de la province.

Il signale qu'il demande \$50,000 de plus que l'année dernière pour encourager le tourisme et le développer, parce que le tourisme constitue une de nos plus belles sources de revenus.

La résolution est adoptée.



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois sur division, une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à midi.

Adopté.

La séance est levée.

---

**NOTES**

1. *Le Soleil* et *La Presse* dans leur édition du 29 avril 1935, respectivement aux pages 5 et 9, écrivent "comité des bills privés". Toutefois, le procès-verbal indique que le bill a effectivement été renvoyé au comité des bills publics.

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. Voir note 2.



## Première séance du mardi 30 avril 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 12 h 15<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier;
- bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.

Et, avec un amendement, le bill suivant:

- bill 36 concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill B modifiant l'article 115 de la loi des tribunaux judiciaires;

**Loi des tribunaux judiciaires,  
article 115**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que le bill B du Conseil législatif modifiant l'article 115 de la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

**Loyers,  
province de Québec et  
Commission des liqueurs**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. À combien se chiffre le total des loyers ou prix de location payés ou payables par la province:

- a. Du 1<sup>er</sup> janvier 1930 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement;
- b. Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- c. Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- d. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- e. Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- f. Du 1<sup>er</sup> janvier 1935 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1935 inclusivement?

2. À combien se chiffre le total des loyers ou prix de location, payés ou payables par la Commission des liqueurs de Québec:

- a. Du 1<sup>er</sup> janvier 1930 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- b. Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- c. Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- d. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- e. Du 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- f. Du 1<sup>er</sup> janvier 1935 inclusivement jusqu'au 29 mars 1935 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. a. \$60,891.29.

- b. \$ 73,727.73.
  - c. \$ 86,411.26.
  - d. \$ 91,678.01.
  - e. \$ 92,493.43.
  - f. \$ 23,958.87.
2. a. \$180,055.05.
  - b. \$183,782.73.
  - c. \$185,427.81.
  - d. \$168,805.20.
  - e. \$154,842.23.
  - f. \$ 35,721.79.

### Frais de voyage, gouvernement du Québec

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. À combien se chiffre le total des dépenses de voyage payées ou payables par la province, quant aux ministres du gouvernement provincial, aux sous-ministres ou à tous employés de la province:

- a. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- b. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- c. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement?
- d. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1935 inclusivement jusqu'au 29 mars 1935 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. a. \$1,197,261.41.  
b. \$1,097,199.22.  
c. \$1,201,226.93.  
d. \$ 227,565.72.

### Dépôt de documents:

#### Correspondance aux sociétés de colonisation, districts de Québec, Trois-Rivières, Montréal

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 avril 1935, pour copies dûment certifiées des lettres envoyées par le département de la Colonisation de la province ou par aucun de ses officiers ou employés, aux sociétés diocésaines de colonisation ou aux sociétés de colonisation exerçant leurs fonctions dans les districts de Québec, Trois-Rivières et Montréal, depuis le 31 mars 1935 jusqu'au 8 avril de la même année. (Document de la session no 145)

#### Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Que dans la loi de la taxe sur les transferts des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1925, chapitre 27) le mot "valeur mobilière" signifie et comprend:

a. Toute action de capital-action ou d'actions-obligations ou tout bon ou toute obligation, émis par toute association, compagnie, corporation ou tout gouvernement étranger;

b. Toute part de tout intérêt indivis dans un groupement de valeurs mobilières, tel que mentionné à l'alinéa a précédant, possédée en fidéicommiss ou en propriété par une personne, société ou corporation, ou de tout intérêt participant dans l'opération ou les profits de toute association, compagnie ou corporation, telle action faisant preuve par un certificat ou tout autre document créant titre.

2. Que pour subvenir aux besoins du service public, il sera prélevé, imposé et perçu conformément aux règles ci-après exposées et à celles adoptées en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une taxe:

a. Sur toute mutation de la propriété d'une valeur mobilière à la suite d'une vente, d'un transfert ou d'une cession de ladite valeur mobilière, fait dans cette province ou mis à effet dans la province;

b. Sur toute commande donnée dans la province, pour la vente, transfert ou cession d'une valeur mobilière, lorsque cette commande devra être exécutée hors de la province;

c. Sur toute délivrance, dans cette province d'une valeur mobilière, payable ou transférable au porteur, lorsque la vente, le transfert ou la cession de cette valeur a eu lieu en dehors de la province;

d. Sur tout paiement fait dans cette province, à la suite de la vente, transfert ou la cession qui a eu lieu en dehors de la province;

e. Sur toute conversion dans la province d'une valeur mobilière en une autre qui est payable ou négociable au porteur;

f. Sur tout transfert ou délivrance de valeurs mobilières dans la province, effectué pour annulation ou échange, pourvu que ce paragraphe f ne s'applique pas lorsqu'un échange de valeurs mobilières émises par une compagnie est fait avec d'autres valeurs mobilières émises par la même compagnie au même détenteur et que seulement une des dispositions contenues dans les sous-paragraphe a, b, c, d et f de la présente résolution s'applique dans cette province à la même transaction en valeurs mobilières.

3. Que cette taxe sera imposée et perçue comme suit:

a. Trois centins par chaque cent dollars ou fraction de cent dollars, de valeur au pair d'un bon, d'une obligation ou action-obligation;

b. Cinq centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant cent cinquante dollars par action;

c. Quatre centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant soixante-quinze dollars par action, mais ne dépassant pas cent cinquante dollars par action;

d. Trois centins sur chaque action vendue ou transférée à un prix excédant cinquante dollars par action, mais ne dépassant pas soixante-quinze dollars par action;

e. Deux centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant vingt-cinq dollars par action, mais ne dépassant pas cinquante dollars par action;

f. Un centin sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant cinq dollars par action, mais ne dépassant pas vingt-cinq dollars par action;

g. Un quart de un centin sur toute action vendue ou transférée à un prix de un dollar à cinq dollars par action, mais ne dépassant pas cinq dollars par action;

h. Un dixième d'un pour cent de la valeur des actions vendues ou transférées à un prix inférieur à un dollar par action.

4. Que, sauf tel que ci-après prévu, si une mutation de propriété d'une action a lieu, autrement que par suite d'une vente, cette mutation de propriété sera sujette à la taxe imposée par la résolution qui précède, calculée sur la base du prix courant du marché de l'action susdite.

5. Que, dans tous les cas où le prix courant du marché n'aura pas été établi par des ventes récentes, ou lorsqu'il sera difficile de déterminer la valeur des actions, le trésorier de la province pourra fixer un prix qui sera le prix sur lequel la taxe doit être payée.

6. Que dans les résolutions 3, 4 et 5, le mot "action" s'appliquera à la part de tout intérêt indivis et à la part de tout intérêt participant, tel que mentionné dans le sous-paragraphe b de la résolution 1 ci-dessus, et que, s'il s'agit de transactions sur fractions d'actions, la taxe s'appliquera au *pro rata* conformément au taux exigible pour les actions dans leur entier.

7. Que la taxe imposée par la résolution 2 ci-dessus sera payable:

a. Dans tous les cas visés par les paragraphes a, b et f, de ladite résolution, par la personne qui vend, transporte ou cède;

b. Dans tous les cas visés par le paragraphe c de ladite résolution, par la personne à laquelle la délivrance est faite;

c. Dans tous les cas visés par le paragraphe d de ladite résolution par la personne qui effectue tel paiement;

d. Dans tous les cas visés par le paragraphe e de ladite résolution, par la personne qui demande telle conversion.

8. Que ne seront pas sujets à la taxe imposée par les présentes résolutions:

a. La répartition par toute association, compagnie ou corporation, de ses actions, dans le but d'en effectuer la première émission, à une ou à plusieurs personnes, désignées dans ses procès-verbaux de délibération, mais non au titulaire ou à l'agent du bénéficiaire indiqué;

b. La cession du droit de recevoir, lorsqu'elles seront émises, les actions non réparties de toute association, compagnie ou corporation;

c. La première mutation de propriété résultant de la vente, du transfert ou de la cession d'un bon, d'une obligation ou part d'action-obligation, fait par une association, une compagnie ou corporation, soit directement, soit par un agent autorisé;

d. Le transfert ou la cession d'une action ou action-obligation effectué *bona fide* pour garantir un prêt, pourvu que, si le prêteur devient propriétaire absolu de cette action ou action-obligation, la taxe sur ce transfert ou cette cession soit exigible de l'emprunteur, ce dernier étant alors le cédant, perçue par le prêteur agissant dans ce cas, comme agent du bureau du revenu, rapportée mensuellement par ce dernier, conformément à la loi qui accompagne les présentes résolutions et aux règlements adoptés en vertu d'icelle, et alors remise au trésorier de la province;

e. Le transfert ou la cession subséquente par le prêteur à l'emprunteur de la même action ou action-obligation transférée ou cédée par ce dernier au premier pour la garantie d'un prêt, pourvu que le prêteur ne soit pas devenu le propriétaire absolu de la valeur mobilière;

f. La transmission par décès, d'une valeur mobilière.

9. Que le mot "répartition" devra être interprété comme signifiant la première entrée faite dans le livre d'une association, compagnie ou corporation, enregistrant la propriété de ses actions.

10. Que lorsqu'il sera démontré, à la satisfaction du trésorier de la province, qu'une mutation de propriété par suite de la vente, du

transfert ou de la cession d'une valeur mobilière ou de toute autre opération mentionnée à la résolution 2 ci-dessus, est assujettie à une taxe imposée en dehors de la province, et aussi sujette à une taxe semblable, en vertu des lois de cette province, il pourra alors, pour la taxe ainsi payée, accorder une réduction des droits payables dans cette province, en ce qui concerne la même valeur mobilière; que cette réduction ne pourra être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a étendu lesdites dispositions à cette juridiction extérieure, à la suite d'une entente à l'effet que semblable procédé sera employé à l'égard de cette province par la juridiction extérieure; et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi amender ou révoquer tout ordre en conseil, décrété sous l'autorité desdites dispositions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que je vais payer la taxe si je dépose des obligations en banque comme garantie collatérale?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Non, parce qu'il n'y a pas transfert dans ce cas: il y a seulement dépôt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est peut-être pas l'intention du gouvernement, mais d'après le texte, il pourra faire payer la taxe en ce cas. Le bill impose la taxe de transfert sur les valeurs données en garanties collatérales. Ainsi, un individu donne \$50,000 de débentures à une banque, comme garantie collatérale. En vertu du bill, ces valeurs seront taxées lors de ce transfert à la banque.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Telle n'est pas l'intention du gouvernement, et au surplus, dans le cas présent, il n'y a pas changement de propriété. Or la taxe ne s'applique qu'aux changements de propriété des valeurs mobilières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Précisément, ce transfert à la banque dit quelles valeurs sont payables à la banque, de façon conditionnelle, et la taxe s'applique. En plus, lorsque la banque remettra ces valeurs de garantie collatérale au déposant en garantie, il y aura la taxe à payer de nouveau. Si l'on ne change pas le texte des résolutions, la taxe s'appliquera deux fois. En plus, la taxe en vertu du bill sera payable en cas de saisie, lorsque dans les biens saisis, il y aura des valeurs mobilières.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous savez bien que ça n'a pas de bon sens. D'après

vos théories, quelqu'un qui donne une garantie à la banque paierait deux fois: en déposant sa garantie et, en la retirant. Vous ne pouvez pas considérer le fait de donner quelque chose en garantie comme un transfert. Il n'y a pas de danger que cela se fasse, car il ne s'agit pas de transfert, mais simplement de gages ou de garanties. La loi est en application en Ontario et donne de bons résultats.

**M. Béique (Chambly)** cite le cas d'homme voulant emprunter et offrant comme garantie collatérale quelques actions. Il veut savoir si la taxe s'appliquera dans un tel cas.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond par la négative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill a été réimprimé: si le gouvernement rédigeait ses bills dans leur forme définitive la session serait moins longue. D'ailleurs, tous les grands bills du gouvernement l'ont été cette année.

Il se plaint du fait que le gouvernement ne s'applique pas plus au moment de la préparation de ses législations. On le voit, dit-il, par le fait que certains bills du gouvernement ont été présentés pour plus tard être réimprimés une ou deux fois, et ce, bien que la session se soit étendue du 8 janvier au 30 avril, avec au moins deux autres semaines de travail.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami ne devrait pas nous faire ce reproche: ce n'est pas juste, les bills sont préparés par les avocats du gouvernement.

Lorsque nous faisons imprimer un bill important, la chose est inévitable, car ces mesures sont étudiées par les corps publics, des gens intéressés qui suggèrent des amendements, nous font des représentations, et parfois, elles sont justes et fondées. Alors, nous corrigeons le bill, comme c'est notre droit. Nous sommes des humains: nous n'atteignons pas toujours la perfection du premier coup.

Il convient d'étudier les lois à fond. Nous avons une législation très importante cette session-ci. Il vaut sûrement mieux réimprimer le bill que de le présenter tel quel et suggérer des amendements souvent indigestes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a reproché à l'opposition de discuter trop longuement les bills du gouvernement. Lorsque le premier ministre a fait cette déclaration, la veille de Pâques, le gros de la législation du gouvernement

n'avait pas été encore présenté. Le gouvernement n'a soumis ses lois les plus importantes qu'au retour des vacances de Pâques. Depuis lors, le gouvernement a présenté une douzaine de bills nouveaux très importants. Le débat sur le bill Vautrin pour les \$10,000,000 de colonisation a duré en tout sept heures, dont trois, ont été prises entièrement par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) qui refusait de répondre aux questions les plus claires.

Mais, avant les vacances, profitant du fait que les règlements ne me permettaient pas de répondre, le premier ministre m'a attaqué en disant que je faisais de l'obstruction. Le premier ministre croyait qu'en reprochant à l'opposition de critiquer longuement, celle-ci laisserait passer à la vapeur et sans les discuter les gros bills du gouvernement et ses crédits. Il s'est trompé. Je tiens à répéter aujourd'hui que nous allons étudier toutes les lois, de A à Z, tous les crédits jusqu'au dernier centin, comme c'est notre devoir.

Depuis le 22 janvier, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a inscrit son bill sur les hypothèques inopérantes. Or, le bill n'a pas encore été présenté à la Chambre. Le gouvernement n'a présenté sa grosse législation que trois mois après l'ouverture de la session, ce qui signifie qu'il n'était pas prêt et qu'il a perdu au moins deux mois du temps de la session, par sa faute. Si la session dure, c'est la faute du gouvernement.

Il s'informe auprès du trésorier provincial s'il y a eu des réductions de taxes qui ont été accordées.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** croit que deux ou trois remises ont pu être accordées, mais il promet d'obtenir une information définitive pendant la saison morte.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 30 avril 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>3</sup>:

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>4</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Y a-t-il des changements dans la taxe?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il y a certains changements d'importance secondaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer que l'on augmente la taxe existante de 30 % à 40 % sur les montants de \$50 et plus. Par contre, dit-il, on affecte d'accorder une réduction de 50 %, mais cette réduction ne s'applique qu'aux valeurs mobilières existantes, ce qui fait un beau geste en apparence mais ne correspondant à rien, en fait.

Plutôt que d'augmenter les taxes, le trésorier provincial ne croit-il pas que ce serait mieux de les baisser? Le trésorier devrait pratiquer des économies. Ce serait facile. Il y a une quantité de fonctionnaires qui retirent trois ou quatre salaires: il y aurait de l'économie à faire de ce côté. Eh! Puis, il y a trop de commissions contrôlant plusieurs domaines, sans que les représentants du peuple puissent les surveiller, dont le but avoué est de récompenser des partisans politiques.

Nous avons déjà 20 commissions, au moins, dont la plupart font double emploi avec des ministères et dont on se sert pour payer des salaires fabuleux et injustifiables aux amis. J'en profite pour dire que la Commission des liqueurs n'a pas besoin de trois commissaires à grands frais: un bon gérant suffirait. Certaines commissions gaspillent pratiquement \$100,000 par an. Aucune autre province ne possède autant de commissions inutiles et dispendieuses que Québec.

Nous avons un agent commercial à Londres, en Angleterre, uniquement pour les réceptions officielles, et qui ne fait rien d'utile pour la province. Il occupe un bureau dans l'édifice de la Sun Life, au coût de \$7,000 par année. La Sun Life est une des compagnies dont le premier ministre est directeur.

À part ces dépenses injustifiables, il y a trop de dépenses de voyages, des ministres et sous-ministres et autres fonctionnaires. Ces derniers dépensent une somme de \$1,200,000 par année. Ça n'a aucun sens commun.

On dépense aussi en location d'édifices publics la somme de \$80,000 par année, sans compter \$180,000 de location des magasins de liqueurs.

On gaspille aussi l'argent public en accordant des contrats, sans demander les soumissions. Lesdits entrepreneurs ne font de soumissions que pour les exigences électorales.

On gaspille également lorsqu'on donne sans soumissions les contrats d'impressions, dont \$315,000 par année au *Soleil*, et des milliers et des milliers de dollars à *La Tribune*, de M. Jacob Nicol. *La Tribune*, à qui on a laissé imprimer pour \$83,000 de billets de loterie, sans que le procureur général inquiétât ce journal, tant que le journal n'a pas été payé. C'est dans le local de ce journal que le gouvernement a loué une pièce pour le service d'hygiène, comme si l'hygiène pouvait s'accommoder de *La Tribune*.

On pourrait aussi réduire le nombre de commissaires des eaux courantes.

En fait, les dépenses d'administration de la province ont augmenté de 155 % depuis 1922. Le gouvernement qui a des employés supposés compétents et qu'il paie comme tels, les laisse de côté cependant pour payer de gros cachets, par exemple, à des avocats experts qui sont toujours des experts budgétivores. C'est ainsi qu'un arpenteur expert a coûté à la Voirie \$130,000 en quatre ans.

Ensuite tout est taxé: les paratonnerres, les repas, les donations, les droits sur les successions, les contrats de mariage, la gazoline, les documents légaux, même les morts.

En 1932, le gouvernement a imposé de nouvelles taxes pour \$4,500,000, ce qui a été dans la suite le coût du pont de l'Île d'Orléans. Le gouvernement ne devrait pas oublier que les \$38,000,000 de revenus qu'il perçoit sont le produit des taxes.

Le gouvernement ne devrait pas abuser des commissions dont il use pour placer ses amis. C'est ainsi que, pour faire des changements ministériels récents, le gouvernement a placé un conseiller

législatif à la Commission des liqueurs. Ce conseiller a été remplacé par M. Laferté qu'on remplaçait comme ministre. M. Laferté succédait à M. Nicol que l'on a nommé ministre pour le récompenser de son sacrifice.

M. Nicol aurait pu tout de même être plus généreux, car avec *Le Soleil* et *La Tribune*, il détient une bonne partie du portefeuille de la province.

Le gouvernement masque la vraie situation de la province par une comptabilité fausse: on perçoit les revenus avant leur échéance normale, on fausse les estimés budgétaires, notamment celui de la Justice, car on y soustrait le produit de la vente des timbres avant leur vente et par anticipation.

J'affirme et je défie qui que ce soit de le nier, que si les estimés budgétaires avaient été calculés comme ils l'étaient il y a trois ans, il y aurait un budget beaucoup plus élevé et au lieu d'économies fictives, une augmentation considérable de dépenses. Nous ne voulons pas de cette économie qui serait mesquine, mais nous voulons faire cesser le gaspillage, faire cesser les extravagances. Québec est la seule province qui a augmenté ses dépenses de façon aussi considérable. Le gouvernement devrait réduire le nombre et l'importance des taxes qui servent à rémunérer un tas de gens qui ne font rien.

Au nom de l'opposition, je proteste contre ces nouvelles taxes. Je proteste contre la taxe sur les transferts et je protesterai contre toutes les taxes que le gouvernement veut imposer.

**M. le président:** Adopté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Non. Est-ce que le trésorier veut économiser sur ses paroles?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Ce n'est pas par plaisir que nous taxons. Nous avons à faire face à de grandes dépenses, et l'argent ne nous tombe pas du ciel, nous non plus.

C'est dans la province de Québec que les commissions sont moins nombreuses et coûtent le moins cher, et c'est chez nous où on pratique l'économie administrative sur une plus haute échelle. En dépit de nombreuses demandes, la province a fait de grosses économies depuis quatre ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le contraire qui est vrai. Ça fait trop longtemps que le gouvernement entretient cette légende que les dépenses ont augmenté. Le gouvernement ne prépare pas son budget d'après ses revenus, mais seulement d'après ses dépenses.



**M. le président:** Adopté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande l'exemption de la taxe pour les dons faits aux hôpitaux, aux œuvres de charité, etc. Il dit que des exemptions de taxes ont été accordées à la Montreal Advertising, à une compagnie qui compte deux amis, de l'ancien député de Jacques-Cartier, aujourd'hui conseiller législatif, à la Quebec Preserving dont un conseiller législatif était président, à la Elias Rogers, avec effet rétroactif de 16 à 19 ans, après même la condamnation à l'amende prononcée contre cette compagnie.

Bien plus, affirme-t-il, non seulement le gouvernement a accordé une exemption aux Dominion Stores, en vertu de la taxe sur les corporations, sur le capital placé, mais aussi une réduction de 33 % à 38 % sur les taxes dues par les Dominion Stores.

Le comité étudie la résolution 5 qui se lit ainsi;

5. Que, dans tous les cas où le prix courant du marché n'aura pas été établi par des ventes récentes, ou lorsqu'il sera difficile de déterminer la valeur des actions, le trésorier de la province pourra fixer un prix qui sera le prix sur lequel la taxe doit être payée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment peut-on donner au trésorier un tel pouvoir alors qu'il a été démontré qu'il y a de la discrimination dans l'application de la loi de la taxe sur les corporations, comme dans le cas de la réduction consentie à Dominion Stores?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La loi de la taxe sur les corporations, tout en prévoyant une taxe d'un dixième de 1 % sur le capital, permet des réductions aux compagnies pour faire en sorte qu'on ne taxe pas tout le capital, mais seulement la portion investie dans la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit peut-être de la déduction concernant la taxe d'un dixième de 1 % sur le capital, mais il est certain qu'il n'y a aucune disposition accordant une réduction de taxe aux magasins de Dominion Stores.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** admet qu'aucune disposition de ce genre n'existe dans la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que dirait le trésorier si j'arrivais à prouver que le gouvernement a accordé une réduction de taxes à Dominion Stores?

Pourrait-il dire s'il est vrai que le gouvernement a réduit les taxes des Dominion Stores de 33 à 38 %<sup>5</sup>?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** C'est facile de dire. Ce n'est pas vrai. Le gouvernement n'a pas accordé une telle réduction, car la loi ne lui permet pas. Il y a une disposition concernant la réduction de la taxe sur le capital, mais pas sur les établissements commerciaux. Vous ne pouvez fournir aucune preuve.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est fait.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Non, cela n'a pas été fait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et si je le prouvais?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Prouvez-le!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Allez-vous démissionner si je réussis?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il le faudra bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'en demande pas tant que cela. Nous ne voulons pas que le trésorier résigne, car il nous est trop utile. Je lui demanderai simplement de réduire les taxes. Nous allons faire un marché: si je réussis, le trésorier provincial exemptera de la taxe les dons qui sont faits à des institutions de charité ou bien les dons d'un père à sa famille.

Il parle de M. Nicol, leader du gouvernement au Conseil législatif.

Je comprends que lorsque le trésorier prie le leader du Conseil d'accepter des contrats, le leader refuse. Le trésorier est obligé de le supplier. Le leader du Conseil va bien faire des rencontres à Granby et ailleurs pour le compte du gouvernement, mais il n'accepte pas de contrats pour *Le Soleil* dont il est le principal intéressé.

Il revient au dossier des Dominion Stores.

J'ai ici des documents, ce sont des réponses données à des questions de la Chambre par le trésorier provincial, il y a quelques semaines.

Il les cite pour montrer, premièrement, que pour l'année financière 1935, le département a accordé à Dominion Stores une réduction de la taxe sur le capital qui ramena le montant dû à \$1,400 et, deuxièmement, que 90 magasins de la compagnie ont dû payer \$30, alors que 69 autres ont dû payer \$15, par année pour un total de \$2,970. Il y a donc eu une réduction de taxes pour ces établissements. D'après les chiffres, il apparaît que les Dominion Stores ont bénéficié d'une réduction de \$1,100, en 1932.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il n'y a pas eu un sou de réduction, je le répète. Nous n'avons pas le droit de diminuer ces taxes et nous ne les avons pas diminuées.

Si c'est le cas, ce doit être en raison de la fermeture de certains magasins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une réduction de \$1,100 à \$30 par magasin impliquerait la fermeture de 30 d'entre eux, ou le double à \$15 chacun par année. Cette hypothèse tient difficilement la route.

Si les documents sont corrects, et ils sont certifiés, alors les affirmations du trésor sont contraires aux faits.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** examine les documents et insiste pour dire que les réductions ne concernent pas les taxes des établissements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Soit les chiffres que me donne le trésorier sont incorrects, soit le gouvernement m'a remis de faux documents.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je verrai l'ordre en conseil, car je sais qu'aucun ordre en conseil n'a été adopté en vue de modifier les taux s'appliquant aux établissements. Il doit y avoir une erreur cléricale quelque part dans la transcription.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Quoi qu'il en soit, on m'a donné une mauvaise information. À la séance du matin, le ministre a dit que les courtiers qui perçoivent la taxe sur les transferts de titres recevaient une commission de 2 %. À la séance de l'après-midi, il a dit qu'ils n'avaient pas de commission. Il pourrait être dangereux de laisser le trésorier évaluer des stocks, car il pourrait changer d'idée.

Le débat se poursuit sur le bill lui-même, qui prévoit une augmentation des taxes.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** explique que les augmentations portent sur les actions dont la valeur est basse, ce qui placera Québec sur un pied d'égalité avec l'Ontario, puisqu'il y a des compagnies ici dont les actions sont basses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les réductions s'appliquent sur des catégories d'actions qui n'existent pas, ou presque pas. Mais, en ce qui regarde les éléments taxables, les augmentations sont extrêmement importantes. Par exemple, le fait qu'on a haussé de deux à trois cents le taux sur les actions ou débentures vendues à \$100. Il s'agit d'une augmentation de 50 % qui s'appliquera sur plusieurs stocks et débentures. Pour la tranche suivante, la taxe est de cinq cents pour chaque action vendue à \$150. L'accroissement est ici encore plus important. C'est la même chose en ce qui concerne toutes les tranches sur lesquelles la loi s'applique. Fixer une taxe d'un dixième de 1 % sur les actions de moins de \$1 ne veut rien dire.

**M. Barré (Rouville) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** participent au débat.

**M. Fisher (Huntingdon)** dit qu'on l'a informé qu'en certains cas, il y avait double taxation, une en Québec et une en Ontario.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** attire l'attention sur la clause permettant de conclure des ententes réciproques entre Québec et toute autre province qui y consentira. Cela permettra d'appliquer une seule fois la taxe sur les transferts.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois et une deuxième fois sur division.

### Loi des tribunaux judiciaires, article 115

**M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif modifiant l'article 115 de la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Assistance aux mères nécessiteuses**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin): Que, vu la recommandation de la Commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses;

Vu l'approbation donnée en principe par la Législature à sa séance du 31 janvier 1934;

Cette Chambre invite le gouvernement à instituer ce régime au plus tôt et à présenter dès cette session la législation nécessaire.

Ce système d'assistance a été recommandé par la Commission des assurances sociales. En 1934, à la suite du débat sur cette question, *Le Soleil* disait que le gouvernement avait adopté le principe de l'assistance aux mères nécessiteuses.

Le système s'impose. Contrairement à l'idée exprimée par le secrétaire provincial (l'honorable M. David) l'an dernier, on ne doit pas attendre le retour de la situation normale. Cette mesure devrait être instituée tout de suite, pendant cette période de chômage, et non attendre le retour à la prospérité, afin de remédier à la misère consécutive au chômage. Il s'agit de permettre aux mères de familles de rester à leurs foyers pour avoir soin de leurs enfants.

Ces femmes ne seraient plus obligées de gagner leur vie, ce qui ferait de la place pour les chômeurs masculins, qui pourraient vivre sans être pensionnaires de l'État. Avec les allocations aux mères nécessiteuses, on permettrait à celles-ci de demeurer au foyer. Conséquemment, un plus grand nombre d'hommes aurait du travail et les gouvernements distribueraient moins de secours directs. Actuellement, les gouvernements fédéral, provincial et municipal distribuent de fortes sommes en secours. Je sou mets donc que la motion que j'ai l'honneur de présenter devrait être adoptée tout de suite.

**M. Bergeron (Matane)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Possesseurs de moutons**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 modifiant la loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, les municipalités ont le droit de faire un règlement pour percevoir une taxe sur les chiens, et les produits de cette taxe vont à la protection des moutons.

Cette taxe sert à indemniser les possesseurs de moutons qui ont été dévorés par les chiens: l'élevage du mouton a été retardé dans certains comtés, et il est disparu dans d'autres comtés parce que les chiens détruisaient presque des troupeaux entiers.

Mais pour que le conseil passe ce règlement, il faut une requête présentée par 25 citoyens: nous voulons réduire ce nombre à 20. Le conseil devra accéder à leur demande. De plus, je demande que ce règlement reste en vigueur cinq ans au lieu de 12 mois.

Il arrive aussi que certaines municipalités refusent d'accorder la requête. Dans ce cas, nous voudrions que la municipalité paye à même ses revenus, si elle ne veut pas imposer la taxe sur les chiens.

**M. Barré (Rouville)** déclare qu'il a été éleveur de moutons. Il croit qu'il s'agit d'une bonne mesure: un chien peut tuer plusieurs moutons en une seule nuit avant d'être capturé.

Une loi générale serait préférable à une autre de nature plus locale. Il faudrait, déclare-t-il, voir à passer des règlements uniformes lorsqu'il y a, par exemple une municipalité de village et une municipalité de ville.

**M. Lamoureux (Iberville):** La loi telle qu'amendée est excellente. L'élevage du mouton est une chose importante pour les cultivateurs. Il faut prendre tous les moyens pour les protéger.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>6</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but de ce bill est excellent, mais je trouve qu'on va loin. On force le conseil à passer un règlement pour imposer une taxe. Ne place-t-il pas l'autorité municipale entre les mains de 20 personnes? Je me demande si le meilleur moyen ne serait pas de faciliter la preuve, lorsqu'un cultivateur veut prouver que ses moutons ont été épargnés par des chiens.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous commençons par ce bill, mais c'est pour préparer les esprits, car nous voulons rendre la loi plus sévère. Depuis 10 ans, l'élevage des moutons a considérablement diminué à cause des ravages causés par les chiens. Or, l'élevage des moutons est très rémunérateur pour les cultivateurs.

L'élevage des chiens ne rapporte rien, et si le propriétaire ne veut pas payer la taxe, il peut se défaire de l'animal. À cause précisément des dégâts causés par les chiens, il existe de nombreuses paroisses, et même des comtés, où l'élevage des moutons a été presque abandonné: c'est pour cela que nous baissions à 20 le nombre des cultivateurs requis pour présenter une requête. Quant à la preuve, il me semble que ce serait difficile de créer une présomption contre le propriétaire du chien. Souvent le cultivateur n'a pas connaissance du dégât.

Pour ma part, je ne suis pas de l'avis du chef de l'opposition et je suis disposé à rendre cette loi encore plus sévère. C'est le seul moyen de protéger nos troupeaux de moutons.

**M. Barré (Rouville):** Il n'y a aucun moyen de retracer les chiens qui ont fait mourir les moutons. Il n'y a qu'une chose à faire: cesser l'élevage du mouton. Avec la taxe, il y a des gens qui ne garderont qu'un chien, tandis qu'autrement ils en gardent deux.

Mon expérience pratique me dit qu'il y a plus de danger avec deux chiens; souvent, un chien tout seul n'y penserait pas.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession Joseph Éthier**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Actes et règlements  
de Sainte-Thérèse**

**M. Bastien (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bastien (Berthier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 30 avril 1935****Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Taxe sur les transferts  
de valeurs mobilières**

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre adopte les résolutions.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Bergeron, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Dillon, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Phaneuf, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, 23.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Sauvé, 7.

Ainsi, la proposition est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission municipale de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre s'oppose à l'adoption du bill 246, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec":

*a.* Parce que ce projet de loi consacre le principe d'accorder aux membres de la Commission municipale, quelles que soient leurs convictions religieuses, le pouvoir d'administrer les commissions scolaires et de substituer leurs décisions à celles de l'autorité compétente en matière d'éducation, particulièrement - et sans restriction aucune - quant au choix des instituteurs et des institutrices;

*b.* Parce que la Commission municipale et le gouvernement actuel de la province n'offrent aucune garantie d'impartialité et de compétence en matière municipale ou scolaire;

*c.* Parce qu'il est injuste et injurieux d'assujettir tous les maires, tous les conseillers municipaux, tous les échevins et tous les commissaires ou syndics d'écoles, qui forment plusieurs milliers de représentants du peuple, à la dictature d'un corps composé de deux ou trois personnes qui dépendent du gouvernement de la province;

*d.* Parce que ce projet de loi s'attaque au droit des contribuables-propriétaires d'être consultés par referendum relativement aux dépenses municipales qui grèvent leurs propriétés et y substitue la dictature de la Commission municipale;

*e.* Parce que, au lieu de faire disparaître le système des consultations populaires qui suscitent l'intérêt du public, il est préférable d'encourager et de favoriser la pratique du referendum, qui offre d'incomparables avantages;

*f.* Parce que ce projet de loi permet au gouvernement d'exercer une influence politique et électorale, relativement aux entreprises ou travaux municipaux ou scolaires.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** s'oppose à l'adoption de la loi, sous prétexte que la Commission municipale est une sorte de dictature qui pèse sur nos municipalités et s'arroe des pouvoirs qui appartiennent aux officiers de la municipalité eux-mêmes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission municipale, instituée en 1932, exerce des pouvoirs dictatoriaux sur les municipalités et les corporations scolaires. Dans ce dernier cas, cet arbitraire est d'autant plus dangereux que rien dans la loi ne qualifie la Commission pour les fins scolaires. La Commission, dans les municipalités en défaut, engage les institutrices, décrète leur paiement, peut les renvoyer, enfin exerce les pouvoirs de la commission scolaire. Or un catholique peut diriger les commissions scolaires protestantes, et un protestant peut s'ingérer dans les affaires des commissions catholiques.

La Commission municipale est, en plus, la violation de l'autonomie municipale, et c'est un grave danger à la bonne administration municipale. Car le plus sûr garant d'une bonne régie municipale, c'est l'intérêt des électeurs à la chose publique de la municipalité. Plus on enlève les droits aux électeurs

municipaux, plus ils se désintéressent de la chose municipale. Le meilleur moyen de favoriser l'intérêt public, en matière municipale, c'est de favoriser les référendums. Ainsi tous les emprunts devraient être du ressort exclusif des électeurs, par mode de referendum.

Or, depuis plusieurs années, le gouvernement a autorisé une foule d'emprunts, sans le recours au référendum qui eût été peut-être hostile. La meilleure protection pour la municipalité, c'est d'avoir recours au civisme de ses contribuables. Aucun emprunt ne devrait être contracté sans l'assentiment d'au moins la moitié des électeurs inscrits.

La Commission, c'est en outre la proclamation officielle par le gouvernement que trois messieurs nommés commissaires, ont plus de jugement, offrent plus de garanties d'honnêteté et de compétence que les milliers d'administrateurs municipaux de la province. Il ne faut pas, non plus, laisser la population sous l'impression que les maires et les échevins ou conseillers ne sont pas capables d'administrer les affaires et qu'il faut tout faire contrôler par une commission. Sans compter que la Commission municipale coûte cher aux contribuables. L'an dernier, on avait déjà augmenté les pouvoirs des commissaires; cette fois on va plus loin.

Il met en relief la clause qui prévoit que toute entente conclue par une corporation municipale qui affecte son crédit doit, pour engager cette corporation, être approuvée par la Commission. Cette clause ne s'applique pas aux ententes portant sur l'administration ordinaire. Les dépenses encourues, en vertu de ces ententes, ne doivent pas apparaître dans les revenus de l'année courante. Il en résultera du favoritisme politique au bénéfice des caisses électorales, déclare-t-il. On dirait que le but du gouvernement est d'interposer la Commission municipale et les entrepreneurs, afin d'alimenter la caisse électorale.

Je sou mets donc que l'amendement devrait être accepté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Cet amendement du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et les remarques du chef de l'opposition, ne s'appliquent pas tant à ce bill-ci qu'à la Commission municipale elle-même. Je ne veux pas faire de comparaisons entre nos commissions, mais, l'on a tort de critiquer l'institution de la commission, car parmi les commissions, s'il y a une commission qui a rendu des services dans la province, qui a été la plus utile, la plus efficace pour

le rétablissement ou le maintien du crédit municipal, c'est bien celle-là. L'automne dernier encore, on le reconnaissait partout en Ontario. On a vanté l'efficacité de la Commission municipale de la province de Québec et on en a créé une semblable.

À chaque jour on annonce, dans les journaux, qu'une des municipalités sous la tutelle de la Commission, a été autorisée à payer ses coupons d'intérêts, a rétabli ses affaires et qu'elle fait maintenant honneur à ses engagements. La Commission a fait beaucoup pour conserver à nos municipalités et à nos corporations scolaires leur crédit.

Il croit que l'amendement vise à abolir la Commission.

Tout ce que nous demandons présentement, c'est que les municipalités qui sont sous le contrôle de la commission ne peuvent affecter leur crédit sans son consentement, jusqu'à concurrence de 50 % des montants requis pour son fonds d'amortissement.

**M. Guertin (Hull):** C'est une procédure nouvelle que de présenter un amendement semblable. Ce n'est pas le temps, quand on discute des modifications à une loi, d'apporter un amendement qui embrouille la situation. Je regrette qu'on ne discute pas les questions au mérite. L'amendement ne porte pas sur le bill qui est devant la Chambre, mais est dirigé contre la loi sur la Commission municipale en entier. Il aurait été préférable, pense-t-il, d'introduire un bill pour rappeler la loi.

Personnellement, je suis opposé à une clause du bill, l'article 3, mais je ne puis voter pour l'amendement. Je voterai contre l'amendement, mais je voterai aussi contre le bill, parce qu'il renferme des choses exagérées.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Sauvé, 6.

**Contre:** MM. Authier, Bergeron, Charbonneau, Côté (Bonaventure), David, Dillon, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Godbout, Guertin, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Phaneuf, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 29.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bergeron, Charbonneau, Côté (Bonaventure), David, Dillon, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Godbout, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Phaneuf, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 28.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Sauvé, 8.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Acquisition de terres de colonisation

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Le bill 69 intitulé "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation" soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon que la province, pour l'acquisition des terrains nécessaires au succès et au progrès de la colonisation, possède au moins les mêmes privilèges d'expropriation que ceux qui ont été accordés, depuis quelques années, relativement aux entreprises et aux travaux de voirie provinciale et de façon que l'œuvre vitale de la colonisation puisse bénéficier, en matière d'expropriation, d'au moins autant de droits et de privilèges qu'en possèdent, depuis quelques années, les compagnies privées qui exploitent nos ressources hydroélectriques.

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), le sous-amendement suivant: Que les mots "avec instruction

de l'amender" soient remplacés par les mots "avec instruction d'étudier la possibilité de l'amender".

**M. l'Orateur:** Le sous-amendement sera-t-il adopté?

**Des voix:** Non! Rejeté! Rejeté!

**M. Guertin (Hull):** On n'administre pas une province avec de la procédure. Pas un seul membre de cette Chambre ne peut comprendre ces longs amendements qui ne sont que du camouflage électoral, qui tiennent du pamphlet politique et sont hors d'ordre. C'est pourquoi je propose ce sous-amendement.

Il rappelle qu'on lui en a fait sauter pour cette dernière raison.

Je ne puis voter en faveur d'un amendement sans avoir eu l'occasion de l'étudier et de l'examiner. Certains amendements ne sont rien d'autres que de la propagande politique. Le sous-amendement n'engage les députés à absolument rien, et je crois que c'est l'attitude logique à suivre.

Il y a dans cette Chambre trois opinions et il faut qu'elles soient également renseignées. On s'arrange pour que nous ignorions les amendements que l'on veut apporter de ce côté-ci à la politique du gouvernement. Mais je regrette que je sois seul avec mon collègue, le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), pour demander le vote. Nous ne sommes rien que deux pour demander le vote alors que les règlements fixent le nombre minimum à cinq, et notre sous-amendement qui n'est qu'une demande d'information n'a pas de chance d'être adoptée. Je crois que la Chambre devrait avoir la générosité de nous aider pour demander le vote.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous allons vous aider! On va vous donner un coup de main pour obtenir le vote. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un mot sur ce sous-amendement, car le temps est à l'action...

**M. Guertin (Hull) et des voix ministérielles:** Ah! Ah!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela fait rire la droite et ses complices parce qu'ils ne sont pas intéressés à l'action bienfaisante. Notre amendement est clair, nous n'avons pas de temps à perdre. L'amendement Élie représente ce que nous avons dit lors de la discussion du bill. Nous avons dit et répété ces remarques, afin que tout le monde comprenne.

Le sous-amendement du député de Hull n'est pas dans l'ordre et il votera son rejet, dit-il.

M. l'Orateur, quand une question est devant l'opinion depuis des mois, il me semble qu'un député doit la connaître; chaque député doit en connaître parfaitement les mérites. S'il y a des gens qui n'ont pas compris et ne comprennent pas encore, c'est parce qu'ils n'ont pas assisté aux séances de la Chambre et qu'ils ne sont pas renseignés comme c'était leur devoir de le faire. C'est pourquoi je demande qu'on prenne le vote sans plus tarder.

**M. Barré (Rouville):** Je l'ai déjà dit, je ne veux pas m'exposer, par manque de connaissance, à voter pour certaines mauvaises choses. Je suis peut-être un ignorant, je ne comprends pas tout, mais un député est comme une belle fille: il donne ce qu'il a. (Rires) Mais devant des amendements à n'en plus finir, qu'il n'a pas eu le temps d'étudier, il est excusable de dire qu'il n'est pas en mesure de voter. Au sujet du présent amendement, je refuse de recevoir d'ordre de cinq ou six députés qui nous disent: vous étudierez le bill en comité plénier, et vous l'amenderez de telle façon, faites ceci, ne faites pas cela. Je crois que le sous-amendement est parfaitement dans l'ordre.

Quant aux absences, il note l'absence de nombreux députés ministériels. D'ailleurs il y a toujours des absents, soit que les députés aillent à la bibliothèque, courent aux départements, etc.

Il est vrai, dit-il que le temps de l'action est arrivée, mais, sans spécifier à qui le reproche s'adresse en particulier, je dis que la session est longue et que les débats se prolongent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne crois pas que le sous-amendement soit hors d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas eu de point d'ordre de soulevé!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je tiens à maintenir l'ordre en Chambre. M. l'Orateur, je crois que ce serait manquer de courtoisie que de ne pas permettre au député de Hull d'avoir le vote sur son sous-amendement. Il faut donner à notre honorable ami la chance d'avoir un vote sur son sous-amendement. C'est une expression d'opinion aussi digne que n'importe quelle autre. Je demanderai donc aux députés non seulement de la droite mais aussi de la gauche de s'unir au député de Hull pour demander le vote: la gauche devrait s'unir aussi.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Gault, Guertin, 3.

**Contre:** MM. Authier, Béïque, Bélanger, Bergeron, Bertrand, Charbonneau, Côté (Bonaventure), David, Dillon, Dugas, Duplessis, Élie, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fisher, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Phaneuf, Power, Saintonge, Sauvé, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 36.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si ça pouvait durer!<sup>7</sup> (Rires)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Sauvé, 7.

**Contre:** MM. Authier, Barré, Bélanger, Bergeron, Charbonneau, Côté (Bonaventure), David, Dillon, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Guertin, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Phaneuf, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Guertin (Hull):** (Souriant) Chacun son tour de voter avec le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Notre amendement est clair, mais avant que le ministre demande la troisième lecture de son bill, je tiens à faire quelques remarques. Ce bill devrait être amendé. Il permet au gouvernement de changer de terrains: la province a besoin de ses terrains, et il serait mieux d'exproprier, plutôt que de faire des échanges. On devrait donner des pouvoirs plus considérables au gouvernement en matière d'expropriation pour fins de colonisation. Pourquoi la colonisation, qui est une œuvre nationale primordiale, n'aurait pas les mêmes pouvoirs que la voirie, qui est d'importance secondaire? J'espère que



le ministre acceptera les amendements que nous avons proposés. Pourquoi le ministre demande-t-il d'aller en comité plénier: c'est là que se font les amendements.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

La loi d'expropriation en matière de voirie est la même que celle de l'expropriation pour la construction des chemins de fer. Le cas n'est pas semblable, quand il s'agit de colonisation.

L'on a adopté une loi l'année dernière qui permettait au gouvernement d'acquérir des terrains par voie d'échange. Cependant, le projet n'a pas très bien fonctionné, car les compagnies tentaient d'obtenir des avantages du gouvernement. Si nous pouvons nous entendre avec les propriétaires des terrains dont nous avons besoin pour la colonisation, pourquoi ne pas le faire, plutôt que de procéder par expropriation? Mais, si besoin est, il pourra y avoir des expropriations. Il n'est pas de l'intention du gouvernement que d'exproprier des terrains privés.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** se réfère au commentaire publié dans *The Gazette* ce matin et fait remarquer au gouvernement qu'on parle des dispositions de ce bill comme étant pratiquement de la confiscation, qu'il implique la saisie de terrains appartenant à des propriétaires qui, dans plusieurs cas, les possèdent depuis plusieurs années, leur déplacement possible dans des régions éloignées de la province et le fait qu'on les prive des équipements qu'ils avaient construits sur leur terrain pour les aider à l'exploiter.

Ceci ressemble beaucoup, en effet, à une confiscation et l'adoption d'une telle politique, dans les temps que nous traversons, est un geste très grave.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des tribunaux judiciaires,  
article 115**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif modifiant l'article 115 de la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Écoles d'agriculture et  
Société coopérative fédérée  
des agriculteurs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que les dispositions de l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 7, en rapport avec l'appropriation de cinq cent mille dollars pour la construction d'entrepôts pour l'emmagasiner des produits agricoles, l'acquisition des immeubles pour cette fin et les avances ou prêts jusqu'à concurrence dudit montant par le trésorier de la province pour telle fin, s'appliqueront à et incluront l'achat d'entrepôts, l'achat d'immeubles pouvant être convertis en entrepôts, la construction, la réfection, l'aménagement ou la réparation d'entrepôts, pour l'emmagasiner des produits agricoles, l'octroi de subventions à une société, une association, une compagnie ou une corporation pour tel achat, construction, réfection, aménagement ou réparation, tel que prévu par la loi basée sur la présente résolution. Les pouvoirs accordés par la présente loi expireront deux ans après sa sanction.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se dit en faveur de la construction d'entrepôts frigorifiques à l'usage des cultivateurs, mais il déclare que la demande du ministre est une demande de chèque en blanc.

Est-ce que les \$500,000 seront employés à la construction ou l'achat d'un entrepôt frigorifique? demande-t-il.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** déclare qu'il a donné des explications très claires sur ce bill l'autre jour.

Jusqu'ici, dit-il, nous avons le droit de construire des entrepôts: la Chambre a déjà voté, en 1933, un bill autorisant le ministre à dépenser \$500,000 pour construire des entrepôts. Nous voulons simplement amender une loi qui restreignait trop les initiatives que nous pouvions prendre en ce domaine. Nous voulons avoir aussi le droit d'en acheter, afin de profiter des occasions qui peuvent se présenter. Tel est l'objet du bill.

Je ne vois pas pourquoi, lorsqu'on a besoin d'un entrepôt frigorifique, on spécifierait si c'est pour un achat ou une construction. On limite ainsi les avantages que nous pourrions avoir à rester les mains libres de choisir ce qui serait le mieux pour nos cultivateurs.

La Coopérative fédérée projette actuellement d'acheter un entrepôt qui a coûté beaucoup plus cher et que l'on ne pourrait pas construire avec l'argent actuellement mis à la disposition du ministre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement s'occupe d'entrepôts frigorifiques à la veille des élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On nous reproche de n'avoir rien fait jusqu'ici en ce domaine. La loi limite notre initiative et c'est pour cela que nous voulons l'amender. Aujourd'hui, avec ces \$500,000, nous voulons faire deux fois plus qu'auparavant pour accommoder les cultivateurs. Nous voulons donner aux cultivateurs des facilités pour l'entreposage de leurs produits. Le député des Deux-Montagnes est certainement le seul à ne pas nous encourager.

On peut être sûr que cette somme sera dépensée pour la fin indiquée. Nous ne demandons pas que l'objet de la loi soit changé, mais nous ne voulons pas être limités dans le choix des propositions qu'on nous fera. L'objet de ce bill est de nous permettre d'offrir plus aux cultivateurs, pour le même montant d'argent. Il est nécessaire, dit-il, que la Chambre l'autorise à acquérir des entrepôts pour les cultivateurs lorsque la chose est nécessaire. L'opposition devrait être la dernière à s'opposer à cela!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député des Deux-Montagnes n'est pas le seul à penser comme nous: le ministre le verra aux prochaines élections. Nous ne sommes pas ici pour accorder des mandats en blanc, ni pour aider le favoritisme électoral. Je comprends que le ministre ne peut pas nous donner tous les détails, mais qu'il pose quelques limites.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Encore une fois, nous voulons profiter des occasions qui se présenteront. Il est difficile de les prévoir. Si le chef de l'opposition l'exige, nous allons enlever le mot "ou des particuliers", de sorte que nous ne pourrions acheter que des coopératives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande un autre amendement à la résolution pour limiter l'application de la loi à deux ans à partir de sa sanction.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** agréée à la demande du chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Succession Joseph Éthier

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que les droits additionnels payés pour le bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que les promoteurs de ce bill n'ont pu déposer et présenter ce bill dans les délais prescrits pour des causes indépendantes de leur volonté.

Adopté.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité<sup>8</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages, (voirie et mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose plusieurs questions au ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault).

Il demande au ministre le nombre d'automobiles et de camions possédés par le département de la Voirie.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'il y a 113 automobiles à la Voirie, 164 camions.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

### NOTES

1. 12 h 20, selon *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mai 1935, à la page 3.

2. Le débat aurait duré, au total, près de deux heures, selon *The Quebec Chronicle* du 1<sup>er</sup> mai 1935, à la page 1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

3. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

4. Référer à la séance de la matinée de ce jour pour prendre connaissance des résolutions.

5. *L'Événement* du 1<sup>er</sup> mai 1935, à la page 9, écrit 35 %. C'est le seul journal qui avance ce pourcentage.

6. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

7. Allusion au fait que l'opposition officielle a voté avec le gouvernement.

8. M. J.-E. Boulanger, sous-ministre à la Voirie, accompagne le ministre, selon *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> mai 1935, à la page 4. Le comité se réunit sous la présidence du député de Beauharnois (M. Saintonge).



Première séance du mercredi 1<sup>er</sup> mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail.

## Étude de l'anatomie

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 240 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxe sur les transferts  
de valeurs mobilières

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

## En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** interroge le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell, Brome).

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Commission d'électricité  
de Québec

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de trois membres, appelée "la Commission d'électricité de Québec".

2. Que les membres de la Commission demeureront en fonction durant bonne conduite, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et que, advenant une ou des vacances parmi les membres, par décès, destitution ou autrement, il pourra nommer une autre personne pour les remplir.

3. Que l'un des membres de la Commission sera nommé président et un autre président suppléant par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera la localité où la Commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau; il devra aussi mettre un local convenable à la disposition de la Commission, afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la Commission et que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir.

6. Que le secrétaire de la Commission sera tenu, sur paiement des honoraires que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil, de fournir à qui le lui demande, copie certifiée de toute ordonnance, règle de pratique ou autre document de la Commission.

7. Que le président de la Commission recevra annuellement une rémunération de douze mille

dollars, et les autres membres de la commission recevront annuellement une rémunération de dix mille dollars chacun; que le secrétaire recevra annuellement la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer les employés nécessaires au bon fonctionnement de la Commission et pourvoir à leur rémunération.

9. Que, quand la Commission, dans les limites de ses attributions, nommera quelque personne en dehors de ses employés réguliers pour exécuter un travail autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou le chargera d'exécuter ce travail, il sera payé à cette personne, pour ses services et déboursés, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la Commission, pourra déterminer.

10. Que les articles 236, 237, 238, 239 et 241 de la loi des tribunaux judiciaires (chapitre 145), s'appliqueront *mutatis mutandis*, aux membres de la commission et que les pensions visées par la présente résolution seront payées conformément aux dispositions des résolutions 15 et 16.

11. Que la Commission pourra faire les enquêtes nécessaires pour aider à atteindre les fins prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions et aussi pour se renseigner sur la manière dont lesdits services publics se conforment à la loi et à ses ordonnances ou sur toutes autres questions ou choses qui seront de sa compétence.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire amender, remplacer et abroger les tarifs des honoraires payables à la Commission à l'occasion de toutes affaires qui lui seront soumises et que les honoraires ainsi payés serviront à rembourser le fonds consolidé du revenu des paiements visés par la résolution 15 à même ce fonds.

13. Que dans toute affaire qui lui sera soumise, la Commission devra adjuger sur les frais encourus par elle ou par les parties et imposer ses frais à sa discrétion.

14. Que les rémunérations prévues aux résolutions 8 et 9 et toutes les dépenses encourues par la Commission dans l'exécution de ses devoirs, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les commissaires, le secrétaire et les membres du personnel dont la Commission aura pu avoir besoin, seront payés mensuellement à même le fonds consolidé du revenu de la province.

15. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour faire acquitter par les services publics assujettis à la loi qui accompagne les présentes résolutions, des dépenses prévues à la résolution 15 et, à cette fin, de déterminer la base de répartition de ces dépenses, le mode et l'époque des paiements, et que lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura rendu un décret visé par la présente résolution, les sommes perçues des services publics devront d'abord servir à rembourser le fonds consolidé du revenu à même lequel ont été payées ces dépenses.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si le chef de l'opposition veut parler avant moi, je n'ai aucune objection. Je suis prêt à lui céder la parole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Allez-y, nous avons hâte de vous entendre!

**M. Drouin (Québec-Est)<sup>2</sup>:** Je dois prévenir la Chambre que je serai long. La question de l'électricité est très importante et il vaut aussi bien que le débat soit long, afin que cette question de l'électricité soit réglée une fois pour toutes. Il y a trois bills devant la Chambre et il y a aussi le rapport de la commission Lapointe.

Il dit que sa position est assez délicate. Il a exprimé certaines opinions devant le peuple. Il a réitéré ces opinions devant la Commission, dont l'un des membres est un des hommes qu'il admire le plus. Il entend dire ce qu'il pense du rapport de la Commission Lapointe et des trois bills relatifs à l'électricité.

Je le ferai en toute indépendance, dit-il. J'essaierai, au cours de ce débat, de me dégager de toute partisanerie politique, de tous préjugés antérieurs et de tout biais quelconque. Mais je suis obligé d'examiner la question de l'électricité à la lueur des principes que j'ai défendus depuis longtemps.

La question de l'électricité en cette province n'est pas nouvelle. Elle ne rencontra d'abord que l'indifférence, mais bientôt il y eut des doutes. Il fallut de grandes batailles pour réveiller l'opinion publique. Heureusement, ces grands coups furent portés. Ce fut d'abord la cité de Québec qui demanda, à deux reprises, le droit de municipaliser. Un homme éminent de la province de Québec, l'honorable M. Lapointe, fut son avocat pour défendre le point de vue de Québec, au comité des

bills privés. L'étape suivante du combat fut déclenchée par Saint-Hyacinthe. En vertu d'un bill adopté par la Législature, cette ville obtint le droit de municipaliser sa centrale, en concurrence avec une installation privée.

Dans les deux occasions, j'eus l'honneur d'être le parrain du bill de Québec. La personnalité de celui qui se présentait à la barre de la Chambre (l'honorable M. Ernest Lapointe) attira sur le bill l'attention de toute la province. Je remercie l'opposition qui, unanimement, nous donna son appui, ainsi que les quatre députés de Québec et le ministre des Travaux publics.

À deux reprises, les droits de Québec furent sacrifiés parce que la ville était à la veille de signer un nouveau contrat avec la Québec Power. On a refusé le droit de municipaliser à la ville au moment même où elle en avait le plus besoin, pour faire face à la compagnie. Mais à cause du refus qu'on lui a opposé, elle s'est trouvée dans une position désavantageuse, inférieure. Elle a signé un contrat qui ne donne pas justice, contrat qui lie Québec pour 10 ans. La responsabilité de ce contrat, je la jette sur la majorité parlementaire qui nous a laissés sans défense, nous mettant même dans une position désavantageuse.

Depuis ce contrat, avec la Québec Power, dont je rejette la responsabilité, il y a eu des luttes: j'en ai fait une moi-même. Nous étions cinq candidats en lice à la mairie: trois se sont engagés à faire annuler le contrat. Je n'ai pas réussi, mais au moins le vainqueur, le maire actuel, partageait mes idées sur ce point. Nos trois votes réunis, donnés à MM. Bertrand, Grégoire et à moi-même, représentent une majorité écrasante contre le contrat entre la Québec Power et la ville. L'an dernier, le gouvernement prépara une loi, mais qui ne donnait pas satisfaction.

La lutte pour des meilleurs taux d'électricité dans la province rencontra d'abord l'indifférence, puis le doute; il fallut les luttes de la cité de Québec et l'exemple de Saint-Hyacinthe, de concert avec quelques journaux libres, pour créer un fort courant dans la province. Puis une campagne brillante fut menée par le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) et M. le Dr Philippe Hamel. On réclama des réformes. C'est cette campagne brillante qui a réveillé tout à fait l'opinion publique.

Dans toute la province, nous avons dénoncé les hauts tarifs d'électricité, la surcapitalisation et nous avons réclaté des réformes. Quel que soit l'avenir, cette campagne est l'un des plus beaux souvenirs de ma vie politique.

À la suite de l'agitation publique, le gouvernement institua une commission d'étude, la commission Lapointe avec instruction de faire rapport au gouvernement, avant l'ouverture de la session actuelle.

La campagne de l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), suivie de la nomination de la commission Lapointe, donna plus de relief à la question.

Les Statuts provinciaux ne pourvoient pas à l'institution d'une commission royale. C'est profondément regrettable, étant donné que l'organisme institué ne pouvait pas étudier tout le problème, aller au fond de certains aspects du problème, notamment celui de la surcapitalisation. Elle ne pouvait pas connaître la capitalisation réelle des compagnies: elle ne pouvait pas les obliger à produire des documents. Il aurait fallu une commission royale d'enquête.

Seule une commission ayant pouvoir d'assermenter et de faire produire des documents pouvait résoudre le problème. Tout de même, cette Commission a fait un rapport intéressant. Tout ce qu'elle pouvait apprendre par l'étude, elle l'a appris. Mais, de par sa nature, elle ne pouvait pas aller au fond et au tréfonds de la question. J'ajouterai toutefois que la Commission indique un moyen pour connaître la capitalisation des compagnies, et j'y reviendrai tout à l'heure.

La capitalisation des compagnies constitue l'un des problèmes les plus importants de la question de l'électricité. C'est elle qui a empêché la province d'avoir des tarifs moins élevés. Pourtant, notre province était placée dans une position fort avantageuse. Il aurait fallu une enquête royale sur la capitalisation et la surcapitalisation des compagnies. C'est donc un aspect important du problème qui n'a pu être étudié par la Commission, parce qu'elle n'avait pas les pouvoirs nécessaires. Cet organisme a donc fait une étude incomplète.

Devant la Commission, on s'est plaint des tarifs élevés, de la surcapitalisation des compagnies, de la corruption, de l'absence d'un contrôle efficace sur les entreprises privées et du trust dont la National Electric Light<sup>3</sup> est la tête en Amérique.

Plusieurs remèdes ont été proposés. On a recommandé aux commissaires une certaine forme d'étatisation, du genre de celle qui existe dans l'Ontario. On a réclaté aussi le droit pour les municipalités de municipaliser leur électricité, le retour à la province des pouvoirs d'eau concédés et non exploités, l'exclusion de la Commission des services publics du domaine, des problèmes de

l'électricité, l'annulation des contrats à long terme et la défense pour les municipalités de passer de tels contrats, l'installation de centrales électriques, spécialement sur les canaux de Beauharnois et de Montréal; l'établissement de coopératives et la distribution d'octrois à ces organismes, pour les fins de l'électrification rurale.

Les compagnies ont comparu devant la Commission. Elles ont défendu le principe de l'initiative privée. Elles ont dénoncé la nationalisation et la municipalisation et assez mollement la surcapitalisation. Les compagnies ne se sont pas opposées à toutes les réformes. Elles en ont admises quelques-unes.

La commission Lapointe s'est prononcée d'abord contre l'initiative privée avec concurrence illimitée. Elle dit en quelques mots que le système n'est pas recommandable. À la vérité, ce système n'existe pas dans la province. La Commission des services publics exerce un petit contrôle.

La Commission a aussi rejeté la nationalisation partielle. Sur ce point, il existe certains préjugés.

Il déclare qu'il doit combattre ces antipathies.

On a mêlé, dit-il, des gens sur la question de la nationalisation. La nationalisation complète signifie que tout appartient à l'État. C'est dire qu'avec ce système, aucune compagnie n'a le droit de faire affaires dans la province. Ce même système entraînerait l'expropriation des propriétés des compagnies existantes. C'est donc la disparition de la concurrence. Personne n'a demandé ce système devant la Commission pour le moment. Celle-ci le dit clairement dans son rapport.

Il insiste sur ce point, dit-il, pour détruire la légende lancée par ceux qui disent que la campagne qui a été conduite dans la province avait la nationalisation complète pour but ultime. Les qualificatifs de bolchevistes et de communistes que l'on a décernés aux tenants de cette campagne ne tiennent pas debout.

Il (M. Drouin) entrevoit cependant le jour, si les trusts ne s'amendent pas, où le peuple de la province de Québec réclamera l'étatisation complète. Car l'expérience n'a pas assagi le trust. Conscient de sa force et de l'appui d'une certaine presse, il poursuit sa mainmise.

Il appartient à cette jeunesse qui est fatiguée de bien des choses et en particulier de certaines théories étuvées pour servir d'endormitoires. Nous avons concédé tous nos pouvoirs d'eau, sans restriction, et c'est un mal. On aurait dû prévoir pour le jour où, pouvant nous dispenser de capitaux

étrangers, nous pourrions reprendre la supériorité. Nous avons concédé nos ressources naturelles au capital étranger, dans l'espérance que cette période serait suivie progressivement d'une autre où l'élément national reconquerrait économiquement ces richesses, mais nous n'avons pas eu ce progrès rationnel et nous sommes encore sous le joug du capital étranger. Nos pouvoirs d'eau, nos ressources naturelles, continuent d'appartenir à des étrangers, constituant ainsi une partie de la dictature économique qui étroit la province de Québec. Nous ne voulons plus de cet état de choses.

Nous sommes fatigués, nous voulons en finir, une fois pour toutes. Si on continue, si on ne donne pas satisfaction au peuple, il s'élèvera un grand mouvement de protestation qui fera disparaître la peur sacrée de la nationalisation. Un jour viendra où il réclamera l'étatisation absolue, où il faudra avoir recours à ce système. La patience du public s'irrite de plus en plus. Nous ne voulons plus de l'état de choses qui a prévalu jusqu'ici. Ce réveil de la conscience nationale, ce cri, est très proche et rien ne pourra l'empêcher de monter et, alors, nous nous réemparerons de nos richesses nationales en nationalisant.

La commission Lapointe a dit que le système ontarien est substantiellement l'étatisation complète. Il y a certaines corrections à faire. Il n'y a pas de nationalisation complète en Ontario, car, s'il est vrai que l'hydro, petit à petit, a acquis un grand nombre de pouvoirs d'eau, il reste encore des compagnies puissantes qui font concurrence au réseau d'État. En Ontario, il n'a jamais été question de nationalisation complète ni d'expropriation. Le système en vigueur là-bas est celui de l'étatisation partielle. La commission Lapointe a rejeté comme solution, le projet d'un hydro comme dans l'Ontario, et je le regrette et je crois qu'elle a eu tort.

L'Hydro d'Ontario est fondée sur le grand principe de l'électricité au peuple au meilleur marché possible, au prix coûtant. Chez nos voisins, on fournit l'électricité au plus bas coût possible. C'est une réunion de municipalités ayant décidé de municipaliser, à qui la Commission doit fournir l'électricité et sur lesquelles elle exerce un contrôle complet.

L'Hydro ne vise pas aux profits. Telle que constituée, l'Hydro doit employer ses profits en diminution des taux, après avoir payé les frais d'opération, d'administration, le fonds de réserve. Une institution comme celle-là, qui pouvait devenir une menace pour le trust de l'électricité, ne pouvait donc que faire l'objet d'une campagne active,



extraordinaire, dans la province de Québec. La campagne a été entreprise par les journaux, les agences de nouvelles et les gros intérêts matériels et politiques. On a élevé la doctrine de l'initiative privée sur un piédestal qui en faisait une espèce de veau d'or.

On a brandi l'anathème contre les tenants de la municipalisation et de l'étatisation partielle. Toutefois, le temps et la justice sont intervenus: la statue intangible du veau d'or va s'effondrer, et tant pis pour les boucliers, si puissants soient-ils, qui se dressent pour la protéger, pour empêcher cette œuvre; ils seront écrasés par la chute même du veau d'or!

On crée la légende que l'Hydro d'Ontario arrivait avec des déficits, que c'était une ruine financière pour le gouvernement et le peuple de cette province. Je veux profiter de la circonstance pour réfuter complètement cette assertion. Cette organisation de la province voisine ne s'est pas faite en un seul jour et elle a commencé bien humblement en 1910 par une organisation de 12 municipalités à qui \$3,600,000 avaient été prêtés par le gouvernement. Aujourd'hui, c'est une organisation de 757 municipalités. Le capital engagé dans l'Hydro est de \$285,000,000 et celui dans les municipalités de \$109,000,000, faisant en tout \$394,000,000.

Il y a quatre systèmes ayant chacun son organisation financière indépendante. Trois de ces systèmes sont dans la plus excellente position financière possible. Le quatrième, le plus important, le Niagara System, a été affecté en ces dernières années par les contrats que le gouvernement Hepburn vient d'annuler. Tout allait bien lorsque des hommes publics sans scrupules, et des compagnies en ayant encore moins, se sont vraisemblablement ligués pour renverser l'Hydro, et subitement la Commission a été forcée de payer plusieurs millions de dollars par année pour le pouvoir dont elle ne pouvait plus faire usage.

L'Hydro n'a pas voulu faire face à ses déficits en augmentant ses taux, et, d'un autre côté, elle n'a pas voulu non plus que le gouvernement paie ses déficits. Possédant un fonds de réserve formidable, soit exactement \$69,000,000, elle a payé ce déficit à même son fonds de réserve et le peuple n'a pas été appelé à payer un seul sou.

Il y a ceci de bien important: grâce au fonds d'amortissement et aux fonds de réserve, le gouvernement n'a jamais été appelé à contribuer, ne contribue pas, et dans l'avenir ne sera jamais appelé à contribuer pour les déficits de l'Hydro; s'il y en a, ils seront payés à même les fonds de réserve de la

Commission. Ce déficit apparent est maintenant réglé grâce au courage de M. Hepburn, un homme qui n'a pas peur et qui s'est dressé contre l'exploitation des compagnies.

Celles-ci se sont agitées. Il y a eu des critiques de journaux sur la sainteté des contrats. Les compagnies étaient au fond de l'agitation. Nous avons vu, ici, quelque chose de drôle. Des journaux ministériels, pris entre Hepburn et l'intérêt des compagnies privées, ont lâché le premier pour le second. C'étaient pourtant des journaux libéraux!

J'attire l'attention sur le fait qu'en 1966, l'Hydro aura remboursé au gouvernement en entier tout le montant du capital investi. Il n'y aura plus d'intérêt à payer. Tout le système appartiendra au peuple de la province. Ici, nous en serons encore au même point, aux prises avec les entreprises privées. Pendant que le système ontarien appartiendra à la population de la province, ici nous serons encore sous le joug étranger.

Si Québec ne réagit pas, il sera dans une condition inférieure. Quelle chance l'industriel du Québec aura-t-il alors de faire concurrence à l'industriel ontarien? Ce qu'il nous faut, c'est la concurrence par l'État. Nous avons demandé l'exploitation par l'État des pouvoirs d'eau qui ne sont pas encore concédés.

Il invite le gouvernement à réfléchir sur ce point.

L'Hydro ontarienne accorde, depuis novembre dernier, une réduction de taux au montant de \$100,000, dans les districts ruraux, et cela, durant trois ans. De plus, elle donne l'usage gratuit du courant pour les machines à laver, le courant alternatif des radios et les pompes domestiques, des taux spéciaux pour le chauffage des couches-chaudes (jardinage) et autres améliorations. Bien plus, là où les tarifs sont supérieurs à 6 centins du kilowatt-heure, on les réduit à 6 centins. Où trouve-t-on cela dans la province de Québec?

Le remède consiste dans la concurrence par l'État, au moyen d'une commission. Il veut cette concurrence pour porter un coup mortel à la dictature économique et politique des compagnies. Il veut mettre nos industries en état de faire une concurrence avantageuse à celle des autres provinces. Notre idée est de créer la concurrence de l'État, comme Roosevelt le fait. Il nous faudrait, dans Québec, un Franklin Roosevelt.

Je regrette que la commission Lapointe n'ait pas recommandé la création d'une hydro comme le moyen le plus efficace, le plus énergique, le plus moderne de résoudre la question de l'électricité.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que je prononce ces paroles. Le président de cette Commission, M. Lapointe, est mon collègue du fédéral dans Québec-Est. Je me flatte de son amitié et j'ai toujours eu pour lui la plus grande admiration. Mais les idées dépassent les personnes. Je ne puis abdiquer ce que j'ai prêché et brûler ce que j'ai adoré, et les idées doivent prévaloir sur les personnalités.

D'ailleurs, je lui ai fait part de mes idées, de ma dissidence à cet égard. Je puis vous assurer que cette divergence d'opinion ne causera entre nous aucune diminution d'amitié, d'admiration et de solidarité politique qui nous unit.

Depuis que je suis son collègue dans Québec-Est, j'ai toujours eu en mains son organisation électorale fédérale, je l'ai encore dans le moment et, à la prochaine élection, je serai de nouveau à ses côtés.

D'ailleurs, j'ajouterai que sa grande élévation d'âme, de caractère et de sentiments est un obstacle à l'autocratie, à l'arbitraire et à l'imposition des idées par la force. Je dis cela en passant pour ne pas donner prise à certains journalistes malicieux qui pourraient être tentés, ne demanderaient pas mieux de sortir des manchettes tendancieuses ou de filtrer leur esprit sarcastique à travers des rayons trop tamisés.

Avec Lapointe j'ai été; avec Lapointe je reste. J'ai été avec lui pendant que d'autres le lâchaient, au moins en esprit, pendant de longues années, et je serai avec lui malgré cette divergence de vues sur un point. Avec lui, je reste au fédéral.

La commission Lapointe recommande fortement de l'entreprise privée sous contrôle, un contrôle draconien, rigide, le contrôle le plus complet que l'on puisse imaginer. Si nous ne pouvons avoir l'étatisation partielle, si nous devons nous en tenir au contrôle sévère de l'entreprise privée, les recommandations de la commission Lapointe sont les meilleures, à condition qu'elles soient réellement dans les trois bills du gouvernement et que les commissaires nommés ne se laissent pas influencer par les compagnies.

Nous avons présentement un contrôle enfantin, légèrement quelconque de l'entreprise privée. Ce contrôle est assuré par la loi de la Commission des services publics et la loi relative aux tarifs d'électricité adoptée l'an dernier. Le contrôle actuellement exercé par la Commission des services publics est un contrôle mitigé, un contrôle de douceur. S'il y a plainte, la Commission des services publics enquête sur les taux et c'est tout. La Commission des services publics n'exerce un contrôle que sur les taux et quelques pratiques. Elle

n'a aucun contrôle sur l'organisation, la fusion, la capitalisation des compagnies, sur les émissions de débetures, sur l'extension des services en dehors des municipalités, sur l'annulation des contrats, etc. Elle ne détient qu'un pouvoir judiciaire pour entendre les plaintes au sujet des taux. Elle n'a aucun contrôle sur les municipalités qui veulent municipaliser.

Mais le seul pouvoir que la Commission des services publics détient, elle l'a exercé avec si peu de satisfaction que la commission Lapointe en dispose en quelques lignes. Elle dit clairement que le travail de la Commission des services publics a été inadéquat. La commission Lapointe recommande de lui enlever tout contrôle sur l'électricité. Inutile de s'attaquer aux défunts! Il y a tellement de vivants à combattre.

Quels sont les principes de la Commission recommandés par le rapport? Premièrement, indépendance complète des commissaires; contrôle sur tout ce qui relève de l'électricité. Or, si nous ne pouvons pas avoir l'hydro, il nous faut le contrôle sur l'entreprise privée. La presse ministérielle a dit que la présente loi avait été calquée sur le rapport Lapointe. Il le regrette, dit-il, mais il constate que les bills ne sont pas calqués sur ce rapport. Celui-ci apparaît comme défiguré. On a retranché une bonne partie des recommandations importantes. Si nous ne pouvons avoir l'hydro et l'étatisation partielle, que l'on nous donne au moins des lois absolument calquées sur le rapport Lapointe, par conséquent une commission qui contrôle sévèrement les compagnies privées.

Certes, on a assuré l'indépendance des commissaires. Je crois que de ce côté, la garantie est complète. Mais j'attirerai l'attention sur un point: la pension des commissaires. Le rapport est très clair sur ce point, mais dans la loi, on détermine seulement une pension semblable à celle des juges des sessions de la paix. Le bill dit "peut", ce qui n'est pas très clair. Je suis convaincu que les commissaires recevront leur pension, mais pourquoi ne pas en déterminer le montant dans le bill? C'est un point important.

Le rapport recommande la juridiction absolue et exclusive de la future commission, celle-ci ne devant être assujettie ni aux tribunaux ni au gouvernement. La Commission sera le tribunal chargé d'entendre les plaintes. Dans le bill, on a trouvé le moyen de restreindre le contrôle de la Commission. Le contrôle judiciaire est constitué par un droit d'appel. Le grand principe de contrôle absolu, complet, de juridiction exclusive est violé par la création dans le bill d'un droit d'appel devant la Cour d'appel de la province. C'est ce que le rapport Lapointe ne disait pas et je proteste contre ce droit d'appel.

Le droit d'appel est inscrit dans la loi. Ainsi, les compagnies qui aiment les longues procédures pourront en appeler sur n'importe quoi et n'importe quand; les compagnies pourront se rendre jusqu'au Conseil privé. Pourtant, il n'y a aucun appel pour la Commission des accidents du travail, la Commission des liqueurs. Il n'y a pas de contrôle judiciaire à la Commission municipale, à la Commission des eaux courantes, à la Commission du salaire minimum des femmes. C'est donc un contrôle judiciaire qui diminue en grande partie l'autorité de la future commission. Pourquoi, quand il s'agit d'électricité, restreindre les pouvoirs de la Commission? Cela est contraire non seulement à l'esprit, mais à la lutte du rapport.

Je dis aussi que, contrairement au rapport Lapointe, le bill crée une espèce de juridiction concurrente gouvernementale, parce qu'elle n'aura même pas le contrôle de ses experts. C'est pourtant ce qui existe pour les autres organismes provinciaux. Les experts seront nommés par le gouvernement, par le lieutenant-gouverneur en conseil, au lieu de l'être par la Commission, ainsi que les employés ordinaires et aussi le secrétaire. La Commission des accidents du travail nomme elle-même ses experts. Il importe pourtant que les experts ne soient liés à personne. Comme dans le premier cas, on ne se conforme donc pas à l'esprit du rapport de la commission Lapointe. Pourquoi ne pas créer une commission indépendante des tribunaux, indépendante du gouvernement, comme le recommande le rapport Lapointe?

Les pouvoirs, combien ont été mis dans le bill?

La commission Lapointe dit que la nouvelle Commission d'électricité devra faire une évaluation complète de toutes les compagnies, afin de pouvoir établir des taux raisonnables. Le bill dit seulement que la commission pourra faire des enquêtes générales.

Il regrette que la commission ne soit pas obligée de faire enquête sur l'actif et l'évaluation complète des compagnies.

Veut-on créer une commission d'étude? On ne pourra remédier au mal de la surcapitalisation, si la Commission n'est pas obligée de faire enquête sur l'évaluation réelle des compagnies.

Il ne croit pas que la Montreal Light Heat laisse faire des enquêtes sur son compte. Elle prendra au contraire tous les moyens légaux pour empêcher cette enquête.

D'après le rapport de la Commission, les commissaires doivent avoir une juridiction complète, exclusive, absolue sur l'électricité dans la province de Québec, sur les personnes, les biens, les choses,

sur tout. Après avoir fait une étude approfondie du rapport, j'en arrive à la conclusion que la commission Lapointe a recommandé de donner à la nouvelle commission au moins vingt-neuf pouvoirs.

Parmi ceux-ci, l'organisation de compagnies sous l'approbation de la Commission. Tout système d'électricité sous son contrôle. Aucun pouvoir d'eau concédé sans son consentement. Aucun développement hydroélectrique sans son consentement. Tout changement à un service doit être approuvé par la Commission.

Le rapport recommande encore de ne donner aucun traitement de faveur à des clients. Personne ne pourra jouir d'un tarif préférentiel. On sait que dans une municipalité, le maire a découvert que les employés de la ville étaient contre la municipalisation, parce qu'on leur fournissait le courant gratis. Or, cette recommandation sérieuse ne se trouve pas dans le bill. En ce qui concerne la fusion, l'amalgamation de compagnies, c'est dans le bill, mais, tout en disant qu'elle ne pourra se faire sans la recommandation de la Commission, le texte ne défend pas, comme le recommandait le rapport, d'acheter des actions d'une autre compagnie. Le rapport recommande un contrôle absolu sur la capitalisation; aucune émission d'actions ou d'obligations ne pouvant être faite sans l'approbation de la Commission.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Commission scolaire de Sainte-Scholastique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre une réponse supplémentaire à un ordre, en date du 20 février 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres et officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la Commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 jusqu'au 31 janvier 1935. (Document de la session no 146)

##### **Inspection des étalons**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 23 avril 1935, pour un état indiquant: 1. En quelle année, le gouvernement provincial a-t-il commencé à faire faire l'inspection des étalons dans la province? 2. Depuis que cette inspection est pratiquée, combien d'étalons ont été inspectés chaque année dans chacun des comtés et combien par classe? 3. En quelle année, le gouvernement a-t-il commencé à accorder aux propriétaires d'étalons des primes basées sur le nombre de poulains? 4. Combien de ces primes ont été accordées chaque année dans chacun des comtés de la province pour chaque classe d'étalons? (Document de la session no 147)

**Commission scolaire de Sainte-Scholastique,  
demande d'octroi**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 avril 1935, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la Commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 31 janvier 1935 jusqu'au 10 avril 1935. (Document de la session no 148)

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 1<sup>er</sup> mai 1935**

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:**

**Saint-Victor-de-Beauce,  
incendie**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien la province a-t-elle donné et payé pour venir en aide aux contribuables de Saint-Victor-de-Beauce qui ont été victime d'incendie depuis 1930 jusqu'à maintenant?

2. À qui les montants ont-ils été payés?
3. À quelle date les paiements ont-ils été faits?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$5,000.  
2. À M. Joseph Plante, maire du village de Saint-Victor-de-Beauce.  
3. le 17 mai 1933.

**Taxe sur les transferts  
de valeurs mobilières**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Extension des  
conventions collectives**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail.

Adopté.

**En comité<sup>4</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que les institutions religieuses soient exemptées des obligations imposées par le bill.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** On a prévu ce cas à la clause 14 du bill qui exempte les institutions religieuses ayant des employés permanents qui vaquent à l'entretien des bâtiments.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** signale des abus qui ont été commis, alors que des patrons de bonne foi ont engagé des ouvriers à des prix raisonnables et moyennant certains avantages supplémentaires substantiels. Or, l'ouvrage terminé, les ouvriers se sont prévalus de la loi pour poursuivre et réclamer des montants considérables, déclare-t-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En effet des abus ont été commis. Ce cas a été mentionné ce matin<sup>5</sup>. On a cité l'aventure des pères Trappistes d'Oka. Ces révérends pères furent obligés

de payer les salaires prévus, en vertu des contrats collectifs, quoique les employés eussent consenti à travailler pour des salaires moindres. Le cas a été prévu, et c'est pourquoi nous avons fait ajouter un amendement à la loi pour déclarer que, dans toute action en répétition pour sommes dues, le juge devra décider, dans les cas semblables, suivant l'équité et la bonne foi, sans tenir compte du texte légal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes en faveur du principe de la loi. Le principe de la loi est bon. Mais il est un principe sur lequel je ne transige pas, qu'il faudrait sauvegarder: on ne doit pas permettre l'intervention du pouvoir civil en matière religieuse. C'est, déclare M. Duplessis, un principe malsain et dangereux que de le permettre. Or, c'est ce que le présent bill autorise. Non seulement on permet de taxer les institutions religieuses, mais en vertu du bill, le pouvoir civil aura le pouvoir d'aller s'ingérer dans l'administration de ces institutions, de les contrôler pour les fins de la loi, ce qui implique un large contrôle, une surveillance très étendue.

On exempte les compagnies de chemins de fer. On ne voit pas pourquoi on n'exempterait pas aussi les institutions religieuses, quand on constate les principes en jeu.

C'est que les autorités religieuses doivent être autonomes chez elles, en matière de régie interne et en matière d'administration. Or, c'est ce principe que viole la loi des contrats collectifs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** appuie les propos du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous sommes d'accord avec le chef de l'opposition, quant à l'indépendance des institutions religieuses. Il n'a pas le monopole de la défense et du respect des autorités religieuses qui ont accepté de bon gré notre amendement exemptant de la juridiction du contrat leurs employés permanents.

Aussi, lorsque les autorités religieuses nous ont rencontrés et ont représenté que les communautés avaient des employés permanents, moyennant des considérations supplémentaires substantielles, nous avons consenti de tout cœur. Je suis autorisé à dire que les autorités religieuses n'ont aucune objection à la loi. On est satisfait de cela.

Seulement, quand ces communautés construiront des édifices nouveaux, qu'elles emploieront un entrepreneur, cet entrepreneur devra payer les salaires exigés par les contrats collectifs.

Le chef de l'opposition parle d'ingérence civile dans les affaires religieuses. Il n'est aucunement question de cela. Les autorités religieuses ont accepté la loi de l'assistance publique, pour ne citer que celle-là, avec empressement, lorsque nous y avons apporté les amendements réclamés. Dans notre province, l'État et l'Église coopèrent et collaborent de la manière la plus bienveillante et, dans le cas présent, elles n'ont aucune objection à la loi. Il n'y a aucun conflit entre elles et nous. Est-il besoin de le dire?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En matière de régie interne, de l'administration ordinaire des institutions religieuses, la loi ne devrait pas s'appliquer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** déclare qu'il est du même avis que le chef de l'opposition.

Ce que nous voulons c'est l'intervention de l'état au point de vue hygiène, sécurité, et même au point de vue général. Ce n'est pas de l'intrusion de l'État, cela. Mon honorable ami ne devrait pas être plus scrupuleux que les communautés elles-mêmes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne le faites-vous pas avec les compagnies de chemin de fer?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Elles ne sont pas sous notre contrôle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Eh bien! Les institutions religieuses sont sous le contrôle du droit canon.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Allons! Les ouvriers qui travaillent temporairement pour une communauté ne sont toujours pas sous le contrôle du droit canon, quant à leur salaire. Mon honorable ami veut rire. D'ailleurs, l'Église et l'État, en notre province, se sont toujours bien entendus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'État n'a pas d'affaires à se mêler de la régie interne des communautés religieuses.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Admis! Il n'est pas question de cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est aux députés à prendre leurs responsabilités. Ce sont eux

qui sont responsables de lois qu'ils passent et des conséquences qu'elles entraînent. On peut faire accepter par les intéressés des choses qui sont contre leurs intérêts: on ne s'en aperçoit qu'après. Mais le législateur peut aller plus loin et chercher, lui, les motifs d'une loi. Ce n'est pas une raison suffisante pour nous convaincre que de dire que l'amendement a été approuvé par les intéressés.

Il se peut que l'on arrive à atténuer certaines craintes, grâce à d'habiles démarches, ou en tablant sur le fait que tout le monde ne connaît pas toutes les nuances des lois. Mais le fait brutal reste que la loi permet au gouvernement ou au pouvoir civil de surveiller et de contrôler l'administration ordinaire des institutions religieuses, et toutes les plus belles protestations de respect ne changent rien à ce fait.

La loi aura un mauvais effet sur les finances de nos institutions.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

S'il y a une institution qui est en faveur du contrat collectif et des justes salaires aux ouvriers, c'est bien l'Église catholique à laquelle nous appartenons. Prenez nos journaux catholiques: ils se font les apôtres des salaires raisonnables pour les ouvriers et vantent les bons effets de la loi. Ce serait le plus mauvais service, le dernier service, à rendre à notre Église catholique que de dire: Tout le monde paiera excepté les institutions religieuses.

On a tort de demander ça en faveur de l'Église, de demander ce qu'elle ne demande pas elle-même. Ce matin, les ouvriers sont venus au comité avec leur aumônier. M. l'abbé Lefrançois a approuvé la loi telle que faite. Et je crois que je puis dire qu'il avait quelque droit, plus que nous, en tout cas, de parler au nom du point de vue catholique.

Maintenant, nos honorables amis de l'opposition veulent être plus catholiques que le pape. Le Parti libéral a montré, a prouvé dans le passé qu'il est prêt à respecter toutes les libertés religieuses, qu'il a toujours respecté les communautés religieuses et les autorités religieuses.

Les autorités religieuses le savent bien, quoiqu'en pense l'opposition. Ce serait le dernier service à rendre à l'Église que de dire que tout le monde paiera les salaires raisonnables et que seules les institutions religieuses ne seront pas obligées de les payer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre vient de dénaturer mes paroles. Jamais il n'a dit, déclare-t-il que l'Église catholique ne veut pas payer les salaires raisonnables.

Car l'Église a toujours été la première à protester contre les abus et veut faire donner à l'ouvrier un salaire raisonnable, et le gouvernement sait qu'elle fera son devoir sans qu'elle y soit obligée par la loi. Mais on ne sort pas du fait suivant: la loi permet au pouvoir civil de contrôler l'administration ordinaire des institutions religieuses et c'est ce qu'on ne devrait pas permettre. Le gouvernement veut soumettre l'autorité religieuse aux lois comme de simples particuliers.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):**

Pouvez-vous trouver un mot dans la loi qui impose des obligations aux institutions religieuses? Nous le ferons disparaître de cette loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas besoin de prouver que cette loi s'applique particulièrement aux communautés religieuses, car elle s'applique à elles comme à tout le monde. Justement, nous voulons faire exempter les institutions religieuses. Le ministre du Travail aurait dû lire son bill. Je disais donc que nous n'avons pas besoin de passer une loi pour obliger les communautés religieuses à protéger les ouvriers; elles le feront sans cela.

**M. Guertin (Hull):** Si on adoptait les vues de l'opposition, on créerait au pays l'impression que les communautés religieuses veulent se soustraire à la loi du juste salaire que l'Église a toujours réclamée pour les ouvriers, et s'exempter de payer ses employés avec justice. Ce n'est pas exact, et c'est injurieux pour elles. Les communautés, avant la loi des contrats collectifs, ont toujours payé à leurs ouvriers, dans mon comté et sans qu'on leur demande, les salaires de l'union catholique qui étaient en fait souvent plus élevés que les autres.

Je ne dis pas cela dans le but de critiquer mais, je ne voudrais pas que la population soit sous l'impression que les communautés veulent éluder la loi. Je refuserais d'accepter le point de vue de l'opposition, avant de consulter les autorités diocésaines de chez nous.

On a bien fait d'exempter les chemins de fer, car ils ont toujours payé des salaires plus élevés que les autres patrons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais pourquoi accorder une exemption aux compagnies de chemin de fer? Si on exempté les chemins de fer pour cette raison, c'est un beau compliment à faire à nos institutions. C'est dire que les institutions religieuses,

elles, ne sont pas capables de donner justice, sans être obligées de le faire par la loi. Celles-ci connaissent leur devoir et ce n'est pas aux députés à le leur apprendre. Je discute ici non pas seulement comme catholique, mais comme législateur.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Étude de l'anatomie

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 240 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a présenté une pareille loi, il y a deux ou trois ans. Elle s'inspire d'un principe plus ou moins intéressant: savoir que du moment qu'un homme doit mourir pauvre, sur un lit d'hôpital public, on peut s'emparer de son cadavre pour en faire l'autopsie. On devrait faire attention.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le bill présente un principe assez étrange. Il me semble que tout le monde, une fois mort, devrait être respecté. Les pauvres non plus n'aiment pas à se faire ouvrir le corps pour faire des expériences. Est-ce parce qu'il a eu des malheurs qu'on doit le traiter autrement que les autres, qu'on doit le débiter et l'envoyer à l'abattoir, tandis que ceux qui ont de l'argent auront un traitement tout différent. Si la science veut faire des expériences, qu'elle en fasse avec tous les cadavres, ceux des beaux messieurs comme les autres.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il arrive qu'un pauvre être est gardé dans un asile, 10 ans, 20 ans, et que l'État paye pour lui. Pour les fins scientifiques, dans certains cas, l'autopsie est malheureusement une nécessité. Autrefois, il n'y avait pas de loi sur l'étude de l'anatomie; les étudiants portaient, la nuit, et allaient exhumer des cadavres. Nous avons maintenant une loi qui permet de faire l'autopsie des malades publics. Lorsque la famille a payé pour le malade, elle peut disposer du cadavre. Je comprends qu'à première vue on peut être

surpris de voir qu'on se sert ainsi des cadavres de pauvres, mais c'est le seul moyen qui existe de faire des études d'anatomie.

Il fait la lecture de lettres écrites par le Dr Salusto Roy, surintendant médical, monseigneur Camille Roy, recteur de l'Université Laval.

Il lit également la lettre suivante de Son Éminence le cardinal Villeneuve adressée à monseigneur Camille Roy, approuvant les changements proposés à la loi:

Archevêché de Québec, le 2 avril 1935.

À Mgr Camille Roy, P.A., V.G.,  
Recteur de l'Université Laval,  
Québec.

Monseigneur,

En réponse à votre lettre du 31 dernier, je crois pouvoir appuyer les directrices de l'hôpital Saint-Michel-Archange dans la demande qu'elles ont faite d'amender la loi provinciale d'anatomie de façon à permettre à l'hôpital de faire l'autopsie de tout malade d'assistance publique décédé, sans que l'on ait pu se rendre un compte exact de la cause de la mort.

Agréé, Monseigneur le Recteur, mes sentiments dévoués en N. S. et M. I.

J.-M. Rodrigue,  
Card. Villeneuve, O.M.I.,  
Archevêque de Québec.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>6</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre cette tactique du gouvernement de se cacher derrière l'autorité religieuse pour impressionner la population. Le ministre vient de lire une lettre de caractère privé, ce qu'il n'aurait pas dû faire. Voici qu'on part d'une lettre portant sur un sujet particulier pour passer une loi de portée générale. Je regrette qu'on ait voulu donner l'impression que la lettre autorisait la loi qu'on présente, alors qu'il ne s'agissait que d'un cas particulier.

On ne devrait pas nier aux parents le droit de réclamer le corps de l'un des leurs, tout simplement parce qu'il s'agit d'un infortuné et d'un pauvre. On n'a pas le droit d'hypothéquer les cadavres des pauvres comme on le fait par la présente loi, sous prétexte de science, et décréter que parce qu'un homme est pauvre et malheureux, on a droit de livrer son cadavre à une sorte de dissection. La plus belle science est celle qui vient du cœur. J'espère que le secrétaire provincial va retirer son projet de loi.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je crois avoir suffisamment développé en moi le sens de l'honneur et de la courtoisie pour que la Chambre soit rassurée sur un point: les lettres dont j'ai donné lecture ne sont pas de caractère privé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces lettres parlent de Saint-Michel-Archange?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oui, mais d'autres institutions nous ont fait la même demande. Mes honorables collègues admettront qu'on ne peut faire de dissection sans avoir un cadavre. La loi permet l'autopsie à certaines institutions qui ont ce droit inscrit dans leur charte. D'autres n'ont pas ce droit, et c'est le but de la loi que de le leur donner. Nous voulons que nos médecins puissent se livrer eux aussi aux recherches. Actuellement, il y a plus d'étudiants en médecine qu'auparavant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'expropriation des cadavres!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ah! Il me semble que le sujet est assez macabre, sans que nous disions de telles choses. Souvent les cadavres des patients publics ne sont pas réclamés et il est bon qu'on les fasse servir à l'avancement de la science.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Des pauvres, toujours. On se sert des pauvres, naturellement.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il me semble que le député de Saint-Sauveur pourrait se dispenser de faire de la démagogie avec les cadavres. Le but de notre loi est de permettre à nos étudiants de faire de solides études d'anatomie pathologique et des recherches utiles.

Il ne présente pas la loi par simple agrément, on le comprendra, déclare-t-il. Mais il s'agit d'une demande qui a été faite au gouvernement pour l'avancement de la science et le soulagement des

malades. On veut, lorsqu'un malade hospitalisé meurt sans qu'on ait pu trouver la cause de la mort, avoir le droit de faire l'autopsie, lorsqu'il s'agit d'un malade hospitalisé aux frais de l'assistance publique. Peut-être grâce à cet examen, y aura-t-il des malades qui seront sauvés?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Ce n'est pas raisonnable. Aujourd'hui, il y a tant de pauvre monde! Tous ces gens-là vont apprendre demain dans les journaux que, s'ils meurent dans une institution publique, on va leur ouvrir le corps pour faire des expériences. Il n'y a pas de démagogie dans cela. Prenez un pauvre homme: on va refuser à un père le cadavre de son enfant parce que le père n'a pas eu assez d'argent pour payer l'hôpital; même cas pour un homme qui veut avoir le corps de son épouse. On n'a pas le droit de lui enlever sa femme pour faire son autopsie. Parce qu'il s'agit de pauvres, on les envoie à l'abattoir, pour les débiter au service de la science. C'est cruel. C'est déjà assez dur d'être sur l'assistance publique, sans aller à l'abattoir après sa mort.

Mon doux Seigneur, c'est au moins une étrange façon de consoler les gens et un bel encouragement aux milliers de familles de chômeurs menacées de pareille aventure.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le député de Saint-Sauveur a tort de s'émouvoir. Le but de la loi n'est pas de livrer les cadavres à la dissection, mais à l'autopsie scientifique. Il s'agit de permettre l'autopsie du cadavre d'une personne morte d'une maladie que l'on n'a pu définir. Autrement dit, pour permettre au médecin de connaître la cause exacte de la mort.

L'autopsie n'empêchera pas de remettre le corps à la famille. Les parents ont le droit de venir réclamer les cadavres pendant les 24 heures qui suivent le décès, mais il y aura autopsie, quand le médecin ne saura pas exactement de quoi le malade est mort.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout cela ne veut rien dire. Car, sous couleur d'autopsie on peut parfaitement pratiquer la dissection, et il suffira que le médecin ait un léger doute, ce qui arrive dans tous les cas, pour faire l'autopsie. L'autopsie permet d'inventorier tout le corps: d'ouvrir jusqu'au crâne.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** cite le cas de l'Allemagne, de la France, de l'Autriche, etc., où la chose est pratiquée, et notamment une grande



séance de démonstration avec une douzaine de tables avec chacune un cerveau frais, pour études cervicales.

En France, la loi permet de faire l'autopsie d'un malade qui meurt à La Salpêtrière, dit-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une raison de plus pour ne pas permettre cela ici. En France, il y a des maîtres de la médecine; c'est là que se trouve synthétisée l'apogée de la science médicale, et là seulement, dans les vieux pays, peut se faire cela. Ici, nous n'avons pas les mêmes sommités scientifiques.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Mais nous avons nos étudiants. Comme je le disais, l'autopsie ne sera faite que lorsqu'un malade meurt et qu'il y a des doutes sur les causes de sa mort.

**M. Guertin (Hull)** annonce qu'il va voter pour le bill. "À cause de la lettre de Son Excellence le cardinal Villeneuve".

**M. Barré (Rouville)** est intervenu à quelques reprises au cours du débat.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bélanger, Bouthillier, David, Dugas, Fauteux, Fillion (Laval), Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Grant, Guertin, Mercier, Messier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 29.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Sauvé, 6.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Commission d'électricité de Québec

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>7</sup>.

**M. Drouin (Québec-Est)**<sup>8</sup>: Si le débat vient si tard, je n'en suis pas responsable.

Il rappelle qu'il a démontré que les recommandations du rapport Lapointe, pour une bonne partie, n'avaient pas été suivies dans le bill instituant le bill de l'électricité. On ne constitue pas un tribunal suprême, affirme-t-il.

Il continue à étaler les différences notoires qui existent entre le bill et le rapport de la commission d'étude. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas suivi cette autre recommandation du rapport concernant la comptabilité uniforme des compagnies.

Si, dit-il, la Commission a recommandé l'établissement d'un système de comptabilité uniforme pour les compagnies, c'est parce qu'il n'y a pas eu moyen jusqu'ici de se démêler dans le labyrinthe des chiffres que l'on nous fournit. On en a eu la preuve à deux reprises, lors de la discussion du bill de Québec. Là encore, la Commission ne recommande qu'un organisme d'étude.

Il demande que le gouvernement mette en œuvre les opérations, les recommandations de la première commission. C'est un autre article que le gouvernement n'a pas suivi. On aurait dû dire dans le bill que la Commission devra établir un système de comptabilité uniforme.

On n'a pas suivi davantage la recommandation relative à l'obligation pour les compagnies de faire un rapport complet, régulier, annuel, à la Commission, contenant certaines informations spécifiques de leurs affaires: dépréciation, dépenses légales (qui ouvrent la porte à tout le monde), revenus bruts et nets, dividendes et intérêts, rémunération des directeurs, etc. La Commission a insisté sur cette recommandation pour que le futur organisme et le public soient au courant. La Commission insiste pour que l'on sût ce que les directeurs reçoivent. Dans le bill, on dit seulement "pourra" exiger que les compagnies fassent rapport

sur leurs affaires, sans mentionner tous les articles du rapport. On ne dit pas sur quoi portera ce rapport. Le bill à ce point de vue est inopérant. Quand la Commission voudra faire agir les compagnies, celles-ci plaideront et iront en appel et jusqu'au Conseil privé, si le cœur leur en dit.

À la page 28, le rapport dit que la Commission devra faire une étude spéciale des questions suivantes: opportunité de séparation des comptes de dépréciation, de réserve et autres fonds, investissement séparé des argents de ces différents comptes, établissement d'un fonds de pension contributoire. Ces dispositions ne sont pas dans le bill. Rien n'oblige la Commission à suivre la recommandation du rapport.

Le rapport dit encore que la Commission devra faire un partage complet entre les entreprises électriques et les placements n'ayant pas trait aux dites entreprises. Rien encore dans le bill à ce sujet.

Le rapport dit également que la Commission aura le pouvoir d'ordonner aux compagnies de fournir l'électricité aux personnes qu'elle désignera; la Commission pourra modifier les contrats existants; tout contrat entre une compagnie et une corporation municipale devra être soumis à la Commission; des pouvoirs de la Commission des services publics transférés à la Commission, en tant qu'ils ne sont pas incompatibles; le pouvoir de municipaliser donné à toutes les municipalités.

Le rapport dit expressément que les municipalités auront le droit de fournir l'électricité au-delà de leurs limites. Saint-Hyacinthe a insisté sur ce point l'an dernier. Cette recommandation n'est pas contenue dans le projet instituant la Commission.

Plusieurs municipalités peuvent s'unir ensemble. Les municipalités auront le droit d'acquérir des pouvoirs d'eau en dehors de leurs limites. L'électrification rurale devra être encouragée et subventionnée. À ce sujet, le bill vient en contradiction avec ces recommandations. Le rapport dit qu'une municipalité qui aura municipalisé devra avoir l'autorisation de la Commission pour recevoir de ce fait l'octroi du gouvernement.

Le bill supprime l'autorisation de la Commission: le rapport stipule que les subventions seront payées par le gouvernement aux coopératives, syndicats et municipalités qui voudront étendre leur service. Le bill ne parle que des coopératives et des pouvoirs publics pour la distribution de l'électricité. Or, service public désigne les compagnies ou les municipalités qui auront municipalisé. On ne donne donc pas le droit à des octrois pour les municipalités qui n'ont pas municipalisé.

Le rapport mentionne la nomination d'un officier du département de l'Agriculture qui servira d'agent de liaison dans l'intérêt des cultivateurs. On a peut-être jugé que cette nomination pouvait être faite par le lieutenant-gouverneur en conseil. Quelle loi déterminera les pouvoirs de cet agent? Le statut de cet employé aurait dû se trouver dans le bill. Les compagnies pourront contester sa juridiction.

On n'a pas suivi davantage la recommandation de MM. Lapointe, Frigon et McDonald, relative à la nomination d'un avocat devant agir comme conseil auprès de la Commission et devant représenter les consommateurs. Il paraît que la profession légale a soulevé des objections, disant que cela priverait les autres avocats des causes. Il est vrai que les avocats sont très affectés par la crise, mais, lorsqu'il s'agit d'une question d'intérêt public, on ne doit pas en envisager la solution au point de vue d'une seule classe. C'est là une erreur. Rien n'empêche d'autres avocats de plaider devant la Commission, mais un avocat-conseil peut lui se placer au point de vue de l'intérêt public.

Au sujet du coût de l'opération de la Commission, le rapport Lapointe recommande que, durant les premiers mois, les dépenses soient défrayées par le gouvernement et ensuite, par une taxe, à même le prélèvement sur les revenus bruts de toutes les entreprises. Dans le bill, on dit seulement que le coût de la Commission sera défrayé par le gouvernement. La commission Lapointe avait mis cette disposition pour assurer l'indépendance du futur organisme. Le système proposé existe à la Commission des accidents du travail.

Il y a ensuite, dans le rapport, deux recommandations au sujet des pouvoirs d'eau et de l'exportation de l'énergie. Dans le rapport, on dit qu'aucun pouvoir d'eau ne pourra être concédé sans la recommandation de la Commission. Le troisième bill de l'électricité va plus loin à ce sujet.

Plusieurs pouvoirs d'eau ont été aliénés par le gouvernement, en faveur des compagnies. Il se réjouit que la loi stipule qu'il n'y aura plus d'autre concession faite sans législation. Il affirme qu'il est vrai que le gouvernement a récemment publié une liste des pouvoirs aliénés, mais cette information n'est pas suffisamment précise et ne lui a pas fourni les renseignements qu'il demandait.

Il demande au ministre des Terres, en passant, dit-il, un état détaillé des pouvoirs d'eau concédés, mais non exploités. Au sujet de l'exportation, certains événements survenus en Ontario peuvent avoir engagé le gouvernement à ne pas se prononcer, déclare-t-il.

Pour ma part, je dis que le bill qui nous est soumis, dans sa forme actuelle, n'est pas acceptable, et je ne puis pas l'accepter. Je ne puis l'accepter parce que d'abord j'aurais voulu que le rapport Lapointe recommandât l'établissement d'une hydro semblable à celle de l'Ontario, sinon que le bill qui est devant nous fût constitué par toutes les recommandations de la Commission d'étude. Je ne puis approuver ce projet parce qu'il contrôle les municipalités qui ont municipalisé ou qui vont municipaliser. Toutes les villes, sauf Québec et Montréal, ont actuellement ce droit. On aurait dû mettre ces deux villes sur le même pied. Il n'y avait pas besoin de nouvelle loi pour toute la province. Je ne suis pas opposé à ce que les municipalités soient sur le même pied que les campagnes, mais à condition que la Commission ait de plus grands pouvoirs.

Les pouvoirs nécessaires sont dans la loi des cités et villes et dans le Code municipal. Québec a le droit de municipaliser pour l'éclairage domestique et public, mais non pour la force motrice. Montréal a le droit de municipaliser seulement pour l'éclairage public. Les municipalités, sauf la métropole et la capitale, avaient déjà le droit de municipaliser, quant au mode.

Il ne peut donc accepter le projet, dit-il, parce qu'il établit un contrôle par l'entremise de la Commission.

Le bill est bon en lui-même parce qu'il confirme des pouvoirs déjà accordés, mais les recommandations de la commission Lapointe ne se trouvent pas dans ce bill. De plus, je ne puis laisser le contrôle de la municipalisation à la Commission de l'électricité telle que créée par ce bill: une commission défectueuse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien!

**M. Drouin (Québec-Est):** Jusqu'ici, il n'y avait aucune ingérence et aucune restriction contrairement à ce qui est prévu dans les deux premiers bills.

Il s'oppose au projet de la Commission, déclare-t-il, parce qu'on ne donne pas à cette dernière une juridiction absolue.

Il s'oppose aux deux premiers projets de loi du gouvernement, le bill créant la Commission de l'électricité et celui se rapportant à la municipalisation de l'électricité, pour les raisons précitées.

Et maintenant, le bill de la Commission des eaux courantes. Jusqu'ici, la Commission avait le droit d'aménager des pouvoirs d'eau, mais elle ne pouvait vendre le pouvoir. Il y a dans ce dernier bill un certain nombre d'articles que j'approuve et d'autres que je ne puis pas approuver. Dans ce bill, il

y a l'embryon, le fœtus, le squelette plutôt d'une hydro. J'ai toujours été pour le principe de l'hydro. Dans le bill, ce principe se retrouve jusqu'à un certain point, mais partout le lieutenant-gouverneur en conseil a juridiction. Les articles qui donnent à la Commission des eaux courantes le pouvoir de reprendre les pouvoirs non exploités, de fournir aux municipalités l'électricité après approbation des taux par le lieutenant-gouverneur en conseil sont peut-être un commencement de justice. Mais le bill en lui-même, est un squelette sans chair, sans os, sans nerf, ni sang, un squelette sans vie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien! après l'autopsie!<sup>91</sup> (Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Ce principe n'est pas un principe de vie. Bien plus, ce squelette, on a trouvé le moyen de l'enchaîner avec les liens du lieutenant-gouverneur en conseil. Ça me rappelle l'histoire de Prométhée. On a entouré chaque article de grosses chaînes sur lesquelles les mots lieutenant-gouverneur en conseil sont écrits. Cela veut dire que le principe plus ou moins énoncé de l'hydro est enseveli sous les chaînes. Il faudrait donner à ce squelette un principe de vie. Je me demande comment une hydro ainsi constituée pourra opérer dans Québec. Dans l'Ontario, la Commission est indépendante du gouvernement et possède des pouvoirs clairs et définis.

Si la majorité du cabinet est favorable au développement hydroélectrique par la province de nos ressources naturelles, très bien, ça ira. Si non, qu'est-ce qui va arriver? Mais, s'il n'y a qu'un ministre qui est favorable à ce projet...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** rit.

**M. Drouin (Québec-Est):** ... ce ministre ne pourra gagner son point. Le semblant de pouvoirs qu'on donne peut bien être exercé et il peut bien ne pas l'être. Ce n'est pas cela que nous avons demandé. Nous avions surtout en vue de protéger la municipalisation et d'établir la concurrence de l'État. Nous n'avons pas demandé un squelette, mais quelque chose qui peut opérer et donner satisfaction. J'accepte le principe de l'hydro, mais je ne suis pas disposé à accepter un compromis du genre de celui que l'on nous offre. Je suis pour un compromis honorable. Mais actuellement, en échange d'un semblant d'hydro, le rapport Lapointe ne sera pas mis à exécution dans ses principales recommandations. Je ne me démentirai pas.

Je veux une hydro semblable à celle de l'Ontario, et non un squelette, autrement, que l'on exerce un contrôle sur les compagnies au moyen des recommandations du rapport Lapointe. Et si on ne nous le donne pas, je serai pour l'étatisation.

M. le président, avec ces trois bills, qui sont présentement devant nous, la question de l'électricité n'est pas plus réglée dans la province qu'autrefois, lors de l'institution de la commission d'étude. Je dis que le rapport n'a pas été suivi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien!

**M. Drouin (Québec-Est):** Elle n'est pas réglée parce qu'on n'a pas voulu la régler. Vous voulez empêcher le règlement de la question de l'électricité. Mais, d'ici quelques temps, si vous persistez, il va se développer un sentiment de nationalisation que vous ne pourrez réprimer, un mouvement formidable vers la nationalisation. Il y a une limite à tout. C'est un rapport défiguré qui est reproduit dans le projet de la Commission. Il faut une solution. La solution proposée par ces trois bills du gouvernement n'est pas une solution véritable. Le problème reste posé.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le comité va rapporter progrès.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'est pas satisfait du discours?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Enchanté! comme vous, d'ailleurs, puisque vous avez applaudi.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen<sup>10</sup>.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain 11 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée à minuit cinquante minutes.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

2. Le discours de M. Drouin dura 3 heures: 2 heures en après-midi et 1 heure en soirée, selon *Le Soleil* du 2 mai 1935, à la page 3.

3. *Le Canada* du 2 mai 1935, à la page 9 attribue un nom différent à cet organisme, "la National Light Association".

4. Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux).

5. Lors d'une séance du comité des bills publics.

6. Voir note 4.

7. Référer à la séance de l'après-midi de ce jour pour prendre connaissance des résolutions.

8. Il est 10 h 50, selon *La Presse* du 2 mai 1935, à la page 29.

9. *L'Événement* du 2 mai 1935, à la page 9, rapporte la répartition de M. Duplessis différemment: "Très bien! Il en fait l'autopsie!"

10. *L'Action catholique* du 2 mai 1935, à la page 3, rapporte que: "Le discours de M. Drouin a donné lieu à force commentaires et à des impressions diverses. Notons que seule l'opposition a applaudi. On parlait, dès hier soir, d'une rupture définitive, l'organisation libérale ayant décidé l'excommunication politique du député actuel de Québec-Est. Il pourrait donc y avoir du nouveau d'ici quelques jours."

## Première séance du jeudi 2 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à midi et quinze.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 245 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930;
- bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 195 concernant les ostéopathes.

**Logements  
de chômeurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), la permission de présenter le bill 213 concernant les logements de chômeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
de la pharmacie**

**M. Élie (Yamaska)** demande la permission de présenter le bill 214 modifiant la loi de la pharmacie de Québec, aux fins de donner au conseil de l'association une représentation provinciale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Traversier entre  
l'Île d'Orléans et Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 36 concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec.

Adopté.

En comité<sup>1</sup>:**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Avec l'ouverture à la circulation du pont reliant l'Île à la côte nord, il faudra modifier le contrat qui régit la compagnie des traversiers. Étant donné que le trafic par traversier chutera brutalement, la compagnie sera autorisée à assurer le service à l'aide d'un bateau plus petit. On n'aura plus besoin d'un navire aussi puissant que celui qui faisait autrefois le service. Le bill que je présente prévoit cela et prolonge la période de temps fixé pour l'octroi annuel de \$45,000 que la compagnie, faisant le cabotage, reçoit du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Deux des contrats intervenus entre la compagnie des traversiers et le gouvernement sont signés par Me Claude Taschereau, notaire. Est-ce un parent du premier ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Moi, j'ai l'avantage d'être comme l'oncle du chef de l'opposition, le député de Champlain (M. Grant), j'ai un neveu.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection à ce que le premier ministre se compare au député de Champlain.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** procèdent à un échange au sujet du pont de l'Île d'Orléans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** qualifie la construction du pont de dépense excessive et inutile.

Il dit aussi que le premier ministre est aux prises avec le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) car, ce dernier est supposé avoir employé un nombre exagéré d'ouvriers de Lotbinière, au grand mécontentement du premier ministre.

Le premier ministre, déclare le chef de l'opposition, a dit au ministre des Travaux publics: C'est mon pont, ça n'est pas le vôtre, et vous devriez garder vos gens de Lotbinière...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** s'amuse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** supplie alors le premier ministre d'aller parler contre lui, deux ou trois fois aux Trois-Rivières, lors des prochaines élections, afin d'assurer l'élection.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** promet qu'il ira lui monter un bateau.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 39 relatif à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de Charité de la Providence, pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

#### Droits sur les successions

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès, en ligne directe, ascendante ou descendante;

entre époux; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru et entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, sera frappé des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

*a.* N'excède pas dix mille dollars, un droit de 1 pour cent;

*b.* Excède dix mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/25 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

*c.* Excède cinquante mille dollars, et n'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/20 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

*d.* Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 15 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et, pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à une des personnes mentionnées dans la présente résolution, un droit additionnel en sus du droit susmentionné soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

*a.* N'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent;

*b.* Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

*c.* Excède trois cent mille dollars, un droit de 3 pour cent, plus 1/200 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant total ainsi transmis excède un million quatre cent mille dollars.

2. Que tout bien, mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, sera frappé des droits suivants calculés sur la valeur totale du bien transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

*a.* N'excède pas dix mille dollars, un droit de 4 pour cent;

*b.* Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, un droit de 4 pour cent, plus 1/10 de un pour cent sur chaque mille dollars entiers;

c. Excède soixante mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 20 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et pourvu, en outre, que si le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées à la présente résolution 2, un droit additionnel en sus du taux susmentionné soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/25 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus 1/300 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant total ainsi transmis excède un million cinq cent mille dollars;

3. Que tout bien, mobilier ou immobilier dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale avec le défunt autre que celui mentionné dans la résolution immédiatement précédente, ou à toute personne étrangère au défunt, par le sang, sera frappé des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus 1/10 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 20 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 30 pour cent lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars.

Et pourvu aussi que si le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées dans la présente résolution, un droit additionnel - en sus du droit susmentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 2 pour cent;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 2 pour cent, plus 1/400 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 5 pour cent si le montant entier ainsi transmis excède un million deux cent mille dollars;

4. Que si le bien est un effet mobilier corporel habituellement dans le commerce, sa valeur sur le marché sera censée équivalente à sa valeur réelle et que pour les fins de la loi des droits sur les successions, la transmission résultant du décès, à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la loi de l'adoption et de toute modification à icelle; ou en vertu de toute loi spéciale de la législature de Québec, et au conjoint de cette personne adoptée, sera censée faite en ligne directe et les taux fixés par la résolution 1 s'appliqueront à cette transmission.

5. Que les exemptions suivantes seront accordées, savoir:

1. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie au conjoint survivant ou à l'enfant, ou à tous les enfants ou à quelqu'un des enfants du défunt ou au conjoint survivant et à l'enfant ou aux enfants du défunt en même temps, le montant de l'exemption qui doit être accordé, est le suivant, savoir:

Dix mille dollars, s'il y a un conjoint survivant, et, en outre, s'il y a un enfant ou des enfants survivants, mille dollars pour chaque enfant, pourvu que, s'il n'y a pas de conjoint survivant, le montant de l'exemption à chaque enfant est laissé à mille dollars, mais, dans chaque cas, le montant total de l'exemption ne doit pas excéder quinze mille dollars.

2. Pour les fins du paragraphe 1 précédent de la présente résolution, le mot "enfant" comprend tout autre successeur en ligne directe, ascendante ou descendante, le beau-père ou la belle-mère, le gendre ou la bru et le beau-fils ou la belle-fille du défunt, pourvu qu'ils dépendent du défunt et vivent avec ce dernier à l'époque de son décès.

3. Lorsque la succession échoit, en totalité ou en partie, à un frère ou à une sœur du défunt qui dépend de ce dernier pour sa subsistance, le montant de l'exemption qui doit lui être accordé est de mille dollars.

4. Lorsque la succession échoit, en totalité ou en partie, à une personne étrangère au défunt, par le sang, ayant été à l'emploi du défunt pendant au moins cinq ans avant son décès, le montant de l'exemption qui doit être accordé à ce bénéficiaire est de mille dollars.

5. Les exemptions accordées par l'un des paragraphes précédents 1, 2, 3 ou 4 de la présente résolution, ne s'appliquent respectivement qu'aux bénéficiaires y mentionnés qui sont domiciliés dans la province à la date de la mort du défunt, et seulement lorsque la valeur totale de la part du bénéficiaire n'excède pas le montant de l'exemption ci-dessus accordée par chacun de ces paragraphes respectivement.

Cependant, dans le cas des paragraphes 1 et 2, si la valeur totale nette des parts accroissant à tous ou à quelqu'un des bénéficiaires y mentionnés, n'excède pas le montant total des exemptions réclamées, en vertu de ces paragraphes, ces exemptions sont accordées.

6. Que: 1. toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, en ligne directe ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et genre ou bru et entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 1 pour cent;

b. Excède dix mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/25 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/20 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

d. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 15 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées dans la présente résolution 6, un droit additionnel - en sus du droit sus-mentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent;

b. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède trois cent mille dollars, un droit de 3 pour cent, plus 1/200 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant entier ainsi transmis excède un million quatre cent mille dollars.

7. Que toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province, à l'époque de ce décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, sera frappée des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis;

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 4 pour cent;

b. Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, un droit de 4 pour cent, plus 1/10 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède soixante mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 20 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et, pourvu, en outre, que, si le montant est transmis à une des personnes mentionnées dans la présente résolution 7, un droit additionnel - en sus du droit susmentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/25 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus 1/300 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant entier ainsi transmis excède un million cinq cent mille dollars.

8. Que toute transmission dans cette province résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens meubles situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, à une personne parente du défunt à un autre des degrés de consanguinité en ligne collatérale que ceux qui sont mentionnés dans la résolution immédiatement



précédente, ou à un étranger du défunt, par le sang, sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis;

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus 1/10 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 20 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 30 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et, pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à l'une des personnes mentionnées dans la présente résolution 8, un droit additionnel - en sus du droit susmentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant entier ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 2 pour cent;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 2 pour cent, plus 1/400 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 5 pour cent, lorsque le montant total ainsi transmis excède un million deux cent mille dollars.

9. Que si le bien est un effet mobilier corporel habituellement dans le commerce, sa valeur sur le marché devra être équivalente à sa valeur réelle et que, pour les fins de la loi des droits sur les successions, la transmission résultant du décès à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la loi d'adoption et de toute modification à icelle, ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec et au conjoint de cette personne adoptée, sera censée faite en ligne directe et les taux établis dans la résolution 6 s'appliquent à cette transmission.

10. Que les exemptions suivantes seront accordées, savoir:

1. Lorsqu'une succession échoit en totalité ou en partie au conjoint survivant ou à l'enfant, ou à tous les enfants ou à quelqu'un des enfants du défunt, ou au conjoint survivant et à l'enfant ou aux enfants du défunt, en même temps, le montant de l'exemption qui doit être accordé est le suivant, savoir: dix mille dollars s'il y a un conjoint survivant, et, en plus, s'il y a un enfant ou des enfants, survivants, mille dollars pour chaque enfant, pourvu

que s'il n'y a pas de conjoint survivant, le montant de l'exemption à chaque enfant soit laissé à mille dollars, mais, dans chaque cas, le montant total de l'exemption ne doit pas excéder quinze mille dollars.

2. Pour les fins du précédent paragraphe 1 de la présente résolution le mot "enfant" comprend tout autre successeur en ligne directe, ascendante ou descendante, le beau-père ou la belle-mère, le gendre ou la bru et le beau-fils ou la belle-fille du défunt, pourvu qu'ils soient dépendants du défunt et vivent avec ce dernier à l'époque de son décès.

3. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie, à un frère ou à une sœur du défunt qui dépend de ce dernier, pour sa subsistance, le montant de l'exemption qui doit lui être accordée est de mille dollars.

4. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie, à une personne étrangère au défunt, par le sang, ayant été à l'emploi de la personne décédée pendant au moins cinq ans antérieurement à son décès, le montant de l'exemption qui doit être accordé à ce bénéficiaire est de mille dollars.

5. Les exemptions accordées par l'un des paragraphes 1, 2, 3 ou 4 de la présente résolution ne s'appliquent respectivement qu'aux bénéficiaires y mentionnés qui sont domiciliés dans la province, à l'époque de la mort du défunt, et seulement lorsque la valeur totale de la part du bénéficiaire n'excède pas le montant de l'exemption ci-dessus accordée par chacun de tels paragraphes respectivement.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 1 et 2, si la valeur totale nette des parts accroissant à tous ou à quelqu'un des bénéficiaires y mentionnés, n'excède pas le montant total des exemptions réclamées, en vertu de ces paragraphes, ces exemptions sont accordées.

11. Que les dispositions du paragraphe 7 de l'article 3 de la loi des droits sur les successions, telles qu'édictees par le paragraphe b de l'article 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et du paragraphe 7 de l'article 24 de la loi des droits sur les successions telles qu'édictees par le paragraphe b de l'article 3 de ladite loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'appliqueront à toute transmission résultant du décès qui a eu lieu depuis le 1<sup>er</sup> avril 1934.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** déclare que le bill aura pour effet d'augmenter le produit annuel de la taxe d'un million de dollars. Il explique notamment que les exemptions pour enfants s'appliqueront aux enfants adoptés légalement et, sur ce point, la loi sera rétroactive à partir du 1<sup>er</sup> avril 1934.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à cette taxe. Il prétend qu'elle ruinera l'esprit d'économie des petites gens.

**M. Barré (Rouville)** critique le bill et dit qu'on attaque surtout les petites successions. Les augmentations sur les petites successions sont trop considérables, dit-il.

**M. Guertin (Hull)** est d'avis que l'on impose les successions, déclarant que celui qui a profité des avantages de la vie en société, doit à juste titre remettre une petite partie de ses gains à la société. Il est d'opinion que la taxe en discussion va trop loin, qu'elle pèsera surtout sur les petites fortunes.

Le bill, dit-il, parce qu'il frappe surtout les petites successions est mauvais, car il décourage l'économie des petits épargnants.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 74 modifiant la loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions;

- bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé;

- bill 249 modifiant la loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres;

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;

- bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.

#### **Saisie et transfert d'actions**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 74 modifiant la loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Donation de T.-A. Grothé**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Inhumations et exhumations**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 249 modifiant la loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Saint-Lambert**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** annonce que le lieutenant-gouverneur sanctionnera quelques bills cet après-midi.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 2 mai 1935****Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Hommage au député de Mercier,  
M. Anatole Plante**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** offre ses félicitations et celles de la Chambre au député de Montréal-Mercier (M. Plante), dont un télégramme vient de lui apprendre la nomination au rang de lieutenant-colonel dans l'armée canadienne. Il rend hommage aux qualités de camaraderie du nouveau titulaire, à sa compétence comme médecin et comme soldat. Notre collègue de Mercier est non seulement un excellent médecin, un excellent libéral, mais aussi c'est un excellent soldat, et nous lui offrons nos félicitations les plus cordiales. Je lui souhaite tous les succès qu'il mérite. (Applaudissements)

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Je remercie de tout mon cœur le premier ministre et je tiens à lui dire que je suis aussi bon soldat dans les rangs du Parti libéral que je puis l'être dans les rangs de l'armée britannique dont je suis l'humble sujet. (Applaudissements)

**Décès du frère du  
député de Québec-Centre (M. Samson)**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** offrent, en leur nom et au nom de la Chambre, leurs sympathies au député de Québec-Centre (M. Samson) qui a perdu son frère, ces jours derniers.

**M. Samson (Québec-Centre)** remercie ses collègues.

**Paroisse de Montréal,  
servitude**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), que les articles 497, 498, 500, 503, 510, 511, 516,

542 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de F. C. Browning, R. W. Lovell et dame H. W. G. Cooke, demandant l'adoption d'une loi pour amender certaines servitudes sur certaines subdivisions du lot 218 de la municipalité de paroisse de Montréal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Adopté sur division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de F. C. Browning, R. W. Lovell et dame H. W. G. Cooke, demandant l'adoption d'une loi pour amender certaines servitudes sur certaines subdivisions du lot 218 de la municipalité de paroisse de Montréal, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 modifiant les lois concernant l'organisation des départements;

- bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre;

- bill 51 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter, lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes;

- bill 58 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres;

- bill 62 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange;

- bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation;
- bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques;
- bill 65 modifiant la loi du mérite agricole relativement aux colons;
- bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre";
- bill 70 modifiant la loi du département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries;
- bill 140 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen;
- bill 248 modifiant la loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés.

### Questions et réponses:

#### Pointe-à-Gatineau, travaux, salaires

**M. Guertin (Hull):** Relativement aux travaux faits dans la municipalité de Pointe-à-Gatineau comme l'attestent les réponses apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative*, à la date du 4 avril 1935; session en cours:

1. Une clause de salaire raisonnable a-t-elle été insérée dans le contrat?
2. Dans l'affirmative, quels salaires étaient stipulés pour les différentes catégories d'ouvriers?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. et 2. Le cahier général des charges stipule que l'entrepreneur doit employer de préférence les ouvriers de la localité et payer un journalier à raison de \$0.35 de l'heure, et un attelage double \$0.65 l'heure.

#### Observance du dimanche

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 modifiant la loi de l'observance du dimanche, afin de faciliter l'observance du dimanche dans la province, soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la Législature a pour effet de faire disparaître du chapitre 199 des Statuts refondus de 1925, "Loi pour l'observance du dimanche", la clause 7 qui se lit comme suit:

"7. Nonobstant toutes dispositions à ce contraire contenues dans la présente section, quiconque observe consciencieusement et habituellement le septième jour de la semaine comme jour de sabbat et s'abstient réellement de travail ce jour-là n'est pas sujet à être poursuivi pour avoir fait du travail le premier jour de la semaine, si ce travail ne dérange pas d'autres personnes dans l'observance du premier jour de la semaine à titre de jour saint et si l'endroit où se fait ce travail n'est pas ouvert au commerce, ce jour-là."

L'article 7, comme on peut le constater, a pour effet de créer dans la loi décrétant l'observance du dimanche une exception dont les conséquences ont été signalées à plusieurs reprises dans cette province. Je ne doute pas, et je tiens à le dire dès le début, qu'il est possible que mon geste prête à des interprétations différentes. Il a pour effet de faire disparaître de la loi générale une exception qui favorise tout particulièrement une partie de la population de la province de Québec, et je ne voudrais pas qu'on donne pour motif au geste que je fais une animosité quelconque contre un groupe quelconque de la population. Mon geste est motivé tout simplement par le désir que j'ai d'uniformiser l'observance du dimanche dans notre province, de voir l'observance du dimanche respectée, de voir les recommandations de tous ceux qui s'occupent de l'observance du dimanche suivies par la Législature.

J'ai entendu, au cours des jours qui ont suivi l'apparition de ce projet de loi sur le *Feuilleton* de la Chambre, des remarques à l'effet que la mesure que je présente pouvait venir en contravention avec la juridiction fédérale. Je ne le crois pas. L'article 5 du chapitre 153, Statuts refondus, 1906, du Canada établit clairement la liberté des provinces de légiférer en semblables matières. Voici comment se lit cet article 5:

"5. Le dimanche, il n'est permis à personne, excepté ainsi qu'il est prévu en la présente loi ou dans les lois provinciales qui sont présentement en vigueur ou qui le peuvent être à l'avenir, de vendre, d'offrir en vente ni d'acheter des marchandises, effets ou autres biens meubles ou des biens immeubles, ni de faire ou expédier quelque affaire que ce soit de sa profession ordinaire ou se rattachant à cette profession, ni pour gain, de faire ni d'employer personne pour faire, ce jour-là quelque ouvrage, affaire ou travail que ce soit."

D'une façon bien claire, cet article reconnaît le droit de la Législature provinciale de légiférer sur la question, mais aussi les dispositions des lois qui pourraient être passées dans l'avenir par la législature provinciale. J'ai feuilleté les législations de toutes les provinces du Canada. J'ai cherché à trouver une disposition semblable à celle qui se trouve dans la Législature de Québec. Je puis affirmer, sans crainte d'être démenti qu'il n'y a pas dans les législations des autres provinces de dispositions qui ressemblent le moins à l'article 7 de notre loi.

Les autorités qui s'occupent de faire observer le jour du sabbat dans cette province, dont la Ligue du Dimanche, trouvent que les entraves les plus sérieuses, et dont les conséquences sont les plus considérables, sont créées précisément par les dispositions de cette clause no 7 de notre loi, dont je parlais, créant des embarras considérables surtout dans les centres comme Montréal. C'est la clause 7 de notre loi qui crée l'exception. Cela rend l'application de la loi très difficile.

Il est très difficile pour les autorités d'en venir à un résultat satisfaisant avec la législation que nous avons. Il est impossible pour celui qui est chargé de faire observer la loi du dimanche, de faire des enquêtes que nécessiterait la clause telle qu'elle existe.

Nous sommes dans un pays chrétien; nous sommes tout particulièrement dans une province chrétienne, catholique; notre législation a un caractère bien chrétien, et cette disposition d'exception qui n'existe nulle part ailleurs a pour effet de faire disparaître presque totalement les bons effets que pourrait avoir la loi qui la comporte. Je ne veux pas discuter longuement cette question; les journaux, lors de l'apparition de la mesure au *Feuilleton* de la Chambre, en ont fait des commentaires élogieux. Il est évident que ces commentaires ne s'adressaient pas au proposeur de la mesure. La presse unanimement a proclamé la nécessité d'adopter la législation que je présente à la Chambre, la nécessité de faire disparaître la clause 7, si nous voulons que l'observance du dimanche soit respectée.

On a inauguré ici, dimanche dernier, une semaine du dimanche à la radio et on a fait appel à toutes les bonnes volontés; et je crois que la façon la plus convenable pour l'Assemblée législative de collaborer avec les organisateurs pour le plus grand succès de cette semaine du dimanche, serait d'adopter la législation que je présente à l'heure actuelle, qui ferait disparaître cette anomalie qui n'existe nulle part ailleurs et qui crée des embarras considérables à ceux qui sont chargés de faire respecter l'application de notre législation.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** dit qu'il n'appartient pas à la race majoritaire de la province.

La motion du député des Deux-Montagnes s'adresse directement aux juifs qui vivent en cette province et à la liberté d'existence dont ils jouissent, qui ont cru que, dans la province de Québec, non seulement ils jouiraient des libertés qu'accordent tous les pays civilisés, mais aussi la liberté de pratiquer entièrement leur religion.

Il y a quelque temps, la Chambre a adopté unanimement une motion pour la tolérance religieuse au Mexique, et pour exprimer ses sympathies aux catholiques mexicains victimes de l'intolérance religieuse par d'aveugles sectaires qui méprisent tous les devoirs de la tolérance et de la civilisation. Je n'étais pas en Chambre, à ce moment, mais si j'avais été ici, j'aurais uni ma voix à celle de la majorité catholique pour protester avec elle contre ces persécutions.

Maintenant, on fait dans cette Chambre un plaidoyer différent, quand il s'agit d'une autre race. On nous présente un bill où on demande, aujourd'hui, à la Chambre de déclarer, décréter, que ceux qui pratiquent la religion juдаïque et observent le sabbat ne pourront pas travailler le dimanche. La loi a été passée en 1906 et est restée, depuis, dans les Statuts de la province. Nous devons rappeler que cette loi a été passée au temps de la loi fédérale et qu'elle n'a pas donné lieu, depuis, à de grands abus.

M. l'Orateur, avant de demander cela, je suggérerais respectueusement à mon honorable collègue, à mes compatriotes de religion différente de la mienne qu'il vaudrait mieux mettre de l'ordre dans leur propre maison, de voir à ce que ceux qui veulent l'observance du repos dominical l'observent eux-mêmes en donnant l'exemple, avant de faire la leçon aux autres qui observent un jour de repos dans les sept jours. Après tout, ce sont les juifs qui ont les premiers introduit le commandement divin qu'il y aura un jour de repos dans la semaine, et aucune race sur terre, en dépit des vicissitudes, n'a observé plus religieusement ce commandement que la nôtre.

Il (M. Bercovitch) étudie l'article 7 pour faire valoir que seuls ceux qui observent le sabbat ont droit de travailler le dimanche, et encore à condition que leur travail n'empêche pas les autres d'observer le repos dominical et, aussi, à condition que les endroits où l'on travaille ne soient pas ouverts au commerce, ce jour-là.

La loi est claire, dit-il. Elle n'exempte de l'observance du dimanche que les juifs qui chôment le jour du sabbat. Cette loi n'est pas unique.

La même loi existe dans différents endroits des États-Unis et en Angleterre. Elle n'a pas été introduite dans les autres provinces du Canada, probablement parce qu'il n'était pas nécessaire de l'inclure dans les lois, puisqu'il y avait tolérance; ces provinces tolèrent le travail des juifs le dimanche, lorsqu'ils chôment la veille.

Cependant, je puis assurer cette Chambre que nos gens ne veulent pas être une cause d'irritation pour aucune autre race. Je ne demande qu'une chose. Vous qui réclamez la tolérance religieuse au Mexique, je vous demande la même tolérance pour la minorité dans la province de Québec. Qu'on fasse preuve envers nous de la même tolérance que les autres manifestent pour nous. Au surplus, vous êtes maîtres de la situation.

Parlant comme avocat, je ne crois pas que la Chambre ait le droit de rappeler cette section de la loi, puisqu'elle fait partie des Statuts du dominion, mais je vous réitère que nous ne voulons pas être une source d'irritation pour les autres et, si j'avais un conseil à donner, je suggérerais respectueusement que l'on commence d'abord par observer le repos dominical aussi fidèlement que les juifs observent le sabbat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous sommes en face d'une question délicate, d'une de ces questions de solution difficile dans un pays comme le nôtre où se rencontrent des divergences de races, de croyances, de langue, et où l'on rencontre aussi différentes manières d'envisager les problèmes qui se posent.

Je ne doute pas des motifs qui ont inspiré le député des Deux-Montagnes. Car, en présentant ce bill, il a exprimé l'opinion de la très grande majorité de la population de notre province. Car l'opinion des journaux sur cette question est très claire, et j'ai reçu de nombreuses lettres et résolutions de nombreux groupes et personnes qui s'intéressent à ce problème.

Mais c'est aussi une question qu'il convient d'aborder avec une grande circonspection et beaucoup de prudence, si nous voulons conserver, Messieurs, à notre province, la réputation de tolérance envers les minorités, réputation de tolérance que nous aimons à faire valoir dans les autres provinces, lorsque nous réclamons quelque chose pour les nôtres.

Si nous jetons un regard en arrière pour trouver les origines de la loi, nous constatons qu'il y a 25 ans, une Législature aussi catholique que la nôtre, aussi canadienne-française de cœur et d'inspiration, aussi traditionaliste que la nôtre, a adopté cet article 7 que l'on veut faire disparaître présentement.

Donc, il y a 25 ans, la Législature décrétait que celui qui observait le sabbat pourrait travailler le dimanche. Et cet article 7, si je ne fais erreur, a été adopté unanimement par la Législature.

À cette époque, Ottawa discutait la loi de l'observance du dimanche, ce qu'on aurait bien dû laisser aux provinces pour décider suivant les coutumes, la loi et les traditions propres à chaque province.

La loi fédérale a été une sorte de compromis. Il n'irait pas jusqu'à dire qu'il s'agit d'un compromis entre fanatiques, car il n'aime pas utiliser ce mot, mais un compromis entre les différentes races et provinces, lesquelles n'ont pas la même conception des enjeux. Cette loi veut respecter les lois en vigueur dans les provinces. Le résultat de ce compromis est une loi incorporant la loi provinciale, qui s'est révélée très difficile d'application. La loi provinciale qui comprend l'article 7 en litige a été une sorte de compromis. Or, le fédéral interdit l'ouverture des magasins le dimanche, ce qui s'applique à la province de Québec.

La section 16 du chapitre 153, Statuts refondus du Canada, 1906, dit ce qui suit:

"16. Rien en la présente loi n'est censé abroger ni atteindre en aucune manière les dispositions d'aucune loi concernant en quoi que ce soit l'observance du dimanche, en vigueur dans une province du Canada à la date de la présente loi; et lorsqu'une personne enfreint quelque une des dispositions de la présente loi et que cette infraction est aussi une contravention à une autre loi, le contrevenant peut être poursuivi sous le régime des dispositions de la présente loi, soit sous celui des dispositions de toute autre loi applicable à la contravention imputée."

Autrement dit, on reconnaissait le respect des lois et des coutumes provinciales en matière d'observance dominicale et on incorporait, en quelque sorte, les lois provinciales existantes dans la loi fédérale.

La question qui se pose donc maintenant est de savoir si les lois provinciales du temps faisant partie des lois fédérales, la province peut les modifier, car alors elle se trouverait à modifier indirectement la loi fédérale.

Parmi les coutumes qui existaient dans notre province et qui se trouvent ainsi légalisées par la loi fédérale, est celle d'ouvrir les magasins le dimanche, après la messe. Je ne sache pas qu'on ait soulevé contre cela des objections. C'était une coutume établie par suite sans doute des difficultés de communications et une coutume qui, je le crois, était

respectable. Dans Québec, en dépit de la loi, les magasins de campagne sont ouverts le dimanche, afin de permettre aux cultivateurs de faire leurs achats pour la semaine après la messe.

On veut rappeler l'article 7. Pour moi, je suis en faveur du rappel de cet article. Car je crois que nos compatriotes juifs qui connaissaient les lois et les coutumes de la province, quand ils sont venus habiter parmi nous, doivent respecter ce que respecte la très grande partie de la population, et ils doivent s'y conformer.

On a parlé de la manière que les chrétiens observent le dimanche: eh bien! si tout le monde l'observait, ça irait peut-être mieux! L'intérêt de tous demande que le repos dominical soit respecté par tout le monde, car l'un des fondements du respect de la loi, du respect de l'ordre et de nos traditions les plus respectables, c'est tout d'abord le respect du dimanche.

Mais il convient de nous demander maintenant si nous pouvons rappeler cet article 7, car il s'élève sur ce point des doutes très sérieux, du point de vue légal. Si nous pouvons rappeler cette loi, je suis en faveur du rappel. J'ai consulté sur cette grave question des avocats éminents pour savoir d'abord si nous avions le droit de rappeler l'article 7 et ensuite si nous avions le droit de créer une nouvelle offense d'un acte qui, jusqu'à présent, était légal et licite. Le fédéral a sanctionné notre loi, il l'a incorporée à la sienne; pouvons nous maintenant la rappeler, créer une offense? J'ai consulté M. Charles Lancôt et M. L.-Emery Beaulieu.

Voici ce que dit Me Lancôt:

"En abrogeant l'article 7, la Législature de Québec ferait disparaître de la loi une disposition qui prévoit qu'un travail effectué dans les conditions de cet article est permis, le dimanche. Cette disposition une fois disparue, ce travail deviendrait prohibé. La Législature, par sa loi d'abrogation, aurait indirectement mais avec non moins d'effet décrété une disposition prohibitive en matière d'observance du dimanche.

"Or, suivant les décisions citées ci-dessus, les tribunaux ont nié à la Législature d'une province le droit d'édicter des dispositions prohibitives, en ce qui concerne l'observance du dimanche. Il résulterait donc qu'une loi de la province qui aurait pour effet d'abroger l'article 7 ci-dessus serait une loi *ultra vires*."

Voici ce que dit maintenant Me L.-Emery Beaulieu:

"En somme, sauf dispositions expresses au contraire, la loi fédérale ne permet le dimanche, que

les travaux réputés "de nécessité ou d'humanité" et ceux qui étaient permis par une loi provinciale, lorsque la loi est entrée en vigueur: tout autre travail est prohibé.

"La portée de cette prohibition a été déterminée par nos tribunaux; faire, le dimanche, un travail prohibé constitue un acte criminel. Et parmi les matières qui tombent sous l'autorité législative exclusive du Parlement du Canada, se trouve précisément la loi pénale<sup>2</sup>, sauf la constitution des "tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle".

"Et maintenant quel serait l'effet de l'abrogation par la Législature de cette province de l'article 7 précédemment cité?

"Cette abrogation tendrait à faire tomber dans la catégorie des actes prohibés par la loi fédérale, sur l'observance du dimanche, un acte qui jusqu'ici était permis par cette loi, et partant, à convertir un acte aujourd'hui licite en un acte criminel. En d'autres termes, la législature provinciale entreprendrait de créer un crime nouveau et d'amender indirectement une loi fédérale de la nature d'une loi criminelle.

"À mon humble avis, pareille législation serait *ultra vires* des pouvoirs de la Législature de cette province."

Cette question a été discutée très longuement à Ottawa, lorsque l'acte fédéral est venu devant la Chambre, et voici notamment ce que dit Henri Bourassa, député de Labelle à cette époque, champion du respect du dimanche:

On lit en effet dans le *Hansard* du 20 juillet 1906, page 5773:

"Je serais disposé à exempter les Israélites de travailler le samedi et à condamner à l'amende tout chrétien qui force un juif à travailler ce jour-là, mais je ne veux pas permettre à un juif d'obliger son domestique chrétien à travailler le dimanche. Je ne veux pas qu'on pose en principe que le Canada est un pays chrétien et qu'on exempte ensuite une classe de la population de l'application de ce principe. Si on fait cette exception en faveur des Israélites, il faudra pour être logique, la faire aussi en faveur de ceux dont les croyances ne les obligent pas à observer le dimanche.

"Si on consacre le principe de l'observance du dimanche chrétien, il faut le respecter du commencement à la fin de la loi, et il faut respecter également la liberté de toute minorité qui a des obligations à travailler un autre jour de la semaine. Mais si on leur reconnaît le privilège d'observer un jour quelconque de la semaine, il faut quand même insister sur l'observance du dimanche."

Si l'on abolit l'article 7, cela créera une situation difficile, car il y a au moins 70,000 Juifs à Montréal. Ce serait un grave inconvénient mais qui doit céder au principe général que tous doivent respecter le dimanche. Il n'y a pas d'exception semblable dans les autres provinces, et on ne voit pas que ça aille plus mal pour cela. Les législateurs d'Ottawa ont reconnu que si les juifs respectaient leur sabbat, ils pouvaient travailler le dimanche. Si nous prenons l'attitude contraire, les juifs, qui veulent satisfaire au précepte religieux et à la loi devront chômer deux jours par semaine.

Mais avant de nous engager dans cette loi sans savoir si elle sera constitutionnelle ou non, nous avons l'intention de soumettre le cas à la Cour d'appel immédiatement, quitte ensuite à légiférer après que les juges se seront prononcés.

Dans les circonstances, je propose donc, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), l'amendement suivant au bill, pour nous dire si nous pouvons la rappeler, et savoir si ce rappel aurait en même temps pour effet d'amender la loi fédérale:

Que ce bill ne soit pas lu maintenant, mais qu'il soit référé immédiatement à la Cour du banc du roi, pour obtenir l'opinion de ce tribunal sur la question de savoir si l'article 7 du chapitre 199, Statuts refondus du Québec, 1909, antérieur au chapitre 123 des Statuts révisés du Canada, y a été incorporé et peut-être rappelé par la Législature et quel serait l'effet du rappel.

Si la Cour du banc du roi déclare que nous pouvons rappeler la clause sept, je serai en faveur de cette motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi qui est devant la Chambre est très important et présente des aspects très complexes. Tout de même, il est certaines choses, des principes, qui sont clairs et qu'il convient d'établir dès le début.

Comme représentant d'une ville qui a eu beaucoup à souffrir du travail du dimanche, dès 1928 et à toutes les sessions suivantes, j'ai réclamé l'application rigoureuse de la loi de l'observance du dimanche; j'ai déclaré alors, à la suite de bien d'autres, que le respect de la loi du dimanche était la pierre angulaire qui comportait des garanties de sécurité, de stabilité et de progrès pour le maintien de la paix sociale.

Je crois que, si le sentiment religieux disparaissait de la province de Québec ou du pays, du même coup disparaîtrait le meilleur rempart contre le bolchevisme, contre le communisme et

contre tous les désastres qui s'attaquent à l'ordre social. Je citais aussi la parole d'un orateur français très distingué et qui, dans son langage, répondait à des attaques contre la vieille loi religieuse, par les paroles suivantes: "Vous avez voulu étouffer la vieille chanson qui berçait la misère humaine, mais la misère humaine s'est réveillée et demande sa large place au soleil".

C'était traduire, d'une façon profane, l'opinion que nous avons, le sentiment que nous entretenons envers l'esprit religieux et la pratique de la religion qui constituent un élément de sécurité indispensable.

Ces principes étant posés, j'ai, à toutes les sessions, depuis 1928, réclamé avec insistance une meilleure application de la loi du dimanche qui, malheureusement dans la province de Québec, pour des motifs que je ne discuterai pas, n'a pas toujours été bien observée. À la session de 1931, j'ai présenté un amendement rapporté dans les procès-verbaux, qui a été adopté par la Chambre et qui se lit comme suit. Cet amendement était en date du 28 mars 1931:

"Cette Chambre exprime l'avis que la violation répétée ou générale de la loi du dimanche, outre qu'elle contribue, dans l'industrie, à amener la surproduction, est propre, toujours, à diminuer le respect des autorités et des lois tant civiles que religieuses et à favoriser la propagande des idées bolchevistes; que cette Chambre remercie le gouvernement de s'être rendu à la demande qui lui avait été faite de veiller à l'observance de ladite loi et d'avoir nommé deux inspecteurs pour cette fin; que de plus, elle estime que le gouvernement devrait nommer autant d'inspecteurs qualifiés et raisonnablement rémunérés qu'il en est besoin pour faire respecter cette loi fondamentale, et qu'elle invite respectueusement le gouvernement à poursuivre les transgresseurs avec plus de rigueur que jamais."

Cette motion fut adoptée à l'unanimité. Malheureusement, l'année suivante et l'année subséquente, les résultats tangibles que nous espérions ne s'étaient pas encore produits. Je suis revenu à la charge, et en 1932, j'ai fait adopter par la Chambre une résolution invitant respectueusement le gouvernement à prendre tous les moyens à sa disposition pour obtenir l'observance rigoureuse de la loi du dimanche. Tout cela, c'est avec une ténacité digne de la cause que nous préconisons, que nous avons réclamé une meilleure observance du dimanche. Telle est la position de la province de Québec.

On parle de la situation au Mexique. Mais il n'y a pas de comparaison possible entre le Mexique



et la province de Québec, car les cas sont absolument différents. Dans la province de Québec, nous sommes dans une province essentiellement chrétienne, et, si nous posons comme principe qu'une partie de la population, quelle qu'elle soit, n'est pas assujettie à respecter une de nos lois fondamentales, nous ouvrons la porte à de nombreuses exceptions, car en matière législative les précédents ne doivent pas être tolérés, et, si on fait des exceptions pour une partie de la population, on devra aussi en faire pour les autres. C'est un précédent dangereux que l'on crée.

On dit de l'exception d'une manière générale qu'elle confirme la règle, mais l'exception c'est la pierre angulaire qui s'effrite et l'effritement qui commence se continue, et lorsque la pierre tombe l'édifice croule. Il est impossible de faire observer la loi du dimanche, si on ne fait pas disparaître l'exception. Qui va surveiller pour voir si les personnes qui travaillent le dimanche ont observé le sabbat?

On ne peut pas demander la création d'une force policière qui pénétrerait dans tous les domiciles de ceux qui doivent observer le sabbat pour voir s'ils observent leur religion, et d'y retourner, le dimanche, pour voir si ceux qui observent leur religion sont les mêmes qui ont observé le sabbat, la veille. C'est impraticable, c'est une cause de vexation et de trouble, et dans l'intérêt de ceux qui, de bonne foi, pourraient y voir une anomalie, je dis qu'il est mieux que cette clause d'irritation disparaisse, au point de vue du respect de notre droit parlementaire. Il n'y a pas à tergiverser, la situation est claire et les positions doivent être améliorées.

On nous objectera que c'est une loi provinciale incorporée dans le statut fédéral et qu'il est impossible pour la Législature d'y rien changer désormais, de son propre chef. Je respecte l'argutie de ceux qui énoncent pareille prétention, mais il est un fait certain, c'est que nous avons une loi provinciale.

Or, pas un homme qui ait quelque connaissance élémentaire du droit, pas un étudiant de deux jours, ne niera à la Législature de Québec le droit et le pouvoir d'abroger une loi provinciale, et s'il y a du doute à ce sujet, je citerai les articles 8 et 11 des Statuts refondus de Québec, qui déclarent:

"8. Un statut peut être modifié ou abrogé par un autre statut passé dans la même session.

"11. Un statut est censé réserver à la Législature, lorsque le bien public l'exige, le pouvoir de l'abroger et également de révoquer, restreindre ou modifier tout pouvoir, privilège ou avantage que ce statut confère à une personne."

La Législature a le droit d'abroger une loi provinciale. Tout le monde doit s'entendre sur ce point. C'est un principe élémentaire que celui qui a le droit de faire les lois, a le droit de les abroger, de les amender et de les modifier. C'est une loi provinciale, faisons-la disparaître. Le premier ministre dit qu'il est en faveur que tous respectent la loi du dimanche; que la Législature, alors, agisse, passe des paroles aux actes; elle en a le pouvoir et le devoir. La Législature a le droit de faire disparaître la clause sept.

On dit: mais la loi est incorporée dans les Statuts d'Ottawa, et nous n'avons pas le droit de passer une loi qui aurait pour effet d'obliger ceux qui bénéficient de l'exception à ne pas travailler le dimanche. C'est de la casuistique. J'affirme, avec tout le respect que je dois au gouvernement d'Ottawa, que le gouvernement fédéral n'a pas le droit d'imposer à la province de Québec une loi que la Législature de Québec ne veut pas accepter, et lorsque la loi fédérale a décrété et reconnu l'exception, elle a, du même coup, dans l'article 5, chapitre 153, donné le pouvoir à Québec de faire disparaître l'exception.

Le premier ministre propose un amendement pour soumettre la question à la Cour d'appel. Soumettre cela à la cour? Nous en avons trop de procès, nous en avons trop de ces moyens dilatoires. Sommes-nous maintenant obligés d'aller devant la Cour d'appel pour nous faire dire qu'il est élémentaire que la Législature a le droit d'amender ses lois?

Le premier ministre a dit qu'il était contre cette exception. Eh bien, que la Législature de Québec passe la loi, abroge la loi, si tout le monde est pour! Passons de la parole aux actes. S'il y a du doute, si le premier ministre le veut, que la Législature propose une adresse à Ottawa, une adresse demandant de faire disparaître les obstacles qu'il voit, et que je ne vois pas. Procédons comme des législateurs, comme des gens qui, devant un projet aussi important que celui-là, doivent assumer leurs responsabilités.

(Applaudissements à gauche)

Que la Législature fasse son devoir! Que la Législature corrige sa loi comme elle en a le droit incontestable.

Nous ne recherchons pas le mérite d'avoir été les proposeurs de ceci ou cela, car cette question de mérite personnel disparaît devant l'importance de la question. Que le premier ministre propose une adresse à Ottawa pour faire disparaître les objections qu'il dit exister, et que je ne vois pas, mais en tout cas, s'il y a du doute, nous allons seconder l'adresse, et dans cinq minutes, la question sera réglée une fois pour toutes.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que le débat soit ajourné au cours de la présence séance.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

- bill 242 modifiant la loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

### **Sanction royale**

Son Honneur le lieutenant-gouverneur donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill B du Conseil législatif modifiant l'article 115 de la loi des tribunaux judiciaires;

- bill C du Conseil législatif modifiant la loi de la pêche;

- bill 6 modifiant les lois concernant l'organisation des départements;

- bill 18 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 39 relatif à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de

Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu;

- bill 44 pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre;

- bill 49 concernant l'île d'Orléans;

- bill 50 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

- bill 51 modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes;

- bill 58 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres;

- bill 59 modifiant la loi de la protection des plantes;

- bill 60 modifiant la loi des abeilles;

- bill 62 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange;

- bill 63 pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation;

- bill 64 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques;

- bill 65 modifiant la loi du Mérite agricole relativement aux colons;

- bill 67 modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre";

- bill 70 modifiant la loi du département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries;

- bill 72 modifiant la loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer;

- bill 74 modifiant la loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions;

- bill 94 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

- bill 116 modifiant la loi constituant en corporation The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;

- bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert;

- bill 138 concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé;
- bill 139 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen;
- bill 140 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen;
- bill 242 modifiant la loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons;
- bill 248 modifiant la loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés;
- bill 249 modifiant la loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### **Observance du dimanche**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) à la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dont elle a été saisie, ce jour, proposant la deuxième lecture du bill 194 modifiant la loi de l'observance du dimanche, afin de faciliter l'observance du dimanche dans la province.

Cet amendement se lit comme suit:

Que ce bill ne soit pas lu maintenant, mais qu'il soit référé immédiatement à la Cour du banc du roi, pour obtenir l'opinion de ce tribunal sur la question de savoir si l'article 7 du chapitre 199, Statuts refondus du Québec, 1909, antérieur au chapitre 123 des Statuts révisés du Canada, y a été incorporé et peut-être rappelé par la Législature et quel serait l'effet du rappel.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela veut dire que l'affaire est remise à l'année prochaine, sans rien gagner. Pourquoi ne pas régler la question cette session-ci? Le résultat de cet amendement, s'il est adopté, est que, si la Cour du banc du roi reconnaît la validité du bill, nous devons recommencer la procédure de nouveau la prochaine session. Si la Cour d'appel en vient à la conclusion que notre loi

est constitutionnelle, ce retard aura été inutile. Si la Cour déclare que le bill entre en conflit avec la loi fédérale, un nouveau bill sera présenté de toute façon et la ratification du gouvernement fédéral sera demandée. Pourquoi retarder d'une année? Pourquoi ne pas adopter la loi tout de suite, et s'adresser ensuite au fédéral, s'il y a doute? Le Parlement fédéral est en relâche en ce moment, mais reprendra ses travaux prochainement. Si la Législature adopte le bill maintenant, elle pourrait s'adresser ensuite à Ottawa, afin de chasser les doutes soulevés par le premier ministre.

Pour ces raisons, le premier ministre ne devrait pas s'entêter à faire adopter son amendement, d'autant plus qu'il se déclare lui-même en faveur du rappel de l'article. Il (M. Sauvé) croit qu'il est injuste de comparer la situation des catholiques du Mexique avec celle des juifs de la province de Québec comme l'a fait M. Bercovitch. Il n'y a pas un pays, selon lui, où les compatriotes du député de Saint-Louis jouissent d'autant de privilèges, de concessions et de lois favorables que dans la province de Québec. Il ne souhaite d'aucune manière attaquer la population juive, mais puisqu'il s'agit d'une province chrétienne, avec une législation chrétienne, il croit essentiel que cet obstacle à l'application de loi sur le jour du Seigneur soit retiré.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bercovitch, Bergeron, Charbonneau, Côté (Bonaventure), David, Duffy, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Godbout, Grant, Lamoureux, Lortie, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 39.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Samson, Sauvé, 8.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Le bill est, en conséquence, référé à la Cour du banc du roi.

### **Compagnies de fidéicommis**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la loi des compagnies de fidéicommis soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il enregistre sa dissidence, car cette loi permet la formation de cartels en matière de fidéicommiss. Ce bill aura pour effet d'augmenter le nombre des mergers, dit-il. De plus, on transporte aux cartels ainsi formés les privilèges que détenait chaque compagnie qui est entrée dans le tout.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Adoptons-le sur division.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** veut proposer un amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il n'est pas prêt à accepter le projet mais qu'on devrait attendre pour les obsèques le parrain du bill, le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>3</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette taxe sur les successions existe depuis assez longtemps dans la province. Grâce aux nouvelles taxes, cependant, le gouvernement recueillera un montant supplémentaire d'un million. Le trésorier nous a dit ce matin que c'est une taxe de un million de plus qui pèsera sur les successions. De façon générale, l'augmentation pèsera surtout sur les petites successions. La base n'est pas juste. Si un héritier retire \$25,000, il ne paye rien; mais si un homme laisse \$25,000 à 12 héritiers, ceux-ci payent une taxe énorme, en vertu de la loi telle qu'elle était jusqu'ici. Ce n'est pas juste.

Les droits devraient être établis sur la part de chaque héritier et non sur la totalité de la succession. Si un homme laisse \$50,000 à un héritier, très bien,

la taxe s'applique sur le montant taxable. Si ce \$50,000 est laissé à cinq héritiers, pourquoi ne pas appliquer la taxe sur la portion revenant à chaque héritier au lieu de l'appliquer sur le \$50,000? Ce serait juste, puisque, si le montant revenant à chaque héritier se situe en deçà de l'exemption, il n'y aura pas de paiement. En vertu de la loi actuelle, un seul héritier n'est pas taxé pour une succession de \$12,000. Mais avec un dollar de plus, la taxe existe sur tout le montant. Ainsi, la taxe est la même pour un seul héritier que pour plusieurs. Le meilleur principe serait de baser la taxe sur la part retirée par un héritier, et non sur l'ensemble de la succession.

De plus, la taxe devrait porter sur le surplus du montant exempté et non sur le montant total. Un autre principe qu'il faudrait admettre: dans les cas de succession directe, du père au fils: les droits ne devraient pas exister, parce que cette succession sert à l'établissement des enfants. Cette modification encouragerait les familles nombreuses.

Lorsqu'une succession est composée de valeurs mobilières, on devrait faire en sorte que ces valeurs puissent être vendues dès que la succession est ouverte. À cause de la loi actuelle, des héritiers ont perdu des sommes importantes.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond que la loi a été établie sur la base la plus juste possible et que le gouvernement n'a qu'un désir: la rendre encore plus juste. Tel est le but de la nouvelle loi.

Il admet que le droit sur les grosses successions est considérable, mais il souligne que ce n'est pas le cas pour les successions plus modestes, particulièrement s'il y a plusieurs héritiers.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 2 mai 1935**

##### **Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:****Bûcherons, salaires**

**M. Guertin (Hull):** Relativement à la réponse de l'honorable ministre des Terres et Forêts apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative*, à la date du 31 janvier 1935, pour la session en cours, concernant le remboursement de la différence de salaire aux bûcherons:

1. De quelles personnes ou compagnies, le gouvernement a-t-il réclamé le plein montant de la coupe pour refus ou incapacité de rembourser les différences de salaires?

2. Le gouvernement a-t-il payé la différence de salaire aux bûcherons qui ont travaillé pour ces personnes ou ces compagnies?

3. Le gouvernement ne va-t-il pas exiger de ces concessionnaires la liste des bûcherons qui ont été ainsi remboursés, et le montant remboursé, comme aussi la liste de tous ceux qui ont été employés durant la saison 1933-1934?

4. Sinon sur quelles données se basera-t-il pour savoir de qui réclamer le remboursement de la diminution des droits de coupe et de la rente foncière?

5. Quelles sont à date les compagnies qui ne se sont pas soumises à la demande de remboursement en faveur des bûcherons?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Le gouvernement a réclamé le plein montant de la coupe à tous ceux de ses concessionnaires forestiers qui, ayant fait des opérations forestières au cours de l'année 1933-1934, ont refusé de rembourser aux bûcherons la différence de salaire.

2. Non.

3. et 4. Non, mais la réduction des droits de coupe n'est accordée qu'après réclamation formelle, signée par le concessionnaire forestier établissant que tous les bûcherons ont reçu un salaire raisonnable et l'engagement de régler toute réclamation qui pourrait lui être faite ultérieurement.

5. Deux concessionnaires forestiers seulement ne se sont pas soumis à date à la demande qui leur a été faite; le plein montant des droits de coupe a alors été exigé. Le gouvernement ne croit pas devoir donner les noms des concessionnaires.

**Actes et règlements  
de Sainte-Thérèse**

**M. Bastien (Berthier)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Lamoureux), que les

droits additionnels payés pour le bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse soient remis, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, étrangères à la volonté de la pétitionnaire.

Adopté.

**Charte de  
Saint-Lambert**

**M. Béique (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), que les droits additionnels payés pour le bill 134 modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert soient remis, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, étrangères à la volonté de la pétitionnaire.

Adopté.

**Substitutions A. Prévost  
et M.-R.-V. Bernard**

**M. Bachand (Shefford)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que les droits additionnels payés pour le bill 125 concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard soient remis, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, étrangères à la volonté des pétitionnaires.

Adopté.

**Charte  
de Montréal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), que les honoraires ordinaires et additionnels payés pour le bill 123 concernant la charte de la cité de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

**Demandes de documents:****Culture  
de la betterave**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie authentique de tout document et de toute correspondance échangée

entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et se rapportant à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1935 jusqu'au 30 avril 1935.

Adopté.

#### **Dominion Stores**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** se lève pour fournir une explication concernant une affirmation qu'il a faite plus tôt dans la semaine à propos de Dominion Stores, ainsi qu'un document sur ce sujet qu'il a déposé il y a quelque temps.

Il dit que les journaux ont consacré beaucoup d'espace à l'incident de cette semaine et qu'il s'attend à ce qu'on en fasse autant pour sa déclaration. Il rappelle qu'au cours d'un débat plus tôt dans la semaine, il a fait une déclaration concernant Dominion Stores que M. Duplessis a qualifiée d'incorrecte.

Je dois admettre que les chiffres déposés à la demande du chef de l'opposition contenaient une erreur cléricale. L'employé qui a préparé le document a oublié un élément.

Il cite quelques chiffres à ce sujet démontrant l'erreur découverte après analyse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'on ne fournit pas à la Chambre des informations justes et qu'il est évident que les documents déposés étaient erronés ou que les informations verbales données par le ministre étaient imprécises. Ceci montre dans quel état est tombé le gouvernement, déclare-t-il.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le chef de l'opposition pourrait au moins se montrer juste. Les chiffres étaient erronés en raison d'une erreur cléricale, et il est prêt à l'admettre.

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**, constatant le petit<sup>5</sup> nombre de députés ministériels présents en Chambre, proteste contre le peu d'intérêt que les députés montrent envers les lois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au premier ministre de forcer ses députés à assister aux débats, afin qu'ils puissent au moins savoir pour quoi ils sont appelés à voter. Il proteste aussi sur le fait que le trésorier (l'honorable M. Stockwell) ne puisse répondre sans se pencher vers son subalterne, à son côté, pour savoir quoi dire.

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La nouvelle loi se divise en deux parties. La première a trait aux successions comprenant des propriétés transmises et situées dans la province de Québec, que le donateur, au moment de sa mort, soit domicilié dans la province ou à l'étranger. La seconde se rapporte aux successions comprenant des propriétés situées à l'extérieur de la province, laissées en héritage par une personne domiciliée dans Québec.

La loi ajoute à la liste des héritiers en ligne directe, les beaux-pères, les belles-mères, les beaux-fils, les belles-filles et les enfants adoptifs. Le nouveau système de prélèvement des droits est fondé soit sur un tarif de base dans le cas des petites successions, soit sur le tarif de base et sur un tarif fractionnel dans le cas des successions considérables. Les nouveaux tarifs sont mobiles, les tarifs fixes ayant eu pour effet très souvent de faire sous-évaluer une propriété et de la faire taxer à des taux plus bas que ceux définis par la loi.

La nouvelle loi est basée sur celle d'Ontario, mais nous l'avons adaptée à nos besoins. L'an dernier, l'Ontario a conservé l'ancien taux fixe, un taux fractionnel. Les taux que nous proposons sont une amélioration sur les nouveaux taux ontariens, puisqu'ils s'appliquent sur la même base, indépendamment de la valeur de la succession, et ne sont pas susceptibles de changer soudainement.

Ce nouveau tarif permettra de réduire les droits dans certains cas, mais, de façon générale, ceux-ci augmenteront. Le revenu provenant de la taxe sera augmenté d'environ un million de dollars par année, à condition que la situation dans Québec, l'an prochain, soit sensiblement la même que cette année. Pour chaque ligne, il y a une taxe sur la valeur totale de la succession et une taxe supplémentaire sur l'héritage de chaque personne.

Comme les exemptions ne sont pas considérées, les taux s'appliquent au premier dollar et, lorsque les exemptions s'appliquent, elles sont déduites du montant obtenu avec le tarif.

En ce qui concerne les valeurs sur lesquelles doivent s'établir les droits, nous procéderons de la façon suivante: Pour les titres inscrits en bourse, nous tiendrons compte de leur valeur en bourse; pour les effets mobiliers corporels, que ce soit les stocks d'un magasin, l'ameublement, etc., nous considérerons leur valeur marchande. Pour toute autre propriété, nous tiendrons compte de sa valeur réelle.

Les exemptions s'appliqueront surtout aux héritiers en ligne directe, dont le statut sera fondé non seulement sur la nature de la relation, mais aussi sur le nombre de personnes à charge et sur des parents spécifiques dans la ligne directe.

Le mari ou la femme survivants auront droit à une exemption de \$10,000 et chaque enfant à une exemption de \$1,000. Jamais le total de l'exemption ne devra dépasser \$15,000. En ligne collatérale, le droit d'exemption n'est dévolu qu'entre frère et sœur et seulement pour une somme n'excédant pas \$1,000.

Lorsqu'un héritage est laissé à un individu de sang différent, employé par la personne décédée pendant au moins cinq ans, l'exemption demeure à \$1,000.

Toutes les exemptions ne jouent que lorsque la somme qui est remise au bénéficiaire ne dépasse pas la valeur de l'exemption. Si l'héritage est plus considérable que la somme de l'exemption accordée par la loi, les tarifs s'appliqueront sur la succession tout entière dévolue à un héritier. Cette pratique est courante, et ancienne. Pas seulement dans Québec, mais ailleurs aussi, car on considère partout que les exemptions ne sont prévues par la loi que pour les petites successions et que toute succession plus considérable que l'exemption est admise comme étant une succession très considérable.

Dans le cas d'une exemption en ligne directe, il est stipulé que l'on considère la valeur totale de toutes les parts en ligne directe. Si cette valeur totale ne dépasse pas la somme de toutes les exemptions en ligne directe - bien qu'elle puisse être supérieure individuellement - l'exemption sera accordée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment paye une succession de \$1,000,000?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** En vertu de la loi telle qu'amendée en 1931, les droits sur une succession de \$1,000,000 laissée en ligne

directe sont de 7½ % ou \$75,000. En vertu de la mesure actuelle, le taux est de 15 % ou \$150,000, soit le double.

Si le \$1,000,000 est laissé en ligne collatérale, en vertu de la loi telle qu'amendée en 1931, le taux est de 14 %, alors qu'il est de 20 % selon la mesure proposée.

L'an dernier, 25 % à 30 % des successions n'ont pas payé de droits, parce qu'elles ne s'élevaient pas à \$25,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi a-t-elle un effet rétroactif?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** L'effet rétroactif ne s'applique que dans un cas. On donne l'exemption dans le cas du conjoint d'une fille adoptive.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des informations au sujet de la succession de feu l'honorable sénateur F. L. Beïque, déclarant avoir été informé que la succession n'a payé que \$80,000.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond que selon la loi, il ne peut répondre à cette question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne sommes pas le public, ni la cour, mais les représentants du peuple, et nous avons le droit de savoir.

Il dit détenir des informations selon lesquelles le sénateur, suite à un cadeau de mariage, est parvenu à éviter le paiement des droits de succession sur sa fortune et que la province n'a perçu que \$80,000, ce qui représente la valeur des actions qu'il détenait dans plusieurs compagnies pour lui permettre d'en être le directeur.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** ne répond pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande s'il est vrai que le gouvernement est allé en cour en ce qui concerne la succession de Sir Mortimer Davis.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** l'admet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien, d'après les chiffres de l'an dernier, on s'attend d'avoir de successions en bas de \$10,000 et combien d'environ \$25,000?

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond que ce serait très long à compiler.

**M. Barré (Rouville):** Quelle est approximativement l'augmentation sur les successions de \$5,000 en ligne collatérale?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La taxe dans ce cas sera portée de \$150 à \$200.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre le fait que les exemptions aux petites fortunes figurant dans la loi précédente sont pratiquement éliminées, l'exemption de \$10,000 de l'ancienne loi se transformant en exemption de \$1,000. Ceci lui permet d'avancer que l'augmentation est de 900 %.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** bien qu'il admette que \$9,000 des \$10,000 préalablement exemptés seront maintenant taxés, il n'est pas prêt à dire qu'il y aura une telle augmentation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des précisions et se plaint que le trésorier ne peut les lui fournir.

On viendra ensuite nous demander de nous dépêcher, déclare-t-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** aborde la question des dépenses de voyages de M. Williams, dépenses qui se chiffrent à quelque \$1,200 par année. Il insiste sur les économies qu'il y aurait à faire dans ce domaine.

**M. le président** veut rappeler à l'ordre le chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rétorque que si l'on veut le prendre sur ce ton, les résolutions ne seront pas adoptées.

L'opposition, dit-il, a le droit de discuter et de savoir si l'on pratique toutes les économies possibles. De plus l'opposition demande au trésorier des précisions, et celui-ci ne peut les fournir. Ses employés n'ont pourtant pas basé leurs chiffres sur la lune.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond qu'il n'a aucune statistique du genre de celles qu'on lui demande. Trop de facteurs entrent en ligne de compte.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'attitude du trésorier est désespérante. On prétend qu'on n'a pas de statistique; on augmente donc ainsi à tâtons le fardeau des taxes. C'est le plus beau témoignage

d'administration négligente, pour ne pas dire plus, que l'on puisse donner à la province. Le trésorier déclare que l'augmentation de la taxe est de 33 pour cent. On ne peut être sérieux avec une telle affirmation, si on n'a pas de chiffres.

Il s'insurge contre le fait qu'aucun des collègues du trésorier provincial ne vient à son secours. Les explications que l'opposition réclame sont nécessaires pour justifier l'adoption et même la présentation d'une telle loi.

Il rappelle qu'à l'époque de Sir Lomer Gouin, celui-ci avait fourni à la Chambre des statistiques portant sur le nombre de successions qui avaient payé les droits ainsi que les montants payés. Aujourd'hui, cette information n'est pas disponible et le ministre ne dit pas sur quoi il base sa prédiction selon laquelle l'augmentation de la taxe amènera des revenus additionnels.

Il dit que la taxe devrait s'appliquer sur les parties individuelles de la succession que reçoit chaque héritier. L'application de la loi devrait être plus humaine, pense-t-il.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond qu'il prend acte de l'idée du chef de l'opposition, mais que cette taxe n'a aucun rapport avec l'humanisme. Elle est plutôt froide et porte sur des éléments bien terre-à-terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que l'exécuteur testamentaire a les pieds et les mains liés par la loi. Disons qu'un homme meurt et laisse des actions d'une compagnie, ces actions montent sur le marché et on doit les vendre, afin que les héritiers en bénéficient. On ne peut le faire sans l'autorisation de Québec. Les droits viennent en premier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond qu'il y a du vrai dans ce que dit le député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Mais il est aussi vrai que la couronne détient un droit sur le revenu généré par la taxe et qu'il est du devoir des officiers du revenu de le percevoir pour le trésor. Il ajoute qu'il ne veut pas spéculer sur l'honnêteté des exécuteurs ou déduire quoi que ce soit, mais, pour être très franc, donner l'autorisation pour la vente des actions pourrait faire en sorte que le Trésor soit incapable de percevoir ses taxes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette difficulté pourrait être surmontée. Supposons qu'une clause dans le bill prévoit que les actions peuvent être vendues via un courtier à la bourse qui devra



cependant garder l'argent en fidéicommis jusqu'à ce que le gouvernement reçoive sa part. Il dit connaître deux cas où les successions furent presque ruinées parce que le gouvernement ne donna pas son autorisation à la vente des actions au moment où le marché boursier était en mouvance.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le problème peut être réglé en deux jours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite un autre cas pour prouver la nécessité d'une délivrance plus facile des actifs d'une succession. Un homme vivant des secours directs à Toronto hérita de plusieurs milliers de dollars en actions détenues dans une banque à Toronto. Puisqu'il était sur le secours direct, il fut incapable de payer les droits de succession. Comment peut-il obtenir son héritage?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La banque pourrait lui prêter l'argent, ou il pourrait demander à son voisin ou l'exécuteur pourrait recueillir l'argent. Il ne croit pas qu'il soit difficile de trouver la centaine de dollars nécessaires pour payer le montant de la succession au trésor.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réplique que la banque n'a pas la garantie nécessaire pour prêter l'argent à l'héritier, puisque les actions ne sont pas transférées.

Vivant des secours directs, l'homme n'a pas de voisins avec de l'argent, sinon ils l'auraient déjà aidé, et l'exécuteur peut ne pas disposer de la centaine de dollars nécessaires pour que les actions soient transférées à l'héritier et qu'il puisse ainsi se sortir des secours directs. Le résultat est que l'actif est gelé et l'héritier demeure aux secours directs.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** croit que dans ce cas, il n'y aurait aucun problème à trouver l'argent requis, puisque si l'on sait que l'homme a hérité d'un montant d'argent, il y aura toujours quelqu'un pour prêter la somme requise pour payer les droits de succession.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur), M. Fisher (Huntingdon) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** ont également participé au débat.

Les résolutions 1 et 2 sont adoptées.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

## Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique) l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'établir, sans plus de délai, un conseil consultatif, indépendant et impartial, représentant raisonnablement et équitablement toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province.

**M. Barré (Rouville)** félicite le député d'Yamaska (M. Élie) et annonce qu'il votera pour la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Sauvé, 9.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bergeron, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Lamoureux, Lapointe, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

## En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Béïque (Chambly) et M. Sauvé (Deux-Montagnes)** interrogent le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault).

L'étude de la résolution est suspendue.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à minuit cinq minutes.

---

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).
2. *Le Devoir* du 3 mai 1935, à la page 8, écrit "loi criminelle".
3. Référer à la séance de la matinée pour prendre connaissance des résolutions.
4. Le comité se réunit sous la présidence du député de Shefford (M. Bachand).
5. "... douze députés et ministres libéraux et six députés conservateurs et les trois députés du franc parti...", selon *Le Devoir* du 3 mai 1935, à la page 3.
6. Voir note 3.

## Première séance du vendredi 3 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commissaires d'écoles  
de Saint-Raymond, emprunt**

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que les articles 497, 498, 500, 503, 510, 511, 516 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains de leurs actes et les autorisant à emprunter, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt.

Adopté sur division.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition des commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains de leurs actes et les autorisant à emprunter, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Gauthier (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 144 ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cadastre de  
Saint-Jérusalem d'Argenteuil**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les articles 497, 498, 500, 503, 510, 511, 516 et 543 du Règlement soient suspendus

et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la ville de Lachute, de MM. Cyprien Durocher, Ernest Deslauriers et autres, demandant l'adoption d'une loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute.

Adopté sur division.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la corporation de la ville de Lachute, de MM. Cyprien Durocher, Ernest Deslauriers et autres, demandant l'adoption d'une loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 145 redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Travaux de la Chambre

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**, eu égard à la présentation des bills 144 et 145, fait remarquer que ces bills sont présentés le 3 mai, après quatre mois de session à peu près. Il ne le reproche pas aux députés ministériels, dit-il, mais ceux-ci auraient ensuite mauvaise grâce de venir se plaindre de la ruée de la session provinciale.

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 239 concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal.

### Chutes et rapides

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir.

Adopté.

### Vente du bois des colons

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons.

Adopté.

### Droits sur les successions

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

3. Que tout bien, mobilier ou immobilier dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale avec le défunt autre que celui mentionné dans la résolution immédiatement précédente, ou à toute personne étrangère au défunt, par le sang, sera frappé des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

*a.* N'excède pas cent mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus 1/10 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

*b.* Excède cent mille dollars, un droit de 20 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 30 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars.

Et, pourvu aussi que, si le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées dans la présente résolution, un droit additionnel - en sus du droit susmentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total transmis à une personne:

*a.* N'excède pas cent mille dollars, un droit de 2 pour cent;

*b.* Excède cent mille dollars, un droit de 2 pour cent, plus 1/400 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 5 pour cent, si le montant entier ainsi transmis excède un million deux cent mille dollars;

4. Que si le bien est un effet mobilier corporel habituellement dans le commerce, sa valeur sur le marché sera censée équivalente à sa valeur réelle et que pour les fins de la loi des droits sur les successions, la transmission résultant du décès, à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la loi de l'adoption et de toute modification à icelle; ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec, et au conjoint de cette personne adoptée, sera censée faite en ligne directe et les taux fixés par la résolution 1 s'appliqueront à cette transmission.

5. Que les exemptions suivantes seront accordées, savoir:

1. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie au conjoint survivant ou à l'enfant, ou à tous les enfants ou à quelqu'un des enfants du défunt ou au conjoint survivant et à l'enfant ou aux enfants du défunt en même temps, le montant de l'exemption qui doit être accordé, est le suivant, savoir:

Dix mille dollars, s'il y a un conjoint survivant, et, en outre, s'il y a un enfant ou des enfants survivants, mille dollars pour chaque enfant, pourvu que, s'il n'y a pas de conjoint survivant, le montant de l'exemption à chaque enfant est laissé à mille dollars, mais, dans chaque cas, le montant total de l'exemption ne doit pas excéder quinze mille dollars.

2. Pour les fins du paragraphe 1 précédent, de la présente résolution, le mot "enfant" comprend tout autre successeur en ligne directe, ascendante ou descendante, le beau-père ou la belle-mère, le gendre ou la bru et le beau-fils ou la belle-fille du défunt, pourvu qu'ils dépendent du défunt et vivent avec ce dernier à l'époque de son décès.

3. Lorsque la succession échoit, en totalité ou en partie, à un frère ou à une sœur du défunt qui dépend de ce dernier pour sa subsistance, le montant de l'exemption qui doit lui être accordé est de mille dollars.

4. Lorsque la succession échoit, en totalité ou en partie, à une personne étrangère au défunt, par le sang, ayant été à l'emploi du défunt pendant au moins cinq ans avant son décès, le montant de l'exemption qui doit être accordé à ce bénéficiaire est de mille dollars.

5. Les exemptions accordées par l'un des paragraphes précédents 1, 2, 3 ou 4 de la présente résolution, ne s'appliquent respectivement qu'aux bénéficiaires y mentionnés qui sont domiciliés dans la province à la date de la mort du défunt, et seulement lorsque la valeur totale de la part du bénéficiaire n'excède pas le montant de l'exemption ci-dessus accordée par chacun de ces paragraphes respectivement.

Cependant, dans le cas des paragraphes 1 et 2, si la valeur totale nette des parts accroissant à tous ou à quelqu'un des bénéficiaires y mentionnés, n'excède pas le montant total des exemptions réclamées, en vertu de ces paragraphes, ces exemptions sont accordées.

6. Que: 1. toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, en ligne directe ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et genre ou bru et entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 1 pour cent;

b. Excède dix mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/25 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/20 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

d. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 15 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées dans la présente résolution 6, un droit additionnel - en sus du droit sus-mentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent;

b. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède trois cent mille dollars, un droit de 3 pour cent, plus 1/200 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant entier ainsi transmis excède un million quatre cent mille dollars.

7. Que toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province, à l'époque de ce décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, sera frappée des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis;

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 4 pour cent;

b. Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, un droit de 4 pour cent, plus 1/10 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède soixante mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 20 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et, pourvu, en outre, que, si le montant est transmis à une des personnes mentionnées dans la présente résolution 7, un droit additionnel - en sus du droit susmentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus 1/25 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus 1/300 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant entier ainsi transmis excède un million cinq cent mille dollars.

8. Que toute transmission dans cette province résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens meubles situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, à une personne parente du défunt à un autre des degrés de consanguinité en ligne collatérale que ceux qui sont mentionnés dans la résolution immédiatement précédente, ou à un étranger du défunt, par le sang, sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis;

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus 1/10 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 20 pour cent, plus 1/100 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 30 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et, pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à l'une des personnes mentionnées dans la présente résolution 8, un droit additionnel - en sus du droit susmentionné - soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant entier ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 2 pour cent;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 2 pour cent, plus 1/400 de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 5 pour cent, lorsque le montant total ainsi transmis excède un million deux cent mille dollars.

9. Que si le bien est un effet mobilier corporel habituellement dans le commerce, sa valeur sur le marché devra être équivalente à sa valeur réelle et que, pour les fins de la loi des droits sur les successions, la transmission résultant du décès à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en

vertu des dispositions de la loi d'adoption et de toute modification à icelle, ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec et au conjoint de cette personne adoptée, sera censée faite en ligne directe et les taux établis dans la résolution 6 s'appliquent à cette transmission.

10. Que les exemptions suivantes seront accordées, savoir:

1. Lorsqu'une succession échoit en totalité ou en partie au conjoint survivant ou à l'enfant, ou à tous les enfants ou à quelqu'un des enfants du défunt, ou au conjoint survivant et à l'enfant ou aux enfants du défunt, en même temps, le montant de l'exemption qui doit être accordé est le suivant, savoir: dix mille dollars s'il y a un conjoint survivant, et, en plus, s'il y a un enfant ou des enfants, survivants, mille dollars pour chaque enfant, pourvu que s'il n'y a pas de conjoint survivant, le montant de l'exemption à chaque enfant soit laissé à mille dollars, mais, dans chaque cas, le montant total de l'exemption ne doit pas excéder quinze mille dollars.

2. Pour les fins du précédent paragraphe 1 de la présente résolution le mot "enfant" comprend tout autre successeur en ligne directe, ascendante ou descendante, le beau-père ou la belle-mère, le gendre ou la bru et le beau-fils ou la belle-fille du défunt, pourvu qu'ils soient dépendants du défunt et vivent avec ce dernier à l'époque de son décès.

3. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie, à un frère ou à une sœur du défunt qui dépend de ce dernier, pour sa subsistance, le montant de l'exemption qui doit lui être accordé est de mille dollars.

4. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie, à une personne étrangère au défunt, par le sang, ayant été à l'emploi de la personne décédée pendant au moins cinq ans antérieurement à son décès, le montant de l'exemption qui doit être accordé à ce bénéficiaire est de mille dollars.

5. Les exemptions accordées par l'un des paragraphes 1, 2, 3 ou 4 de la présente résolution ne s'appliquent respectivement qu'aux bénéficiaires y mentionnés qui sont domiciliés dans la province, à l'époque de la mort du défunt, et seulement lorsque la valeur totale de la part du bénéficiaire n'excède pas le montant de l'exemption ci-dessus accordée par chacun de tels paragraphes respectivement.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 1 et 2, si la valeur totale nette des parts accroissant à tous ou à quelqu'un des bénéficiaires y mentionnés, n'excède pas le montant total des exemptions réclamées, en vertu de ces paragraphes, ces exemptions sont accordées.

11. Que les dispositions du paragraphe 7 de l'article 3 de la loi des droits sur les successions, telles qu'édictees par le paragraphe *b* de l'article 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et du paragraphe 7 de la récemment 24 de la loi des droits sur les successions, telles qu'édictees par le paragraphe *b* de l'article 3 de ladite loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'appliqueront à toute transmission résultant du décès qui a eu lieu depuis le 1<sup>er</sup> avril 1934.

Le comité étudie la résolution 3.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait observer qu'en vertu de la loi actuelle, il y a une exemption pour le premier \$1,000. Désormais, dit-il, l'héritier devra payer sur ce mille piastres exempté, la somme de \$110. Il rappelle les articles publiés par le premier ministre au temps de sa jeunesse, sous le nom de Turpin, spécialement contre les taxes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dans ce temps-là, je ne savais pas encore ce que c'était la responsabilité d'administration. J'étais comme mon honorable ami.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre admet qu'il écrivait dans les journaux sans savoir ce qu'il disait.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je me compare à mon honorable ami.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare que l'on augmente la taxe de 75 % à 80 % dans les cas mentionnés par la résolution 3. Il reproche au trésorier (l'honorable M. Stockwell) de ne fournir aucune base pour ses calculs de taxes.

En 1908, affirme-t-il, lorsque Sir Lomer Gouin ouvrit la campagne électorale, il avait donné le nombre des successions, leur total, la somme des droits qu'avait retirés la province. Mais aujourd'hui, on ne peut obtenir aucun renseignement. Le trésorier ne sait rien; il bâtit ses taxes à peu près. Il n'est pas surprenant qu'en voyant la différence de conduite des deux gouvernements, le fils de Sir Lomer Gouin ne veuille pas du gouvernement actuel.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** On a cessé de publier les détails des successions, à la suite des plaintes des familles contre la publicité faite. En 1928, une loi a été passée pour défendre de donner tout renseignement sur les successions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre ces cachotteries.

En Ontario et en Angleterre, déclare-t-il, on publie non les détails, mais la somme des successions et la somme des droits imposés. La publicité est nécessaire à la bonne administration des affaires publiques.

Et les députés devraient au moins savoir ce qui en est de ces successions, afin de pouvoir contrôler le revenu et la dépense.

À l'heure actuelle, c'est le cabinet noir, le secret le plus entier. Il y a eu de grosses successions, depuis les dernières années.

On se demande avec raison comment elles ont été réglées, si la province n'a pas été privée de revenus, surtout dans certains cas de successions à la veille des élections.

C'est mauvais signe quand l'administration d'un bien ne veut pas que le propriétaire sache la vérité et quand il a quelque chose à cacher. Le gouvernement a besoin de fonds électoraux.

Il a mis le secret le plus absolu sur les droits de successions de façon que les députés ne puissent rien savoir. Comment les députés peuvent-ils savoir s'il y a eu fraude ou non dans l'emploi des deniers publics provenant des droits de successions?

Comment peuvent-ils savoir s'il n'y a pas eu des tractations plus ou moins louches? Il n'y a aucune raison de ne pas indiquer, dans les comptes publics, la somme globale de la succession et la somme des droits perçus.

**M. Béique (Chambly), M. Bertrand (Saint-Sauveur) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** participent également au débat sur cette résolution.

La résolution 3 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 4.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** demande ce qu'est un effet mobilier corporel.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** lui dit de se renseigner auprès du chef de l'opposition qui lui expliquera ce terme légal.

La résolution 4 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 5.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les parents qui laisseront dix enfants paieront la taxe, tandis que

les parents de cinq enfants ne paieront pas, étant donné que dans aucun cas l'exemption ne doit dépasser quinze mille dollars. Un homme laisse sa femme et cinq enfants avec une succession de dix mille piastres, il n'y a pas de taxe; si la succession est de vingt mille piastres et qu'il y a dix enfants, la taxe porte sur vingt mille. C'est une prime à la disparition des familles nombreuses.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** proteste parce que l'on taxe l'enfant qui reçoit plus que mille dollars de ses parents. C'est scandaleux, dit-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au gouvernement d'augmenter le fardeau des taxes à la veille des élections et d'avoir, par contre, diminué les impôts de plusieurs grosses compagnies.

Il fait voir que l'article 3 de la 5<sup>e</sup> résolution comporte une augmentation de 900 %.

**M. Drouin (Québec-Est)**: C'est pour cela que l'on disait dans le discours du trône que l'on imposait de légères taxes.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure<sup>1</sup>.

## Deuxième séance du 3 mai 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur**: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Étude d'un régime municipal pour Montréal

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal.

Adopté.

### En comité<sup>2</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Il faudrait fixer un terme à la commission pour son rapport.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Quel terme suggérez-vous?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Ce n'est pas à moi à prendre les responsabilités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Si nous fixons un terme dans la loi, c'est dangereux. Si les commissaires ne finissent pas à temps, on sait ce qui arrivera. Il vaut mieux laisser fixer le délai par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il est en faveur du principe de cette mesure, mais croit qu'elle donne trop de pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil. Cependant, si l'on choisit de bonnes personnes, cette mesure sera considérablement améliorée. Qui fera partie de la commission de 10 membres, demande-t-il?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Nous ne savons pas encore. Je puis citer des bons noms: M. Joseph Beaubien, maire d'Outremont, par exemple, et bien d'autres, M. McLaren, l'ancien maire de Westmount, M. Laurendeau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Qui encore?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: J'attendrai les suggestions de mon honorable ami, s'il veut en faire, et nous ferons un aussi bon choix que possible. Il y a de bons noms!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Le premier ministre connaît-il de mauvais noms?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Je ne fréquente pas les mauvaises gens. Peut-être mon honorable ami en connaît-il? (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** suggère le nom du maire J. Jenkins de Westmount.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il prendra cette suggestion en considération.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je suggère le nom du maire de Montréal, M. Camillien Houde, et



leader du conseil. Est-ce que le maire de Montréal fera partie de la commission?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Évidemment, le maire de Montréal devrait faire partie de la commission. C'est mon intention de le lui offrir. Si le maire de Montréal désire faire partie de la commission, il sera le bienvenu. Jusqu'ici, il n'en a aucunement manifesté le désir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il est heureux d'avoir fait combler cet oubli.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond qu'il n'y avait pas d'oubli.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** remercie le gouvernement d'avoir créé cette commission et se dit heureux de constater que la mesure contient les suggestions qu'il formule depuis les trois ou quatre dernières années.

Je sais que le gouvernement fera tout ce qu'il faut faire pour assurer le succès de cette commission d'étude. Je crois qu'il serait bon qu'il y eût un représentant des ouvriers dans la commission.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je suis certain que, dès que le bill aura été adopté, nous aurons d'excellentes suggestions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il me semble que le gouvernement devrait payer les dépenses de la commission: ce serait une excellente occasion de réparer les injustices commises à l'égard de Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce ne serait pas juste pour le reste de la province, par exemple pour les comtés ruraux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La population rurale aime la justice. Est-ce que je puis demander au premier ministre, aussi, de ne pas faire de nominations politiques?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si vous le voulez, mais si nous ne faisons pas de politique, cela va nous attirer des sympathies et nous allons rester au pouvoir aux prochaines élections.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a parlé de M. Laurendeau. Je ne crois pas qu'il devrait y avoir un membre du Barreau dans la commission d'étude, principalement M. Laurendeau, parce qu'il est

membre de la Commission métropolitaine, partant, intéressé. Il n'y aura aucune question légale à régler.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 198 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe;

- bill 206 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;

- bill 207 concernant la municipalité du comté du Lac-Saint-Jean-Est;

- bill 208 modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver.

#### Droits sur les successions

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

Le débat se poursuit sur les résolutions.

Le comité étudie la résolution 6<sup>3</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que la formulation de la résolution est inconstitutionnelle, va contre la jurisprudence et le sens commun, et est susceptible de causer des problèmes.

Cela veut dire que la succession d'un homme qui détient des titres en Ontario ou en Angleterre, mais qui meurt ici et laisse sa fortune à un parent habitant l'une de ces régions, serait taxée par Québec.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dit que beaucoup dépend de la pratique, de la possibilité de percevoir la taxe. Cependant, ceci ne s'applique pas aux gens de passage, mais à ceux qui sont domiciliés ici. En pratique, il n'est pas toujours possible de percevoir la taxe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** critique le texte de la loi, puisqu'il donne au gouvernement québécois le pouvoir de taxer la propriété en Ontario ou n'importe où à l'extérieur de la province, même si rien dans la succession ne se situe ici même. En vertu de la Constitution, nous ne pouvons faire cela. Ceci a été réglé par la cour. Pourquoi mettre dans la loi une disposition inconstitutionnelle?

**L'honorable M. Stockwell (Brome)**, dit que, si la transmission a lieu dans Québec, cela implique que la personne y est domiciliée. On ne change pas la formulation de la loi actuelle.

J'admetts qu'il y ait eu certains jugements que nous devons respecter, mais nous conservons la loi dans sa forme actuelle, et les autres provinces font de même. Bien sûr, nous devons défendre notre point de vue en cour comme n'importe qui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** admet que la province a besoin de fonds et que ses besoins sont nombreux, probablement plus nombreux que ceux des autres provinces. Mais ce n'est pas une raison pour rédiger une loi inconstitutionnelle, qui va contre la jurisprudence et qui entraînera des poursuites coûteuses. Pourquoi ne pas faire des lois de manière légale?

Le gouvernement aurait dû engager des experts en taxation, dit-il. Il admet que le gouvernement soit expert dans ce domaine lorsque vient le temps d'accroître le fardeau de la population, mais ce n'est pas le genre d'expertise qu'il a en tête.

Il y a des hommes qui savent comment les taxes doivent être imposées, pour qu'elles soient justes et faciles à percevoir, et la province a besoin des services d'un ou deux experts de ce genre. Il vaudrait la peine de les engager, les payer

adéquatement, car les bénéfices seraient considérables. Les hommes qui imposent les taxes devraient prendre conscience de l'effet d'une telle imposition, dit-il.

L'opposition croit en cette idée, et si le gouvernement n'est pas d'accord, nous l'appliquerons nous-mêmes dans quelques mois.

Il veut connaître le montant total des nouvelles taxes que l'on impose. De l'aveu du trésorier, et considérant que celui-ci a probablement sous-estimé les revenus anticipés, on prévoit recueillir les montants supplémentaires suivants: \$75,000 de la taxe sur la gasoline, celle sur les pompes des réservoirs, \$100,000 avec la loi de la taxe sur les corporations, \$85,000 des mines, \$100,000 de la taxe sur les transferts de titres et \$1,000,000 des droits de succession.

En y additionnant d'autres petits montants, nous arrivons à un total de \$1,300,000. Étant donné l'exactitude habituelle de l'information fournie au public, il n'est pas déraisonnable de doubler cette somme, ce qui nous donne \$2,600,000 en nouvelles taxes.

Le gouvernement a-t-il l'intention d'inventer de nouvelles taxes? Que se passe-t-il avec la taxe sur les liqueurs douces? Un bill est déposé depuis longtemps. Est-ce que le gouvernement entend le retirer? Va-t-il taxer d'autres choses?

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** rejette toute responsabilité concernant les estimations du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et à propos des liqueurs douces?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** J'ai l'intention de demander à la Chambre la permission de laisser tomber ce bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous vous la donnerons volontiers. Je me réjouis d'avoir pu contribuer à l'abandon de cette taxe injuste et presque impossible à percevoir. Maintenant que j'ai la promesse du trésorier qu'il retirera ce bill, je propose que le comité rapporte progrès sur les droits de succession et que l'on permette au trésorier de biffer le bill sur les liqueurs douces de l'ordre du jour.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le chef de l'opposition peut me faire confiance, je le retirerai.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous le retirerons aussitôt que nous en aurons fini avec les résolutions concernant les droits de succession.

Les résolutions 5 à 11 sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Charbonneau, Chouinard, David, Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Grant, Lamoureux, Lapointe, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 29.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, 5.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

**Liqueurs douces,  
licences et droits**

L'ordre du jour appelle l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill 13 imposant des licences et des droits au sujet des liqueurs douces.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que l'ordre soit révoqué.

(Applaudissements de la gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il n'y a pas de raison pour que mes amis soient si excités. Je n'ai jamais vu autant d'enthousiasme pour les liqueurs douces avant.

Nous avons annoncé une loi pour imposer une taxe sur les liqueurs douces. Nous pensions pouvoir en extraire des revenus supplémentaires substantiels. Cependant, après avoir écouté les représentations des parties intéressées et avoir fait

une analyse de la situation, nous nous sommes rendus comptes des difficultés de la perception de cette taxe. Cette taxe était impraticable. Il aurait fallu toute une armée d'inspecteurs et de collecteurs. Et même là, son application n'aurait pas été assurée. Le coût était trop élevé par rapport aux revenus attendus. Pour ces raisons et par suite des représentations que l'on nous a faites, nous avons pensé qu'il serait sage de retirer cette mesure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il regrettrait seulement que le gouvernement ait songé à imposer une taxe sur les liqueurs douces. Cette taxe, dit-il, aurait été injuste et inapplicable. Il me semble que l'on aurait pu éviter bien des dépenses, si on s'était renseigné d'avance pour en venir, dès le début, à la décision que l'on annonce aujourd'hui.

C'était facile de s'en rendre compte, affirme-t-il.

Il dit qu'il savait qu'une telle taxe était inapplicable et il est heureux de constater que le gouvernement en est venu à la même conclusion. Il regrette, cependant, que ce projet ait obligé des organismes à dépenser de l'argent pour organiser des délégations venues faire des représentations au gouvernement. Ceci aurait pu être évité, dit-il, si les autorités avaient mieux étudié la situation avant de faire cette proposition.

Il suggère au gouvernement de tirer profit de cette expérience pour, dans l'avenir, aller au fond des choses avant de déranger tout le monde avec des bills concoctés à la hâte, que l'on doit ensuite retirer.

La motion est adoptée.

Les résolutions sont retirées.

**Logements  
de chômeurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 concernant les logements de chômeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi  
de la pharmacie**

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 modifiant la loi de la pharmacie de Québec, aux fins de donner au conseil de l'association une représentation provinciale, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Vente du bois des colons**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées en la manière prévue par l'article 12 de la loi de la Commission des opérations forestières (Statuts refondus, 1925, chapitre 44A tel qu'édicte par la loi 24 George 5, chapitre 22). Les sommes ainsi requises ne devront pas dépasser cinquante mille dollars.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi du ministre n'est pas une nouveauté. Lorsque, il y a trois ans, environ, le gouvernement a présenté sa loi de la Commission des produits forestiers, il devait en arriver des merveilles, et l'un des buts principaux de la Commission, était précisément d'aider les colons à vendre leur bois. On voit quel a été le succès obtenu, puisqu'aujourd'hui on présente comme une nouveauté extraordinaire un second projet pour aider les colons à vendre leur bois.

Il demande au ministre de tenir compte des suggestions de l'opposition.

Ce qui importe, dit-il, pour que le mouvement de la colonisation aille de l'avant, pour que l'agriculture prenne réellement la place prépondérante qui lui revient, c'est que le gouvernement se range enfin à côté du colon, au lieu d'aider le marchand de bois à combattre le colon. Ce qu'il faut, c'est qu'on supprime les hypothèques qui entravent le développement colonisateur, les règlements d'exception qui chassent les colons des terres colonisables. Ainsi, on devrait faire disparaître l'arrêté ministériel qui fixe trois chaînes le long des

cours d'eau comme domaine inondable pour fins de pouvoirs hydrauliques. Il faut protéger le colon, au lieu de protéger les gros intérêts contre l'envahissement de la colonisation. Il faudrait aussi que le colon pût obtenir son lot entièrement boisé et qu'il soit maître d'exploiter tout le bois sur son lot, au lieu de laisser un délai de 16 mois au marchand de bois pour piller tout le lot avant l'arrivée du colon.

#### **L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Il s'agit d'instituer un organisme pour éclairer, aider le colon sur la vente de son bois et lui trouver un marché rémunérateur pour ce produit. Ce travail sera fait non pas par un nouvel organisme, mais par la Commission des opérations forestières, créée l'an dernier par le gouvernement, et qui appliquera la loi.

Elle servira d'intermédiaire entre les commerçants et les colons qui ont du bois à vendre; elle divisera la province en zones, pour les fins du commerce du bois des colons; elle s'occupera de faire assurer un prix rémunérateur au colon pour la vente de son bois. C'est un grand pas vers la coopérative de vente que notre loi, note le ministre.

**M. Authier (Abitibi):** On me permettra de dire un mot d'appréciation de ce projet. Ce projet rendra de grands services. Cette mesure est susceptible de profiter grandement au colon. La vente du bois est la grande source de revenus des colons. Dans les bons temps, dans la région de l'Abitibi, les défricheurs ont vendu jusqu'à 150,000 cordes de bois par année.

On est sous l'impression, en certains quartiers, que les colons vivent des largesses du gouvernement. Certes, le gouvernement leur aide, mais il leur faut les produits forestiers. Il arrive des années où la vente du bois va mal: si le colon n'est pas renseigné, il accumule des quantités de bois qu'il ne peut ensuite vendre avec avantage. C'est pourquoi je vois une grande satisfaction dans le projet de loi que vient de soumettre l'honorable ministre de la Colonisation.

Avec la nouvelle loi, on prend le meilleur moyen pour aider le colon. La nouvelle loi ramènera dans toutes les régions de colonisation ces facilités d'autrefois. C'est le point de départ d'une organisation qui est destinée à vendre les plus grands services.

La Commission verra maintenant à stabiliser le commerce du bois, et le ministre doit être félicité d'avoir soumis ce projet de loi et pour toutes les autres excellentes lois de colonisation qu'il a présentées depuis le commencement de la session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a raison de dire que ce bill est le dernier d'une série. C'est vrai et c'est malheureux. C'est malheureux parce que le gouvernement recherche dans des projets multiples le moyen de camoufler son attitude en faisant croire à l'action, là où il n'y a que de l'inaction. Tous les projets du ministre de la colonisation auraient pu faire l'objet d'une seule loi.

Le travail aurait été hâté de cette façon, mais il n'aurait pu dire aux gens: regardez le nombre de lois que nous avons passées pour vous aider. Tout ceci indique que le prétendu mouvement de colonisation du gouvernement est une tactique électorale. Cette multiplication de bills retarde le travail de la session.

Il se plaint du retard que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) a mis à soumettre sa législation. Il rappelle le but des divers projets et la discussion qui a suivi.

La majorité ministérielle, dit-il, et certains complices ont voté contre la proposition de l'opposition pour assurer l'autonomie des sociétés de colonisation. Il ne trouve pas raisonnable que la présente loi soit amenée, le 3 mai, car, nous sommes pressés de débarrasser la colonisation de l'inaction.

On donne à la Commission des opérations forestières des pouvoirs plus apparents que réels. Au lieu de déterminer l'institution d'une coopérative pour la vente du bois des colons, le gouvernement se sert d'un organisme qui est sous la juridiction du ministère des Terres, conséquemment, d'un ministère qui a des intérêts opposés à ceux de la colonisation.

Le gouvernement n'est pas sérieux. Il eût été plus sage d'assurer d'abord du bois au colon. Dans aucune des lois du ministre, on ne s'occupe de savoir s'il y a du bois sur les lots des colons.

Il reproche au gouvernement d'avoir permis l'exportation de 150,000 cordes de bois tiré des terres de la province. Il estime ensuite que la nouvelle loi met de côté la Commission des produits forestiers, dont le ministre des terres a pourtant fait de grands éloges et dont le but était d'assurer un meilleur marché pour le bois.

L'opposition met la colonisation au-dessus des partis et des personnes. Que le gouvernement commence donc par faire disparaître des Statuts tout ce qui entrave la colonisation, fasse disparaître la loi odieuse et l'ordre en conseil en vertu desquels le gouvernement réserve trois chaînes de profondeur dans les rivières pour le flottage des billes et le développement hydroélectrique. Il demande ensuite que les lettres patentes ne donnent pas le spectacle d'un gouvernement tellement esclave des concessionnaires forestiers qu'elles déclarent que le

droit du colon est assujéti aux intérêts des concessionnaires forestiers et des détenteurs de pouvoirs d'eau. Voilà une des suggestions que nous avons faites.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'intention du gouvernement est de charger la Commission de l'application de cette loi. Mais ils feront ce travail sous le contrôle du ministre de la Colonisation. La seule raison pour laquelle nous avons confié ce travail à la Commission des opérations forestières, c'est que nous n'avons pas voulu créer un nouvel organisme et que cette Commission est capable de le faire.

Au sujet des lettres patentes, il déclare qu'aucune d'elles, en vertu d'un ordre en conseil ne fait plus mention de restriction. Le colon est entièrement possesseur de son lot, affirme-t-il. Nous avons passé un ordre en conseil déclarant qu'aucune clause ne pouvait restreindre le droit du colon à son lot. J'espère que la Chambre sera unanime à adopter cette loi, qui sera si utile.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si cela a été fait, c'est une amélioration, mais qui aurait dû avoir été faite depuis longtemps. Et même, elle aurait dû n'avoir jamais été nécessaire. Le ministre peut-il dire comment va coûter l'application de la loi?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Les employés de la Commission ont leurs salaires. Peut-être auront-ils besoin de techniciens, d'inspecteurs et de mesureurs. Cela pourrait monter à \$50,000 au plus pour la première année. Ce montant ne sera pas dépassé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne pas mettre cette somme de \$50,000 dans la loi?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je suis prêt à inscrire dans la loi que nous ne devons pas dépasser \$50,000 la première année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est bien!

La résolution est amendée en ce sens et adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

### Subsides<sup>5</sup>

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

L'étude de la résolution est suspendue.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 3 mai 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Paroisse de Montréal, servitude

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Commissaires d'écoles de Saint-Raymond, emprunt

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Cadastre de Saint-Jérusalem d'Argenteuil

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Droits sur les successions

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose l'adoption des résolutions relatives au bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Un débat s'élève.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Les résolutions sur lesquelles est basé le bill 37, intitulé "Loi modifiant la loi des droits sur les successions", soient renvoyées de nouveau au comité plénier avec instruction de les amender;

*a.* De façon que les taxes qui pèsent sur les successions soient réparties plus équitablement;

*b.* De façon que les successions modestes ou petites soient libérées des impôts injustes et exagérés;

*c.* De façon que toutes les exemptions justes, équitables et productives soient accordées;

*d.* De façon, pour protéger les familles nombreuses, que les taxes sur les successions soient établies sur la part de chaque héritier et non pas sur la totalité de la succession;

*e.* De façon à n'assujettir au paiement de l'impôt que le surplus dépassant les sommes exemptées de l'impôt.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, 5.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Charbonneau, David, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Lapointe, Mercier fils, Paquet, Perrault, Power, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 21.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande la permission de présenter le bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Vente du bois des colons**

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose l'adoption de la résolution relative au bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons.

Adopté.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons.

Adopté sur division. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose le bill 68 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>6</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reprend les remarques qu'il a faites en après-midi. Il parle de la possibilité d'installer des colons pendant l'hiver.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Dans certaines régions, la terre est encore gelée. On ne pouvait y placer de colons auparavant. Jamais, je n'ai prétendu qu'il était impossible d'installer des colons l'hiver.

Seulement, on se souvient qu'au congrès d'octobre deux prêtres éminents, l'abbé Moreau et l'abbé Minette, nous ont conseillé d'attendre au printemps pour installer les colons. D'ailleurs avant d'établir les colons, il fallait classifier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme que le gouvernement ne commencera pas à envoyer des colons avant le 15 juin sur les lots choisis.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je puis assurer le chef de l'opposition qu'à partir du 15 mai on commencera à envoyer sur des terres, vers les nouveaux centres, les colons par groupe, et les départs se feront aussi rapprochés que possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au ministre de ne pas avoir mis la loi d'établissement en vigueur.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le chef de l'opposition ne devrait pas faire de reproches au ministre, car le projet de loi permettant au gouvernement de dépenser \$10,000,000<sup>7</sup> n'a été sanctionné qu'hier.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des liqueurs alcooliques**

L'ordre du jour appelle l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Les résolutions sont retirées.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Commission municipale de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Adopté.

#### **En comité<sup>8</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi a pour but d'asservir les conseils municipaux à la politique. Cette Commission enlève des pouvoirs aux contribuables. Les municipalités ne devraient pas avoir le droit de contracter des emprunts considérables sans référendum.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne sais pas si le chef de l'opposition a saisi la portée de la loi. Nous avons constaté que les municipalités s'endettaient trop lourdement, en s'engageant par billets promissaires. C'est cette situation que la nouvelle loi corrige.

On a trouvé le moyen d'éluider la loi qui ordonnait aux municipalités de ne pas s'endetter par billets. Autrefois, toute municipalité qui voulait s'endetter devait avoir la permission du gouvernement. Maintenant, pour emprunter par billet, une municipalité devra obtenir la permission de la Commission. C'est à cela que se limite la portée de la loi. Dans le moment, les municipalités ont besoin d'être contrôlées sérieusement: la Commission municipale est là pour cela, et on voit les bons résultats qu'elle a obtenus.

La province de Québec est bien protégée. Grâce aux lois de contrôle sur les opérations financières de nos municipalités que le gouvernement a adoptées, la position de nos municipalités est excellente, en comparaison de la position des municipalités des autres provinces. Il n'y a que 3 % de nos municipalités qui ne peuvent rencontrer leurs obligations. C'est un beau résultat. D'où nécessité en ce temps de crise, de maintenir par

une surveillance modérée le bon crédit de nos municipalités. Nul doute que la nouvelle loi de la Commission municipale gardera à nos municipalités l'excellent crédit dont elles jouissent dans tout le pays.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il faut un contrôle. J'aime mieux le contrôle par les contribuables, qui payent les taxes que par le gouvernement

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Crédit agricole**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 relatif au crédit agricole.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que, conformément aux dispositions de l'article 11a de la loi du prêt agricole de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 51A), tel que remplacé par la loi qui sera basée sur la présente résolution, le gouvernement paiera pendant la durée du prêt la différence, n'excédant pas trois (3 %) pour cent, entre l'intérêt annuel de trois (3 %) pour cent et celui chargé par la Commission aux cultivateurs de la province sur le capital des prêts à eux faits, ou qui leur seront faits, en vertu des dispositions de la loi du prêt agricole canadien, et que le trésorier de la province devra payer à qui de droit, à même le fonds consolidé du revenu, la part contributive du gouvernement sur ces versements.



**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement a l'intention de contribuer jusqu'à concurrence de 3 % du taux d'intérêt chargé aux cultivateurs par la Commission fédérale, pourvu que le tarif fédéral ne dépasse pas 6 %.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre croit que c'est un bill de nature à aider les cultivateurs?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Beaucoup!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi vient trop tard dans la session. Le cultivateur souffre de ce retard.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le discours du chef de l'opposition a été parfaitement inutile, parce que les cultivateurs ne payent leur intérêt que deux fois dans l'année, en juillet et en novembre. Quand bien même le gouvernement eût passé la loi plus tôt, les cultivateurs n'auraient pu en bénéficier. La loi est très claire. De plus, cette loi a un effet rétroactif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi n'est pas claire, ou plutôt, elle est claire à la discrétion absolue du gouvernement qui pourra faire du favoritisme politique tant qu'il voudra.

Le bill tel que rédigé permet au gouvernement de modifier sa contribution suivant les individus. Que l'on dise clairement dans la loi que tous les cultivateurs recevront la même contribution.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La résolution est claire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle des cachotteries du trésorier. L'opposition, dit-il, a demandé l'an dernier des chiffres sur le crédit agricole et elle n'a pas pu les obtenir. Elle est revenue à la charge, cette année. Elle n'a d'abord rien obtenu.

Il relate une entrevue qu'il a eue avec le premier ministre et M. Angers. Il réfère à une lettre de M. McLean, président de la Commission du prêt agricole canadien, dans laquelle celui-ci disait qu'il ne pouvait pas fournir les renseignements demandés, parce qu'ils sont confidentiels.

La lettre de M. McLean, disant qu'il ne peut donner de renseignements, est une lettre d'un partisan à un autre partisan, déclare-t-il. M. McLean est un

partisan politique, balayé par sa province comme premier ministre<sup>9</sup>, puis défait comme candidat aux élections fédérales. Ce ne sont pas des renseignements confidentiels mais publics que nous avons demandés. La lettre est un tissu de faussetés, d'impertinences. M. McLean a insulté à l'autonomie du Québec.

J'ai obtenu la liste des noms après des mois et des mois de lutte, après qu'on eût déclaré qu'on n'avait pas de renseignements. Ceci démontre soit de la mauvaise foi, soit une absence de coopération entre les gouvernements fédéral et provincial dans le domaine du crédit agricole. Le trésorier a fourni une liste des noms des cultivateurs qui ont emprunté, mais cette liste n'est pas encore conforme aux règlements de la Chambre: elle ne donne pas les adresses et les montants.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition a voulu mêler mon nom au débat et, sans vouloir trop le laisser paraître, il s'est montré particulièrement désagréable à mon endroit.

L'ordre de la Chambre, au sujet de la production des documents dont il vient de parler, fut accepté sans difficulté par le gouvernement. Il n'est pas question de duplicité ou de mauvaise foi. Il est arrivé ce qui arrive inévitablement dans n'importe quel département de n'importe quelle organisation. Il n'est pas question de mauvaise foi ou de refus de coopérer de la part de M. McLean. Bien que nommé par le gouvernement précédent, il fut maintenu dans ses fonctions par l'administration Bennett, ce qui est le meilleur témoignage de ses qualités et de son honnêteté.

Il faut que l'on note bien tout de suite que la Commission canadienne du prêt agricole est une institution du pouvoir central sur laquelle nous n'avons aucun contrôle. C'est la Commission fédérale qui a loué ou acheté des bureaux à Québec pour y établir une succursale: c'est la Commission fédérale qui nomme les employés de cette succursale et qui les paie.

Mon honorable ami a demandé certains renseignements et mon collègue, le trésorier provincial, lui a donné ceux qu'il avait que nous pouvions fournir. Le chef de l'opposition s'est plaint et il m'a montré une lettre d'un M. Dubé, un certain docteur, je crois, de la Rivière-du-Loup, prétendant que, chez lui, des cultivateurs avaient reçu 1 % de réduction sur le tarif d'intérêt exigé par Ottawa, tandis que d'autres avaient reçu un et demi, et que c'était là du favoritisme politique.

Nous avons écrit à Ottawa et Ottawa a refusé de nous donner les renseignements. Alors, j'ai fait ce que le chef de l'opposition n'a pas fait pour moi. Pour lui aider à faire la lumière, je me suis rendu à son bureau, en compagnie de M. P.-A. Angers, le président de la succursale québécoise de la Commission et là nous avons demandé au chef de l'opposition: "Que voulez-vous savoir? Nous vous donnerons les renseignements que vous désirez".

Le chef de l'opposition a dit alors qu'il avait eu des plaintes au sujet de la distribution de l'intérêt. M. Angers a dit que des cultivateurs avaient eu 1 % avant que la loi ne fût changée, mais qu'ils avaient reçu 1½ % après que la nouvelle loi eut été mise en vigueur. Le chef de l'opposition a paru satisfait de cette explication. Là encore, j'ai dit au chef de l'opposition que M. Angers écrivait à Ottawa pour obtenir tous les renseignements que le chef de l'opposition désirait et que nous ne possédions pas.

Mais le chef de l'opposition ne semble croire ni à l'honnêteté, ni à la loyauté, ni à l'honorabilité de personne. Je ne sais pas comment il a l'esprit fait, mais nous avons le droit de ressentir sa façon de discuter.

Nous croyons être des honnêtes gens qui font tout leur possible. Nous croyons être, autant que lui, loyaux et honnêtes, respectueux de notre serment d'office, nous croyons à sa loyauté et nous ne voulons pas lui prêter de sentiments qu'il n'a pas.

Mon honorable ami fait pourtant des insinuations. Il sait que le fardeau du gouvernement est lourd à porter par ces temps difficiles et pourtant, lorsque nous faisons tout notre devoir, lorsque nous faisons tous nos efforts pour être fidèles à notre serment d'office, il procède par insinuations. Mon honorable ami insinue sans cesse que nous ne sommes pas dignes de nos fonctions. Nous avons le droit de ressentir vivement ces insinuations, les insultes de mon honorable ami et la façon dont il conduit la discussion. Nous avons droit à un autre traitement.

Il dit que nous voulons faire de la partisanerie politique. Il nous accuse de partisanerie dans le paiement de la part d'intérêts que nous acquittions à Ottawa pour nos cultivateurs. Il n'a pas le droit de penser cela. Il voit partout de la partisanerie. Croit-il que nous donnerons 3 % de l'intérêt aux libéraux et rien du tout aux conservateurs?

Il sait bien que non. Il faut avoir une bien petite opinion de ses confrères en cette Chambre pour penser de telles choses, et je ne me demande même pas s'il était premier ministre, s'il

s'informerait, avant de donner le 3 %, si le récipiendaire est rouge ou bleu. Non, comme je l'ai dit tantôt, nous ne faisons pas de ces petites bassesses et nous ne voulons pas croire qu'il en ferait. Nous sommes aussi honnêtes que lui. Les dirigeants de la province sont honnêtes, et font leur devoir et le feront encore longtemps, malgré les attaques de mon honorable ami. Quand nous distribuons les argents publics, nous ne regardons pas à la couleur politique et il le sait bien. Nous sommes au-dessus de ces petites choses comme il l'est lui-même.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a parlé avec indignation, il a donné des opinions personnelles, mais il n'a pas répondu. Il a pris des tangentes. On a refusé de fournir les renseignements demandés. Les documents premiers fournis par le premier ministre n'étaient pas suffisants, et ses déclarations d'alors n'étaient pas conformes aux faits. Mais, quelques jours plus tard, le trésorier a remis une liste de noms, mais une liste qui n'est pas encore complète.

Quand il est venu à mon bureau avec M. Angers, je n'ai pas déclaré que j'étais satisfait. M. Angers a écrit à M. McLean et celui-ci a adressé la lettre dont j'ai parlé tout à l'heure.

La Commission du prêt agricole, dans la province, est composée de membres désignés par le gouvernement. De plus, la loi est provinciale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne veux ajouter qu'un mot. Ce n'est pas le gouvernement provincial qui administre la succursale québécoise de la Commission du prêt fédéral canadien. C'est tellement le cas, qu'il n'y a plus de commission provinciale.

Ottawa ne nous a pas consultés pour créer la Commission. À sa demande, nous lui avons désigné M. Lafrenière, comme premier président et ensuite M. P.-A. Angers. M. Angers vient d'être mis à la porte, et Ottawa l'a fait sans nous en parler un seul mot. Il n'y a plus de commission dans Québec. Ottawa veut la remplacer par un organisme d'un autre genre.

Mon honorable ami me prend à partie et prétend que je manque de mémoire. Nous avons voté sa motion pour production de documents sans aucune restriction et il le sait bien. Nous lui avons donné tout ce que nous savions, mais nous ne pouvions lui donner ce que nous n'avions pas! M. Angers a écrit à Ottawa, et M. McLean lui a répondu. Nous avons fait tout ce que nous avions à faire.

Mon honorable ami peut-il citer un seul cas au sujet duquel il y ait eu du favoritisme politique? Nous lui avons fait tenir la lettre de M. McLean et il s'attaque quand même violemment à ce monsieur. Je n'ai pas pour mission de défendre M. McLean qui est un homme d'une parfaite honnêteté et qui est un parfait fonctionnaire depuis cinq ans.

Croit-il que M. Bennett l'eût conservé aussi longtemps dans ses fonctions s'il y avait eu des plaintes à son sujet? Non! Il a bien conduit la Commission.

Les prêts consentis aux cultivateurs, dans Québec, ont été considérables. Nous avons fait tout ce que nous avons pu faire pour être agréable, pour fournir à mon honorable ami les documents qu'il demandait et, aujourd'hui, il nous attaque quand nous ne le méritons pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit que le département du Trésor est le service le plus mal administré de la province.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond et se fâche.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève deux points d'ordre au cours du débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'on ne pourrait pas insérer dans le bill que le taux sera uniforme pour tout le monde?

Un amendement est rédigé en ce sens, à savoir que le gouvernement paiera toute la différence, à partir de 3 %, jusqu'à concurrence de 6 %.

La résolution est ainsi amendée et adoptée, telle qu'amendée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 22 relatif au crédit agricole.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Depuis plusieurs années, des individus chargés de faire des listes de paye au département de la Voirie ont étayé des réclamations basées sur des faux serments, sur des documents faux.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'il n'est pas au courant, ni personne en autorité à son département.

Il y a des cas où, dit-il, pour les travaux exécutés par les municipalités à même l'octroi de 50 % accordé par le gouvernement - il s'agit des travaux exécutés à contribution égale par les municipalités - des municipalités ont fait les travaux, ont envoyé les listes de paie et l'état des travaux exécutés. Qu'il ait pu se glisser des erreurs et parfois des exagérations, la chose est possible, car le gouvernement reçoit des municipalités des milliers et des milliers de ces listes de paie et l'on fait des travaux pour des millions de dollars. Mais aucune liste fausse n'a été payée, quand on la savait fausse au département.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme que ces abus se produisent, que des listes de paie ont été payées sur des états basés sur des faussetés de municipalités. Mais si on veut nommer une commission royale d'enquête impartiale, donnant toutes les garanties, dirigée par des gens munis de

tous les pouvoirs, avec une nomination non politique, je déposerai devant la commission la preuve que je possède qui démontrera que des octrois ont été payés par le gouvernement sur les listes de paie qui lui étaient fournies sur des états basés sur des documents faussés. J'établirai avec des déclarations appuyées sur des faits, qu'à la Voirie et à la Colonisation, des octrois ont été donnés sur de faux serments. Des listes de paye assermentées mentionnaient des personnes qui n'avaient jamais travaillé. Le ministre n'a pas le droit d'ignorer ces faits. Des listes de paye contenaient les noms d'enfants de deux mois et de deux ans, même les noms de défunts.

Le gouvernement devrait instituer une enquête de ce genre dans les services de la Voirie, du procureur général, de la Colonisation et des Travaux publics de façon à dissiper l'inquiétude du public. Cependant, je ne peux accepter le genre d'enquête que le gouvernement mettrait sur pied. La police provinciale convoquerait les témoins, mais elle devrait mettre de l'ordre dans sa propre maison pour conduire ce travail de façon juste.

Il cite un cas qui serait survenu dans le comté de Compton lors de l'élection partielle de 1929, alors que l'organisation ministérielle aurait obtenu un octroi de colonisation pour un pont. Le département de la Colonisation, affirme-t-il, a accordé un octroi de 50 % n'excédant pas \$300. Or, les travaux terminés et les listes de paie reçues, le département de la Colonisation a fait un chèque à l'ordre de M. Gilbert, conducteur des travaux, chèque pour \$200. Le chèque a été escompté, supposé endossé par M. Gilbert. Or, on a découvert que le chèque n'a jamais été endossé par le M. Gilbert en question.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Encore une fois, ces abus, s'ils sont prouvés, ce qui reste à établir, n'ont pas été commis dans les travaux exécutés par le département de la Voirie mais bien dans les travaux exécutés par les municipalités. Et je ne crois pas qu'il ait pu y en avoir beaucoup, car les travaux, avant d'être payés à même les octrois consentis, doivent être d'abord acceptés par les divisionnaires du département. Le divisionnaire visite les travaux, sait ce qui se fait, et il arrive souvent qu'en même temps que nous recevons les listes de paie et états de ces travaux municipaux, nous recevons aussi le rapport du divisionnaire qui contredit celui de la municipalité, et alors nous ne payons pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme que si on m'accordait une enquête, je prouverais que ces

irrégularités que je mentionne ont été même conseillées par des personnes en autorité.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il peut arriver, encore une fois, que des abus aient été commis, mais non dans le département, et je l'affirme hors la connaissance du ministre, du sous-ministre, des ingénieurs du département. Et je n'ai aucune hésitation à déclarer que, si des gens ne sont pas honnêtes, si on nous le prouve, nous les poursuivrons sans pitié.

**M. Lamoureux (Iberville)** dit qu'il ne s'est commis aucun des abus mentionnés par le chef de l'opposition dans son comté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au sujet de la loi des \$17,000,000, les *Comptes publics* ne sont pas conformes aux faits, comme tant d'autres documents publics. Une somme de \$1,200,000 a été dépensée et on veut laisser croire dans la comptabilité qu'elle ne l'a pas été.

Le ministère de la Voirie est très actif, en temps d'élections. Il cite des chiffres pour montrer que dans la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 1931, l'année de la dernière élection, on a dépensé \$18,332,544 et que ce montant a fondu à \$6,193,730 en 1933, une baisse d'environ \$12,100,000.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit qu'il y a eu diminution des dépenses pour le département de la Voirie en raison de la baisse générale des revenus de la province pendant cette période. Le département de la Voirie s'en est nécessairement ressenti.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle de la route Magog-Granby. Il veut savoir, au sujet de la construction de la route de Granby, par quels notaires les contrats de voirie, expropriations, etc. ont été passés et quels honoraires ont reçu lesdits notaires.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne les renseignements désirés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que l'article 74 des \$17,000,000 ouvre la porte à tous les contrats que le gouvernement voudra donner à la veille des élections.

Il répète ses affirmations, au sujet de l'enquête. Il dit que s'il était sûr d'obtenir une enquête impartiale et complète, il la demanderait, mais qu'il ne peut le faire dans les conditions actuelles. Cependant, il se fait fort de prouver ce qu'il a avancé,

si on veut instituer cette enquête. Si le gouvernement ne la donne pas, l'opposition actuelle la donnera.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Demandes de documents:

#### Faillites, Industrie laitière

**M. Fisher (Huntingdon)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre un état relativement à la réponse du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) se rattachant aux établissements de lait qui ont fait faillite, tel qu'indiqué aux *Journaux de l'Assemblée législative*, à la date du 30 janvier 1935:

1. Quels sont les noms et adresses des producteurs de lait, et le montant de chaque réclamation produite à la Commission des produits laitiers, en ce qui concerne chacune de ces faillites?

2. Quelle somme d'argent chaque producteur de lait a-t-il reçue en règlement de sa réclamation?

3. Quelle somme d'argent ou de garantie y avait-il en dépôt chez le trésorier de la province en faveur de ces établissements de lait au moment de leur faillite?

Adopté.

### Dépôt de documents:

#### Faillites, industrie laitière

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état relativement à la réponse du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) se rattachant aux établissements de lait qui ont fait faillite, tel qu'indiqué aux *Journaux de l'Assemblée législative*, à la date du 30 janvier 1935:

1. Quels sont les noms et adresses des producteurs de lait, et le montant de chaque

réclamation produite à la Commission des produits laitiers, en ce qui concerne chacune de ces faillites?

2. Quelle somme d'argent chaque producteur de lait a-t-il reçue en règlement de sa réclamation?

3. Quelle somme d'argent ou de garantie y avait-il en dépôt chez le trésorier de la province en faveur de ces établissements de lait au moment de leur faillite?. (Document de la session no 149)

La séance est levée à minuit trente-cinq minutes.

### NOTES

1. "Peu après une heure", selon *The Quebec Chronicle* du 3 mai 1935, à la page 1.

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. Référer à la séance de la matinée de ce jour pour prendre connaissance des résolutions débattues.

4. Le comité se réunit sous la présidence du député de Beauharnois (M. Saintonge).

5. *L'Événement* du 4 mai 1935, à la page 14, précise que le comité s'est réuni à 5 h 45.

6. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

7. *Le Soleil* du 4 mai 1935, à la page 12, écrit \$10,000, mais il s'agit d'une erreur.

8. Voir note 5.

9. Ex-premier ministre de la Colombie-Britannique.



## Première séance du samedi 4 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi des  
liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous allons donner à la Commission des liqueurs les pouvoirs de permettre aux tavernes et aux restaurants qui vendent des vins et de la bière, de rester ouverts jusqu'à minuit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le seul amendement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est à la demande des directeurs de la police des grandes villes qu'on donnera à la Commission des liqueurs la permission de garder les tavernes ouvertes plus longtemps chaque jour. Cela s'applique surtout dans les grandes villes, en particulier à Montréal. La police croit que ce serait mieux de laisser les tavernes ouvertes jusqu'à minuit, dans l'intérêt de l'ordre car, autrement, on s'attire des troubles plus grands.

La Commission devra juger chaque cas qu'on lui soumettra à ce sujet. Il est évident que, dans les petites villes ou village, minuit ce serait trop tard pour la fermeture des tavernes et des restaurants. Six<sup>2</sup> heures, même, ce serait déjà trop tard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il vrai que la Commission des liqueurs de Québec et celle d'Ontario en sont venues à une entente au sujet de la réduction du prix des liqueurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'en sais rien encore, mais il est possible que la chose se fasse, puisqu'Ottawa a réduit la taxe d'accises sur les liqueurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission des liqueurs exerce un étrange favoritisme, même dans le cas des personnes condamnées. Ainsi, lorsque les vendeurs de boisson condamnés sont des amis du gouvernement, ils ne font qu'une partie de leur terme d'emprisonnement. Il y a même des cas où l'on a incarcéré des gens de Montréal à Québec pour leur permettre de sortir plus tôt de prison, sans que les connaissances du condamné le sachent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** De façon générale, on ne change les condamnés de prison que sur des raisons sérieuses. Et puis, il se trouve parfois qu'il y a des prisons qui sont trop remplies pour les locaux disponibles. Alors, on est obligé de profiter des prisons qui sont moins pleines.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite un cas qu'il déclare d'une rigoureuse exactitude. Il y a deux ans environ, dit-il, un épicier a été condamné à l'emprisonnement pour offense à la loi des liqueurs.

Le prévenu a représenté au gouverneur de la prison que son épicerie était condamnée à la faillite, s'il ne pouvait continuer à vaquer à son commerce. Le gouverneur lui a permis d'aller à chaque jour à son épicerie, à condition de rentrer coucher à la prison le soir. Mais ledit épicier, pendant qu'il jouissait de ce régime de faveur, a enfreint de nouveau la loi et a été traduit de nouveau devant le même magistrat. Ce dernier, surpris, a demandé des éclaircissements, et c'est alors qu'on a découvert la charitable supercherie du bon géôlier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La bonhomie des géôliers québécois est quasi légendaire. Il y a notamment le cas du géôlier qui, ayant commis l'imprudence de laisser la porte de la prison ouverte, le soir, trouva le lendemain matin trois prisonniers de plus dans les cellules. Il y a eu également le cas du géôlier qui disait à son

prisonnier: "Je te permets de sortir aujourd'hui, mais si tu n'es pas rentré à 8 heures, tu resteras dehors, car je vais barrer la porte."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ajoute le cas d'un geôlier de Joliette, homme paternel et confiant, qui avait une "run" de lait. Il faisait traire les vaches par son prisonnier, lui faisait distribuer le lait et percevoir l'argent. Tout allait fort bien pendant des mois, mais un beau matin, le prisonnier était disparu, emmenant la vache et le produit de la "collection".

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

#### **Prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 245 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

Adopté.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La loi a surtout pour objet d'empêcher l'exploitation des petits rentiers de la ville et de la campagne par les manœuvres frauduleuses de certains vendeurs d'actions qui ont, dans le passé, vidé nos campagnes de toutes leurs ressources, de toute la richesse en espèces sonnantes. Le gouvernement veut surtout empêcher la sollicitation à domicile de la part de ces agents. Ce fut un fléau dans le passé. Lorsque le cultivateur aura de l'argent à placer, il pourra s'adresser à un banquier, ou par lettre, à une maison de commerce en valeurs respectables. De la sorte, le cultivateur ne serait plus berné.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Aide aux chômeurs**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 15 de l'aide aux chômeurs nécessaireux, 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** constate qu'un bill du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) vient d'être inscrit au *Feuilleton* de la Chambre, au stage de la deuxième lecture, alors qu'il devrait être inscrit pour la première lecture, puisqu'on ne le connaît pas encore.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il y a là une erreur cléricale, évidemment.

Mais puisqu'on m'en donne l'occasion, je veux faire une déclaration. Nous avons présenté notre projet de loi, alors qu'Ottawa venait de déclarer qu'après le 31 mars dernier, il n'y aurait plus de contributions fédérales aux provinces pour les secours directs. Nous avons présenté le bill, dès le début de la session, afin de parer à toute éventualité, pour nous permettre de venir nous-mêmes en aide aux chômeurs.

Depuis ce temps, le gouvernement fédéral a modifié son plan, sa législation, pour en revenir à un système semblable à celui de l'an dernier. Il est donc probable aussi qu'il y aura de nouveau une convention entre Ottawa et les provinces au sujet du chômage. Dans ces circonstances, j'estime qu'il n'y a plus lieu de présenter notre bill et je demande à la Chambre la permission de le retirer. Notre bill devenait inutile. Nous avons d'ailleurs, au *Feuilleton*, un autre projet qui permettra aux municipalités d'emprunter pour aider les chômeurs, quand le besoin s'en fera sentir et nous croyons que ce sera une loi suffisante.

Il (l'honorable M. Francoeur) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a attendu longtemps avant de prendre une décision, le bill est devant la Chambre depuis deux mois. Il faut admettre que votre premier projet était une mesure des plus extraordinaires jamais présentées,



car elle accordait des pouvoirs exorbitants, tyranniques et abusifs au dernier degré. Il est malheureux et significatif à la fois que le gouvernement ait pris tant de temps pour constater son erreur, car le gouvernement avant de faire imprimer le bill qu'on sait, avait dû en peser toutes les conséquences. Cependant, comme tout péché avoué est à moitié pardonné<sup>4</sup>, nous allons absoudre le gouvernement qui fera pénitence aux prochaines élections.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Pas si extraordinaire que cela pour ceux qui l'ont lu et compris. C'était notre intention d'y apporter des amendements, si le bill avait été présenté, mais nous n'avions pas du tout l'intention, comme on l'a dit en certains quartiers, d'exiger un véritable mandat en blanc. Nous voulions tout simplement secourir nos chômeurs et nous désirions laisser le champ libre aux suggestions de la Chambre à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** N'empêche que ces dires ont aidé au gouvernement à retirer son bill.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Dans tous les cas, il est retiré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est entendu, n'en parlons plus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est le temps de chanter un *Te Deum*!

La motion est adoptée.  
Le bill est retiré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 15 de l'aide aux chômeurs nécessaires, 1935.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué.

La motion est adoptée.  
Les résolutions sont retirées.

**Protection des  
ressources forestières**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose: 1. Que, tel que prévu par l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le droit de coupe sur les terres faisant partie du domaine public sera fixé à six dollars la corde de cent vingt-huit pieds cubes apparents et que, cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra réduire ce droit pour chaque détenteur de permis de droit de coupe, s'il est établi à sa satisfaction que celui-ci a observé les règlements édictés en vertu de ladite loi ainsi que les dispositions des autres lois et des autres règlements auxquels il peut être assujéti et, dans le cas où le détenteur de permis de coupe exploite une usine pour la fabrication du papier ou de la pâte à papier ou des deux produits, s'il est aussi établi qu'il n'a pas disposé desdits produits à un prix ne permettant pas de faire un profit raisonnable sur leur fabrication.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de créer un bureau sous le nom qu'il désignera et composé du nombre de personnes qu'il déterminera, chargé:

1. De collaborer avec tout corps semblable d'une autre province, aux fins d'établir une réglementation uniforme de l'industrie du papier et de la pâte à papier;

2. D'assurer la collaboration de toute personne ou corporation engagée dans une industrie mentionnée au paragraphe précédent, en vue d'obtenir la mise en valeur des ressources forestières de la province la plus profitable pour toutes les classes de la population ainsi que pour le gouvernement;

3. De recevoir et prendre connaissance des plaintes relatives à l'exécution de contrats pour la vente des produits dérivés du bois coupé sur les terres faisant partie du domaine public, de servir, du consentement des intéressés, d'arbitre sur ces différends et de proposer les solutions qu'il estime les plus justes;

4. De remplir toute mission ou toute fonction que le ministre des Terres et Forêts juge à propos de lui confier.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les traitements des membres du bureau visé par la résolution 2 qui précède et il pourra aussi nommer les employés nécessaires au bon fonctionnement dudit bureau et pourvoir à leur rémunération et que les traitements des membres du bureau et des employés nommés en vertu de la présente résolution, ainsi que les dépenses encourues pour la mise à exécution de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Depuis plusieurs années, des difficultés ont surgi dans l'industrie du papier. Ces difficultés remontent à 1929. Déjà, en 1926, le gouvernement avait prévu ce qui devait arriver: le gouvernement, par les journaux, avait sonné l'alarme. Trois ans plus tard, il avait prévenu les industriels d'être prudents dans le développement de leurs usines, de ne pas acheter de nouvelles machines et de ne pas augmenter la production. Ceux-ci n'ont pas tenu compte de l'avertissement, des sages avis du gouvernement et, comme conséquence, il y a eu surproduction, donc avilissement des prix et des salaires. Il y a même eu surproduction dans les approvisionnements de bois coupé sur le domaine national. On peut dire que la principale cause de la crise qu'a traversée l'industrie du papier fut l'excès dans la production. À différentes périodes, les manufacturiers ont tenté de s'entendre.

Les compagnies ont essayé par la suite de créer des bureaux de coopération. En 1929, on créa la Canadian Newsprint Company et, en 1930, le Newsprint Institute, un comité de banques et bien d'autres. Tous ces organismes ont échoué, à cause d'un défaut de coopération et d'entente entre les manufacturiers. Il y eut aussi de la mauvaise volonté et de la mauvaise foi de certains intéressés, dans l'industrie de la pulpe et du papier. Le gouvernement a averti souvent des intéressés; il a voulu les amener à coopérer entre eux.

À plusieurs occasions, le gouvernement a indiqué aux parties intéressées qu'il voulait coopérer, en vue de mettre un terme à la menace qui guette l'industrie, et nous avons longtemps hésité à présenter une loi comportant des mesures de coercition pour forcer les compagnies à s'unir. Le gouvernement a pris son temps, afin de donner la chance aux compagnies de mettre de l'ordre dans leur propre maison. Avons-nous trop retardé à adopter cette mesure draconienne pour imposer nos volontés? Je ne le crois pas. Mais nous nous sommes rendus à l'extrême limite, et aujourd'hui voilà pourquoi nous demandons de donner tous les pouvoirs nécessaires

au ministre pour contrôler la coupe du bois, surveiller les contrats, limiter la coupe sur les terres de la couronne, et contrôler la fabrication du papier dans une certaine mesure. Il s'agit non seulement de protéger les compagnies honnêtes l'industrie elle-même, mais de l'intérêt de toute la population qui vit de cette industrie du bois. Il faudra, pour cela, en arriver à une entente avec les autres provinces avant d'appliquer cette loi. C'est pour cette raison que le gouvernement demande à la Chambre la permission de donner force de loi au bill que nous avons devant nous, sur proclamation du lieutenant-gouverneur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas entrer dans les détails, aujourd'hui. Tous s'accordent à reconnaître qu'il faut protéger cette industrie et régler les problèmes qu'elle soulève. Tous veulent une mesure rationnelle et légitime de contrôle, afin de protéger les compagnies et les gens qui gagnent leur vie de cette industrie. Il y a un certain danger, et il se pourrait bien que le remède se révèle pire que la maladie. Il n'y a aucun doute que l'industrie est très malade, et tous veulent la guérir. Cependant, les remèdes proposés par le gouvernement sont plus nuisibles, plus dangereux, que le mal qu'on veut corriger. En ce qui le concerne, il veut surtout proposer certains principes: que les forêts soient maintenues et préservées, que les travailleurs reçoivent des salaires décents et que l'industrie reçoive une protection légitime. L'opposition se rend compte que le gouvernement suit un chemin dangereux contre lequel elle fera la guerre. L'opposition combattra ces remèdes et fera des suggestions.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules automobiles, Statuts refondus, 1925, chapitre 35, section 71, amendé par 18 George V,

chapitre 20, section 1 (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Un débat s'élève.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois et une deuxième fois sur division.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 4 mai 1935**

##### **Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>5</sup>.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Loi des véhicules automobiles**

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules automobiles, Statuts refondus, 1925, chapitre 35, section 71, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1 (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté sur division.

##### **Loi des liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Avances aux écoles de réforme et d'industrie, et aux asiles d'aliénés**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 61 autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

##### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Que, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution, en attendant la perception des corporations municipales des contributions versées par la loi des écoles de réforme (Statuts refondus, 1925, chapitre 159), la loi des écoles d'industrie (Statuts refondus, 1925, chapitre 160), et la loi des asiles d'aliénés (Statuts refondus, 1925, chapitre 190), le trésorier de la province sera autorisé à avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les deniers nécessaires pour acquitter telles contributions et ces avances seront remboursées à même les sommes perçues des municipalités.

Il y a lieu d'autoriser ces institutions à emprunter, en attendant la date à laquelle les fonds de l'assistance publique doivent être versés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il va accepter la résolution, mais il affirme qu'elles ne sont pas nécessaires.

Ce bill, dit-il, est pour la forme, car le gouvernement a déjà tous ces pouvoirs. Le gouvernement ne devrait pas gaspiller l'argent de la province à présenter des lois pour obtenir des pouvoirs qu'il a déjà, simplement pour faire du camouflage électoral.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La loi remplira un rôle utile et économique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Cette législation facilitera la comptabilité et le paiement des octrois aux communautés religieuses.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois et une deuxième fois sur division.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose de remettre l'adoption à une séance subséquente.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous devrions bien adopter cela maintenant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oh non!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous coûtez bien cher à la province.

#### **Création d'un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, nommé conformément à l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevra le traitement fixé par l'article 6 de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 12, section 6.

2. Que le sous-ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, tel que visé par la modification décrétée par l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevra le traitement fixé par l'article 9 de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10).

3. Que tous les officiers et employés jugés nécessaires à la bonne administration du département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce visés par la modification décrétée par l'article 9 de la loi accompagnant les présentes résolutions, recevront la rémunération que leur accorde la loi du service civil, ou, selon le cas, la loi du service extérieur, (Statuts refondus, 1925, chapitre 10 et 10A).

4. Que les dispositions de l'article 7 de la loi du département des Affaires municipales (Statuts refondus, 1925, chapitre 101), tel que modifié par l'article 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, visant des droits et honoraires tels que prescrits, s'appliqueront, en ce qui concerne le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, le département présidé par lui et tout officier de ce département.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceci veut-il dire qu'il y aura vente et achat?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Il ne faut pas se faire d'illusion. Le commerce relève d'Ottawa, mais il y a des choses qui se rapportent à l'avancement de l'industrie et du commerce, et ceci, nous pouvons y voir par une législation provinciale. Le ministre du commerce pourra favoriser l'établissement de nouvelles industries dans Québec, ou le développement d'anciennes, en s'abouchant, en s'entendant, avec les Chambres de Commerce, par exemple.

J'ai en ma possession un cahier rempli de demandes de municipalités et de Chambre de Commerce, des lettres par centaines, nous demandant l'établissement de ce ministère, pour l'établissement d'industries nouvelles. Ces demandes seront satisfaites, dès que nous aurons un ministre. Ottawa a une législation très large à ce sujet, et nous pourrions collaborer avec Ottawa pour aider le commerce et l'industrie dans Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons demandé un ministre du commerce qui n'aurait pas été semblable à celui-là! Nous discuterons la loi plus tard.

Quels sont ceux qui ambitionnent le titre de ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Dans les rangs du Parti libéral, c'est comme dans l'armée française, chaque bon soldat a un bâton de maréchal dans sa giberne! Tous les députés ont droit à aspirer à être ministre et les bons hommes foisonnent dans nos rangs dans notre parti, vous savez. Je ne sais pas si mon honorable ami peut en dire autant au sien? Je pourrai choisir dans nos rangs celui qui sera le plus utile et le plus digne pour remplir ce poste.

Nous avons surtout l'embarras du choix, tellement que je me demande qui je choisirai, et je me demande si ce choix ne me donnera pas beaucoup de tracas! Pour le moment, c'est mon intention de demander à un de mes collègues de remplir ces fonctions. Si plus tard il y a lieu de nommer un nouveau ministre chargé spécialement des trois nouveaux départements, nous y verrons, car nous aurons l'embarras du choix. Ce que je puis dire, c'est que je sais très bien qui ça ne sera pas, mais pas qui ça sera. Mon ami, qui entend la bonne blague, se contentera, j'espère, de ces renseignements très précis! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elles pourraient peut-être décourager certaines ambitions.

Le premier ministre a dit qu'il avait l'embarras du choix, c'est évidemment parce que les candidatures se multiplient et qu'il a peur de faire des mécontents. Comme tous les députés libéraux ont, après le premier ministre, leur bâton de maréchal dans leur giberne, c'est parce que le premier ministre visait évidemment le député de Québec-Est (M. Drouin).

Je suis heureux qu'il ait songé au député de Québec-Est. Ce qui voudrait dire que le premier ministre a été plus satisfait du discours du député de Québec-Est sur l'électricité que de celui du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

Après ce que le premier ministre vient de dire, au sujet des soldats du Parti libéral, je me demande pourquoi il ne confie pas le poste au député de Québec-Est (Rires). Je ne crois pas cependant qu'il donnerait le poste au député de Québec-Est, à la suite de son récent discours.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Son passé l'en rend digne... son passé! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a dit que tous les députés sont tellement qualifiés pour être ministre du commerce qu'il annonce ensuite qu'aucun d'eux ne le sera.

Et puis, quand il a parlé du bâton de maréchal, ça a dû faire un vif plaisir à une foule de soldats qui soupirent à remplacer les vieux ministres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien cela pourra-t-il coûter à la province, ce ministère, chaque année?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si un nouveau ministre est nommé, il recevra, comme les autres, \$8,000. Toutefois, le nouveau ministre sera aussi ministre des Affaires municipales. Or, ce ministère est constitué, et il y a de bons employés. Je ne crois pas que le coût annuel puisse dépasser \$20,000 pour la création du nouvel organisme appelé à rendre de grands services à la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore une fois, qui sera ministre? Le premier ministre devrait bien me dire maintenant qui va être nommé ministre. Nous sommes en famille...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je connais la pénétration d'esprit habituelle de mon honorable ami. Je sais qu'il a bien compris mes remarques de tantôt! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant l'adoption, je dois rappeler le Règlement de la Chambre qui dit qu'une personne intéressée ne peut présider aux délibérations...<sup>6</sup> (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dans ce cas, mon honorable ami ne devrait pas parler, car je n'en connais pas de plus habile que lui pour faire le commerce! Si vous tenez absolument à faire la nomination vous-même, ne dites pas qui vous avez nommé, parce qu'alors c'est vous qui allez manquer aux règlements en en parlant devant lui.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre les municipalités scolaires - à l'exception des cités et villes - payant un traitement moyen de \$275, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$250.00, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires payant un traitement moyen de \$300, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$275, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires payant un traitement moyen de \$325, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$300, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier).

2. "... neuf heures..." selon *L'Événement* du 7 mai 1935, à la page 15.

3. Voir note 1.

4. "... mérite pardon..." écrit *L'Événement* du 7 mai 1935, à la page 15.

5. *La Presse* du 6 mai 1935, à la page 17, note que c'est la première fois de la session que la Chambre siège un samedi après-midi. Le quorum nécessaire pour procéder aux travaux fut toutefois difficile à atteindre.

6. Allusion évidente à l'endroit de M. Bouchard, Orateur de la Chambre.

## Première séance du mardi 7 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Hypothèques  
inopérantes

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** annonce que le bill relatif aux hypothèques inopérantes<sup>1</sup> est retiré, parce qu'il y a déjà dans les Statuts une loi à cet effet.

Pouvoirs des  
corporations municipales

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 237 attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de  
l'assistance publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 66 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Protection sanitaire  
des animaux

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux.

Adopté.

Droits sur  
les successions

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Le bill no 37 intitulé: "Loi modifiant la loi des droits sur les successions", soit de nouveau renvoyé au comité plénier afin de l'amender de façon que les dons, gratifications ou legs faits pour aider à l'établissement de fils de cultivateurs ou à la colonisation et qui sont actuellement taxés par la loi des droits sur les successions, soient exemptés des taxes imposées par ladite loi.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Sauvé, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Casgrain, Côté (Bonaventure), Desmarais, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gauthier, Giguère, Godbout, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Reed, Rochette, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 22.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence lu, une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des  
produits laitiers

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 238 modifiant la loi des produits laitiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission du  
prêt agricole canadien**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 19 concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien, et modifiant la loi 24 George V, chapitre 73.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce bill remplace le bill Godbout sur les hypothèques inopérantes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle que le premier ministre lui a déclaré hier matin, que le gouvernement retirait ledit bill, parce qu'il existe déjà une loi qui y pourvoit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Avances aux écoles de réforme  
et d'industrie, et aux asiles d'aliénés**

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 61 autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés.

Adopté sur division.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 61 autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés.

Le gouvernement possède déjà le droit d'avancer toutes les sommes nécessaires. Le bill n'est qu'un camouflage. Ce bill a pour but de masquer l'augmentation des dépenses de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Création d'un ministère  
des Affaires municipales, de l'Industrie  
et du Commerce**

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 243 créant un ministère

des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** en propose l'adoption.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand): Que les résolutions relatives au bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, soient renvoyées au comité plénier de la Chambre afin de les amender de façon qu'un nouveau ministère de l'Industrie et du Commerce soit organisé et établi sans délai, mais sans augmenter le nombre actuel des ministres composant le gouvernement de la province.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, 9.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bergeron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Desmarais, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Reed, Rochette, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 28.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.



**En comité<sup>2</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministère du Commerce et de l'Industrie, réclamé souvent par l'opposition, s'impose, mais nous avons déjà dit et nous répétons que douze ministres, dans le cabinet provincial, c'est beaucoup trop. Même si tous les ministres étaient bons, ils seraient déjà trop nombreux. Chaque ministère coûte de quarante à cinquante mille piastres, sans compter le personnel ordinaire. Cette somme est supérieure à ce qui se paie dans les autres provinces. Cela représente presque le fonds d'amortissement et les intérêts d'un million. Avec un million on pourrait aider l'agriculture et la colonisation et instituer les pensions de vieillesse.

La province pourrait facilement s'administrer avec huit ministres. Ce n'est pas le nombre de ministres qui compte, mais la qualité des employés supérieurs. Ce qu'il faut d'abord, ce sont des officiers supérieurs compétents et qui ne font pas de politique. Nous avons, par exemple, trois ministres sans portefeuille, c'est évidemment trop.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition a raison quand il déclare que les ministres actuels ne valent pas grand-chose. Car nous ne sommes que des êtres humains, remplis de faiblesses et de défauts: tous les talents et les qualités se trouvent chez mon honorable ami et les satellites qui l'entourent. De ce côté-ci de la Chambre, il n'y a que des hommes de bonne volonté qui donnent le meilleur d'eux-mêmes pour le bien de la province, qui font tout simplement leur possible.

On dit qu'il y a trop de ministres. Il ne faut pas oublier que notre province est très grande et que les besoins sont nombreux, variés

À supposer qu'on veuille réduire le nombre des ministres, quel ministre pourrait disparaître? La Colonisation? L'Agriculture? Les Terres et Forêts? Le Secrétariat provincial? Les Travaux publics? La Voirie? Le Travail? La simple énumération démontre que ces ministères sont indispensables. Chaque membre du cabinet a une mission considérable très importante à remplir.

Depuis quelques années, le ministère des Affaires municipales a pris beaucoup d'expansion, d'importance et il faut qu'un ministre s'en occupe spécialement avec le Commerce et l'Industrie.

Lui-même, dit-il, il en a suffisamment de sa besogne de premier ministre et procureur général. Si ce dernier peut se libérer des fonctions absorbantes du département des Affaires municipales, ça n'en sera que mieux pour les départements intéressés.

Le nouveau ministre, poursuit-il, aura amplement de travail, une très lourde tâche à accomplir. D'ailleurs, il ne faut pas en exagérer le coût, car le département des Affaires municipales est tout organisé et possède un personnel excellent. Le nouveau ministère s'impose, depuis longtemps. Il coûtera peu cher et sera de nature à aider considérablement au développement de la province. C'est d'ailleurs un député de l'opposition, M. Jos. Dufresne qui, chaque année, réclamait la création d'un ministère de l'Industrie et du Commerce.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre dit que le gouvernement et ses ministres ont donné le meilleur d'eux-mêmes. On pourrait se demander comment ça irait si les ministres ne donnaient pas le meilleur d'eux-mêmes. Ce n'est pas riche, si on considère les résultats obtenus et la situation présente. Le moins alors qu'on en puisse conclure, c'est qu'il y aurait grand avantage à remplacer le gouvernement actuel.

Il y aurait des rajustements à faire. Le premier ministre me demande lesquels? J'en ai indiqué déjà. Mais nous n'avons pas la responsabilité de l'administration, et notre devoir est surtout d'indiquer les erreurs que commet le gouvernement. Si ce dernier veut nous donner ses pouvoirs, nous saurons quelles réductions opérer.

J'estime que le gouvernement pourrait fusionner les Travaux publics et la Voirie, puisqu'ils ont tous deux le même objet. On devrait aussi fondre les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation.

Cela ferait deux ministres de moins. Le département des Affaires municipales n'est pas nécessaire, n'est d'aucune utilité; la preuve, c'est qu'il n'y a même pas de sous-ministre. Et puis, il y a la Commission des affaires municipales!

Qu'on le remarque bien, nous sommes opposés à la Commission municipale, mais la situation étant ce qu'elle est faite par le gouvernement, et étant donné alors qu'il faut choisir entre deux maux, nous estimons que si la Commission municipale existe, il n'y a plus lieu à un ministère des Affaires municipales. Ce ministère créé par le premier ministre devait faire merveille. Les merveilles, c'est que les municipalités ont dû verser jusqu'à date \$225,000 à ce ministère, en pure perte, sans compter les dépenses encourues par la province pour le maintien du département, et nous avons 65 à 70 municipalités en faillite, dont les débetures ont été autorisées et signées par le ministre et le sous-ministre des Affaires municipales, comme solides, valables, prudemment émises.

En fait, le département des Affaires municipales a été une faillite départementale du gouvernement actuel, la plus grande faillite de l'administration actuelle. De plus, qu'avons-nous besoin de trois ministres sans portefeuille.

Une autre suggestion est de créer un département des ressources naturelles qui s'occuperait des forêts, des pouvoirs d'eau, des pêcheries, de la chasse, etc. qui, à part le fait qu'il viendrait soulager tous les autres départements, rendrait un service incommensurable à tous de façon générale et aux ressources naturelles et à leur développement en particulier.

Puisqu'on maintient le département des Affaires municipales, ce dernier devrait rester sous la juridiction du procureur général, à cause de son caractère légal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le département du procureur général est l'aviseur légal de tous les départements, et il le sera pour celui des Affaires municipales comme pour les autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ministres se sont évertués à crier partout dans la province que le gouvernement provincial n'avait rien à voir au commerce, à l'organisation des marchés, et ceci et cela. Or, voici qu'on crée un ministère du Commerce. Ce qui démontre que les ministres ne disaient pas alors la vérité.

Quel sera le salaire du nouveau ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** \$8,000 et le sous-ministre \$6,000.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Quel est le salaire du chef de l'opposition?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais qui a suggéré cette mesquine question. Je dirai d'abord que, jamais, je n'ai réclamé un sou de l'indemnité que l'on me donne comme chef de l'opposition, et je dirai au député qui a posé la question, que \$5,000 par année pour un chef de l'opposition qui fait son devoir est meilleur marché que \$2,500<sup>3</sup> pour un député comme le représentant de Saint-Maurice.

Je tiens aussi à dire que j'ai quitté pour la politique un bureau professionnel, mon bureau d'avocat, qui me rapportait deux fois plus que je ne retire actuellement, sans compter les lourdes dépenses que je dois encourir, avec la perte de ma santé, et le travail énorme qui m'est imposé. Je défie n'importe quel ministre et n'importe quel député de

m'enlever un seul cheveu sur la tête. Je n'ai jamais retiré un sou de la politique, et si j'avais voulu en faire, j'aurais accepté les directorats de compagnies qui m'ont été offerts et que j'ai refusés parce que je trouvais indécent qu'un chef d'opposition ou un ministre pût occuper de telles fonctions publiques et occuper en même temps des directorats. Je suis pauvre. La vie politique m'a ruiné; elle ne m'a pas permis d'amasser un sou, alors qu'avec la pratique de ma profession j'eusse pu amasser une aisance raisonnable.

Je vais faire une proposition, si on veut l'accepter. Si les ministres veulent renoncer à leur salaire, je m'engage à renoncer au mien. Je puis dire, sans vantardise, que ces ministres ne font pas la moitié du travail du chef de l'opposition. Si le premier ministre veut renoncer à ses directorats, je renoncerai à mon salaire.

Je n'ai pas de directorats, mais je préfère ma position à celle de quelques autres. Je suis pauvre, ruiné, tandis que quelques-uns des ministres qui ont suggéré cette question sont entrés pauvres dans la politique et sont maintenant riches. J'aime mieux mon rôle que celui des ministres qui font dire leurs méchancetés par le député de Saint-Maurice.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mon honorable ami laisse entendre que j'ai suggéré la question... Qui a suggéré la question? Quel est ce ministre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est bien la première fois que le premier ministre ne sait pas à l'avance quelle question le député de Saint-Maurice va poser. Ça ne serait pas la première fois qu'il l'aurait suggérée au député de Saint-Maurice (M. Frigon), car, à ma connaissance personnelle, il l'a fait plusieurs fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je déclare, de mon siège de député, sur mon honneur, que ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, je n'ai suggéré semblable question au député de Saint-Maurice. Si le député de Saint-Maurice a posé cette question, c'est uniquement de son propre chef. Et j'irai plus loin, en dépit de l'attaque que mon bon ami a faite contre moi, je n'ai pas la moindre hésitation à déclarer que, lorsqu'il a été question de voter un salaire de \$5,000 par année au chef de l'opposition, j'ai été le premier à voter pour le salaire du chef de l'opposition. Plus que cela, je reconnais que ce salaire, mon honorable ami le gagne plusieurs fois, le gagne richement, car il

travaille fermement. Je lui rendrai cette justice que, cette indemnité, il la gagne largement, et je serai le dernier à le lui reprocher.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** dit que, s'il a posé la question, c'est qu'il entendait pour la première fois un chef d'opposition s'enquérir des salaires des ministres. Il est possible, dit-il qu'il ne gagne pas son indemnité, mais il ne fait pas perdre le temps de la Chambre par des longueurs et des répétitions de discours, comme en fait le chef de l'opposition; Il n'a pas parlé 40 fois sur le même sujet et, comme tel, il n'a pas coûté un sou à la province.

La session s'éternise, déclare-t-il, parce que le chef de l'opposition répète son discours, fait perdre le temps de la Chambre. Ça aussi, ça coûte cher à la province. Nous sommes à un temps où nous aurions besoin d'être dans nos comtés, nous. Il faut aider les fils de cultivateurs. Nous ne pouvons faire cela à Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas l'habitude de m'occuper longtemps du député de Saint-Maurice, d'attacher bien de l'importance à ce que dit le député de Saint-Maurice, mais je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de s'écarter du débat.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Je termine. Je vais vous faire une remarque.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Nous voulons hâter le travail de la session. Si l'on tient que la session finisse, Que le député du Saint-Maurice s'en tienne à la question. Je demande la décision du président.

(Rires dans les galeries)

**M. le président:** On s'est un peu écarté d'un côté comme de l'autre. Le député du Saint-Maurice n'a pas été plus loin que les autres. Je crois que le député de Saint-Maurice peut terminer ses remarques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand le sous-ministre des Affaires municipales sera-t-il nommé?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le président de la Commission municipale remplit vraiment les fonctions de sous-ministre. Je crois que nous pourrions rester comme nous sommes pour le moment.

Les articles 1 à 17 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 18 qui se lit comme suit:

"18. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur de fixer par proclamation."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi laisser la clause qui dit que la loi entrera en vigueur sur proclamation? Il dit comprendre que le premier ministre ne soit pas pressé d'avoir un nouveau ministre, mais il devrait y avoir une limite de temps. En biffant cet article, la mesure entrerait en vigueur 60 jours après la sanction.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voulez-vous qu'on fasse disparaître la clause?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais alors il faudra que le ministre soit nommé avant 60 jours.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ça me va!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ôtons-la!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je connais votre hâte d'avoir un nouveau ministre, nous vous le donnerons.

Biffons la clause, s'il vous plaît.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement attend-il d'autres discours de celui qu'il sent le besoin de nommer?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quels discours? Les vôtres?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce le député de Québec-Est (M. Drouin) qui va être nommé ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne ferai rien sans vous consulter! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'espère, car, ce jour-là, la province se débarrassera du gouvernement actuel.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vais vous consulter, mais je n'ai pas promis de suivre vos conseils.

L'article 18 est retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

### **Taxe sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'une compagnie constituée en corporation, pour être comprise dans l'exception contenue au paragraphe 9 de l'article 4 de la loi de la taxe sur les corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 26), tel que modifié par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera requise de ne pas avoir d'agent, représentant, vendeur, vendeur à commission ou employé y résidant.

2. Que "capital versé", lorsque cette expression s'appliquera à une compagnie constituée en corporation, pour les fins de l'article 5 de la sous-section I de ladite loi de la taxe sur les corporations, signifie et comprend le capital-actions versé de la compagnie constituée en corporation, ses surplus et fonds de réserve (sauf toute réserve pour détérioration graduelle, dont la création est permise comme charge à l'encontre du revenu, en vertu de l'article 5a de ladite loi), toutes les sommes ou crédits avancés ou prêtés par toute autre compagnie (à l'exception d'une banque) à la compagnie constituée en corporation, et toutes sommes empruntées par la compagnie constituée en corporation par l'émission de bons, actions-obligations, obligations, hypothèques ou autres valeurs mobilières de même nature, pourvu qu'en ce qui regarde l'achalandage compris comme un actif, une réduction puisse être accordée jusqu'au point où, dans l'opinion du trésorier de la province, cet achalandage n'a pas de valeur, pourvu aussi que,

pour les fins de la sous-section I de l'article 5 de ladite loi, lorsque l'état démontre que le capital-actions n'a aucune valeur nominale ou au pair, et accuse aussi un déficit, le montant de ce déficit puisse être réduit du montant de ce capital-actions, pourvu que la balance de ce capital-actions ne soit pas de moins de cinq dollars par actions.

3. Que, pour les fins de ladite loi de la taxe sur les corporations, l'expression "profits" comprendra tous profits annuels directement ou indirectement faits, provenant de tout commerce ou toute manufacture, ou de toute entreprise commerciale ou financière, ou autre affaire, et comprendra aussi l'intérêt, les dividendes, et les profits reçus directement ou indirectement de l'argent placé à intérêt, sur toute garantie ou sans garantie, ou de placements dans les actions ou tout autre genre de placement, et aussi le profit ou gain annuel provenant de toute autre source.

4. Que la taxe de \$30 imposée sur les banques pour chaque bureau ou place d'affaires, tel que visé et prévu au paragraphe 2 de la sous-section II de l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations, ne s'applique à aucune sous-agence quand la personne en charge n'est payée que sur une base de commission et que, en plus des taxes déjà imposées et payables en vertu des paragraphes 1 et 2 de ladite sous-section II de l'article 5 de ladite loi, sera imposée une surtaxe de 45 % du montant de telles taxes, tel que prévu par la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

5. Que la taxe annuelle imposée en vertu de l'article 5a de ladite loi de la taxe sur les corporations, tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2 et modifié par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera égale à deux et demi pour cent de ses profits reçus dans la province, s'il s'agit de revenus provenant de toute autre source, après déductions de ces profits seulement des dépenses réelles encourues et payées ou chargées durant sa dernière année fiscale, mais sans déduire de ces profits, qu'ils soient réservés, payés ou chargés, aucune taxe sur revenu, ni aucun dividende, ni sans déduire de ces profits aucune charge ou réserve au compte du capital ou pour détérioration graduelle, épuisement, désuétude ou toute autre dépréciation, pourvu toutefois:

a. Que lorsque la détérioration graduelle ou l'épuisement est reconnu par des règlements généraux du trésorier de la province, le montant puisse en être déduit des profits, selon les conditions, limitations et restrictions et jusqu'à concurrence de ce qui y est établi, et ces règlements auront le même

effet que s'ils étaient inclus dans ladite loi de la taxe sur les corporations;

b. Que, lorsqu'un cas n'est pas couvert par ces règlements généraux, la décision du trésorier de la province pour ce qui regarde la détérioration graduelle, l'épuisement, la désuétude ou toute autre dépréciation, est, à son égard, finale et définitive;

c. Que, dans aucun cas, le montant de la détérioration graduelle ou de l'épuisement reconnu par ces règlements, ou le montant spécifiquement déterminé par le trésorier de la province, n'excède le montant respectivement fixé en conséquence dans le bilan qui a été ou doit être soumis aux actionnaires de la compagnie ou de la corporation;

d. Que le trésorier de la province pourra refuser de déduire des profits, la totalité ou une partie de tout salaire, bonus, commission ou tous honoraires de directeurs qu'il croira, dans son opinion, excéder ce qui est raisonnable pour les services rendus.

6. Que la taxe annuelle imposée en vertu de l'article 5a de ladite loi de la taxe sur les corporations tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2, et tel que modifié par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera imposée pour une période de temps comprenant six années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février 1932, devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces six années.

7. Que les dispositions des résolutions 3, 5 et 6 qui précèdent s'appliqueront aux profits faits ou reçus au cours de l'année de calendrier 1934, ou après par toute corporation, compagnie, société, firme, association ou personne, dont l'année fiscale expirera le ou après le 15 décembre 1934.

Cette taxe rapportera \$2,005,000 de revenus additionnels répartis comme suit: la taxe de 1/10 de 1 % sur le capital versé des corporations, s'appliquera aussi aux obligations, débentures au fonds de réserve et de surplus, les hypothèques et autres garanties ainsi qu'aux sommes prêtées à la compagnie par une autre compagnie, mais non sur les prêts bancaires, comme le comportait la première version du bill qui a été réimprimé depuis quelques jours, ainsi que nous l'avons déjà dit. La taxe ne s'appliquera pas toutefois à la réserve pour dépréciation. De ce fait, le gouvernement recevra un revenu additionnel de \$1,272.97.

De plus, la taxe de 1½ % sur les profits est portée à 2½ % et la réserve pour dépréciation est sujette aux règlements que le trésorier établira, plus

tard. De ce chef, le gouvernement retirera un revenu additionnel de \$653,000.

Enfin, les banques fourniront elles aussi une part de taxes additionnelles. La taxe sur le capital versé reste à 1/10 de 1 %, mais on y ajoute une surtaxe de 45 %, ce qui rapportera un revenu additionnel de \$81,000. Le tout réuni formera une somme globale de revenus additionnels de \$2,006,797.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À cette session seulement, le gouvernement impose de nouvelles taxes pour plus de \$4,000,000, soit \$2,005,000 par la présente taxe; \$1,400,000 pour les droits de successions; \$85,000 pour les stations de gazoline; \$100,000 pour la taxe sur les mines, etc., etc.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Dans la nouvelle version du bill, on a fait disparaître la taxe de \$30 sur chaque succursale de banque, lorsque la personne qui tient cette succursale, le gérant, est seulement à commission.

Le bill a été amendé quant à la taxe sur les compagnies, en dehors de la province de Québec. Celles qui ont un agent, représentant, vendeur, vendeur à commission, ou un employé résident seront frappées par la loi. Jusqu'ici, seules les corporations qui avaient un représentant officiel étaient taxées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'une compagnie ontarienne qui a un vendeur dans la province de Québec sera astreinte à payer chez nous la taxe sur son capital?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Oui. Désormais seront taxées celles qui ont un représentant officiel, vendeur, employé.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Va-t-elle payer une taxe sur le plein montant de son capital? Le capital peut s'élever à plusieurs millions, et la compagnie peut ne faire que de très petites affaires chez nous par l'intermédiaire de son vendeur.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il y a une clause dans la loi qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil de réduire la taxe si une compagnie étrangère, d'un énorme capital en dehors de la province, ne fait ici que très peu d'affaires. Dans ce cas, la taxe sera établie au *pro rata* du capital réellement utilisé dans la province de Québec.

D'autre part, une compagnie de l'Ontario qui envoie un commis-voyageur dans Québec ne tombera pas sous le coup de la taxe. Ce n'est que lorsqu'une compagnie exerce ses droits d'incorporation (corporate rights) dans Québec que la loi s'applique.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Ces mesures nouvelles draineront le commerce québécois ailleurs, et elles favoriseront les naissances de ces petites villes frontières où les compagnies d'une province voisine s'établissent pour échapper chez elle à la loi.

**M. Guertin (Hull):** La nouvelle manière de taxer les compagnies nuira au commerce chez nous, particulièrement dans ma région, et le fera fuir de Hull à Ottawa.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La loi a été modelée sur celle de l'Ontario et ceux qui croiront échapper aux prescriptions de la loi québécoise en installant leur commerce à Ottawa, par exemple, retrouveront là-bas les mêmes obligations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En taxant les débetures et les obligations des compagnies, le gouvernement taxe en réalité les dettes. Du moment qu'une compagnie emprunte de l'argent en donnant une garantie hypothécaire, comme dans le cas des obligations et débetures, elle devra payer la taxe sur ses emprunts.

Le gouvernement va-t-il alors taxer les \$483,000,000 de débetures qui ont été enregistrées sur notre domaine forestier, car il s'agit de dettes hypothécaires?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Dans ce cas, l'emprunt devient une partie de la structure du capital.

**M. Fisher (Huntingdon):** Cette loi de taxation augmentera le chômage en faisant fuir les compagnies ailleurs. Ces compagnies remercieront leurs employés québécois.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La loi sera identique pour l'Ontario. Nous devons uniformiser avec elle notre loi des compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si les compagnies Lloyds, les grands assureurs anglais, seront taxées?

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** déclare que cette année les compagnies Lloyd seraient taxées<sup>4</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout le capital canadien de nos banques canadiennes serait entièrement taxé, alors que l'on ne taxe le capital de la compagnie américaine Dominion Stores que pour la partie du capital investie dans Québec. Curieuse façon d'encourager les compagnies canadiennes. On devrait d'abord donner la préférence aux compagnies québécoises, puis traiter les compagnies canadiennes comme des compagnies de bons voisins, puis alors, et alors seulement, s'occuper des compagnies étrangères, quand il s'agit de cadeaux à faire. On taxe nos banques au complet, mais on donne un traitement de faveur à la compagnie américaine Dominion Stores qui est venue ruiner nos épiciers.

Il proteste également parce que les maisons qui vendent par la poste ne seront pas taxées.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Les banques, qui ont cinq succursales dans Québec, paieront la taxe sur tout leur capital. D'autre part, les compagnies étrangères qui font du commerce par poste, comme certains magasins à rayons, ne seront pas touchées par les dispositions de la nouvelle loi. La version française, quant aux compagnies extra-provinciales qui font affaires dans Québec par représentants officiels et autorisés, est inexacte du fait qu'elle taxe toute compagnie qui fait affaires ici.

Il (l'honorable M. Stockwell) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), d'adopter la version anglaise comme celle qui doit primer dans l'interprétation de la loi, en cas de litige.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste vivement.

La Législature de Québec, déclare-t-il, est la seule Législature de langue française en Amérique, et voilà qu'on va prendre la version anglaise comme dominante! C'est riche, lorsqu'on fait une campagne pour la reffrançisation!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** se rend aux raisons du chef de l'opposition. Les traducteurs chercheront des expressions plus précises, dit-il<sup>5</sup>.

La motion est retirée.

La résolution 1 est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée.

#### **Deuxième séance du 7 mai 1935**

#### **Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Création d'un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur division.

**M. Guertin (Hull):** Non. Cet après-midi, l'opposition a suggéré un amendement et plusieurs députés qui ont voté d'une manière, cet après-midi, voteraient peut-être autrement ce soir.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bergeron, Casgrain, Charbonneau, Drouin, Fauteux, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Guertin, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 28.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, 6.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pouvoirs des corporations municipales**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Le bill décrète que toute municipalité, pour fins de chômage ou d'aide aux chômeurs, peut emprunter par règlement, par émissions de débentures ou autrement, à échéance de 30 ans au plus, et intérêt maximum de 6 %. Il suffit pour cela et pour la somme de l'emprunt du seul consentement du conseil municipal, par règlement, et de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et de la Commission municipale de Québec.

**M. Guertin (Hull)** se déclare contre la loi, parce que, d'après lui, elle nuira au crédit des municipalités. Il parle du "racket" des banques qui exigent un intérêt trop élevé sur leurs prêts aux municipalités. Il cite l'exemple de la ville d'Ottawa qui, seulement aujourd'hui, a emprunté \$1,800,000 à 3.26 %, alors que le bill permet aux municipalités d'emprunter à des taux aussi élevés que 6 %. Les salaires se sont effondrés ces dernières années, les taux d'intérêt devraient faire de même.

Le bill est nécessaire, affirme-t-il, car la Chambre doit aider les municipalités à secourir leurs chômeurs. Il affirme que le jour n'est pas loin où les taux d'intérêt, même sur les dettes privées, seront réduits par législation. En attendant, la concurrence est le meilleur moyen de faire baisser les taux excessivement élevés et celle-ci peut être facilement atteinte: il faudrait une clause pour forcer les municipalités à demander des soumissions chaque fois qu'elles font une émission d'obligations.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit que puisque la question concerne le domaine municipal, il va se prononcer.

En théorie, la suggestion est bonne. Mon honorable ami a raison, mais il faut savoir comment les choses se passent en pratique. Il y a des municipalités qui ne sont pas très riches: les soumissions seraient inacceptables. Il faut prévoir le cas où le marché étant mauvais, la municipalité doit recourir temporairement aux banques pour les emprunts d'urgence, par exemple. Si une municipalité emprunte par soumission publique et si cet emprunt ne peut être fait, l'émission est manquée et le crédit de la municipalité est gâché, pour longtemps.

C'est ici que la Commission municipale exerce un contrôle utile. Elle peut prendre des renseignements sur la valeur du marché. Si le marché est bon, la Commission autorise les soumissions. Si le marché est mauvais, la Commission autorise alors la vente au comptoir, si la chose est possible, ou l'emprunt aux banques.

Il conclut en réitérant que les suggestions du député de Hull, cependant, sont généralement irréalistes et impossibles.

Si mon honorable ami veut de plus amples informations, nous allons référer ce bill au comité des bills publics et les officiers de la commission pourront nous donner des renseignements.

**M. Guertin (Hull):** On devrait autoriser plus souvent la vente au comptoir des villes de leurs obligations. Il faut en venir à la réduction de l'intérêt sur les dettes publiques. Le meilleur moyen de diminuer les taux, c'est de créer la concurrence, et pour cela, obliger les corporations à demander des soumissions pour la vente des obligations. Je serais heureux si le bill était référé au comité des bills publics.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela vous va que nous référiions le bill au comité?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Nous allons exprimer notre manière de voir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi la loi est censée être en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1935? Quelles sont les municipalités qui ont besoin de ces pouvoirs?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** explique que c'est pour ratifier quelques emprunts contractés dans le passé, qui n'étaient pas vraiment faits selon les règles.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est simplement pour permettre la confirmation des emprunts faits auprès des banques, en vertu de lettres que le gouvernement a écrites, qui promettaient qu'une loi serait adoptée, ce que nous faisons en ce moment. Parce que, à Montréal, par exemple, il a fallu donner des assurances aux banques qui voulaient prêter à Montréal, mais qui exigeaient des garanties. Québec en a besoin aussi. Ces deux villes empruntent tous les mois. Il y en a certainement d'autres. Nous pourrions avoir tous ces renseignements au comité des bills publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est pour le moins assez curieuse. Il s'agit d'une autre tentative du gouvernement provincial, afin de transposer sur les épaules déjà chancelantes des municipalités québécoises une autre de ses responsabilités. L'attitude du gouvernement a tout au moins manqué de logique.

Il y a déjà quelques années que la crise sévit. La crise du chômage date de 1930-1931. Or, dans un discours pré-électoral, à Saint-Raymond, en 1931, le premier ministre a déclaré qu'il réglerait seul le chômage et n'avait pas besoin du gouvernement d'Ottawa.

En effet, il a réglé à sa manière, en payant avec des pitons. Le premier ministre a déclaré par la suite que les municipalités ne pourraient plus faire face aux dépenses de chômage. C'est pour cela que l'opposition provinciale - tandis que d'autres discutaient les questions constitutionnelles - accorda au gouvernement tous les pouvoirs possibles pour voir au chômage. Malgré cela, le gouvernement a retardé à payer ses comptes. Ce sont les municipalités qui en ont souffert.

Et comme conséquence logique de cette déclaration, il s'est ingénié à ne pas rembourser les municipalités de la part contributoire du gouvernement provincial. Il a retardé les paiements tant qu'il l'a pu, il a fait retarder l'envoi de comptes, prolongé et allongé les vérifications. Cependant, nos petits épiciers, les petits propriétaires qui assumaient le fardeau, comme contribuables municipaux, le fardeau entier des dépenses, n'étaient pas remboursés et étaient menacés de faillite.

Le gouvernement a retardé les remboursements qu'il devait faire, pendant plus d'une année, et même, il a obligé les municipalités à payer les intérêts aux banques sur les sommes qu'elles devaient emprunter, pour avancer la part du gouvernement provincial et du fédéral. Les banques ont dû imposer des intérêts lourds sur les municipalités mises à mal par le gouvernement.



Au début de la session, j'ai demandé au premier ministre s'il n'avait pas reçu une lettre d'Ottawa demandant pourquoi le gouvernement n'avait pas distribué l'argent reçu pour le chômage depuis le mois d'août.

Précédemment, le premier ministre du Canada avait écrit au gouvernement du Québec, lui demandant d'envoyer ses comptes au plus vite, notant que Québec était la seule province à n'avoir pas encore envoyé ses comptes.

Et comme le gouvernement provincial retardait sciemment l'envoi des comptes, qu'il refusait de payer sa part aux municipalités, qu'il multipliait les délais de toutes sortes, et de la plus mauvaise foi possible, mais tenait par tous les moyens d'en rejeter la faute sur le gouvernement fédéral, celui-ci a décidé de changer le système.

Désormais, il envoie \$500,000 par mois au gouvernement provincial et il lui dit, en somme: Vous distribuerez cet argent à votre guise, pour les fins de chômage. Ce nouveau système date du mois d'août 1934. Le gouvernement provincial n'a donc plus aucune excuse à retarder le paiement de ce qu'il doit aux municipalités.

Or, depuis le mois d'août 1934, le gouvernement provincial continue le même système qu'avant.

Depuis le mois d'août, il a mis dans sa caisse \$600,000 par mois, sans avoir payé un seul sou de cet argent aux municipalités. Il s'est approprié purement et simplement cet argent. Quand c'est fait par un particulier, on le traduit devant les tribunaux criminels pour détournement de fonds et il est condamné. Mais c'est encore pis pour un gouvernement qui détourne cet argent, au détriment des chômeurs et des gens qui ont faim, et à même la ruine du crédit municipal.

Et quel remède présente le gouvernement? Aujourd'hui, après les avoir ruinées, tout ce qu'il a trouvé, c'est un projet de loi pour dire que si le gouvernement ne paie pas les municipalités, celles-ci pourront emprunter et payer la part du gouvernement provincial.

À part cela, on permet aux conseils municipaux d'emprunter des millions sans consulter les propriétaires, les contribuables.

Ce bill n'aurait-il pas été discuté entre deux personnages qui se sont rencontrés, récemment, dans les Cantons-de-l'Est, et ne servirait-il pas à alimenter la caisse électorale?

Le gouvernement, qui a poussé les municipalités à la ruine par ses politiques, son indifférence et sa négligence, devrait maintenant

déposer des bills avec l'intention d'aider les municipalités, au lieu de présenter une loi aussi mauvaise que celle que nous avons devant nous.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le chef de l'opposition expose mal la situation. D'après les remarques du chef de l'opposition, il semblerait que c'est le gouvernement provincial qui est responsable du chômage, non seulement dans la province, mais un peu partout.

Il faut se rappeler d'abord que la crise est générale et non particulière à Québec. Elle existe dans le monde entier. La loi du chômage est canadienne non pas seulement québécoise: dans chacune des lois fédérales adoptées depuis 1930, on dit cependant que le chômage est un mal généralisé à tout le pays. Elle existe depuis 1930 et elle continue parce que la crise n'est pas terminée. C'est pourquoi Ottawa juge qu'il faut continuer à venir en aide aux chômeurs. Récemment, après avoir déclaré qu'elle retirait toute contribution aux provinces, elle a décidé de continuer à donner certaines sommes tous les mois.

On accuse le gouvernement de retards dans le paiement de ses dettes. L'affirmation du chef de l'opposition n'est pas tout à fait exacte. Certes, il y a eu des retards mais qui étaient inhérents au système mis en vigueur par le fédéral. Nous avons procédé en vertu de la loi fédérale qui établissait des conventions tripartites. Les municipalités s'engageaient envers la province et la province envers le gouvernement fédéral. Et toujours, les administrateurs de la loi provinciale ont procédé suivant les directives de la loi fédérale.

En août dernier, le gouvernement fédéral a décidé de donner seulement \$500,000, par mois à la province. C'est peu, mais avec ce système nous pouvons payer nos comptes en peu de temps. Et, alors, on nous dit que nous n'avons pas à recevoir de directives d'Ottawa. Mais, cependant, Ottawa exige de connaître comment l'argent a été dépensé, autrement dit, s'il a été réellement dépensé pour le chômage. Pour cela, il nous faut donc tenir une comptabilité très exacte. D'ailleurs, on admettra qu'il faut de toute façon rectifier et contrôler la dépense, autrement nous ne serions pas justifiables de dépenser des sommes considérables.

S'il y a des retards, ces derniers datent d'avant le nouveau régime né au mois d'août dernier. Et d'ailleurs, les retards ne sont pas exclusifs à la province de Québec et on le sait bien. Il y en a eu dans toutes les provinces. Cela était inhérent au système tripartite. M. Gordon a admis les raisons de nos retards.

Il lit la lettre de M. Bennett qui demande la production des comptes. M. Bennett y dit que toutes les provinces ont mis du retard à payer.

Si l'opposition veut citer un seul cas de retard, nous donnerons les raisons pour ce retard. Il ne faut pas oublier que le gouvernement devait transmettre les comptes à Ottawa pour approbation. Chaque fois, Ottawa exigeait, et avec raison, des précisions. Il ne faut jamais perdre de vue que le caractère tripartite de l'entente rendait les retards inévitables.

Jamais Québec n'a eu de reproches d'Ottawa, mais a plutôt fait pression pour que les choses s'accélérent. La lettre qu'on a citée tout à l'heure demandait pourquoi les comptes n'avaient pas été produits. Nous avons fourni les renseignements et on a admis les raisons explicatives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Québec a été la seule province en retard et la lettre est explicite sur ce point.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** On ne nous a pas dit que nous ne payions pas, que nous étions en retard: on demandait simplement des renseignements.

**M. Guertin (Hull)** dit que s'il doit y avoir un débat sur le chômage, il ira chercher un document à son bureau et prendra part aux discussions.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dit qu'il ne faisait que répondre à quelques remarques du chef de l'opposition.

Aujourd'hui, Québec présente un bill et on nous accuse de faire du capital politique. Le chef de l'opposition semble hostile à notre projet. Pourquoi? Mais nous présentons ce bill à la demande des municipalités elles-mêmes et nous la faisons de portée générale pour répondre aux demandes de tout le monde. Cela est impossible, puisque la loi s'étend à toutes les municipalités. La province paie pour les municipalités pauvres. Dans plusieurs cas, le gouvernement a dû payer la part des municipalités, quelques-unes ne payant que 5 %, 10 %, ou 15 % du montant, parfois presque tout, plutôt que 33 %. La situation de chaque municipalité fait l'objet d'une analyse. Il n'y a donc pas de danger que nous voulions les ruiner comme on le prétend. Nous nous basons sur l'état des finances des municipalités pour établir la contribution municipale. Quant à l'histoire de la caisse électorale, c'est une invention qui n'est guère plausible.

Je ne vois pas ce que la politique vient faire ici. Nous n'avons jamais fait de politique avec le chômage. En 1930, le chômage a été administré par une commission composée de rouges et de bleus, nommée par le gouvernement libéral de Québec. Puis notre département des Travaux publics a ensuite pris le contrôle de la distribution des secours et a continué et suivi la même ligne de conduite, sans s'occuper de politique et en suivant les directives d'Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a tort de parler d'entente tripartite, car il sait bien qu'il n'y avait qu'une entente entre Ottawa et Québec, les municipalités n'ayant rien à dire. Et je le défie de dire le contraire. J'irai plus loin: le gouvernement a toujours eu le droit de payer la part des municipalités s'il le voulait. La preuve, c'est qu'il décidait lui-même de fixer à 10 %, 15 %, etc. la part de municipalités pauvres. S'il a payé de lui-même cette part, c'est qu'il en avait le droit. La loi actuelle se résume à ceci: leur donner le droit de payer la part de Québec et d'Ottawa si elles le désirent. Est-ce cela un privilège? Cette loi dispensera aussi le gouvernement de payer ses comptes à temps. Tous les raisonnements du ministre peuvent valoir avant le mois d'août 1934, alors que fut inauguré le nouveau régime par lequel Québec reçoit \$500,000 par mois et le distribue à sa guise.

Or, le gouvernement provincial a reçu de ce chef la somme de \$3,533,000 d'août dernier au 22 mars, et à la fin de mars 1935, il n'en avait pas encore divisé un sou de cette somme reçue d'Ottawa entre les municipalités. Au lieu de payer, il discute, tergiverse, retarde, chicane, afin de garder plus longtemps l'argent qui doit aller aux municipalités.

La loi actuelle veut faire porter le poids des secours aux municipalités. Il faudrait plutôt obliger Québec à payer ses comptes à temps.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commission du prêt agricole canadien**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien, et modifiant la loi 24 George V, chapitre 73, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Taxe sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations. Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>6</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier provincial peut-il nous dire combien paye, par année, la Compagnie des tramways de Montréal? Cette taxe est assez élevée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Cette taxe est assez élevée, puisque la compagnie doit payer pour les lignes que les autobus remplacent. Elle doit payer en outre un permis pour ses conducteurs. Elle paye pour ses plaques. Elle paye aussi la taxe sur la gazoline. En définitive, c'est le client qui paye. Je pourrai fournir des chiffres demain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien rapportera la taxe sur les sous-agences de banques?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La taxe sur les sous-agences de banques est réduite. La taxe sur les bureaux principaux et les succursales rapportait, jusqu'ici, \$66,350.

On réduit à \$30 la taxe sur les succursales. Comme il y a 400 succursales, cela veut dire \$12,000 par année. Les banques ne paient pas un centin sur les profits.

**M. Guertin (Hull)** demande si les caisses populaires paient des taxes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que les caisses populaires ne paieront pas de taxes, non plus que les journaux.

**M. Guertin (Hull):** Cette loi n'encourage pas l'expansion des caisses populaires pourtant bien vantées par le ministre de l'Agriculture.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a place pour les caisses et les succursales de banques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il est en faveur de la réduction pour les sous-agences de banques. Il demande combien les banques paieraient au taux de 1½ % sur les profits.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dit qu'il ne peut répondre immédiatement.

**M. Guertin (Hull):** On favorise les banques de préférence aux caisses populaires. On se contredit dans les paroles et les gestes.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le trésorier a-t-il une raison spéciale d'exempter les banques?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il faut protéger l'épargnant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste parce que le trésorier a le droit de déterminer ce qui fait les profits.

Il dit, plus loin, que des compagnies ont payé leurs taxes d'avance et que ces recettes ont été entrées dans les revenus de l'année courante, quand ils auraient dû faire partie du rapport de l'année suivante.

Les résolutions 2 à 7 sont adoptées.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bastien, Bélanger, Bergeron, Charbonneau, Chouinard, Desmarais, Dugas, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Plante, Saintonge, Samson, Stockwell,

Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 27.

**Contre:** MM. Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Lafleur, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

#### **Abolition des rentes seigneuriales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 73 concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) et du consentement unanime de la Chambre, que ledit bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Motions de condoléances:**

##### **Décès de M. Eugène Roberge, membre du Conseil législatif**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai appris avec regrets et je dois annoncer à la Chambre la mort de l'honorable M. Eugène Roberge, conseiller législatif. M. Roberge était l'un de nos anciens collègues.

C'était un homme de cœur. M. Roberge a joué un rôle important dans la politique de notre province. Sa mort sera vivement regrettée. Au nom de cette Chambre, je prie la famille en deuil d'agréer l'expression de nos vives condoléances, et je demande que la séance soit ajournée immédiatement en signe de deuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable M. Roberge était un parfait gentilhomme. J'ai eu l'occasion d'apprécier les qualités de cœur et d'esprit, qui étaient l'apanage de M. Roberge, et sa mort nous cause, à nous comme aux membres de la droite, un vif chagrin. Je m'unis au premier ministre de la

province pour présenter à la famille nos plus sincères sympathies.

#### **Ajournement en signe de deuil**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que la Chambre s'ajourne maintenant, à midi, demain, par respect pour la mémoire de l'honorable M. Eugène Roberge, membre du Conseil législatif.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Ce bill était inscrit en avis au *Feuilleton*, à l'article A.

2. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

3. \$2,800, selon *The Quebec Chronicle, La Presse* et *Le Devoir* dans leur édition du 8 mai 1935, respectivement aux pages 9, 15 et 8. Les *Comptes publics* indiquent que le salaire d'un député en 1935 est de \$2,500.

4. À cet égard, *La Presse* rappelle que: "L'an dernier, M. Duplessis avait fait la lutte pour faire taxer ces compagnies à l'égal de nos compagnies d'assurances, mais le gouvernement avait refusé, en disant qu'on ne pouvait rejoindre les Lloyd", selon *La Presse* du 8 mai 1935, à la page 15.

5. *L'Action catholique* du 8 mai 1935, à la page 10, donne des précisions quant au contenu de la discussion sur cet aspect: "La discussion révèle que le texte anglais est conforme à la pensée du législateur, mais il n'en est pas de même du texte français. Il y est dit que le "commissaire" sera taxé. On veut trouver un autre terme."

6. Référent à la séance de l'après-midi de ce jour, pour prendre connaissance des résolutions débattues.

## Première séance du mercredi 8 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à midi.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 237 attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs;

- bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal;

- bill 144 ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt;

- bill 19 concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien, et modifiant la loi 24 George V, chapitre 73.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 214 modifiant la loi de la pharmacie de Québec aux fins de donner au conseil de l'Association une représentation provinciale.

## Questions et réponses:

## Irinée Vautrin

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quand le député de Montréal-Saint-Jacques, ministre actuel de la Colonisation, l'honorable Vautrin, a-t-il été nommé ministre sans portefeuille, dans le gouvernement de la province?

2. Depuis la date de cette nomination et pendant les quatre premiers mois qui ont suivi cette date, a qui a été payé, par la province, le traitement annuel de \$1,500 attribué à l'Orateur suppléant?

3. En vertu de quelle autorité ou de quelle loi le traitement attribué à l'Orateur suppléant a-t-il été payé, pendant ou pour cette période de temps?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Le 9 mai 1934.

2. À l'honorable M. Vautrin, ex-Orateur suppléant, pour la troisième session de la dix-huitième législature, commencée et tenue à Québec, le neuvième jour de janvier 1934 et fermée par prorogation, le vingt-neuvième jour d'avril 1934.

3. En vertu des Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 43, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 2.

Taxe sur  
les corporations

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Barré, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Desmarais, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Poulin, Reed, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 39.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 10.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande la permission de présenter le bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Avances aux écoles de réforme et d'industrie,  
et aux asiles d'aliénés

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations

municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Brefs de prohibition et de *certiorari***

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari* soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de rétablir deux moyens de garantir la liberté individuelle, telle que reconnue par le droit britannique.

Il souligne le rôle que le bref de prohibition a joué dans la justice britannique ainsi que les sacrifices et les combats nécessaires pour son obtention.

Le bref de prohibition a pour but de permettre au citoyen de se défendre contre une arrestation qu'il croit injuste. Le prévenu s'adresse aux tribunaux et leur demande protection. Le bref de *certiorari* permet à un accusé de faire casser un mandat d'arrestation, avant que les charges ne se précisent contre lui. On sait qu'en 1929, pour empêcher que l'on ne retardât le cours de la justice en compliquant la procédure, le gouvernement provincial a fait disparaître les brefs de prohibition et de *certiorari* dans certains cas.

Il accuse le gouvernement d'avoir violé la liberté des citoyens en agissant ainsi.

Depuis, l'opposition a présenté des motions et des bills condamnant ce geste et a tenté par tous les moyens à sa disposition d'obtenir le rétablissement d'une procédure essentielle à la liberté du citoyen et d'un droit qui nous fut transmis à la suite de siècles de législations britanniques.

Le bref de *certiorari*, continue-t-il, est une procédure rapide pour réparer une injustice.

Ces deux brefs sont à la base de la liberté individuelle et ils ont été abolis dans Québec au point où leur rôle de protection du citoyen n'est qu'illusion.

Québec est la seule province qui a ainsi amputé les droits du citoyen accusé d'une offense, en vertu des lois de ce pays.

Il dit souhaiter que la majorité en cette Chambre accepte ce bill et ne fasse pas encore preuve d'une obéissance aveugle au gouvernement dans un domaine affectant les libertés des gens.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement provincial n'a pas enlevé aux citoyens leur droit légitime. Tout ce qu'il a fait, en 1929, ça été de décréter que dans les causes où l'accusé bénéficiait du droit d'appel, il n'aurait pas le droit de se prévaloir des brefs de *certiorari* et de prohibition. Le droit d'appel lui donnait, en effet toutes les garanties nécessaires. Quand il n'y a pas droit d'appel, le droit aux brefs de *certiorari* et de prohibition subsiste. La raison de la loi provinciale, c'est qu'on utilisait les brefs et de tous les appels qui s'ensuivent pour retarder l'administration de la justice. D'ailleurs, la province de Québec, dans ce domaine, n'est pas la seule à avoir agi ainsi.

Le chef de l'opposition est très éloquent, lorsqu'il parle des principes juridiques britanniques et qu'il dit que seul Québec a nié ces droits à la population, mais si l'on jette un coup d'œil aux lois fédérales, ontariennes et aussi à des lois adoptées alors que les conservateurs étaient au pouvoir à Québec, nous voyons que nous sommes en bonne compagnie.

Les gouvernements Boucherville et Taillon avait supprimé les brefs dans l'acte des licences de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme que le premier ministre s'éloigne du sujet. S'il veut un débat général sur ces questions, il est prêt à le suivre, quoiqu'il note que le premier ministre, qui peut appeler le bill à n'importe quel moment - et il est sur l'ordre de la Chambre depuis le 15 janvier - s'est préparé pour une discussion.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

En Ontario, où on a autant de respect pour le droit britannique qu'ici, certaines lois ne reconnaissent pas le droit à ces brefs. Au fédéral, la loi sur les narcotiques, la loi sur la tempérance et, en Ontario, la loi sur les mines et la loi sur la santé publique contiennent les mêmes dispositions. D'autres lois ontariennes éliminent le droit aux brefs, dont la loi sur la Commission municipale et les chemins de fer et la loi sur les accidents de travail. Donc, Québec est en bonne compagnie. Comment le gouvernement

pourrait appliquer la loi des liqueurs s'il existait un droit de bref qui retarderait les procédures tout en ayant un droit d'appel?

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Desmarais, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Poulin, Reed, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 40.

Ainsi, la motion est rejetée.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 8 mai 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Taxe sur les corporations

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>1</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le commencement de la session, le gouvernement a imposé cinq millions de taxes nouvelles. Il serait plus juste de dire \$6,000,000. En 1932, les taxes nouvelles se sont chiffrées à \$4,500,000. Depuis 1932, le gouvernement a donc imposé de nouvelles taxes pour un montant de \$10,000,000. Dans la situation économique que nous traversons, nous réalisons ce que cela implique. Pendant tout ce temps, le gouvernement n'a pas pratiqué pour un sou d'économie.

Pourtant, les frais d'administration pourraient être diminués d'au moins 25 %<sup>2</sup>. Le gouvernement devrait faire moins d'électorisme. Il devrait moins employer les revenus des taxes pour se constituer des fonds électoraux.

Ainsi, si les dépenses étaient coupées de façon raisonnable, il n'y aurait pas besoin ou presque pas besoin de nouvelles taxes.

Il est temps de crier: Halte! Actuellement la population est aux prises avec un fardeau d'impôts très lourd.

La vie devient de plus en plus dure chez nous, déclare-t-il. Il me semble que le pouvoir de taxer doit être proportionné à la capacité de payer. Au lieu de toujours taxer, le gouvernement devrait mettre certaines dépenses de côté et pratiquer des économies. Le véritable motif derrière ces nouvelles taxes est que le gouvernement veut se placer dans une position semblable à celle de 1931, année d'élection.

Le gouvernement se fait donner des pouvoirs à la veille des élections pour des fins électorales. Il a dépensé \$25,000,000 de cette façon en 1931. Les payeurs de taxes sont raisonnables et accepteront de payer les augmentations de taxes, mais seulement pour fournir des fonds à un gouvernement économe.

La loi actuelle établit une mauvaise répartition de la taxe. On favorise les compagnies américaines au détriment des compagnies canadiennes et surtout québécoises. On accorde de plus des exemptions tout à fait inacceptables. Bien plus, on accorde au trésorier des pouvoirs extraordinaires, arbitraires et tyranniques, et sans appel. Aucun trésorier ne devrait se voir octroyer les pouvoirs contenus dans ce bill. C'est une loi injustifiable et injuste.

Le trésorier, dans le discours du budget, a annoncé un déficit probable de \$2,200,000. Il n'y a donc pas de raison pour élever les taxes de \$5,000,000.

Le budget pourrait être équilibré, pendant la prochaine année sans toutes ces nouvelles taxes. Cependant, le gouvernement veut plus d'argent et, conséquemment, décourage les efforts et les initiatives de la population. Le trésorier devrait retirer les projets de taxation qu'il a fait adopter. Ils sont nuisibles, dommageables et souverainement détestés.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le chef de l'opposition vient de donner ses impressions. Tout ce qu'il a dit n'est, en somme qu'une opinion, et ses paroles n'ont ni plus ni moins de valeur que ce peut compter l'opinion d'un homme. Mais le gouvernement a droit à sa propre opinion. Il est vrai qu'il est difficile d'estimer les revenus que générera la loi sur les droits de successions, puisque beaucoup dépend des circonstances. Une prédiction définitive est extrêmement difficile.

En ce qui concerne la loi sur la taxe des corporations, il est possible d'être plus précis. On postule que les profits pour l'année qui s'en vient seront du même ordre que ceux de 1933, et ceci constitue la base des augmentations anticipées. Bien sûr, les profits pourraient dépasser les prévisions.

Mais, je ne crois pas que ses calculs soient justes. Ce n'est pas une augmentation de \$5,000,000 que nous prévoyons, mais tout au plus de \$3,000,000, et cela, d'après les calculs des officiers du Trésor.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réfère l'honorable trésorier à un autre aspect, celui de l'accroissement des taux. Dans le bill sur les droits de succession, on retrouve des augmentations de 200 % dans certains cas et de 70 % dans d'autres. On peut donc établir l'augmentation à 100 % de manière générale. Nous avons une toute nouvelle taxe sur la gasoline, celle concernant les pompes de chaque réservoir. La taxe sur les transferts de titres est augmentée de 100 % à 150 %. La taxe sur les corporations, selon les dires du trésorier lui-même, est majorée de 66 %.

Depuis 1931, les comptes de banque de la province ont été soutirés en moyenne 345 jours par année. Et la province, au cours de cette période, payait de gros intérêts, 5 %-5½ % pendant longtemps, et ensuite 4 %-4½ %. L'année dernière, les comptes de banque avaient de gros découverts, jusqu'à \$13,000,000 ou \$14,000,000. Il y a eu des jours récemment où les comptes soutirés se chiffraient jusqu'à \$17,000,000. Cependant, à la veille de la session actuelle, le gouvernement a pu emprunter à un taux inférieur à 2.85 %. La perte

nette se chiffrait à des centaines de milliers de dollars. On préfère ce système aux emprunts, parce que cela paraît moins ou ça paraît mieux. C'est du gaspillage. Le gouvernement devrait procéder comme procéderaient des hommes d'affaires.

**M. Fisher (Huntingdon):** Trente-cinq pour cent des revenus sont consacrés aux intérêts et au fonds d'amortissement.

Où nous dirige-t-on? On devrait équilibrer le budget. Les gens acceptent de payer des taxes pour équilibrer le budget, mais s'opposent à ce que l'on utilise leur argent à des fins de gaspillage et de partisanerie politique. Le coût du gouvernement augmente chaque jour et a doublé au cours des cinq dernières années. Le trésorier devrait montrer plus de fermeté, résister au pillage du Trésor. Alors que l'on devrait pratiquer l'économie, le gouvernement a construit les ponts de l'Île d'Orléans et de Caughnawaga.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Protection sanitaire des animaux**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que les deniers requis pour les fins de la loi de la protection sanitaire des animaux (Statuts refondus, 1925, chapitre 70A), tel qu'édictee par la loi qui accompagne la présente résolution, seront payés à même les montants votés, chaque année, par la Législature, pour l'industrie animale, mais ils ne devront pas excéder annuellement la somme de cinquante mille dollars.

Le projet a pour but la lutte contre les maladies contagieuses qui font de grands ravages.



Dans certains comtés de la province, les troupeaux sont profondément affectés par la maladie de Bang. Par cette loi, le gouvernement veut exercer un meilleur contrôle sur la santé des animaux. Il s'est fait un excellent travail dans ce sens, depuis quelques années. Actuellement, 85 % à 90 % des animaux ont subi l'épreuve de la tuberculine, ce qui est une excellente mesure préventive. Les troupeaux ont été assainis.

Il reste maintenant à assainir les troupeaux contre une maladie grave, l'avortement contagieux. Cette maladie cause beaucoup de dégâts dans la province. Le gouvernement ne veut pas employer de mesures coercitives. Il veut que le cultivateur coopère avec lui et demande lui-même les services, la coopération des vétérinaires de la province. Les troupeaux trouvés sains seront classifiés grâce à un certificat. Les autres seront traités. De la sorte, on connaîtra les troupeaux malades; on pourra les traiter avec connaissance de cause et on se rendra compte des progrès accomplis par le traitement scientifique. C'est une autre manière de protéger les revenus du cultivateur en lui évitant les pertes considérables causées par cette maladie des bovins. On verra surtout à assurer la qualité des reproducteurs.

L'état sanitaire des troupeaux n'est pas indifférent à la santé publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les termes de la résolution donnent au ministre tous les pouvoirs qu'il voudra, quant à l'application des mesures préventives. Le ministre se fait arroger le pouvoir de déterminer tous les règlements qu'il jugera nécessaires. Dans le passé, le gouvernement a fait payer aux cultivateurs des sommes considérables pour des expériences. Il en a été ainsi dans le domaine de la conservation du lait.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement n'a imposé aucun règlement de cette sorte aux cultivateurs. Dans le cas de l'inspection et de la conservation du lait, ce sont les villes seules qui édictent des règlements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il ne veut pas que les cultivateurs soient tracassés inutilement et qu'on leur impose des dépenses onéreuses. Les cultivateurs, dit-il, ont dû payer parfois de fortes sommes pour la tuberculinisation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il ne s'agit pas d'imposer de nouvelles dépenses aux cultivateurs. Jamais le département ou aucun

département de la province n'ont fait encourir de frais aux cultivateurs. Il est nécessaire de prendre le contrôle absolu de cette maladie, si on ne veut pas qu'elle se propage partout. Pour cela, il faut que le gouvernement ait des pouvoirs, mais il demande surtout la coopération des cultivateurs qui ont tout intérêt à avoir des troupeaux exempts de maladie. Il n'y aura pas d'indemnité aux cultivateurs, mais les services du vétérinaire seront gratuits. La loi a été demandée par la Société des éleveurs et par l'Union catholique des cultivateurs, réunis en congrès.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** réclame une indemnité pour les cultivateurs qui seront affectés.

**M. Barré (Rouville)** l'appuie et insiste.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** répond qu'il ne voit pas pourquoi il y aurait des indemnités. Le ministère de l'Agriculture ne fait qu'offrir gratuitement ses services aux cultivateurs qui voudront en profiter, déclare-t-il.

Le département estime pouvoir prendre le contrôle de cette maladie contagieuse qui fait actuellement des ravages dans les troupeaux. Le gouvernement ne veut pas forcer les cultivateurs à laisser visiter leurs troupeaux, mais il veut leur coopération.

**M. Guertin (Hull)** insiste dans le sens des députés des Deux-Montagnes et de Rouville.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### Émission de bons, obligations et débentures

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 relatif à l'émission de bons, obligations et débentures pour fins industrielles ou commerciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure est de la plus haute importance, au point de vue du relèvement économique du Québec. Elle a été inscrite au *Feuilleton* de la Chambre depuis le 15 janvier, mais le gouvernement

a refusé de la discuter plus tôt. En conséquence, les avantages qu'elle comporte ont été différés de quatre mois. Pendant ce temps, les abus dénoncés par l'opposition se sont répétés pendant autant de mois, sans qu'on n'ait rien fait ou tenté pour les réprimer.

Le bill a pour but de réprimer certains abus qui se sont commis et se commettent sous le couvert de certaines lois provinciales, par les pirates de la finance, abus qui ont entraîné la ruine de notre épargne populaire, de l'épargne surtout des petites gens, richesse de notre race et force nationale de notre peuple. Cette épargne est cependant le rempart le plus solide, humainement parlant, de l'ordre social. Elle est une des grandes forces morales et économiques en même temps qu'une grande puissance.

En fait, si cette épargne populaire, au lieu d'être ruinée par des pirates financiers, avec la complicité passive de gouvernants qui l'ont favorisée par leurs lois, eût été maintenue et sauvegardée, elle aurait enrayé chez nous dans une très large mesure les effets néfastes de la crise. Celle-ci a été particulièrement dure et mauvaise aux pauvres, précisément parce que la petite épargne était disparue et que la crise a trouvé notre population sans résistance contre ses effets nocifs.

M. le docteur Arthur Rousseau, de regrettable mémoire, un des citoyens les plus distingués de cette province, écrivait ce qui suit dans une lettre ouverte à *L'Action catholique*: "Dans notre province, Il n'existe certainement pas moins d'un million de citoyens qui ont été gravement affectés dans ces dernières années par les méthodes financières que je dénonce. Le moment est venu où les classes laborieuses de la population vont exiger que l'on édicte des lois aussi rigoureuses contre "l'élite" que contre la masse sordide des bandits. À moins d'un retour à quelques-unes au moins des vieilles conceptions de la responsabilité dans les affaires, tout espoir de les assainir restera illusoire."

Si l'on considère que 1,000,000 de personnes pouvaient facilement épargner au moins \$100 par personne, nous arrivons, M. l'Orateur, à un montant fabuleux qui, d'après le docteur Rousseau, représente une partie de l'épargne populaire, et avec ce montant, quelles sont les perspectives que nous pouvons entrevoir et quels sont les moyens qu'on aurait pas pu prendre pour aider à soulager la crise et empêcher la misère d'envahir leur domicile?

Cet homme éminent a déploré, dit-il, que près du tiers de la population, un million de personnes de notre province, a été victime de manœuvres crapuleuses.

Il est donc, au point de vue économique et au point de vue social, de haute importance que notre législation soit basée sur la justice, sur des fondements de protection pour l'épargne populaire et pour la sauvegarde de la paix sociale. Nous avons, dans la province de Québec, depuis des années, une loi adoptée par le régime actuel, confirmée et autorisée par le régime actuel, qui est dans les Statuts provinciaux et qui permet à n'importe quelle compagnie d'émettre des débentures, d'émettre des hypothèques, d'émettre des obligations sur des biens futurs c'est-à-dire sur rien. Les débentures et les obligations peuvent être assimilées aux hypothèques ordinaires.

Obligations sur des biens futurs, ceci ouvre la porte à tous les abus; ceci consacre le principe que les "schemers", bénéficiant de nos lois, profitant de notre législation, peuvent contracter des hypothèques pour des montants fabuleux représentant des milliers et des milliers de dollars, parce que les limites de l'hypothèque sont infinies, étant donné que l'emprunt peut porter sur des biens futurs, sur des biens inexistants. Peut-on concevoir une législation qui permet à la province de Québec d'hypothéquer rien?

Cela est d'abord contraire à l'économie de notre Code civil, en ce qui concerne les hypothèques. Nous avons dans la province de Québec des lois qui nous sont particulières. Nous avons un Code civil qui est la synthèse de la science des siècles: à Rome, au temps où Rome était au faite de sa gloire, en France, ce Code civil, c'est la synthèse de ce que nous pouvons avoir, de ce que nous pouvons résumer de mieux dans la législation. Nous avons lieu d'en être fiers, nous avons raison de combattre, s'il est nécessaire, pour sa conservation et son respect, parce que le Code civil au point de vue de la province, c'est une partie essentielle de la pierre angulaire, de la pierre d'assise sur laquelle reposent nos traditions, et dans une large mesure, nos droits. Or, ce Code civil, riche de l'expérience, riche de la science, qui a triomphé de tous les siècles et de tous les temps, doit inspirer la législation partout. Quel est le principe qui découle de notre Code civil en matière d'hypothèque?

Nous avons l'article no 778 du Code civil qui décrète formellement qu'il est défendu, il est illégal de faire des contrats sur des biens futurs. Le Code civil pose en principe qu'il n'est pas sain, qu'il n'est pas moral de contracter sur des choses inexistantes. Il n'y a qu'une exception, c'est lorsque dans le contrat de mariage les parties doivent transiger sur des choses qui se produiront plus tard, et le Code civil consacre cette exception et confirme la règle, ce qui d'ailleurs est très moral.

Mais à part ça, dans aucun article, dans aucune partie de notre Code civil, il n'est permis de transiger sur des biens futurs. De plus, notre Code civil pose en principe que les hypothèques, et les débiteures, et les obligations sont des hypothèques, constituent un droit immobilier, c'est-à-dire un privilège qui affecte des immeubles seulement. Notre Code civil déclare que les meubles ne peuvent pas être hypothéqués. Il n'y a pas de débenture possible sans immeuble. L'immeuble, c'est quelque chose qui existe, c'est quelque chose que l'on voit, que l'on touche, et jamais, au grand jamais, dans la province de Québec, un homme honnête ou un notaire honnête n'a songé un instant à donner des hypothèques sur des immeubles qui n'existaient pas.

Les principes de notre Code civil sont violés par la loi qui permet d'hypothéquer le futur, qui permet d'hypothéquer les biens inexistant, qui permet d'hypothéquer rien. Ce n'est pas tout. Il y a des aspects plus graves à la question. Émettre des débentures sur des biens futurs, donner des hypothèques sur rien, hypothéquer rien, c'est, M. l'Orateur, une prime au vol, c'est une invitation au vol, c'est une invitation aux spéculations financières scandaleuses, c'est la plus hideuse de notre législation, c'est la consécration de l'usure sous sa forme la plus laide, la plus sordide, la plus détestable, de l'usure sous sa forme la plus méprisable. Nos lois déclarent que celui qui prête de l'argent à un taux dépassant 12 %, c'est un criminel et le condamnent au pénitencier. Pour un prêt, pour une transaction, pour un marché tangible, que l'on touche de la main, au sujet d'un objet qui existe, non pas au sujet d'un objet qui n'existe et n'existera peut-être jamais, 12 % d'intérêt et le pénitencier.

Et dans la belle province de Québec, pour un financier véreux, qui veut se servir de la loi, avec \$1,000 il peut émettre des hypothèques pour \$50,000,000, cela représente bien des fois le taux usurier d'au-delà de 12 %, et tandis que le prêteur va au pénitencier, le financier qui se sert des lois provinciales et qui émet des hypothèques sur rien, avec \$1,000 émet des hypothèques pour \$50,000,000 comme il a le droit de le faire, il sera considéré comme un grand homme.

N'est-ce pas une prime à l'usure, n'est-ce pas une prime au vol et au brigandage? Ce n'est pas tout. Lorsque des financiers, et j'ouvre ici une parenthèse pour dire qu'autant nous sommes décidés et résolus, dans la plus large mesure du possible, de protéger le capital sain, le capital honnête, autant nous sommes résolus de condamner, de dénoncer, et de châtier comme il le mérite, le capital malsain, et c'est un des

but pour lesquels nous présentons notre loi: faire disparaître le capital malsain et sauvegarder le capital sain. Non seulement les raisons que j'ai données et qui sont assez sérieuses peuvent être invoquées, mais il en est d'autres.

Sait-on que les compagnies qui ont à leur tête des financiers ventriloques, qui ne s'inspirent que de leur appétit, chez qui l'appétit a remplacé la conscience, le cœur et les entrailles, sait-on que ces financiers se servent de la loi provinciale qui autorise le mouillage des stocks pour assurer leurs profits usuraires et scandaleux? Ces compagnies s'organisent, les gens achètent des actions; la vente va plus ou moins bien, parce que l'action comporte des obligations. Ces compagnies organisent alors des émissions de débentures, c'est-à-dire qu'elles mettent sur le marché des hypothèques. Si la vente des actions mouillées constitue un abus qu'il faut réprimer, la vente des débentures et des hypothèques mouillées constitue un abus plus dangereux, parce que les débentures et les hypothèques offrent aux spéculateurs une apparence de garantie que l'action ordinaire ne donne pas.

La garantie qui découle des prêts sur hypothèque est une invitation à l'épargne populaire. Ces débentures, M. l'Orateur, émises sur des biens futurs, les compagnies les utilisent. Pourquoi? Lorsque les actions ne se vendent pas, ils émettent des hypothèques, ces hypothèques sont émises sur des débentures pour un montant illimité. Comme les débentures sont garanties, ça équivaut à une garantie sur un futur que les promoteurs peuvent faire bien beau et bien riche et qu'ils peuvent enjoliver jusqu'au point de ruiner ceux qui mettent leur argent dans ces spéculateurs.

Ces débentures émises dans les circonstances que je mentionne, les promoteurs commencent par se payer eux-mêmes. Ils encaissent le produit de ces rapines légales, et lorsque les débentures ont été vendues, comme ça s'est produit dans plusieurs cas que je pourrais signaler, les compagnies, pour payer les intérêts sur les débentures n'ayant pas l'argent voulu pour payer, parce que les débentures sont émises sur le futur et qu'il faut payer avec le présent, ces compagnies-là sont encouragées à surcapitaliser, et pourront trouver les profits nécessaires pour payer les intérêts sur les des débentures mouillées. Surcapitalisation qui a coûté bien cher et qui coûte encore bien cher.

Deuxième conséquence, et celle-ci, c'est la surproduction, qui fatalement s'attaque à l'ouvrier lui-même, c'est que pour payer des dividendes sur des débentures mouillées, l'industriel qui se prévaut

de nos lois provinciales est obligé de diminuer le salaire des ouvriers, afin d'obtenir des profits plus considérables et pour payer des intérêts à un taux usuraire sur des débetures qui n'existent pas. La surproduction, comme on le sait, produit le chômage; elle entraîne la baisse des salaires et l'exploitation des ouvriers.

Est-ce que je n'en ai pas dit assez pour justifier la loi que je présente pour la deuxième année et pour justifier tous les députés de cette Chambre, sans considération de couleur, de mettre une barrière à la fureur des flots... de ces flots qui, au lieu de nous apporter le bien-être, qui, au lieu de nous donner le pouvoir et la force dont nous avons besoin, forment des vagues dont chacune constitue autant de canaux qui entraînent la population, les cultivateurs et les ouvriers et leurs épargnes?

Ces raisons ne sont-elles pas suffisantes? Il y en a des milliers de raisons contre la loi telle qu'elle existe, en faveur de celle que je présente. Nous avons actuellement dans la province de Québec différents problèmes. Nous avons le problème électrique, nous avons le problème forestier. Je n'ai pas besoin d'insister, la Chambre réalise que nos forêts d'un côté, que nos pouvoirs d'eau, d'autre part, constituent un actif national assez grand, assez beau, assez riche pour garantir le présent et sauvegarder l'avenir.

L'industrie forestière et l'industrie électrique sont des complices, à même nos ressources naturelles, de ces désastres accumulés par le mouillage des débetures. On parle de l'industrie papetière, mais n'est-il pas vrai que tout le mouillage de stock, toutes ces débetures se chiffrent à des millions de dollars ont été favorisées et autorisées par la Législature de Québec? Que la surproduction est due à la législation que nous avons dans nos Statuts? La situation papetière dans la province de Québec est, dans le marasme en grande partie par suite du mouillage des débetures émises par les compagnies forestières et les compagnies qui exploitent nos forêts.

Quant aux compagnies hydroélectriques, pouvoirs d'eau, etc., etc., ces pouvoirs d'eau, ils ont charroyé l'esclavage des nôtres, l'exploitation des nôtres, et les taux qui en découlent ne sont que le résultat des mouillages des débetures et des compagnies électriques à la faveur des lois provinciales, et depuis des années et des années, nous avons dans nos Statuts ces lois qui permettent aux compagnies qui exploitent nos ressources naturelles de surcapitaliser les hypothèques à même nos ressources naturelles. Les pouvoirs d'eau qui devaient être notre richesse nationale ont servi à charroyer notre épargne populaire sur les rives

étrangères, ne laissant sur nos bords que la servitude. De grandes entreprises ont opéré en marge de l'honnêteté et de la justice, assises qu'elles étaient sur l'usure. Tout ce temps le gouvernement qui a la majorité, pendant les 15 ans que le régime actuel est au pouvoir, a laissé subsister dans les Statuts, a maintenu dans les Statuts de la province des lois qui permettent aux compagnies de compliquer la situation électrique dans Québec, de compliquer la situation forestière, en laissant émettre des débetures sur les biens futurs.

Et ce n'est pas tout. Il y a deux ans, nous avons eu le spectacle déchirant pour ceux qui aiment leur province d'un gouvernement donnant une partie importante de nos ressources, pour garantir à même notre actif national les machinations véreuses, scandaleuses de certaines compagnies papetières qui avaient émis des débetures sur des biens futurs, pour quelque \$483,000,000. Cette année, nous constatons que l'hypothèque, qui l'an dernier était de \$483,000,000, est augmentée de près de \$2,000,000 en un an. Réalise-t-on que \$2,000,000, cela représente 800 terres de cultivateurs à \$5,000? Et tandis qu'on n'a pas les moyens de favoriser l'établissement du cultivateur, on a augmenté de \$2,000,000 l'hypothèque qui pèse sur nos forêts pour garantir le mouillage des débetures. Cette hypothèque constitue une entrave formelle à la colonisation, puisqu'en vertu de la loi de l'échange des terrains pour fins de colonisation, l'hypothèque est transportée sur le terrain qui est donné en échange.

Et ces lois qui permettent le mouillage des débetures, ce sont les mêmes lois qui autorisent certaines compagnies à charger des taux élevés, et chaque fois que le montant des hypothèques augmente, les taux augmentent, parce que les taux sont basés sur les obligations de la compagnie, et le gouvernement qui doit savoir cela, a laissé, pendant 15 ans subsister ces lois dans nos Statuts. Je demande à la majorité de la province de faire disparaître de nos Statuts, pour l'honneur de la Législature, pour l'honneur de la province, une législation qui a produit et accumulé tant de désastres. On me dira peut-être: à Ottawa on permet la même chose. Dans les autres provinces, on permet la même chose.

Je réponds immédiatement: la province de Québec est trop grande et trop belle pour attendre l'exemple du voisin pour faire son devoir. Mais je dirai plus, le grand malheur de la situation, les grands désastres provoqués par le mouillage des stocks en notre province, sont le produit de manipulations coquines des compagnies qui exploitent nos

ressources naturelles. Et le gouvernement du Québec, quel qu'il soit, a le pouvoir et le devoir et le pouvoir d'obliger les compagnies à s'incorporer en vertu des lois provinciales. La province doit à sa population de faire disparaître des Statuts cette source de transactions banditesques, ce gouffre hideux caché à l'abri de nos lois.

J'espère que tous les membres de cette Chambre vont voter en faveur de cette loi qui a pour but de mettre fin aux abus dont je viens de parler. Je demande à la majorité ministérielle de faire disparaître cette législation qui a accumulé tant de désastres; qu'on le fasse sans considérations de partisanerie politique, pour l'honneur de la province. La Chambre doit à la province de faire disparaître des Statuts une source de transactions désastreuses, un gouffre où s'engloutit l'épargne populaire.

(Applaudissements à gauche)

**M. Taschereau (Bellechasse):** Le chef de l'opposition a divisé son discours en deux points.

Premièrement, il a rappelé la loi que nous avons passée, il y a quelques années et en vertu de laquelle une compagnie peut émettre des obligations sur ses biens actuels et ceux qu'elle acquerra dans l'avenir.

Deuxièmement, mon honorable ami, le chef de l'opposition, a ouvert une parenthèse pour dire ce qu'il avait déjà dit au sujet d'une loi que nous avons passée l'année dernière. Il a répété ce qu'il a dit non seulement ici, mais sur les tréteaux politiques de la province: que nous avons permis aux compagnies forestières d'hypothéquer notre domaine national pour une somme de \$483,000,000.

Je veux d'abord attirer l'attention de la Chambre sur la deuxième partie de son discours, celle où il a dit que le domaine public, du fait de notre loi de l'année dernière, a été hypothéqué pour une somme de \$483,000,000. Depuis 25 ou 30 ans, les compagnies ont le droit, par une loi consignée dans nos Statuts, d'hypothéquer le droit de coupe, décrété bien immobilier par notre Code et par la jurisprudence. Toutefois, ceux qui deviennent propriétaires d'un droit de coupe le deviennent à titre précaire, car le permis de couper du bois sur le domaine forestier appartenant à la couronne est renouvelable chaque année, sujet au paiement des droits de coupe et aux règlements édictés par le gouvernement. Si le propriétaire du droit de coupe ne s'acquitte pas de son dû envers le gouvernement, le terrain loué, sur lequel il a obtenu le permis de couper du bois retombe, *ipso facto*, dans le domaine de la couronne.

Mon honorable ami a cité le Code civil. Je lui conseille de relire l'article 2081. Il y verra que les privilèges et hypothèques s'éteignent "par la résolution ou par l'extension légale du droit conditionnel ou précaire dans la personne qui a donné lieu au privilège ou à l'hypothèque". Le détenteur d'une limite forestière l'est à titre précaire et, s'il ne paie pas les droits ou ne renouvelle pas son permis, alors le titre revient à la couronne, libre de toutes charges.

Cette loi, je l'ai dit tantôt, existe depuis 25 ans, mais jusqu'à l'année dernière, les compagnies devaient faire enregistrer de nouveau, chaque année, le droit de coupe. Elles devaient renouveler de nouveau l'acte de fiducie, la garantie donnée aux porteurs d'obligations. La loi de l'année dernière a modifié cela en disant que, au lieu de faire renouveler chaque année son permis, le détenteur aurait droit à une continuation de son permis à condition de remplir les conditions fixées par le gouvernement. La même stipulation au sujet du retrait du droit existe toujours, cependant, et si une compagnie ne remplit pas ses obligations, le titre revient naturellement à la couronne, libre de tous liens.

Il n'y a donc pas de changement dans la loi et je ne comprends pas comment un avocat distingué, éminent, comme l'est le chef de l'opposition, puisse venir dire ici que, par notre loi de l'année dernière, nous avons permis aux compagnies d'hypothéquer notre domaine forestier pour une somme de \$483,000,000...

Le chef de l'opposition a aussi dit que cette loi de l'année dernière affecte les biens que la province pourrait donner aux colons. Or, la loi dit en toutes lettres que, même si un concessionnaire forestier a rempli ses obligations, le ministre peut toujours retirer certains lots de son domaine pour les transmettre à la colonisation, et ces lots sont alors remis à la couronne, libres de tous liens ou charges en vertu du même principe édicté par l'article 2081 qui dit que le détenteur de limite ne possède qu'un titre précaire. Dans les deux cas, on le voit, la résiliation du bail ou du droit de coupe fait rentrer le gouvernement dans son bien, libre de tous droits.

Parlons maintenant du bill 168 que le chef de l'opposition nous demande de voter. Il veut défendre aux compagnies d'hypothéquer leurs biens futurs. Il n'est pas question de cela. Les compagnies peuvent hypothéquer les biens immobiliers et donner des gages sur leurs biens mobiliers, en nantissement.

Cette loi encore existe, depuis 25 ou 50 ans. Au lieu d'emprunter d'un seul particulier, les compagnies ont le droit d'emprunter de plusieurs,

elles peuvent morceler leur hypothèque par le moyen des obligations. Ainsi, si une compagnie veut emprunter \$100,000, elle peut le faire de mille individus qui lui prêteront \$100 chacun et recevront un certificat établissant leur créance qui s'appelle une obligation. La compagnie, dans ce cas, transporte ses biens mobiliers au fiduciaire et elle hypothèque ses biens immobiliers. Le chef de l'opposition s'élève contre une loi vieille d'un quart de siècle et qui existe tant à Ottawa que dans toutes les autres provinces du dominion. Où est le mal, je me le demande, si une compagnie donne en garantie à son prêteur non seulement ses biens actuels, mais aussi ses biens futurs qu'elle possèdera dans 10, 15 ou 25 ans, les biens futurs qui remplaceront ceux qu'elle possède actuellement et qui seront peut-être détériorés dans 25 ans ou 40 ans, lorsque les obligations seront remboursables?

L'article 2120-A du Code civil dit en effet que, quand il y a une hypothèque de biens immobiliers futurs, l'hypothèque a son effet sur tout immeuble acquis postérieurement. Le Code civil consacre donc le principe de ce que je viens de dire, et la compagnie qui a emprunté le \$100,000 dont je parlais tantôt est obligée de donner en garantie non seulement les immeubles qu'elle possédait au moment de l'emprunt original, mais tous les immeubles qu'elle a acquis par la suite.

Je suis le premier à admettre qu'il y a eu des abus, qu'il y a eu des manipulations de la part de certaines compagnies, mais ce fait n'est pas particulier à la province de Québec. La même chose s'est produite au Canada, aux États-Unis, en Europe, partout. On ne saurait remédier au mal en prenant le moyen proposé par le chef de l'opposition et en disant que les créances des compagnies sont garanties par les biens présents et non par les biens futurs.

Nous avons passé une des meilleures lois pour la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières. Cette loi empêchera sûrement les émissions scandaleuses de débentures, mais pas celle du chef de l'opposition qui tend à réduire les garanties données aux prêteurs. Prenons, par exemple, certains cas exceptionnels, celui des chemins de fer. La compagnie veut construire et il faut une commandite de \$5,000,000. Son actif actuel ne vaut que \$500,000, mais il y a la valeur future du chemin de fer, lorsqu'il sera construit. Pourquoi empêcherait-on la compagnie de transmettre à un fiduciaire ses biens présents et futurs avec l'entente que les \$5,000,000 dont elle a besoin lui seront fournis au fur et à mesure que les travaux progresseront?

Pour résumer, le chef de l'opposition dit que nous avons hypothéqué le domaine de la province de \$483,000,000 par notre loi de l'année dernière. Je dis que cela n'est pas, que les obligations des détenteurs de droit de coupe sont les mêmes, excepté qu'au lieu de faire renouveler leur permis chaque année, ce permis est continué d'années en année, si le détenteur remplit ses obligations. Le chef de l'opposition dit qu'on a enlevé du domaine colonisable les lots sous permis de coupe. Je dis que cela n'est pas, car le gouvernement a toujours le droit de les reprendre, libres de tous liens, et, finalement, je dis que la Chambre a bien jugé en gardant la loi qui permet aux compagnies d'emprunter par obligations gagées sur les biens futurs, loi qui existe d'ailleurs au fédéral et dans les autres provinces.

La loi du chef de l'opposition tend simplement à réduire les garanties qu'il est possible à une compagnie de donner au prêteur. Un bill semblable à celui que présente le chef de l'opposition a été rejeté l'an dernier, et je soumets que la Chambre a bien fait.

(Applaudissements à droite)

**M. Guertin (Hull):** Je n'ai pas les qualifications voulues pour discuter la loi des compagnies, mais je tiens à souligner les protestations de l'honorable député de Trois-Rivières. Le chef de l'opposition a raison. La loi des compagnies, qui n'est pas particulière à Québec, mais existe partout tant au fédéral que dans les autres provinces du Canada, est malhonnête ou insuffisante. On devrait la changer au plus tôt.

Il proteste contre l'organisation des compagnies telle qu'elle se pratique.

Cette dénonciation, on la trouve même dans le rapport de la commission Lapointe, lorsque celle-ci laisse entendre que dans l'organisation de la Gatineau Power, il y a \$43,000,000 de capital fictif.

On aurait dû discuter depuis longtemps la question des entreprises à capital impersonnel. Il est indiscutable que les lois des compagnies prêtent à tous les abus qu'a dénoncés le chef de l'opposition et qu'on peut attribuer les grandes faillites retentissantes de ces dernières années directement à la loi des compagnies, porte par où s'introduisent les avocats qui vont aider aux requins de la finance à exploiter le peuple de la province.

Cette loi des compagnies par les désastres qu'elle a entraînés, permettant aux compagnies monstres de naître, de grandir et d'étouffer toute concurrence, est responsable au premier chef de la disparition de la petite industrie et du commerce, et graduellement de la petite bourgeoisie.

Les grands lancements d'affaires nous ont été néfastes, et notre peuple y a perdu son épargne.

La crise est attribuable en grande partie à cette loi des compagnies. Cependant, on n'a pratiquement rien fait pour y porter remède. Le fédéral a bien fait une loi, mais elle est restée sans effet, faute d'accord entre les provinces.

Il faut agir, pourtant, si nous ne voulons aller au désastre complet. Sans doute la loi Duplessis n'apporte pas remède à tout, mais elle va y aider substantiellement.

Parmi les amendements suggérés, il mentionne l'obligation pour les lanceurs de compagnies à lettres patentes d'inscrire leurs vrais noms, au lieu de manufacturer des chartes à coups de sténographes.

Il faut aussi supprimer les actions sans valeur nominale au pair, déclare-t-il.

Je crois que cette Chambre devrait adopter unanimement le projet de loi qui est soumis, et ensuite, le gouvernement devrait prendre l'initiative de s'entendre avec les autres provinces pour avoir une loi uniforme, révisée, qui s'appliquerait partout dans le dominion et qui protégerait l'épargne populaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut s'en tenir au bill. Ce n'est pas le temps de discuter la loi des compagnies. Le bill ne va pas jusque là!

**M. Guertin (Hull):** Je crois que j'ai le droit de discuter le bill.

**M. Taschereau (Bellechasse):** Il ne s'agit pas d'amender la loi des compagnies, mais d'amender la loi qui se rapporte aux emprunts contractés par les compagnies sur leurs biens futurs...

**M. Guertin (Hull):** Il est 6 heures!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Très bien, nous allons ajourner jusqu'à 8 h 30 et vous pourrez continuer alors.

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 8 mai 1935

#### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Paroisse de Montréal, servitude

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Commissaires d'écoles de Saint-Raymond, emprunt

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gauthier (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi de la voirie

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), la permission de présenter le bill 215 modifiant la loi de

la voirie, afin d'annuler les pouvoirs illimités du gouvernement à ce sujet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'aide aux chômeurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), la permission de présenter le bill 216 modifiant la loi de l'aide aux chômeurs, 1933.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Taxe sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pouvoirs des corporations municipales**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 237 attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs.

Adopté.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer que les réponses données par le ministre au chef de l'opposition démontrent qu'il y a eu retards, allant jusqu'à deux ans, dans les paiements aux municipalités.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai fourni au député de Deux-Montagnes les renseignements qu'il m'avait demandés. Je dois dire que, pendant août et septembre et une partie d'octobre dernier, comme l'entente tripartite n'existait plus, nous ne pouvions pas payer. Quand il y a du retard, c'est quand il faut enquêter sur la valeur des comptes. Nous avons eu jusqu'à vingt vérificateurs pour examiner les comptes, afin de pouvoir les payer à temps.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** accuse de nouveau le gouvernement d'avoir tardé à payer aux municipalités les sommes qu'il avait reçues d'Ottawa.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** À mesure que les comptes sont vérifiés, ils sont payés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission du prêt agricole canadien**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 19 concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien, et modifiant la loi 24 George V, chapitre 73.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**M. Drouin (Québec-Est):** Le principe du bill est excellent...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous n'avez pas d'objections, le ministre de l'Agriculture va d'abord expliquer son bill.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce bill est à mon nom, mais il a été préparé par les officiers du département du procureur général, parce que c'est surtout une affaire légale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Une affaire d'une nature tellement légale que probablement seul un avocat peut la comprendre adéquatement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste. Le premier ministre ne devrait pas inscrire ses bills au nom du ministre de l'Agriculture.

Il parle du ministre de l'Agriculture comme successeur probable du premier ministre.



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mon collègue de l'Agriculture serait très digne d'occuper mon siège. Il sera sûrement assis ici avant que le chef de l'opposition y soit.

C'est un bill contenant des dispositions relatives au Code de procédure, mais comme ce bill a trait à la situation des cultivateurs, est pour aider la classe agricole, il valait mieux l'inscrire au nom du ministre de l'Agriculture. Mon honorable ami qui est un avocat distingué, devrait comprendre la portée de cette loi.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ce bill aidera d'abord au cultivateur qui désire avoir un prêt agricole. Seulement, je me demande s'il ne créera pas des embarras. Prenons deux voisins qui ne s'entendent pas sur les bornes de leurs terres: l'un prétend qu'il a acquis une partie du terrain par prescription. Sa terre sera hypothéquée, et cela créera des difficultés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Cette question de bornage n'affecte pas les titres. Je ne crois pas que de tels cas puissent se présenter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si le cabinet a passé un arrêté ministériel relativement à la loi des concordats, une bonne loi, déclare-t-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

répond qu'il ne veut pas se prononcer sur le mérite de la loi des concordats.

Toutefois, dit-il, depuis que la loi est en vigueur, on a dit en plusieurs milieux que le crédit des cultivateurs a été ruiné. Dans la province de Québec, respectueuse des traditions, on a toujours considéré que celui qui a emprunté \$100 doit rembourser \$100 et celui qui a promis de payer 5 % d'intérêt doit payer 5 %. On a voulu aussi faire disparaître de notre Code les ventes à réméré. Le réméré est inscrit dans notre Code civil, et il n'y a pas lieu de la faire disparaître, car il est entré dans nos mœurs.

Il ne faut pas procéder trop vite et détruire nos lois françaises pour des mesures contraires à l'esprit de notre droit et qui ne peuvent être que des lois d'exception. Il n'y a pas un notaire qui vous dira pas qu'à cause des concordats, les crédits sont complètement arrêtés dans nos campagnes.

On ne sait pas encore quels seront les effets de la loi. Il est plus sage d'attendre.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Émission de bons, obligations et débetures**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) proposant la deuxième lecture du bill 168 relatif à l'émission de bons, obligations et débetures pour fins industrielles ou commerciales.

**M. Guertin (Hull):** Il faudrait, dit-il, une réforme complète de la loi des compagnies à fonds social. Il faudrait la suppression des prête-noms pour l'obtention des lettres patentes, la suppression des actions sans valeur nominale, la publication annuelle de la liste des directeurs et actionnaires des compagnies, l'interdiction des bonis payés en actions et la division de ces actions et au besoin la suppression des "investment trusts" et des "holding companies", etc.

Il fera toutes ces propositions en comité plénier, déclare-t-il, afin de donner plus de force au projet.

Le bill est très bon. Il serait meilleur encore, si on y apportait certains amendements.

**M. Drouin (Québec-Est):** L'an dernier, j'ai voté en faveur du bill du chef de l'opposition, et je ne vois pas pourquoi je changerais d'attitude cette année. On devrait voter au moins le principe de la mesure pour que celle-ci soit étudiée en comité.

Il ne voit aucune politique dans cette mesure et, en conséquence, on ne devrait pas s'occuper des lignes de parti.

Même si les dispositions de la loi que l'on veut amender étaient dans le Code civil et dans les autres provinces, il n'y aurait pas lieu de reculer. Une réforme s'impose. Faisons-la. L'émission des débetures sur des biens futurs est une des causes des abus qui se sont produits et qui ont amené la crise. La réforme se fait urgente. Il y a, à Québec, un exemple bien frappant de l'émission des débetures sur les biens futurs.

Il existe une maison du nom de Claridge. Ce nom ne dit pas grand-chose, mais en fouillant dans ses souvenirs on découvre les noms de Baldwin-La Fontaine. Chez certains, cependant, ces deux

noms évoquent des souvenirs tout autres que ceux des deux hommes d'État canadiens. Les appartements Baldwin-La Fontaine sont un monument à l'émission des débetures sur des biens futurs et le souvenir d'iniquités financières.

La crise ne se règlera pas sans un émondage. D'une façon générale, la loi actuelle favorise les financiers douteux, ceux qui se tiennent sur la clôture qui sépare le bien du mal. Il n'a pas d'objection à ce qu'on donne des garanties, mais l'hypothèque doit porter sur quelque chose d'existant. La réforme proposée par le projet du chef de l'opposition ne fera que du bien en clarifiant l'atmosphère financière.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le projet en discussion est important et peut avoir des conséquences graves, s'il est adopté. Il a pour but d'empêcher l'émission de débetures sur les biens futurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il demande seulement que le total des débetures émises soit limité à la valeur des biens existants.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** On veut maintenant que les obligations soient garanties par des biens réels. La loi que le chef de l'opposition demande d'abroger, pour la remplacer par la sienne a été votée il y a 21 ans, en 1914. Elle donne aux compagnies le droit de mettre en gages leurs biens mobiliers et leurs biens immobiliers, présents ou futurs, contre des émissions d'obligations ou de bons.

Si on se réfère aux *Journaux de l'Assemblée législative* publiés à cette époque, on se rend compte que la loi fut votée unanimement. Sir Lomer Gouin était alors premier ministre et Sir Mathias Tellier, aujourd'hui juge en chef de la Cour d'appel, était chef de l'opposition. Il y avait en outre à la droite du président des hommes comme MM. Arthur Sauvé, Cousineau, Prévost et Gault, qui siègent encore à la même place.

Le député de Québec-Est (M. Drouin) disait tantôt que cette loi-là fut placée dans les Statuts à la demande de financiers douteux. Je ne crois pas, et la Chambre se refuse à croire, que les législateurs de l'époque inscrivent cette loi dans nos Statuts à la demande de financiers louches. Je crois au contraire qu'on a eu raison d'adopter la loi qui a contribué au développement de notre province. Ce n'est pas elle qui a provoqué la perte de la petite épargne. Il se peut qu'il y ait eu des abus, on abuse même des meilleures choses, mais dans l'ensemble, la loi a rendu de grands services.

La loi était bonne. Elle répondait à une des nécessités de l'époque, et je crois qu'elle répond aux besoins actuels de la province de Québec qui veut voir se développer sa grande industrie. C'est grâce à elle si nous avons vu se développer chez nous l'industrie du papier et l'industrie minière. Ces compagnies n'auraient pu s'établir si elles n'avaient eu un moyen, par nos lois, de se procurer le capital nécessaire. Elles ont émis des obligations, elles ont donné un nantissement des moulins qui n'étaient pas construits, mais qui ont été construits depuis, et qui répondent de la dette contractée envers les obligataires.

Lorsqu'une compagnie voulait construire une usine de \$1,500,000 par exemple, elle émettait des obligations pour cette somme et donnait en nantissement des obligations sur ce futur moulin. Est-ce que cela n'est pas légitime? Je pourrais citer un grand nombre de cas. Il en fut de même pour le développement de l'industrie hydroélectrique et de l'industrie minière. Que d'industries n'auraient jamais vu le jour si nous n'avions pas eu cette loi! D'ailleurs, cette loi existe à Ottawa et dans les autres provinces du dominion. Est-ce qu'on peut dire que tous ces législateurs ont voulu faire plaisir aux financiers véreux?

Si on considère, par exemple, le cas de la compagnie minière de Noranda, on verra que la compagnie avait dépensé de \$5,000,000 à \$6,000,000, avant de produire seulement une seule livre de cuivre. Elle a donné en nantissement de ses obligations son usine, puis sa raffinerie de cuivre et même sa production. Si elle n'avait pas eu le droit d'hypothéquer des biens futurs, cette grande industrie ne se serait jamais développée.

Il en fut de même pour le développement de la mine Lamaque<sup>5</sup>. Cette compagnie vient de construire une usine d'un million et demi de dollars. Elle n'a pas commencé à produire et ce sera pourtant une de nos industries importantes. Toutes ses propriétés et sa production future sont données en nantissement de ses obligations. Voici deux cas concrets.

Il est donc certain que la loi est nécessaire pour assurer le développement industriel et commercial de la province. L'épargne populaire n'a pas perdu un seul sou, du fait de ces obligations gagées sur des biens futurs. S'il s'est perdu de l'argent, ce n'est pas à cause de la loi de 1914, c'est à cause de la crise qui nous étreint depuis 1929. Et d'ailleurs, une grande partie de l'argent perdu l'a été dans des compagnies qui n'avaient pas hypothéqué leurs biens futurs.

La loi est nécessaire, elle répond à un besoin de l'heure et je demanderai à la Chambre de conserver la législation inscrite dans nos Statuts depuis 21 ans. Le chef de l'opposition a parlé de surcapitalisation et de mouillage des stocks? La loi qu'il nous propose d'adopter n'aurait pas pour effet d'empêcher cela. S'il y a eu des abus, ce n'est pas en adoptant la loi actuellement devant nous que nous allons remédier à la situation.

Le chef de l'opposition a parlé aussi des hypothèques de \$483,000,000 sur les terres de la couronne. Mon honorable ami de Bellechasse a parfaitement traité de ce point au cours de l'après-midi et je ne veux pas reprendre ses arguments. Je ne comprends pas, toutefois, la persistance du chef de l'opposition à parler de cela. Comme le premier ministre, je suis étonné qu'un bon avocat comme lui répète cette chose étrange, ne comprenne pas cela.

Encore une fois, je l'ai dit l'an dernier et je le répète, il n'y a pas d'hypothèque, ni pour \$483,000,000 ni pour un seul sou sur les terres de la couronne. Les compagnies ont toujours eu le droit, en vertu de leur permis de couper du bois sur les terres de la couronne.

Les tribunaux ont dit que le droit de coupe est un droit hypothécable. Toutefois, ce permis de coupe était renouvelable chaque année, à venir jusqu'à l'an dernier. Certains avocats nous ont dit que les compagnies devaient, chaque année, renouveler leur enregistrement d'hypothèque sur le permis de couper des arbres.

Pour éviter tout malentendu, nous avons dit que le droit de coupe serait renouvelé automatiquement chaque année, à condition que les conditions imposées par le gouvernement aient été remplies; dans ce cas, l'hypothèque sur le droit de coupe serait aussi renouvelée automatiquement.

On a démontré cet après-midi que cette législation n'entrave en aucune manière le progrès de la colonisation et que les terres peuvent toujours être retraites aux compagnies pour être données aux colons. Il n'y a donc pas d'hypothèque, comme le prétend le chef de l'opposition.

Le bill du chef de l'opposition devrait être rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est extraordinaire comme les ministres trouvent moyen de parler à côté de la question, par une casuistique plus ou moins logique. Tout ce que le bill dit, c'est que personne ne peut vendre des débetures pour plus que la valeur des immeubles qui garantissent le remboursement des débetures.

Le député de Bellechasse a déclaré que les hypothèques sur les biens futurs n'étaient ni plus ni moins qu'une garantie additionnelle ajoutée à la garantie sur les biens existants. Si l'on suit ce beau raisonnement, il faudra conclure que pour celui qui a une propriété de \$10,000 et qui émet des débetures de \$50,000,000 garantis par les biens futurs, les obligataires seront mieux protégés que si les débetures avaient été mises uniquement pour la somme des \$10,000 de biens réels.

D'ailleurs, le bill ne dit pas, et nous ne disons pas qu'il ne faut pas inscrire les biens futurs comme garantie des hypothèques. Mais nous disons que si l'on n'a des propriétés actuelles que pour \$500,000, on ne devra émettre des débetures que pour \$500,000. Rien n'empêchera que pour consolider la valeur de ces débetures de \$500,000, on ajoute comme garantie la valeur des biens à venir. Nous ne voulons pas empêcher les compagnies de donner des garanties, mais en suivant cette ligne de conduite, les débetures seront fixées strictement à la somme de la valeur réelle des propriétés possédées.

Il (M. Duplessis) parle de la loi qui grève le domaine forestier public de \$483,000,000 d'hypothèques, pour déclarer qu'en fait il se trouve que notre domaine se trouve grevé de \$483,000,000 de ces hypothèques et qu'il ne sera pas facile de l'en débarrasser, et donc d'intensifier la colonisation dans ce domaine.

Le député de Bellechasse a signalé que les compagnies d'assurance prêtaient sur constructions à exécuter. Mais il a ajouté qu'elles ne payaient qu'au fur et à mesure de la construction. Donc elles ne prêtent pas sur biens futurs, mais sur biens réels.

Le député de Bellechasse a parlé des chemins de fer construits sur débetures émises sur biens futurs. Il citait l'exemple à propos, car, dans son propre comté, un grand nombre de ses électeurs ont été précisément ruinés sur les débetures du chemin de fer de Chibougamau, émises sur biens futurs.

Le ministre de la Voirie dit que la loi existe depuis 21 ans. C'est ce que j'ai dit: cette loi a été passée par le régime actuel. Et il en conclut qu'elle est bonne, comme si la durée du mal était une raison pour le maintenir.

Je prétends que ceux qui ont voté la loi en 1914, ont commis une erreur de bonne foi. Ils pouvaient avoir une excuse de la voter, et n'en prévoyaient peut-être pas, les abus, toutes les conséquences. Mais depuis 10 ans, nous en voyons les résultats. Le gouvernement, qui a vu les millions et les millions d'épargne populaire engloutis grâce à cette loi, n'a aucune excuse de la maintenir.

Le ministre dit que la loi n'empêchera pas le mouillage des stocks, ni la surcapitalisation. Il devrait savoir pourtant que, dans le scandale de la Canada Power, les bénéficiaires du vol ont été les producteurs et les actionnaires et non les obligataires. Les promoteurs organisent la compagnie et émettent des débentures. Ils gardent le meilleur et laissent le reste aux petits épargnants. Le principe que je pose n'est pas neuf, car le Code civil déclare qu'on ne peut pas hypothéquer plus que les trois cinquièmes de la valeur de la propriété. C'est qu'on veut donner une garantie à celui qui prête de l'argent. Et c'est sage, autrement, il n'y a plus de limites.

Le ministre dit que la loi est bonne. Pourtant il a vu combien de millions et de millions elle a fait perdre; il a vu nos campagnes dépouillées de tout l'argent qu'elles avaient. Mais il trouve cela excellent, très satisfaisant même. Il faut permettre aux compagnies d'émettre des obligations sur des biens futurs, autrement les compagnies s'organiseraient difficilement.

Si les compagnies n'ont pas assez confiance dans leur propre entreprise pour faire souscrire le capital qui leur est nécessaire, nous n'en avons pas besoin. Quand une compagnie vaut quelque chose, elle vend facilement ses actions et n'émet des débentures ou n'emprunte autrement dit que sur la valeur de ses biens réels. C'est la deuxième année que je présente ma loi. L'an dernier sept députés<sup>6</sup> seulement ont voté pour. J'espère que la Législature ne donnera pas de nouveau le triste spectacle de repousser une loi destinée à mettre fin aux pires abus.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Sauvé, 10.

**Contre:** MM. Authier, Bachand, Bastien, Bergeron, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dugas, Filion (Laval), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Lamoureux, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Sabourin, Saintonge, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Turcotte, 29.

Ainsi, la motion est rejetée.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, école de médecine vétérinaire et école de laiterie de la province de Québec (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remarque que les députés sont clairsemés en Chambre. Il me semble que les députés ruraux au moins devraient s'intéresser à l'agriculture.

L'étude des crédits n'est pas un examen oral que l'opposition passe à un ministre: c'est une étude sérieuse. On dit que du choc des idées naît la lumière, et s'il est un domaine dans lequel nous avons besoin de lumière, c'est bien celui de l'agriculture.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Le député des Deux-Montagnes n'a pas à nous faire de reproches. Toutes proportions gardées, il y a autant de députés libéraux que de conservateurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous sommes cinq sur huit, et de votre côté, sur 75 députés, il y en a une dizaine au plus.

**M. Filion (Laval):** D'ailleurs le député des Deux-Montagnes ne se gêne pas d'habitude pour s'absenter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me suis absenté deux jours au cours de la session, et c'était pour affaires sérieuses.

Je défie qui que ce soit de prouver que j'ai manqué plus de séances que n'en réclament les règlements.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Il n'est pas question de cela. Je réponds à vos remarques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dois rendre hommage à mon collègue des Deux-Montagnes: Rares sont les députés qui s'intéressent comme lui à l'agriculture et qui suivent les séances avant autant d'assiduité.

Le débat s'engage sur la résolution.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin, à 11 h 30.

Adopté.

La séance est levée.

---

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

2. 30 %, selon *The Gazette* du 9 mai 1935, à la page 15.

3. Voir note 1.

4. Voir note 1.

5. L'appellation anglaise serait, selon *Le Canada* du 9 mai 1935, à la page 3, "Lamack Gold Mines". *Le Star* du 9 mai 1935, à la page 4, quant à lui, désigne la mine sous le nom de "Boulamaque".

6. *Le Devoir* du 9 mai 1935 à la page 12, précise le nom des députés: MM. Duplessis, Élie, Bertrand, Sauvé, Fisher, Bérque, Lafleur.



## Première séance du jeudi 9 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à midi<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Le bill suivant a été rejeté.

- bill 213 concernant les logements de chômeurs.

Classement et vente  
des produits agricoles

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 235 relatif au classement et à la vente des produits agricoles.

Adopté.

## Loi de la voirie

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 modifiant la loi de la voirie, afin d'annuler les pouvoirs illimités du gouvernement à ce sujet, soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La prérogative du peuple de contrôler les dépenses gouvernementales est à la base du système parlementaire. Malgré que cela ait l'air paradoxal, c'est en vue de préserver cette prérogative qu'il présente ce bill abolissant les pouvoirs illimités donnés au ministre de la Voirie en 1928. Je veux faire décréter que l'argent dépensé par la Voirie devra provenir de deux sources: les subsides votés par la Chambre ou, en cas d'urgence, les mandats spéciaux, mais pas autrement.

Il rappelle les luttes de nos Pères pour obtenir le droit de contrôler la dépense des deniers publics.

En vertu de la loi de la voirie, le gouvernement dépense beaucoup de fonds publics, des millions de dollars, sans même consulter les représentants du peuple, surtout en temps d'élections, alors qu'à d'autres moments, il limite les dépenses. Ce système devrait être aboli. Il faudrait limiter cette dépense, quant au montant et quant au temps. Autrement, nous favorisons la corruption électorale et le favoritisme politique et même les pratiques malhonnêtes.

Il cite des statistiques montrant que les sommes dépensées variaient selon les élections: En 1930-1931, on a dépensé \$12,000,000 de plus que l'année précédente, ce qui s'explique par la tenue d'élections cette année-là. Au mois de juin 1934, le ministère de la Voirie a dépensé \$11,600; au mois de juin 1931, à la veille des élections, \$693,000. La loi donne des pouvoirs abusifs au gouvernement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt le discours de l'honorable chef de l'opposition. Il a invoqué l'histoire, il a rappelé les luttes politiques de nos Pères au sujet de son bill. C'est remonter un peu loin. Il n'est pas nécessaire de rappeler les luttes historiques pour motiver que nous n'avons pas besoin de la loi de mon honorable ami. Les lois dont il parle datent de 1928, alors que la Chambre permit au ministère, dans certains cas, de dépenser des argent. La Législature a alors cédé au lieutenant-gouverneur en conseil certaines prérogatives, afin de permettre à la voirie de hâter la construction des chemins.

Mon honorable ami voit partout du favoritisme électoral. Il dit que nous avons dépensé beaucoup plus d'argent en période électorale que pendant les autres périodes. Je lui ferai remarquer que c'est en 1929, et non en 1931, que nous avons fait le plus de travaux de voirie, que nous avons dépensé le plus d'argent, parce qu'alors nous étions en pleine période de construction de chemins. Nous avons construit 1,500<sup>2</sup> milles de chemins cette année-là; en 1930, 1,000 milles<sup>3</sup>; et en 1931, 1,000 milles<sup>4</sup>. En 1932, nous avons diminué les travaux à cause de la crise. Et d'ailleurs, les chemins que nous avons fait construire, à tous les ans, sont des travaux qui demeurent un actif, dont la province a besoin.

Tout l'argent que le département de la Voirie a dépensé ne l'a pas été en vertu de la loi que l'opposition veut faire disparaître. Qu'est-ce que la Législature a fait en 1928? Elle a donné au

gouvernement le droit d'emprunter les fonds nécessaires pour la construction des routes. La Législature a autorisé le lieutenant-gouverneur en conseil, en 1928, à fournir des sommes d'argent à la Voirie pour construire les grandes routes. Le ministère n'a jamais abusé de ces pouvoirs, ces argents doivent être employés pour la construction des routes et ils l'ont été. Jamais ils n'ont servi à l'entretien des routes.

Je ne vois pas comment cela peut violer les prérogatives parlementaires des représentants du peuple. Est-ce que le gouvernement a abusé de ses pouvoirs? Aucunement. Le pouvoir que le lieutenant-gouverneur détient, il l'a reçu de la Législature qui avait parfaitement le droit de lui donner, comme ce sera son droit de le rappeler, lorsqu'elle le jugera à propos. Cette loi a été demandée parce que la construction de la voirie n'était pas terminée, et elle ne l'est pas encore.

La loi a donc sa raison d'être. Cette loi est nécessaire tant que la province n'aura pas terminé la construction de ses routes. Le pouvoir donné en 1928 par la Législature est constitutionnel, et la Chambre ne devrait pas accepter la loi proposée par le chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Plante, Reed, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 43.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### **Protection sanitaire des animaux**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, en amendement, que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre exprime l'opinion que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour assurer une indemnité raisonnable aux cultivateurs, dont les animaux seront abattus, en vertu de la loi de la protection sanitaire des animaux, portant le no 236 des bills de la session en cours.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Charbonneau, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Lamoureux<sup>5</sup>, Sauvé, Smart, 13.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Plante, Reed, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** exige le vote enregistré.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Bachand, Barré, Bastien, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Guertin, McDonald, Mercier fils, Messier, Paquet, Perrault, Plante, Reed, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 44.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, Smart, 8.

Ainsi, la motion est adoptée.



La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** indique qu'il est prêt à adopter la résolution sur division.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote.

La résolution est adoptée.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), la permission de présenter le bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux.

Nous n'imposons à personne de laisser abattre ses animaux. Il s'agit simplement de permettre au gouvernement, en coopération avec le cultivateur, de traiter les animaux atteints de la maladie du Bang.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 9 mai 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 244 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

#### Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus une première fois.

#### Contrats de mariage et assurances-vie, taxes

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 abolissant les taxes décrétées par la loi 24 George V, chapitre 14, concernant les contrats de mariage et les assurances sur la vie soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement a amendé successivement la loi des droits sur les successions, pour décréter que les donations entre vifs seront taxées. Les droits sur les successions sont assez élevés, surtout suite aux modifications apportées à la loi cette année, sans que le gouvernement ne taxe l'argent laissé aux jeunes gens pour qu'ils commencent leur vie.

Il dit que s'il n'est pas contre l'impôt sur les successions, il est opposé à ce qu'on taxe les donations entre vifs, particulièrement à la taxe sur les donations faites cinq ans avant la mort d'un testateur et à celle qui régit les contrats de mariages.

L'an dernier, le gouvernement a taxé les contrats de mariage. L'opposition veut qu'ils soient exemptés. Taxer ces contrats, c'est taxer la prévoyance, l'amour paternel et l'amour maternel. De nos jours surtout, les pères et les mères se privent toute leur vie pour assurer le succès de leurs enfants par des donations dans les contrats de mariage.

L'opposition ne veut pas non plus que l'on taxe les polices d'assurance, quand le nom du bénéficiaire est inscrit sur la police. Avec la loi de l'an dernier, le gouvernement taxe même les déficits en matière de successions.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** D'après notre système de législation, le régime de la communauté de bien existe dans la province et ce n'est que rarement qu'il y a des contrats de mariage chez-nous, et ce n'est que rarement qu'ils sont taxés. Par les donations entre vifs, faites devant notaire, il

arrivait souvent que l'on évitait la taxe sur les successions et c'étaient surtout les grosses successions qui évitaient l'impôt. Ce n'était pas juste non plus. La loi doit être faite pour tout le monde.

Quant à la taxe sur les successions par assurance, on sait que de plus en plus, les hommes d'affaires comme ceux de toutes nos classes de la société constituent leur succession par polices d'assurances. C'est devenu un mode courant d'économie et il n'y a pas lieu d'exempter de la taxe des successions considérables constituées de cette manière, ce bien qui est assimilable à tous les autres biens laissés en héritage. Le bill du chef de l'opposition veut détruire l'économie de notre loi taxant les successions. En ne taxant pas les polices d'assurance, on encourage les gens à prendre ce moyen pour éviter l'impôt.

La loi du gouvernement veut tout simplement être juste pour tout le monde et ne faire de distinction pour personne. Toutes les successions doivent être égales, devant la loi, que la succession soit constituée par assurance, par contrat de mariage ou par donations, c'est toujours une succession. Autrement, on prendrait toutes sortes de moyens pour éviter la taxe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je voudrais ajouter un mot. Il n'est pas question de taxer l'amour filial. Il n'est question dans cette loi que des successions constituées par police d'assurances. Bien des gens, au lieu de mettre de l'argent de côté, s'assurent. On sait que la coutume s'est établie depuis quelques temps de constituer un héritage à sa femme et à ses enfants, en achetant des assurances et en vivant ensuite avec son revenu. À la mort de l'assuré, la succession était ainsi exempte de droit. Le bénéficiaire de la police d'assurance ne payait rien au fisc. Nous avons constaté que dans l'élaboration d'une grosse fortune, nos gens, au lieu d'accumuler, s'assuraient pour éviter l'impôt à leur succession. Cette pratique, qui est louable puisqu'elle encourage l'économie, était décourageante pour le fisc et il n'était pas juste que les successions constituées de façon ordinaire fussent appelées à payer impôt, tandis que les autres, celles constituées par des assurances étaient exemptées de droit.

Toutes les taxes ne sont pas populaires. Plusieurs taxes sont odieuses. La taxe la plus populaire est sans contredit la taxe sur les successions, celle qui pèse le moins sur le peuple. Si quelqu'un nous donne \$100,000, on ne regarde pas trop à donner \$10,000 au fisc. On avait constaté que souvent les héritiers renonçaient à la succession

endettée, mais profitaient de \$300,000 ou \$400,000 de successions constituées par de l'assurance. Nous avons pensé que cela n'est pas juste et l'année dernière nous avons dit que les successions constituées par de l'assurance seraient taxées comme les autres; celui qui reçoit un héritage par assurance doit quelque chose autant qu'un autre à sa province qu'à son pays. Il me semble qu'il est juste de leur faire payer l'impôt sur les successions. Les droits de succession constituent une des taxes les meilleures et les moins difficiles à percevoir.

Grâce aux polices d'assurances, les grosses fortunes pouvaient très facilement éviter l'impôt, et ce n'était pas juste pour la collectivité. Ce système d'exemption des polices d'assurance incitait les gens les plus riches à ne pas payer d'impôt.

Au sujet des donations entre vifs, on a vu dans le passé des pères donner à leurs enfants toute leur fortune en l'inscrivant comme donation dans un contrat de mariage. Cela non plus n'était pas juste. C'était un abus. Et, je crois que, devant tous ces faits, il y a lieu de conserver notre loi telle qu'elle existe dans les Statuts.

J'ai confiance que la Législature ne le ressuscitera pas en adoptant le bill de mon honorable ami.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi de l'année dernière est la première adoptée par une province canadienne depuis la Confédération.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Un dollar reste un dollar, qu'importe son origine ou sa destination, et les bénéficiaires de polices d'assurances-vie sont autant en mesure de régler les droits de succession que d'autres qui reçoivent un héritage sous d'autres formes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Deux ministres, dit-il, ont combattu mon projet de loi et défendu celui qu'ils ont fait adopter l'an dernier. Si la loi en question était si nécessaire, pourquoi le gouvernement a-t-il attendu 15 ans avant de la passer. Il me semble que le gouvernement ne devrait pas taxer, quand un père laisse sa terre à un fils. Il ne faut pas que l'impôt nuise à l'établissement des enfants, surtout les fils de cultivateurs. Ce sont des placements que le gouvernement devrait encourager. Je ne suis pas contre le fait qu'on taxe la police d'assurance d'un homme riche qui peut gaver ses enfants, mais on ne doit pas taxer cette police si elle a été prise par un homme ou une femme qui veut ainsi établir ses enfants.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Crête, David, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Fillion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lamoureux, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Plante, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 38.

Ainsi, la motion est rejetée.

**Limitation des heures de travail,  
salaire minimum, assurance-chômage<sup>6</sup>**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault): Que cette Chambre:

Attendu que, dans le discours d'ouverture de la session en cours du Parlement canadien, le gouvernement du dominion a annoncé son intention de proposer des lois pour fixer des salaires minima, pour limiter les heures de travail, pour établir l'assurance-chômage et d'autres assurances sociales;

Attendu que l'adoption de pareilles réformes s'impose en notre province comme dans les autres parties du Canada et qu'une législation fédérale est le seul moyen d'obtenir l'uniformité, qui est si nécessaire en ces matières;

Attendu que, pour mettre à effet une pareille législation, le Parlement et le gouvernement du dominion auront besoin du concours et de la collaboration des législatures et des gouvernements des provinces;

Exprime l'opinion que le gouvernement de Québec devrait, après entente avec les gouvernements des autres provinces et en même temps qu'eux, proposer les lois nécessaires pour donner effet en notre province à la législation fédérale ci-dessus mentionnée.

Tout le monde admet la nécessité de ces réformes. Le chômage est avec nous pour y rester, tant que le gouvernement ne s'introduira pas dans l'industrie et le travail. Les réformes de M. Bennett sont d'autant plus importantes qu'elles viennent d'un capitaliste à tout crin. M. Bennett s'est rendu compte qu'il n'y avait pas moyen de remédier à la situation

sans des réformes. Il a sans doute été inspiré par le rapport de la Commission des assurances sociales de Québec et le rapport de l'enquête Stevens. L'adoption de telles réformes, comme M. Bennett les a présentées, est urgente dans le Québec aussi bien que dans les autres parties du Canada, et une législation fédérale est le seul moyen d'arriver à l'uniformité.

La province de Québec n'a pas de félicitations à s'adresser, si elle adopte ces réformes, aujourd'hui, 16 ans en retard. Les réformes de M. Bennett, continua M. Guertin, ont été présentées 16 ans après que les signataires du traité de paix en eurent reconnu la nécessité. Il regretta que des réformes aussi pressantes fussent devenues un sujet de discorde entre les partis politiques, qui devraient s'unir au-dessus de la politique pour le bien commun.

Salaire minimum, réduction des heures de travail et assurance contre le chômage ont été recommandés dans le rapport de la Commission des assurances sociales de la province de Québec, il y a quelque temps. Les États-Unis ont recours à ces mesures. Il était inutile de parler de réciprocité avec les États-Unis. On n'arrivera jamais à la réciprocité, à moins que le Canada n'adopte une législation similaire à celle des États-Unis. Le Canada reste en arrière à cause de certaines provinces réfractaires qui redoutent les avantages qu'en tireront les provinces plus progressives.

La question de la constitutionnalité des réformes Bennett le laisse froid. Il s'intéresse davantage à l'aspect humain de la question et regrette encore une fois que, d'un côté, M. Bennett et ses partisans affirment que leurs réformes sont constitutionnelles, alors que M. Mackenzie King, le chef de l'opposition, et l'honorable Ernest Lapointe, ancien ministre de la Justice, disent le contraire.

Mais il suffit qu'un parti veuille légiférer, pour que l'autre s'y oppose. S'il faut amender la Constitution, qu'on l'amende. Toutes ces discussions au sujet de la constitutionnalité des réformes ont pour résultat de retarder l'amélioration des conditions du peuple canadien. Qu'on ne vienne pas apporter l'objection des amendements à la Constitution. Il faut trouver d'autres moyens que celui-là pour remédier à la situation. Que l'on prenne plutôt ses responsabilités.

Les objections à l'amendement de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord viennent exclusivement, selon les apparences, de la province de Québec. MM. Lapointe et le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) ne s'opposent point à l'amendement tant que les droits scolaires, religieux

et raciaux de la province resteront intacts, tandis que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) se prononce contre tout amendement. Quant au chef de l'opposition conservatrice (M. Duplessis), sa théorie est que les provinces ne doivent pas dépendre autant du gouvernement fédéral et qu'elles devraient conduire leur propre canot.

Une fois de plus, la Constitution sert d'une sorte de bouclier pour ceux qui invoquent toujours la Constitution pour excuser leur refus d'accepter les réformes qu'ils comprennent mal ou qu'ils ne veulent pas accepter. La Confédération, continua-t-il, ne sera jamais un vrai succès, à moins que l'on prenne les moyens de lui donner la forme requise par les nouvelles conditions au Canada.

Pour ma part, je crois que nous devrions consentir des amendements à la Constitution, pourvu que nos droits soient sauvegardés. Si on ne s'en occupe pas, cette Constitution va finir par tomber d'elle-même: elle n'est pas assez flexible. Ce n'est pas le peuple qui est fait pour la Constitution, mais la Constitution qui est faite pour le peuple.

La motion en discussion offre le moyen d'assurer la mise en vigueur des mesures fédérales. La Constitution doit donner les droits à ceux à qui ils appartiennent; autrement, il y a danger de rupture.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je partage l'opinion du député de Hull sur certains faits. Toutefois, ce n'est qu'après cinq ans de régime que le gouvernement d'Ottawa a songé à nous apporter une législation sociale. On avance aujourd'hui devant la Législature des lois excessivement importantes, que la Chambre des communes n'a pas encore réglées, et on s'attend à ce que, dans le cadre d'une séance, nous décidions d'une question aussi importante et vaste.

Les provinces doivent suivre, parce que les lois fédérales, dans cette matière, doivent être appliquées avec des modalités différentes, de façon à respecter leur caractère ethnique.

On parle maintenant dans certains clubs ouvriers de Montréal, d'amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, sous prétexte que le gouvernement Bennett veut passer une loi du salaire minimum. On veut tout simplement amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord pour sauver la peau du gouvernement Bennett, qui est à la veille des élections.

Je suis prêt à servir les ouvriers, comme dans le passé, mais cela ne m'empêche pas de juger que les lois sociales pronées par Ottawa soient mauvaises, tout au moins dangereuses.

Il dit qu'il est favorable à certaines des mesures fédérales, mais il ne les approuve pas toutes. Il dit que les ouvriers sont satisfaits de la loi de l'extension juridique du contrat collectif et n'ont pas besoin de la loi du salaire minimum.

Je suis contre l'assurance-chômage qui détruit l'initiative des travailleurs. La loi de l'assurance-chômage est mauvaise. Je suis contre les changements prématurés à la Constitution. Changer l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, c'est prendre de lourdes responsabilités. Au lieu de changer la Constitution, le gouvernement d'Ottawa devrait trouver du travail aux Canadiens. L'amendement de la Constitution ne serait pas favorable à Québec, et il ne faut pas mettre avant les partis l'avenir de la nation. Ce n'est pas pour sauver le Parti conservateur qu'on doit saboter la Constitution.

Il qualifie les réformes Bennett de repentirs du mourant et souligne que les Canadiens français surtout doivent rester vigilants contre tout amendement à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Il ne faut pas accepter cette motion au sujet de la Constitution, qui est la garantie de nos droits. Elle ne doit pas être modifiée au nom de lois soi-disant sociales qui ne mèneront à rien. Nous n'avons pas de chances à prendre. Nous ne devons pas pour satisfaire un gouvernement qui va être battu, sacrifier nos prérogatives les plus sacrées. Le premier ministre saura bien défendre nos droits, sans demander à Ottawa de la régler pour nous.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je suis assez à mon aise pour discuter cette question: je ne suis pas chef de parti; je suis ouvrier. Le gouvernement fédéral a obligé la province à payer un tiers du chômage: sans cela, le gouvernement provincial n'aurait rien fait, il n'ait le chômage.

Le député de Dorion n'a pas l'air d'aimer beaucoup le gouvernement Bennett. Admettons que le gouvernement Bennett n'a pas fait tout ce qu'il avait promis de faire. Il avait promis de mettre fin au chômage et il a dépensé des millions pour cela. Le fédéral a fait sa part, plus que sa part, pour diminuer le chômage qui existe dans tout le pays.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** veut poser une question au député de Saint-Sauveur.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** lui demande d'attendre la fin de son discours.

M. Bennett, continue-t-il, fait une bonne chose en mettant à son programme la loi du salaire minimum.

Il (M. Bertrand) défend aussi la loi de l'assurance-chômage et la loi des pensions de vieillesse.

Il se rappelle que le premier ministre Taschereau se vantait, il y a quelque temps, que cette province allait très bien et qu'elle pouvait régler ses problèmes de chômage sans l'aide d'Ottawa ou de quiconque. Mais, depuis ce temps, il sollicite M. Bennett pour qu'il lui donne de l'argent et de l'aide, ce qui lui fut généreusement et fréquemment accordé.

Le gouvernement dévie souvent de sa route pour plaire et aider de grosses compagnies, déclare-t-il, mais lorsque vient le temps d'apporter une aide essentielle au petit, la question revêt alors un tout autre aspect, et le gouvernement se cache habituellement derrière son bouclier: l'inconstitutionnalité.

Lorsqu'il s'agit d'aider les ouvriers, on prétend que la législation est inconstitutionnelle. C'est pourtant constitutionnel que l'ouvrier reçoive un salaire raisonnable. Qu'on me montre l'article de la Constitution qui défend d'aider les ouvriers. Les lois suggérées par Ottawa sont de très bonnes lois, mais il n'y a pas de danger que le gouvernement provincial s'en serve.

Il approuve toutes les mesures proposées par Ottawa. Il est en faveur de la motion du député de Hull et réclame les mesures mentionnées, conclut-il.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):**

Les problèmes soulevés par la crise sont nombreux et délicats. La législation sociale est aujourd'hui à l'étude par les économistes du monde entier. Il faut étudier ces questions dans un sens objectif. Il ne faut pas risquer de donner à la population des remèdes pires que le mal.

Je félicite le député de Hull d'avoir soulevé cette question. Le député de Saint-Sauveur a déclaré que le député de Dorion a discuté la question du point de vue politique. Il n'y a pas de doute sur les attaches politiques du député de Saint-Sauveur, quand on l'a entendu parler. L'honorable député de Saint-Sauveur dit qu'il est ouvrier avant tout, qu'il n'est attaché à aucun parti. Je reconnais en lui un bon serviteur de la classe ouvrière, un homme qui a donné de sa personne pour aider les ouvriers, mais je suis forcé de lui dire qu'il ne représente pas leurs opinions. Le travail organisé de cette province n'a pas demandé le salaire minimum pour les hommes: il trouve notre législation ouvrière suffisante. Lorsqu'il y aura lieu de l'adopter, le gouvernement de Québec sera prêt à légiférer comme il l'a fait sur bien d'autres sujets.

Le gouvernement fédéral est sans doute sincère: nous le verrons dans l'application de ses lois. Il vient de mettre plusieurs questions à l'étude, il n'y a donc pas lieu de se prononcer actuellement.

Mais le gouvernement provincial est sincère lui aussi; il veut le salut de l'ouvrier, et c'est pourquoi je présente, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), l'amendement suivant à la motion en discussion: Que le gouvernement provincial étudie la législation fédérale pour savoir si elle est applicable dans notre province et lui donner suite s'il y a lieu: Que tous les mots après "le gouvernement de Québec", dans le dernier paragraphe soient retranchés et remplacés par les suivants: "étudie lesdites lois fédérales afin de s'assurer si elles peuvent se concilier avec nos lois provinciales, pour leur donner suite, s'il y a lieu."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une mesure dilatoire et nous devrions agir tout de suite.

Donc, le gouvernement veut étudier. Mais il n'a donc pas étudié? La période de l'étude est passée. Même si tout n'était pas juste dans le programme social d'Ottawa, il faudrait l'adopter quand même. Le temps est venu de faire de l'action, de prendre des décisions. Des mesures s'imposent. Adoptons-les. Pour une fois, la majorité libérale de l'Assemblée québécoise devrait s'élever au-dessus de la partisanerie politique et appuyer une motion qui cherche à soulager les souffrances de la classe ouvrière.

Il lit l'amendement du ministre du Travail (M. Arcand) et note qu'il reconnaît l'écriture du premier ministre.

Il dit que cet amendement, dit-il, n'est qu'une esquivé visant à mettre le sujet sur les tablettes et ainsi prolonger d'un an les souffrances des ouvriers canadiens.

L'amendement du ministre est mal pensé, puisqu'il garde les "attendus" de la motion du député de Hull; il admet donc que cette réforme s'impose. Et après cela, au lieu d'agir, on demande d'étudier. Il y a assez longtemps que le gouvernement étudie et temporise! Au nom de l'opposition, je me déclare contre l'amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La motion, dont nous adoptons les prémisses, dit en somme que la législation doit être uniforme. Mais, je ne suis pas prêt à dire que nous pouvons approuver d'emblée une loi fédérale, comme la loi de l'assurance-chômage, sans en connaître les modalités, avant de savoir comment elle va affecter

nos propres lois? C'est une loi très importante et difficile d'application, ne l'oublions pas. L'assurance-chômage est une affaire sérieuse. Il faut attendre que la loi soit passée à Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi a été adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ottawa a dit que les ouvriers seraient appelés à contribuer et les ouvriers ont protesté. Qu'est-ce qu'Ottawa va nous demander? Allons-nous être obligés de contribuer? Dans quelle mesure cette loi va-t-elle atteindre nos ouvriers? On ne le sait pas. On ne sait pas jusqu'à quel point les manufacturiers, les ouvriers, le gouvernement seront affectés.

C'est la même chose pour le salaire minimum. On ne sait pas si Ottawa va imposer un salaire minimum aux ouvriers canadiens. Mais nous voulons le bien de l'ouvrier. Et ce ne serait pas vouloir son bien que d'approuver des lois aussi sérieuses avec un bandeau sur les yeux. Nous ne voulons pas marcher à l'aveuglette. Nous allons étudier ces lois. C'est là le but de l'amendement proposé par le ministre du Travail, qui demande qu'on étudie la législation proposée par Ottawa avant de se prononcer dans un sens ou dans l'autre, et que je propose à la Chambre d'adopter. Il me semble que c'est logique.

**M. Guertin (Hull):** La seconde partie du discours du premier ministre n'était pas nécessaire. Elle vient en contradiction avec ses actes de l'an dernier. Ainsi, on a adopté la loi relative aux concordats et celle des débouchés commerciaux pour appliquer dans la province une loi fédérale que nous ne connaissions pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas du tout; nous avons passé une loi pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'appliquer les deux lois fédérales précitées, la loi de concordats, si on le jugeait à propos.

**M. Guertin (Hull)** dit que sa motion stipule la même chose.

Pourquoi se pressait-on tant, l'an dernier? Le premier ministre devrait se tenir au courant des législations sociales que l'on adopte ailleurs. Il devrait suivre ce qui se passe à Ottawa. La loi d'assurance-chômage est adoptée, connue de tous ceux qui s'intéressent au sort des travailleurs. Il aurait dû se renseigner auprès de son ministère du Travail. La loi de la limitation des heures de travail est adoptée également.

Il (M. Guertin) reproche au gouvernement d'avoir fait de la politique de parti à propos du programme social de M. Bennett et dit qu'il est au-dessus des partis. Nous avons trop souffert de la politique dans le passé, affirme-t-il. Il aurait préféré, déclare-t-il, que la Chambre se prononçât carrément.

Il reproche au député de Dorion son discours de partisan étroit et dit que ce dont nous souffrons le plus c'est d'un surcroît de politique et d'un manque d'économie. Il est prêt à accepter les bonnes mesures, d'où qu'elles viennent. Personnellement, le ministre du travail est favorable aux mesures qu'il préconise.

Les ouvriers, affirment-ils, réclament une loi du salaire minimum. M. Gérard Tremblay assistait en 1929 à une convention des Syndicats catholiques à Chicoutimi, où cette mesure a été réclamée. M. Charpentier, président de la C.T.C.C. la réclame.

Si l'amendement du ministre du Travail est adopté, la motion ne veut plus rien dire. Je suis certain, d'ailleurs, que le ministre du Travail est en faveur de ma motion. Je suis sûr que lui, il est au courant de la législation fédérale. Si le premier ministre ne suit pas ce qui se fait à Ottawa, il devrait avoir lu le rapport de la Commission des assurances sociales.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bergeron, Bissonnet, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lamoureux, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Plante, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 40.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

Ainsi, l'amendement est adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que la motion est adoptée par le même vote renversé (sic).

**M. Guertin (Hull)** se lève et demande à l'Orateur de laisser continuer la séance, afin de parler sur la motion principale telle qu'amendée.

Le débat se poursuit sur la motion principale telle qu'amendée.

**M. Guertin (Hull)** déclare qu'il votera pour la motion principale, parce qu'elle reconnaît le principe des réformes.

Même amendée, dit-il, la motion contient les principes que j'ai émis.

**Une voix ministérielle:** Ajournement.

**M. Barré (Rouville) et M. Duplessis (Trois-Rivières)** manifestent leur intention de parler sur la motion.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 h 15.

### Troisième séance du 9 mai 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Limitation des heures de travail, salaire minimum<sup>7</sup>, assurance-chômage**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du député de Hull (M. Guertin) dont elle a été saisie, le même jour, et telle qu'amendée à la même séance:

Que cette Chambre:

Attendu que, dans le discours d'ouverture de la session en cours du Parlement canadien, le gouvernement du dominion a annoncé son intention de proposer des lois pour fixer des salaires minima, pour limiter les heures de travail, pour établir l'assurance-chômage et d'autres assurances sociales;

Attendu que l'adoption de pareilles réformes s'impose en notre province comme dans les autres parties du Canada et qu'une législation fédérale est le seul moyen d'obtenir l'uniformité, qui est si nécessaire en ces matières;

Attendu que, pour mettre à effet une pareille législation, le Parlement et le gouvernement du dominion auront besoin du concours et de la collaboration des législatures et des gouvernements des provinces;

Exprime l'opinion que le gouvernement de Québec étudie lesdites lois fédérales, afin de s'assurer si elles peuvent se concilier avec nos lois provinciales, pour leur donner suite, s'il y a lieu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** indique qu'il votera comme il a déjà voté dans l'après-midi<sup>8</sup>.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** fait allusion au discours prononcé dans l'après-midi par le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand)<sup>9</sup>.

D'après leur attitude, déclare-t-il, il est évident que les conservateurs craignent la consultation populaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

**M. Guertin (Hull)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** On doit se conformer à la motion principale.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** soutient les prétentions du député de Dorion.

(On chahute en Chambre pendant quelques minutes)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** parle dans le même sens qu'il a parlé dans l'après-midi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Arcand (Maisonnette)** participent également au débat.

**M. Barré (Rouville)** déclare qu'il votera pour la motion telle qu'amendée, parce que telle quelle, elle marque déjà un progrès. Elle représente quelque peu ce qui devrait se faire.

Il déplore les conditions actuelles. Il dit que le pouvoir d'achat de la masse est nul et que, pour le remettre daplomb, il faut que les produits des cultivateurs se vendent. Il faut absolument une refonte de notre législation économique et sociale.

Il fait l'éloge du député de Hull. Il dit que son collègue et lui-même n'ont rien à cacher. Il reproche au gouvernement d'avoir amendé la motion Guertin, et au député de Dorion d'avoir attaqué le fédéral.

Bien souvent, dit-il, on attaque le fédéral pour faire oublier les responsabilités provinciales et ses propres responsabilités. Le temps de l'action est arrivé, mais on peut continuer à étudier quand même<sup>10</sup>. D'ailleurs, la législation fédérale est déjà suffisamment avancée pour permettre à Québec de faire quelque chose.

En conséquence:

Il (M. Barré) propose, appuyé par représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Exprime l'opinion", dans la motion telle qu'amendée, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Que le gouvernement de Québec devrait prendre les moyens, non seulement d'étudier la législation mentionnée, mais d'en assurer les avantages aux habitants de notre province".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bergeron, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, McDonald, Moreau (Roberval), Perrault, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 33.

L'amendement est rejeté.

La motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Barré, Bergeron, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Desmarais, Dugas, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Guertin, Lamoureux, McDonald, Moreau (Roberval), Perrault, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 36.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion principale est, en conséquence, adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
(Souriant) Nous avons bien fait de l'amender. (Rires)

### Protection sanitaire des animaux

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Barré, Bergeron, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Desmarais, Drouin, Dugas, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Guertin, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 37.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>11</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il espère que le gouvernement amendera sa loi. Par deux fois, affirme-t-il, la majorité ministérielle et ceux qui la supportent ont décidé que le gouvernement avait le droit d'abattre les animaux, sans payer d'indemnités. C'est injuste. Quand le gouvernement exproprie une propriété, il paie en retour. L'abattage des animaux est fait dans l'intérêt de la collectivité. Il n'est que juste que les cultivateurs soient indemnisés pour leurs animaux qui ont été abattus.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les cultivateurs ont demandé au gouvernement de débarrasser les troupeaux d'une maladie infectieuse:



la maladie du bang ou fièvre ondulante. Chaque fois que les cultivateurs veulent vendre un animal de l'autre côté de la frontière, il leur faut faire une analyse du sang de l'animal pour se rendre compte s'il n'a pas cette maladie. Ce sont les cultivateurs qui ont demandé au gouvernement de faire faire cette épreuve à titre gracieux.

Actuellement, il en coûte cher aux cultivateurs pour faire sur leurs troupeaux l'épreuve nécessaire au dépistement et au contrôle des maladies. Il en coûtera \$50,000 par an au gouvernement pour rendre service aux cultivateurs. Le gouvernement ne veut pas l'abattage des animaux, cet abattage ne sera fait que du consentement des cultivateurs. Nous n'imposons, dans notre loi, aucune charge aux cultivateurs. Nous n'imposons l'abattage d'aucun animal. De la sorte, on annihilera cette maladie chez les animaux, et ce sera autant de gagné pour la classe agricole.

Le gouvernement va plus loin que la demande. Les services du vétérinaire du gouvernement seront gratuits et cette loi plaira à la classe agricole car, elle a été demandée par la Société des éleveurs et par l'exécutif de l'Union catholique des cultivateurs. Seulement, pour rendre encore plus clair l'énoncé de la loi, je veux proposer un changement de terme à l'article 2. Nous voulons nous entendre avec les cultivateurs pour les aider à garder leurs troupeaux à l'abri de la maladie.

Québec est la première province à adopter une législation de ce genre. Elle procure donc un grand avantage aux cultivateurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député a dit hier que les inspecteurs du ministère de l'Agriculture ou de l'hygiène se sont introduits chez les cultivateurs pour leur faire encourir des dépenses considérables. Je dis que jamais le gouvernement n'a fait encourir de telles dépenses aux cultivateurs. Les cultivateurs devront se conformer à cet examen, les pays auxquels ils expédient leur bétail, l'exigeant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que le gouvernement impose aux cultivateurs certaines formes d'étables, etc.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi imposer des amendes et même des peines d'emprisonnement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les ententes, une fois conclues de façon libre, doivent être respectées.

Il ajoute n'avoir aucune objection à ce que les règlements à être définis par ordre en conseil ne s'appliquent qu'aux cultivateurs avec qui des ententes ont été conclues.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Peut-être les services d'hygiène locaux, mais jamais le ministère de l'Agriculture. Nous n'avons qu'un but par cette loi: travailler en coopération avec les cultivateurs pour débarrasser leurs troupeaux de cette maladie.

**M. Barré (Rouville):** Je n'hésite pas à dire que cette loi est nécessaire, parce qu'il faut que nous ayons une protection contre la maladie.

Le bill ne lui plaît pas en entier, mais il est heureux, dit-il, qu'on fasse quelque chose pour aider les cultivateurs contre les méfaits de cette maladie. Mais il veut qu'on améliore certains articles du bill.

Il faut que le cultivateur qui achète un reproducteur puisse avoir un certificat comme quoi ce reproducteur ne deviendra pas pour son troupeau un foyer de contamination.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les inspecteurs du bureau de la santé disposent de tous les pouvoirs que le ministre de l'Agriculture demande pour ses inspecteurs. De plus, la loi sur la santé stipule déjà que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tous les règlements nécessaires, afin que les étables et autres bâtiments liés à l'industrie laitière répondent à des standards. Le bill est, par conséquent, inutile et attentatoire à la liberté des cultivateurs.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Sous le bénéfice des dispositions de la présente loi, le ministre de l'Agriculture dirige le travail d'assainissement des troupeaux et des étables, d'accord avec les éleveurs qui en font la demande."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Sous le bénéfice des dispositions de la présente loi, le ministre de l'Agriculture dirige le travail d'assainissement des troupeaux et des étables, et, à cette fin, fait des accords avec les cultivateurs qui en font la demande."

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

"3. D'adopter toute mesure considérée utile ou nécessaire et de statuer sur toute matière relevant de la présente loi ou de sa mise en application.

"Ces règlements ont force de loi à tous égards, comme s'ils étaient partie intégrante de la présente loi, à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou du jour fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

Le comité propose un amendement.

Le paragraphe 3 de l'article 5 est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

"3. D'adopter toute mesure considérée utile ou nécessaire et de statuer sur toute matière relevant de la présente loi ou de sa mise en application.

"Ces règlements ont force de loi à tous égards, chez les cultivateurs qui ont fait les accords avec le ministre de l'agriculture, à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou du jour fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 3 de l'article 5 ainsi amendé est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Quiconque, directement ou indirectement, enfreint les dispositions de la présente loi, ou gêne, dans l'accomplissement de ses devoirs, un officier ou agent préposé à la mise en application de la présente loi, est passible d'une amende de dix dollars à cent dollars, en sus des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas plus de trente jours. En cas de récidive dans l'année qui suit la condamnation, l'amende sera du double."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Quiconque, directement ou indirectement, enfreint les dispositions de la présente loi, ou gêne, dans l'accomplissement de ses devoirs, un officier ou agent préposé à la mise en application de la présente loi, est passible d'une amende de dix dollars à cent dollars, en sus des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas plus de trente jours. En cas de récidive dans l'année qui suit la condamnation, l'amende pourra être du double."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 et 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**M. Guertin (Hull):** Le premier ministre peut-il me dire quand nous considérerons les crédits du ministère du Travail?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quand nous aurons fini l'étude des crédits de l'agriculture.

**M. Guertin (Hull):** Ça ne me dit pas quand!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela dépend de vos amis de l'opposition.

**M. Guertin (Hull):** Cela encore ne me dit pas quand. Ça devrait aller vite, cela! Si on ne posait pas trop de questions..."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour ne pas faire perdre le temps de la Chambre..., (rires) nous pourrions prendre tout de suite les crédits du Travail. Je comprends que le député de Hull ne s'intéresse pas à ceux de l'agriculture!" (Rires)

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** dit qu'il n'est pas prêt.

**M. Guertin (Hull)** insiste pour avoir une réponse catégorique et parle des crédits du procureur général qui ont été votés en cinq minutes, l'an dernier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je puis dire au député de Hull que nous ne prendrons pas les crédits du Travail ce soir<sup>12</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il est prêt à discuter les crédits du procureur général.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre le favoritisme du gouvernement envers M. Valentine, organisateur libéral. Un examen sommaire a démontré que M. Valentine a reçu \$20,167.44 du gouvernement, l'an dernier, à titre d'imprimeur, de relieur, de vendeur de papier, de fourniture de bureaux, d'instruments de précision, etc. Il ajoute que M. Valentine est directeur de trois compagnies différentes et que son nom apparaît dans tous les ministères.

Il déclare que les ministres peuvent bien avoir des organisateurs, mais qu'ils devraient les payer de leurs deniers.

**M. Béique (Chambly)** demande au gouvernement de rétablir les octrois en faveur des expositions de paroisses.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** répond que ces expositions étaient devenues des expositions d'amateurs.

**Un député** parle du *Canada*, de l'imprimerie Perrault et de M. Victor Marchand, un homme, dit-il, d'une grande culture qui a des relations diplomatiques internationales et qui fait le commerce du Melchers aux États-Unis, un homme qui se fait accompagner de plusieurs officiers de vitesse de la Voirie, lorsqu'il se rend au Club de la Réforme, tout cela parce qu'il a été menacé par les gangsters.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande combien de personnes ont assisté aux cours abrégés dans les paroisses.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** répond que l'assistance moyenne a été de 35 à 40 cultivateurs.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à minuit vingt minutes.

---

#### NOTES

1. 11 h 15, selon *L'Événement* du 10 mai 1935, à la page 8. Nous avons retenu 12 heures compte tenu que la motion d'ajournement adoptée par la Chambre, la veille, spécifiait que les travaux reprendraient le lendemain à 11 h 30. Les travaux de l'Assemblée ne débutant que très rarement à l'heure indiquée, la version du *Canada* du 10 mai 1935, à la page 8, est plus plausible.

2. *The Montreal Daily Star* du 10 mai 1935, à la page 1 écrit 15,000. Ce chiffre nous semble invraisemblable.

3. *The Montreal Daily Star* écrit 10,000. Cf. note précédente.

4. *The Montreal Daily Star* écrit 10,000. Cf. note précédente.

5. M. Lamoureux, tel que rapporté par *The Montreal Star* du 10 mai 1935, à la page 1, "déclare, après le vote, qu'il aurait voté avec l'opposition, mais étant un peu sourd il n'avait pas compris la motion". "Après avoir pris connaissance de l'amendement, cependant, il dit qu'il aurait voté pour". Le procès-verbal a d'ailleurs enregistré son vote dans le sens indiqué.

6. Le débat débute à 4 heures, selon *Le Devoir* du 10 mai 1935, à la page 1.

7. Selon le *The Quebec Chronicle* du 10 mai 1935, à la page 3, la discussion sur ce sujet aurait duré 1 h 30.

8. *Le Canada* du 10 mai 1935, à la page 8, dit que M. Sauvé votera pour la motion de M. Guertin. Il faut donc conclure que M. Sauvé aurait voté pour la motion non amendée de M. Guertin, puisqu'il a voté contre l'amendement présenté par M. Arcand. M. Sauvé votera d'ailleurs contre la motion amendée, plus tard en soirée.

9. *The Quebec Chronicle* du 10 mai 1935, à la page 3, rapporte que M. Francoeur (Montréal-Dorion) "prononce un discours, fréquemment interrompu, pour réfuter des accusations selon lesquelles ses remarques de l'après-midi étaient étroites d'esprit et de nature partisane, accusations que lui lancèrent les députés de l'opposition, surtout les indépendants".

10. *La Presse* du 10 mai 1935, à la page 18, écrit: "... le temps n'est plus à l'étude." Nous n'avons pas retenu cette phrase, puisque l'amendement présenté par M. Barré reprend la notion d'étude.

11. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

12. Il est déjà 11 h 30, rapporte *L'Événement* du 10 mai 1935, à la page 8.

## Première séance du vendredi 10 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à midi.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Protection sanitaire  
des animaux

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Compagnies de fidéicommiss

**M. Taschereau (Bellechasse)** pour **M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la loi des compagnies de fidéicommiss soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi n'a pour objet que d'apporter les changements nécessaires afin que la charte de la Quebec Savings and Trust Company puisse être amendée pour lui permettre de se fusionner avec d'autres compagnies de fidéicommiss.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

## Loi des compagnies

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Les Oblates franciscaines  
de Saint-Joseph

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie

(M. Fauteux), que les honoraires ordinaires payés pour le bill 137 constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph" soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour but l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

Hôpital Saint-Joseph  
des convalescentes

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), que les honoraires ordinaires payés pour le bill 136 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour but l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

Loi de l'aide  
aux chômeurs

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 modifiant la loi de l'aide aux chômeurs, 1933 soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi de l'aide aux chômeurs de 1933 donne au gouvernement le pouvoir de faire des conventions avec le gouvernement fédéral et les municipalités, pouvoir illimité, quant au montant à dépenser et quant à la durée des conventions.

Il veut, dit-il, limiter les pouvoirs de la loi actuelle du chômage au 1<sup>er</sup> février 1936, obliger le gouvernement à publier, dans la *Gazette officielle*, les arrêtés ministériels relatifs au chômage, montrer la somme mentionnée, l'élément qui est l'objet de la dépense et les localités où l'argent a été dépensé, et déposer des copies des arrêtés ministériels devant la Chambre dans les premiers dix jours de la session.

Il remarque, continue-t-il, que la loi fédérale accorde au moins ce qu'il demande par son présent bill. Les libéraux québécois et fédéraux ne sont apparemment pas d'accord sur cette question. Le chef libéral Mackenzie King et l'honorable Ernest Lapointe, l'ancien ministre de la Justice, cherchent à limiter à un an les pouvoirs extraordinaires du gouvernement fédéral dans le domaine de l'aide aux chômeurs, alors que les pouvoirs du gouvernement québécois s'étendent sur trois ans.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

La loi du chômage de 1933 fut votée à l'unanimité par la Chambre. C'est une bonne loi et elle donne satisfaction depuis lors.

On disait, à l'époque, que les besoins du chômage étaient extraordinaires et qu'il fallait pour les rencontrer, une législation à l'avenant. C'est pour cela que la Chambre a délégué quelques-uns de ses pouvoirs au ministre, en 1933. Il n'y a donc pas lieu de modifier la loi.

Le gouvernement a usé de ses pouvoirs à bon escient et il a placé devant la Chambre un état des dépenses faites, chaque année, par les départements pour les travaux de chômage. Il n'est pas nécessaire de publier les détails dans la *Gazette officielle*, comme on l'a suggéré, car les comptes publics contiennent le détail de toutes ces dépenses. Il n'y a donc pas lieu de modifier la loi, puisque, en fait, le gouvernement agit comme le veut le chef de l'opposition par son bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** admet que l'opposition a reconnu que le chômage, causant des problèmes extraordinaires, devait être traité par des lois extraordinaires. Toutefois, elle croit que ces pouvoirs devraient être limités à une période de douze mois.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de publier les arrêtés ministériels dans la *Gazette officielle*? A-t-il quelque chose à cacher?

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Smart, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bissonnet, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Guertin, Lapointe, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Plante, Rochette, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 33.

Ainsi, la motion est rejetée.

**Loi des produits laitiers**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 238 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

On exempte les sociétés agricoles et laitières de l'obligation de fournir certaines garanties de paiement aux producteurs. On veut empêcher que les fabricants se servent de mauvaise crème ou de mauvais lait pour fabriquer du fromage. On veut aussi empêcher certaines laiteries de vendre du beurre au rabais pour vendre leur lait. Ces ventes au rabais équivalent alors à une baisse dans les prix du lait.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

**M. Guertin (Hull):** La Commission des produits laitiers peut avoir fait du bien mais, malheureusement, les prix du lait ont haussé du fait de la réglementation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette réglementation était nécessaire tant pour la protection du consommateur que du distributeur.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 10 mai 1935****Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;
- bill 54 modifiant le Code municipal;
- bill 57 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 127 relatif à certaines corporations du Lac-Saint-Jean;
- bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier;
- bill 180 modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 202 modifiant l'article 622 de la loi des cités et villes;
- bill 205 remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables;
- bill 209 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable;
- bill 210 modifiant la loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance;
- bill 211 modifiant l'article 697 du Code de procédure civile.

#### **Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), que les honoraires ordinaires payés pour le bill 129 modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance.

Adopté.

#### **Religieux de Sainte-Croix**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), que les honoraires ordinaires payés pour le bill 130 constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'avancement d'œuvres de bienfaisance et d'éducation.

Adopté.

#### **Loi des produits laitiers**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 238 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 20 de ladite loi est modifié:

"a. En en retranchant les mots: "pour l'exécution de la présente loi et, notamment", dans la troisième ligne;

"b. En y ajoutant après le paragraphe *j*, le suivant:

"k. Pour statuer sur toute matière relevant de la présente loi."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. L'article 20 de ladite loi est modifié:

"a. En en retranchant les mots: "pour l'exécution de la présente loi et, notamment", dans la troisième ligne;

"b. En y ajoutant après le paragraphe *j*, le suivant:

"k. Pour adopter les arrêtés ministériels nécessaires à l'application de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"26. Les dispositions de l'article 24 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toute compagnie ou corporation, sauf que les amendes peuvent être augmentées jusqu'à concurrence d'une somme de mille dollars et que le tribunal peut ordonner que, si l'amende et les frais ne sont pas payés par la compagnie ou corporation, ils le soient par tels directeurs, officiers ou employés de la compagnie ou corporation qu'il désigne et dans la proportion qu'il

indique, et que, à défaut de paiement par ces derniers, ils soient condamnés à un terme d'emprisonnement de pas plus de quarante jours."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"10. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"26. Les dispositions de l'article 24 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toute compagnie ou corporation, sauf que les amendes peuvent être augmentées jusqu'à concurrence d'une somme de mille dollars et que le tribunal peut ordonner que si l'amende et les frais ne sont pas payés par la compagnie ou corporation, ils le soient par tels directeurs, officiers ou employés de la compagnie ou corporation qu'il désigne, pourvu qu'ils aient été mis en cause à titre d'accusés et dans la proportion qu'il indique, et que, à défaut de paiement par ces derniers, ils soient condamnés à un terme d'emprisonnement de pas plus de quarante jours."

L'amendement est adopté.

L'article 10 ainsi amendé est adopté.

Les articles 11 et 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois.

### **Loi des véhicules-moteurs**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin): Qu'attendu que, dans notre province, il n'y a qu'une petite proportion des routes ouvertes à l'automobile l'hiver;

Attendu qu'en conséquence un grand nombre de propriétaires ne peuvent se servir de leur automobile pendant une forte partie de l'année;

Cette Chambre exprime l'avis que la loi des véhicules-moteurs devrait être amendée de manière que le propriétaire d'automobile puisse bénéficier d'une remise proportionnelle du coût de sa licence pour la période de suspension d'hiver, en retournant ses plaques au bureau émetteur, cette remise devant être allouée lors de l'émission de la licence de l'année suivante.

Ce sont ceux qui bénéficient le plus de l'usage des routes qui devraient payer davantage. Ce n'est pas ce qui existe actuellement.

Le tarif des permis resterait ce qu'il est mais, à l'automne, lorsqu'un usager remise sa voiture, il retourne ses plaques au percepteur des permis. Le percepteur en tiendrait note et, l'an suivant, il bénéficierait d'une remise proportionnelle. Ce serait, en pratique, la mise à exécution du système qui est employé par les compagnies d'assurances pour automobiles. La plupart des compagnies d'assurance font ainsi une remise, lorsque l'auto ne sert qu'une partie de l'année.

On va me dire que cela diminuerait les revenus de la province. Je ne le crois pas. Même si les revenus de la province devaient en souffrir, la justice de cette mesure devrait primer. Il y a une quantité de gens qui paieraient une licence pour quelques mois, et qui préfèrent ne pas avoir d'auto, plutôt que de payer pleine licence et ne s'en servir que quelques mois. Ce sont surtout les cultivateurs qui ne peuvent se servir de leur auto que quelques mois, parce qu'ils ne peuvent sortir l'hiver. Cette loi serait d'un grand avantage pour la classe agricole. Elle assurerait pour tous une meilleure répartition de la taxe.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il faut d'abord savoir quelle est la base de la taxe imposée à un automobiliste. Il n'y a aucun doute que la licence est une taxe sur un meuble: c'est la seule du genre que nous ayons. Cette taxe ou licence est annuelle. C'est comme la taxe fédérale sur les appareils de radiophonie, et la taxe américaine sur les pianos. On ne peut dire: je me sers de mon radio pendant quatre mois; remettez-moi la balance!

La taxe est annuelle. Cette taxe repose sur la propriété de la chose, et non sur l'usage, tout comme les taxes sur les biens meubles dans d'autres provinces et aux États-Unis. Or, la motion de mon honorable ami repose sur l'usage de l'automobile. Il part donc d'un principe faux. Le député de Huntingdon (M. Fisher) a déjà soulevé cette question à plusieurs reprises en Chambre, et on a alors prouvé que la taxe est établie sur la propriété et non pas sur l'usage.

La province a fait des dépenses considérables pour la voirie: nous avons au-delà de 16,000 milles de chemin. De plus, elle entretient en partie les routes chaque année, et dépense \$5,000,000 de ce chef. Ce n'est pas le temps, alors que les revenus baissent, de tarir des sources de revenus. Ce sont surtout les propriétaires d'autos qui en bénéficient. Comme il ne fait aucun doute que ce sont les automobilistes qui utilisent le plus les routes et qui sont responsables de leur détérioration, il est juste



qu'ils en supportent la plus grande partie du coût de construction, d'entretien et de réparation. Et il n'était que juste que les automobilistes y contribuent. De plus, cette année, le gouvernement impose plusieurs nouvelles taxes. Il ne serait pas logique de diminuer celle qui affecte les automobilistes.

Il est vrai que, dans les campagnes, on ne se sert des autos que quelques mois par année. C'est pour cela que les municipalités rurales payent beaucoup moins cher que les autres pour l'entretien des routes, et, en définitive, les propriétaires d'automobiles en ces localités se trouvent à bénéficier d'une remise. Ce n'est pas la même chose pour l'assurance.

Mon honorable ami veut assimiler la licence aux assurances et il dit que, puisque les primes d'assurances sont réduites pendant les mois où un automobiliste assuré ne se sert pas de sa voiture, il ne devrait pas payer de licence pendant les mois où il ne se sert pas de son automobile. Je dis à mon honorable ami que l'assurance est fondée sur l'usage, dans le cas d'une assurance automobile, et non sur la propriété. On ne peut assimiler cette taxe à une police d'assurance d'auto. Lorsqu'une voiture est remise dans un garage, la compagnie n'encourt plus aucun risque, et il serait injuste d'exiger paiement pour ce temps; il n'y a pas lieu pour elle de retirer des arrhes de l'assuré. Pour toutes ces raisons, je sou mets donc à la Chambre que la motion devrait être rejetée.

(Applaudissements à droite)

**M. Barré (Rouville):** La licence sur les automobiles ne peut être assimilée à la taxe sur les radios. La preuve, c'est que le ministre dit que les routes coûtent très cher, tandis qu'il n'en coûtait rien au gouvernement lorsqu'il a imposé la seconde. Les dépenses de voirie sont occasionnées par ceux qui utilisent les routes et la taxe doit être imposée à ceux qui doivent en bénéficier.

Or, ceux qui ne se servent beaucoup des chemins sont ceux qui utilisent leur voiture douze mois de l'année. Il n'est pas juste de mettre sur le même pied les automobilistes qui en font un usage différent. Une licence d'automobile n'est pas une taxe, mais un permis.

Il demande de nouveau l'adoption de sa motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote.

**M. Barré (Rouville)** demande qu'on attende le député de Hull (M. Guertin).

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La session ne finira jamais.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, Smart, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Caron, Côté (Bonaventure), David, Desmarais, Dufour, Dugas, Fauteux, Fillion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Gauthier, Giguère, Godbout, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thidel, 25.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 36 concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec;
- bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 61 autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés;
- bill 245 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

#### Province de Québec, pêcheries

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 21 mars dernier, sur la motion proposée le même jour: Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée depuis 1933 entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, au sujet des pêcheries de la province de Québec.

La motion, étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

### **Compagnies de chemins de fer**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 19 février, sur la motion proposée jeudi le 7 février dernier: Que cette Chambre apprenne avec regret que des compagnies de chemin de fer congédient des canadiens de Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province et les remplaçant par des gens venant d'ailleurs, quand elles devraient garder autant que possible, dans chacun de leurs réseaux respectifs, les employés qui y avaient leur emploi avant la crise économique et ne pas les mettre ainsi à la charge de leurs municipalités, et qu'elle proteste contre ce favoritisme exercé au détriment des nôtres.

La motion est adoptée.

### **Protection des ressources forestières**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: Que, tel que prévu par l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter, en tout temps et de temps à autre, jusqu'à six dollars la corde de cent vingt-huit pieds cubes apparents, le droit de coupe d'alors pour tout porteur d'un permis de coupe, quant à tout le bois coupé en vertu de ce permis pendant l'année pour laquelle il a été émis, s'il est établi à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil que ledit porteur n'a pas observé les règlements édictés en vertu de ladite loi ainsi que les dispositions des autres lois et des autres règlements auxquels il peut être assujéti ou dont les opérations sont jugées préjudiciables aux intérêts de la province dans l'administration du domaine public.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer que le bill a été changé. Le ministre pourrait-il nous dire à quoi il attribue le marasme dans l'industrie forestière?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai donné mon opinion l'autre jour en exposant l'objet du bill. Mon opinion est basée sur une étude approfondie de la situation et sur l'avis de personnes qui œuvrent dans cette industrie et d'autres qui ne sont pas impliquées dans l'administration des compagnies, mais qui sont considérées comme experts.

Je crois que la principale cause de la crise a été l'excès de production, tant dans la coupe du bois que dans la fabrication du papier. Aussi, les experts ont-ils demandé de réduire cette surproduction. Depuis 1926, comme je l'ai dit, différents organismes, comme l'Institut du papier journal et l'Association canadienne du papier journal, ont été créés pour établir un système d'entente, afin de réduire la production. Ces organismes, qui n'avaient aucun moyen de coercition, mais qui ne pouvaient que compter sur la bonne volonté de chacun, n'ont pas eu de succès. Quelques ententes ont été conclues, mais, malheureusement, en raison du manque de bonne volonté de certains dirigeants qui ont été incapables de respecter ces accords et qui se sont fait la guerre entre eux, tout ceci n'a donné aucun résultat. Non seulement il y a eu des mauvaises volontés qui ont agi, mais on n'a pas voulu regarder la question en face.

Dès 1926, le gouvernement, au cours de conférences, demanda aux producteurs d'être prudents et de réduire la production. D'autres donnèrent aussi des avis semblables: cet avertissement fut donné et par le premier ministre et par le ministre des Terres. Le rapport annuel du ministère des Terres demandait aux usiniers de cesser leur surproduction. Mais on n'en a pas tenu compte. Plus que cela, les six années suivantes, les compagnies ont augmenté le nombre de leurs machines de 55, ce qui rendit la production plus grande. Le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait pour que les parties intéressées s'entendent, mais ne disposait d'aucun moyen coercitif pour gérer cette situation.

Nous avons hésité longtemps avant de demander à la Chambre de nous donner les pouvoirs d'exercer un contrôle, non par la force, comme certains le suggéraient, mais par un contrôle effectif. La décision de demander à la Chambre de donner au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour contrôler la production a été prise cette année.

Ce qui importe le plus, c'est de contrôler la coupe du bois sur les terrains de la couronne. Certaines années, la coupe a été trop importante, les compagnies récoltant de grandes quantités de bois qu'elles laissaient dans les rivières pendant une ou deux années. Ce système est la cause de grandes perturbations dans certaines régions, où l'industrie est très importante. Cela concerne de près ceux qui ont investi un capital énorme, de même que les ouvriers, les colons, les cultivateurs et les marchands. C'est très important aussi pour les autres industries en tant que marché pour leurs biens manufacturés. L'introduction de ce bill aurait été justifiée même s'il n'y avait eu d'autre motif que la protection des ouvriers et des cultivateurs.

Le gouvernement fait un effort en déposant ce bill, et dit souhaiter que cette mesure ait pour effet de ramener les industriels à la raison et de faire cesser leurs tactiques des trois ou quatre dernières années qui ont presque plongé l'industrie dans le désastre.

Des mesures semblables, mais encore plus draconiennes, ont été adoptées en Angleterre et aux États-Unis pour réglementer les industries du charbon, de l'acier, etc. Par ce bill le gouvernement veut empêcher les compagnies de couper plus de bois que nécessaire pour répondre à leurs commandes et ainsi, aussi, les empêcher de déséquilibrer le marché et d'affecter les conditions de travail. Il ne fait aucun doute dans son esprit que si la situation actuelle perdure, une catastrophe encore plus grave risque de se produire.

Le gouvernement demande à ce qu'il puisse obtenir toute l'information nécessaire concernant à la fois la quantité de bois que les compagnies ont besoin pour respecter leurs contrats, de même que leurs intentions. Alors, nous pourrions leur indiquer quelle quantité de bois elles pourront couper sur les terres de la couronne sur lesquelles elles détiennent des concessions. Nous demandons aussi le pouvoir de mettre en œuvre les règlements nécessaires pour que les ouvriers soient protégés adéquatement.

Le bill demande à que le gouvernement puisse charger jusqu'à \$6 par corde (\$12 par 1,000 pieds planche).

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas faire de personnalités et je ne veux pas attaquer la personnalité du ministre. Je ferai tout mon possible pour ne pas peiner le ministre lui-même, et je ferai la distinction entre l'homme et le ministre. Cependant, il nous faut, pour remplir nos mandats, consentir parfois de durs sacrifices. Il est des choses que je veux dire.

Le ministre des Terres et Forêts a indiqué comme une des causes de la déconfiture de notre industrie forestière la surproduction. Mais il n'a pas expliqué la cause de la surproduction. D'accord. C'est là la cause apparente, mais il faut remonter plus loin. D'où vient la cause réelle? Il importe de peser la substance de la loi présentée pour en mesurer la portée. La loi se résume à ceci: elle demande, en marge de la tradition, d'accorder au gouvernement des pouvoirs excessifs et exorbitants. L'attitude du gouvernement tiendrait de la comédie, si les conséquences n'étaient pas si tragiques. Et c'est en étudiant ces causes que l'on verra si l'opposition serait justifiable d'accorder au gouvernement les pouvoirs exorbitants qu'il réclame.

La surproduction! Il faut avoir de l'audace comme le régime, pour en parler. Car le gouvernement qui nous demande les pouvoirs pour empêcher la surproduction est le même gouvernement qui l'a causée, l'a encouragée, développée. C'est le médecin de famille qui, ayant tué neuf des dix enfants d'une famille, demande des pouvoirs exceptionnels pour imposer les remèdes au dixième enfant qui a échappé à ses griffes. Mais c'est le gouvernement qui est responsable de la surproduction!

De 1924 à 1925, le premier ministre et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) ont parcouru la province en vantant une nouvelle politique d'industrialisation. Les moulins allaient surgir partout et l'on établirait les fils de cultivateurs, etc. Or, cette industrialisation à outrance, mal digérée et mal dirigée, non seulement a provoqué l'exode des campagnes vers les villes et construit une prospérité de façade qui ne devait crouler que plus lourdement et faire plus de victimes, mais elle devait fatalement conduire à la surproduction et à la surcapitalisation. De 1923 à 1927, soit en quatre ans, le gouvernement a vendu au-delà de 4,000 milles carrés de limites forestières, soit 50 fois plus qu'aucun gouvernement n'en a vendu précédemment en vingt années. En fait, on a liquidé la dernière partie de notre domaine forestier accessible du point de vue économique. Le gouvernement, au lieu d'organiser l'exploitation par un développement d'ensemble rationnel, comme dans les autres pays, a imposé la surproduction inévitable.

Aucune mesure n'a été prise pour restreindre la production. Car, avec la vente des limites, il imposait la condition non seulement de construire des moulins, - il vendait ses limites à condition que des moulins fussent construits, - mais exigeait que les moulins eussent des capacités extraordinaires, sans s'occuper si cette énorme production n'allait pas

inonder les marchés, et même sans savoir si les limites permettraient de fournir à pareille production: Au point culminant de cette orgie, un territoire a été cédé à la Leaside Engineering Company, maintenant la Lake St. John and Paper Company, mais à la condition qu'un moulin d'une capacité de 200 tonnes par jour soit érigé. Ce fut la même chose sur la Gatineau en Abitibi où on exigeait 400 tonnes par jour. En 1923 et 1924, le gouvernement a forcé la construction des moulins et imposé une augmentation de production de mille tonnes par jour. C'était vouloir la surproduction.

Comme question de fait, il se trouve que l'excès de production dans la capacité de nos moulins est de mille tonnes par jour.

Le gouvernement, non seulement a imposé la surproduction, mais il l'a favorisée par le travail du dimanche, augmentant ainsi par sa complicité tacite la production d'un septième et même plus. Le ministre dit qu'il n'a pas de moyens de coercition? Mais il en avait, pour forcer les compagnies à produire! Il devrait songer qu'il a obligé les compagnies à produire des milliers de tonnes par jour, sous peine de perte des limites forestières, et qu'il aurait pu restreindre ladite production de 15 %, rien qu'en faisant observer la loi du repos dominical.

Le ministre des Terres invoque comme cause du marasme de l'industrie papetière l'excès de coupe, l'excès des approvisionnements de bois. Mais comment peut-il avoir l'audace d'affirmer la chose tranquillement lorsque, depuis des années, le gouvernement a accordé pour \$6,000,000 de réduction dans les droits de coupe, et ce, alors que les usines avaient trop de bois, qu'elles avaient fermé leurs portes ou réduit leur production à un rythme très ralenti. Qui donc alors a fait couper trop de bois, qui a invité, supplié même les usiniers à augmenter l'approvisionnement déjà trop considérable, alors que le bois coupé se perdait près des moulins?

Le premier ministre s'excusait d'accorder ces réductions, sous prétexte qu'il remédiait à la crise. On voit aujourd'hui, par les déclarations du ministre des Terres comme il a réussi, comme il a été sage et prudent. En réduisant les droits de coupe, le gouvernement donnait une prime à l'excès de production. Est-ce que l'on peut aujourd'hui faire confiance à ces mêmes hommes pour améliorer la situation ou n'est-il pas temps d'avoir un nouveau médecin.

Non seulement le gouvernement a provoqué lui-même la surproduction du papier, puis la surproduction des approvisionnements, mais il y a aidé par un autre moyen. En effet, malgré la loi, il a autorisé des coupes rasées, sans plan d'aménagement

et inventaire. La loi exige en effet que, dans ce cas, le permis soit conditionné à un plan d'aménagement et d'un inventaire des forêts où l'on fait la coupe rasée.

En plus, le gouvernement n'a pas fait la classification de nos forêts, malgré les demandes pressantes de l'opposition depuis 30 ans et plus. Il ignore quel est notre domaine, ses possibilités, ses promesses. Pendant des années, l'opposition a demandé au gouvernement de faire l'inventaire de nos forêts. En 1921 ou 1922, le gouvernement a amendé la loi des terres de façon à défendre aux compagnies de couper des arbres en-dessous des limites permises, soit 10, 7 et 6 pouces, à moins de fournir au département un inventaire établissant la situation financière des limites et d'indiquer un plan d'aménagement. C'est une bonne loi. Mais, depuis lors, le gouvernement a multiplié les arrêtés en conseil pour autoriser les coupes rasées, en bas du diamètre permis, sans inventaire ni plan d'aménagement, pour permettre aux compagnies d'ignorer la loi et pour laisser tomber les amendes pour infraction à la loi. Non seulement on a permis aux compagnies de violer la loi, mais on a accordé des exemptions avec effet rétroactif.

Le ministre a indiqué aussi la surcapitalisation comme une des causes du marasme de l'industrie forestière. C'est elle qui a occasionné la surproduction et les désastres que l'on sait. Avec elle, on fait payer un intérêt à des taux usuraires sur des biens qui n'existent pas. Mais qu'est-ce qu'il a fait pour l'empêcher? Cette surcapitalisation, comment a-t-elle pu se produire, sinon grâce aux lois provinciales que le gouvernement refuse d'amender? Ces compagnies qui ont exploité nos forêts étaient incorporées en vertu des lois provinciales, et d'ailleurs le gouvernement pouvait les y forcer, puisqu'elles exploitaient les domaines forestiers de la couronne. Si elles ont surcapitalisé, c'est donc que les lois provinciales le leur permettaient, ou parce que le gouvernement, qui avait le devoir de surveillance, les a laissées faire leur œuvre destructrice.

Le ministre a parlé des ouvriers. Les lois du gouvernement n'ont pas protégé les ouvriers, loin de là. Cette surcapitalisation a entraîné l'exploitation éhontée de nos bûcherons que le ministre veut protéger maintenant, du moins il donne ce motif comme une des raisons de la loi. Mais les bûcherons, on les a laissés exploiter de façon ignoble, au su et au vu du gouvernement, des ministres. Et les bûcherons ont été exploités précisément, alors que le gouvernement faisait un cadeau de \$6,000,000 de réduction des droits de coupe aux compagnies.

Quand les ouvriers achetaient des actions mouillées des industries papetières, le gouvernement ne pensait pas aux ouvriers. Mais quand des compagnies se plaignent, quand les marchands de bois veulent augmenter les profits, le gouvernement agit immédiatement. Quand, pendant trois ans, les bûcherons ont été exploités, le gouvernement n'y pensait pas et il n'amendait pas ses lois, source de leurs maux.

Quand les bûcherons étaient exploités, qu'est-ce que le gouvernement faisait?

La loi actuelle est du camouflage. Elle est aussi une prime au chantage et à l'intimidation. Le gouvernement pourra accorder ses faveurs à certaines compagnies et en persécuter d'autres. Il n'y a pas un maître-chanteur qui en concevrait une meilleure, qui favorisera plus la petite politique, à même nos ressources naturelles.

Cette loi suit à toutes les lignes les préparatifs électoraux de ceux qui veulent, aux dépens de nos forêts et de la justice, bâtir une caisse électorale abondante.

Avec cette loi, le gouvernement ne peut faire que de l'intimidation et du chantage. L'industrie forestière sortira du marasme le jour où on aura la coopération des intéressés et où toutes les entreprises seront sur le même pied.

La province de Québec n'est pas le seul endroit où l'on retrouve des moulins à papier. Il fut un temps où Québec profitait d'un marché extraordinaire. Aujourd'hui, il y a l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et même l'Alaska. Il y a aussi Terre-Neuve et l'Île d'Anticosti dont le potentiel doit être pris en considération.

On ne doit pas mettre dans nos Statuts cette loi qui fera de Québec un Robinson sur son île, déclare-t-il. Ce n'est pas en faisant des déclarations, en apparence courageuses, ni en faisant des remarques provocatrices, que nous réglerons la situation. Car il nous faut forcément tenir compte des conditions de l'extérieur, des autres provinces et ne pas leur permettre de développer leur industrie forestière en tuant la nôtre.

Beaucoup de prospection a été faite aux États-Unis et l'on a trouvé en Géorgie et en Caroline du Nord des arbres pouvant servir à la fabrication du papier journal. Le fait de prononcer des discours enfantins et violents, de nature à provoquer, n'aidera pas la province. Il pourrait résulter de cette mesure que nos meilleurs clients regardent ailleurs pour leur papier journal, même s'ils doivent payer un prix plus élevé. Aussi, il ne faut pas oublier la Norvège et la Suède.

L'opposition est prête à coopérer dans toutes les mesures légitimes et rationnelles, mais pas avec les grands coupables responsables du désastre actuel au premier chef, surtout dans une loi qui aggrave les abus au lieu de les supprimer. On ne demande pas à ceux qui nous ont conduits aux portes du tombeau de nous guérir. La loi qu'on nous demande de voter permettra au gouvernement de faire chanter les compagnies à la veille des élections et de favoriser, encore plus, certaines autres.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. le président, je pourrais suivre le chef de l'opposition, dans le système qu'il a adopté et employer l'injure, les insinuations, les épithètes, pas grossières, mais offensantes. C'est le genre qu'il a adopté depuis le commencement de la session, et il verra où ça le conduira. Même ses amis en sont dégoûtés: ils viennent nous le dire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui sont-ils?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Que mon honorable ami se tienne tranquille.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'ordre à recevoir du premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mais laissons cela de côté. La question est trop importante pour la discuter de cette façon.

Mon honorable ami nous a dit tantôt que le gouvernement avait commis des incartades. Il a parlé d'impéritie du gouvernement, de lois odieuses, de la responsabilité des ministres. D'après lui, tout ce qui est arrivé, c'est la faute du gouvernement. M. le Président, la situation dans l'industrie de la pulpe et du papier est déplorable pour la province de Québec; elle est fort ennuyeuse, tout le monde le sait. Toutefois, ce n'est pas la seule industrie à être affectée par la crise. Mais le chef de l'opposition tient absolument à en rendre le gouvernement responsable. Si le papier ne se vend pas, c'est la faute du gouvernement! Si les prix sont trop bas, c'est la faute du gouvernement!

S'il y a la crise, c'est la faute du gouvernement! Est-ce la faute du gouvernement si le papier qui se vendait \$140, à l'époque de la guerre, ne se vend plus que \$40? Tous se jetaient dans l'industrie du papier, il y a quelques années. On voyait pour l'industrie de la pulpe et du papier un avenir illimité. Dans le temps, nos amis ne disaient pas: Arrêtez, soyez prudents! Ils faisaient comme les autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1923, j'ai attiré l'attention de mes compatriotes sur les dangers de la surproduction, et je n'ai cessé de le répéter depuis.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les conservateurs à cette époque ont fait comme les autres. Les conservateurs, les rois de la finance, ont encouragé l'industrie du papier. Et puis, la crise est arrivée.

Il n'y a pas que l'industrie du papier qui ait été frappée. Prenez le Pacifique Canadien, prenez le Canadien National qui saigne à blanc le gouvernement du Canada, prenez nos plus grandes maisons de commerce! On a démontré en cette Chambre, il y a quelque temps, que le commerce du gros est par terre. Est-ce la faute du gouvernement si l'industrie de la pulpe et du papier a été frappée comme les autres? Ce n'est pas nous qui avons créé la crise. Nous devons faire face à la situation avec calme et courage. Regardons la situation telle qu'elle est et voyons quel remède peut être administré. Ceci est préférable au blâme qu'il nous lance. Mon ami ne propose aucun remède. Le chef de l'opposition aurait pu nous suggérer des remèdes au lieu de nous blâmer. Mon honorable ami a dit qu'il était prêt à nous tendre la main.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un pont d'ordre. Je n'ai jamais dit cela. Au contraire, j'ai dit que je ne pouvais pas avoir confiance au gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Même si vous nous la tendiez, nous n'en voudrions pas non plus!

(Applaudissements à droite)

Nous traversons actuellement des circonstances qui exigent le concours de toutes les bonnes volontés pour le bien du pays et de la province. Tous ceux qui veulent le progrès dans la province doivent coopérer ensemble au lieu de se lancer la boue à la figure, et le gouvernement est prêt à écouter les suggestions, qu'elles viennent de l'opposition ou d'ailleurs.

Mon honorable ami dit que nous voulons ruiner l'industrie du papier? Ce projet est approuvé par l'industrie du papier. Le gouvernement a rencontré les propriétaires d'usines et il leur a soumis son projet. Ce projet a été discuté par tous ceux qui s'y connaissent et il a été approuvé par eux. Tous les manufacturiers du pays se sont réunis et ils ont approuvé le bill dans ses grandes lignes, le considérant comme le seul moyen propre à ramener dans l'industrie du papier de la province de Québec.

Je l'ai dit tantôt, de \$140 la tonne<sup>3</sup> qu'il était, le prix du papier a dégringolé à \$40, et dans plusieurs cas à \$38, \$37 et même \$35, la tonne<sup>4</sup>. Je ne connais pas un manufacturier qui ne dirait pas qu'avec un prix de \$40 la tonne<sup>5</sup> une usine ne peut vivre, ne peut payer de salaire raisonnable à ses ouvriers.

Serait-il juste que l'on dévastât nos forêts sans que la province en ait un juste retour? Permettons-nous la continuation de ce régime? Non! Nous avons pensé faire ce projet de loi qui nous permettra, lorsqu'un concessionnaire coupera les prix, vendra le papier pour des sommes dérisoires, après avoir dévasté nos forêts, de l'empêcher de sacrifier notre domaine public forestier, sans profit pour personne.

Nous ne fixerons pas les prix du papier, mais nous voulons être en mesure d'empêcher la dévastation de nos forêts, si nous nous trouvons en présence de cas comme celui qui s'est présenté l'année dernière.

L'an dernier, après des pourparlers entre le gouvernement et les compagnies, il fut entendu que les usiniers vendraient leur papier \$42.50 la tonne pour les premiers six mois de 1935, jusqu'au mois de juillet, et à \$45 pour les autres six mois. Si on s'en était tenu à ces chiffres, c'est une somme de \$100,000<sup>6</sup> en plus qui serait allée à la province de Québec. Eh bien! Non! Au lieu de cela, deux compagnies nous ont fait manquer notre coup. Deux compagnies n'ont pas voulu se rendre aux désirs des autres compagnies, n'ont pas voulu coopérer avec elles, ont refusé de se conformer au "gentlemen agreement"<sup>7</sup>, l'accord sur l'honneur qu'elles avaient conclu.

Elles ont coupé les prix. Comme résultat, ce fut une course à qui aurait des contrats chez les acheteurs. On fit des arrangements secrets, des conventions secrètes, au mépris des ententes pour vendre son papier aux États-Unis. Je l'ai dit et je le répète, je ne connais pas de groupes d'industriels aussi peu loyaux entre eux-mêmes que les manufacturiers de papier. S'ils s'en étaient tenus à la convention fixant le prix à \$45 la tonne, on aurait fait un profit léger, il est vrai, mais on aurait sauvé la situation, leur industrie était sauvée. Voyez dans quelle situation nous nous trouvons maintenant!

Les "publishers" américains, en voyant la tournure que prenaient les choses, ont couru vers les manufacturiers, et c'était à qui aurait obtenu les rabais les plus considérables, conclu les conventions les plus secrètes, payé les commissions les plus grosses pour avoir des rabais. Pouvons-nous laisser se continuer ce système?

Le chef de l'opposition, avec sa charité actuelle, dit que notre bill constitue une manœuvre politique pour favoriser les amis et faire tomber les adversaires. Je ne sais pas comment mon honorable ami a le cœur et le cerveau faits. Il ne croit à la loyauté, à l'honnêteté, au désintéressement de qui que ce soit. Mais le Parti libéral a la confiance du peuple. Nous sommes heureux que la confiance du peuple nous fasse oublier ces injures-là, et nous permette de continuer d'avancer sans inquiétude.

Que mon honorable ami soit sûr d'une chose! Le bill que nous présentons maintenant est essentiel à la vie industrielle de la province de Québec. Notre loi n'est pas si mauvaise que cela, et s'il veut s'en convaincre qu'il lise le *Journal*, d'Ottawa, un journal conservateur publié en dehors de la province de Québec et qui dit dans un article: "M. Taschereau a raison." L'article dit que le gouvernement de Québec prend les moyens voulus pour sauver l'industrie du papier et ne se laisse pas effrayer par les menaces. Pourtant, mon honorable ami dit que notre loi est dangereuse; il parle des incartades du premier ministre, mais le *Journal* affirme que le premier ministre a bien fait, qu'il ne s'est pas laissé effrayer par les "publishers" et qu'il continue à marcher de l'avant!

Le *Financial Council*, un journal financier, approuve lui aussi l'attitude du gouvernement de Québec et adjure le premier ministre de ne pas s'occuper de ce que diront les États-Unis. C'est encore le *Financial Council* qui affirme que ce sont les manufacturiers de papier qui sont cause du marasme qui existe dans cette industrie. L'intervention du gouvernement du Québec "is warranted" dit ce journal, et je garde le mot parce qu'il est expressif. Voici deux journaux étrangers à la province qui se rangent avec nous, qui nous disent d'intervenir.

Que dit d'ailleurs la loi actuelle? Elle permet au ministre des Terres et Forêts ou à ses officiers d'autoriser la coupe de bois sur les terres de la couronne, selon les taux et les conditions établis par le gouvernement. Le bill qui est actuellement devant la Chambre n'offre rien de beaucoup plus radical que cela. Il nous donne le droit de faire des conditions, de fixer les tarifs de la coupe, etc. L'article 68 de la loi des terres actuellement en vigueur nous donne presque tous les droits que nous demandons.

Nous mettons ceci dans la loi, afin de nous permettre d'exercer une action bienfaisante sur les manufacturiers pour les inciter à respecter les conventions et les ententes. Une compagnie seule a ruiné l'industrie l'année dernière. Quand nous nous sommes rendus compte de ce qu'elle faisait, nous lui avons refusé la réduction accordée sur les droits de

coupe. Nous avons tout de suite reçu un chèque pour \$30,000<sup>8</sup> qui représentait la différence entre les droits réduits et les droits ordinaires, et ce fut tout. Cela n'a pas empêché la compagnie de faire peut-être \$100,000 ou \$200,000 de bénéfices. Quand les autres compagnies vendaient leur papier \$42.50 la tonne, elle le vendait \$37. Elle a réussi ainsi à désorganiser le marché. C'est pour cela que nous disons: Le ministre des Terres sera autorisé à exiger un droit de coupe jusqu'à \$6 la corde.

Mais lorsque cette compagnie respectera la loi, lorsqu'elle paiera des salaires raisonnables à ses ouvriers, lorsqu'elle respectera les lois de l'hygiène, lorsqu'elle ne vendra pas son bois à des prix dérisoires, lorsqu'elle ne coupera pas le bois sans lui faire produire un revenu raisonnable, le ministre pourra accorder une réduction. Les compagnies qui ne se conformeront pas à cette réglementation devront payer le plein prix, des droits de coupe tellement élevés qu'elles ne pourront plus vivre. L'industrie sera sauvée malgré elle. Ce ne sont pas deux ou trois producteurs qui pourront mettre une industrie de cette envergure, nécessaire à la province, aux portes de la ruine.

Nous disons, en outre, que les compagnies devront dénoncer leurs contrats au gouvernement, afin que nous sachions à quel prix elles veulent vendre leur papier. Elles devront aussi dénoncer au gouvernement le montant de bois qu'elles entendent couper pour remplir ces contrats. Par ce moyen, nous pourrions empêcher les compagnies de faire des coupes exagérées. S'il y a un meilleur projet que celui-là, nous en sommes.

Nous sommes prêts à améliorer notre bill. Mais je puis vous dire que, pendant des mois, nous avons étudié la situation; nous nous sommes entourés d'hommes pratiques, désintéressés, très au fait de la situation, et le projet de loi que nous soumettons à la Chambre est le résultat de leur travail. Les conférences qu'ils ont eues, les conseils qu'ils ont donnés pour remédier au mal et ramener la prospérité dans l'une des plus grandes industries de la province de Québec. Nous nous sommes trompés? Je ne le crois pas. L'avenir le dira.

Nous disons dans notre projet que la loi sera mise en vigueur seulement après proclamation par le lieutenant-gouverneur. Serons-nous forcés de l'appliquer? J'espère que non. Je déclare à cette Chambre que c'est notre intention, avant de la mettre en force, d'essayer de nous entendre avec les autres provinces où il se produit de la pulpe et du papier, afin de réaliser, si possible, l'uniformité de législation.

Nous comprenons très bien que si nous sommes les seuls à avoir une telle loi, les résultats pourraient être mauvais pour nous. Nous ne voulons pas, encore une fois, nous servir de la loi, mais nous voulons avoir une arme à leur montrer qui nous permettra d'agir, si les compagnies ne se conforment pas aux règlements. Il ne s'agit pas de nous isoler comme Robinson Crusoé dans son île, mais d'essayer de remédier à une situation déplorable.

Nous ne voulons pas isoler la province, mais nous la voulons forte, nous voulons la faire respecter. Les "gentlemen agreements"<sup>9</sup> accords sur l'honneur valent ce qu'ils valent, de même que les ententes, mais lorsque l'on ne les respecte pas, nous voulons pouvoir dire à l'industrie: Si vous ne vous conformez pas aux règlements, vous en subirez les conséquences.

Mon honorable ami, nous reproche la surproduction et il nous dit: Vous avez réduit les droits de coupe. C'est vrai, mais nous les avons réduits à la demande des ouvriers, pas des compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais au bénéfice des compagnies.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous préférons voir les ouvriers travailler que de les voir sous les secours directs. Mon honorable ami nous le reproche. Les compagnies nous ont fait remarquer qu'à \$40 ou \$38 la tonne de papier, il leur était impossible de faire travailler les ouvriers à moins de réduire les droits de coupe. Et alors, nous avons réduit les droits de coupe de façon à coopérer avec les compagnies, en faveur des ouvriers. Et comme résultat, 50,000 hommes ont travaillé en forêt, l'hiver dernier.

Mon bon ami nous a aussi reproché d'avoir permis des coupes rases. Aucune coupe rase ne peut être faite sans une autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil. Or, si vous regardez les arrêtés ministériels passés et signés permettant les coupes rases, vous verrez toujours que ces coupes ont été autorisées par M. Piché ou par un officier du département, d'après un certificat portant que cette coupe était autorisée à cause de la nature du sol, etc. Tous les arrêtés ministériels étaient accompagnés d'un certificat d'un officier que c'était dans l'intérêt de la forêt. Si l'on veut maintenant détruire nos forêts sans profits pour la forêt, nous pourrions intervenir.

Encore une fois, nous invitons tous les hommes de bonne volonté à coopérer avec nous. Nous avons soumis notre projet à l'industrie et nous

le mettrons en force si la chose est nécessaire, mais j'espère qu'elle ne le sera pas. Nous voulons simplement posséder une arme, afin de pouvoir sauver contre la dévastation, faire travailler les ouvriers et assurer la vie et le maintien d'une des plus belles industries de la province.

(Applaudissements à droite)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée.

**Troisième séance du 10 mai 1935**

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des  
produits laitiers**

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés en comité plénier au bill 238 modifiant la loi des produits laitiers.

Les amendements sont adoptés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), l'amendement suivant:

Que le bill no 238, intitulé: "Loi modifiant la loi des produits laitiers", soit renvoyé de nouveau en comité afin de l'amender.

a. De façon que la garantie stipulée en faveur des cultivateurs qui sont fournisseurs producteurs soit suffisante et solide, tout en rendant justice à tous les intéressés;

b. De façon que toutes les précautions nécessaires soient prises pour que la pesée du lait et de la crème rende pleine et entière justice aux producteurs et aux consommateurs.



L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Guertin, Sauvé, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Desmarais, Dugas, Filion (Laval), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Mercier fils, Perrault, Plante, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 20.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Desmarais, Dugas, Filion (Laval), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Mercier fils, Perrault, Plante, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 20.

**Contre:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Guertin, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Industrie laitière

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 24 avril dernier, sur l'amendement proposé le même jour par le député de Bellechasse (M. Taschereau) à la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) proposée le jeudi 2 avril dernier: Qu'attendu que la Commission d'industrie laitière est en opération depuis assez longtemps pour permettre d'apercevoir les lacunes qui existent dans la législation qui l'a créée;

Attendu qu'il existe encore de nombreux abus dont sont victimes le producteur et le consommateur:

Cette chambre recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires:

a. Pour assurer un traitement plus équitable aux cultivateurs producteurs de lait;

b. Pour donner aux consommateurs la part de protection à laquelle ils ont droit.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "est en opération" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Qu'elle aide les producteurs de lait à disposer avantageusement de ce produit et offre aux consommateurs une large mesure de protection, surtout au point de vue hygiénique.

Cette Chambre prie le gouvernement de collaborer avec la dite Commission pour rendre son travail plus efficace et plus avantageux aux cultivateurs comme aux consommateurs.

**M. Barré (Rouville):** La motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est très claire et elle devrait être acceptée. On a, par toutes sortes de chinoiseries, augmenté les frais de conservation et de la manutention du lait. Certains mettent les conditions hygiéniques de l'avant pour favoriser le trust du lait. La grande plaie de l'industrie laitière, c'est la falsification du lait. Le gouvernement doit intervenir. La Commission de l'industrie laitière a donné des résultats, mais pas tous ceux que l'on était en droit d'attendre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette motion du député de Deux-Montagnes me donne l'occasion de reconnaître le travail intelligent et ardent de la Commission de l'industrie laitière. Elle a su concilier les intérêts les plus opposés et unir les volontés les plus divergentes. Par leurs ordonnances courageuses, les membres de la Commission ont bien servi les intérêts des producteurs comme des consommateurs de lait.

Autrefois, le producteur de lait touchait 25 cents sur le dollar dépensé par le consommateur. Aujourd'hui, depuis un an, il en touche 40 et parfois 50, grâce aux réglementations de la commission. C'est lui, le producteur, qui dépense le plus d'énergie, et même le plus d'argent, de tous ceux qui retirent quelque chose du lait. La situation s'améliore encore, à mesure que la Commission prendra bien en main le contrôle de la situation. Grâce à elle, le producteur de lait est traité honnêtement sur le marché. Et nous espérons qu'avant longtemps il touchera 50 cents<sup>10</sup>. Autrefois, certaines laiteries filoutaient honteusement le cultivateur.

La Commission a ensuite rendu service aux consommateurs. Le lait est maintenant plus sain. Avant 1929, les cultivateurs offraient un produit de première qualité. De 1929 à 1933, ils ne pouvaient pas faire tous les frais nécessaires à la présentation d'un bon produit. Cela, les producteurs l'ont dit eux-mêmes. La Commission a mis de l'ordre dans la production de lait. Les médecins imposent aux producteurs des précautions d'hygiène que je ne suis pas prêt à blâmer, comme a semblé vouloir le faire le député de Rouville (M. Barré). Si les cultivateurs vendaient leur lait dès la traite, on pourrait traiter les précautions hygiéniques de la pasteurisation, par exemple, comme une chinoiserie scientifique.

Mais il ne faut pas oublier que le lait n'est pas vendu immédiatement après la traite. Il s'écoule parfois 24 heures et même 36 heures entre la traite et la consommation. Les précautions hygiéniques sont donc nécessaires.

Le consommateur est ensuite protégé par la stabilité de la Commission. La Commission protège le consommateur en faisant donner au producteur un prix plus raisonnable pour le cultivateur. Il est protégé contre les prix fantaisistes, les fausses quantités, et tous les autres petits moyens employés souvent, autrefois, pour le tromper.

Quelques-uns ont dit: La Commission ne permet pas aux familles nombreuses d'acheter leur lait à un prix de faveur et la Commission ne permet pas que l'on vende le lait non pasteurisé moins cher que le lait pasteurisé. Il ne faut pas oublier qu'il y a, sur certains marchés de la province, un marchandage tel que le vol deviendrait facile, si l'on n'attendait pas pour réaliser la première idée que l'éducation des intéressés soit faite. Quant au prix du lait pasteurisé et du lait non pasteurisé, cela peut sembler injuste à première vue, mais le cultivateur retire une plus grande protection de la façon actuelle de procéder. La Commission devra considérer le moyen d'assurer, dès que cela sera praticable et sage, le lait à un meilleur prix aux familles nombreuses, et d'assurer le lait cru à un meilleur prix que celui du lait pasteurisé.

Les distributeurs ont aussi été protégés par la commission. Ils ont une concurrence plus honnête et une stabilité avantageuse. Quant à la distribution du lait, le système est anormal, illogique dans la plupart de nos villes. Actuellement, chacun des distributeurs est obligé d'aller dans tous les quartiers de la ville. La Commission remédiera à cette situation dans quelques années. Elle pourra même aller plus loin. Elle a un beau travail à faire et elle le fera. Nous n'avons pas besoin d'aller plus loin dans la législation réglementant la Commission. Une nouvelle législation s'imposera quand la mentalité sera faite. Il est entendu que le gouvernement verra à empêcher que le distributeur nuise au juste profit du producteur.

Il ne faut pas opposer les classes sociales. Il faut travailler pour la classe agricole avec ténacité et se persuader que ce n'est pas en arrachant tout à une classe au profit de l'autre que l'on ramènera la stabilité générale nécessaire à la bonne santé du monde. La politique n'est pas un jeu de balle. Ottawa a ses responsabilités, Québec a les siennes. Ottawa a une législation pour contrôler la pureté des produits, et, de fait, il a légiféré. Mais la falsification dont on a parlé tantôt est difficile à contrôler. Le fédéral empêcherait bien mieux la falsification en défendant

l'importation des moyens de falsification chez-nous. Il est du devoir de tout le monde de coopérer avec les autorités pour empêcher cette falsification. La Commission agira dans le meilleur esprit de coopération à l'avantage de tous les intéressés. La Commission étudiera, dans le meilleur esprit, les suggestions qui lui seront faites. Pour toutes ces raisons, je voterai pour l'amendement du député de Bellechasse (M. Taschereau) et contre la motion.

**M. Guertin (Hull):** Avec le système actuel, on augmente le coût de la distribution au lieu de le diminuer, et l'on tue la petite industrie. Il faut apporter certaines modifications à la loi qui régit la Commission de l'industrie laitière, sans quoi celle-ci perdra du crédit et devra disparaître.

Il déclare qu'il votera pour la motion Sauvé, mais contre l'amendement Taschereau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lors de l'ouverture du débat, le député de Bellechasse (M. Taschereau) a prétendu qu'il y avait injure dans la motion. Il n'y a pas injure, puisque le ministre a cru bon d'apporter des amendements à la loi, entretemps. Il n'y a pas un mot de politique dans ma motion; elle n'a que l'intérêt des cultivateurs et des consommateurs en vue. Pourquoi cet amendement du député de Bellechasse? Pour demander au gouvernement de collaborer avec la Commission? Mais c'est donc qu'il n'y a pas eu de collaboration dans le passé? Il me semble que l'amendement est beaucoup plus désagréable pour le gouvernement que ne l'est la motion elle-même.

L'opposition demande le vote.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les députés ministériels devraient rester en Chambre. Nous perdons du temps!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est un scandale inqualifiable! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas le seul.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons bien du monde à réunir, nous.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Bélanger, Caron, Chouinard, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dugas, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lapointe, Mercier fils, Paquet, Perrault, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 29.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Guertin, Sauvé, 7.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas de la votation précédente.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels et commerciaux, Statuts refondus, 1925, chapitre 182, amendé par 24 George V, chapitre 55 (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Guertin (Hull)** discute de certains amendements à la loi des accidents du travail et de certains aspects des estimés budgétaires du ministre du Travail (M. Arcand).

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député n'est pas dans l'ordre.

**M. Guertin (Hull):** Que le député de Trois-Rivières ne s'imagine pas que ce n'est que lorsqu'il parle qu'il se dit des choses raisonnables dans cette Chambre, que ce n'est que lorsqu'il parle que la discussion est dans l'ordre! Le député de Trois-Rivières n'a pas de plus grand désir que celui de toujours trouver nos lois en défaut. Je lui demande: quel item, étudions-nous actuellement?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle des sommes dépensées par le ministère du Travail.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Le gouvernement consacre une somme de \$200,000 par année pour administrer le ministère du Travail dans l'intérêt des ouvriers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au mois d'avril 1933, nous avons découvert que les ouvriers employés à des travaux de chômage par des municipalités ne pouvaient bénéficier de la loi des accidents du travail. Le gouvernement a adopté un ordre en conseil décrétant que les ouvriers qui travaillent pour le compte des municipalités, en retour des secours directs qu'ils reçoivent, ne tombent pas sous le coup de la loi des accidents du travail. L'ordre en conseil s'applique aussi, quand les chômeurs travaillent pour le compte d'entrepreneurs qui exécutent des contrats pour les municipalités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela est rétabli maintenant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis quand?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Depuis huit jours. La Commission a passé une résolution demandant le rappel de l'ordre en conseil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y en a pas moins eu négligence inqualifiable. Les ouvriers ont perdu des milliers de piastres, depuis deux ans, à cause de l'ordre en conseil en question. On exploitait la souffrance des ouvriers et on privait ces derniers d'un recours auquel ils avaient droit. L'ordre en conseil a été signé à la demande du procureur général.

Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu si longtemps? C'est au mois d'avril que cette question a été soulevée. Il n'y a encore que la moitié du chemin de fait, après une seconde réclamation de l'opposition.

Il propose que, dès demain, les engagements formels du premier ministre soient respectés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les indemnités payables aux chômeurs ont été abolies à la demande des villes. Nous avons demandé à la Commission de rétablir cette indemnité. Il a fallu que la Commission se mette en communication avec les municipalités.

Nous sommes d'accord pour rétablir cette indemnité dans quelques jours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les corporations municipales n'ont pas le droit de demander des choses injustes. Le procureur général est obligé de les refuser.

Il parle des directorats de compagnies du premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** le rappelle à l'ordre.

**M. Guertin (Hull)** dit que ni le premier ministre et le chef de l'opposition connaissent la loi des accidents du Travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas la manie de la chefferie, moi! La chefferie n'est pas pour moi un songe lointain, longtemps caressé. Je suis au-dessus de la chefferie et des ambitions déçues. L'opposition loyale a, sur les questions ouvrières, un programme connu, défini. Je suis respectueux de mon mandat. Les ouvriers m'occupent plus que la chefferie. Nous nous sommes ralliés à l'amendement, mes loyaux collègues et moi qui sommes respectueux de leur mandat. La motion dont il s'agit a été votée alors que certain député, élu pour siéger, n'était pas en Chambre, s'amusait en pensant aux souffrances de l'ouvrier...

**M. Guertin (Hull):** Bien que le chef de l'opposition soit hors d'ordre, le président ne dit rien, alors que d'autres députés ne peuvent parler en dehors de la question en discussion. Je veux défendre les intérêts de la classe ouvrière et on ne devrait pas m'en empêcher.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qu'il serait rafraîchissant si les personnes mécontentes, qui jadis caressaient le rêve de devenir chef d'un grand parti, ne se posaient pas toujours comme les seuls défenseurs de la classe ouvrière.

**M. Guertin (Hull):** On est en train de transformer cette Chambre en cirque. La Chambre souffre dans sa dignité à entendre les déclamations du député de Trois-Rivières sur les souffrances des ouvriers. Je ne retire comme indemnité que \$2,500 par année. Un père ne peut pas faire vivre sa famille avec cela... et il lui faut travailler à d'autres choses. Mais, il y en a d'autres qui retirent \$2,500 par année comme député, \$5,000 comme chef de l'opposition, \$2,000 pour un secrétaire. Cela fait \$9,500 par année. Le chef de l'opposition a une magnifique sinécure. (Rires) \$5,000 par année plus une indemnité de député de \$2,500.

Pourquoi? Parce qu'il s'est promené de village en village en faisant croire aux gens qu'il était une espèce de Moïse qui allait sauver la province. Tout le monde voudrait être chef de

l'opposition à salaire égal au sien, et viendrait ici le vendredi, le samedi, le dimanche et le lundi. Mon record est plus enviable que le sien, au point de vue assistance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est regrettable que certaines personnes aient échoué dans cette tentative. Regrettable pour eux j'entends. Personne d'autre n'en souffre, c'est certain.

**M. Guertin (Hull)** répond que s'il avait voulu devenir chef du Parti conservateur, le député de Trois-Rivières n'aurait certainement pas pu l'en empêcher. (Rires à gauche)

Riez! Je pourrais en raconter à propos de la convention de Sherbrooke, assez pour que vous deveniez tous la risée de la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Dites-nous en davantage, ça devient intéressant.

**M. Guertin (Hull):** Je suis certain que si certaines gens savaient ce qui s'est passé autour de son élection, ils ne pourraient pas le supporter. Depuis le commencement de la session, nous avons vu sa tactique...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. La comédie du député de Hull est allée assez loin. M. le Président, nous avons autre chose à faire que des personnalités. D'ailleurs, je ne répondrai pas à ces attaques. Il s'agit des intérêts de la classe ouvrière. L'indemnité aux ouvriers accidentés pendant leur travail m'intéresse plus que les personnalités du député de Hull. Je demande à la Chambre de revenir aux crédits du Travail. Les discussions du député de Hull me laissent froid.

**M. Guertin (Hull):** Le député de Trois-Rivières a fait une motion d'ajournement, et voici qu'il veut revenir aux crédits. C'est bien sa tactique. Il n'y a que lui qui a le droit de critiquer ici.

Quant aux personnalités, le député de Trois-Rivières en est trop coutumier pour qu'il y ait rien à nous reprocher à ce sujet.

Il revient au salaire du chef de l'opposition et dit qu'il serait présent aussi fidèlement que lui aux séances de la Chambre, si on lui donnait \$5,000 par an, comme le gouvernement donne au chef de l'opposition.

Je crois que ça a été une des grandes habiletés du gouvernement du premier ministre que de s'être payé un chef de l'opposition.

C'est étrange de voir le député de Trois-Rivières manifester son amour pour les ouvriers quand lui, en 1928, a voté contre le principe et la deuxième lecture de la loi des accidents du travail. C'est consigné aux procès-verbaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois de mon devoir de protester contre l'aspect que prend ce débat. Ce spectacle est ridicule: jamais je n'ai vu un tel spectacle. Je déplore qu'une telle atmosphère règne en cette Chambre. Je ne veux pas relever tous les mots d'esprit, si je puis me servir du mot esprit, prononcés par le député de Hull. Il a parlé en cette Chambre du salaire du chef de l'opposition. Il s'est servi d'expressions que je ne peux qualifier. J'ai appris, alors que j'étais encore petit bonhomme que le chef de l'opposition gagne son salaire.

J'ai été à même de constater, par l'avant dernier chef de l'opposition, M. Arthur Sauvé, qui est aujourd'hui ministre des Postes à Ottawa, ce qu'évidemment certaines gens ne savent pas, que le chef de l'opposition doit fournir un travail acharné pour être à la hauteur de la situation et qu'il gagne bien son salaire. C'est la déception de n'avoir pas obtenu la position (Rires) qui fait parler certaines gens comme ils parlent...

**M. Guertin (Hull):** Nommez-les!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le chapeau fait à quelqu'un, qu'il se coiffe! (Rires) Je me plais à rendre hommage au chef de l'opposition. Il n'y a pas un homme qui ait mis autant de conscience et de courage à remplir son mandat que lui. S'il est un homme qui travaille, qui est assidu en Chambre, c'est lui. Il a mis tous ses efforts, toute son énergie, tout son bel esprit à servir la cause de sa province et de son parti. Il n'a pas attendu d'être chef de son parti pour agir ainsi: ce fut sa ligne de conduite dès son entrée en Chambre comme simple député. Je ne veux pas descendre comme le député de Hull dans de mesquines considérations personnelles.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** C'est au nom des ouvriers que je veux rendre hommage au chef de l'opposition. Le chef de l'opposition a toujours défendu les ouvriers. Il n'a pas pour devise l'ambition... (Rires) Il a été choisi comme chef alors qu'un autre voulait l'être. (Rires) Mais son choix a été très bon. Nous avons choisi le député de Trois-Rivières parce que nous prétendions qu'il était supérieur au député de Hull. Mon Dieu Seigneur! (Rires) Le chef de l'opposition est toujours là. Il n'est

pas comme le député de Hull qui fait des grands discours puis qui disparaît! Lorsqu'il s'agit de défendre les ouvriers, il me comprend. Tout ce que j'ai demandé pour les ouvriers ici, il m'a aidé à le faire: il m'a aidé à rédiger mes motions. C'est lui qui me fournit les idées. (Rires) Je lui dis ce que je veux et il me dit comment faire. J'aime mieux un chef comme le député de Trois-Rivières qui reste toujours ici, sur la brèche, à se battre, qu'un autre qui vient de temps en temps faire un grand discours et qui se ballade!

**Une voix ministérielle:** Qui, cela?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** J'ai nommé le député de Hull.

(Rires et applaudissements)

Le député de Trois-Rivières est un chef idéal, qui représente ici toutes les classes de la société. Je puis vous assurer qu'il est admiré de la classe ouvrière, et vous en aurez la preuve.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) M. le président, je ne veux pas revenir sur les personnalités faites par le député de Hull. Les attaques ne m'intéressent pas, quand elles viennent de certains endroits. Mais, vous me permettrez de rétablir les faits. Le député de Hull a dit tantôt que nous avons profité de son absence, une fin de semaine, pour voter une motion. Ce n'était pas un vendredi ou un samedi, mais un mardi!

**M. Guertin (Hull):** J'admets que c'était un mardi...

**Des voix:** Ah! (Murmures)

**M. Guertin (Hull):** ... j'ai deux observations à faire. Je note que le député de Saint-Sauveur dit que c'est le chef de l'opposition qui lui fournit les idées. Il s'est levé après que le chef de l'opposition eût été lui parler.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** (bondissant) Je suis capable de parler tout seul. Je n'ai pas besoin de personne pour me souffler mes mots.

**M. Guertin (Hull):** Je veux ensuite demander qui fait des personnalités en cette Chambre. Je ne veux pas laisser passer sans y répondre les remarques du député de Trois-Rivières. Si quelqu'un fait des insinuations, ce n'est pas moi. Jamais je n'ai été candidat à la chefferie. (Rires à droite)

Je ne suis pas de ceux qui croient le député de Trois-Rivières invincible! Je ne suis pas comme le

député de Trois-Rivières qui se promenait de village en village, avant la convention de Sherbrooke, pour solliciter des délégués à sa convention. Mais nous sommes toujours hors d'ordre...

Il invite le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à se taire, sinon, il pourrait bien lui dire certaines petites affaires.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Comtez-nous tout cela!

**M. Guertin (Hull):** Si vous le voulez, nous allons revenir au budget, et non à la loi des accidents du travail.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### **Protection des ressources forestières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous allons nous remettre en comité plénier pour reprendre l'étude de la loi pour la protection des industries forestières.

**M. Guertin (Hull):** Il est minuit!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
C'est vous qui avez ajourné le débat: nous avons hâte de vous entendre.

**M. Guertin (Hull):** Mais j'ai un discours d'une heure à prononcer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Raison de plus pour le commencer tout de suite, si nous voulons terminer la session.

**M. Guertin (Hull):** Je suis obligé de m'absenter pour jusqu'à lundi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
consent à reporter le débat.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à midi.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

#### **NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. *Le Soleil* du 11 mai 1935, à la page 16, écrit "la corde". C'est toutefois une erreur, puisque le prix du papier est à la tonne.

4. Même remarque que précédemment.

5. Même remarque que précédemment.

6. \$10,000,000, selon *Le Devoir* et *Le Canada* dans leur édition du 11 mai 1935, respectivement aux pages 3 et 3.

7. L'accord sur l'honneur.

8. "\$39,000, selon *Le Devoir* du 11 mai 1935, à la page 3.

9. Voir note 5.

10. *L'Événement* du 11 mai 1935, à la page 11, écrit "50 %"; 50 cents nous apparaît plus conforme au sens du discours de M. Godbout.

## Première séance du samedi 11 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à midi.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 203 modifiant la loi des compagnies de Québec;

- bill 204 modifiant la loi des compagnies de fidéicommiss.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 73 concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux.

Charte  
de Québec

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** exprime son opposition aux amendements qui forcent la ville à faire des références à la Commission des services publics.

Le gouvernement, ajoute-t-il, a pratiquement refusé toutes les demandes de la ville de Québec, surtout pour les taxes, de sorte que la ville se trouve obligée d'augmenter la taxe qui pèse sur les propriétaires déjà lourdement chargés. Quant à la taxe sur les locataires, elle atteindra surtout la masse des pauvres gens.

Il ne peut accepter les amendements, déclare-t-il.

**M. Samson (Québec-Centre):** Le Conseil législatif a accepté ces amendements après mûre considération.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Protection des  
ressources forestières

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: Que, tel que prévu par l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter, en tout temps et de temps à autre, jusqu'à six dollars la corde de cent vingt-huit pieds cubes apparents, le droit de coupe d'alors pour tout porteur d'un permis de coupe, quant à tout le bois coupé en vertu de ce permis pendant l'année pour laquelle il a été émis, s'il est établi à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil que ledit porteur n'a pas observé les règlements édictés en vertu de ladite loi, ainsi que les dispositions des autres lois et des autres règlements auxquels il peut être assujéti ou dont les opérations sont jugées préjudiciables aux intérêts de la province dans l'administration du domaine public.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme de nouveau que le gouvernement a été la cause principale de la surproduction papetière.

De 1923 à 1927, dit-il, le gouvernement provincial avait ordonné et imposé la construction de nouveaux moulins d'une capacité de production minimum de 1,000 tonnes par jour.

Je défie qu'on soutienne le contraire, et, je vais prouver mes avancés à même les documents officiels du département des Terres et la *Gazette officielle*.

Le 30 janvier 1933, le gouvernement accordait à l'Ontario Paper Company, une concession forestière de 1,770 mille carrés, dans le bassin de la rivière Manicouagan. Et, dans le contrat, le ministre décrétait que la compagnie devait construire une usine de 100 tonnes de pulpe à papier par jour. Et le ministre disait dans le procès-verbal des enchères: "Les enchérisseurs heureux ne devront pas s'imaginer qu'ils pourront se soustraire à certaines conditions des affermage, tout particulièrement à celle concernant la construction obligatoire d'usines à pulpe ou à papier. Pour aucune considération, les conditions stipulées dans les avis de vente ne seront modifiées".

Ce moulin n'a pas été construit, mais l'obligation subsiste, elle y est érigée en principe primordial et essentiel, comme on la retrouve d'ailleurs dans les autres contrats de concessions forestières.

Le 30 novembre 1923, le gouvernement provincial a concédé à F. W. Clarke, depuis l'Anglo Canadian Pulp & Paper Mills Limited, une concession forestière de 2,237 milles carrés, dans le bassin de la rivière Manicouagan.

Or, on stipulait que dans une période de cinq ans, la compagnie devait construire une usine à pulpe et à papier d'une capacité quotidienne de 200 tonnes de pulpe et de 100 tonnes de papier.

Le 29 juillet 1925, le gouvernement accordait une concession forestière à la Port Alfred Pulp and Paper Corporation, de 2,638 milles carrés, sur la rivière Péribonca, et une autre concession forestière de 991 milles carrés à la Belgo Canadian Paper Company, sur la rivière Nicauba. Or, dans chaque contrat, les concessionnaires devaient fabriquer de la pâte et du papier à raison de dix tonnes par cent milles carrés de superficie, soit 360 tonnes par jour.

Le 27 mars 1926, le gouvernement concédait à la Leaside Engineering Company Limited, une concession forestière de 1,000 milles carrés, sur la rivière Mistassini et sur la rivière aux Rats. Le contrat stipulait que, dans les trois ans à suivre, la compagnie devait construire une usine d'une capacité minimum de 200 tonnes de papier et pâte par jour. La Leaside Engineering Company est devenue la Lake St. John.

Le 27 mars 1926, le gouvernement concédait à la Canadian International Paper Company Limited, une concession forestière de 1,818 milles carrés, sur les rivières Gatineau et Ottawa supérieur, et une autre limite de 200 milles carrés, sur la rivière Gatineau, le même jour. Or, on stipulait que dans les deux ans à venir, la compagnie devait fabriquer 450 tonnes de papier à journal par jour.

Si l'on fait un calcul sommaire de ces divers contrats, on arrive au fait que le gouvernement, de 1923 à 1927, avait exigé par ses contrats une production quotidienne d'au moins 1,000 tonnes par jour. Et dans ces contrats, on retrouve la clause qui dit que les compagnies ne pourront se soustraire à certaines conditions des affermage, tout particulièrement à celle concernant la construction obligatoire d'usine à pulpe et à papier. Ainsi donc, en vertu des documents officiels, le gouvernement provincial a vendu 10,528 milles carrés de domaine forestier, soit un huitième de toutes les concessions forestières de la province, et la moitié de tout ce qui a été concédé depuis 25 ans.

La production de 1,000 tonnes par jour a été imposée comme condition *sine qua non* des concessions forestières. Il fallait construire des moulins pour une capacité minimum qui a atteint 1,000 tonnes, pour obtenir les dites concessions forestières.

Il n'est pas surprenant que le premier ministre ait préféré ne pas répondre sur ce point.

Bien plus, non seulement grâce à l'imprévoyance du gouvernement, les concessionnaires ont construit des moulins d'une capacité minimum quotidienne de 1,000 tonnes, mais ces compagnies ont construit des moulins d'une capacité globale de 1,500 tonnes par jour.

La surproduction, de l'aveu du gouvernement, est l'une des causes principales de la crise papetière, et cette surproduction, c'est le gouvernement qui l'imposée, comme on a pu le voir. Et cette surproduction, le gouvernement l'a imposée en décrétant la fermeture de moulins existants qui faisaient vivre des villes établies. Ainsi, à Chicoutimi, à 6 milles de Port-Alfred, les moulins sont fermés depuis plusieurs années et la population de Chicoutimi a dû subir les misères du chômage, au point qu'à un moment donné 70 % de la population se sont trouvés sous les secours directs.

À Beupré, dans le comté du premier ministre, le gouvernement a poussé la construction d'un moulin. Ce dernier a attiré une grosse population venue à peu près de la campagne. Le moulin est fermé depuis plusieurs années et la population est dans la misère.

Au Cap de la Madeleine, on a construit sous la pression du gouvernement, un unique moulin. Bientôt, la population qui était de 3,000 âmes, est passée à 10,000 habitants, à peu près tous venus de la campagne. Le moulin est fermé depuis trois ou quatre ans, et la ville est maintenant sous la tutelle de la Commission municipale, et les gens sont dans la misère.



Il y a d'ailleurs d'autres moulins, au nord de la province, qui ont fermé et qui ont semé la misère et le désastre. Tout ceci en raison de la négligence inexcusable du gouvernement.

Il dit ne pas s'attendre à beaucoup de la part du gouvernement, mais croit que, lorsque des problèmes surgissent, on devrait user d'intelligence. Cependant, ce bill ne contient rien pour contrer la fermeture des moulins.

Le gouvernement, dit-il, présente son bill dans des conditions particulièrement graves pour l'avenir économique de la province. Car, dans les autres provinces, les moulins sont sur le point d'ouvrir leurs portes. Et le gouvernement de la province presse les compagnies de le faire, car il les menace d'arbitraire, de chantage pour les moulins qu'elles ont dans la province de Québec. En Ontario, on prend des mesures pour que les moulins rouvrent. Tout ce qui semble intéresser le gouvernement québécois ne se rapporte qu'au côté matériel. Il ne pense pas aux milliers de gens qui sont sans emploi et dans la misère.

Grâce à cette loi, le gouvernement va pratiquer la discrimination. À une compagnie, il pourra imposer \$1 de droit de coupe, à un autre \$8 et à un troisième \$12. Si ça n'est pas là du chantage et de l'intimidation, qu'est-ce alors? Et c'est tellement le cas que le premier ministre disait hier qu'il voulait une arme pour forcer les compagnies à agir. Quand on s'arme pour faire chanter et intimider quelqu'un, chacun sait à quelle sorte d'individu on a affaire. Et quand il s'agit d'un gouvernement qui se livre à ces manœuvres...

Je mets ce côté les injures du premier ministre, je les lui laisse. Car je comprends que le premier ministre d'un gouvernement qui a provoqué un désastre comme celui-là, qui a multiplié la misère, ne puisse trouver d'autres arguments.

Le gouvernement a une étrange logique dans sa façon d'agir. Quand les citoyens de Québec ont demandé le droit légitime de municipaliser, non comme arme de chantage, mais pour se protéger contre le trust, on le leur a refusé. Mais le gouvernement, lui, veut une arme pour pratiquer le chantage à la veille des élections.

Le premier ministre a une heureuse manière de promouvoir l'industrie québécoise, une étrange façon de traiter les manufacturiers du papier, et une non moins curieuse logique. Il a dit hier qu'il ne connaissait pas de gens plus déloyaux, qui respectaient moins les conventions que les usiniers papetiers. C'est d'abord un beau compliment aux chefs de cette importante industrie. Et alors, s'il est

vrai que ces usiniers sont la synthèse de la déloyauté, de la malhonnêteté, comment le gouvernement se justifiera-t-il de leur avoir donné une prime sur la province, en leur permettant d'imposer \$483,000,000 d'hypothèques sur le domaine forestier? Comment se fait-il qu'on ait multiplié les privilèges en leur faveur, qu'on leur ait permis d'émettre des millions de débentures sur les biens futurs, quand on sait que c'était, comme a dit le premier ministre, des gens déloyaux et malhonnêtes? C'est à ces gens-là qu'on donne les biens de la province?

Le premier ministre a dit qu'il ne savait pas si la loi est bonne.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je n'ai jamais dit cela et mon honorable ami le sait bien. J'ai demandé si la loi donnerait les résultats que nous en attendons. Ce n'est pas la même chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'un gouvernement responsable et soucieux de ses responsabilités a le droit de tout saboter, pour présenter une loi dont il ignore les conséquences? La province de Québec est la seule à présenter une loi semblable. Le gouvernement présente un bill extraordinaire. Car dans l'Ontario, le gouvernement négocie avec les intéressés, il emploie la conciliation, pendant qu'ici on provoque inutilement, d'une façon déplacée et enfantine.

Le résultat, c'est qu'Ontario prend les moyens de s'emparer du marché du papier, tandis qu'ici le gouvernement fait tout en son pouvoir pour le perdre, tout bouleverser et ruiner l'industrie; une politique contraire à la mentalité, les principes et la justice de Québec. L'Ontario traite le problème d'un point de vue d'affaires pour l'instant, et voilà que nous agissons d'une manière provocatrice. Rappelons-nous, de plus, que l'Ontario vient d'annoncer une réduction de ses droits de coupe pour encourager l'industrie.

Le bill n'est pas neuf. L'an dernier, M. John Hall Kelly a présenté une loi pour permettre au gouvernement de pratiquer la discrimination dans les réductions des droits de coupe. Nous avons combattu le bill et le gouvernement l'a retiré. Cette année le gouvernement revient avec le même bill.

Toutefois, l'an dernier, l'on a amendé le bill Kelly pour donner au gouvernement le droit de discrimination des droits de coupe dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé. Le premier ministre a ajouté le comté de Charlevoix-Saguenay, où se trouve le moulin appartenant à M. Donahue.

Cette année, l'abus localisé de l'an dernier est généralisé.

Cette année, le gouvernement peut arriver à un usinier et lui dire: Si vous voulez souscrire à la caisse électorale, nous vous donnerons un droit de coupe de \$1. Si l'usinier refuse, le gouvernement peut lui imposer un droit de \$12.

On peut dire à une compagnie que, si elle consent à telle chose, elle aura un traitement de faveur et ne paiera que \$1 le mille pieds. Si une compagnie refuse de souscrire le gouvernement pourra lui exiger des droits de coupe considérables. Il pourra favoriser ses amis...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Pourquoi le chef de l'opposition nous prête-t-il de pareils motifs? Mon honorable ami n'a pas le droit de nous prêter de semblables intentions. Ce n'est pas une façon de discuter cela. Est-ce qu'il croit qu'il ne peut y avoir de désintéressement, d'honnêteté?

**M. le président** suggère au chef de l'opposition d'accepter la déclaration du premier ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce un point d'ordre que vous soulevez?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

C'est une remarque que je fais. Le président pourra juger s'il y a lieu à un point d'ordre.

**M. le président:** J'accepte la remarque comme point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne dis pas que le gouvernement va faire cela: je dis qu'il peut le faire. Je n'attaque aucun ministre en particulier. Je montre les conséquences, les possibilités de cette loi. Il me semble que j'ai le droit de faire cela.

**M. le président:** J'accepte la déclaration du chef de l'opposition, mais j'espère qu'il va s'en tenir à l'exposé qu'il veut faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne doit pas mettre dans une loi des dispositions qui sont une occasion prochaine de chantage. Car l'occasion fait le larron, et il faut éviter l'occasion prochaine et la tentation. Le gouvernement devrait retirer sa loi et je n'ai pas d'hésitation à déclarer que si nous venons au pouvoir, nous ferons disparaître ces lois, cette loi en particulier qui permet au gouvernement de ruiner ceux qu'il n'aime pas et d'enrichir ceux qui lui plaisent, tout cela, à même nos ressources naturelles. En plus, le bill présent est de nature à causer les plus

grands dommages à la province de Québec. Ce qu'il faut à la province, c'est d'abord la répression des abus. Le favoritisme n'entraîne pas la stabilité, puisque les favoris changent. L'industrie du papier a besoin de stabilité économique de continuité et de la confiance du public. Avec cette loi, le gouvernement est totalement dans l'erreur.

Or, le gouvernement va ruiner complètement la confiance dans nos industries. Il les ruine, lorsque le premier ministre représente les chefs de cette industrie comme déloyaux et malhonnêtes. Puis, on fait savoir à tous ceux qui veulent faire affaires ici que le gouvernement peut les faire chanter et les ruiner, quand la chose lui plaira. Les remarques du premier ministre améliorent le crédit ou la réputation de la province aux États-Unis où sont situés les plus gros clients pour le papier québécois.

En plus, on annonce que la province violera et fera violer la loi des combines et des trusts du Canada, qui prohibe toute entente pour fixer des prix minimums. Beau spectacle que le procureur général de la province engagé dans une entreprise pour violer la loi qu'il est chargé de faire respecter.

Le gouvernement provincial proclame ensuite qu'il va faire répudier les contrats. On a fait récemment beaucoup de cas de la répudiation de contrats par l'Ontario. Certains contrats sont sacrés comme l'arche d'alliance quand ils intéressent certains gros financiers amis, mais quand il s'agit de contrats de nos industriels avec des pays étrangers, ça vaut exactement le chiffon de papier de la neutralité belge pour les Allemands.

Le gouvernement fait savoir, par son bill, que dans la province de Québec, il n'y a plus de parole qui vaille, de garantie qui tienne, pas de contrat qui reste valable. C'est là la loi que présente le gouvernement. Est-ce la loi qui va améliorer la situation? Le gouvernement veut devenir le directeur de l'industrie du papier. Quel bon directeur! C'est la première fois que je vois le propriétaire d'un immeuble remplacé par celui qui y a mis le feu.

Je fais aussi référence, dit-il, à la permission accordée par le gouvernement aux compagnies de couper du bois, sans respecter la loi et les règlements. Et là, ces mêmes personnes veulent administrer l'industrie. Je n'ai aucune hésitation à déclarer que les résolutions devant la Chambre, qui constituent la partie principale du bill, sont dangereuses pour la réputation de la province et intolérables du point de vue affaires. Je puis ajouter que cette mesure ne fait rien pour assurer la stabilité et la confiance dont on a particulièrement besoin à l'heure actuelle. Si le gouvernement persiste dans cette voie, les résultats seront ruineux.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

## **Deuxième séance du 11 mai 1935**

### **Présidence de l'honorable T. D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 22 relatif au crédit agricole;
- bill 243 créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce;
- bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse;
- bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique;
- bill 201 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs;

- bill 239 concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal.

Du consentement unanime de la Chambre, les amendements du Conseil législatif aux bills ci-dessus seront pris en considération au cours de la présente séance.

### **Loi des compagnies**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnies de fidéicommiss**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 modifiant la loi des compagnies de fidéicommiss.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Protection des ressources forestières**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: Que, tel que prévu par l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter, en tout temps et de temps à autre, jusqu'à six dollars la corde de cent vingt-huit pieds cubes apparents, le droit de coupe d'alors pour tout porteur d'un permis de coupe, quant à tout le bois coupé en vertu de ce permis pendant l'année pour laquelle il a été émis, s'il est établi à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil que ledit porteur n'a pas observé les règlements édictés en vertu de ladite loi ainsi que les dispositions des autres lois et des autres règlements auxquels il peut être assujéti ou dont les opérations sont jugées préjudiciables aux intérêts de la province dans l'administration du domaine public.

Le chef de l'opposition a de nouveau critiqué notre loi. Il nous a refait les reproches violents qu'il nous faisait hier. Il n'a pas ménagé ses expressions envers les membres du gouvernement et le premier ministre. Le chef de l'opposition a dit hier qu'il ne s'attaquait pas à M. Mercier, mais au ministre des Terres et Forêts. Qu'il me permette à mon tour de lui dire que je ne m'adresse pas à Maurice Duplessis mais au chef de l'opposition dans les remarques que je vais faire. Il a employé des remarques indignes de la position qu'il occupe.

Il nous a habitués à ce langage depuis le commencement de la session, et je suis certain qu'il le regrettera lorsque le feu de la discussion sera passé. Il nous a critiqués, il a parlé de chantage, etc. Nous avons parlé de la déloyauté des manufacturiers de papier. Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. Ces déclarations, d'ailleurs, ont été faites par d'autres très au fait de l'intérêt des choses de l'industrie. C'est M. Vining qui disait lors d'une conférence des manufacturiers que ceux-ci se sont conduits d'une manière déloyale.

Le chef de l'opposition dit que notre manière de parler va faire peur aux industriels. A-t-il raison de nous faire ces reproches? N'est-ce pas lui qui, depuis le début de la session, a injurié les capitalistes étrangers aussi souvent qu'il fut question d'eux? Mais laissons ces choses de côté et revenons au fond de la question.

Le chef de l'opposition a étayé tout son plaidoyer sur un point: la surproduction. Il a admis ce que nous avons dit: que la surproduction est responsable de la crise, dans l'industrie, mais il attribue cette surproduction au gouvernement, en

affirmant que le gouvernement a permis aux compagnies de construire de nouvelles usines et leur a concédé de nouveaux domaines.

Quand nous, de Québec, affirmions pendant cette période 9,000 milles carrés de limites, on en affirmait 12,000 milles carrés en Ontario. Il y avait alors raison d'affermir ces terres et d'établir des réserves forestières. En 1923, le gouvernement a affirmé sur la réserve Manicouagan environ 1,770 milles carrés à l'Ontario Paper, le plus haut enchérisseur. Nous mettions comme condition qu'un moulin de 200 hommes serait construit à cet endroit pour la manutention du bois.

Le moulin n'a pas été construit et pas un morceau de bois n'a été manufacturé ou coupé sur ces limites. Ce n'est donc pas cela qui a pu amener la surproduction dans la province. Toutefois, la compagnie a dépensé, là, \$4,000,000 pour harnacher les pouvoirs d'eaux et ce sont les ouvriers de Québec qui ont retiré les salaires pour ce travail. La compagnie avait donc manifesté sa bonne foi et un délai lui fut accordé pour la construction de son moulin.

Il parle ensuite d'autres concessions faites dans le même temps à l'Anglo Canadian Pulp, toujours sur la Manicouagan.

Ce n'est certainement pas, dit-il, le bois coupé de cette nouvelle concession de 230 milles carrés, sur la Manicouagan, qui a pu causer la surproduction, car pas une pièce de bois ne fut coupé sur ces limites, puisque la compagnie a acheté son bois des limites de la Oxford Company et en a coupé sur celles du Séminaire de Québec. La construction du moulin à Limoilou a contribué cependant à développer un très beau quartier dans Québec, a employé des centaines et des centaines d'ouvriers en temps de chômage et on s'est servi du bois de la rivière Montmorency qui allait autrefois aux États-Unis. De plus, l'Anglo Canadian a acheté environ 60,000,000 de cordes de bois des colons des environs créant ainsi pour eux un marché rémunérateur.

En ce qui concerne les limites données à la Leaside Engineering Company, aujourd'hui la Lake St. John Pulp and Paper Company, il s'agit d'une concession dont le gouvernement peut être fier. Elle a permis la réalisation d'un rêve que les vieux colons du district chérissaient depuis 40 à 50 ans. Elle a permis la création d'une ville, Dolbeau, la construction d'une route autour du lac Saint-Jean, de même que de chemins de fer qui font presque tout le tour du lac. La même chose s'est produite dans les districts de Gatineau et de la haute Outaouais. Et dans pratiquement tous ces cas, très peu, si c'est le cas, de bois a été coupé sur les limites concédées.

En tenant compte de ces faits, nous ne pouvons affirmer que le gouvernement est responsable de la surproduction, parce qu'il a concédé de vastes limites aux compagnies et qu'il les a forcées à couper de grandes quantités de bois.

Comparons encore avec Ontario. L'Ontario, pour la période en discussion, a affermé beaucoup plus de terres que nous. Québec a refusé de nombreuses demandes d'affermage; en fait, il a refusé l'affermage de plus de 26,000 milles carrés. Tandis que l'on refusait ici d'affermier, on affermait dans les autres provinces et on construisait des moulins. De 1928 à 1930, la production totale des moulins de papier au Canada était de 9,641 tonnes par jour. Dans Québec, nous produisions 5,784 tonnes.

Tandis que, dans cette période, nous augmentions notre production de 600 tonnes, l'Ontario augmentait la sienne de 710 tonnes, la Colombie canadienne de 704 tonnes, le Manitoba de 230 tonnes, le Nouveau-Bunswick de 370 tonnes, la Nouvelle-Écosse de 230 tonnes. Donc, tandis que Québec augmentait sa production de 600 tonnes, on augmentait ailleurs la production de 2,244 tonnes par jour, soit 1,644 tonnes de plus que Québec.

Il (M. Mercier) s'attaque à l'argument du chef de l'opposition qui accuse le gouvernement d'être la cause de la surproduction, en lui citant un article paru dès 1928, dans le *Canadian Journal of Commerce*. Dans ce temps-là, le *Star*, de Montréal, raisonnait comme raisonne aujourd'hui le chef de l'opposition et le *Journal of Commerce* lui disait que l'industrie était responsable du marasme, à cause de l'immoralité des publishers américains.

Le *Journal of Commerce*, dit-il, demandait au *Star* de laisser le premier ministre tranquille, en disant: "Laissons cette question hors de la politique et cessons de prêter à M. Taschereau des responsabilités dans cette affaire, alors que c'est l'industrie seule qui est à blâmer."

Ce n'est pas seulement le Canada qui augmenta sa production au cours de cette période. En Europe, dans le même temps, on augmentait la production de 2,500 tonnes par jour; il y a eu un accroissement important en Suède et en Norvège.

Je suis un de ceux qui sont convaincus que la province de Québec doit protéger ses ressources forestières contre l'incendie. Or, nos moyens ne nous permettent pas de la protéger comme il le faudrait. Le service de protection protège donc les parties inhabitées. Les terrains affermés sont protégés par les compagnies qui se trouvent ainsi à protéger et à conserver notre domaine. On a parlé des coupes

rases. Ces coupes rases ont été permises seulement pour empêcher les ravages de la maladie des arbres ou la destruction par les insectes.

Une autre chose que nous ne devons pas oublier, et que l'on néglige souvent, c'est que la plupart de nos forêts ont atteint un haut degré de maturité. Ceci implique que si nous attendons trop longtemps pour les exploiter, il en résultera des pertes désastreuses.

C'est en considérant ces facteurs et avec les conseils des experts que l'on a souvent permis la coupe d'arbres immatures de régions qui n'étaient pas complètement inventoriées, de superficies brûlées ou de bois attaqué par les insectes.

Il y a encore un autre aspect de la question. À une époque où les revenus de la province baissent, n'y aurait-il pas lieu d'affermier une plus grande quantité de forêts pour procurer des revenus additionnels à Québec, sans compter que ces forêts seraient protégées contre le feu et contre les maladies par les compagnies?

Les rentes foncières et les bonis d'adjudication nous ont rapporté, alors que les revenus sont à la baisse, la somme de plus de \$6,500,000. L'opposition réclame souvent un inventaire et en réclame tout le mérite. Toutefois, je pourrais rappeler à mon honorable ami qu'en 1897, lorsque les libéraux prirent le pouvoir, il n'y avait aucun système administratif forestier dans la province. Si j'avais le caractère aussi méchant que l'a parfois le chef de l'opposition, je lui dirais comment les bleus s'occupaient de la forêt et la Chambre serait édifiée. Mais, j'aime mieux discuter la question qui nous occupe.

C'est en 1905 que Sir Lomer Gouin organisa le service forestier et envoya des hommes dans les universités européennes et aux États-Unis. Aujourd'hui, nous avons un des meilleurs services forestiers du monde, et les plus grandes autorités se plaisent à le reconnaître. En 1922, l'inventaire de la forêt a été entrepris et plus de 80,000 milles carrés de forêt ont été inventoriés, couvrant les forêts les plus riches et les plus accessibles au sud du 52<sup>e</sup> parallèle, et le travail se continue. Non seulement le gouvernement a pris grand soin des ressources forestières de la province par le passé, mais il a l'intention de leur porter une plus grande attention dans le futur.

Il cite le témoignage d'un expert, M. Edwin<sup>3</sup> Wilson, un expert en foresterie internationalement reconnu, qui a dit, à une rencontre de la Société canadienne des ingénieurs forestiers tenue à Toronto, que le travail forestier de la province de Québec,

commencé en 1910, est tout simplement merveilleux, et que c'est Québec qui a, au meilleur prix possible, le meilleur service de protection des forêts.

Notre système d'inspection, de coupe, de mesure, ne le cède en rien à tout autre système; nos écoles de génie forestier, nos pépinières sont idéales et tout cela était dit devant les membres de l'Association forestière. On ne peut mettre en doute le témoignage d'un tel expert, absolument désintéressé, comme tout le monde le sait.

En ce qui concerne la critique de l'opposition selon laquelle les déclarations à l'endroit des dirigeants de l'industrie du papier entraîneraient de l'instabilité, ce reproche ne devrait pas venir de l'opposition. Il rappelle les attaques injustes et insultantes formulées par l'opposition à l'endroit de certaines industries parce qu'elles étaient dirigées par des étrangers. Il rappelle surtout les attaques contre le capital étranger. Si des remarques faites en Chambre à l'endroit du capital étranger sont de nature à porter atteinte au nom de la province et à dissuader les investisseurs étrangers, la faute doit revenir à l'opposition et non au gouvernement.

Jamais, déclare-t-il, le Parti libéral n'a recouru à cette arme et c'est pour cela que la province a conservé sa confiance au gouvernement libéral. Quand reviendront les élections, ce sera la même chose: le peuple aimera mieux le régime qui le sert depuis 38 ans, que celui qui parle et agit comme le Parti conservateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il s'est borné à attaquer le régime.

Il n'est pas besoin, dit-il, de remonter au déluge, comme l'a fait le ministre, pour trouver les causes du marasme dans lequel se débat l'industrie forestière. Réalisant la faiblesse de la cause qu'il défend, le ministre a senti le besoin de remonter un tiers de siècle en arrière et de lancer l'injure aux morts. Il a parlé des différents régimes depuis la Confédération. Avec la modestie qui le caractérise, d'un trait de plume, il a rayé et foulé aux pieds les œuvres des devanciers, des hommes qui ont précédé le soi-disant régime de génie d'aujourd'hui. Il a dit qu'il n'y avait aucune organisation forestière avant que le gouvernement actuel soit au pouvoir. Pourtant, parmi les devanciers qui ont précédé le gouvernement et que le ministre a méprisés, il y avait des hommes qui ont été injuriés par des gens du régime. Parmi ces hommes, il y avait des libéraux, M. Joly, M. Marchand, M. Parent. D'après le ministre, ces hommes ne valaient rien. C'est le régime actuel qui a tout découvert.

Il y avait, dit-il, parmi ces hommes celui dont la vie l'a inspiré et qu'il a admiré. Il y avait le père du ministre des Terres. M. Mercier a pourtant joué un rôle qui mérite mieux que le qualificatif d'impotent et d'impuissant que le ministre a donné en parlant. Il se dit certain que le ministre regrette sa déclaration et que ses paroles ont dépassé sa pensée.

Il ne veut pas suivre le ministre dans ses statistiques détaillées sur le développement de l'industrie du papier à l'extérieur de Québec, mais le Nouveau-Brunswick est venu en Québec pour les pouvoirs d'eau, ayant besoin du lac Témiscouata comme réservoir pour le projet Grand Falls.

À ce moment-là, la province de Québec aurait dû imposer des conditions quant au développement de l'industrie du papier, puisque le Nouveau-Brunswick avait besoin d'électricité dans ce but bien précis.

Le ministre n'a réfuté aucune de ses assertions formelles, déclare-t-il.

Il a admis la surproduction, affirme-t-il. La seule excuse qu'il a apportée au sujet des injonctions qui ont été prises, c'est que les détenteurs de limites n'avaient pas coupé le bois. C'est donc qu'ils avaient assez de limites. Pourquoi alors avoir imposé la construction de moulins?

Le ministre a parlé des autres provinces. Le gouvernement n'a pas à s'inspirer des abus qui ont pu se commettre ailleurs. Le gouvernement avait les moyens à sa disposition pour enrayer la concurrence.

Le ministre a permis, il y a cinq ans, en marge de la loi, l'exportation de 150,000 cordes de bois prises sur les terres de la couronne. Le ministre ne pensait pas aux colons dans ce temps-là.

Il parle ensuite de la surproduction et dit qu'elle est responsable du fait que le moulin de Chicoutimi est fermé depuis 1924.

Il reproche au gouvernement de n'avoir institué le système de protection de la forêt qu'en 1924, quand, dit-il, nous avions eu en 1921, 1922 et 1923 les plus désastreux incendies en forêt, encore connus dans notre province. Ces incendies ont causé des pertes pour dix millions.

Les moyens que l'on a pris en 1924 existaient pourtant depuis longtemps. Il a fallu que le gouvernement soit au pouvoir pendant un quart de siècle et qu'il soit réveillé de sa léthargie par une série de violents feux de forêt pour qu'il agisse. Le téléphone, les tours de guet et les gardes forestiers, tous des outils qui furent éventuellement utilisés, étaient connus au moins 30 ans avant que Québec décide finalement de les incorporer dans ses opérations forestières.

Il parle du capital étranger et déclare que tout le monde doit avoir pleine et entière justice dans la province de Québec. On doit accorder la plus grande protection à tous ceux qui observent les lois, mais il faut que les violateurs soient châtiés.

Le ministre, dit-il, a terminé par un son de clairon, le clairon de la bataille. Ce clairon de la bataille, il sonne déjà sous le souffle des plaintes bien fondées de la classe ouvrière traitée avec injustice, et de la classe agricole négligée. Il y a déjà quelques années que la population a décidé d'en finir avec le régime actuel. Elle a jeté le cri de la délivrance, elle veut vivre libre dans notre province où régnera la justice.

Nous avons combattu ce bill du mieux que nous pouvions et nous avons répété au gouvernement qu'il s'agit d'un mauvais bill. Si le gouvernement persiste, il devra assumer la responsabilité pour les conséquences malheureuses que la loi occasionnera.

**M. Lapointe (Wolfe):** C'est une honte de passer son temps à chiquer de la guenille. Les cultivateurs doivent retourner chez eux pour les semailles. Cette session, qui dure maintenant depuis quatre mois, et qui, apparemment, ne se terminera pas avant une autre semaine, est beaucoup trop longue, déclare-t-il. Nous estimons avoir bien servi la province.

**M. Lapointe (Wolfe):** La Chambre devrait faire examiner le chef de l'opposition par des médecins pour voir s'il va bien. Si non, elle devra songer à lui imposer une motion de clôture pour que l'Assemblée puisse travailler plus rapidement. (Rires)

Il parle également du salaire du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il connaît l'anxiété du député de Wolfe. Il doit avoir, dit-il, des lots de colonisation sur lesquels le bois doit être coupé.

Il demande qu'on indique \$12 du mille pieds au lieu de \$6 de la corde apparente.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** répond qu'il ne voit pas pourquoi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels seront les règlements? Y aura-t-il des règlements pour empêcher certaines personnes de spéculer sur les lots de colonisation? Ceux-là n'aiment pas que nous parlions des ressources forestières. Y aura-t-il des règlements pour le comté de Wolfe?

**M. Lapointe (Wolfe):** Je défie le chef de l'opposition de prouver que j'ai pris un lot à mon nom. Il n'a pas eu un lot de colonisation, dit-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas le nom qui compte, ce sont les profits.

(M. Lapointe s'assoit en colère, sort un gros cigare de la poche de son veston, coupe le bout et l'allume)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre, à l'ordre. On ne fume pas lorsque la Chambre siège, même après des déclarations aussi remarquables.

(M. Lapointe cache le cigare) (Rires)

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles de la Madeleine (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### **Charte de La Tuque**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Actes et règlements de Sainte-Thérèse**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Syndicats coopératifs de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 201 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Étude d'un régime municipal pour Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 239 concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Classement et vente des produits agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 235 relatif au classement et à la vente des produits agricoles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose:

1. Que le ministre de l'Agriculture pourra nommer des inspecteurs ou autres agents pour assurer et surveiller l'accomplissement des prescriptions de la loi des produits agricoles (Statuts refondus, 1925, chapitre 68B), telle qu'édictee par la loi qui accompagne les présentes résolutions et pourvoir à leur rémunération.

2. Que les deniers requis pour les fins de ladite loi des produits agricoles, seront payés à même les montants votés, chaque année, par la Législature, pour l'horticulture, mais ils ne devront pas excéder annuellement la somme de quinze mille dollars.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée.

### **Troisième séance du 11 mai 1935**

#### **Présidence de H. Authier**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

#### **Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### **Création d'un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.



**M. Duplessis (Trois-Rivières)** prétend que les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 22 relatif au crédit agricole et au bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, sont irréguliers.

Plus particulièrement, concernant le bill 243, le Conseil empiète sur les pouvoirs de la Chambre. L'article 470 décrète que le Conseil législatif ne peut amender un bill qui comporte une dépense des deniers publics, de façon à augmenter ou à diminuer ces dépenses. Or, le bill tel qu'adopté par la Chambre décrétait que la loi entrerait en vigueur 60 jours après la session. Comme ce ministère comporte des dépenses, cela signifie que par l'amendement du Conseil législatif, on pourra faire des dépenses deux mois plus tôt, donc deux mois de plus.

Je soumets qu'il n'avait pas le droit de la faire. Les représentants du peuple ne peuvent abandonner leurs pouvoirs au Conseil législatif.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il devait y avoir en Chambre, quand la loi a été discutée, quelques conseillers législatifs qui n'ont pas été convaincus. Quant à l'argument de mon ami, il touche à faux, car il n'est pas question d'amendements dans la résolution, mais dans le bill seulement, et les deniers publics ne sont pas affectés par le bill. Le fait que le bill entre en vigueur le jour de la sanction n'implique pas nécessairement que le ministre doit être nommé immédiatement après la sanction royale. Conséquemment, on ne peut conclure que l'on porte atteinte au privilège l'Assemblée de contrôler les dépenses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** affirme que le premier ministre a accepté volontiers l'amendement du chef de l'opposition, lorsque le bill était devant la Chambre, mais qu'il a ensuite fait en sorte que le Conseil législatif apporte un changement. Il insiste sur le fait que l'amendement du Conseil législatif autorise des dépenses additionnelles sur une période de 60 jours. Il n'y a aucun doute que les traditions qui animent le Conseil législatif sont les meilleures au monde, mais ce qu'il a fait est contre les traditions britanniques.

**M. l'Orateur suppléant** décrète que l'amendement ne lui paraît pas empiéter sur les privilèges de l'Assemblée législative et renvoie, en conséquence, l'objection du député de Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que cette décision de l'Orateur soit inscrite au procès-verbal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous suivrons la tradition et nous protégerons les libertés que nous ont laissées nos pères.

L'amendement est lu une première fois, et une deuxième fois sur division.

#### **Protection des ressources forestières**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote nominal malgré que l'opposition n'a pas les cinq députés nécessaires pour l'exiger.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous allons vous aider à voter.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Chouinard, Côté (Bonaventure), Filion (Laval), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Lortie, Mercier fils, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 17.

**Contre:** MM. Bertrand, Duplessis, Sauvé, 3.

Ainsi, la motion est adoptée.

La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

La résolution est adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande d'ajourner la discussion des crédits en question parce que le député de Hull (M. Guertin) est absent et qu'il avait déclaré, vendredi soir qu'il voulait discuter les crédits du Travail. Il avait lui-même prévenu ses collègues qu'il était obligé de s'absenter toute la journée de samedi, rappelle-t-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande de procéder.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels et commerciaux, Statuts refondus, 1925, chapitre 182, amendé par 24 George V, chapitre 55 (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 97: traitement du registraire (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les amendements sont lus une première fois.

**Loi des assurances  
de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Les amendements sont lus une première fois.

**Commission municipale  
de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Les amendements sont lus une première fois.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

---

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

2. Voir note 1.

3. Elwood, selon *The Quebec Chronicle* du 13 mai 1935, à la page 10.

## Première séance du lundi 13 mai 1935

## Présidence de l'honorable T. D. Bouchard

La séance est ouverte à 4 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

**Loi des véhicules automobiles, infractions à Trois-Pistoles**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux infractions à la loi concernant les véhicules automobiles, dans la municipalité des Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1935:

1. Quelles sont les personnes qui ont été condamnées à ce sujet?
2. À quelle amende a été condamnée chacune d'elles?
3. À quelle date fut payée chaque amende?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Pour 1929:

1. William Michaud, Trois-Pistoles; Jos. Rousseau, Saint-Jean-de-Dieu; Alphonse Théberge, Trois-Pistoles.
2. L'amende a été de \$10 dans chaque cas.
3. W. Michaud, 26 novembre 1929; J. Rousseau, 5 juillet 1929; A. Théberge, 18 juillet 1929.

Pour 1930:

1. Charles Morency, Trois-Pistoles; Noël Sirois, Rivière-du-Loup.
2. L'amende a été de \$10 dans chaque cas.
3. C. Morency, 13 septembre 1930; N. Sirois, 23 octobre 1930.

Pour 1931, 1932 et 1933:

Aucune amende n'a été imposée.

Pour 1934:

1. Philippe Malenfant, Saint-Médard; E. Bilodeau, Trois-Pistoles.
2. L'amende a été de \$10 dans chaque cas.
3. P. Malenfant, 16 novembre 1934; E. Bilodeau, 1<sup>er</sup> octobre 1934.

**Commission des écoles catholiques de Montréal**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil fait des amendements absolument en dehors du bill, sans consulter les intéressés. Lorsqu'il fut étudié au comité des bills privés de la Chambre basse, il ne fut pas question d'annexion. C'est une mauvaise façon de procéder.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En principe, mon honorable ami a raison, mais dans ce cas-ci, je lui ferai remarquer que nous n'avons reçu aucune protestation. Si l'amendement n'est pas adopté, un nouveau bill devra être déposé. Je crois que nous devrions adopter les amendements.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Création d'un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce**

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil a décidé que la loi entrerait en vigueur 60 jours plus tôt que nous avions décidé. Or, comme ce bill entraîne des dépenses, l'amendement du Conseil augmente donc ces dépenses. Il ne peut en conséquence être pris en considération, avant que le lieutenant-gouverneur en ait recommandé l'adoption, conformément à l'article 157 du Règlement et à l'article 3 des Statuts refondus de 1925.

Ces dépenses ne se trouvent pas recommandées par le lieutenant-gouverneur. C'est une violation de nos privilèges. Les impôts appartiennent à la Chambre basse seule. Or, les amendements affectent la dépense des deniers publics.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Lorsque ces amendements sont venus devant la

Chambre, samedi, le chef de l'opposition a fait les mêmes objections, et elles ont été rejetées par le vice-président. Il ne peut pas les soulever de nouveau. Si l'on juge la question quant au fond, d'après son mérite, on voit que l'amendement du Conseil contre lequel proteste mon honorable ami et qui dit que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, n'a pas trait à la dépense d'argent qu'entraînera la création du nouveau ministère. Il n'affecte pas les résolutions mais le bill. Je lui ferai remarquer que les résolutions ne parlaient pas de l'entrée en vigueur. La Chambre, soit la Chambre basse soit la Chambre haute, peut donc définir ce point dans le bill. La résolution ne se trouve pas affectée par les amendements. Le recours à la décision du président ne s'impose pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre a fait une exception à la forme sur notre objection. Elle ne tient pas: nous sommes à un nouveau stade de la procédure.

Il soumet aussi que le Conseil ne pouvait adopter ces amendements.

**M. l'Orateur:** Je prends la question en délibéré, car je veux étudier attentivement la teneur des discussions de samedi à l'Assemblée avant de rendre une décision.

#### **Loi des assurances de Québec**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que cet amendement permettra à certaines compagnies de changer leur structure financière et demande qu'on le rejette.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** déclare qu'il s'agit d'un amendement de portée générale qui se rapporte aux emprunts faits par les compagnies.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division.

#### **Commission municipale de Québec**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Protection des ressources forestières**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons dit tout ce que nous avons à dire contre cette loi. Nous avons voté contre cette loi parce qu'elle est basée sur un principe mauvais et dangereux. Pour ce qui est des clauses du bill, il portera son attention sur la phraséologie. Nous demandons le vote.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bélanger, Chouinard, Côté (Bonaventure), Drouin, Fauteux, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Guertin, Lortie, Mercier fils, Paquet, Perrault, Piché, Sabourin, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 23.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, 5.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

Le préambule et l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Les personnes et les corporations qui exécutent ou font exécuter des opérations forestières sur les terres faisant partie du domaine public, pour la fabrication du papier ou de la pâte à papier ou des deux produits, ou qui exploitent une usine, à cette fin, totalement ou partiellement alimentée de bois coupé sur telles terres ou appartenant ou étant sous le contrôle, le ou après le 10 avril 1935, du porteur d'un ou plusieurs permis de coupe de bois sur telles terres, doivent observer les règlements qui peuvent être édictés en vertu de l'article 3, en outre de l'obligation d'accomplir les prescriptions de toutes autres lois et règlements."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les opérations forestières se font sur trois types de terres: les terres de la couronne qui font l'objet de concessions, les terres privées et les lots de colonisation. Est-ce que la loi s'applique à tous?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La loi ne s'applique pas aux terres privées et aux lots de colonisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La formulation n'est pas claire à ce sujet, puisqu'un homme qui possède un moulin, mais qui ne coupe pas sur une concession de la couronne, est soumis à la loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose un amendement. Il le rédige immédiatement, le montre à au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier), qui le soumet.

L'amendement stipule que les dispositions de la loi ne s'appliquent pas au bois coupé sur les terres privées ou sur les lots de colonisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'aime pas la formulation et la fait changer pour qu'on y lise: bois coupés ou qui seront coupés sur les terrains privés et sur les lots de colonisation.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Les personnes et les corporations qui exécutent ou font exécuter des opérations forestières sur les terres faisant partie du domaine public, pour la fabrication du papier ou de la pâte à papier ou des deux produits, ou qui exploitent une usine, à cette fin, totalement ou partiellement alimentée de bois coupé sur telles terres ou appartenant ou étant sous le contrôle, le ou après le 10 avril 1935, du porteur d'un ou plusieurs permis de coupe de bois sur telles terres,

doivent observer les règlements qui peuvent être édictés en vertu de l'article 3, en outre de l'obligation d'accomplir les prescriptions de toutes autres lois et règlements.

"La présente disposition ne s'applique pas aux bois coupés ou qui seront coupés sur les terrains privés non plus qu'aux lots concédés aux colons par billets de location."

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 3 et le deuxième alinéa du paragraphe 6 du même article qui se lisent comme suit:

"3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements relatifs à la mise en valeur judicieuse des ressources forestières de la province, au contrôle de la coupe du bois sur les terres faisant partie du domaine public, à l'achat, à la vente de ce bois et à sa transformation en papier ou en pâte à papier, et, sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, ces règlements peuvent avoir pour objet:

"3. De protéger l'ouvrier travaillant dans la forêt ou dans l'usine, tant au point de vue de l'hygiène que des conditions de travail.

"6. (...)

"Les règlements adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et entrent en vigueur à la date que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil."

Le comité propose des amendements.

Le paragraphe 3 de l'article 3 et le deuxième alinéa du paragraphe 6 du même article sont amendés et se lisent désormais comme suit:

"3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements relatifs à la mise en valeur judicieuse des ressources forestières de la province, au contrôle de la coupe du bois sur les terres faisant partie du domaine public, à l'achat, à la vente de ce bois et à sa transformation en papier ou en pâte à papier, et, sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, ces règlements peuvent avoir pour objet:

"3. De protéger l'ouvrier travaillant dans la forêt ou dans l'usine, tant au point de vue de l'hygiène et du salaire que des conditions de travail.

"6. (...)

"Les règlements adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et entrent en vigueur à la date que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, après cette publication."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que la commission des opérations forestières a déjà plusieurs pouvoirs mentionnés comme nouveaux dans le bill.

**M. Guertin (Hull)** dit qu'il n'est pas mal que la loi spécifie de nouveau les conditions de travail qui devront exister dans les chantiers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** discutent de la corde de bois de 128 pieds.

Les amendements sont adoptés.

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

Les articles 4 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### **Commission d'électricité de Québec**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de trois membres, appelée "la Commission d'électricité de Québec".

2. Que les membres de la Commission demeureront en fonction durant bonne conduite, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et que, advenant une ou des vacances parmi les membres, par décès, destitution ou autrement, il pourra nommer une autre personne pour les remplir.

3. Que l'un des membres de la Commission sera nommé président et un autre président suppléant par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera la localité où la Commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau; il devra aussi mettre un local convenable à la disposition de la Commission, afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la Commission et que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir.

6. Que le secrétaire de la Commission sera tenu, sur paiement des honoraires que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil, de fournir à qui le lui demande, copie certifiée de toute ordonnance, règle de pratique ou autre document de la Commission.

7. Que le président de la Commission recevra annuellement une rémunération de douze mille dollars, et les autres membres de la commission recevront annuellement une rémunération de dix mille dollars chacun; que le secrétaire recevra annuellement la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer les employés nécessaires au bon fonctionnement de la Commission et pourvoir à leur rémunération.

9. Que, quand la Commission, dans les limites de ses attributions, nommera quelque personne en dehors de ses employés réguliers pour exécuter un travail autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou le chargera d'exécuter ce travail, il sera payé à cette personne, pour ses services et déboursés, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la Commission, pourra déterminer.

10. Que les articles 236, 237, 238, 239 et 241 de la loi des tribunaux judiciaires (chapitre 145), s'appliqueront *mutatis mutandis*, aux membres de la commission et que les pensions visées par la présente résolution seront payées conformément aux dispositions des résolutions 15 et 16.

11. Que la Commission pourra faire les enquêtes nécessaires pour aider à atteindre les fins prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions et aussi pour se renseigner sur la manière dont lesdits services publics se conforment à la loi et à ses ordonnances ou sur toutes autres questions ou choses qui seront de sa compétence.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire amender, remplacer et abroger les tarifs

des honoraires payables à la Commission à l'occasion de toutes affaires qui lui seront soumises et que les honoraires ainsi payés serviront à rembourser le fonds consolidé du revenu des paiements visés par la résolution 15 à même ce fonds.

13. Que dans toute affaire qui lui sera soumise, la Commission devra adjuger sur les frais encourus par elle ou par les parties et imposer ses frais à sa discrétion.

14. Que les rémunérations prévues aux résolutions 8 et 9 et toutes les dépenses encourues par la Commission dans l'exécution de ses devoirs, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les commissaires, le secrétaire et les membres du personnel dont la Commission aura pu avoir besoin, seront payés mensuellement à même le fonds consolidé du revenu de la province.

15. Qu'il sera lisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour faire acquitter par les services publics assujettis à la loi qui accompagne les présentes résolutions, des dépenses prévues à la résolution 15 et, à cette fin, de déterminer la base de répartition de ces dépenses, le mode et l'époque des paiements et que, lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura rendu un décret visé par la présente résolution, les sommes perçues des services publics devront d'abord servir à rembourser le fonds consolidé du revenu à même lequel ont été payées ces dépenses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il aimerait à connaître les vues du gouvernement sur la question.

Car, dit-il, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a fait l'apologie du système actuel; il a dit que tout avait bien fonctionné, que tout allait bien et qu'il n'y avait pas grande modification à apporter.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), au contraire, dans un discours intéressant et d'une grande éloquence, a protesté que tout allait mal, qu'il faudrait tout changer, qu'il y a eu et qu'il y a encore des abus considérables. Or, il est question que le député de Saint-Hyacinthe entre dans le ministère. Il est donc important de savoir qui reflète l'opinion du ministère, le ministre des Terres et Forêts ou le député de Saint-Hyacinthe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut considérer les trois projets de loi relatifs au problème électrique dans leur ensemble. Ils sont le

résultat du travail du ministère et font connaître la politique du gouvernement sur cette question. Ces bills ont été étudiés par le cabinet et reflètent son opinion.

Je ne sais pas qui sera le futur ministre, mais celui qui le deviendra sera satisfait de notre politique, de la solution que le gouvernement apporte à ce problème.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si tel est le cas, c'est le discours du ministre des Terres et Forêts qui reflète le sentiment du ministère. L'autre devra donc changer d'idée ou avoir les idées du ministère en tout cas. Qui sera le nouveau ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous dites que vous serez bientôt au pouvoir. Si je vous demandais qui fera partie de votre ministère, quels sont les noms des futurs ministres, vous seriez bien embarrassé. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dirai que, pour une fois, le premier ministre prévoit et qu'il y a amélioration. En tout cas, les contribuables ont droit d'être mis au courant, pour savoir si on ne fait pas du camouflage, si le gouvernement ne veut pas jouer double jeu. Il est bizarre de constater que le ministre des Terres a fait le panégyrique d'un régime qu'un aspirant a condamné. Car, si le futur ministre est un homme qui dit le contraire du ministre des Terres, on se demande comment tout cela va s'arranger. Et, s'il a des sentiments opposés au premier ministre, ce dernier va-t-il démissionner?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Vous ne devriez pas nous poser toutes ces questions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, en vertu de quelle autorité la commission Lapointe a été nommée?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En vertu du pouvoir qu'a le gouvernement de se renseigner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les procédés du premier ministre pour nommer M. Lapointe ne s'accordent guère avec les vrais principes prêchés par le même M. Lapointe.

Car, M. Lapointe a dit et répété qu'un gouvernement n'a pas droit de dépenser un sou de l'argent public, sans l'autorisation d'une loi, d'un vote

de la Chambre ou d'un mandat spécial. Or, la commission Lapointe est née dans l'illégalité et l'abus de pouvoir, et elle ne peut engendrer que l'illégalité et les abus de pouvoirs.

Elle a retiré de l'argent qu'elle n'avait pas droit de retirer. Car des sommes payées à ladite commission Lapointe, pas un sou n'a été voté, soit en vertu d'une loi, soit par un vote de la Chambre, soit par un mandat spécial. Le gouvernement ne peut agir que par ordre en conseil.

Et c'est tellement le cas que le gouvernement, lorsqu'il a constitué la Commission des assurances sociales, a fait voter une loi. Dans le cas présent qui nous occupe, nous n'avons ni mandat spécial ni arrêté ministériel, ni loi ni vote du budget. Aujourd'hui, si un citoyen intentait une poursuite contre les commissaires, ceux-ci devraient rembourser l'argent à la province et à défaut des commissaires, les ministres eux-mêmes.

La Constitution doit exister pour tout le monde, dans la province de Québec comme ailleurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition s'écarte du sujet. Il n'a pas le droit de revenir sur la commission d'étude.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soutient le contraire et déclare que personne ne pourra l'empêcher de parler de la commission d'étude.

Le projet de loi, dit-il, indique clairement la façon de procéder de ceux qui appliqueront la loi.

Il poursuit ses observations sur la commission Lapointe. Il aborde la question de la correspondance échangée à l'occasion de la commission Lapointe.

On dirait, dit-il, que l'on s'est ingénié à compromettre un homme distingué. Ainsi, on trouve dans les dossiers les lettres d'acceptation de MM. McDonald et Frigon, les deux commissaires adjoints, mais rien de M. Lapointe sur ce point. La seule correspondance que l'on ait produite de M. Lapointe est une lettre du secrétaire du premier ministre - on se demande pourquoi le premier ministre n'a pas écrit personnellement - pour lui dire que les \$500 qu'il avait demandés, il les aura. M. Lapointe a répondu qu'il avait reçu les \$500 pour frais généraux de la Commission, et c'est tout. Il n'est pas raisonnable, il est injuste de la part du premier ministre de laisser croire que M. Lapointe n'a écrit que pour cela. On devrait produire toute la correspondance.

Je proteste encore une fois contre la manière dont le gouvernement a traité l'honorable M. Lapointe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

J'ai rencontré l'honorable M. Lapointe moi-même et nous avons causé ensemble. S'il n'y a pas d'autres lettres, c'est que nous n'en avons pas échangé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit la lettre de l'honorable M. Lapointe.

Je ne puis pas croire: il doit y avoir d'autres lettres. Sa nomination comme président doit être plus importante qu'un chèque de ses dépenses.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il y a là les lettres que je lui ai écrites. J'ai rencontré M. Lapointe à Québec. Ce dernier habite Québec et les négociations se sont faites de vive voix. Je lui ai moi-même offert la présidence de la Commission. Il a accepté. Les autres commissaires demeurent à Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas d'ordre en conseil.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mon honorable ami sait bien que je n'ai pas fait cela de moi-même. J'ai consulté mes collègues et nous avons décidé d'offrir la présidence à l'honorable M. Lapointe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aimerais savoir combien de pouvoirs d'eau ont été vendus depuis 1897<sup>2</sup>, et particulièrement depuis 1924.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je ne suis pas en état de donner les détails cet après-midi. Je les lui donnerai un peu plus tard, dès que je les aurai fait compiler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai absolument besoin de cela. Je veux avoir le prix payé et les conditions de la concession.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je vous donnerai tous les renseignements désirés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans tous les contrats intervenus, le ministre peut-il me dire s'il y a eu, dans aucun de ces contrats, une disposition pour assurer des taux raisonnables aux consommateurs?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Il n'y a jamais eu une telle clause dans aucun de ces contrats. Les taux, depuis un certain nombre d'années, ont été toutefois sujets à la juridiction de la Commission des services publics.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais la commission Lapointe elle-même a déclaré que cette Commission des services publics n'offrait pas les garanties nécessaires.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La Commission était une garantie, mais les conditions ont changé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne pouvait la choisir comme arbitre, puisque le président s'était prononcé à temps et à contretemps, sur la question, d'une façon pratiquement définitive. Le gouvernement n'avait pas besoin de nommer une commission d'étude pour découvrir ce qui a été dit dans le rapport, car tout le monde le savait: savoir que les taux étaient trop élevés, que la ruralisation électrique était en retard, qu'il y avait eu des abus scandaleux dans la capitalisation et la structure financière des compagnies d'électricité.

De plus, M. Lapointe qui présidait la commission d'étude, était le même M. Lapointe qui représentait la ville de Québec, il y a deux et trois ans, devant le comité des bills privés de la Chambre. Et M. Lapointe, devant le comité, réclamait le droit de municipalisation, et il disait avec sa belle éloquence ce qui suit ou a peu près: savoir qu'il ne comparaisait pas devant le comité comme avocat, quand il réclamait le droit de municipaliser, mais comme homme public, comme citoyen et homme politique et qu'il exprimait là les vues qui lui étaient personnelles qui lui tiennent à cœur et qu'il entendait soutenir. Le premier ministre n'avait pas besoin de faire une enquête à M. Lapointe pour avoir son idée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut prendre cette législation dans son ensemble. Le chef de l'opposition a fait allusion à ce qui s'est passé au comité des bills privés, lors du plaidoyer de M. Lapointe en faveur de Québec, alors qu'elle avait un contrat avec la Quebec Power. Nous n'étudions pas le cas de Québec, aujourd'hui, mais la question elle-même.

La nouvelle loi du gouvernement va bien plus loin que ce que Québec demandait alors. Elle donne des pouvoirs très larges aux municipalités. Elle permet non seulement aux municipalités de municipaliser chez elles, mais de développer des pouvoirs d'eau et de vendre de l'électricité. C'est un plus grand pas que M. Lapointe nous demandait de faire, et mon ami de l'opposition ne devrait pas se plaindre. On sait que les villes auront le droit de municipaliser et que le gouvernement pourra de plus subventionner les municipalités pour qu'elles fassent

de l'électrification rurale. On discutait d'un cas particulier et notre loi est générale. Le gouvernement a fait un grand pas dans une direction qu'il croit bonne. Le gouvernement a suivi dans une large mesure les recommandations de la commission Lapointe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la législation va plus loin, pourquoi n'a-t-on pas accédé à la demande de M. Lapointe qui allait moins loin? Le premier ministre disait alors que nous avions un système et que nous devons pas changer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. Lapointe réclamait alors le droit à la municipalisation en dépit d'un contrat. La situation n'est plus la même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je pourrais citer certaines phrases de M. Lapointe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas objection à cela. Vous pouvez même apprendre le discours de M. Lapointe par cœur. Cela vous ferait du bien, mais le chef de l'opposition devrait prendre toutes ses idées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre dit que M. Lapointe voulait briser un contrat?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. Lapointe soutenait qu'il fallait briser ce contrat. D'ailleurs, vous-même, en avez-vous assez parlé, tous les jours, de la sainteté des contrats!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des contrats honnêtes et d'autres injustes.

Je tiens à ce que la chose soit bien claire. On peut s'emparer d'une chose par confiscation, qui veut dire qu'on prend la chose sans droit, et sans rembourser le légitime propriétaire. Mais je dis qu'on ne doit pas confondre la confiscation avec la restitution, qui veut dire que l'on rend au propriétaire ce qui lui appartient. Pour ma part, je ne suis pas en faveur de la confiscation, mais de la restitution. La ville de Québec avait un droit évident, clair, à la municipalisation. À deux reprises, le premier ministre le lui a refusé. Il s'en est remis à la Commission des services publics. Maintenant, le premier ministre demande d'accorder au gouvernement ce contre quoi il s'est prononcé.

Mais on se demande si les trois bills signifient un changement d'orientation véritable, ou un simple camouflage pour fins d'élections. Est-ce

qu'il a changé d'idée à la suite du rapport d'une commission qui n'a même pas d'existence légale?

Car, le premier ministre a déclaré par deux fois devant le comité des bills privés, lors du bill de Québec, que la province de Québec s'était engagée dans le développement hydroélectrique par l'initiative privée, alors qu'Ontario avait pris une autre route. Il a ajouté qu'il était trop tard pour reculer. D'ailleurs prévoyait-il, un jour, que l'électricité serait transmise directement par l'air, et alors ce serait les compagnies qui perdraient et non la province.

Le gouvernement a soutenu constamment les compagnies d'électricité. Il leur a vendu, concédé nos pouvoirs d'eau, sans prendre la garantie de taux raisonnables pour les consommateurs. Il les a exemptées de taxes scolaires et municipales, pendant que ces compagnies exploitaient honteusement les contribuables. Bien pis, il leur a permis de faire un formidable mouillage de stocks, grâce à la loi provinciale d'émissions de débentures sur les biens futurs; il leur a permis de faire de l'imbrication de compagnies.

La politique du gouvernement, dans ce domaine comme d'ailleurs tout ce qui regarde le développement de nos ressources naturelles, a été de favoriser un très petit groupe d'amis et d'exploiter le reste de la population. En plus, le gouvernement a refusé d'intervenir pour faire décréter des taux raisonnables; il a refusé les crédits pour enquêtes dans les agiotages des compagnies. Dans toutes les concessions de pouvoirs d'eau qu'il a faites, le gouvernement a négligé les précautions les plus élémentaires. Dans les réductions de taxes accordées, le gouvernement n'a pas mis un mot pour le consommateur. Jamais le gouvernement n'a aidé la population à obtenir des taux raisonnables.

Et maintenant, on présente un bill pour donner au premier ministre le pouvoir de faire ce qu'il ne veut pas faire; pour permettre au gouvernement de renier sa politique de 30<sup>3</sup> années et qu'il croit bonne, pour détruire ce qu'il a fait et qu'il pense nécessaire. On nous demande d'avoir confiance? L'opposition ne veut pas des trois bills de l'électricité. Elle n'en veut pas parce qu'ils sont proposés par le gouvernement, lequel demande de réparer des abus qu'il a commis, en déclarant par son ministre des Terres, qu'il approuve tout ce qu'il a fait.

Est-ce qu'on va nommer chef des pompiers un homme qui a mis le feu au village? Celui qui met le feu à 150 maisons sur 200, je le nommerai jamais chef des pompiers. Le gouvernement ne veut faire que du camouflage électoral; inscrire dans les Statuts des lois, puis les y laisser dormir pendant que les consommateurs continueront à être exploités. Le

gouvernement n'est pas sincère. De plus, jamais le gouvernement n'a prouvé qu'il était sincère.

On a dit qu'il fallait s'occuper des idées et non des hommes. Mais les idées sont représentées, elles sont émises et propagées et soutenues par des hommes. Et comment veut-on qu'elles triomphent dans un gouvernement qui précisément soutient exactement toutes les idées contraires. Est-ce que le gouvernement va condamner sa politique passée?

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée.

## Deuxième séance du 13 mai 1935

### Présidence de l'honorable T. D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Décisions de l'Orateur:

##### Création d'un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

M. l'Orateur rend sa décision comme suit sur l'objection soulevée à la séance de cet après-midi par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis):

Relativement à la question d'ordre soulevée par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) au sujet du bill 243 - "Loi créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce", me référant aux procès-verbaux de la Chambre pour la troisième séance du samedi, 11 mai, 1935, je lis ce qui suit:

"L'ordre du jour appelle la prise en considération de l'amendement du Conseil législatif au bill 243: - "Loi créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce".

"Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) objecte que cet amendement empiète sur les privilèges de l'Assemblée législative en ce qu'il avance de soixante jours l'entrée en vigueur d'une loi

dont la mise en exécution entraînera la dépense de fonds publics.

"M. l'Orateur suppléant décrète que l'amendement ne lui paraît pas empiéter sur les privilèges de l'Assemblée législative et renvoie en conséquence l'objection du député de Trois-Rivières (M. Duplessis)."

Les termes de cette partie du procès-verbal indiquent clairement que le point d'ordre soulevé à la présente séance est une réédition de celui qui a été soulevé samedi soir dernier et qui a été décidé par l'Orateur suppléant.

L'appel dont pouvait se prévaloir le député de Trois-Rivières contre cette décision devait être interjeté à la Chambre suivant les articles 69, 70 et 71.

La note à la suite de l'article 70 indique clairement qu'on ne peut pas revenir autrement sur une question d'ordre.

C'est pourquoi je renvoie le point d'ordre du député de Trois-Rivières comme étant fait au stage présent de la procédure, en contravention avec les règlements de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'adoption de l'amendement du Conseil législatif au bill 243 créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre refuse d'accepter l'amendement du Conseil législatif au bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, parce que cet amendement empiète sur les privilèges de l'Assemblée législative à laquelle seule appartient l'initiative en matière de subsides.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, 5.

**Contre:** MM. Authier, Barré, Côté (Bonaventure), Drouin, Fauteux, Fillion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Guertin, Lortie, Mercier fils, Paquet, Perrault, Piché, Rochette, Sabourin,

Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), 22.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte, comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Protection des ressources forestières**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Guertin (Hull):** Je me demande comment on peut être contre cette loi, qui va certainement aider les ouvriers. Le projet du gouvernement est courageux. Notre industrie du papier est, depuis plusieurs années, dans une terrible situation. Qu'advierait-il de la province si nous n'y voyions pas par des lois allant au-delà des lois dites d'économie libérale?

Il a fallu du courage au gouvernement pour en venir à une décision aussi grave que celle qu'il prend par sa loi, surtout pour la fixation des prix du papier.

La décision du gouvernement crée peut-être un précédent dangereux, mais elle s'impose parce que notre industrie du papier serait en danger si les États-Unis, notre meilleur client, décidait de fabriquer du papier avec le pin du sud dont les journaux ont parlé.

Le premier ministre a dit que l'industrie du papier approuvait presque à l'unanimité le bill. Je crois que les ouvriers eux aussi doivent l'approuver. Je vais nommer les deux compagnies qui n'approuvent pas le bill: la McLaren et la St. Lawrence Paper. Or, ce sont les deux compagnies qui ont fait tous les efforts qu'elles pouvaient pour avilir les prix du papier. Je dis que les compagnies qui ont eu un traitement de faveur destiné à encourager leurs efforts devraient au moins respecter les droits de l'État et ceux de ses employés.

Il dit qu'il connaît particulièrement bien le cas de la première compagnie, la McLaren. Le dernier incident qui se rapporte à cette compagnie et qui a eu grande répercussion, déclare-t-il, c'est le congédiement de 51 employés qui osèrent prendre rang dans une union formée à Buckingham. Il y eut des revendications, mais inutilement.

Voilà pourquoi il devrait y avoir une loi pour empêcher des compagnies aussi sans cœur que celle-là de jeter des hommes sur le pavé parce qu'ils entrent dans une union. La conduite de la McLaren est un défi à la société organisée.

De plus, la ville de Buckingham refusa de secourir ces 51 congédiés, disant qu'elle n'en pouvait rien s'ils avaient été renvoyés. Ces malheureux n'ont pas même pu recevoir de secours de la municipalité, la compagnie ayant fait pression sur les officiers municipaux pour qu'ils s'abstiennent de leur donner des secours de chômage. En conséquence, les ouvriers congédiés ont dû vivre de la charité et de la mendicité.

Je crois qu'il devrait y avoir une entente dans le public - et j'espère que les journaux vont écrire cela - pour boycotter les produits de la McLaren tant qu'elle ne discontinuera pas sa concurrence désastreuse et ne payera pas à ses ouvriers des salaires leur permettant de vivre.

Il cite des chiffres tendant à faire voir, dit-il, que la Cie McLaren payait ses ouvriers moins cher que toute autre compagnie de papier à journal. En moyenne, ces salaires sont de 40 % au-dessous de ceux donnés par les autres compagnies.

Il est absolument nécessaire de brider certains appétits et mettre un frein à l'exploitation. Le jour n'est pas loin où le gouvernement devra intervenir dans toutes les industries pour fixer les prix et les salaires. Dans ces conditions, je me demande pourquoi je n'approuverais pas ce bill. Cette loi est nécessaire pour empêcher l'exploitation des ouvriers. L'industrie l'approuve, les ouvriers l'approuvent. Il est beau de faire des discours et de parcourir la province en réclamant pour les droits de tout le monde, mais il est mieux de poser des actes. Il faut être logique et approuver les mesures d'amélioration sociale quand on les présente à votre vote. Lorsque le gouvernement a passé la loi des contrats collectifs, je ne croyais pas que le gouvernement allait l'appliquer. Je dois dire aujourd'hui que le gouvernement a fait tout son devoir et je le loue de cela.

J'appuie la législation présentée aujourd'hui sans la moindre réserve. Il ne s'agit pas de savoir si l'on appuie le gouvernement, mais c'est le temps de faire quelque chose pour l'ouvrier. Le gouvernement fait preuve de bonne volonté et nous devons mettre entre les mains de ceux qui ont la responsabilité de la province l'arme nécessaire à la protection et au salut de l'ouvrier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition a déjà fait valoir sa position en ce qui concerne le bill et réitère qu'elle n'a pas changé d'idée.

La motion est adoptée sur division. Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des assurances de Québec**

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Les amendements sont adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Commission d'électricité de Québec**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>4</sup>.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** À la demande de qui ce bill a-t-il été présenté?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>5</sup>:** Il est présenté par le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre devrait répondre.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je demande cela, parce que le public, en général, n'est pas favorable à ce bill-là. Le peuple voudrait que le gouvernement s'empare de certains pouvoirs d'eau. On a nommé à la tête de votre commission un homme très distingué, mais je vous assure que le public a été surpris de le voir accepter. Le président de la Commission d'étude a baissé dans l'estime des gens, depuis la publication du rapport. Je me demande pourquoi, à Québec, on ne pourrait pas municipaliser.

Il y a une clause dans le bill, mais c'est rien que des formalités, ça. C'est fait pour endormir le monde. Pourquoi ne pas donner la municipalisation? C'est dans l'intérêt de tout le monde. On paye trop cher.

C'est toujours la même chose. Le public n'est pas content: il n'a plus confiance aux commissions. Pour le premier ministre, la question se pose comme suit: l'hydro ontarien ou la Quebec Power Company.

Nous ne serons pas plus avancés quand les trois bills de l'électricité seront passés. Le ministre des Terres (M. Mercier) s'est déclaré favorable aux compagnies et le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) les a blâmées, mais on a fini par s'entendre. Le député de Québec-Est (M. Drouin), par contre, a dénoncé les trois projets.

Il (M. Bertrand) réclame le droit à la municipalisation complète et l'annulation des contrats qui lient les municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore au printemps de 1933, il y a deux ans, une délégation de la Confédération des travailleurs catholiques s'est présentée chez le premier ministre qui, sur la question de l'électricité, leur a dit notamment:

Savez-vous ce qu'il en coûterait pour établir l'hydro dans la province de Québec? \$500,000,000. Croyez-vous que nous avons les moyens de faire cela? Le gouvernement peut-il emprunter pareille somme pour essayer un système qui n'a pas encore fait ses preuves dans l'Ontario?

Et, le premier ministre ajoutait: si on pouvait affirmer que dans quinze ans l'électricité serait encore produite par les turbines. Il y a des ingénieurs qui affirment que l'on développera un jour l'énergie électrique par l'air.

Comme on le voit, le premier ministre se sentait prophétique. Mais le plus curieux, c'est qu'il prophétise toujours pour les compagnies, jamais pour la population. Quand il parlait de l'électricité produite par l'air, il songeait surtout à l'air électoral.

Cette déclaration récente démontre clairement que le premier ministre avait l'intention de maintenir le système existant, de continuer sa politique d'abus et de favoritisme en faveur des compagnies, qu'il s'y refusait à n'y rien changer d'une façon importante.

Je l'ai toujours dit: le chef du gouvernement est hostile à l'idée d'une commission, et n'ai-je pas le droit de demander s'il est sincère? Et maintenant, on vient nous présenter une prétendue hydro, qu'on ne veut pas appliquer et qu'on a résolu de ne pas appliquer. C'est du camouflage électoral.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami remonte à deux ans en arrière. C'est en effet ce qui s'est passé, il y a deux ans, ainsi que l'a rapporté le chef de l'opposition. On est alors venu nous demander de créer une hydro québécoise ressemblant à celle existante en Ontario. Je disais alors que la province de Québec est partie dans une direction avec l'initiative privée, tandis que la province d'Ontario s'est dirigée dans une autre direction, en construisant une hydro. Quel sera le résultat de cette hydro? L'avenir le dira, mais la province d'Ontario a actuellement une dette de \$600,000,000 constituée en grande partie par ce que l'hydro lui doit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est aussi un actif.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Actif? Peut-être que oui, peut-être que non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh, oh.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui. Peut-être que oui. Et aussi peut-être que non! Sur ce point, les opinions sont partagées. Il se peut que l'hydro, dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans peut-être, sera un passif très lourd. C'est là une inquiétude de l'Ontario. Ainsi, le système ontarien est organisé sur une fréquence de 25 cycles. Or, sans doute, il n'y a pas de mode dans ce genre, mais enfin, le développement actuel et ses tendances sont pour la fréquence de 60 cycles. On voit d'ici les dépenses que le changement dans les phasages du courant pourraient entraîner. Ça coûterait des millions et des millions pour changer ça. Et, c'est actuellement une des grandes inquiétudes de l'hydro ontarienne.

Nous avons, dans notre province, le régime d'entreprise privée. Si nous sommes pour substituer l'hydro aux compagnies privées, nous n'allons pas exproprier ni confisquer les propriétés de ces compagnies sans les indemniser. Car vous devez songer aux porteurs d'obligations, à l'actif. Et cet actif vaut \$500,000,000 dans la province de Québec. Allons-nous dire que nous allons faire perdre cet argent aux actionnaires et aux obligataires? Non! Une telle hydro n'est pas possible, et d'ailleurs la commission Lapointe elle-même s'est prononcée contre carrément; elle n'en a pas voulu.

Le chef de l'opposition a fait des gorges chaudes sur les possibilités de développement électrique tiré de l'air. Pourtant, s'il lisait les revues techniques, il constaterait que des ingénieurs français envisagent très sérieusement cette théorie.

Nous, dans Québec, nous avons pris l'initiative privée. Et les développements dans les deux provinces sont tels que pas une compagnie ne pourrait acheter l'hydro d'Ontario - il est patent que la province d'Ontario, même si elle le voulait, ne pourrait plus revenir au système de l'entreprise privée - et que pas un gouvernement ne pourrait acheter les compagnies privées dans la province de Québec. Et, c'est pourquoi la commission Lapointe s'est prononcée contre le projet d'hydro dans la province de Québec. Le système d'hydro gouvernementale a des amis et des adversaires. Le gouvernement a choisi un moyen terme.

Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) dit que c'est la municipalisation des services électriques que la grande majorité de la population veut. Vous voulez la municipalisation? Or, nous la donnons de la manière la plus large et la plus généreuse. Nous allons donner à toutes les municipalités, de Montréal à la plus petite, le pouvoir de municipaliser, quels que soient les contrats qu'elles ont passés, pourvu que les citoyens en expriment le désir.

(Applaudissements à droite)

Bien plus, nous allons leur donner le pouvoir d'emprunter, pourvu que les propriétaires intéressés votent et consentent.

Nous allons encore plus loin. Dans ce bill de municipalisation que nous présentons, nous donnons au gouvernement le droit de donner des octrois aux municipalités pour faciliter l'électrification rurale, pour les aider à construire leurs lignes de transmission, etc. Nous disons aux municipalités: Vous pourrez municipaliser seules; vous syndiquer avec une ou plusieurs municipalités. Celles-ci pourront se former en coopératives. Nous leur disons: vous pourrez acheter les chutes d'eau libres et les exploiter - et ces chutes, il y en a encore - pour le bénéfice de ces municipalités.

(Applaudissements à droite)

Il est impossible de donner des pouvoirs plus grands et plus étendus et plus généreux que par le bill de municipalisation que nous présentons. Je me demande si mon honorable ami de Saint-Sauveur a lu le bill de la municipalisation: s'il l'a lu, il ne l'a pas compris.

Nous faisons plus. Nous créons une commission d'électricité de Québec. Nous nommerons trois commissaires absolument indépendants de la politique et indépendants de fortune, qui seront nommés durant bonne conduite et qui ne pourront être révoqués que par une adresse conjointe des deux Chambres. Ces commissaires ne devront rien au gouvernement, et le gouvernement ne devra rien aux commissaires.

Ils auront les pouvoirs les plus larges possibles. Ils auront le droit de fixer les taux d'électricité, même s'il faut réviser les taux existants. Par exemple, les taux de Montréal sont-ils trop élevés? La commission aura le droit de les réduire, à condition de laisser un retour raisonnable pour l'argent investi. Et, nous disons que, lorsqu'il s'agira de fixer les taux, la commission, pour les fixer, ne tiendra compte que de l'argent réellement placé et d'un retour raisonnable pour cet argent. Que peut-on faire de plus?

Nous avons fait plus. Une hydro dans toute la province de Québec est impossible, car il faudrait que la province s'endette de \$500,000,000. Nous ne sommes pas prêts et la province de Québec n'est pas prête à cela; elle n'en veut pas. Mais, nous nommons une commission indépendante qui contrôlera les compagnies existantes. Et en plus de cela, il reste des pouvoirs d'eau qui ne sont pas développés.

Eh bien! Par la Commission des eaux courantes<sup>6</sup> nous pourrons les développer, vendre l'électricité aux municipalités et aux corporations et dans la mesure nécessaire, faire concurrence même aux compagnies privées. Que pouvons-nous faire de plus? Nous avons là le contrôle des compagnies quels que soient les contrats existants qu'elles détiennent, la municipalisation la plus large qui soit, la fixation des taux par une commission indépendante, la création d'un système mitigé d'hydro provinciale pour faire concurrence aux compagnies qui chargeront trop cher, et qui donnera de la lumière, de la chaleur et de l'énergie électrique aux municipalités.

Si la population de Québec n'aime pas ce qui a été fait jusqu'ici, j'ai confiance que notre population trouvera, dans ces trois lois, toute l'aide, tout le secours et toute la coopération gouvernementale dont elle peut avoir besoin. Je ne me fais pas d'illusion. Quelle que soit la valeur des mesures que nous présentons, l'opposition les attaque.

Nous sommes des hommes de bonne volonté. Nous sommes ici depuis longtemps, nous connaissons les besoins de la province, nous avons vieilli avec eux. Depuis le début de la session, il n'y a pas un seul de nos projets qui ait trouvé grâce devant l'opposition. L'opposition critique toujours, c'est son rôle, je suppose. Ce n'est pas la première fois. Nous n'avons jamais trouvé grâce devant l'opposition, mais nous avons toujours trouvé grâce devant l'électorat depuis 38 ans que nous siégeons ici et c'est ce qu'il nous faut. Nous ne sommes pas ici pour plaire à l'opposition, pour obtenir son approbation, nous sommes ici pour servir la province de Québec, nous rendre compte de ses besoins et les satisfaire.

Nous mettons à cette tâche toutes nos énergies, tout notre cœur, tout notre travail. Nous sommes certains que lorsque le clairon sonnera, quand l'heure de la bataille sonnera, le peuple nous dira encore: Vous êtes de bons serviteurs, gardez votre place.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre s'est complimenté, lui et son gouvernement. Il a expliqué les trois projets de loi à sa manière. Et, je tiens à déclarer tout de suite que ses déclarations apparemment catégoriques ne sont pas confirmées par le texte de ses lois. Le premier ministre s'est moqué du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand); je lui dis à mon tour que, pour parler comme il l'a fait, il n'a pas lu sa loi lui-même.

(Applaudissements à gauche)

Il a dit d'abord qu'il ne voulait pas de l'Hydro ontarienne, parce qu'elle avait été un échec. Or, ce n'est pas vrai, et tous qui connaissent la situation l'admettent. L'Hydro ontarienne n'a pas tué, supprimé les compagnies privées, mais elle a fait baisser les taux à tel point que l'on vend en Ontario l'électricité, fournie par Québec, à meilleur marché qu'on ne nous la vend ici.

Le premier ministre a dit que son bill allait étendre les pouvoirs de la municipalisation. Si le premier ministre dit que son bill donne plus de pouvoirs aux municipalités qu'elles n'en possèdent déjà en vertu de la loi existante, c'est qu'il n'a pas lu la loi. Et, je le défie d'affirmer le contraire.

Tous nos pouvoirs hydrauliques importants accessibles et exploitables à bon marché, ont pratiquement été concédés, y compris celui de la Beauharnois. Les municipalités ne pourront pas s'en procurer pour les exploiter.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et les rapides de Lachine, le canal Lachine? Qu'en faites-vous? Il y a là 2,000,000 de chevaux-vapeur qui ne sont pas encore touchés, aux portes de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a refusé à Montréal d'exploiter son canal d'aqueduc dont les grands travaux étaient déjà exécutés, pour fins d'électricité. Il restait à faire pour \$3,000,000 de travaux qui auraient été repayés en cinq ans et auraient fourni des revenus considérables à la ville.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas la question. Le pouvoir est développable et il est facile à développer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que les pouvoirs d'eau facilement exploitables, qui appartiennent à la province et qu'elle contrôle, sont pratiquement tous concédés. Ceux qui ne sont pas exploités sont très éloignés et nécessiteront de très grands frais en lignes de transmission, etc.

Le bill de la municipalisation, quoiqu'en dise le premier ministre, ne permet pas aux municipalités de municipaliser ses services sans l'autorisation de la commission, quant aux travaux, devis, prix, taux, etc.

Ah! Le gouvernement va nommer des commissaires indépendants! Le premier ministre dit que la commission sera indépendante. Or, il a déjà nommé ceux de la Commission des services publics et l'on sait que si ce sont de braves gens, ils se prononcent toujours d'avance en faveur des compagnies. Avons-nous eu l'indépendance en question? Et, c'est le même gouvernement qui va nommer les nouveaux commissaires. Les commissaires ne pourront être destitués que par les deux Chambres! Mais quelle garantie est-ce, du moins avant les élections, avec la majorité dont dispose le gouvernement? La commission ne sera pas indépendante.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous n'êtes pas sérieux!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bien plus, le gouvernement en vertu du nouveau bill, peut changer les commissaires, même au milieu d'une cause et y substituer d'autres personnes en n'importe quel temps et pour n'importe quelle raison.

Le gouvernement peut accorder des octrois. Mais à qui? En vertu de la loi, il pourra les accorder aux compagnies existantes pour faire la lutte aux municipalités qui ont développé leur système, et vice-versa. La commission pourra faire payer les travaux des compagnies privées en tout ou en partie par les municipalités. Et, c'est ça que le gouvernement appelle des privilèges pour les municipalités.

Le premier ministre nous a parlé des contrats qui étaient sacrés. C'est pour cela, c'est pour protéger la Québec Power et ses débentures qu'il a refusé à la ville de Québec de municipaliser. Or, il annonce qu'il veut garantir un juste retour aux actionnaires et obligataires, mais que les contrats ne vaudront plus rien pour la commission. Curieuse logique.

Le premier ministre nous a dit que les taux seront fixés uniquement sur le capital investi, et il nous dit que les systèmes établis valent \$500,000,000. Sur quoi se base-t-il pour faire

pareille affirmation? Et le capital mouillé, et la surcapitalisation permise par le gouvernement au moyen de sa loi qui autorise l'émission de débentures sur le capital mouillé? Qu'est-ce que le premier ministre en fait? Le capital de \$500,000,000 est soufflé au-delà de toute expression, et c'est là-dessus que l'on va baser les taux? Bel espoir pour les consommateurs!

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a dénoncé le mouillage des stocks et le gouvernement est prêt à l'accepter. Bien plus, il est prêt à le tolérer encore.

Le premier ministre et le gouvernement avec leurs demi-mesures, leur camouflage, font dommage aux affaires. Ils devraient avoir le courage d'adopter une attitude franche et nette, au lieu de provoquer l'incertitude, le manque de confiance et le malaise.

Que l'on cesse le camouflage. Pourquoi pas un organisme indépendant, compétent?

La population de Québec, affirme-t-il, est fatiguée d'être dans la situation d'infériorité qui lui est faite chez elle. Nos ressources naturelles ne nous ont pas été données pour assujettir notre population à une dictature économique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai qu'un mot à ajouter à ce que je disais tantôt. Depuis le commencement de la session, le chef de l'opposition nous parle sans cesse du mouillage des stocks, et il nous dit que si les compagnies ont mouillé leur capital, c'est la faute du Parti libéral. Une des compagnies qu'il met le plus souvent en cause c'est la compagnie Shawinigan. Prenons donc un peu l'histoire de cette compagnie. Le capital de cette compagnie était de dix millions en 1911. La Législature lui a permis, à cette époque, de porter ce capital à vingt-cinq millions. Il n'y avait pas que les libéraux en Chambre, et cependant, le vote fut unanime. Il y avait alors de l'autre côté de la Chambre des conservateurs, de bons conservateurs qui ne faisaient pas, comme le font actuellement nos amis, une religion de tout condamner. Il y avait MM. Cousineau, Tellier, Gault, Sauvé, et ces messieurs ont approuvé la législation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Sauvé dont parle le premier ministre, c'était un bon homme?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh! Excellent, on n'en fait plus comme ça. (Rires)

En 1922, unanimes encore, nous avons permis à la compagnie de porter de nouveau son capital de vingt-cinq millions à quarante millions. Et

cette fois, MM. Sauvé, Gault, Smart ont approuvé la chose. Aussi, a-t-on belle grâce de reprocher la chose aujourd'hui au Parti libéral. Les conservateurs aussi ont approuvé.

Mon honorable ami a parlé des membres de la commission. Il a déclaré que les commissaires pourraient être destitués par le gouvernement, que les commissaires ne seraient pas si indépendants que cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que le gouvernement pourrait pendant l'instruction d'une cause changer les commissaires à son gré, pour n'importe quelle cause.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** lit l'article 4: "[4. Les membres de la commission demeurent en fonction durant leur bonne conduite, mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et, advenant une ou des vacances parmi les membres, par décès, destitution ou autrement, il peut nommer une autre personne pour les remplir.]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au premier ministre de lire l'article 10, où l'on dit que le gouvernement peut changer les commissaires pour n'importe quelle cause, dans l'instruction d'une affaire.

Le premier ministre, dit-il, devrait lire ses projets de loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On a eu en vue les cas de maladie, de décès. Ce que nous voulons, ce sont des commissaires d'une parfaite indépendance. Si la clause mentionne ce que croit mon honorable ami, nous allons l'amender, car nous voulons absolument avoir des gens absolument indépendants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voulez-vous que je fasse le bill?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous n'avez pas besoin de vous faire de bile! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre se fait de la bile, mais pas pour l'intérêt public.

Si des gens ont approuvé une loi, ignorant alors quels en pourraient être les résultats, cela ne change rien à la question. Le gouvernement a constaté les désastres engendrés par la surcapitalisation, a vu le résultat des lois, et il les maintient.



En 1931, en pleine période de surcapitalisation, on a passé le bill de la Shawinigan, par lequel cette compagnie obtenait le pouvoir de s'amalgamer tout autre compagnie et obtenait les droits de chaque compagnie annexée, comme si ces droits avaient été consentis à la compagnie depuis son incorporation. En vertu de ce bill, on autorisait la compagnie à mouiller ses stocks, ses débentures, et à augmenter ses taux en conséquence. Or, s'il est quelqu'un qui ait combattu ce bill, à toutes les séances, et à toutes les étapes du bill, c'est le député de Trois-Rivières.

Il cite *L'Action catholique*.

Je défie qui que ce soit dans la province de prouver que le député de Trois-Rivières a manqué une seule occasion de dénoncer la surcapitalisation, les trusts et les mergers.

De même, quand la Montreal Light, Heat a obtenu du gouvernement, il y a trois ans, le droit de remouiller, de resurcapitaliser, c'est encore le député de Trois-Rivières qui a fait la lutte la plus acharnée, et une lutte jusqu'au bout.

Qu'on ne vienne pas dire que les deux partis politiques sont semblables. Quand on vient dire que les deux partis sont pareils, on fait montre d'un manque de connaissances, quand on devrait avoir ces connaissances. Et quand on les a, on fait montre d'une insigne mauvaise foi.

Lorsque l'appel au peuple sonnera, mon groupe pourra dire qu'il a dénoncé les abus commis depuis 15 ans. De plus, nous avons pris l'engagement et nous le prenons de nouveau de réparer dans la pleine mesure du possible le mal qui a été fait. Nous nous engageons à faire enquête et à punir les coupables et leurs complices, si puissants soient-ils.

(Applaudissements à gauche)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le premier ministre dit que je ne sais pas lire ou que je ne l'ai pas compris.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est ce que le chef de l'opposition a dit tous les jours au ministre de la Colonisation.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. le président...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si vous dites que vous l'avez compris, je prends votre parole. Vous le comprenez, bon!"(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui va être nommé commissaire?

**M. Filion (Laval):** Pour que vous ayez confiance, il faudrait nommer le Bon Dieu lui-même! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est impossible, il n'y a aucun pont entre le Bon Dieu et le gouvernement!  
(Rires) (Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous n'en avons pas encore en vue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça n'ira pas vite.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il nous faudra quelques semaines après la session. La Chambre et la province peuvent être certaines que nous ferons diligence.

Même si j'avais des noms en vue, je n'aurais pas le droit de le dire. Mon honorable ami le sait. Mais la population peut être convaincue que nous ferons un bon choix. Le chef de l'opposition a-t-il des suggestions à faire? Nous nous entendons bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a tenté de faire courir des bruits perfides à mon sujet. Jamais, ni de près ou de loin, je n'ai tenu en dehors de la Chambre une attitude différente de celle que j'avais tenue à la Chambre même.

Le premier ministre n'a-t-il pas déjà déclaré un jour: Quand vous voudrez voir mourir une bonne loi, confiez-en l'exécution à une commission.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je parlais du gouvernement d'Ottawa!  
(Applaudissements) (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il en est encore aux premiers éléments du droit et qu'il détourne l'attention quand il est mal pris.

Je préviens le premier ministre que la lutte va se faire sur le provincial, par exemple. Quels seront les salaires des commissaires?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** \$12,000 pour le président et \$10,000 pour les deux autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre les salaires que les trois commissaires recevront, soit \$32,000. Il estime qu'il vaudrait mieux nommer un seul commissaire compétent.

Quelles sommes, demande-t-il, seront mises à la disposition de la commission pour ses frais d'enquête, etc.?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La commission aura tout l'argent dont elle aura besoin. L'article 15 de la loi prévoit cela d'une façon très précise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite le cas de la Commission des services publics qui n'avait pas d'argent à sa disposition pour faire des enquêtes, etc. Il cite un article de M. Fernand Rinfret, "ancien maire de Montréal de défunte mémoire qui signe Pierre Simon, sans doute pour rappeler Simon Pierre", un article dans lequel M. Rinfret se prononce contre la multiplicité des commissions.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il s'agit d'Ottawa.

Plus loin, au cours débat, il répond au chef de l'opposition qu'il n'a pas l'intention de sortir du gouvernement et qu'il y restera tant que son chef voudra le garder. De plus, il ne cherche pas de position.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie (M. Perrault) a semblé contrarié lorsque le ministre des Terres a annoncé sa décision de ne pas sortir du ministère. (Rires)

Les résolutions 1 à 4 sont adoptées.

**M. Drouin (Québec-Est):** À propos de la cinquième résolution, Si on veut une commission indépendante, laissons-lui nommer ses experts, au lieu de les faire nommer par le gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'endosse ces remarques et je les appuie. Le député de Québec-Est a raison.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne vois pas pourquoi les employés ne seraient pas nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil étant donné qu'il paiera. C'est le gouvernement qui sera responsable des nominations. D'ailleurs, les commissaires pourront faire des recommandations.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre cette conception du gouvernement qui se confond trop souvent avec la province. Il veut que l'on assure

l'indépendance complète de la commission et de ses experts.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Si mon honorable ami le veut, nous pouvons inclure dans le bill que les commissaires recommanderont.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (riant aux éclats) Le recorder de Montréal est supposé être nommé sur recommandation de la ville, lui aussi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas du tout! Mais si cela peut vous faire plaisir, nous allons mettre dans la loi que les experts seront nommés par la commission.

La résolution 5 est biffée.

Les résolutions 6 à 15 sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

La séance est levée à minuit dix minutes.

---

#### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

2. *L'Événement* du 14 mai 1935, à la page 8, indique que M. Duplessis a demandé ces renseignements à partir de 1915. Tous les autres journaux indiquent 1897.

3. 15, selon *L'Événement* du 14 mai 1935, à la page 8.

4. Référer à la séance de l'après-midi de ce jour pour prendre connaissance des résolutions.

5. *L'Événement* du 14 mai 1935, à la page 8, est le seul journal indiquant que cette réplique a été faite par M. Mercier fils.

6. La Commission des services publics, selon *L'Événement* du 14 mai 1935, à la page 8. Mais, il s'agit d'une erreur que corrige *L'Événement* dans son édition du lendemain.



## Première séance du mardi 14 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 145 redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 176 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, constituant en corporation la ville de Racine.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 122 constituant en corporation Sir George Williams College.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;

- bill 19 concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien, et modifiant la loi 24 George V, chapitre 73;

- bill 29 modifiant la loi de la gazoline;

- bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons;

- bill 237 attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs.

## Commission d'électricité de Québec

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose la deuxième lecture des résolutions.

**M. Béique (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: Cette Chambre s'oppose aux résolutions faisant la base du bill no 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec":

a. Parce que la commission d'électricité autorisée par lesdites résolutions serait un organisme simplement gouvernemental et qui ne posséderait pas les pouvoirs nécessaires pour faire disparaître les abus qui devraient être efficacement réprimés sans plus de délai;

b. Parce que l'établissement, le fonctionnement et les moyens d'action, financiers et autres, de ladite commission d'électricité, seraient subordonnés à la volonté du gouvernement de la province;

c. Parce que, de plus, lesdites résolutions négligent d'accorder et d'imposer à ladite commission d'électricité tous les droits, devoirs, pouvoirs et obligations que même la commission Lapointe déclare être indispensables et nécessaires.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Drouin, Duplessis, Élie, Sauvé, 6.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Desmarais, Fauteux, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Giguère, Godbout, Lortie, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 26.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay),** appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), demande la permission de présenter le bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Classement et vente des produits agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 235 relatif au classement et à la vente des produits agricoles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose:

1. Que le ministre de l'Agriculture pourra nommer des inspecteurs ou autres agents pour assurer et surveiller l'accomplissement des prescriptions de la loi des produits agricoles (Statuts refondus, 1925, chapitre 68B), telle qu'éditée par la loi qui accompagne les présentes résolutions et pourvoir à leur rémunération.

2. Que les deniers requis pour les fins de ladite loi des produits agricoles, seront payés à même les montants votés, chaque année, par la Législature, pour l'horticulture, mais ils ne devront pas excéder annuellement la somme de quinze mille dollars.

Il s'agit de remplacer la loi fédérale, dans Québec, par une loi provinciale.

**Des députés de l'opposition** demandent que le ministre explique davantage.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La loi fédérale est bonne, mais elle est faite pour le pays et ne convient pas à la province, surtout pour la classification des petits fruits tels que bleuets, fraises, etc.

Il vaut mieux que nous ayons une législation plus souple, qui nous permettra d'aider encore davantage les cultivateurs à classer leurs produits.

Avec trois ou quatre inspecteurs de plus que le nombre actuel, on pourra suffire à la tâche d'appliquer la nouvelle loi.

Nous voulons faire appliquer aux produits de la province de Québec des marques de commerce spéciales, afin de faire bien connaître les produits de Québec, et les faire remarquer par un achat spécial d'originalité.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), la permission de présenter le bill 235 relatif au classement et à la vente des produits agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose le bill maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il espère les meilleurs résultats de cette loi.

Le cultivateur, dit-il, pourra mettre sur le marché des produits classifiés no 1, no 2, et des produits non classifiés. Les cultivateurs qui se prévaudront de la loi suivront la réglementation, les autres pourront vendre leurs produits librement, comme produits non classifiés.

Il faut que les cultivateurs comprennent la valeur de la classification. Il y a eu, malheureusement, une mauvaise opinion qui s'est créée au sujet des produits de Québec. On a dit que les produits de Québec ne valent pas grand-chose, justement parce qu'ils n'étaient pas classifiés.

Cela ne veut pas dire que leurs produits valent moins, mais il y a des préjugés contre les produits non classifiés, qu'il faut combattre. Il faut donc gagner la confiance du public par des produits classifiés. On a déjà commencé un beau travail et on ferait un pas en arrière en ne demandant pas au cultivateur de classifier ses produits. Actuellement, les produits des autres provinces venant sur nos marchés sont classifiés, à cause de la loi fédérale qui oblige à la classification des produits allant d'une province à l'autre, tandis que parfois les nôtres n'étaient pas classifiés et subissaient, de ce chef, une concurrence désastreuse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les libéraux ont toujours maintenu que le gouvernement provincial n'a rien à dire dans le domaine du commerce. Maintenant, le ministre de l'Agriculture présente une mesure donnant à son département la juridiction sur la classification des produits agricoles. Ce changement a des odeurs d'élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** réfute cette accusation. Il admet que le gouvernement ait affirmé que la découverte de nouveaux marchés pour la vente des produits agricoles revenait au gouvernement fédéral, mais ceci n'implique pas que le provincial ne puisse s'occuper de la préparation et de la qualité des produits québécois. En fait, lorsque le gouvernement fédéral a adopté une loi portant sur la classification, nous avons dû adopter un ordre en conseil donnant à Ottawa le droit d'appliquer cette mesure dans Québec.

Mais, dit-il, chaque province fait face à des problèmes qui concernent la préparation des produits pour le commerce intérieur et extérieur. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a déposé ce bill, qui donnera le pouvoir à son département de veiller à ce que les produits agricoles québécois soient propres à la vente.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre évite la question. L'opposition ne s'est jamais objectée à ce que le gouvernement provincial intervienne dans ce domaine. Au contraire, elle a toujours soutenu qu'il est de son devoir de veiller à ce que les produits agricoles répondent à des

standards aussi élevés que possible. Aujourd'hui, le gouvernement nous arrive avec une loi qui entérine la position prise par l'opposition.

Le bill donne des pouvoirs très larges au gouvernement, par ordre en conseil. L'opposition exprime le souhait que la loi soit mise en application par l'Assemblée et non par ordre en conseil.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se plaint du fait que ces dernières années, la Législature ait vu ses pouvoirs législatifs détournés par le gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit que Les règlements devant être adoptés par ordre en conseil ne prévoient pas de forcer les cultivateurs à classifier leurs produits. Si les cultivateurs veulent vendre leurs produits sans les classifier, très bien, le gouvernement ne les forcera pas à se soumettre à la classification. Les règlements s'appliqueront à ceux qui veulent que leurs produits soient classifiés et ceux-ci pourront profiter des avantages de la loi. Cette mesure bénéficiera grandement aux cultivateurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill arrive à peu près 15 ans en retard. Il suggère au gouvernement de suivre l'exemple de l'opposition qui aime agir vite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le ministre ne veut pas forcer les cultivateurs à classifier leurs produits, pourquoi ne pas le mentionner dans le bill au lieu de le laisser au lieutenant-gouverneur en conseil. Puisque le gouvernement laisse les cultivateurs libres de vendre leurs produits comme ils l'entendent, ou de les faire classifier, qu'on le dise dans le bill.

Les règlements gouvernementaux ennuient beaucoup les producteurs maraîchers de la région de Montréal qui s'inquiètent de la situation. Il existe un désir de liberté très intense et ce serait une bonne idée que d'insérer un amendement au bill, afin de rassurer les cultivateurs au sujet de la classification.

**M. Barré (Rouville)** insiste dans le même sens que le député de Deux-Montagnes pour que l'on dise bien aux cultivateurs ce à quoi ils sont obligés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si un tel amendement était apporté au bill, dit-il, cela créerait une mauvaise impression à propos des produits agricoles québécois, une impression qui existe déjà. Insérer cet amendement renforcerait l'opinion selon laquelle les produits québécois ne sont pas égaux à ceux des autres provinces et pays, qu'il n'y a pas de standard.

Nous avons appris que nos cultivateurs se rendent dans les marchés et disent que leurs produits viennent d'Ontario pour être en mesure de les vendre, alors qu'ils les produisent eux-mêmes et qu'ils sont d'une qualité supérieure à celle des produits ontariens.

Le problème, c'est que beaucoup de gens, incluant les marchands, ont encore l'impression que les aliments produits ici ne sont pas d'une aussi bonne qualité que ceux produits ailleurs, parce qu'ils ne sont pas classifiés et réglementés. Il souligne l'argument de l'opinion des consommateurs à propos des aliments québécois. Le fait d'inclure des exemptions précises pour les cultivateurs aurait un effet négatif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne comprennent pas l'argument du ministre concernant la publicité. Quand les règlements seront adoptés, ils seront publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, et si l'on se fie à la parole du ministre, on y mentionnera que les cultivateurs qui ne veulent pas se soumettre à la loi et à la réglementation n'y seront pas obligés. Pourtant, le tirage de la *Gazette officielle* est plus élevé que celui des Statuts de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le ministre a tort de ne pas exprimer dans un langage clair et précis ce qu'il veut dire.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 14 mai 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur**: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 240 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie;
- bill 247 concernant les hôpitaux privés.

### Étude de l'anatomie

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 240 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que l'amendement du Conseil législatif au bill 240 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie soit maintenant lu une première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer qu'il suffit d'obtenir l'autorisation d'un lointain parent, au 80ième degré, et l'on s'emparera du cadavre malgré les protestations de la mère, de la femme, du mari ou des enfants. L'amendement du Conseil, dit-il, devient pire que la loi qui, au moins, était franche dans sa brutalité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Le gouvernement ne tient nullement à ce bill, mais Monseigneur Camille Roy a écrit au gouvernement pour demander s'il présenterait un bill pour l'hôpital Saint-Michel Archange. Le gouvernement a répondu qu'il le ferait si Son Éminence le Cardinal Villeneuve autorisait pareil bill. Son Éminence a donné l'autorisation. Le gouvernement a pensé qu'il convenait d'étendre les mêmes pouvoirs à tous les hôpitaux.

À tout événement, le gouvernement va écrire à Monseigneur Roy pour lui signaler que certains voient dans ce bill un manque de respect pour les morts et lui demander s'il a objection à ce que le gouvernement retire le bill.

Car, le gouvernement n'en est pas autrement friand. Personnellement, je ne suis pas intéressé à ce bill. Nous l'avons présenté à la demande des autorités universitaires.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)**: Le bill est fort encourageant pour les pauvres et les chômeurs. Quand un homme est pauvre ou qu'il ne peut entièrement payer l'hôpital, on le débitera. Mais s'il est riche, on ne le touche pas. Pourtant, les riches, quand ils sont morts, ne valent pas plus que les



pauvres. C'est faire une odieuse différence entre les pauvres et les riches.

Le gouvernement va faire des économies, car les pauvres gens n'oseront plus envoyer leurs malades à l'hôpital, même s'ils doivent en crever. Ce sera encourageant pour un malade pauvre qui va à l'hôpital, de songer, en s'en allant, que s'il ne revient pas, on va l'envoyer à l'abattoir pour y être débité.

Le gouvernement est rempli de sollicitude pour les pauvres, rien qu'à la veille des élections. Mais les élections une fois passées, on envoie les pauvres à l'abattoir et on les débite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au gouvernement de ne pas rejeter sur Mgr Roy et Son Éminence la responsabilité du bill, car ce à quoi ils avaient consenti ne s'appliquait qu'à un cas particulier, très caractérisé.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Le député de Saint-Sauveur peut faire de l'esprit avec le mot dissection, mais il ne changera pas le sens de ce mot. Dans l'autopsie il n'est pas question d'écartèlement. Il s'agit, en somme, d'une opération comme on en pratique sur les vivants. Ce bill devrait aider les hôpitaux et la science, mais il s'aperçoit, dit-il, que ça va aider aussi l'opposition. Le député de Saint-Sauveur a fait un tableau effroyable. D'après lui, on va dépecer, débiter le mort, le déchiqueter, alors qu'il ne s'agit non pas de dissection, mais d'autopsie.

Dans ce dernier cas, très souvent, il est tout simplement question d'ouvrir le ventre du cadavre, d'en sortir le foie ou un autre viscère, de faire l'examen biologique ou microscopique, puis de le recoudre. Il n'y paraît plus en somme quand les parents reviennent chercher le corps. Ce n'était pas pire que si le type était mort d'une opération. Il est tout simplement question de l'ouvrir pour y faire les examens nécessaires, puis on l'arrange pour qu'il n'y paraisse à peu près rien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se moque du député de Montréal-Sainte-Marie. Il doute de la gravité de l'honorable député, à voir le plaisir sans mélange qu'il prenait aux propos macabres du député de Saint-Sauveur.

D'après le député de Sainte-Marie, une autopsie c'est une affaire de rien. On ouvre le ventre, on sort le foie, on détaille les nerfs, on fouille dans le cerveau. Puis, on referme le sujet et il n'y paraît quasiment pas.

Ces considérations du député de Montréal-Sainte-Marie vont fort égayer ceux qui vont se faire opérer, de savoir qu'on recommencera, et qu'on ne fera pas pis après leur mort. Ce sera particulièrement pour les pauvres gens qu'on amène à l'hôpital, et nul doute que ce sera un puissant tonique pour les revigorer de savoir qu'on les débitera après leur mort.

Je constate que beaucoup de ministériels trouvent cela délicieux. En effet, les gens qui ne seront pas sujets à l'application de cette loi en sont forts enthousiastes, mais il est en est autrement des pauvres.

Je proteste contre l'usage qu'on a fait de la lettre de Mgr Camille Roy. Le gouvernement savait très bien ce qu'il ferait de cette lettre quand il l'a demandée...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est Monseigneur Roy qui nous a écrit; nous avons ensuite demandé une approbation de Son Éminence.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Monseigneur Roy écrivait au sujet d'un cas particulier, celui de l'hôpital Saint-Michel Archange.

Il s'insurge parce que l'on a lu en Chambre une lettre personnelle.

Il aurait tout un volume, dit-il, à faire avec la correspondance du chef du gouvernement. Il préfère que le gouvernement retire sa loi contre laquelle a voté l'opposition.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'ai entendu le député de Saint-Sauveur dire que cette loi créait une distinction entre le pauvre et le riche. La loi que nous avons devant nous autorise l'autopsie. Si nous ouvrons les Statuts de 1909, il y a déjà 25 ans, nous trouvons une loi analogue à celle que nous discutons.

Dès 1909, on avait ce pouvoir. Cette loi se retrouve au chapitre 212, des Statuts refondus, de 1925. Elle donne le droit de remettre à l'université les corps des personnes décédées dans une institution de charité, quand ils ne sont pas réclamés par la famille. La loi actuelle ne fait disparaître que le délai et le degré de parenté.

On n'a jamais dit que cette loi créait une distinction entre le pauvre et le riche. Si l'on remonte jusqu'aux Statuts de 1883, alors que les amis de l'opposition étaient au pouvoir, on trouve une loi qui contient le principe de toutes les lois d'anatomie et même de celle que nous étudions aujourd'hui.

L'opposition dit que la lettre de Mgr Roy ne concerne que l'hôpital Saint-Michel-Archange, si le

principe est bon pour cet hôpital, il doit être bon pour les autres.

La Chambre devrait accepter la suggestion de l'honorable premier ministre, de référer la chose aux autorités ecclésiastiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vote!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je propose que la première lecture des amendements soit ajournée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a plus le droit de proposer. Il a déjà parlé deux fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Hôpitaux privés**

La Chambre prend en considération les amendements<sup>1</sup> que le Conseil législatif a apportés au bill 247 concernant les hôpitaux privés.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une première fois.

### **Crédit agricole**

L'ordre du jour appelle la première lecture des amendements du Conseil législatif au bill 22 relatif au crédit agricole.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils): Que la Chambre refuse d'accepter l'amendement du Conseil législatif au bill 22 relatif au crédit agricole, parce que cet amendement augmente les charges financières de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avais donc raison, quand je disais que le Conseil n'avait pas le droit de faire cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Bien, on peut tout de même s'attendre à ce que le chef de l'opposition ait probablement raison une fois pendant la session. Pour une fois, on va dire que vous avez raison.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ladite résolution au Conseil législatif et l'informe de son adoption.

### **Demandes de documents:**

#### **Réclamation de Adélard Turcotte**

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministre provincial de l'Agriculture ou tout officier du ministère provincial de l'Agriculture, et le ministre fédéral de l'Agriculture ou tout officier de ce département au sujet d'une réclamation présentée à l'un ou à l'autre département par M. Adélard Turcotte, de Parkurst, pour la perte de certains animaux.

Adopté.

#### **Commission d'électricité de Québec**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), l'amendement suivant:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette chambre désapprouve le bill no 20 intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec", parce que, entre autres raisons, la commission autorisée par ce bill n'offrirait aucune garantie d'impartialité, de compétence, d'efficacité et de diligence, et ne remplirait même pas les conditions essentielles recommandées par le rapport des commissaires composant la commission Lapointe.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Sauvé, Smart, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bélanger, Bouthillier, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Lortie, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Poulin, Reed, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé à un comité plénier de la Chambre au cours de la présente séance.

#### **Classement et vente des produits agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 relatif au classement et à la vente des produits agricoles.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** conseille au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) de publier le texte des nouveaux règlements dans d'autres journaux que *Le Soleil* et *Le Canada* qui, dit-il, ne sont pas lus par tout le monde, et qui, ceci pour *Le Canada*, annoncent les Dominions Stores.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** proteste.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non seulement *Le Canada*, mais le *Journal de l'Agriculture* lui-même a annoncé les Dominions Stores.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le *Journal de l'Agriculture* n'a jamais publié d'annonces en faveur du commerce des Dominion Stores. Il a publié des annonces destinées à mettre les cultivateurs en

relation avec les Dominion Stores, de façon à ce que les premiers puissent vendre leurs produits aux seconds.

Le comité étudie paragraphe par paragraphe l'article 1.

Les paragraphes 1 à 5 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 6 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"6. Dans l'exercice de leurs fonctions, ces inspecteurs ou agents ont le droit de pénétrer dans les locaux où l'on détient ou prépare en vue de la vente, expose ou met en vente, ou vend des produits agricoles; d'arrêter en cours de route toute expédition de produits agricoles; de faire l'inspection de ces produits et de prélever gratuitement des échantillons sur ces produits; de saisir et confisquer tout produit agricole qui ne satisfait pas aux exigences de la présente loi et d'en disposer de la manière que le ministre de l'agriculture jugera à propos."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose un amendement.

Le paragraphe 6 de l'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Dans l'exercice de leurs fonctions, ces inspecteurs ou agents ont le droit de pénétrer dans les locaux où l'on détient ou prépare en vue de la vente, expose ou met en vente, ou vend des produits agricoles, aux heures où ces locaux sont ouverts au commerce; d'arrêter en cours de route toute expédition de produits agricoles; de faire l'inspection de ces produits et de prélever gratuitement des échantillons sur ces produits; de saisir et confisquer tout produit agricole qui ne satisfait pas aux exigences de la présente loi et d'en disposer de la manière que le ministre de l'agriculture jugera à propos, sauf à remettre le produit de toute vente au cas où la confiscation ne serait pas prononcée par le tribunal."

L'amendement est adopté

Le paragraphe 6 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 7 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"7. Ces inspecteurs ou agents ont, en plus, tous les pouvoirs accordés aux inspecteurs en vertu

des dispositions des articles 72 et 74 de la loi de l'hygiène publique de Québec (chapitre 186)."

Le comité propose de supprimer le paragraphe 7 de l'article 1.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 7 de l'article 1 est retiré.

Le paragraphe 8 de l'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 9 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"9. Il n'y aura ouverture à aucune poursuite en indemnité pour dommages, pertes, préjudice causés par suite de l'accomplissement des mesures exécutées ou prescrites en vertu de la présente loi."

Le comité propose un amendement.

Le paragraphe 9 de l'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"9. Il n'y aura ouverture à aucune poursuite en indemnité pour dommages, pertes, préjudice causés par suite de l'accomplissement des mesures exécutées ou prescrites en vertu de la présente loi, sauf les cas de malice ou de mauvaise foi."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 9 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les paragraphes 10 à 12 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le premier alinéa du paragraphe 13 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"13. Toute personne contrevenant à l'une des dispositions de la présente loi, ou des règlements édictés sous son autorité, est passible d'une amende de dix dollars à cent dollars et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas plus de trente jours. En cas de récidive dans l'année qui suit la condamnation, le maximum de l'amende est toujours appliqué."

Le comité propose un amendement.

Le premier alinéa de l'article 13 est amendé et se lit désormais comme suit:

"13. Toute personne contrevenant à l'une des dispositions de la présente loi, ou des règlements édictés sous son autorité, est passible d'une amende n'excedant pas cent dollars et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas plus de trente jours."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 13 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le paragraphe 14 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Institutions d'assistance publique**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce bill, qui engage des fonds publics, n'aurait pas dû être amendé par la Chambre haute. Depuis qu'il a quitté la Chambre basse, le bill a subi tellement de modifications qu'il en est méconnaissable. Il demande à ce que le président rende une décision concernant le pouvoir du Conseil de modifier un bill engageant des fonds publics. La loi a été complètement changée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** admet ce dernier point. Il demande si le député de Deux-Montagnes s'objecte à la loi, mis à part le point d'ordre soulevé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** répond qu'il n'a rien contre un bill qui assurera le paiement des frais aux hôpitaux et aux médecins.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande à ce que les médecins et les hôpitaux jouissent de la même protection que reçoivent d'autres classes de citoyens. Il suggère l'adoption immédiate du bill qui injectera une somme de \$200,000 dans les seuls hôpitaux de Montréal, somme qu'ils perdent actuellement en soignant les victimes d'accidents.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce sera difficile. J'ai reçu, dit-il, un télégramme de la part de J.-A. Vallée, bâtonnier du Barreau de Montréal, demandant au gouvernement de renvoyer le bill à six mois<sup>3</sup>, afin de permettre aux parties intéressées de s'entendre entre elles.

Il a aussi reçu une lettre de W. R. Chenoweth, surintendant de l'hôpital Royal Victoria de Montréal, lui demandant de ne pas adopter la mesure avant que les hôpitaux aient été entendus de nouveau.

Il (M. Taschereau) demande à que le débat soit suspendu pendant 24 heures, afin que le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), qui représente les parties intéressées, puisse être présent pour exprimer leur opinion.

L'étude du bill est suspendue.

**M. l'Orateur** suspend aussi sa décision sur le point d'ordre soulevé par le député de Deux-Montagnes.

**Municipalisation  
de l'électricité****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose: 1. Que sur la recommandation de la Commission des eaux courantes de Québec ou de la Commission d'électricité et sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, le trésorier de la province peut payer à même le fonds consolidé du revenu à toute municipalité, une somme n'excédant pas cinquante pour cent du coût capital de la construction et de l'établissement, dans ou pour le service de toute municipalité rurale, des lignes et câbles de transmission primaire, des transformateurs, des compteurs et des lignes secondaires de service électrique sur la voie publique, requis pour la livraison du pouvoir dans toute municipalité rurale.

Toutes sommes payées aux corporations municipales pour telles fins, en vertu du présent paragraphe doivent être chargées dans les livres du trésorier de la province comme dépenses au compte capital.

2. Que pour effectuer le paiement des octrois accordés en vertu de la résolution qui précède, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos aux fins de payer ces sommes ou de rembourser toutes avances faites, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province et que ces obligations ou rentes seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

Il s'agit, comme on le sait, dans cette loi, de donner aux municipalités le pouvoir de municipaliser la production et la distribution de l'électricité. Les résolutions permettront au gouvernement d'accorder un octroi aux municipalités qui veulent municipaliser.

L'une des résolutions permet au gouvernement d'aider aux municipalités rurales à construire un réseau. Comme le débat sera long<sup>4</sup>, on pourrait adopter la résolution et discuter ensuite le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a présenté trois bills pour l'électricité, il aurait pu tout mettre cela ensemble. Une seule, mais plus complète et plus efficace aurait suffi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous pourrions prendre le bill dès ce soir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est aussi bien de commencer la discussion tout de suite.

**M. Guertin (Hull):**

Il y a contradiction dans l'attitude du gouvernement. Le ministre des Terres (M. Mercier) et le premier ministre disent que le gouvernement ne veut pas étatiser et ils présentent une loi qui favorise l'étatisation. On dit que ce qui a été fait est bien fait, et on favorise la municipalisation. On permet les syndicats de municipalités.

Le premier ministre a déclaré que toutes les municipalités pourront municipaliser. Or, le bill ne fixe aucune limite quant au nombre des municipalités. Alors, pourquoi ne pas créer un hydro qui engloberait toutes les municipalités?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je pense que mon ami est plus éclairé qu'il ne le dit. Je l'ai dit hier soir, nous avons deux systèmes différents d'exploitation entre Ontario et Québec. Nous n'avons pas le monopole de l'État dans Québec, comme on l'a pratiquement partout en Ontario. Chez nous, nous avons les compagnies.

**M. Guertin (Hull):** Les compagnies subsistent dans la province voisine.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a monopole à peu près partout en dehors d'Ottawa. Toutefois, notre loi des cités et villes permet la municipalisation dans toutes les villes, excepté deux, Montréal et Québec. En abolissant les exceptions, nous faisons un pas de plus. Nous donnons à toutes les municipalités le droit de municipaliser, à condition que les citoyens le permettent.

Le vote des compagnies, pour ces fins, sera réduit à 20 % de sa valeur. Non seulement la municipalité pourra municipaliser, mais elle aura le droit de s'unir à d'autres pour municipaliser, acheter des sources d'énergie, vendre etc. Ce n'est rien d'absolument nouveau, mais on étend davantage le pouvoir qu'avaient les municipalités de municipaliser.

Tout ce que nous demandons par les résolutions, c'est le pouvoir de venir en aide aux municipalités qui voudront se prévaloir de notre loi.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les municipalités qui voudront municipaliser ne recevront pas d'octroi d'après le texte des résolutions.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il n'a pas d'objection à un amendement pour obvier à cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De quelle manière va être formé le syndicat coopératif dont on parle?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est défini dans le bill. L'article 17 de la loi donne aux municipalités le pouvoir de se former en syndicats coopératifs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les syndicats de municipalités sont autorisés en vertu de l'article 13.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a rien dans la loi qui permette aux syndicats de municipalités d'emprunter.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La clause numéro 6 permet l'emprunt.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y aura un amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe parle-t-il au nom du gouvernement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il parle au nom de l'Union des municipalités.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je parle comme député de Saint-Hyacinthe et j'en ai le droit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La loi sera amendée de façon à permettre aux syndicats d'emprunter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les municipalités devront avoir l'approbation de la Commission municipale, du lieutenant-gouverneur en conseil et de la Commission d'électricité, en plus de celle des contribuables.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Là encore, il y aura un amendement pour décréter que les municipalités qui municipaliseront ne seront pas soumises à la Commission de l'électricité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a retardé volontairement la session et il n'a apporté ses grosses mesures qu'après Pâques, trois mois après le commencement de la session. La Chambre n'a tenu des séances du soir que deux mois après l'ouverture de la session.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le bill principal est celui sur la Commission, autour duquel tous les autres sont construits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne pas s'en occuper en premier lieu pour ensuite aborder les autres?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que ceci est très faisable et qu'il n'a aucune objection à ce que l'on procède de cette façon, si le chef de l'opposition insiste.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 14 mai 1935

#### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions et réponses:

##### Concessions forestières, région de Chandler

**M. Chouinard (Gaspé-Sud):** Concernant le groupe de concessions forestières situées dans la région de Chandler qui ont été affirmées de nouveau le 31 août 1934.

1. Quelle est la superficie totale du groupe de concessions qui ont été affirmées le 31 août, 1934?

2. Quelle était la superficie totale du groupe de concessions dont formait partie le groupe affirmé de nouveau en 1934?

3. Quelle était la superficie des terrains distraits de l'ancien permis de coupe, et pour quelle raison a-t-on omis ces terrains du nouveau permis d'exploitation?

4. Pour quelles raisons l'ancien permis d'exploiter les concessions dont faisaient partie les concessions affirmées le 31 août 1934, a-t-il été annulé, quand et en vertu de quel arrêté en conseil?

5. Y avait-il des hypothèques ou "pledges" qui affectaient l'ancien permis de coupe qui a été annulé et pour quel montant?

6. Est-ce que le fait d'annuler l'ancien permis de coupe a entraîné également l'annulation des hypothèques ou "pledges" acceptés pour garantir des avances de fonds, consenties à l'ancien concessionnaire, par une certaine banque ou maison de crédit?

7. Est-ce que le permis de coupe mis aux enchères le 31 août 1934 est sujet aux mêmes hypothèques ou "pledges" qui affectaient l'ancien permis qui a été annulé?

8. Est-ce que les terrains qui ont été distraits de l'ancien permis de coupe pour être livrés à la colonisation restent grevés par les hypothèques ou "pledges" qui affectaient l'ancien permis?

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. 525 milles carrés.

2. 633 milles carrés.

3. Avant le nouvel affermage on a retranché des anciens permis de coupe 88 milles carrés représentant la superficie totale des lots détachés de ce groupe de concessions pour être transportés au ministère de la Colonisation et vendus aux colons.

4. Les permis d'exploiter les concessions dont faisaient partie les concessions affirmées le 31 août 1914 ont été annulés en vertu des arrêtés du conseil no 2490 du 9 novembre 1933 et no 159 du 24 janvier 1934, pour défaut de paiement des sommes dues au ministère.

5. Oui, un "pledge" pour quatre millions de dollars (\$4,000,000) avait été enregistré en 1913, sur les anciennes concessions.

6. Oui.

7. Non.

8. Non.

#### Hôpitaux privés

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 247 concernant les hôpitaux privés.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Abolition des rentes seigneuriales

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 73 concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à garantir le remboursement des emprunts contractés en vertu de l'article 4 de la loi qui accompagne la présente résolution, à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an, pour la période et aux conditions jugées convenables; que pour effectuer le paiement des sommes que le gouvernement peut être appelé à payer conformément aux dispositions de la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province et que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Je crois que la Chambre est au fait de ce projet de loi. Lorsque nous avons discuté cette question, au comité, l'autre jour, il y avait deux projets: un présenté par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), l'autre par le gouvernement. Le projet préparé par le député de Saint-Hyacinthe pourvoit à la formation d'une corporation ou syndicat de toutes les municipalités et rend la commutation des rentes seigneuriales obligatoires. L'autre permet aux municipalités d'emprunter, sur emprunts garantis par le gouvernement, pour racheter les rentes seigneuriales. Dans les deux cas, le gouvernement garantissant l'emprunt fait, soit par une municipalité, soit par un groupe de municipalités.

Les deux projets ne sont pas parfaits, mais c'est un grand pas fait dans la bonne direction. Le gouvernement n'a pas d'objection à garantir les emprunts des municipalités qui achèteront les rentes seigneuriales. Dans certains milieux, on croit que le projet du député de Saint-Hyacinthe est meilleur parce qu'on croit que, si on laisse aux municipalités le soin de faire individuellement le rachat, plusieurs n'en feront rien, les rentes ne disparaîtront pas entièrement.

Nous avons donc décidé de nous rallier à ce projet, en lui apportant quelques amendements, dont un amendement pour prolonger le délai. La loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais les sommes d'argent dues aux seigneurs au capital devront être payées avant le 11 novembre 1936. Il y aura une session avant 1936 et, s'il y a des lacunes

dans la loi, nous pourrions alors trouver les moyens de l'améliorer.

Nous croyons que les corporations ou les municipalités et conseils de comté pourront trouver de l'argent à un taux facile et très bas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que cette suggestion est très bonne.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je suis certain, et la Chambre peut l'être, que le gouvernement ne restera pas en arrière et qu'il contribuera tant qu'il pourra pour faire disparaître les rentes seigneuriales.

**M. Barré (Rouville)** se dit heureux que ces rentes soient appelées à disparaître.

Le système de réforme doit tenir compte de la mentalité des cultivateurs, déclare-t-il. Il faut que ces rentes disparaissent et, pour cela, il faut une loi générale qui permette le rachat d'un seul coup et d'une façon obligatoire, de toutes les rentes. Le bill devrait être voté tel quel. Il est bon et j'espère qu'avant longtemps on n'entendra plus parler dans Québec des fameuses rentes seigneuriales.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 73 abolissant les rentes seigneuriales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 73 abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté.

**En comité<sup>5</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand les résolutions ont-elles été soumises au lieutenant-gouverneur?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mardi dernier, à 4 h 25<sup>6</sup> de l'après-midi. (Rires)



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'il y en a beaucoup de seigneurs, dans la province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a 139 seigneuries et il y a \$3,500,000<sup>7</sup> de capital sur lequel les rentes sont payées. Quelque 60,000 personnes dans 54 comtés sont affectées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'il y a une seigneurie dans la Beauce?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, il y a des seigneuries dans ce comté et, si le chef de l'opposition veut savoir si je suis seigneur, je peux lui dire tout de suite que la réponse est non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des membres de la famille du premier ministre qui le sont?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, j'ai un frère et un cousin qui sont seigneurs. Mais je crois que le père de mon honorable ami l'était? (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas du tout. Mon père était comme moi: il payait.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. Le salaire du secrétaire-trésorier doit être fixé par le syndicat sur recommandation du ministre des affaires municipales, et doit être payé à même les revenus du syndicat."

**M. Barré (Rouville):** Le gouvernement pourrait payer le salaire du secrétaire-trésorier du syndicat, lequel doit être formé des conseils de comté et des cités et villes indépendantes où se trouvent des terres pour lesquelles une rente peut être payée selon la loi des seigneuries de 1854.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** s'excuse et mentionne au député que les résolutions portant sur les dépenses sont adoptées et qu'ils en sont à l'étude du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On pourrait peut-être avoir de nouvelles résolutions. Puisque le gouverneur a donné son accord pour \$3,500,000 à 4 h 25 mardi dernier, peut-être sera-t-il d'accord pour

inclure quelques milliers de dollars pour un secrétaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne pouvons prendre de chance.

L'article 10 est adopté.

Les articles 11 et 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. Le ou avant le 10 novembre 1935, le seigneur ou autre créancier de rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux doit déposer, au bureau du conseil de toute municipalité sur le territoire de laquelle il existe des biens fonciers affectés en sa faveur à des rentes constituées, un état indiquant:

"1. Le nom de chaque personne qui lui doit des rentes constituées;

"2. La désignation des terres, lot de terre ou parties de lots affectés à ces rentes;

"3. Le montant de la rente annuelle existant sur chaque terre, lot de terre ou partie de lot de terre affectés;

"4. Le montant du capital requis pour faire le rachat de la rente sur chaque terre, lot de terre ou partie de lot de terre;

"5. Le montant total qu'il peut réclamer en capital dans chaque municipalité, son nom et son adresse ou celui et celle de son procureur autorisé à donner bonne et valable quittance des paiements effectués en rachat des rentes.

"Dans le cas où le créancier de la rente constituée ignore la situation municipale d'une terre, lot de terre ou partie de lot de terre affectés à une rente, il peut réclamer le capital de cette rente de la municipalité qui lui paraît la plus convenable pour le débiteur et, dans ce cas, il doit donner les renseignements ci-dessus mentionnés dans l'état qu'il produit à ladite municipalité, mais il ne peut pas réclamer pour la même terre dans deux municipalités différentes.

"Dans le cas où une terre, un lot de terre ou une partie de lot de terre est situé dans deux municipalités distinctes, le créancier de la rente peut réclamer le total du capital de la rente affectant lesdits biens fonciers dans l'une ou l'autre municipalité, mais il ne peut réclamer la même rente dans les deux municipalités."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"13. Le ou avant le 10 novembre 1935, le seigneur ou autre créancier de rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux doit déposer, au bureau du conseil de toute municipalité sur le territoire de laquelle il existe des biens fonciers affectés en sa faveur à des rentes constituées, un état indiquant:

"1. Le nom de chaque personne qui lui doit des rentes constituées;

"2. La désignation des terres, lot de terre ou parties de lots affectés à ces rentes;

"3. Le montant de la rente annuelle existant sur chaque terre, lot de terre ou partie de lot de terre affectés;

"4. Le montant du capital requis pour faire le rachat de la rente sur chaque terre, lot de terre ou partie de lot de terre;

"5. Le montant total qu'il peut réclamer en capital dans chaque municipalité, son nom et son adresse ou celui et celle de son procureur autorisé à donner bonne et valable quittance des paiements effectués en rachat des rentes.

"Dans le cas où le créancier de la rente constituée ignore la situation municipale d'une terre, lot de terre ou partie de lot de terre affectés à une rente, il peut réclamer le capital de cette rente de la municipalité qui lui paraît la plus convenable pour le débiteur et, dans ce cas, il doit donner les renseignements ci-dessus mentionnés dans l'état qu'il produit à ladite municipalité, mais il ne peut pas réclamer pour la même terre dans deux municipalités différentes.

"Dans le cas où une terre, un lot de terre ou une partie de lot de terre est situé dans deux municipalités distinctes, le créancier de la rente peut réclamer le total du capital de la rente affectant lesdits biens fonciers dans l'une ou l'autre municipalité, mais il ne peut réclamer la même rente dans les deux municipalités.

"Lorsqu'un seigneur ou créancier justifie qu'il ne peut remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent article dans le délai y mentionné, le lieutenant-gouverneur en conseil peut étendre ce délai pour la période de temps qu'il détermine.

"Dans le cas où le seigneur ou le créancier de la rente établit sous serment qu'il ne peut fournir les renseignements, tel qu'exigé par le présent article, il suffit que ledit seigneur ou créancier mentionne dans son état les indications que comporte le terrier ou les autres livres relatifs à la seigneurie concernée et qu'il a en sa possession."

L'amendement est adopté.

L'article 13, ainsi amendé, est adopté.

L'article 14 est adopté.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. Le droit à la rente et au capital qu'il représente est périmé et éteint pour toute rente constituée qui n'a pas été réclamée en justice ou par lettre régulièrement mise à la poste à la dernière adresse connue du débiteur durant la période de temps s'étendant du premier février 1929 au premier mai 1935."

Le comité propose de supprimer l'article 15.

L'amendement est adopté.

L'article 15 est retiré.

Les articles 16 à 27 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 28 qui se lit comme suit:

"28. À partir de cette date les rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux sont abolies dans la province, et le syndicat national devient créancier de chaque municipalité de comté et chaque ville ou cité indépendante pour les sommes capitales qu'il avance ou dont il devient débiteur pour le rachat des rentes constituées. Les conseils de comté deviennent créanciers des municipalités locales pour les montants dont ils sont chargés par le syndicat national, et les municipalités locales et les villes et les cités sont subrogées à tous droits, rangs et hypothèques, sans enregistrement, conférés par la loi ou autrement, aux seigneurs ou autres propriétaires de rentes constituées."

Le comité propose un amendement

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"28. Sauf pour les rentes échues entre le premier mai 1935 et la date du rachat ou de l'offre de rachat prévu à l'article 27, à partir de ladite date de ce rachat ou de cette offre de rachat, les rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux sont abolies dans la province, et le syndicat national devient créancier de chaque municipalité de comté et chaque ville ou cité indépendante pour les sommes capitales qu'il avance ou dont il devient débiteur pour le rachat des rentes constituées. Les conseils de comté deviennent créanciers des municipalités locales pour les montants dont ils sont chargés par le

syndicat national, et les municipalités locales et les villes et les cités sont subrogées à tous droits, rangs et hypothèques, sans enregistrement, conférés par la loi ou autrement, aux seigneurs ou autres propriétaires de rentes constituées."

L'amendement est adopté.

L'article 28, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 29 à 40 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 41 qui se lit comme suit:

"41. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"41. Les dispositions des articles 27 à 37 inclusivement de la présente loi n'entreront en vigueur qu'à compter de la date de la sanction d'une loi de la législature approuvant l'homologation prévue par l'article 24, et les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur le jour de sa sanction."

L'amendement est adopté.

L'article 41, ainsi amendé, est adopté.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur) et M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ont également pris part au débat.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité<sup>8</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** aborde la question du pont de Caughnawaga.

L'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) a joué un rôle important dans la construction du pont, qui fut nommé en l'honneur du père du ministre, ancien premier ministre de Québec. Le pont a été construit par un groupe ayant à sa tête l'honorable Raoul Grothe, membre de la Chambre haute, dont les obligations furent garanties par le gouvernement provincial.

L'octroi des contrats a donné lieu à beaucoup de patronage politique.

La province, dans cette entreprise, dit-il, a perdu entre \$450,000 et \$800,000<sup>9</sup>. Où est allée cette somme? L'on a demandé des soumissions apparentes, mais il était entendu que M. Janin aurait le contrat.

Le gouvernement devrait prendre les moyens nécessaires pour donner une enquête complète et impartiale sur cette construction, de façon à trouver où est allé le coulage.

Il parle d'un vol de \$100,000 dans les bureaux de la Sûreté provinciale à Montréal. Il ne veut pas d'une enquête parlementaire, mais il réclame des enquêteurs absolument impartiaux, indépendants et libres, et munis de tous les pouvoirs nécessaires.

Le pont de Caughnawaga a coûté au-delà de 3 millions<sup>10</sup>, déclare-t-il. Ce coût est exorbitant.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le chef de l'opposition a été mal informé au sujet du pont de Caughnawaga.

Il nie qu'il y ait eu quoi que ce soit de secret dans la construction du pont. La travée a coûté environ \$2,600,000, dont \$1,700,000 pour l'infrastructure.

Les contrats et les sous-contrats ont été donnés aux plus bas soumissionnaires, affirme-t-il, le pont a été complété près d'un an plus tôt que prévu, et il est très utilisé par les habitants des deux côtés de la rivière.

Il parle des taux et déclare qu'il a conseillé lui-même à la commission de charger des taux de péage qui lui permettront de rencontrer les charges fixes. Les taux ont été réduits. L'hiver a été très bon. Si ça continue ainsi, il est convaincu qu'il y aura une nouvelle réduction, d'ici à l'automne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait admettre au ministre des Terres que la Commission du pont de Caughnawaga a dépensé au-delà de \$3,000,000.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

**M. Guertin (Hull):** Vendredi soir, j'ai déclaré que j'avais des déclarations à faire lors de l'étude des crédits du Travail. Or, ces crédits ont été votés à la vapeur, en mon absence. Je voudrais bien savoir à la demande de qui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
À la demande de personne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai fait remarquer au ministre du Travail que le député de Hull était absent, samedi. C'est à la suggestion du ministre du Travail que les crédits ont été votés.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** J'étais sous l'impression que le député de Hull avait dit tout ce qu'il avait à dire, vendredi soir. S'il lui restait quelque chose à dire, il trouvera toujours une occasion pour le faire.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

### Commission d'électricité de Québec

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

### En comité<sup>11</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a dit qu'il avait des amendements à apporter: pourquoi ne pas nous les donner tout de suite?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je vais en faire faire des copies et je vous les remettrai tout à l'heure.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** rappelle qu'il a appuyé la ville de Québec lorsqu'elle a demandé le pouvoir de municipaliser.

M. le président, depuis trois ans, le député de Saint-Hyacinthe a fait le tour de la province pour exposer ses idées. Dans Québec, le député de Québec-Est s'est fait le champion de la municipalisation: il a même fait ses élections sur cela.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je me suis engagé à rappeler le contrat avec le Quebec Power.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Faites-vous une différence entre la municipalisation et l'Hydro?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Dorion n'a pas le droit de poser des questions au député de Québec-Est. Qu'il les pose au gouvernement.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je suis capable de répondre à ces questions: même j'aimerais engager un débat sur la question avec le député de Dorion.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Le chef de l'opposition ne doit pas trouver que je parle trop souvent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une chance pour la Chambre.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** J'ai le droit de parler ici comme n'importe qui. Je disais donc que le député de Saint-Hyacinthe a fait le tour de la province, et je suis heureux que le gouvernement ait admis ses remarques. Hier, le député de Saint-Sauveur a parlé. On dirait qu'il n'avait pas lu la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, j'attire l'attention du gouvernement sur le fait qu'un de ses députés prolonge inutilement la session. Le

député de Dorion n'a pas à attaquer le député de Saint-Sauveur, qui est un citoyen distingué de Québec. S'il ne veut pas étudier le bill, qu'il laisse la parole à un autre.

**M. le président:** Le député doit s'en tenir au bill.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je dois dire, en conclusion, que je veux donner des explications sur le vote que je vais donner. Je suis libéral, autant libéral que le député de Québec-Est, qui fait de grands discours sur les idées libérales, mais cela ne m'empêche pas de voter selon mes vues. Le député de Saint-Sauveur n'a pas le droit d'attaquer l'honorable M. Lapointe comme il l'a fait, surtout après que le chef de l'opposition a fait l'éloge du même M. Lapointe. Je crois que je suis aussi dans l'ordre que n'importe quel de ceux qui ont parlé sur le bill. Qu'est-ce qu'ils ont à reprocher au gouvernement? Il leur accorde ce qu'ils ont demandé. Si l'opposition travaillait dans l'intérêt de la province... Je tenais donc à dire que je voterai pour ces deux bills qui sont dans l'intérêt de la province.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** J'ai critiqué, et avec raison. Le gouvernement n'est pas en faveur de la municipalisation, puisqu'il a dit que le système des compagnies privées devait continuer dans notre province. C'est du camouflage. Jamais on n'aura la municipalisation, si on ne change pas de gouvernement.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je soulève un point d'ordre. Je crois que le député de Saint-Sauveur est en dehors de la question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le discours du député de Dorion qui ne voulait rien dire, a été une scène pénible pour la Chambre. Le député de Saint-Sauveur, le représentant des ouvriers, a été insulté: il a le droit de répondre.

**M. le président:** Le député de Dorion ayant attaqué celui de Saint-Sauveur, celui-ci avait le droit de lui répondre, mais je lui demanderai de s'en tenir à la clause qu'on étudie actuellement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Si la Chambre a trouvé que j'avais assez parlé, je puis bien m'asseoir. J'ai dit hier ce que je pensais de ce bill, et je donnerai encore mon opinion à mesure que les clauses seront appelées.

**M. le président:** C'est entendu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les privilèges accordés aux municipalités par le gouvernement sont une farce monumentale. Toute municipalité qui voudra municipaliser devra avoir l'autorisation de la Commission municipale, du ministère des Affaires municipales et du lieutenant-gouverneur en conseil, et avoir de plus l'approbation des contribuables. On a retranché, dans ce domaine, l'autorisation de la Commission de l'électricité, mais on n'a pas changé la loi. Il faudra aussi l'approbation de la Commission des services publics.

La nouvelle commission n'a pas le droit d'obtenir des pouvoirs judiciaires et la Législature n'a pas le droit de lui accorder de tels pouvoirs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Drouin (Québec-Est)** protestent contre l'article qui, tel que rédigé, permet à une compagnie d'acheter les actions d'une autre compagnie, sans l'autorisation de la Commission de l'électricité. Ce n'est pas ce que recommande la commission Lapointe.

Le comité adopte 33 des articles que contient le projet de loi<sup>12</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre des Terres a annoncé qu'il aurait quelques amendements à apporter. Qui propose ces amendements, étant donné que le bill a été réimprimé?

La séance est levée à minuit vingt minutes.

## NOTES

1. Le procès-verbal de l'après-midi fait mention que le Conseil législatif a apporté "un" amendement au bill 247. Le même procès-verbal fait mention en soirée que le Conseil a apportés "des" amendements audit bill. La copie du projet de loi approuvé par le Conseil législatif démontre qu'il y a eu plus d'un amendement.

2. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

3. *The Montreal Daily Star* du 15 mai 1935, à la page 4, écrit "une année". Tous les autres journaux écrivent six mois. Nous avons retenu cette dernière version puisqu'elle correspond au sens du Règlement de l'Assemblée législative.

4. *Le Canada* du 15 mai 1935, à la page 3, écrit exactement le contraire: "Je ne crois pas que le bill donne lieu à une longue discussion." Nous n'avons pas retenu cette version, puisque la suite nous démontre que le débat s'est étendu sur plus d'une séance.

5. Voir note 2.

6. 4 h 35, selon *Le Canada* du 15 mai 1935, à la page 3.

7. *Le Devoir*, *Le Soleil* et *The Gazette* dans leur édition du 15 mai 1935, respectivement aux pages 8, 7 et 1, écrivent \$3,580,000, \$3,800,000 et \$3,500,000.

8. *L'Événement* du 15 mai 1935, à la page 9, indique que le débat a duré une demi-heure.

9. \$500,000, selon *The Montreal Daily Star* du 15 mai 1935, à la page 4.

10. \$3,200,000, selon *Le Devoir* du 15 mai 1935, à la page 8.

11. Le comité se réunit sous la présidence du député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette).

12. Les débats recueillis par les journaux ne nous permettent pas d'identifier les articles et les amendements adoptés par le comité, au cours de cette séance. Même une analyse de la copie du projet de loi 20, étudiée en comité, ne nous donne quelque indication que ce soit.

## Première séance du mercredi 15 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 25.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux  
de la Chambre

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre le fait que les députés ministériels n'arrivent pas à temps pour siéger, en sorte qu'il n'y a pas quorum et qu'on perd du temps. On prolonge ainsi inutilement la session.

Cadastre de  
Saint-Jérusalem d'Argenteuil

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institutions  
d'assistance publique

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique.

**M. l'Orateur** rend sa décision sur le point d'ordre soulevé par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) au sujet dudit bill.

Il n'y a rien, dit-il, dans les amendements du Conseil législatif qui touche aux privilèges de la Chambre en matière d'affectation des deniers publics. Par conséquent, je renvoie le point d'ordre.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** dit que le bill donne des privilèges trop considérables aux médecins et aux hôpitaux.

On protège fort bien tout le monde, déclare-t-il, sauf le pauvre diable qui subit l'accident. Il ne restera plus rien à ce dernier. Il faudrait établir une limite.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Les médecins sont satisfaits du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** est favorable à l'objectif du bill, mais prévient que le remède pourrait se révéler pire que le mal. Ne serait-il pas préférable de donner aux médecins et aux hôpitaux le droit de poursuivre le patient, demande-t-il?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** proteste de nouveau et soutient qu'il ne restera rien à l'accidenté, quand les médecins et les hôpitaux auront retiré leur dû. Il voudrait que l'on mît une limitation au privilège dans la loi.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** Les hôpitaux, de même que le gouvernement, ont toujours été prêts à aider les accidentés qui ne peuvent payer. Ce bill ne fait qu'exiger de la personne qui obtient des dommages-intérêts qu'elle paie les frais médicaux et d'hospitalisation. Lorsque la victime n'obtient pas de dommages-intérêts, le bill ne change rien à la situation, elle obtient le même traitement et ne paie pas. Les médecins et les hôpitaux ne reçoivent pas de paiements.

Dans chaque cas, l'assurance remise à l'accidenté dit qu'il y a tant pour l'hôpital et tant pour le médecin, mais souvent l'accidenté ne veut pas payer, et c'est pour remédier à cela que la loi est présentée. Il s'agit d'un geste de bonne foi de la part des compagnies d'assurances, qui sont les plus concernées par ce problème, et des hôpitaux pour faire face à une situation devenue intolérable à Montréal. La loi peut ne pas être parfaite; toutefois, on pourrait l'amender l'année prochaine, s'il y a lieu.

La seule objection vient du Barreau, mais il ne dit pas que le principe est mauvais, seulement que la loi touche au Code civil. C'est exact, mais nous adoptons chaque année des lois qui touchent de près ou de loin au Code civil. Le Code civil doit être flexible et évoluer avec le temps. À moins que ses principes de base soient attaqués d'une telle façon qu'il en perde ses fondements, je crois que nous ne

devrions pas hésiter à amender le Code civil. Adoptons cette loi et, l'année prochaine, après un examen sérieux d'un an, nous verrons quels amendements doivent être apportés.

Les amendements sont lus une deuxième fois.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que les amendements soient adoptés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Prochaine séance! Il est évident que le premier ministre et la majorité en Chambre sont favorables à cette loi. Personnellement, je veux aussi que justice soit faite aux médecins et aux hôpitaux. Mettant en relief quelques-uns des problèmes qui pourraient survenir, par exemple, le médecin n'est pas partie à la poursuite judiciaire. Cependant, selon le bill, la présentation de la preuve peut demander beaucoup de temps, ce qui occasionnera des coûts à l'accidenté, qui est partie à la poursuite. Ceux qui ont vivement plaidé en faveur du bill ne semblent pas connaître grand-chose à la question, dit-il. Lorsqu'on les presse, ils affirment qu'il s'agit d'une loi pour les compagnies d'assurances et non pour les hôpitaux.

Les amendements sont adoptés sur division.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides et lue la première fois, mardi, le 14 mai courant, et dont la deuxième lecture avait alors été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois.

Ladite résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Béique (Chambly)** parlent de la construction des estacades, sur la Chaudière, pour prévenir les inondations dans la Beauce, de la construction d'un pont à Joliette et de la construction d'un pont à Chambly.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) et l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** donnent les explications demandées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande l'abolition des ponts de péage et déclare que la réduction récemment consentie par le gouvernement est plus apparente que réelle, parce que personne n'a le moyen d'acheter des livres de billets à \$5; on devrait mettre des billets à \$1.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Les réductions que nous avons accordées favorisent le public voyageur. Nous avons des billets à \$1 pour les ponts de la rive sud entre Montréal et Québec. Quant aux péages, il est difficile de nos jours de construire des ponts sans charger des péages. Aux États-Unis, il y a des ponts de péage, on en compte plus de 300. Nous avons d'ailleurs certains ponts de péage qui ne rapportent pas grand-chose à la province, comme à Chicoutimi, à Gaspé, et à certains autres endroits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les chemins doivent être libres et les ponts, qui font partie des chemins, devraient l'être aussi.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois.

### Motions de condoléances:

**Ajournement en signe de deuil  
du député de Montréal-Saint-Henri,  
M. Maurice Gabias**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai le regret d'annoncer à cette Chambre que



M. Gabias est mort ce matin. Je sais que son décès ébranlera ses collègues qui, j'en suis convaincu, regretteront grandement sa présence. Il offre ses sympathies à la famille de M. Gabias et rappelle ses qualités remarquables, et ce, dans plusieurs champs d'activités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au nom de l'opposition, je me joins aux remarques du premier ministre. M. Gabias possédait des qualités personnelles hors du commun, comme tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître peuvent en témoigner. Les membres de l'opposition se joignent aux sympathies exprimées par cette Chambre à la famille éprouvée. M. Gabias a toujours été un bon adversaire politique. Il possédait des qualités exceptionnelles et nous, de l'opposition, voulons exprimer nos sympathies les plus sincères à la famille.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que la Chambre s'ajourne par respect pour la mémoire de M. Maurice Gabias, député de Montréal-Sainte-Henri, dont la mort est arrivée cette nuit.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 15 mai 1935

#### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux;
- bill 238 modifiant la loi des produits laitiers.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides et lue la première fois, ce jour, et dont la deuxième lecture avait alors été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois

Ladite résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

#### Commission des services publics

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi de la Commission des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque), l'amendement suivant:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre s'oppose à la deuxième lecture du bill 30 modifiant la loi de la Commission des services publics:

*a.* Parce que les pouvoirs accordés à la Commission des services publics par ce bill viennent en conflit avec les droits des municipalités et violent l'autonomie municipale qu'il est nécessaire de sauvegarder;

*b.* Parce que ce bill lèse les droits acquis;

*c.* Parce que ce bill ouvre la porte au patronage et au favoritisme politiques et aux abus qui en découlent;

*d.* Parce que ce bill est de nature à empêcher la concurrence nécessaire et à favoriser les monopoles;

*e.* Parce que la Chambre refuse de voter confiance à la Commission des services publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite son collègue et ajoute que la loi est très bien résumée dans l'amendement.

Cette loi, dit-il, est un encouragement au merger de l'essence et un vote de confiance à la Commission des services publics.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous voulons par ce projet que les postes de distributions qui seront établis à l'avenir soient sous le contrôle de la Commission des services publics. Les postes de gazoline actuellement existants ne seront pas affectés.

Le nombre des stations de gazoline s'est multiplié de façon fantastique depuis quelques années, surtout par la concurrence de compagnies qui se livrent une lutte à mort pour la suprématie. On en a construit partout, près des écoles, des églises; on a ruiné l'esthétique des plus beaux endroits par une architecture tapageuse et bariolée. Dans les villes, notamment, les stations de gazoline, que l'on établit dans ce qui est convenu d'appeler les beaux coins, sont la ruine et la désolation des quartiers résidentiels, et ce sont le point de départ du sabotage des réglemens de construction.

En dehors de ces raisons, il est clair que la multiplicité des stations se traduit en définitive par un fardeau plus lourd sur le consommateur. Ainsi, Lors d'un récent voyage, j'ai compté les postes de distribution entre Québec et Saint-Anne de Beaupré. Il y a en a 45 qui sont installés sur ce trajet long de 21 milles<sup>1</sup>. Dès qu'une compagnie installe une station, la compagnie rivale vient en ériger une autre en face. Il ne se vend pas un gallon de gazoline de plus à cause des 45 stations. Cela signifie donc que le prix de toute la gazoline vendue dans cette région est chargé du coût de construction, d'entretien et du personnel des 45 stations, alors que cinq ou six feraient l'affaire.

On sait que les compagnies se font une concurrence ruineuse, dont le public est appelé à payer les frais en définitive. Il existe une législation comme celle-là en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, et elle donne les meilleurs résultats possibles. Nous donnons à la Commission le pouvoir d'accorder des permis afin de régler cette situation. Je crois que la Chambre ferait bien d'accepter cette loi.

**M. Béïque (Chambly):** Le gouvernement veut maintenant créer le trust de la distribution.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** La loi est de nature à enlever à la ville de Québec les privilèges dont elle jouit et à lui enlever une source de revenus.

**M. Drouin (Québec-Est):** La Commission aura le contrôle de tous les postes de gazoline. C'est une mesure très sérieuse. Pour la bien juger, il faut se rappeler la situation du commerce de la gazoline dans notre province. La gazoline est contrôlée par les grosses compagnies, et il n'y a aucune concurrence.

Ce trust est un autre exemple de la concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre. Jusqu'en 1932, il y avait des petites compagnies indépendantes qui vendaient l'essence souvent meilleur marché que les grosses compagnies.

En 1932, on a créé un merger sous la direction de la Champlain Oil, qui est un subsidiaire de la Standard Oil. C'est cependant l'Impérial Oil qui demeure la représentante de cette compagnie. Il n'y a qu'une compagnie qui n'est pas affiliée à la Standard Oil, qui n'appartient pas au cartel, et c'est la Shell Oil, contrôlée par les Anglais et les Hollandais. Mais elle n'ose faire la lutte des prix. Dans un tel cas, les prix sont élevés parce qu'il n'y a pas de concurrence.

Les prix de l'essence sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. Il en coûte 10 sous de plus pour la même quantité et la même qualité. Pour 19 gallons d'essence plus l'huile, il en coûte \$3.65 aux États-Unis et \$5.85 ici.

Par cette loi, on demande de faire confiance à la Commission des services publics pour la réglementation du problème. Le commerce de l'essence doit être libre. La Commission des services publics pourra exiger des garanties de solvabilité de toute personne qui voudra opérer un poste. S'il en juge, dit-il, par ce qui s'est passé au sujet de l'électricité, celui qui sera favorisé de la fortune sera favorisé au détriment du petit.

Il n'a pas confiance en la Commission des services publics.

Le commerce de la gazoline est un commerce libre, déclare-t-il. La loi permet à la Commission d'examiner la solvabilité de celui qui demande un permis. Cela aura pour effet d'empêcher les simples particuliers de faire ce commerce avec lequel ils peuvent gagner leur vie.

Le contrôle des postes devrait être laissé aux municipalités. Pour sa part, il ne veut pas favoriser le trust de l'essence, pas plus que le trust du charbon et celui de l'électricité qu'il a combattus.

Il annonce qu'il votera contre le bill.

**M. Guertin (Hull)** comprend difficilement pourquoi le gouvernement veut s'ingérer dans le commerce de l'essence. Il en serait, si c'était pour faire disparaître le trust.

Si le gouvernement veut contrôler le commerce de détail, pourquoi ne contrôle-t-il pas le commerce en gros? C'est dans le commerce en gros que se font les abus. On veut s'ingérer dans les affaires de municipalités qui sont beaucoup plus que la Commission des services publics en mesure de décider en la matière.

On fait de la Commission un employé du gouvernement et il faudra une armée de fonctionnaires, d'inspecteurs. De plus, comme il faudra faire enquête dans chaque cas, il y aura des délais. La Commission des services publics est discréditée, en effet. Elle a plus souvent eu des yeux et des oreilles pour ceux contre qui elle était appelée à agir. J'espère que le bill n'affecte pas les postes déjà existants.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est entendu.

**M. Guertin (Hull)** déclare qu'il n'a pas confiance, lui non plus, en la Commission des services publics et qu'il votera pour la motion Lafleur, contre ce bill.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le bill, on l'a dit, n'affectera pas les postes actuellement établis, mais s'appliquera à ceux qui voudront s'établir dans l'avenir. Ceux-là seront forcés de soumettre leur plan à la Commission des services publics qui n'accordera de permis que dans l'intérêt public. On évitera ainsi que les compagnies placent des postes aux quatre coins d'une rue, dans le seul but de se faire concurrence et de renchérir sur l'installation de chaque poste, de façon que ce soit le consommateur qui paie en définitive ces frais d'installation. On évitera ainsi que les postes soient établis partout, près des écoles, des hôpitaux, des parcs publics, etc., autrement dit, on mettra un peu d'ordre et de bon sens dans la construction des postes de distribution. Il y a actuellement une concurrence coûteuse. Il s'agit de contrôler la situation.

**M. Smart (Westmount)** plaide en faveur des droits des municipalités.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bouthillier, Charbonneau, Cohen, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lapointe, Mercier fils, Messier, Perrault, Piché, Plante, Reed, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre la juridiction que l'on donne à la Commission des services publics, même quant à la propriété privée.

Ainsi, dit-il, un cultivateur ne pourra construire un poste chez lui.

On veut favoriser les trusts dont les activités sont loin d'être inspirées par le souci de la justice et de l'intérêt public. Aux trusts qui existaient déjà, on a ajouté, il y a quelques années, celui de la gazoline. Depuis deux ans, on a passé toutes sortes de lois pour étendre l'influence du trust de l'essence. Maintenant, on donne à la Commission des services publics des pouvoirs qui appartiennent aux municipalités. Le contrôle devrait être laissé aux corporations municipales qui, elles, agissent au nom des contribuables.

Il peut y avoir eu des abus, mais ceux qui les commettent peuvent être boutés dehors par le peuple, tandis qu'il n'en est pas de même des commissaires. La Commission des services publics dépend du gouvernement, le grand ami des trusts. Ses activités ont toujours favorisé les monopoles. La Commission n'a pas eu le courage de faire enquête sur la solvabilité des compagnies et on va lui permettre d'enquêter dans le cas des particuliers.

La liberté est à la base du commerce. De plus, la Commission des services publics ne mérite pas la confiance. Après ce qui a été dit dans le rapport de la commission Lapointe, l'attitude du gouvernement est un défi à l'opinion publique.

On a prétendu, en certains quartiers, qu'il n'y a pas de trust de l'essence. Toutes les compagnies qui contrôlent le commerce de l'essence, un objet de première nécessité, sont liées par une entente sur la fixation des prix.

La loi actuelle est un acheminement plus complet vers la formation catégorique du trust de l'essence.

Les automobilistes s'opposent au bill. Nous avons reçu des protestations énergiques contre cette loi.

Il lit une lettre du Club automobile de Québec qui proteste énergiquement.

Cette lettre, dit-il, fait écho à la protestation générale.

Si la Commission des services publics obtient les pouvoirs qu'on veut lui donner, c'est un encouragement additionnel au trust. On va provoquer la hausse des prix de l'essence. Le gouvernement devrait retirer cette loi comme il l'a fait, il y a quelques années, à la veille des élections.

Il dénonce ce qu'il appelle le favoritisme de la Commission des services publics et déclare que, lors de la discussion du bill de Québec, au sujet de la municipalisation, les commissaires se tenaient à la disposition du gouvernement, au comité, pour fournir des renseignements à l'avantage du Québec Power. Le gouvernement devrait retirer cette loi injuste, conclut-il.

**M. Guertin (Hull):** Si on ne le fait, on devrait exempter au moins les municipalités qui ont des règlements.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
On devrait accepter le bill dans l'ensemble. Laisser le contrôle aux municipalités, c'est prêter aux marchandages et tolérer les abus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Ce bill est devenu nécessaire. Il y a trop de postes de gazoline; il y en a cinq ou six dans les très petits villages. Les postes de gazoline ont poussé comme des champignons. Il faut l'admettre: les permis donnés par les conseils municipaux sont devenus un vrai marchandage. C'est à qui des conseils municipaux en permettrait le plus. Il vaut mieux soustraire les conseils à cette tentation.

On dit que nous laissons cela à la Commission des services publics et que cela encouragera les trusts. Je voudrais bien savoir comment cette mesure peut aider les trusts. C'est le contraire, c'est impossible. Comment veut-on qu'actuellement les petites compagnies puissent lutter avec les grosses pour l'installation des postes. Il vaut mieux laisser cela à un organisme indépendant. Ce n'est que la Commission qui pourra exercer un contrôle efficace sur les compagnies pour l'établissement des postes. Si vous voulez avoir une véritable concurrence, c'est de remettre cela aux mains d'un corps indépendant comme la Commission des services publics.

L'opposition critique la Commission des services publics? Si la Commission des services publics était ce que pense d'elle le chef de l'opposition, je comprends qu'on s'y opposerait. L'opposition ne respecte aucune des commissions provinciales que nous avons établies et ne rend justice à aucune. Ces commissions sont pourtant composées d'hommes responsables et respectables. On attaque violemment la Commission des services publics, mais c'est une excellente institution qui a rendu d'énormes services à la province. et empêche beaucoup de procès. La Commission des services publics fera les choses honnêtement et dans l'intérêt

de la province. Mais comme tous les tribunaux, elle ne peut rendre jugement en faveur de tout le monde, et elle fait des mécontents.

On verra que la Commission mettra fin au marchandage et que les compagnies ne seront plus forcées par la concurrence d'établir des postes à tous les coins de rue. C'est le consommateur qui en bénéficiera. Je n'ai aucune hésitation à demander à la Chambre d'adopter cette loi qui tend à débarrasser notre province de ces innombrables stations de distribution d'essence.

(Applaudissements à droite)

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Fillion (Laval), Fillion (Lac Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Lamoureux, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Reed, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 35.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

## Demandes de documents:

### Téléphone, tarification

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de tous documents ou correspondances quelconques entre des particuliers ou corporations de cette province et le gouvernement provincial ou entre celui-ci et le gouvernement fédéral, protestant contre les hauts tarifs de téléphone actuellement en vigueur.

La province n'a aucun contrôle en la matière, mais il faut une motion pour attirer l'attention de la population et l'engager à réclamer une réduction de taux. Ceux-ci sont actuellement trop élevés, excessifs. Quand tout le reste a baissé de prix, depuis le début de la crise, les taux du téléphone sont restés les mêmes.

Il clame que la compagnie de téléphone Bell appartient à l'American Telephone and Telegraph Company.

La compagnie de téléphone Bell contrôle à peu près toute la clientèle dans la province, déclare-t-il. Elle maintient ses prix parce qu'elle est protégée par des lois, lois qui, encore une fois, ne relèvent pas du provincial. La compagnie, en 1927, s'est adressée à la Commission des chemins de fer pour faire hausser ses taux. Elle y a réussi, en dépit de toutes les objections.

Tous les pouvoirs publics devraient s'unir pour obtenir une réduction des taux de téléphone. D'ailleurs, dit-il, il a reçu un grand nombre de lettres lui demandant d'insister sur sa motion.

**M. Guertin (Hull)** félicite le député de Québec-Est pour sa motion et son discours.

Une lutte à mort devrait être livrée par les citoyens contre les trusts. La compagnie est un des trusts les plus libres. Toutes les compagnies d'utilités publiques, sauf la compagnie de téléphone Bell, semblent avoir connu une baisse de leurs revenus ces dernières années.

Il proteste parce que l'on a accordé aux actionnaires des compagnies publiques le droit à des dividendes de 8 %. Il est d'avis que ce taux n'a plus sa raison d'être. Il s'en suit, croit-il, que si la compagnie a réussi à faire de gros profits en dépit de la crise, elle devrait réduire ses taux.

Il parle de l'American Telephone et du salaire de son président à \$200,000 par année. Il dit que dans la partie ouest de la province et dans l'est de l'Ontario, la compagnie de téléphone Bell exerce un contrôle absolu et constitue une véritable bureaucratie. Il se plaint que les officiers supérieurs ne sont même pas polis. Il estime qu'une réforme s'impose.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** nie que l'American Telephone and Telegraph Company soit propriétaire de la compagnie de téléphone Bell. La majeure partie des actions est détenue par des Canadiens. Il dit que la Northern Electric Company, une filiale de Bell, est pratiquement fermée et que Bell supporte cette charge.

La motion est adoptée.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On me dit que le ministre du Travail aurait déclaré au député de Hull que j'avais insisté pour passer ses crédits en son absence, samedi soir. Si cette déclaration a été faite, elle est fausse. J'invite, dit-il, le ministre à se reprendre.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je n'ai jamais déclaré cela.

**M. Guertin (Hull):** Le ministre n'a pas déclaré cela catégoriquement, mais il l'a laissé entendre clairement que c'était à la demande du député de Trois-Rivières. Ma déclaration vaut celle du ministre du Travail.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Ce n'est pas le chef de l'opposition qui appelle les items, mais le trésorier de la province. Je sais, par ailleurs, que souvent le premier ministre, par courtoisie, se rend au désir du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre dit blanc et le député de Hull dit noir. Lorsque nous avons étudié les crédits du Travail, j'ai rappelé que le député de Hull avait des remarques à faire. Le ministre a dit qu'il croyait que le député de Hull avait dit tout ce qu'il avait à dire vendredi soir.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** J'ai même dit que j'espérais qu'il avait fini. (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Cette conduite n'est pas digne du ministre qui a eu peur d'être convaincu d'illégalité.

La motion est adoptée.

#### En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle du départ des colons, disant que les journaux annoncent une journée qu'ils partent, et le lendemain qu'ils ne partent pas, de façon à laisser croire que le nombre des partants est beaucoup plus nombreux qu'il ne l'est en réalité. Il parle des journalistes libéraux du *Canada* et du *Soleil* qui ont beaucoup d'imagination.

Il affirme que le départ des colons lui fait penser aux adieux de la regrettée Adeline Patti<sup>3</sup>, un événement toujours sur le point d'avoir lieu.

Il parle ensuite de la colonie Laferté, puis de la colonie Vautrin.

Quarante et un des 50 colons qui ont été dirigés vers ces endroits, déclare-t-il, en sont revenus parce qu'ils n'avaient pas d'argent, le ministère de la Colonisation ne les ayant pas payés.

Il affirme que la période d'action électorale doit être terminée. Il rappelle le congrès de colonisation et ajoute que le plan Vautrin se résume à un congrès, un banquet et des réparations au bureau du ministre.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Je ne suis pas l'auteur de ces articles, mais on ne peut tout de même pas empêcher les journaux d'annoncer le départ des colons, ce qui est un événement assez intéressant.

Le chef de l'opposition critique injustement le département. Les colons n'ont pas reçu la piastre quotidienne, qui leur était retenue, parce que cet argent doit servir à envoyer les familles des colons sur les lots. Il est vrai, dit-il qu'il a fait réparer son bureau, mais le chef de l'opposition en a fait autant.

Il en est pour les colons comme pour les autres classes de la société. Il y a de bons colons et de moins bons colons. Ce sont les derniers qui sont revenus. Il ne faut pas que le colon s'imaginer qu'il s'en va sur la terre gagner le prix de son passage pour revenir en ville. Le gouvernement se montre très généreux envers les pionniers qui veulent développer notre patrimoine national et il les aide par toutes sortes d'octrois.

Il n'y a pas de sacrifices que le gouvernement ne fera pas pour les colons. Toutefois, ces octrois sont répartis sur une certaine période de mois et même d'années et les colons qui veulent revenir en ville aussitôt que rendus dans la forêt ne peuvent en jouir. Autrement dit, la colonisation n'est pas un jeu, mais une chose sérieuse.

Les colons de la colonie Vautrin qui sont revenus ont l'intention d'y retourner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La publicité c'est fort beau, mais il vaudrait mieux en passer à l'action. Tout ce que le ministère de la Colonisation a fait, comme action, a consisté à envoyer les colons à Laferté où le terrain était si bien choisi que les colons enfonçaient dans la boue à mi-jambes et qu'on les a transportés là en hiver, parce qu'au printemps la chose aurait été impossible.

Le deuxième essai a été d'envoyer 50 colons à Villemontel. Là-dessus, 39 sont revenus et le gouvernement ne les a pas payés. Deux tentatives, deux échecs. Ce sont ces erreurs, cette inaction qui découragent la colonisation et constituent les pires obstacles.

Le nouveau ministre, en six mois, a réussi à établir 50 colons. À ce rythme, ça fait 100 par année, et s'il faut établir 40,000 colons, le ministre et le chef de l'opposition seront morts depuis longtemps avant que les derniers colons aient été envoyés.

Est-il à la connaissance du ministre que, depuis 1931, des octrois pour le comté de Gaspé ont été détournés et encaissés par des personnes auxquelles ils n'étaient pas destinés?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Pas à ma connaissance, dans Gaspé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je parle de Gaspé-Nord et de Gaspé-Sud. Je demande au ministre s'il sait si des octrois pour des travaux ont été encaissés non par les destinataires mais par des personnes ayant des positions qui les mettent à même de recevoir l'argent ou qui ont leur mot à dire dans la distribution des octrois publics?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Ce n'est pas à ma connaissance ni à celle du sous-ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout le monde est donc sans connaissance?  
(Rires dans les galeries)

**M. le président** rappelle le public à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'il n'y a pas une paroisse du nom de Saint-Joachim, à laquelle le ministère a accordé un octroi de \$1,000 ou \$1,100? Cette paroisse ne l'a pas reçu parce que quelqu'un a mis la main dessus?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le sous-ministre me dit que le montant n'a pas été payé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi? Le chèque a-t-il été envoyé?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Non. Car les travaux faits l'ont été sans autorisation et ils n'ont pas été payés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre et sous-ministre, sur leur parole d'honneur, affirment que, depuis 1931, des octrois faits à même les fonds publics n'ont pas été détournés de leur destination?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je vais prendre des renseignements. À tout événement, on m'a dit que les travaux avaient été faits sans autorisation et qu'en conséquence ils n'ont pas été payés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le département de la Colonisation a-t-il envoyé à un de ses officiers un octroi de \$1,000 destiné aux colons de Chicoutimi? Ce chèque a été volé et encaissé par un officier du département de la Colonisation. Ledit officier a été pris, mais on ne l'a pas mis à la porte. Il rembourse le vol à raison de \$20 par mois.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Si le chef de l'opposition veut le nommer, j'ai ici mes documents et je vais discuter l'affaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt. Discutons!

**M. Filion (Laval):** Nommez au moins le voleur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suppose que la chose intéresse le député? Je dis qu'un officier a reçu mille piastres du département pour la municipalité de Larouche. Je dis que cet officier a volé l'argent, l'a encaissé. Mais au lieu de le mettre à la porte, on a réglé avec la corporation de façon que ledit officier rembourse à raison de \$20 par mois. Et, cet officier est encore à l'emploi du ministère.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Un de nos officiers a reçu instructions d'aller porter un chèque, et nous avons les reçus de la municipalité et de la banque. Dites-moi le nom du voleur. Peut-être que nous ne le savons pas. Le chef de l'opposition a dit, au cours de la session, qu'il y avait des voleurs dans mon département, mais il n'a pas nommé de noms.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai nommé le nom l'an dernier et le sous-ministre du temps l'a admis et, sur mes reproches, il a dit qu'il a fait pour le mieux en faisant rembourser la municipalité qui n'aurait pas été remboursée autrement. Mais, je

constate que le ministre parle d'un autre cas, celui de l'enquête Grenon, faite par un officier du département du procureur général, M. Charles-Édouard Cantin, qui a fait un rapport sur cette affaire, rapport qui d'ailleurs aurait dû être produit devant la Chambre.

Dans le cas de l'enquête Grenon, le secrétaire-trésorier de la municipalité de Larouche, M. Voisine, et le maire, M. J. Larouche, ainsi que deux conseillers municipaux de Larouche ont donné des affidavits à l'effet que M. J. Grenon et un autre, que je nommerai pas, se sont présentés chez M. Larouche et le secrétaire et ont obtenu, par fausses représentations, un reçu attestant que la municipalité avait reçu \$2,000 comme paiement de liste de paie. Voici d'ailleurs l'affidavit de M. Voisine, secrétaire-trésorier de Larouche:

"Je, soussigné, J.-A. Voisine, secrétaire-trésorier de la municipalité de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, étant assermenté sur les saints Évangiles, déclare et dis:

"1. Que MM. Jean Grenon, de Chicoutimi et Thomas-Louis Ouellet, de Jonquière, se sont présentés à M. Joseph Larouche, maire de Larouche, et à moi, dans le courant du mois de septembre 1933;

"2. Que sous de fausses représentations, lesdits MM. Grenon et Ouellet ont fait signer un reçu pour un montant de \$2,000 attestant que la municipalité de Larouche avait reçu ce montant de \$2,000; ce montant étant ou devant être le règlement d'une liste de paie qui n'a jamais été approuvée par la municipalité de Larouche;

"3. Que la municipalité de Larouche n'a jamais, à ma connaissance et ma croyance, retiré ce dit montant de \$2,000.

"Et, j'ai signé à Larouche, ce 19<sup>e</sup> jour de novembre 1933.

"(Signé) J.-A. Voisine, secrétaire-trésorier.

"Assermenté devant moi à Larouche, le 19 novembre 1933.

"(Signé) Séraphin Perron, N. P.

"(Vraie copie)"

Voici maintenant la déclaration assermentée de deux conseillers municipaux sur le même incident:

"Nous, soussignés, déclarons sous serment que la déclaration assermentée de M. J.-A. Voisine, secrétaire-trésorier de Larouche, qui est annexée à la présente, corrobore les déclarations verbales que nous avons faites, cet après-midi, à M. Joseph Larouche, maire de la municipalité de Larouche, comté de Chicoutimi.

"M. Joseph Larouche n'a pas voulu signer de déclarations écrites dans le but de ne pas indisposer le gouvernement de la province à l'égard de la municipalité de Larouche.

"Et nous avons signé, à Larouche, ce 19 novembre 1933.

"(Signé) Henri Girard, conseiller

"Ernest Girard, Éloi Côté

"Assermenté devant moi à Larouche, ce 19 novembre 1933.

"(Signé) Séraphin Perron, N. P."

Quant au cas que j'ai en vue, et qui n'est pas le cas Grenon, le ministre me demande de dire le nom. Or, l'an dernier, je l'ai dit en Chambre, et le sous-ministre le sait. Le député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) a même dit que ça n'était pas dans son comté, mais dans Chicoutimi. Le ministre a expliqué qu'il gardait cet employé parce qu'il voulait faire rembourser la corporation et que c'était le seul moyen.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Dans le cas de Grenon, voici les faits tels que connus à mon département. Le département a écrit à Grenon lui disant d'aller porter un chèque de \$3,500 dont \$1,500 pour la banque et \$2,000 pour la municipalité de Larouche. La lettre a été envoyée à Grenon, le 6 septembre 1933. Le 7 septembre, Grenon est allé à la banque qui a donné un accusé de réception. Grenon est allé voir Voisine, et Voisine ainsi que le maire ont donné un reçu pour paiement du rôle de paie.

Les gens de Larouche ont eu l'impression d'avoir été volés, notamment Larouche et Voisine. Ils ont fait poursuivre Grenon devant les tribunaux pour remboursement de \$2,000. Mais, la cour a rejeté la poursuite avec dépens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'action a été rejetée pour une question de forme.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Fort bien, mais alors pourquoi Voisine et Larouche n'ont-ils pas poursuivi? Alors comment veut-on que le département, après avoir obtenu les reçus officiels, puisse considérer Grenon comme voleur et le renvoyer?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le dénommé Grenon n'est pas un véritable employé de la Colonisation, mais plutôt un politicien. Le ministre admet que Grenon a reçu \$3,500. Il a obtenu un reçu de Larouche et Voisine. Mais, c'est précisément ce

que disaient ces derniers, avec la différence que le reçu a été obtenu par fausses représentations. De plus, trois tierces personnes corroborent les déclarations de Voisine et Larouche.

Il y a eu enquête par M. Cantin. Pourquoi le ministre n'en parle-t-il pas? C'est pourtant un document public. Le ministre l'a-t-il?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**

répète les faits qu'il a déjà signalés.

Mais, ajoute-t-il, M. Voisine a signé un autre affidavit qui se lit comme suit:

"Je soussigné J.-A. Voisine, secrétaire-trésorier de Larouche, dûment assermenté, dépose et dit:

"1. M. Thomas-Louis Ouellet, de Jonquière, ne m'a pas volé la somme de \$2,000 apportée par M. J.-F. Grenon, I. C., le 7 septembre 1933, et relative à la liste de paie des travaux faits, du 26 juillet au 1<sup>er</sup> octobre 1931, rang I de la Décharge, laquelle liste de paie a été déposée sur la table à la résidence du maire Joseph Larouche.

"Et j'ai signé J.-A. Voisine.

"Assermenté devant moi à Chicoutimi, ce 2<sup>e</sup> jour de décembre 1933.

"Chs. Ed. Chayer, recorder, villes de Jonquière et Bagotville."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet affidavit ne change rien au premier, car dans le second, Voisine dit simplement que Ouellet ne lui a rien volé à lui personnellement. L'affidavit ne contredit pas la déclaration où Voisine dit que Grenon et Ouellet ont obtenu un reçu de \$2,000 par fausses déclarations, affidavit confirmé par trois autres personnes.

D'ailleurs, pourquoi le ministère ne produit-il pas le rapport Cantin sur l'affaire? Pourquoi n'en parle-t-il pas?

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Le ministère devait s'enquérir si Grenon avait volé. Il savait que Grenon avait des ennemis. Grenon a envoyé les reçus authentiques de la banque et de Voisine et de Larouche. Les tribunaux ont rejeté une poursuite contre Grenon et, de plus, Larouche et Voisine, qui étaient qualifiés pour le faire, n'ont pas poursuivi Grenon. Le département devant ces faits ne pouvait considérer Grenon comme voleur et l'a maintenu en fonction.

Voici d'ailleurs une lettre écrite par M. Larouche à M. Thomas-Louis Ouellet, le 8 janvier 1934:



"Suivant l'arrangement convenu avec M. Ouellet, au sujet de \$2,000, qui aurait été supposé parvenir à la municipalité de Larouche, après un exposé de tous les faits, tels qu'ils sont, nous constatons en réalité qu'il n'y a eu aucun détournement de la part de M. Ouellet, mais une simple erreur du département, de ne pas avoir fait un chèque de \$2,000 à l'ordre de la municipalité si cela lui appartenait, ce qui n'aurait mis personne dans l'erreur de commettre ce détournement involontaire.

"(Signé) J. Larouche, maire,  
"J.-A. Voisine, secrétaire-trésorier."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le document exonère M. Ouellet, mais n'éclaircit nullement la situation quant à M. Grenon. Mais pourquoi le ministre ne produit-il pas le rapport Cantin?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** offre une copie du rapport au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** accepte l'offre, afin qu'il puisse étudier la question avant la séance du soir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voici la copie du rapport. Comme conclusion, on voit que M. Cantin dit qu'en équité, personne n'est compromis, mais qu'il y a eu erreur administrative.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** a également participé au débat.

L'étude de la résolution est suspendue.

Le comité, ayant étudié les résolutions, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 15 mai 1935

#### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 144 ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement apporté au bill 22 relatif au crédit agricole.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill D du Conseil législatif modifiant les articles 38 et 128 de la loi des compagnies de Québec, pour lequel il demande son concours.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail.

#### Loi des compagnies, articles 38 et 128

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill D du Conseil législatif modifiant les articles 38 et 128 de la loi des compagnies de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Extension des conventions collectives

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail.

Les amendements sont lus une première fois.

### **Emprunts des sœurs de la Charité de Québec**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 234 relatif à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Adopté.

### **Commission des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 30 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

### **En comité<sup>4</sup>:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de la Commission des services publics de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 17), tel que remplacé par la loi 16 George V, chapitre 16, section 1, et modifié par la loi 19 George V, chapitre 18, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, immédiatement après le sous-paragraphe c du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:

"cc. Pour l'établissement de dépôts de gazoline et l'installation de toute pompe ou réservoir à gazoline additionnel, tel que défini à l'article 2 de la loi de la gazoline (chapitre 36); ou".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 2 de la Loi de la commission des services publics de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 17), tel que remplacé par la loi 16 George V, chapitre 16, section 1, et modifié par la loi 19 George V, chapitre 18, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, immédiatement après le sous-paragraphe c du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:

"cc. Pour l'établissement et l'installation, à l'avenir, de dépôts de gazoline tel que défini à l'article 2 de la loi de la gazoline (chapitre 36); ou".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est moins mal que le texte original.

**M. Guertin (Hull):** C'est très bien! (Rires)

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 30a, tel qu'édicte par la loi 19 George V, chapitre 18, section 5, les articles suivants:

"30b. La demande de tout service public visé par le sous-paragraphe cc du paragraphe 2 de l'article 2, pour obtenir l'autorisation requise par l'article 28, doit spécifier la description de chaque dépôt de gazoline que l'on se propose de construire ou de chaque bâtisse que l'on se propose de convertir, en totalité ou en partie, en un dépôt de gazoline; la description et la capacité de chaque réservoir à gazoline que l'on se propose d'installer; le nombre des pompes à gazoline que l'on se propose d'installer et la capacité de chacune; le nombre de voies d'écoulement raccordées à chaque pompe à gazoline; la situation de chaque tel dépôt de gazoline; la distance de chaque pompe à gazoline du chemin public et la distance de chacun des quatre côtés du dépôt de gazoline de la plus proche maison d'habitation, église, école, hôpital, et de tout autre dépôt de gazoline; la garantie offerte pour indemniser le public de tout dommage qui peut être causé; et, quant à son état civil et sa solvabilité, il doit fournir tout renseignement qui peut être requis par la Commission.

"Lorsque la demande est faite pour l'installation de pompe à gazoline ou de réservoir à gazoline additionnel, cette demande doit spécifier si l'installation doit être faite dans un dépôt de gazoline existant avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 30*) ou dans un dépôt de gazoline pour lequel un permis a été émis en vertu de la présente loi, et cette demande doit aussi mentionner la description et la capacité de chaque réservoir à gazoline que l'on se propose d'installer, le nombre et la capacité de chaque pompe à gazoline que l'on se propose d'installer, le nombre de voies d'écoulement raccordées à chaque telle pompe à gazoline, la situation de tel dépôt de gazoline, la distance de chaque pompe à gazoline du chemin public et la distance de chacun des quatre côtés du dépôt de gazoline de la plus proche maison d'habitation, église, école, hôpital, et de tout autre dépôt de gazoline.

"2. Cette demande peut être transmise à la Commission par le contrôleur du revenu de la province ou par le directeur du service de la gazoline.

"3. Lorsque la Commission accorde l'autorisation demandée, elle le fait au moyen d'une ordonnance indiquant l'endroit du dépôt de gazoline et la manière dont il doit être construit, la distance de chaque pompe à gazoline du chemin public et de chaque dépôt de gazoline de la plus proche maison d'habitation, église, école, hôpital, et autre dépôt de gazoline exploité, la capacité de chaque réservoir à gazoline au-dessus et au-dessous du sol et le nombre de pompes à gazoline et de voies d'écoulement.

"Une copie de chaque ordonnance doit être fournie par la Commission au contrôleur du revenu de la province, à Québec, aussitôt qu'elle est émise.

"4. Toute autorisation accordée, en vertu du présent article, peut être transférée ou cédée, mais aucun tel transfert ou cession n'a d'effet jusqu'à ce qu'il soit ratifié par la Commission, après que celle-ci s'est assurée que les intérêts du public sont protégés. Avis de cette ratification doit être donné au contrôleur du revenu de la province, à Québec, aussitôt qu'elle est accordée.

"5. Toute autorisation accordée en vertu du présent article reste en vigueur jusqu'à sa révocation ou sa modification par la Commission.

"6. Pour les fins du présent article, les termes "dépôt de gazoline", "réservoir à gazoline", "pompe à gazoline" et "voie d'écoulement" ont la signification qui leur est donnée respectivement dans la loi de la gazoline (chapitre 30)."

"30c. Quiconque,

"a. Étant tenu d'obtenir l'autorisation de la Commission, construit un dépôt de gazoline ou convertit une bâtisse existante en un dépôt de gazoline, ou installe au-dessus ou au-dessous du sol des réservoirs à gazoline, ou installe des pompes à gazoline ou des voies d'écoulement, sans avoir obtenu cette autorisation; ou

"b. Avant l'autorisation de la Commission, agit en contravention des termes de l'ordonnance accordant telle autorisation, est coupable d'une offense, et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas dix dollars pour et durant chaque jour que dure l'offense; et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas plus d'un mois."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à ce que l'on donne plus de pouvoirs à la Commission, préférant qu'on l'abolisse purement et simplement.

Il réclame l'abolition de la Commission des services publics qui encourage et favorise le développement des trusts. Il cite l'opinion de la commission Lapointe à ce sujet.

Il croit qu'il serait préférable que les juges de la Cour supérieure reprennent les expropriations, car c'est la meilleure garantie d'indépendance. De plus, dit-il, les décisions de la Commission doivent être ratifiées par un juge de la Cour supérieure pour prendre effet.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)**: Plusieurs raisons militent en faveur du maintien de la Commission des services publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** suggère que les décisions de la Commission, quant à l'emplacement des stations d'essence, soient sujettes à l'approbation du conseil municipal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ne voit pas la chose de la même façon et refuse de prendre cette idée en considération.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Guertin (Hull)** protestent que les pouvoirs de la Commission sont trop importants, lorsqu'on dit qu'elle pourra faire fermer n'importe quelle station d'essence à n'importe quel moment.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit que La Commission est formée d'hommes raisonnables, et il n'y a aucune raison de craindre de l'injustice. Si un propriétaire d'hôtel, qui a engagé de gros capitaux, viole la loi, il perd son permis. C'est la même chose en ce qui concerne les permis d'automobile.

**M. Guertin (Hull)** réclame la juridiction de la Commission sur le commerce de l'essence en gros.

Le comité propose des amendements.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 30a, tel qu'édicte par la loi 19 George V, chapitre 18, section 5, les articles suivants:

"30b. La demande de tout service public visé par le sous-paragraphe cc du paragraphe 2 de l'article 2, pour obtenir l'autorisation requise par l'article 28, doit spécifier la description de chaque dépôt de gazoline que l'on se propose de construire ou de chaque bâtisse que l'on se propose de convertir, en

totalité ou en partie, en un dépôt de gazoline; la description et la capacité de chaque réservoir à gazoline que l'on se propose d'installer; le nombre des pompes à gazoline que l'on se propose d'installer et la capacité de chacune; le nombre de voies d'écoulement raccordées à chaque pompe à gazoline; la situation de chaque tel dépôt de gazoline; la distance de chaque pompe à gazoline du chemin public et la distance de chacun des quatre côtés du dépôt de gazoline de la plus proche maison d'habitation, église, école, hôpital, et de tout autre dépôt de gazoline.

"Lorsque la demande est faite pour l'installation de dépôt de gazoline ou de dépôt additionnel, cette demande doit spécifier si l'installation doit être faite dans un dépôt de gazoline existant avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du bill 30*) ou dans un dépôt de gazoline pour lequel un permis a été émis en vertu de la présente loi, et cette demande doit aussi mentionner la description et la capacité de chaque réservoir à gazoline que l'on se propose d'installer, le nombre et la capacité de chaque pompe à gazoline que l'on se propose d'installer, le nombre de voies d'écoulement raccordées à chaque telle pompe à gazoline, la situation de tel dépôt de gazoline, la distance de chaque pompe à gazoline du chemin public et la distance de chacun des quatre côtés du dépôt de gazoline de la plus proche maison d'habitation, église, école, hôpital, et de tout autre dépôt de gazoline.

"2. Cette demande peut être transmise à la Commission par le contrôleur du revenu de la province ou par le directeur du service de la gazoline.

"3. Lorsque la Commission accorde l'autorisation demandée, elle le fait au moyen d'une ordonnance indiquant l'endroit du dépôt de gazoline et la manière dont il doit être construit, la distance de chaque pompe à gazoline du chemin public et de chaque dépôt de gazoline de la plus proche maison d'habitation, église, école, hôpital, et autre dépôt de gazoline exploité, la capacité de chaque réservoir à gazoline au-dessus et au-dessous du sol et le nombre de pompes à gazoline et de voies d'écoulement.

"Une copie de chaque ordonnance doit être fournie par la Commission au contrôleur du revenu de la province, à Québec, aussitôt qu'elle est émise.

"4. Toute autorisation accordée, en vertu du présent article, peut être transférée ou cédée, mais aucun tel transfert ou cession n'a d'effet jusqu'à ce qu'il soit ratifié par la Commission, après que celle-ci s'est assurée que les intérêts du public sont protégés. Avis de cette ratification doit être donné au

contrôleur du revenu de la province, à Québec, aussitôt qu'elle est accordée.

"5. Toute autorisation accordée en vertu du présent article reste en vigueur jusqu'à sa révocation ou sa modification par la Commission pour cause valable.

"6. Pour les fins du présent article, les termes "dépôt de gazoline", "réservoir à gazoline", "pompe à gazoline" et "voie d'écoulement" ont la signification qui leur est donnée respectivement dans la loi de la gazoline (chapitre 30)."

"30c. Quiconque,

"a. Étant tenu d'obtenir l'autorisation de la commission, construit un dépôt de gazoline ou convertit une bâtisse existante en un dépôt de gazoline, ou installe au-dessus ou au-dessous du sol des réservoirs à gazoline, ou installe des pompes à gazoline ou des voies d'écoulement, sans avoir obtenu cette autorisation; ou

"b. Avant l'autorisation de la Commission, agit en contravention des termes de l'ordonnance accordant telle autorisation, - est coupable d'une offense, et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas dix dollars pour et durant chaque jour que dure l'offense; et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas plus d'un mois."

Les amendements sont adoptés.

L'article 4 ainsi amendé est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité<sup>5</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** précise que le nouvel édifice de la rue Saint-Augustin coûtera \$1,400,000 et que les architectes recevront \$60,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre les coûts des édifices construits par le gouvernement. Il soutient que l'on aurait dû employer les architectes du département.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Ils sont très occupés. La bâtisse devra être terminée le 1<sup>er</sup> mai 1936. La nouvelle construction logera la Voirie, les Mines et le Travail. Il restera un étage qui sera affecté plus tard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand y aura-t-il des élections?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Pas avant plusieurs mois.

Il précise plus loin dans le débat qu'il aura un budget supplémentaire de \$122,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste parce que le gouvernement encourage M. Webster et la Canadian Import. Il rappelle que cette compagnie a été condamnée.

Il parle ensuite de peintures pour lesquelles on a payé \$36,000 à un peintre de Québec.

Il y en a, dit-il, dans le bureau du premier ministre qui porte le titre de "Canards sauvages". D'autres porteront les noms de "Scieurs de bois", sans doute pour rappeler les lois de bûcherons, "Labourages à l'aube".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** note qu'il y a un temps pour l'aiguisage des couteaux. C'est sans doute pour mieux plumer, dit-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que si ses informations sont bonnes, les soumissions demandées pour la bâtisse de la rue Saint-Augustin ne sont pas conformes aux plans et devis.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** répond dans la négative.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de

justice et prisons: entretien et réparations (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

#### NOTES

1. 20 milles, selon *Le Soleil* du 16 mai 1935, à la page 2.

2. Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

3. Cantatrice italienne, 1843-1919.

4. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

5. M. Yvan Vallée, sous-ministre des Travaux publics, prend place à côté du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur), selon *Le Canada* du 16 mai 1935, page 6.



## Première séance du jeudi 16 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

## Dépôt de documents:

Exportation de bois ou de pulpe  
aux États-Unis, arrêtés en conseil

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 24 avril, demandant la production de copie de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 8 janvier 1935 inclusivement jusqu'au 23 avril de la même année inclusivement, et se rapportant à l'exportation de bois ou de pulpe aux États-Unis. (Document de la session no 150)

Loi des compagnies,  
articles 38 et 128

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare que, si l'honorable M. Nicol persistait à faire passer le bill D du Conseil législatif modifiant les articles 38 et 128 de la loi des compagnies de Québec, qu'il a présenté ces jours-ci au Conseil législatif, bill qui ratifie la surcapitalisation de toutes les compagnies, la session sera prolongée indéfiniment, car ce bill ne passera jamais à la Chambre tant qu'il y sera.

Commission  
des services publics

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi de la commission des services publics soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Bastien, Bergeron, Bissonnet, Charbonneau, Cohen, Dillon, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Frigon, Gauthier, Giguère, Grant, Mercier fils, Messier, Perrault,

Phaneuf, Piché, Plante, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 29.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Smart, 8.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission d'électricité  
de Québec

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

En comité<sup>2</sup>:

Le comité poursuit l'analyse du projet de loi et plusieurs clauses sont adoptées.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose un amendement qui a pour effet d'exclure les municipalités de la définition des mots "services publics".

Cela signifie que la commission n'aura pas contrôle sur les services municipaux. La Commission des services publics deviendra un organisme consultatif vis-à-vis de la Commission d'électricité.

**M. Drouin (Québec-Est)** présente un amendement pour décréter une enquête de la Commission sur l'actif réel des compagnies d'électricité dans les six mois à venir et qu'elle fasse rapport à la Chambre pour la prochaine session.

La Commission peut faire cette enquête, mais il demande qu'on se conforme au rapport Lapointe et qu'on rende cette enquête obligatoire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'amendement du député de Québec-Est est inutile. L'article 26 donne les pouvoirs les plus absolus à la Commission; l'article 34 décrète formellement cela, car il dit qu'on ne peut inclure dans les taux des charges dues à du capital soufflé ou mouillé.

Sans doute la Commission n'est pas obligée de faire l'enquête. Mais si la Commission veut faire son devoir, il n'est pas besoin de placer une clause impérative. Or, ce dernier pouvoir est impératif. On n'impose pas à la Commission le devoir de la faire, mais on lui donne le pouvoir de la faire. Les commissaires seront des hommes honnêtes, impartiaux et ils sauront comment agir. Si, au contraire, les commissaires ne font pas leur devoir, l'enquête n'apportera rien de bon.

**M. Guertin (Hull)** seconde la motion du député de Québec-Est et dit que l'enquête qu'il demande s'impose. Il rappelle qu'à chaque année depuis son élection à la Législature il a dénoncé les compagnies d'électricité, surtout celles de son propre comté, pour les taux excessivement élevés qu'elles chargent, afin de payer des dividendes sur du capital gonflé.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit un mot en faveur de la Montreal Light, Heat and Power. Il déclare que les politiciens, dans leurs efforts en vue d'augmenter leurs chances lors des élections, se sont unis dans leurs accusations à l'endroit des compagnies d'électricité. La vérité est que cette compagnie a vu le jour à Montréal et s'est développée dans cette ville. Elle paie des millions de dollars en taxes à Ottawa, Québec et Montréal et fournit des services à des centaines de foyers. En ce qui concerne les taux, M. Gault affirme que les plaintes sont très rares, s'il en existe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas besoin de dire, au début de mes remarques, que l'opinion que j'exprime est celle de l'opposition officielle et non pas de ceux qui se sont séparés de l'opposition.

Il suggère que l'amendement précise exactement sur quels éléments l'enquête devrait porter. Parlant au nom de l'opposition officielle, il veut réitérer la position du Parti conservateur à propos de la surcapitalisation. Pendant plusieurs années, son parti a dénoncé les scandales financiers qui ont caractérisé les compagnies d'électricité et a exigé que des mesures soient prises pour contrer ces abus et punir les coupables. L'opposition, dit-il, a réclamé depuis plusieurs années une enquête complète, impartiale pour déterminer quel est l'actif physique réel des compagnies d'électricité, et des tarifs basés sur un actif réel. La suggestion du député de Québec-Est est identique à celles que son parti a faites à plusieurs reprises.

Le député de Montréal-Saint-Georges a dit que les gens étaient contents de la Montreal Light, Heat and Power, à Montréal. J'y vais fréquemment, et, à chaque fois, ce ne sont que des protestations que j'entends. Il affirme avoir reçu plusieurs plaintes de Montréalais à propos des taux.

La compagnie a grossi avec Montréal. C'est plus vrai qu'on ne pense. Si, on réduit le capital des compagnies à sa réelle valeur, les gens s'apercevront s'ils sont exploités ou non. On ne pourra plus camoufler les dividendes monstrueux.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions avec la nouvelle Commission. Ses pouvoirs sont surtout illusoires. Car la Commission des services publics que l'on déclare incompétente, avait plus de pouvoirs que la nouvelle Commission.

La Commission des services publics avait le droit de faire ladite enquête. Elle ne l'a jamais faite, et pour cause, car en plus d'avoir le droit de faire une enquête, il faut à la Commission l'argent, les moyens, les pouvoirs de la faire. À l'égard de l'article en discussion, il affirme que la Commission se retrouvera paralysée, si on n'amende pas la loi des compagnies.

Il approuve le député de Québec-Est.

Il amende l'amendement du député de Québec-Est et demande un état détaillé des capitaux réels des compagnies, à la suite d'une enquête qui serait faite par la Commission.

**M. Smart (Westmount)** attaque l'affirmation du député de Saint-Georges (M. Gault). La compagnie a malmené les municipalités en prenant possession de toutes les centrales de l'île de Montréal, dit-il. Je crois que le blâme à son endroit est juste. Qu'elle baisse ses taux et retourne ses dépôts, alors peut-être le public aura moins raison de se plaindre. Elle pourrait aussi améliorer sa réputation en pressant l'eau qui se trouve dans ses actions.

Il a été clairement démontré, conclut-il, que la compagnie pourrait adopter une échelle de taux plus bas. Les résidents de Westmount ont leur propre centrale et profitent de taux moins élevés que ceux de Montréal, et le service est aussi bon, sinon meilleur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous ne pouvons pas accepter l'amendement du député de Québec-Est. Il faut avoir confiance dans la Commission et je sais que la population aura confiance. Nous voulons nommer les meilleurs hommes possibles, indépendants, sans favoritisme.



Ils auront tous les pouvoirs voulus pour faire enquête et ils se sentiront les mains parfaitement libres. La Commission peut faire toutes les enquêtes possibles, de sa propre initiative, ou elle peut agir à la suite d'une plainte. Si l'on veut que la Commission soit ce que l'on s'attend qu'elle sera, il faut la laisser libre d'agir, il faut avoir confiance en elle.

La clause donne à la Commission tous les pouvoirs de viser les contrats, etc. Si on oblige la Commission à faire enquête dans un délai de... on risque de brusquer les choses. On dit que la Commission devrait faire rapport dans six mois. Or, on sait que cette enquête durerait au moins deux ans.

La loi assure toutes les garanties de travail et d'indépendance à la Commission et, dans la circonstance, il n'y a pas lieu, pour la Chambre, d'accepter l'amendement du député de Québec-Est, secondé par le chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission ne possèdera même pas les pouvoirs de la Commission des services publics.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** dit que cette mesure est la meilleure qui puisse être élaborée en ce moment.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 32 voix contre 10.

Le comité étudie le paragraphe 34 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. (...)

"34. 1. La Commission, lorsqu'elle croit nécessaire et dans l'intérêt public d'agir ainsi, peut, de sa propre initiative ou à la suite d'une plainte, déterminer quels sont les taux, charges, classifications, règles, règlements, conditions, pratiques ou contrats qui sont justes, raisonnables et suffisants, pour le service public intéressé.

"2. Après la date fixée pour l'ordonnance pour la mise en vigueur de ces taux et charges, il est illégal pour le service public d'en demander ou recevoir d'autres que ceux ainsi fixés; et tous règlements, règles, classifications, conditions, pratiques, coutumes ou contrats qui auront été désapprouvés par la Commission ne devront plus être employés ni suivis.

"3. Pour l'exercice des pouvoirs prévus au présent article, il ne doit être tenu compte dans l'application de l'actif d'un service public, que de la valeur réelle de l'entreprise et aussi seulement des capitaux réellement investis.

"4. La Commission a le pouvoir de rendre une ordonnance désapprouvant ou modifiant les termes et conditions de tout contrat existant avant l'entrée en vigueur de la présente loi, concernant la distribution ou la vente de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage, l'énergie ou la force motrice."

Le comité propose des amendements<sup>3</sup>.

Le paragraphe 34 de l'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. (...)

"34. 1. La Commission, lorsqu'elle croit nécessaire et dans l'intérêt public d'agir ainsi, peut, de sa propre initiative ou à la suite d'une plainte, déterminer quels sont les taux, charges, classifications, règles, règlements, conditions, pratiques ou contrats qui sont justes, raisonnables et suffisants, pour le service public intéressé.

"2. Après la date fixée pour l'ordonnance pour la mise en vigueur de ces taux et charges, il est illégal pour le service public d'en demander ou recevoir d'autres que ceux ainsi fixés; et tous règlements, règles, classifications, conditions, pratiques, coutumes ou contrats qui auront été désapprouvés par la Commission ne devront plus être employés ni suivis.

"3. Pour l'exercice des pouvoirs prévus au présent article, il ne doit être tenu compte dans l'application de l'actif d'un service public, que de la valeur réelle de l'entreprise et aussi seulement des capitaux réellement et utilement investis.

"4. La Commission a le pouvoir de rendre une ordonnance désapprouvant ou modifiant les termes et conditions de tout contrat existant avant l'entrée en vigueur de la présente loi, concernant la distribution ou la vente de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage, l'énergie ou la force motrice.

"5. Nul contrat pour approvisionnement d'énergie électrique requise pour l'éclairage ou pouvoir-moteur municipaux, ne peut être fait pour une période de temps excédant cinq ans.

"6. Tout contrat, pour fins mentionnées au paragraphe 5 précédent, qui a été fait antérieurement au 15 mai 1935, pour une période de plus de cinq ans et qui n'a pas été autorisé ni ratifié par le vote des propriétaires ou par un acte de la Législature, ne peut avoir pour effet de lier la municipalité pour une période de plus de cinq ans de la date de sa signature, si le conseil municipal adopte un règlement de municipalisation de la production ou de l'achat et de la vente de l'électricité qui est ratifié conformément aux dispositions de la présente loi.

"Dans le cas où le règlement de municipalisation adopté d'après le paragraphe ci-dessus aura pour effet d'annuler un contrat existant, la Commission devra, à la demande de l'une des parties à tel contrat, déterminer quelle somme devra être remboursée à ladite partie des montants qu'elle aura versés en argent à la municipalité comme considération audit contrat proportionnellement au temps restant à courir à partir de l'expiration du terme pendant lequel il aura été en force."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Sur le sous-paragraphe 5) Nous demandons cet amendement parce qu'une des armes que les compagnies ont employées a justement été les contrats à longs termes.

Il n'y a aucune utilité à permettre aux compagnies d'obtenir des contrats pour plus de cinq ans. Nous voulons que les municipalités restent libres de municipaliser, sans aucune entrave.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** (Sur le même sous-paragraphe) approuve l'idée, mais il signale qu'il faudrait mettre une disposition quant aux interruptions.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Le bill y pourvoit.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen<sup>4</sup>.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 16 mai 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### American Telephone and Telegraph Company

**M. Drouin (Québec-Est)** porte à la connaissance du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qui l'a contredit la veille, que l'American

Telephone contrôle 31 % des parts de la compagnie du téléphone Bell.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée au comité des subsides et lue la première fois, le mardi 14 mai courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois.

**M. Béique (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que les forêts de la province constituent une de ses principales richesses naturelles, dont la conservation et la mise en valeur exercent une très grande influence, quant à la régularité et à la puissance de nos cours d'eau, quant à la fertilité des sols et quant aux affaires en général;

Attendu que les feux de forêt ont ravagé et dévasté une grande partie de nos ressources forestières: en 1931, une étendue de 673,544 acres; en 1923 une étendue de 3,039,725 acres; en 1932, une étendue de 1,027,159 acres, d'après les propres statistiques fournies par le gouvernement de la province:

Attendu que ces feux de forêt ont occasionné à la province des pertes effroyables se chiffrant à plus de dix millions de dollars, sans tenir compte des dommages subis par les industries intéressées, et de la diminution des gages et salaires qui en découlent;

Attendu que ce n'est qu'en 1924, 27 ans après être arrivé au pouvoir, que le régime actuel a établi un système provincial de protection contre l'incendie en forêt;

Attendu qu'en 1922, un quart de siècle après son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel, se rendant aux demandes réitérées du Parti conservateur, a subordonné à la production préalable d'un inventaire approprié et d'un plan d'aménagement complet le privilège aux concessionnaires de faire des coupes exceptionnelles, c'est-à-dire, en bas du diamètre fixé par les règlements et jugé nécessaire par les experts pour assurer la valeur et la conservation de nos forêts;

Attendu que depuis l'année 1922, le gouvernement actuel, par de nombreux arrêtés ministériels, même avec effet rétroactif en de nombreux cas, a autorisé des coupes exceptionnelles et même des coupes rases, au grand détriment de la province en général et de l'industrie forestière en particulier;

Attendu que la rétroactivité de ces privilèges illégaux a fait perdre au trésor public des sommes considérables et a encouragé la violation d'une loi essentielle à la protection de l'industrie forestière;

Attendu que les moyens et les méthodes de protection contre l'incendie en forêt établis par le gouvernement de cette province en 1924 existaient depuis très longtemps;

Attendu qu'en 1932 le gouvernement a négligé d'employer le personnel nécessaire pour protéger la forêt contre l'incendie;

Cette Chambre condamne la négligence désastreuse et inexcusable du gouvernement de la province au sujet des ressources forestières, et elle réclame la mise en force immédiate d'un système approprié et efficace de protection contre les feux de forêt, ainsi que l'adoption et l'application rigoureuse, sans délai additionnel, des mesures nécessaires pour empêcher la dilapidation et assurer l'utilisation rationnelle des forêts de la province.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Gault, Lafleur, Sauvé, Smart, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bergeron, Bissonnet, Chouinard, Cohen, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lapointe, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Plante, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 34.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas

quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée au comité des subsides et lue la première fois, le mardi 14 mai courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

### Commission d'électricité de Québec

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec.

Adopté.

### En comité:

Le comité poursuit l'étude article par article du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste parce que la Commission aura le droit de prolonger les contrats dans les cas de difficultés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est à la demande des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Même les compagnies pourront obtenir la prolongation des contrats. Elles n'auront qu'à susciter des difficultés à l'expiration d'un contrat.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** considère que le référendum serait suffisant pour qu'une municipalité puisse municipaliser. Le gouvernement, dit-il, veut continuer à protéger les grosses compagnies mais le peuple mettra le gouvernement dehors.  
(Applaudissements dans les galeries)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois sur division, une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre s'oppose à la troisième lecture du bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec, parce que ce bill a pour effet d'aggraver et d'augmenter des abus intolérables qui sont commis depuis de nombreuses années en cette province, relativement au développement de notre patrimoine national en matière de ressources hydroélectriques, abus qui auraient dû être prévenus et empêchés depuis plusieurs années et auxquels il est nécessaire de remédier sans délai additionnel.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bergeron, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Grant, Mercier fils, Messier, Perrault, Piché, Plante, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), l'amendement suivant:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender en ajoutant à l'article 33 l'alinéa suivant: La Commission devra, dans les six mois de son entrée en fonction, procéder d'une façon continue et suivie, à faire une évaluation complète de l'actif réel de toutes les compagnies, corporations ou personnes, faisant la production, transmission ou distribution d'électricité dans cette province. La Commission devra, en outre, avant le premier jour de la prochaine session, faire rapport au ministre chargé de l'exécution de la présente loi, du travail accompli à ce sujet.

**M. Barré (Rouville)** déclare qu'il appuie l'amendement, car il importe de savoir, dit-il, jusqu'à quel point il y a du vent et de l'eau dans le capital des compagnies. Il est d'avis que la loi actuelle n'améliore pas sensiblement la situation.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 10.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bergeron, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Rochette, Sabourin, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bergeron, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Mercier, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 37.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Conseil législatif, nomination des membres**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet): Que cette chambre est d'opinion que la constitution de cette province devrait être amendée pour permettre la modification du Conseil législatif;

Que les conseillers législatifs, à l'avenir, ne devraient plus être nommés à vie et par le

gouvernement, mais pour une certaine période seulement et sur une base de représentation corporative, de manière à permettre à toutes les classes de la population de se choisir des représentants suivant leurs intérêts moraux, économiques et sociaux, et sans nuire aux droits présumés acquis.

Le système actuel au conseil existe depuis 1867 et les libéraux ont réclamé l'abolition du Conseil en 1895, 1896 et 1897. Même M. Marchand, alors premier ministre, était en faveur de l'abolition.

Il y a un mécontentement général au sujet du Conseil. On veut une réforme. On n'est pas satisfait des décisions rendues par la majorité des conseillers dans la plupart des cas. Je dois dire que cette année le Conseil législatif a fait mieux que d'habitude. C'est comme un malade qui a un regain de vie, avant de mourir; on dirait d'un condamné à mort qui voudrait faire montre de vertu avant sa fin.

Il rappelle que le secrétaire de la province, le chef de l'opposition et son parti, de même que l'Action nationale réclament un conseil économique. Il est en faveur de ce conseil. La province a besoin d'experts, dit-il, et ceux que nous possédons devraient faire partie du Conseil législatif réformé. Je m'explique. Les conseillers ne seraient pas nommés par le gouvernement; ils seraient désignés par les corps publics, les professions, les universités, les associations, etc.

Chaque classe de personnes serait représentée: les universités, le clergé, les unions ouvrières, la classe agricole, les professions libérales, les chambres de commerce, etc. C'est là le système instauré par Mussolini en Italie. Nous aurions de cette façon une espèce de conseil économique.

La province a besoin de cette réforme et le public la veut. On n'a plus confiance dans le Conseil législatif.

Le gouvernement a le pouvoir de modifier la Chambre haute et peut faire ce changement au point de vue constitutionnel.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le député de Québec-Est a fait un discours intéressant sur un sujet qui n'est pas neuf. L'abolition du Conseil a été discutée dans le passé, elle le sera dans l'avenir. Je ne suis pas prêt à dire comme lui qu'il y a dans la province un grand désir de voir abolir le Conseil. Nous avons dans la province un système politique britannique. Comme l'Angleterre, nous avons une Chambre haute et une Chambre basse. À Ottawa, c'est le Sénat qui est la Chambre

haute, à Québec, c'est le Conseil législatif. Nous avons voulu avoir, dans cette province, que d'aucuns trouvent trop traditionaliste, ce que je ne suis pas prêt à admettre, le même régime calqué sur le régime britannique.

Le Conseil législatif est un modérateur et un régulateur. Je crois que justement à cause de cela, il ne doit pas être soumis à l'élection.

Ferait-il mieux si l'on adoptait le système préconisé par le député de Québec-Est? Je n'en suis pas convaincu. Je crois que le Conseil est une institution qui doit être conservée. La Chambre haute est nécessaire pour corriger la législation que la Chambre basse peut être trop empressée à voter, étant donné que nous avons ici deux races. Nous avons la Chambre haute depuis 68 ans et elle n'a pas failli à la tâche.

Les deux partis ont nommé à la Chambre haute des hommes distingués. Le jour où la Chambre haute sera élective, elle n'aura plus raison d'exister, elle cessera d'être indépendante, étant à la merci des courants populaires.

Le jour où l'on nommera mon honorable ami, le député de Québec-Est (M. Drouin), au Conseil - peut-être mon ami fera un jour partie du Conseil, je ne sais pas d'ailleurs quel parti le nommera (Rires) - je suis sûr qu'il mettra toute sa belle indépendance à servir la province. Il fera un bon conseiller. Il sera un ornement pour le Conseil.

Le Conseil législatif rend de grands services dans une province où il y a deux langues et deux races. Je n'hésite donc pas à déclarer que le Conseil doit être maintenu. Je suis certain que la Chambre partage mon opinion et qu'elle désire garder la Chambre haute dans ses fonctions.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne sais pas quels sont nos pouvoirs pour abolir le Conseil législatif. Je me demande si nous pouvons amender notre Constitution. Il faut agir avec prudence. En Nouvelle-Écosse, comme il arrive ordinairement, c'est le Parti conservateur qui a réalisé les promesses des autres en abolissant le Conseil.

Il ne sait pas si la Chambre peut décider sans l'approbation du Conseil, à moins de suivre l'attitude prise par la Nouvelle-Écosse.

Je n'ai pas d'hésitation à donner notre opinion. La nécessité d'une Chambre haute s'impose. Toutefois ceux qui composent le Conseil actuel ont été victimes de l'ambiance. Ils ne constituent plus qu'un tribunal de confirmation, si on peut appeler le Conseil un tribunal.

Mais je crois que l'amendement présenté par le Parti libéral en 1896 serait à propos. Je suis prêt à admettre que les deux partis ont eu tort dans la nomination de conseillers. Nous avons du respect pour les anciens chefs du parti, mais nous sommes une génération nouvelle.

Le Conseil devrait être réformé sur une base économique. Il devrait représenter toutes les classes de la société. Je n'ai aucune hésitation à dire que, quand nous serons au pouvoir, nous ferons en sorte que les deux grands partis soient représentés. Nous nommerons des libéraux avec des conservateurs au Conseil. Il faut cela. Je suis donc en faveur d'un conseil économique représentatif de toutes les classes de la société et de tous les partis. L'idée corporative du député de Québec-Est est excellente en autant qu'elle peut être appliquée à la province.

**M. Drouin (Québec-Est)** dit qu'il n'a jamais déclaré qu'il y avait un désir d'abolir le Conseil. Il a parlé d'un désir de réforme, précise-t-il. Ensuite, il affirme que la province a le droit d'amender la Constitution.

Le premier ministre m'a souhaité, vu mon indépendance, d'aller siéger, d'aller finir mes jours au Conseil, mais je suis convaincu que c'est probablement mon indépendance qui m'empêchera d'y entrer. Il ne faut jamais dire: "Fontaine, je ne boirai pas de ton eau", mais je souhaite ne pas finir mes jours au Conseil législatif, si honorable que soit cette Chambre, quelle que soit la grandeur de cette Chambre.

**M. l'Orateur suppléant:** Cette motion est-elle adoptée?

**Des voix:** Le vote!

**M. Drouin (Québec-Est):** Je n'insiste pas pour le vote.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il est bon que nous ayons l'opinion de la Chambre.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Bertrand, Drouin, Guertin, 4.

**Contre:** MM. Arcand, Bélanger, Bergeron, Bissonnet, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean),

Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Plante, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 42.

Ainsi, la motion est rejetée<sup>5</sup>.

### **Présence des ministres aux bureaux de direction des compagnies**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Beïque):

Que cette Chambre exprime l'avis que les ministres qui composent le gouvernement de cette province n'auraient pas dû, et ne devraient pas, faire partie du bureau de direction de compagnies ou de corporations privées faisant affaire directement ou indirectement avec le gouvernement ou qui sont sous la surveillance du gouvernement.

Il rappelle que sa motion a été inscrite le 16 janvier.

En attendant au 16 mai pour l'appeler en Chambre, dit-il, le premier ministre a sans doute voulu célébrer son quatrième anniversaire.

Il demande qu'on ne croit pas qu'il veuille traiter la question à la légère. Il dit que le monde ne semble pas avoir encore compris la dure leçon qui se dégage de la crise: la finance continue son emprise. L'État, dans notre province surtout, a marché d'empiètement en empiètement.

Sa motion, dit-il, devrait être acceptée, et le gouvernement devrait s'empresse d'y donner suite.

Les hommes publics doivent consacrer tout le temps nécessaire à l'administration de la chose publique et travailler sans cesse dans l'intérêt de la collectivité. Les fonctions de directeurs de compagnies ne sont pas toujours en conformité avec celles d'administrateur public, et souvent, lorsqu'il y a conflit, c'est l'intérêt public qui est sacrifié. La fonction de directeur nécessite de quelqu'un qu'il consacre tous ses efforts à promouvoir les intérêts de la compagnie.

On a déjà dit qu'il n'existe nulle part une législation défendant les directorats de compagnie aux hommes publics. C'est peut-être que nulle part ailleurs la situation est aussi grave que chez nous. Il faut cependant dans la province de Québec une législation pour réprimer les abus.

Non seulement à Québec il y a des directeurs de compagnies qui font affaires avec le gouvernement, mais nous avons un chef de gouvernement qui est, à lui tout seul, directeur de douze compagnies qui font affaires avec le gouvernement. Cela ne se voit pas partout. Nous n'avons nulle part un exemple semblable.

Il cite l'exemple des premiers ministres du Canada qui ont abandonné leurs directorats lorsqu'ils sont entrés en fonction. M. Bennett a suivi la tradition, déclare-t-il. Il réfère ensuite à un discours que M. A. R. McMaster, ancien trésorier provincial, prononçait à la Chambre des communes contre les directorats de compagnies chez les hommes publics, qui siègent comme député à Ottawa.

M. McMaster soumettait des hypothèses, mais toutes ces hypothèses sont la réalité dans la province de Québec. M. McMaster aurait pu citer le cas de plusieurs ministres de notre province.

Il dit que le premier ministre est directeur de six compagnies d'assurances dont il cite le nom, de deux banques et de compagnies de fiducies qu'il énumère. Il dit que M. Doumergue a abandonné un directorat important le jour où il a pris la tête du gouvernement français. Pourtant, dit-il, M. Doumergue avait 71 ans, et la politique ne payait pas plus alors qu'elle ne paye actuellement.

Les directorats de compagnies sont nuisibles. Il s'est passé dans notre province des choses extraordinaires. Il est arrivé souvent que la bonne foi des gens a été surprise parce qu'ils voyaient sur le bureau de direction le nom de personnages politiques en vue. De plus, dans bien des cas, des ministres sont obligés de sacrifier les intérêts de la province en faveur de ceux des compagnies auxquelles ils appartiennent.

L'opposition a réclamé la disparition des directorats chez les ministres en 1931, notamment. La situation s'est aggravée depuis. Les directorats de ministres sont plus nombreux. L'opinion publique a murmuré que les banques étaient exemptées de la taxe sur les corporations, parce que le premier ministre était directeur de banques.

Il importe d'orienter notre législation de façon à inspirer confiance à la population. Il y a du mécontentement partout. Trop souvent ce mécontentement est justifié.

Le premier ministre a dit que la Commission de l'électricité devait être indépendante de tous les intérêts. Le principe vaut aussi pour les ministres. On a refusé, par crainte de favoritisme, le droit aux échevins de louer aux chômeurs leurs loyers, quand ils sont payés par la ville par l'argent des secours. C'est bon

pour les propriétaires, mais non pour les ministres. Pourquoi ne pas appliquer ce principe partout?

(Applaudissements à gauche)

La situation présente est dangereuse et condamnable. Il cite le cas de M. Lyons qui a démissionné en Ontario parce qu'une compagnie à laquelle il appartenait a fait affaires avec le gouvernement. Il devrait en être de même ici, conclut-il.

**M. Dugas (Joliette):** Avant d'étudier attentivement la motion de mon honorable ami des Deux-Montagnes, je croyais qu'il allait, comme l'a fait à Ottawa, notre ancien collègue, M. MacMaster, demander à la Chambre d'adopter ses vues sur le droit ou non d'un ministre de faire partie du bureau de direction de compagnies privées, sans jeter le blâme sur qui que ce soit. Et je pensais qu'en soulevant ce débat, mon ami n'avait aucune arrière pensée, pas même celle d'être désagréable à certains membres du gouvernement qui, soit dit en passant, méritent de la part de la province beaucoup mieux que les insinuations de mon ami. Il me semblait que seule, son inexpérience de la vie, il est très jeune, et sa conscience délicate et impitoyable lui inspiraient cette motion.

Mais, malheureusement, tel n'est pas le cas, puisque cette motion contient un blâme pour le passé en même temps qu'elle formule un vœu pour l'avenir. Les ministres, dit la motion, n'auraient pas dû faire partie du bureau de direction des compagnies.

Discutant d'abord la motion en ce qu'elle a trait au passé, je me demande pourquoi cette Chambre voterait en faveur de cette motion.

La motion du député de Deux-Montagnes est injuste en ce qu'elle reproche aux ministres d'avoir détenu des directorats de compagnies. De quel droit leur reprocher? Car, enfin, est-ce que la loi ou les règlements de cette Chambre imposent l'obligation à un ministre de démissionner comme directeur de compagnie avant d'entrer en fonction, ou encore, y a-t-il une loi ou un règlement qui interdise à un ministre de siéger sur un bureau de direction pendant qu'il est en office?

J'ai vainement feuilleté les Statuts refondus et les règlements de cette Chambre pour trouver une disposition qui, directement ou indirectement ait cette partie.

Si la loi ni aucun règlement ne défendent qu'un ministre ne fasse partie d'un bureau de direction, alors est-il juste de demander à la Chambre de voter en faveur d'une motion qui le blâmerait d'avoir fait ce que la loi permet et ce que l'on fait tant

à Ottawa que dans chacune des législatures de ce dominion. Aussi, la Chambre devrait-elle, quand ce ne serait que pour cette raison unique, rejeter la motion Sauvé.

Pour satisfaire les consciences délicates jusqu'au scrupule, je dirai que ni l'honneur, ni la probité, ni aucune vertu n'exigent autant d'abnégation et de désintéressement et je le prouverai dans un instant lorsque je parlerai de l'avenir.

Oublie-t-il que la vie publique est souvent courte et toujours incertaine? Que l'indemnité que reçoit un ministre suffit à peine à boucler le budget des dépenses occasionnées par sa position. S'il lui fallait renoncer à la situation qu'il s'est faite dans le monde financier pour devenir ministre, l'homme d'affaires dont les connaissances peuvent être si précieuses pour la gouverne du pays refuserait la plupart du temps cet honneur.

Nos hommes publics, ceux qui font partie de notre gouvernement, auraient-ils mérité notre blâme en profitant de leur situation pour protéger des intérêts particuliers aux dépens des intérêts publics, en commettant l'injustice au profit des compagnies privées qu'ils dirigent? Si la chose existait, peut-être y aurait-il lieu de les blâmer. Mais jamais semblable chose ne s'est produite à Québec et mon honorable ami est mal venu à demander à cette Chambre de blâmer ceux des membres du cabinet qui ont pu faire partie du bureau de direction de compagnies.

Quels sont ceux que les compagnies privées cherchent à faire entrer dans leurs bureaux de directions? L'expérience démontre que ce sont ceux qui se sont révélés financiers et administrateurs habiles par le succès remporté dans la gestion de leurs affaires personnelles ou des entreprises publiques qu'ils ont dirigées; ce sont ceux qui ont fait preuve d'intégrité, de probité et de jugement dans la gouverne des affaires et ceux qui jouissent de la confiance populaire, enfin ceux qui se sont imposés à l'attention générale par leurs talents, leurs succès ou le rang qu'ils occupent dans la société. Est-ce que ces hommes ne sont pas précisément ceux que le peuple de cette province veut voir à la tête de l'administration? Et ne nous exposerions-nous pas à priver la province de leurs services, si nous adoptons la présente motion?

Si nous voulons que l'homme d'affaires vienne porter à l'administration du pays le précieux concours de son expérience et de ses talents, ne le mettons pas dans l'obligation de choisir entre un ministère et sa situation dans le monde des affaires. L'incertitude de la vie publique, ses ennuis et les sacrifices qu'elle réclame de ceux qui s'y livrent sont

déjà suffisants pour tenir éloignés beaucoup de ceux qui pourraient être très utiles au pays. Si nous allions imposer, en outre, à nos ministres le sacrifice d'une situation acquise dans le monde de la finance, nous priverions, sans aucun avantage en retour notre pays et notre province des services des hommes d'affaires les plus expérimentés à un moment où la connaissance des conditions commerciales et financières est si nécessaire dans l'administration publique.

C'est là l'opinion émise par l'honorable MacKenzie King à la session de 1922, opinion confirmée et développée par l'honorable Arthur Meighen: "Si la Chambre", disait-il, "décrétait qu'aucun membre du gouvernement ne doit être administrateur d'une compagnie, ce serait exclure du service public un grand nombre d'hommes d'affaires capables de rendre des services spéciaux, voire même distingués à l'État".

Les partisans de la théorie de mon honorable ami tentent de la justifier en disant qu'il ne faut pas qu'un ministre soit dans l'obligation de choisir entre l'intérêt public qu'il représente comme ministre et l'intérêt particulier qu'il a mandat de protéger comme directeur. En d'autres termes, on craint que l'intérêt public ne soit sacrifié à l'intérêt privé.

Si tel est le cas, on n'atteindra pas le but visé par la présente motion, puisqu'elle n'interdit pas à un ministre d'être actionnaire dans une compagnie privée. Elle ne défendrait même pas à un homme qui détiendrait la majorité des actions dans une compagnie de devenir ministre. Or, un gros actionnaire dans une compagnie privée est beaucoup plus intéressé à la favoriser qu'un directeur qui ne possède souvent que quelques actions et qui a été appelé à la direction, à cause de ses qualités financières ou sa réputation.

Et pour employer les termes mêmes dont s'est servi l'honorable Murphy à Ottawa (page 671, session 1921): "Le ministre qui est actionnaire d'une, deux ou trois compagnies, s'il se laisse facilement corrompre d'habitude, y sera moins enclin dans ses fonctions publiques s'il appartient à la direction d'une compagnie, parce qu'alors il est en pleine lumière et d'autant plus surveillé qu'il est directeur de compagnie. Sa fonction de directeur a un effet prohibitif, elle éloigne de lui l'idée de vénalité ou de rapine en faveur de sa compagnie."

Aussi, en bonne logique, faudrait-il interdire l'entrée de tout ministère non seulement à tout directeur, mais aussi à tout actionnaire de compagnie. La même prohibition devrait même s'étendre à tout député.



En réalité, c'est qu'aucune législature ne peut assurer l'impartialité d'un ministre ou d'un député, si ce ministre ou ce député n'a pas une conscience droite et l'élévation d'esprit requise pour lui imposer le choix du bien public au choix du bien particulier. C'est d'ailleurs l'opinion de M. Mowatt et de M. H. H. Stevens sur ce point, ainsi que de M. Clark de Red Deer.

D'ailleurs, la motion serait justifiable s'il s'agissait de remédier à des abus. Or, c'est ce que le député de Deux-Montagnes aurait dû démontrer et qu'il n'a pas fait. Alors, il y aurait lieu de discuter la question d'un point de vue pratique.

Dans le passé, tous les gouvernements fédéraux ont eu des ministres directeurs de compagnies, et il ne paraît pas que le pays en ait souffert. Sir Wilfrid Laurier était directeur de la Mutual Life of Canada. MM. Sutherland, Préfontaine, Sir Richard Cartwright, Charles Hyman, étaient directeurs de compagnies ainsi que Sir Lomer Gouin.

Devrais-je ajouter que, nulle part dans l'Empire britannique, on n'a jamais adopté une pareille théorie. Jamais, dans aucun des parlements où la question a été soulevée n'a-t-on prouvé que des ministres directeurs de compagnies n'aient manqué à leur devoir de ministre en sacrifiant l'intérêt public à celui de la compagnie dont ils étaient directeurs. Au contraire, on s'est fié à la moralité, à l'intégrité et à la droiture de ceux qui ont été appelés à la direction des affaires du pays ou de la province.

Jugeant que ce n'est pas par une législation ni par une expression d'opinion formelle par un parlement qu'on contraindra à servir l'intérêt public avant tout autre, celui qui n'y serait pas contraint par la force de caractère. Dans un pareil domaine, on a pensé que la responsabilité du ministre à la Chambre et au peuple des actes qu'il pose comme tel et la haute distinction, la réputation et la probité de ceux qui étaient appelés à faire partie du gouvernement étaient une garantie encore plus sûre qu'aucune législation.

C'est donc un mal qui n'existe pas que veut guérir mon honorable ami et dont nous ne sommes mêmes pas menacés à cause de l'intégrité et de la valeur morale de nos ministres. La discussion soulevée, qui peut avoir un intérêt spéculatif, n'a aucune portée pratique. Elle n'en aurait que si on en était rendu à appeler au gouvernement de cette province des hommes sans moralité, pour qui la droiture et la probité ne suffiraient pas à montrer la voie à suivre.

Je prie les membres de cette Chambre de rejeter cette motion de mon honorable ami et de proclamer ainsi hautement la confiance qu'elle a dans

les hommes intègres qui font partie du cabinet provincial. C'est le moyen mis à notre disposition pour exprimer notre reconnaissance à notre très distingué premier ministre et à ses collègues et aussi de les venger des attaques injustes et injustifiées dont ils sont souvent l'objet.

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas la première fois qu'on nous dit: vous jetez le discrédit sur la province. Ce n'est plus ceux qui font le mal qui sont blâmés: ce sont ceux qui le dénoncent. Ce n'est pas de ma faute si je suis désagréable: ce n'est pas de ma faute si le premier ministre est directeur de onze compagnies; je ne puis tout de même pas dire qu'il n'a pas de directorats.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami se souvient-il qu'en 1934, lors de l'adoption de la loi des banques, à Ottawa, on a présenté une motion pour déclarer que les ministres de la couronne ne doivent pas faire partie de bureaux de direction de banques, et que cette motion a été battue par un vote de 21 à 3, avec le concours des propres amis politiques de mon honorable ami?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a un ministre conservateur qui a voté contre, mais quatre anciens ministres libéraux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable M. Lapointe a voté contre la motion, lui aussi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous parlez de M. Lapointe lorsque ça fait votre affaire!

**M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Deux-Montagnes veut-il enlever, dans sa motion, les mots "n'auraient pas dû", afin de ne pas parler du passé?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes) refuse.**

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Bêique, Drouin, Duplessis, Élie, Guertin, Lafleur, Sauvé, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Bastien, Bergeron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac),

Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Plante, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 35.

Ainsi, la motion est rejetée.

### Questions et réponses:

#### Travaux du chômage, comtés Deux-Montagnes et Laval

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelles sommes ont été dépensées dans le comté des Deux-Montagnes et dans la partie du comté de Laval comprenant l'île Jésus, pour des travaux pour soulager le chômage, ou pour des secours aux chômeurs, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1930 jusqu'au 10 mai 1935?

2. Quelle a été la contribution du gouvernement provincial?

3. Combien le gouvernement provincial a-t-il reçu du gouvernement fédéral pour les mêmes fins, et comment cet argent a-t-il été dépensé?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. \$89,944.94.

2. \$30,236.11.

3. \$24, 040.70, au 31 juillet 1934. Impossible dans des cas particuliers de déterminer la contribution du gouvernement fédéral après le 31 juillet 1934, car celle-ci est versée au compte général du chômage. Argent dépensé pour travaux et secours directs.

### Dépôt de documents:

#### Loi des fruits

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 7 mars 1935, demandant la production de copies authentiques de tous arrêtés en conseil, de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 jusqu'au 11 février 1935, et se rapportant à l'application, dans la province de Québec de la loi des fruits, particulièrement en ce qui concerne la vente des tomates. (Document de la session no 151)

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 16 mai 1935

#### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Chutes et rapides

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>6</sup>:

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit entre les mains du ministre des Terres et Forêts, tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre et le coût probable d'iceux, pourra être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil:

*a.* À aménager et exploiter les chutes et les rapides non concédés, situés sur les cours d'eau du domaine public;

*b.* À construire, maintenir et opérer tout établissement, usine, machinerie, réseau, système et accessoires et à exécuter tous travaux pour la transmission, l'approvisionnement et la distribution d'énergie électrique provenant des forces hydrauliques mentionnées ci-dessus ou achetées par ladite Commission;

*c.* À acheter de toute centrale électrique de l'énergie pour ses propres fins ou pour la revendre à toute corporation municipale pour son utilisation propre ou pour vente au détail suivant la loi.

2. Que, selon qu'elle y aura été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission procédera elle-même à l'exécution des travaux prévus par la résolution précédente, ou elle adjugera l'entreprise de tels travaux par voie de soumission et de contrat, après annonces publiques et avis que les plans et devis seront déposés pour examen au bureau de la Commission et que l'adjudication de l'entreprise sera constatée par un contrat accordé à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, dans l'opinion de la Commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux, et qu'un tel contrat, cependant, devra être conclu par la Commission avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Que la Commission des eaux courantes de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, pourra acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation:

a. Toutes chutes ou tous rapides détachés du domaine public par concession ou bail qui ne sont pas mis en exploitation;

b. Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la section VIII de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 46) telle qu'édictee par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles;

c. Les immeubles qui seront affectés de quelque manière que ce soit, en raison de l'exécution, du maintien et de la conservation desdits ouvrages et travaux;

d. Les immeubles requis pour la construction des chemins publics ou privés destinés à donner accès aux dits ouvrages et travaux ou à remplacer des chemins submergés ou autrement détruits ou endommagés;

e. Toutes servitudes jugées utiles ou nécessaires.

4. Que l'expropriation en vertu de ladite section VIII de la loi du régime des eaux courantes sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec (chapitre 230), et la Cour supérieure du district, ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

5. Qu'il sera loisible à la Commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il suffira de n'exproprier qu'une partie d'un terrain cadastré ou non, d'acquérir en entier ce terrain et d'en vendre ensuite les parties dont elle n'aura pas besoin.

6. Que la Commission des eaux courantes de Québec pourra aussi avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir, mais de gré à gré, toutes chutes ou tous rapides exploités, avec constructions et accessoires servant à leur mise en opération, y compris le terrain, le lit et les grèves du cours d'eau affecté par l'exploitation.

7. Que toute corporation municipale ou autre, exploitant un système de production, de transmission, de distribution ou de vente de l'électricité pour les fins auxquelles cette énergie peut être employée, pourra s'adresser à la Commission des eaux courantes de Québec pour acheter de l'énergie électrique; que sur cette demande, la Commission donnera à la corporation municipale un estimé, par cheval-vapeur ou kilowatt du coût auquel elle pourra lui fournir l'énergie électrique, avec en même temps l'estimé du réseau de distribution de cette énergie et que lorsqu'une entente interviendra à ce sujet, entre la Commission et la corporation qui demande d'acheter de l'énergie électrique, le contrat qui relatera cette entente devra être soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil et n'aura force et effet qu'à compter de cette approbation.

8. Que pour assurer l'exécution des travaux, la construction des ouvrages et les acquisitions d'immeubles visées par ladite section VIII de la loi du régime des eaux courantes, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises; et que dans le cas où il sera nécessaire pour la province de contracter un ou plusieurs emprunts pour les fins de la présente résolution, cet emprunt ou ces emprunts devront être préalablement autorisés par la Législature de la province.

9. Que les biens qui deviendront la propriété de la Commission des eaux courantes de Québec et les profits réalisés par l'application de ladite loi du régime des eaux courantes telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, appartiendront à la province; que les sommes d'argent perçues par cette Commission et que le trésorier de la province considérera comme disponibles, seront remises à celui-ci sur demande; et que dès qu'il aura reçu ces sommes, le trésorier de la province devra les appliquer au remboursement des avances ou des paiements provenant, en vertu de la section VIII de ladite loi du régime des eaux courantes, du fonds consolidé du revenu, ou les employer au remboursement d'autant des emprunts qui auront pu être contractés en vertu de la résolution qui précède.

10. Que la Commission rendra compte au ministre des Terres et Forêts, en la manière et aux époques que celui-ci indiquera, de ses recettes, paiements et déboursés, ainsi que son actif et de son passif.

Nous avons cru, comme complément aux autres lois de l'électricité, qu'il serait bon d'accorder à la Commission des eaux courantes les pouvoirs d'aménager et d'exploiter les chutes et les rapides non concédés et d'acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation tous les pouvoirs d'eau et les terrains qui lui sont nécessaires pour l'organisation de nouvelles industries électriques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque M. Siméon Parent, premier ministre et associé légal du premier ministre actuel dut démissionner, dans les circonstances que l'on sait, pour faire place à M. Gouin qui eut bientôt M. Taschereau comme collègue, Sir Wilfrid Laurier, pour consoler M. Parent, le nomma président de la Commission du pont de Québec. Cette Commission fut créée pour caser M. S.-N. Parent, en 1910.

Mais cette Commission fut dissoute en son temps et il fallut trouver autre chose. C'est alors qu'on institua la Commission des eaux courantes. Au début, elle portait bien son nom... C'est une commission ministérielle, et voici qu'on veut lui donner de nouveaux pouvoirs.

M. Parent mourut. Et à cette époque, il y avait à Trois-Rivières mécontentement chez les libéraux qui voulaient se débarrasser du député Tessier. On le nomma donc président de la Commission. Puis, après M. Tessier, on nomma le ministre des Terres actuel (l'honorable M. Messier). J'espère qu'on ne médite pas de s'en débarrasser de lui aussi, ce qu'il devra bien surveiller.

En tout cas, la Commission des eaux courantes a été créée pour le pansement des blessures de ceux qui ont été trahis par leurs amis libéraux. C'est une place de repos.

Il rappelle que la Commission a fait des travaux pour la construction du pont de Caughnawaga et pour construire une estacade sur la rivière Chaudière.

Il aborde le sujet du bill lui-même.

Le ministre des Terres, parrain du bill a dit qu'il n'était pas en faveur de la nationalisation ni de la municipalisation, mais de l'état de choses actuel. Or, comme il est aussi président de la Commission des eaux courantes qui est censée constituer l'hydro québécoise, on voit que celle-ci va progresser dans des conditions aussi favorables.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

La Commission a été créée vers 1910 pour régulariser le débit de nos cours d'eau, par des digues, surtout dans la région du Saint-Maurice. Elle a fait un magnifique travail; elle a contribué à développer les ressources de la province. Je ne vois pas ce que mon honorable ami peut lui reprocher.

Il parle de la construction du barrage Gouin.

Il y a, dit-il, de nombreuses hydrauliques qui peuvent être développées dans tous les coins de la province. C'est à cela que vise le bill en discussion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les compagnies québécoises ont un surplus de 300,000 chevaux-vapeur qu'elles voulaient exporter aux États-Unis. De plus, à cause de la dénonciation des contrats par le gouvernement ontarien, 500,000 ou 600,000 autres chevaux-vapeur deviennent disponibles. Pourquoi ne pas utiliser d'abord cette production de surplus, en profiter pour abaisser les taux?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Le bill donne précisément à la Commission le pouvoir d'acheter ce pouvoir aux compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans ce cas, on donne à la Commission le pouvoir d'acheter et non d'exproprier. Il est plus logique de donner à la Commission ce pouvoir d'exproprier qui revient en somme à payer un prix juste, ce qui constitue un moyen pour la Commission d'amener les parties intéressées à des termes raisonnables.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis contre l'expropriation et contre l'idée qui veut que le gouvernement exproprie les compagnies d'électricité. Car, l'expérience nous a appris qu'on payait toujours beaucoup plus cher par l'expropriation que par achat. De plus et surtout, il veut empêcher que l'on exproprie les compagnies, ce qui serait contre l'intérêt de la province, à cause des sommes considérables que la province serait appelée à payer.

L'Union des municipalités, déclare-t-il, demande simplement qu'on ne concède plus, à l'avenir, aux compagnies, les pouvoirs d'eau qui sont libres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au premier ministre<sup>7</sup> ce qu'il pense de la répudiation des contrats par l'Ontario.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ferai remarquer que la loi d'Ontario n'est pas en vigueur. Ce serait du plus mauvais goût pour le

gouvernement que d'approuver ou désapprouver une loi d'une province voisine, qui est absolument maîtresse chez elle, comme nous sommes maîtres chez nous.

Quant à nous, il ne nous appartient pas de dire si nous approuvons ou non l'initiative de la Législature d'Ontario.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre dit qu'il serait du dernier mauvais goût d'apprécier l'attitude du gouvernement ontarien sur la question des contrats. La déclaration du premier ministre ne veut rien dire, sinon qu'elle comporte un blâme pour le député de Saint-Hyacinthe. C'est un beau compliment à faire à un député qui, lui, à la veille de devenir ministre, n'a pas hésité à se prononcer, d'une façon très claire, sur la répudiation des contrats.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Puisque le député de Saint-Hyacinthe est en faveur de la répudiation, il pourrait s'entendre avec le député de Hull (M. Guertin) qui a été répudié par vous. Qu'est-ce que vous en pensez vous-même, de la répudiation des contrats?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En fait de répudiation, je tiens d'abord à répudier le gouvernement et à le faire répudier par la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous avez été répudié assez de fois, vous, par la province?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais. Le premier ministre ne doit pas s'imaginer que 38 ans de servitude pour la province signifient la proscription pour son régime.

Au début du bill, poursuit-il, on refuse le droit d'exproprier sous prétexte que ça coûte trop cher. Or, deux paragraphes plus loin, on accorde ce droit d'exproprier à la Commission, sous prétexte que ça coûte moins cher.

C'est une curieuse logique. D'autant plus que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Vautrin) l'a réclamé par un bill, tandis que dans un autre bill, on proclame l'expropriation néfaste, puis nécessaire.

Pourquoi ne pas ajouter le mot expropriation dans la loi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oh! Non! Je suis contre cela, moi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Parce que, lorsque l'on achète, on paie le prix que l'on juge convenable, tandis que lorsque l'on exproprie, on paye le prix fixé par le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On devrait conserver ce droit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne voulons pas exproprier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une erreur!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous allez bientôt, dites-vous, venir au pouvoir bientôt? Alors, vous expropriez. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le système d'expropriation est plus logique, puisque la cause est entendue devant un tribunal avec toutes les garanties de justice tandis que la vente telle qu'on veut la pratiquer peut dépasser et largement la valeur véritable de la propriété. Les exemples ne manquent pas sur ce point.

Il veut être bien compris, dit-il. Il ne préconise pas l'achat des compagnies d'électricité. Il ne l'a jamais fait, n'en a jamais eu l'idée et ne l'a pas. Il a en vue l'achat éventuel de 900,000 chevaux-vapeur en disponibilité.

Ça va faire quatre commissions à s'occuper de l'électricité: la Commission municipale, la Commission des services publics, la Commission de l'électricité et des eaux courantes: quatre obstacles. C'est trop de commissions pour l'administration d'une seule industrie. C'est un beau symbole du régime d'administration provinciale. Il faudrait un organisme indépendant des rouges, bleus, et même des indépendants.

Où la Commission des eaux courantes va-t-elle prendre son argent pour harnacher les pouvoirs d'eau?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est le gouvernement qui va lui en fournir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** À même les fonds consolidés du revenu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça va faire pas mal de côtes à monter. Et si le gouvernement ne veut pas lui en donner?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>8</sup>:** S'il faut un emprunt, il faudra une loi; l'emprunt devra être approuvé par la Législature. Sinon, le trésorier de la province pourra avancer de l'argent à même le fonds consolidé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et s'il n'y en a plus, de fonds?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cette loi n'est pas seulement pour un an, ni pour deux ans; c'est pour tout l'avenir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le bill permettra de réintégrer dans le domaine public les chutes d'eau vendues ou concédées, mais restées inexploitées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne pas donner ces pouvoirs à la Commission de l'électricité?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça ne serait pas raisonnable de faire vendre de l'électricité à la Commission qui va fixer les taux des compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe et le premier ministre se sont contredits. Il a dit que la Commission d'électricité ne valait rien.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai entendu.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous pouvez lire mon discours. Si tout le monde s'entendait, il n'y aurait pas d'opposition!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Au moins, de ce côté-ci, nous, nous finissons toujours par nous entendre, tandis que vous autres, vous vous chicanez toujours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre parle d'accord chez les libéraux et de chicane chez nous, lui qui a été dénoncé par le fils de l'ancien premier ministre libéral de cette province, M. Gouin; dénoncé par un ancien ministre, M. Lapointe; dénoncé par deux anciens collègues maintenant conseillers législatifs; dénoncé par des libéraux les plus ardents. Il devrait être le dernier à parler de chicanes chez ses adversaires.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition parle de ceux qui ne s'entendent pas. Et de votre côté? Sherbrooke? Sherbrooke et Houde et les trois messieurs qui sont là? Et Ottawa? Je ne vous souhaite qu'une chose, c'est d'être aussi unis que nous le sommes dans la famille libérale; je vous souhaite, dans la famille tory, qu'on soit aussi heureux, aussi unis, aussi loyal que chez nous.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous ne dites pas ça sans rire, dites? Vous n'en êtes pas capable?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** rit. (Rires dans les galeries)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous voyez bien, il rit!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La famille libérale s'entend bien. Il y a eu quelques défections. On a parlé du fils d'un ancien premier ministre. Si M. Paul Gouin croit devoir renier ses propres amis, se séparer du Parti libéral pour s'unir à mon honorable ami, et la chose se fait, mon honorable ami le sait, si M. Gouin croit devoir nous quitter, ça n'est pas une défection, c'est un abandon. Le Parti libéral le regrette, car s'il y a un beau nom intimement lié à l'histoire du Parti libéral, un nom porté par un des auteurs, un des continuateurs de l'œuvre du Parti libéral, c'est bien celui de M. Gouin. M. Gouin a cru devoir renier le parti de son père. Il a cru devoir renier ses amis libéraux pour aller dans une autre voie. Ce n'est pas nous qui le laissons, c'est lui qui nous laisse pour tomber dans les bras de mon bon ami. Il est tombé dans les bras du Parti conservateur. Je lui souhaite du succès là où il est tombé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a dans le vrai Parti libéral, à Ottawa, un homme distingué que j'estime et que le premier ministre a tenté de mettre en fausse position, et qui a dit qu'un ministre ne doit pas être directeur de compagnie qui fait affaires avec le gouvernement, alors que le premier ministre soutient le contraire, en théorie et en pratique: le premier ministre est directeur de 12 compagnies. Belle entente que celle-là! Le premier ministre a parlé de la famille libérale, cela ne me surprend pas, car nous connaissons le grand esprit de famille du premier ministre.

Il a parlé de M. Gouin qui aurait fait alliance avec le Parti conservateur, qui serait tombé dans mes bras.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous n'êtes pas le Parti conservateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je respecte M. Gouin et j'estime ses qualités, malgré les divergences d'opinion qui nous séparent. Je n'ai pas à défendre ici M. Paul Gouin, mais quand le premier ministre a dit que M. Gouin avait fait alliance avec le Parti conservateur, il a fait une déclaration fausse, comme il a fait d'ailleurs une foule de déclarations fausses.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas dit que M. Gouin était tombé dans les bras de mon honorable ami, mais qu'il était tombé dans les bras du Parti conservateur.

M. le Président, mon honorable ami n'a pas le droit de parler ainsi, de dire que je dis des choses fausses. Je soulève un point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oh oui, j'ai le droit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** se lève pour l'interrompre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Attendez que j'aie terminé. Si le premier ministre s'imagine qu'il va m'intimider, il se trompe. Et il a dit que M. Gouin était tombé dans mes bras, qu'il s'est uni au Parti conservateur.

C'est faux, contraire aux faits. Lui qui aime tant à s'occuper des siens, ne devrait pas s'occuper des affaires des autres. Ça coûte assez cher à la province de s'occuper des affaires des siens.

M. Gouin porte un nom respectable non seulement par son père, mais aussi pas sa mère qui porte le nom du ministre des Terres.

Le premier ministre ne devrait pas donner le spectacle d'un homme qui, avec une énorme majorité, essaie de bâillonner ses adversaires. Le premier ministre ne devrait pas s'attaquer à un absent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai dit dans les bras du Parti conservateur et vous n'êtes pas le Parti conservateur. Si vous avez lu les journaux, vous avez dû lire la circulaire dans laquelle M. Gouin demande à ses amis de ne pas s'attaquer à M. Bennett ni à M. Duplessis. Je demande au chef de l'opposition, pourquoi?

**M. le président:** Je trouve que cette digression a assez duré. On doit revenir au débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parlant sur la digression, M. le président; vous vous adressez à moi: vous savez que je respecte mieux les règlements que le premier ministre.

Les résolutions sont adoptées<sup>9</sup>.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

### Secours directs

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le député de Montmagny (M. Paquet): Que cette Chambre est d'opinion que le système de secours directs institué et suivi depuis le commencement de la crise économique, tout en soulageant les misères immédiates, a été désastreux au point de vue économique, moral et social, et qu'il devrait être remplacé par des travaux;

Que le gouvernement de cette province soit invité à inaugurer une politique nouvelle et de haute envergure à ce sujet;

Que ces travaux devraient être d'une nature permanente, d'un bénéfice certain pour l'État, et profitant autant aux générations à venir qu'à la population actuelle;

Que pour les entreprendre, cette Chambre suggère à l'exécutif de négocier, si nécessaire, des emprunts à longues échéances de manière à faire contribuer aussi également que possible toutes les générations qui en profiteront;

Que les secours directs devraient être ainsi progressivement abandonnés, sauf pour les cas urgents et les nécessiteux.

Il déclare que les secours directs sont une plaie.

**M. Grant (Champlain), M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) et M. Bastien (Berthier)** se lancent des procès-verbaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste et dit que l'on devrait au moins se tenir dans l'ordre.

**M. Drouin (Québec-Est)** déclare que l'on a dépensé \$55,000,000 pour le chômage dans notre province et que, sur ce montant, \$29,000,000 sont passés en secours. Il souligne que Roosevelt a décidé

de faire exécuter des travaux au montant de \$4,800,000,000. Il estime que chez nous aussi il faut des travaux et un plan d'ensemble, c'est-à-dire des travaux qui ne cesseront pas du jour au lendemain. Il est en faveur d'un emprunt à longue échéance pour l'exécution de ces travaux. Il fait appel au gouvernement de la province et au gouvernement d'Ottawa.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bissonnet), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Régime électoral

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux): Que cette Chambre:

Attendu que, pour assurer le maintien du régime électif, il importe de donner aux électeurs la garantie que leurs élus les représenteront fidèlement;

Attendu que, de l'avis général, la collecte des fonds électoraux ne va pas sans l'asservissement des partis politiques aux bailleurs de ces fonds;

Attendu que, pour assurer aux partis politiques et aux représentants du peuple la plus entière liberté à l'égard des puissances d'argent, il est nécessaire de faire disparaître autant que possible le besoin de fonds électoraux;

Attendu que, pour atteindre ces fins, il est urgent d'apporter des modifications à la loi électorale de Québec;

Exprime le vœu que le gouvernement présente dès la présente session un projet qui modifie la Loi électorale de Québec de façon:

1. À rendre le vote obligatoire;
2. À donner à chaque candidat le droit de se faire représenter dans tout bureau de vote par deux personnes de son choix et aux frais de la province;
3. À fournir à chaque candidat, aux frais de la province, une copie des listes électorales en vigueur dans la circonscription où il se présente;
4. À donner à chaque candidat le droit de louer pour la tenue d'assemblée, aux frais de la province, une salle par paroisse dans les cités et les villes et une salle par municipalité dans les territoires autres que les cités et les villes;
5. À rendre plus sévères les dispositions concernant la fraude et la corruption électorale;
6. À établir le bulletin de vote avec talon.

Il dit que s'il lui avait été possible de présenter un bill lui-même, il l'aurait fait. Cependant, les règles de la Chambre font en sorte que seuls les ministres peuvent présenter des bills engageant des fonds publics.

Cette motion parle par elle-même, dit-il. Il a cependant peu confiance de voir les chefs des deux partis se rallier à sa proposition.

### L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Cette motion doit être prise dans son ensemble. Il serait préférable que la province assumât toutes les dépenses d'élections, mais je ne crois pas que les citoyens accepteraient ce principe que lui propose le député de Hull. Quant au vote obligatoire, je me demande si c'est une bonne chose: la majorité des citoyens exercent leur droit de suffrage. Que pourrions-nous faire en pratique pour y arriver? Est-ce qu'il faudrait poursuivre ceux qui ne voteraient pas? Les faire condamner à l'amende? Quel parti poursuivrait les récalcitrants?

Je ne crois pas que la population soit en faveur de cette mesure. On a aboli le talon des bulletins, il y a quelques années, parce qu'une quantité de votes étaient mis de côté, à cause d'erreurs des officiers-rapporteurs. D'ailleurs, quelle que soit la sévérité d'une loi électorale, il y aura toujours possibilité de fraude. Ce serait bien l'idéal, s'il n'y avait rien de mauvais, mais il faut bien prendre l'humanité telle qu'elle est. Ce n'est pas à coup de législation qu'on rend les gens meilleurs. Je lisais il y a quelque temps le beau volume de Gaston Boissier sur Cicéron et j'apprenais, qu'au temps de Cicéron, les élections se faisaient comme maintenant. On peut souhaiter que l'humanité s'améliore, mais il faut bien se dire qu'on ne l'améliorera pas avec des lois disciplinaires. Je crois que notre loi électorale est suffisante et qu'il n'y a pas lieu d'adopter cette motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le débat soulevé par le député de Hull est très intéressant. Il y a cependant dans cette motion des choses plus ou moins réalisables, mais le but de la motion est excellent.

Il ne faut pas confondre certaines pratiques avec les abus. Je crois que, lorsqu'il y a un mouvement populaire, à moins d'actes de banditisme, la volonté du peuple se fait entendre. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas améliorer notre loi. Je crois que le vote obligatoire est impossible, mais ce qu'il faut faire disparaître, c'est l'organisation des télégraphes.



Aux dernières élections, rappelle-t-il, il y a eu dans son comté un concours: à savoir qui ferait voter le plus de gens qui n'en avaient pas le droit. Le gagnant a fait passer 54 votes. Je crois qu'il a reçu \$50 pour son bon travail.

Pour moi, la base, c'est la liste électorale: cette liste devrait être faite par des gens à l'abri de tout soupçon.

Il demande également la nomination d'officiers rapporteurs impartiaux. Il doit en être de même pour ceux qui impriment les bulletins de vote, déclare-t-il. Quelques-unes des réformes préconisées par le député de Hull constituent un grand pas.

**M. Guertin (Hull):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a voulu excuser les manœuvres électorales du parti.

Il s'accorde avec le chef de l'opposition pour réclamer une confection honnête des listes électorales. Il (M. Guertin) donne comme exemple les listes fédérales. Il suggère que la province utilise les listes électorales fédérales, après avoir retiré le nom de chaque femme y figurant.

Le vote obligatoire est réalisable, croit-il. Si les lois ne rendent pas les gens plus honnêtes, il est préférable d'abolir le Code civil.

De la part du gouvernement, on trouve que tout est bien. Il est tard pour entrer dans les détails, mais je me propose de discuter la question à la prochaine session.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Insistez-vous pour avoir le vote?

**M. Guertin (Hull):** Je suis prêt à admettre que la motion est rejetée sur division.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

La séance est levée à 11 h 45.

couvert d'une gerbe de fleurs, don de l'Assemblée législative."

2. Les débats recueillis par les journaux ne nous permettent pas d'identifier les articles et les amendements adoptés par le comité au cours de cette séance, à l'exception de trois amendements au paragraphe 34 de l'article 1. Même une analyse de la copie du projet de loi 20, étudiée en comité, ne nous donne quelque indication que ce soit.

3. Il est certain que l'ajout des sous-paragraphe 5 et 6 à l'article 34 a été proposé par M. Mercier. Toutefois, nous ne savons pas qui a proposé la modification au sous-paragraphe 3 du même article.

4. *The Quebec Chronicle* du 16 mai 1935, à la page 1, écrit que le comité a rapporté progrès "...avec seulement une demi-douzaine d'articles de ce bill volumineux à adopter..."

5. L'opposition officielle, le Parti conservateur, s'abstient de voter sur cette question.

6. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

7. *La Presse* du 17 mai 1935, à la page 12, écrit que c'est à M. Mercier que cette question a été adressée. Nous avons retenu la version de *L'Événement* du 17 mai 1935, à la page 8, puisque c'est M. Taschereau qui répond à la question de M. Duplessis.

8. Voir note précédente.

9. Au cours de l'étude des résolutions, M. Mercier a amendé les résolutions, à deux reprises, selon *The Montreal Daily Star* du 17 mai 1935, à la page 8.

## NOTES

1. *La Presse* du 16 mai 1935, à la page 1, écrit ce qui suit: "Au début de la séance, ce matin, le pupitre de feu Maurice Gabias, député de Saint-Henri, était



## Première séance du vendredi 17 mai 1935

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 40.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

Arrêtés ministériels,  
remboursement à la Consolidated Paper

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 2 avril 1935, demandant la production de copies authentiques de tous les arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de cette province, et de toute correspondance avec ledit gouvernement, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1934, et se rapportant au remboursement de la somme de \$258,504.56 fait par le gouvernement de la province à la Consolidated Paper Corporation. (Document de la session no 152)

Réclamation de  
Adélar Turcotte

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 mai 1935, demandant la production de copie de toute correspondance entre le ministre provincial de l'Agriculture ou tout officier du ministère provincial de l'Agriculture, et le ministre fédéral de l'Agriculture ou tout officier de ce département au sujet d'une réclamation présentée à l'un ou à l'autre département par M. Adélar Turcotte, de Parkurst, pour la perte de certains animaux. (Document de la session no 153)

Travaux de la Chambre,  
questions au *Feuilleton*

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que l'on retire du *Feuilleton* une question du député de Dorchester (M. Giguère) sur M. J.-Ernest Ouellet, conseiller législatif.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** acquiesce à la demande du chef de l'opposition.

Il déclare qu'il retirera aussi deux questions du député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) au sujet des hypothèques sur les droits de coupe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui fait observer que si l'on pose de telles questions au *Feuilleton* à la fin de la session, il va apporter la contre preuve et poser à son tour d'autres questions.

Extension des  
conventions collectives

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

## Étude de l'anatomie

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) dont elle a été saisie le mardi 14 mai courant, proposant la première lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 240 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué. Adopté.

Le bill est retiré.

Loi des compagnies,  
articles 38 et 128

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) dont elle a été saisie le mercredi 15 mai courant, proposant la première lecture du bill D du Conseil législatif modifiant les articles 38 et 128 de la loi des compagnies de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué. Adopté.

Le bill est retiré.

### Chutes et rapides

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre désapprouve les résolutions relatives au bill 241, intitulé: Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir":

a. Parce que la Commission des eaux courantes de Québec, du moins dans les matières mentionnées dans lesdites résolutions, n'offre aucune garantie d'efficacité et d'impartialité;

b. Parce que l'établissement, le fonctionnement et les moyens d'action de ladite Commission sont limités par de nombreuses restrictions et assujettis à de multiples organismes gouvernementaux;

c. Parce que les ressources financières indispensables sont subordonnées à la volonté du gouvernement de la province;

d. Parce que, subsidiairement, lesdites résolutions viennent en conflit avec les recommandations de la commission Lapointe.

**M. Drouin (Québec-Est) et M. Guertin (Hull)** déclarent qu'ils voteront en faveur de l'amendement, parce qu'ils veulent témoigner par là que le bill ne va pas assez loin.

D'autre part, comme le bill réalise en partie ce qu'ils ont demandé, ils appuieront les résolutions.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Barré, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Dufour, Dugas, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur

(Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Grant, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Phaneuf, Piché, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 35.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, 5.

La motion principale est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" étant mise aux voix, la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Béïque (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant: Que cette Chambre déclare que le bill 241 intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir est inefficace et offre toutes les apparences d'une simple mesure préélectorale, qui favorise les abus et les interventions simplement politiques au sujet d'un problème vital qui devrait être solutionné de façon énergétique, efficace et impartiale, et sans plus de délai.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béïque, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Lafleur, 6.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bastien, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Perrault, Piché, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bastien, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Mercier, Messier, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Piché, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 37.

**Contre:** MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 78 qui se lit comme suit:

"1. La loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 46) est modifiée en en remplaçant l'article 78 par les sections et les articles suivants:

#### "SECTION VIII

*"Du développement et de l'exploitation de forces hydrauliques*

"[[78. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit entre les mains du ministre chargé de la mise à exécution de la présente loi, tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil:

"a. À aménager et exploiter les chutes d'eau et les rapides non concédés, situés sur les cours d'eau du domaine public;

"b. À construire, maintenir et opérer tout établissement, usine, machinerie, réseau, système et accessoires et à exécuter tous travaux pour le transport, l'approvisionnement et la distribution d'énergie électrique provenant des forces hydrauliques mentionnées ci-dessus.]]"

Le comité propose des amendements.

Le paragraphe 78 de l'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 46) est modifiée en en remplaçant l'article 78 par les sections et les articles suivants:

#### "SECTION VIII

*"Du développement et de l'exploitation de forces hydrauliques*

"[[78. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit entre les mains du ministre chargé de la mise à exécution de la présente loi, tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil:

"a. À aménager et exploiter les chutes d'eau et les rapides non concédés, situés sur les cours d'eau du domaine public;

"b. À construire, maintenir et opérer tout établissement, usine, machinerie, réseau, système et accessoires et à exécuter tous travaux pour le transport, l'approvisionnement et la distribution d'énergie électrique provenant des forces hydrauliques mentionnées ci-dessus ou achetées par ladite commission.

"c. À acheter de toute centrale électrique de l'énergie pour ses propres fins ou pour la revendre à toute corporation municipale pour son utilisation propre ou pour vente au détail suivant la loi.]]"

Les amendements sont adoptés.

Le paragraphe 78 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les paragraphes 79 à 85 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 86 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 46) est modifiée en en remplaçant l'article 78 par les sections et les articles suivants:

#### "SECTION VIII

##### *"Du développement et de l'exploitation de forces hydrauliques*

"86. À compter du 15 avril 1935, toute aliénation ou tout bail d'un ou plusieurs des biens mentionnés dans le premier alinéa de l'article 3 de la présente loi, ne peut être fait qu'en vertu d'une loi de la Législature."

Le comité propose un amendement.

Le paragraphe 86 de l'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 46) est modifiée en en remplaçant l'article 78 par les sections et les articles suivants:

#### "SECTION VIII

##### *"Du développement et de l'exploitation de forces hydrauliques*

"86. À compter du 15 avril 1935, toute aliénation ou tout bail de force hydraulique d'une puissance naturelle moyenne de cinq cents chevaux et plus, faisant partie du domaine public, ne peut être fait qu'en vertu d'une loi de la Législature, si cette aliénation ou ce bail est fait en faveur d'une corporation autre qu'une corporation municipale."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 86 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements<sup>2</sup> sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Municipalisation de l'électricité**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Que sur la recommandation de la Commission des eaux courantes de Québec ou de la Commission d'électricité et sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, le trésorier de la province peut payer à même le fonds consolidé du revenu à toute municipalité, une somme n'excédant pas cinquante pour cent du coût capital de la construction et de l'établissement, dans ou pour le service de toute municipalité rurale, des lignes et câbles de transmission primaire, des transformateurs, des compteurs et des lignes secondaires de service électrique sur la voie publique, requis pour la livraison du pouvoir dans toute municipalité rurale.

Toutes sommes payées aux corporations municipales pour telles fins, en vertu du présent paragraphe doivent être chargées dans les livres du trésorier de la province comme dépenses au compte capital.

2. Que pour effectuer le paiement des octrois accordés en vertu de la résolution qui précède, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises;

que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos aux fins de payer ces sommes ou de rembourser toutes avances faites, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province et que ces obligations ou rentes seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les octrois du gouvernement ne s'appliquent qu'aux systèmes en opération. Ce qui veut dire qu'une municipalité, pour en bénéficier, devra d'abord construire son système.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment pourra-t-on donner des octrois aux syndicats de municipalités?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'y tiens pas aux syndicats de municipalités.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Moi non plus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'aime mieux avoir affaire aux municipalités, directement; comme cela, nous aurons moins de difficulté; biffons les mots.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Fonds de pension des instituteurs

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, sera fixée à la somme obtenue en multipliant les deux centièmes de leur traitement moyen ou, s'ils ont enseigné plus de vingt-cinq ans, du traitement moyen des vingt-cinq années pendant lesquelles ils ont eu le plus fort traitement, par le nombre de leurs années de service jusqu'à concurrence de trente-cinq ans.

2. Que, pour les fins de la huitième partie de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925, chapitre 133) aucune pension ne devra dépasser douze cents dollars par année.

3. Que le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire proviendra d'une retenue de trois pour cent, par année, sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commissaires ou de syndics.

4. Que les professeurs de musique, de dessin et autres spécialités munis d'un diplôme reconnu par les comités catholique ou protestant du Conseil de l'instruction publique et qui ne sont pas régis par les dispositions de la résolution qui précède pourront payer au fonds de pension de l'enseignement primaire la retenue mentionnée à ladite résolution et, dans le cas d'un tel paiement, les dispositions de la huitième partie de la loi de l'instruction publique s'appliqueront à eux.

5. Que les dispositions de la résolution qui précède seront censées être en vigueur depuis l'établissement du fonds de pension.

6. Que le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire proviendra de plus d'une retenue de dix pour cent prélevée, annuellement, sur le fonds des écoles publiques.

7. Que les sommes visées par les résolutions 3, 4, 5 et 6 seront versées au fonds consolidé du revenu et que, au cas où ces sommes seraient insuffisantes pour rencontrer le paiement des pensions annuelles, le trésorier de la province sera autorisé à payer à même le fonds consolidé du revenu, les montants nécessaires pour compléter tel paiement.

8. Que la partie du fonds de pension, créé par la loi du 22 décembre 1856 (19-20 Victoria,

chapitre 14, section 7) qui sera de temps à autre libérée, suivant les dispositions de ladite loi, par le décès des pensionnaires, sera versée dans le fonds consolidé du revenu et les pensions payables en vertu de cette loi seront payées à même ledit fonds consolidé du revenu.

9. Que toute personne laïque, munie d'un diplôme, qui enseigne dans une école privée subventionnée par le gouvernement ou par une municipalité scolaire, pourra payer, au fonds de pension de l'enseignement primaire, la retenue mentionnée à la résolution 3, pourvu qu'elle obtienne l'autorisation du surintendant, à qui elle devra faire la demande; que si telle retenue sur son traitement doit être payée régulièrement et que sur tel paiement les dispositions de la huitième partie de ladite loi de l'instruction publique s'appliquera à cette personne.

10. Que les dispositions de la résolution 1 s'appliqueront à tous ceux qui reçoivent déjà une pension le premier juillet, 1935, ou qui après cette date recevront une pension suivant ladite loi de l'instruction publique.

11. Que les dispositions des résolutions 1, 3, 4, 5, 6, 7, 9 et 10 entreront en vigueur le premier juillet, 1935.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.

Adopté.

### En comité<sup>3</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose quelques questions.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 519 de ladite loi est modifié:

"a. En en remplaçant le mot: "cinquante-six", dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, par le mot: "soixante";

"b. En en remplaçant le mot: "vingt", dans la troisième ligne du premier alinéa, par le mot: "vingt-cinq";

"c. En en remplaçant le mot: "cinquante", dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "cinquante-cinq";

"d. En en remplaçant le mot: "cinquante-six", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "soixante"."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. L'article 519 de ladite loi est modifié en en remplaçant le mot: "vingt", dans la troisième ligne du premier alinéa, par le mot: "vingt-cinq"."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 525 de ladite loi, tel que modifié par la loi 23 George V, chapitre 53, section 2, est de nouveau modifié:

"a. En en remplaçant le mot: "vingt", dans la première ligne du premier alinéa, par le mot: "vingt-cinq";

"b. En en remplaçant le mot: "vingt", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "vingt-cinq";

"c. En en remplaçant le mot: "cinquante", dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "soixante";

"d. En en remplaçant le mot: "dix", dans la première ligne du troisième alinéa, par le mot: "quinze";

"e. En en remplaçant le mot: "vingt", dans la première ligne du troisième alinéa, par le mot: "vingt-cinq";

"f. En en remplaçant le mot: "dix", dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, par le mot: "quinze"."



Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. L'article 525 de ladite loi, tel que modifié par la loi 23 George V, chapitre 53, section 2, est de nouveau modifié:

"a. En remplaçant le mot: "vingt", dans la première ligne du premier alinéa, par le mot: "vingt-cinq";

"b. En remplaçant le mot: "vingt", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "vingt-cinq";

"c. En remplaçant le mot: "cinquante", dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "cinquante-six";

"d. En remplaçant le mot: "dix", dans la première ligne du troisième alinéa, par le mot: "quinze";

"e. En remplaçant le mot: "vingt", dans la première ligne du troisième alinéa, par le mot: "vingt-cinq";

"f. En remplaçant le mot: "dix", dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, par le mot: "quinze"."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. Les articles 545, 546 et 547 de ladite loi sont abrogés."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"11. Les articles 535, 540, 545, 546 et 547 de ladite loi sont abrogés."

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 21 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## **Loi de l'assistance publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 66 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura pris, envers une institution de charité, l'engagement prévu par l'article 18 de la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189) ou par toute disposition que cet article a remplacé, et lorsque le fonds de l'assistance publique sera insuffisant pour rencontrer les paiements résultants de cet engagement, le trésorier de la province effectuera ces paiements à même le fonds consolidé du revenu, pourvu que les conditions imposées par ladite loi et par les arrêtés en conseil aient été observées par l'institution de charité; et que pour rembourser au fonds consolidé les paiements ainsi faits, le trésorier de la province soit autorisé à se prévaloir des dispositions du troisième alinéa de l'article 53 de ladite loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cette loi permettra aux institutions, sous l'assistance publique, de vendre plus facilement leurs obligations.

La résolution est adoptée.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 66 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 66 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 17 mai 1935

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Municipalisation de l'électricité

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que l'électrification rurale est essentielle au bien-être et à la prospérité de l'agriculture;

Attendu que la province de Québec est une des parties les plus riches du monde en matière de ressources hydroélectriques;

Attendu que l'électrification rurale constituerait un des moyens les plus pratiques d'aider à l'agriculture et aux agriculteurs et d'empêcher l'exode de la campagne vers les villes, en facilitant la production agricole, en aidant à l'établissement d'industries connexes à l'agriculture, facteur de décentralisation nécessaire, et en faisant disparaître, dans une large mesure, les attrait fallacieux de la vie urbaine;

Attendu qu'il est du devoir du gouvernement de la province depuis plusieurs années, de pourvoir à l'électrification rurale et de permettre aux cultivateurs d'obtenir les avantages que peut procurer l'électrification à des taux qui seraient à la portée des cultivateurs;

Attendu que les résolutions relatives au bill no 41, intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité" subordonnent l'électrification rurale:

*a.* À l'approbation de la Commission des services publics qui a été déclarée incompétente et inadéquate, même par la commission Lapointe;

*b.* À l'approbation de la Commission de l'électricité;

*c.* À l'autorisation de la Commission municipale de Québec;

*d.* À l'approbation du ministère des Affaires municipales de Québec;

*e.* Et enfin, à l'approbation du gouvernement de la province.

Attendu que ces nombreuses approbations constituent autant d'entraves et d'obstacles à l'électrification rurale et autant d'organismes gouvernementaux;

Cette Chambre déclare qu'il est du devoir du gouvernement de la province, depuis plusieurs années, de faciliter et d'encourager l'électrification rurale, en accordant, de façon impartiale et efficace, les octrois nécessaires pour obtenir l'électrification rurale à des taux raisonnables et appropriés et pour permettre à l'agriculture, industrie fondamentale en cette province, de bénéficier pleinement, comme c'est son droit, des ressources hydroélectriques de la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pourquoi ne pas demander des usines hydroélectriques actionnées par les marées?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** sourit.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fautoux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Mercier fils, Messier, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bastien, Bélanger, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Grant, Guertin, Mercier fils, Messier, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 35.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, 6.

La motion principale est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit quelques mots et déclare que la loi est inadéquate.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bastien, Bélanger, Côté (Bonaventure), Crête, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Grant, Guertin, Mercier fils, Messier, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Rhéaume,

Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 36.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, 6.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

Le comité étudie l'article 1.

Les paragraphes 1 à 4 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 5 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

#### **"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

##### **"Section III**

##### **"Municipalisation de l'électricité**

"5. Outre les formalités exigées par la loi qui régit la corporation municipale pour l'adoption de ce règlement, celui-ci pour produire son effet doit être approuvé par le vote affirmatif en nombre et en valeur des électeurs propriétaires.

"Néanmoins pour les fins du vote pris sur un tel règlement, le maximum de valeur foncière qui peut être enregistré comme chiffre de l'évaluation d'une compagnie à fonds social ou de toute autre corporation est fixée à un cinquième de l'évaluation municipale."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

**"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

"Section III

*"Municipalisation de l'électricité*

"5. Outre les formalités exigées par la loi qui régit la corporation municipale pour l'adoption de ce règlement, celui-ci pour produire son effet doit être approuvé par le vote affirmatif en nombre et en valeur des électeurs propriétaires.

Néanmoins pour les fins du vote pris sur un tel règlement, le maximum de valeur foncière qui peut être enregistré comme chiffre de l'évaluation d'une compagnie à fonds social ou de toute autre corporation est fixée à un cinquième de l'évaluation municipale, mais pour la partie seulement sur laquelle il n'y a pas eu d'exemption ou de commutation de taxes."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** déclare que sur le vote en faveur ou contre la municipalisation par une ville, les compagnies n'auront le droit de voter que pour un cinquième de la valeur de leur propriété non exemptée de taxes.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 5 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les paragraphes 6 à 11 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 12 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

**"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

"Section III

*"Municipalisation de l'électricité*

"12. Les propriétaires ou occupants de maisons, constructions ou terrains dans une municipalité pour laquelle un système électrique est établi en vertu de la présente loi, sont tenus de laisser

placer les poteaux et les fils nécessaires, et laisser exécuter tous autres ouvrages sur leurs maisons, constructions ou terrains, sauf le paiement des dommages réels s'il y en a.

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

**"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

"Section III

*"Municipalisation de l'électricité*

"12. Les propriétaires ou occupants de maisons, constructions ou terrains dans une municipalité pour laquelle un système électrique est établi en vertu de la présente section, sont tenus de laisser placer les poteaux et les fils nécessaires, et laisser exécuter tous autres ouvrages sur leurs maisons, constructions ou terrains, sauf le paiement des dommages réels s'il y en a."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 12 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 13 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

**"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

"Section IV

*"Exécution de travaux en commun*

"13. Les corporations municipales qui adoptent un règlement en vertu de l'article 4, ou quelques-unes d'entre elles, peuvent s'entendre:

"1. Exécuter ensemble les travaux servant à conduire l'électricité depuis son point de production jusqu'aux limites de chaque municipalité intéressée;

"2. Exercer ensemble les droits que confère l'article 7 et qui peuvent être exercés en dehors des limites d'une municipalité."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

**"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

**"Section IV**

**"Exécution de travaux en commun**

"13. Les corporations municipales qui adoptent un règlement en vertu de l'article 4, ou quelques-unes d'entre elles, peuvent s'entendre exécuter ensemble les travaux mentionnés audit article 4 et exercer ensemble les droits que confère l'article 7."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 12 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les paragraphes 14 à 16 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 17 de l'article 1.

Le comité propose de supprimer ledit paragraphe.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 17 de l'article 1 est retiré.

Le comité étudie le paragraphe 18 de l'article 1.

Le comité propose de supprimer ledit paragraphe.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 18 de l'article 1 est retiré.

Le comité étudie le paragraphe 19 de l'article 1.

Le comité propose de supprimer ledit paragraphe.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 19 de l'article 1 est retiré.

Le comité étudie le paragraphe 20 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

**"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

**"Section VI**

**"Électrification rurale**

"20. Lorsqu'une corporation municipale ou un syndicat coopératif ne peut s'entendre avec un service public pour obtenir de lui de l'électricité, cette corporation municipale ou un syndicat coopératif peut s'adresser à la commission et celle-ci peut ordonner à tel service public ou à tout autre qu'elle désigne, de fournir l'électricité à cette corporation municipale ou un syndicat coopératif, aux termes et conditions qu'elle détermine.

"Les conditions de la loi de la commission de l'électricité de Québec (chapitre 46A), relatives à l'exécution des ordonnances de la commission, s'appliquent à toute ordonnance rendue en vertu du présent article."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

**"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

**"Section VI**

**"Électrification rurale**

"20. Lorsqu'une corporation municipale ne peut s'entendre avec un service public pour obtenir de lui de l'électricité, cette corporation municipale peut s'adresser à la commission et celle-ci peut ordonner à tel service public ou à tout autre qu'elle désigne, de fournir l'électricité à cette corporation municipale, aux termes et conditions qu'elle détermine.

"Les conditions de la Loi de la commission de l'électricité de Québec (chapitre 46A), relatives à l'exécution des ordonnances de la commission, s'appliquent à toute ordonnance rendue en vertu du présent article."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 20 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 21 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 102, le suivant:

"CHAPITRE 102 A

### **"Loi concernant la municipalisation de l'électricité**

#### **"Section VII**

##### *"Aide à l'électrification rurale*

"[[21. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, aux termes et conditions qu'il détermine, à tout service public et à tout syndicat coopératif constitué en vertu de la présente loi, un octroi pour encourager et aider l'exécution des travaux nécessaires pour conduire l'électricité aux limites des municipalités de cette province autres que les cités et villes.]]"

Le comité propose de supprimer ce paragraphe et de le remplacer par le suivant, qui se lit ainsi:

"21. Toute municipalité exploitant un système électrique est autorisée, sur approbation préalable des municipalités intéressées et de la Commission de l'électricité, à vendre de l'électricité à et dans toute municipalité de la province et à établir tout système de transmission et de distribution d'énergie en dehors de ses limites pour les fins susdites, pourvu, toutefois que lesdites municipalités soient situées dans un rayon de trente milles de la municipalité exploitant le système."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 21 de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité propose d'introduire à l'article 1 un nouveau paragraphe 22, qui se lit ainsi:

"22. Sur la recommandation de la Commission des eaux courantes de Québec et de la Commission d'électricité et sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, le trésorier de la province peut payer à même le fonds consolidé du revenu à toute municipalité, une somme n'excédant pas cinquante pour cent du coût capital de la construction et de l'établissement, dans ou pour le service de toute municipalité rurale, des lignes et câbles de transmission primaire, des transformateurs, des compteurs et des lignes secondaires de service électrique sur la voie publique, requis pour la livraison du pouvoir dans toute municipalité rurale.

"Toutes sommes payées aux corporations municipales pour telles fins, en vertu du présent paragraphe doivent être chargées dans les livres du trésorier de la province comme dépenses au compte capital.

L'amendement est adopté.

Le nouveau paragraphe 22 de l'article 1 est adopté.

L'ancien paragraphe 22 de l'article 1 est renuméroté et devient le paragraphe 23.

Le paragraphe 23 de l'article 1 est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2.

Le comité propose de supprimer ledit article.

L'amendement est adopté.

L'article 2 est retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première et une deuxième fois, et adoptés sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Il déclare que les municipalités obtiendront tous les pouvoirs nécessaires pour faire concurrence aux entreprises privées. Il souhaite que ces mesures débouchent sur un régime électrique nouveau pour tous les consommateurs.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bastien, Bélanger, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Dufour, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Grant, Guertin, Mercier fils, Messier, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 35.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'assistance publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>5</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill n'a d'autre but de donner une apparence de prospérité qui n'existe pas, au moyen d'un truc de comptabilité. La province devrait assumer les dépenses de l'assistance publique. Le gouvernement aura aussi le droit de placer qui il voudra sous l'assistance publique, de placer ses amis, au lieu souvent de pauvres gens qui en ont besoin. L'assistance publique est une institution politique. Des gens riches, amis du gouvernement, en profitent au détriment de pauvres gens.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami a beaucoup d'imagination. Ce bill n'a d'autre but que de corriger la loi. L'article 48 est abrogé par ce qu'il a fait croire aux juges que les municipalités devaient payer pour les indigents de leur territoire. Il est arrivé que des municipalités ont

été poursuivies et condamnées à payer pour les indigents qui étaient sur leur territoire. Le but de l'assistance publique n'est pas de faire payer la pension de tous les quêteurs qui passent par une municipalité. À l'avenir, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra passer des règlements pour définir quels sont ceux qui ont droit à l'assistance publique, dans une municipalité.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bélanger, Bergeron, Côté (Bonaventure), Crête, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Guertin, Mercier fils, Messier, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Rhéaume, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 37.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Lafleur, Sauvé, 6.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Unités sanitaires**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), la motion suivante:

Attendu que le gouvernement de cette province a, par sa loi 23 George V, chapitre 74, fait bénéficier trente-six corporations municipales de comté chacune d'une unité sanitaire;

Attendu que les unités sanitaires ainsi établies sont maintenues, partie par le gouvernement et partie par les corporations de comté;

Attendu que les conseils de comté n'ont aucun autre revenu que les taxes directes sur les biens-fonds imposables, qui sont, pour un grand nombre, grevés d'hypothèques;

Attendu que la crise qui sévit depuis plus de quatre ans rend bien difficile et en plusieurs cas impossible la perception des taxes;

Attendu que les conseils locaux sont dans la triste obligation de faire vendre chaque année grand nombre de propriétés pour taxes municipales et scolaires;

Cette Chambre prie le gouvernement de la province de prendre seul à sa charge, pour quelques années à venir, le coût entier des dépenses pour le maintien des unités sanitaires de comté.

**M. Barré (Rouville)** prononce un discours<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement accueille toutes les prières qu'on lui fait, mais il est comme le Très Haut, il ne les exauce pas toujours. La prière de mon honorable ami est bien accueillie, et je lui promets que dès que le gouvernement en aura le moyen, il prendra à sa charge les unités sanitaires.

La motion est adoptée.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle qu'il a déclaré qu'une somme de \$2,000 a été volée dans des circonstances assez particulières<sup>7</sup>.

Celui qui s'approprie les deniers publics illégalement, déclare-t-il, commet un détournement de fonds qui le rend passible de détention pénitentiaire. Au moins, quand il n'est pas au pénitencier, cet individu ne devrait pas être en charge d'un service à la colonisation. L'attitude du ministre a été assez singulière l'autre jour. Il a d'abord commencé par cacher le nom de celui dont il était question, quand il avait devant lui des documents révélateurs. Pourquoi cette réticence? L'attitude du ministre a indiqué dès le début qu'il y avait anguille sous roche.

Il rappelle l'affaire Grenon. Pourquoi n'a-t-on pas envoyé directement à la banque les \$1,500 qui

devaient lui être remis? Grenon, avec Thomas-Louis Ouellet, s'en va à la banque, fait changer le chèque au montant de \$3,500. Il en dépose \$1,500 à la banque. Ouellet avec le même Grenon, s'en va voir le secrétaire-trésorier, M. Voisine qui, lui, va chercher le maire Larouche. On dépose \$2,000 sur la table. Grenon et le maire vont voir les bâtiments. Ils reviennent et les \$2,000 ont disparu. C'était en septembre 1933.

En novembre, la municipalité de Larouche est poursuivie. Elle s'adresse au député de Chicoutimi qui dit que l'argent a été envoyé. M. Larouche donne un affidavit à l'effet que Grenon et Ouellet se sont appropriés \$2,000 sous de fausses représentations. Il y a eu détournement de fonds en face de M. Grenon.

Le président de l'Association libérale de Chicoutimi, dégouté, a écrit au procureur général pour demander une enquête.

Le département envoie M. Charles-Édouard Cantin. Celui-ci fait enquête et soumet un rapport indigne de ses fonctions, un rapport dans lequel il dénonce non pas le vol, mais le manque de confiance qui existe chez les libéraux à l'égard du régime.

Lorsque le chef de l'opposition a porté ses accusations, dit-il, le ministre de la Colonisation a produit des lettres pour contredire l'affidavit de M. Voisine. Il a cependant pris l'attitude de quelqu'un qui avait quelque chose à cacher. Le ministre a tenté de prouver que Grenon n'avait rien fait et que Ouellet était un honnête homme. Un honnête homme celui qui a volé \$2,000? Celui qui se rend complice du vol? Celui qui dénonce même par des gens du régime? Celui qui est si influent que le département du procureur général devient la créature de celui qui commet l'infamie?

Aucune des lettres citées par le ministre ne contredit l'affidavit de M. Voisine. Il cite une lettre du député de Chicoutimi qui admet que Ouellet s'est approprié illégalement \$2,000.

De même, poursuit-il, deux citoyens, M. Henri Girard et un M. Tremblay, dénoncent la conduite de Grenon et Ouellet. Pourtant le ministre a défendu la conduite de ces deux individus.

Il reproche au ministre d'avoir promu, en janvier dernier, Jean Grenon, à l'achat des terres de colonisation. Il veut que, pour le bénéfice de la colonisation, on commence à radier l'hypothèque des employés prévaricateurs, voleurs, et qui ne méritent pas la confiance publique.

Nous avons, dit-il, dans l'affaire Grenon et Ouellet, un des nombreux exemples de la décadence du régime et des conditions malheureuses dans lesquelles le régime a plongé la province.



**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Ouellet n'est pas à l'emploi du département de la Colonisation. Le chèque de \$3,500 a été envoyé à l'ordre de M. Ouellet par M. Belleau, officier supérieur du département. Le chef de l'opposition a été obligé d'admettre que M. Grenon n'avait pas volé.

Il (M. Vautrin) produit le reçu officiel de la banque et celui du maire Larouche, prouvant qu'il a reçu l'argent de l'employé en question et lui a donné un reçu pour ce montant. Grenon, dit-il, a envoyé les deux reçus et une liste de paie assermentée. Il ne croit pas qu'il pouvait congédier M. Grenon qui a accompli ce que lui dictait M. Belleau, un de ses officiers. Dans un cas au moins, le chef de l'opposition a frappé dans le vide, puisque l'individu dont il parle n'est pas au service du gouvernement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre) (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 17 mai 1935****Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province;
- bill 204 modifiant la loi des compagnies de fidéicommiss;
- bill 235 relatif au classement et à la vente des produits agricoles.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation;
- bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.

**Paroisse de Montréal,  
servitude**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Acquisition de  
terres de colonisation**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Les amendements sont lus une première fois.

**L. Normandin**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), que les amendes payées pour le bill 109 autorisant les optométristes de la province de Québec à admettre L. Normandin à l'étude de l'optométrie

soient remis, vu que la nécessité de ce bill n'a existé qu'après l'ouverture de la session.

Adopté.

#### **Emprunts des sœurs de la Charité de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 234 relatif à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans le cas où les Sœurs de la Charité de Québec rachèteraient les obligations émises par elles et garanties aux termes de l'arrêté en conseil no 22 du 7 janvier, 1930, et des contrats ratifiés par la loi 20 George V, chapitre 12, et négocieraient un nouvel emprunt, de décréter que le gouvernement de cette province s'engagera à payer, aux conditions et taux qu'il déterminera, à même les crédits affectés par la législature pour les aliénés, l'intérêt et l'amortissement de ce nouvel emprunt, pourvu que les sommes requises pour cet intérêt et cet amortissement soient inférieures chaque année à celles payables pour l'emprunt original et que la date d'échéance du nouvel emprunt soit la même que celle dudit emprunt original et qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, si ladite garantie est décrétée, d'autoriser tout membre du Conseil exécutif à accepter, pour et au nom du gouvernement, tout transport, à un fiduciaire pour le bénéfice des obligataires, qui pourra être consentis par lesdites sœurs de la Charité de Québec.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 234 relatif à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que les honoraires payés pour le bill 76 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation d'œuvres d'éducation.

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 George V, chapitre 47, section 39m (secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires, d'après le nombre d'enfants inscrits aux écoles, sans tenir compte du personnel enseignant (Instruction publique, écoles publiques, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires - à l'exception des cités et villes - payant un traitement moyen de \$200, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$150 (Instruction publique, écoles publiques, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires - à l'exception des cités et villes - payant un traitement moyen de \$250, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$200 (Instruction publique, écoles publiques, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du Mérite scolaire, 18 George V, chapitre 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université McGill - aide reconstruction d'un édifice de neurologie, - pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général (paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification des terres (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**

Dix-huit équipes de classificateurs sont déjà parties pour commencer la classification des terres, soit 4 dans l'Abitibi, 5 dans le Témiscamingue, 4 dans Rimouski et Gaspé, 2 dans le nord de Montréal, 1 dans les Cantons-de-l'Est, 1 sur la Côte-Nord et 1 dans la région du Lac-Saint-Jean.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a beaucoup de titres et de charges, mais fait peu d'ouvrage.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** répond au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut qu'on l'informe à propos des pêcheries dans la région de Gaspé, notamment au sujet de certaines personnes en vue qui auraient mis la main sur des octrois, au détriment des pêcheurs et du gouvernement.

**L'honorable M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** dit que son département n'a reçu aucune plainte, mais que si jamais cela se produit, il fera enquête.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les faits sont bien connus, mais, malheureusement, étant donné le nombre important de cas à porter à l'attention du public, celui de Gaspé a dû être mis de côté. Cependant, le gouvernement est maintenant au courant des conséquences de sa politique en matière de pêcheries. Des chèques de paie ont été encaissés à l'aide de certificats forgés. Si le ministre et le sous-ministre ne savent rien de tout cela, c'est qu'ils ne veulent pas savoir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, jardin zoologique et ferme expérimentale (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour élevage des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licence de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de protection de la chasse et de la pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** Il affirme qu'il est vrai que les mesures gouvernementales de protection de la faune et des pêcheries sont loin d'être efficaces. Selon lui, il importe de changer la mentalité populaire. Les écoles primaires font de l'éducation en ce sens en regroupant les enfants en associations. Il espère que ces associations prendront de l'ampleur.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des gens auraient fait construire des barques au prix de \$15 et des octrois auraient été émis pour \$40, par barque; une personne qui a prêté serment d'office et qui appartient au parti ministériel, aurait imposé l'octroi, faisant ainsi un bénéfice d'environ \$25, par barque. Dans certains cas, le même individu a même endossé les chèques du département, sans que le pêcheur le voie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Certains fonctionnaires ont profité de leur position pour frauder les pêcheurs.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** reconnaît que la loi a été violée et dit qu'il n'hésitera pas un instant à faire enquête et à imposer les sanctions les plus rigoureuses si on veut lui dénoncer l'individu en question, mais, dit-il, en fait, aucune plainte n'a été envoyée au département qui ignore de quoi il est question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est comme Thomas qui exige de toucher le côté pour le croire. J'affirme que les fonds de la province ont été détournés de leur destination, dans Gaspé-Nord, à même des documents forgés. J'affirme que les départements des Pêcheries étaient au courant et que le gouvernement et le premier ministre ont été mis au courant. Et je dirai de plus qu'ils sont complices après le fait, pour n'avoir pas obligé l'individu qui a détourné les octrois, à démissionner, au lieu de la garder comme partisan de l'administration. Je l'affirme.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il n'y a rien dans le ministère pour justifier les prétentions du chef de l'opposition. De plus, le sous-ministre et les officiers du département déclarent qu'ils n'en connaissent rien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, lesdits messieurs ménagent la vérité et ont des absences de mémoire. J'affirme que des plaintes formelles ont été adressées aux autorités et que ledit individu s'est approprié des fonds publics, contrairement aux lois de l'honnêteté, en dépit de son serment d'office, et en forgeant des documents. Faut-il croire que ces documents ont été subtilisés? J'ai ici des notes des gens qui ont envoyé les plaintes. Il y a eu des délégations. M. Lucien Cannon s'est même occupé de l'affaire. Il y a même eu deux procès publics dans Rimouski. C'est la preuve qu'il va falloir une enquête publique sur l'administration des départements pour savoir qui ont été complices et pourquoi des documents sont disparus.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** répète qu'il est prêt à faire toutes les enquêtes possibles et qu'il sévira, mais encore faut-il qu'on porte des accusations plus précises.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Compagnie de Transport du Bas-Saint-Laurent, limitée, service de

navigation dans le Bas-du-Fleuve Saint-Laurent, entre la Côte-Sud et la Côte-Nord, premier de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944 - (ordre en conseil no 2922, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Company, Limited, premier de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944, pour le maintien du service de navigation entre Montréal, Québec et les différents points de la côte de Gaspé - (ordre en conseil no 2923, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Company, Limited, premier de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944, pour le maintien du service de navigation sur les différents points de la côte nord du Saint-Laurent - (ordre en conseil no 2924, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 30 modifiant la loi de la commission des services publics;

- bill 73 abolissant les rentes seigneuriales;
- bill 145 redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute;
- bill 203 modifiant la loi des compagnies de Québec.

#### **Cadastre de Saint-Jérusalem d'Argenteuil**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Commission des services publics**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 30 modifiant la loi de la commission des services publics.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Abolition des rentes seigneuriales**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 abolissant les rentes seigneuriales.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Loi des compagnies**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 203 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 10 h 15.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Authier, Abitibi).

2. Le procès-verbal indique que le comité a adopté un amendement. Toutefois, la copie du projet loi 241, initialement par le président du comité, indique clairement qu'il y a eu trois amendements.

3. Voir note 1.

4. Voir note 1.

5. Voir note 1.

6. "... un assez long discours", selon *L'Événement* du 17 mai 1935, à la page 15.

7. M. Duplessis poursuit, en fait, un débat qu'il avait amorcé lors de l'étude des crédits du ministre de la Colonisation (M. Vautrin), lors de la deuxième séance du mercredi 15 mai 1935.

Séance du samedi 18 mai 1935

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 10 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)**, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 2)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 18 mai 1935.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Vautrin), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

**Charte de Racine**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, constituant en corporation la ville de Racine.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent cinquante deux mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le département du procureur général est chargé, en vertu des lois, de poursuivre ceux qui violent la loi et de faire punir les coupables. Aussi, lorsque le procureur général ne poursuit pas les coupables et ne les fait pas punir, il se rend complice.

Or, c'est ce qui s'est produit au sujet des listes électorales de Montréal. Il a été prouvé, hors de toute discussion, que des milliers de noms faux ont été ajoutés de façon criminelle aux listes électorales de Montréal.

Les réviseurs de listes étaient des amis du gouvernement et bien disposés envers lui. Et, ils ont admis l'existence de la fraude, en rejetant précisément ces milliers de noms de faux électeurs. Il a été prouvé également que l'inscription de ces faux noms était appuyée d'affidavits basés sur les faux serments et le parjure. Des personnes qui représentaient les plus hautes autorités se sont émues et ont demandé au procureur général d'intervenir et de rechercher les auteurs de ces méfaits.

Même le procureur général n'a rien fait. Il a été autrement actif, lorsqu'il s'est agi de la fameuse bombe qui n'avait pas éclaté. Le département, la police, tout a été mis en branle à cause du bâton de New Stick tout à fait inoffensif. Mais pour ceux qui ont saboté les listes électorales et commis une des plus grandes offenses, on ne fait rien.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il est difficile de contrôler dans une ville aussi grande que Montréal, tous ceux qui veulent s'inscrire sur les listes électorales. Il y a près de 200,000 électeurs et tous les citoyens sont libres d'enregistrer leurs noms. La révision a été faite par des hommes compétents et honnêtes. Ils l'ont prouvé en rejetant les faux noms, ainsi qu'on l'a vu.

La révision est maintenant terminée et je ne sache pas qu'on se soit plaint du travail de révision, car les réviseurs ont rejeté avec raison, je crois, beaucoup de noms qui semblaient illégitimes.

Je ne suis pas prêt à dire que le procureur général doit s'immiscer dans la révision des listes, et pareille initiative soulèverait peut-être plus de protestations et d'accusations de partisanerie. Les conservateurs diraient qu'il prend avantage de sa position pour venir en aide à son parti. Le contrôle de l'enregistrement des noms a été fait, et de façon judicieuse.

Quant à l'intervention du procureur général que l'on réclame, il ne faut pas oublier que la révision des listes est survenue pendant la session, alors que j'étais surchargé d'ouvrage. Lorsque les commissaires auront fait leur rapport, s'ils formulent des plaintes, je n'aurai aucune objection à donner ordre de poursuivre les délinquants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des commissaires réviseurs ont commencé eux-mêmes par violer la loi. Ils ont fait publier des listes de noms illégales, listes qu'il a fallu publier deux fois. Ils ont aussi siégé en marge de la loi, alors qu'ils n'étaient pas légalement qualifiés pour le faire. Ce n'est pas un compliment aux commissaires.

En plus, il a été démontré, hors de toute discussion, que le paquetage des listes a été fait par le parti ministériel, qu'il a été défendu par des avocats ministériels reconnus. Ces fraudes, elles ont pu avoir lieu à la faveur d'une loi électorale calculée pour les favoriser, car il est difficile de consulter ces listes; tout se fait à la cachette, et on ne peut pratiquement pas examiner lesdites listes.

Bien plus, les commissaires voulaient accepter tous les noms et ont même d'abord refusé de laisser témoigner, au début, les gens qui avaient assermenté de faux noms, malgré la demande formelle des avocats qui voulaient prouver les faux. Les commissaires prouvaient ainsi jusqu'à quel point ils étaient partiaux, et que dans cette affaire, ils agissaient plutôt comme amis du gouvernement que comme réviseurs.

Il y a eu des affidavits basés sur le parjure et le mensonge. La chose est prouvée. Alors, qu'est-ce que le procureur général attend pour sévir contre les manipulateurs de listes truquées? Il refuse d'agir et ainsi devient complice après le fait de ces manipulateurs.

Quant à la bombe qui n'a pas éclaté, j'insiste pour savoir ce qu'elle a coûté à la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il est impossible de le dire. Et puis, quoiqu'en pense mon honorable ami, il a été démontré qu'il s'agissait non d'un objet inoffensif, mais d'un bâton de dynamite d'une haute concentration en puissance explosive. Le travail de recherche a été fait par les employés du département, en sorte qu'il est difficile de faire le départage du travail uniquement affecté à cette affaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le Dr Derôme m'a dit à moi-même que cette prétendue bombe était une farce monumentale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le bâton de dynamite a été examiné ici, par des gens qualifiés en la matière, et on a constaté qu'il s'agissait bel et bien d'un bâton de dynamite. Des détectives étrangers ont travaillé sur cette cause, ainsi que nos policiers. Mon honorable ami peut croire que personnellement j'eusse préféré que l'objet fût inoffensif, car alors la tentative eût été une plaisanterie, et non l'indication de mauvais sentiments à mon égard. Quant au Dr Derôme, il est toujours commode d'invoquer le témoignage d'un mort.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On aurait donné \$30,000 à l'agence Pinkerton pour trouver l'auteur de la bombe. Le Dr Derôme m'a dit personnellement que cette histoire de bombe était une farce monumentale. Le premier ministre parle des morts. J'aime mieux invoquer le témoignage d'un mort respectable que faire comme le gouvernement qui fait voter les morts pour se faire élire.

Il passe à l'affaire Braithwaite.

Pendant une longue période, il y a deux ans, dit-il, un groupe de "confidence men" ont travaillé à Québec, où ils ont fait de nombreuses victimes. Ils ont d'abord volé près de \$40,000 à un anglais, du nom de Randall, puis \$20,000 à Mme McFrelish. M. Randall a porté plainte, mais il n'a pas reçu de nouvelles, et le département du procureur général n'a pas procédé. Il a fallu l'intervention de Lady Willingdon, l'épouse du gouverneur général de l'époque, pour décider le département à agir.

Mais le bandit Braithwaite s'est enfui en Angleterre, où il a été retracé, non par le département du procureur général, mais par le volé lui-même. À son arrivée en Angleterre, Braithwaite a été presque immédiatement appréhendé par Scotland Yard et incarcéré pour 18 mois, pour cambriolage. Le bandit a alors été extradé dans la province de Québec et accusé de conspiration pour fraude.



Le premier volé, M. Randall, est venu au pays pour rendre témoignage, mais le procureur général n'a pas voulu procéder et n'a porté plainte que sur la seconde offense. C'est du moins la nouvelle que M. Randall a reçue par une lettre de M. Charles Lanctôt, datée du 6 septembre 1933. Or, le 8 septembre 1933, Braithwaite s'avouait coupable non seulement sur l'accusation d'avoir volé \$20,000 à Mme McFrelish, mais d'avoir volé 8,400 livres sterling à M. Randall. Cependant, M. Lanctôt avait écrit la veille qu'on ne pouvait porter plainte, dans son cas, parce que l'extradition n'avait été faite que sur la seconde offense.

Le bandit s'est avoué coupable et a été condamné à 23 mois de prison, en vertu d'une entente entre lui et le département du procureur général. Braithwaite offrait de payer \$10,000 à condition de n'être pas condamné au pénitencier, c'est-à-dire à moins de 24 mois de prison. Lorsqu'un prévenu est condamné à 24 mois de prison ou plus, il va au pénitencier.

Braithwaite a été ainsi condamné et sauvé du pénitencier à cause d'une entente entre M. Charles Lanctôt et le bandit. Ces \$10,000 étaient le produit de vols. C'est ce que le droit criminel anglais appelle "compounding felony", soit une entente avec le coupable pour détruire les fins de la justice.

Le bandit a évité le pénitencier à condition de payer \$10,000, dont \$2,000 sont allés au département du procureur général. L'attitude de M. Lanctôt en cette affaire est inqualifiable et indigne. Car cet argent était le fruit du crime.

En plus, ces "confidence men" ont opéré si longtemps que ça prouve qu'ils devaient opérer avec la protection de quelqu'un. On comprend que dans une grande ville comme Montréal, ces gens puissent exercer leur métier pendant quelque temps avant d'être pris, mais la chose s'explique difficilement à Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** reproche au chef de l'opposition d'avoir amené cette affaire devant la Chambre, à la toute dernière minute, alors que pendant la session fort longue, il aurait dû poser une question sur l'ordre du jour, afin que le premier ministre pût en prendre connaissance. Car le procureur général, s'il connaît les grandes lignes des cas qui lui sont soumis, ne peut prendre connaissance personnellement de tous les détails, explique-t-il, surtout dans une affaire qui remonte à deux années. C'est matériellement impossible.

Il s'agit dans l'affaire en question, d'une organisation de "confidence men". Il y avait alors

une bande qui opérait à Québec et que la police provinciale a brisée complètement et qui est disparue. Braithwaite était un des criminels. Il a été extradé d'Angleterre, à la demande du département du procureur général de Québec. Et, il a été condamné à 23 mois de prison. Braithwaite a offert de rembourser \$6,000 s'il n'était condamné qu'à 23 mois de prison, soit \$2,000 pour rembourser la couronne des \$2,000 de frais qu'elle encourut pour l'extradition, et \$4,000 pour Mme McFrelish, une des victimes de Braithwaite. La chose n'est pas nouvelle, et elle se fait couramment. Quand le criminel rembourse sa victime et répare ainsi une partie du mal qu'il a fait, le juge en tient compte. C'est ce qui est arrivé dans le présent cas, et les faits ont été portés à la connaissance du magistrat qui a prononcé la sentence.

Quand M. Randall a su que Braithwaite remboursait \$4,000 à Mme McFrelish, il a voulu lui aussi avoir sa part du gâteau, et alors il a fait des pieds et des mains pour l'obtenir. Il a écrit à M. Bennett, premier ministre, au ministre de la Justice, au Board of Trade.

Maintenant, le chef de l'opposition a dit que les \$2,000 étaient pour M. Charles Lanctôt. Il a dit cela en Chambre. Est-il prêt à répéter cette accusation en dehors de la Chambre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à prendre mes responsabilités en Chambre et en dehors de la Chambre. Quand nous faisons des déclarations en dehors de la Chambre, le premier ministre nous dit qu'il nous attend en Chambre; et quand nous parlons en Chambre, il nous somme de parler en dehors de la Chambre. Nous sommes ici pour siéger et dire ce qui nous paraît juste et utile à l'intérêt public.

En tout cas, M. Lanctôt a écrit à M. Randall qu'il ne pouvait pas procéder, cependant que dans le même temps, il passait une entente avec le bandit pour le sauver du pénitencier, cela aux dépens des volés et au mépris de la simple décence, liquidant du même coup, à bon compte pour le criminel, les deux offenses, dont celle contre M. Randall, malgré les représentations de M. Randall à M. Lanctôt. Donc, M. Lanctôt trompait délibérément M. Randall. Pourtant, c'est Randall qui a découvert Braithwaite en Angleterre, s'est rendu à Scotland Yard et a reconnu le bandit dans la galerie des photos. Randall s'est fait voler \$40,000 par Braithwaite. C'est sans doute l'argent de Randall que Braithwaite donnait à M. Charles Lanctôt et à Mme McFrelish, pour éviter un plus long terme de prison au bandit.

Je dis que la conduite de M. Lanctôt donne l'impression que ceux qui sont chargés de poursuivre les criminels, font des ententes dans le dos des victimes, à même une partie de l'argent volé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il est injuste d'amener cette affaire à la dernière heure de la session, alors qu'on avait amplement le temps de la discuter au cours de la session. Tout d'abord, M. Lanctôt n'a pas reçu \$2,000 comme on le laisse entendre aux députés car, ces \$2,000 sont allés dans les coffres du Trésor de la province. Celle-ci avait déboursé \$2,000 pour extraditer Braithwaite. Celui-ci a offert de rembourser les \$2,000, et donner en plus \$4,000 à Mme McFrelish, à condition d'être condamné à moins de 24 mois de prison. Il n'y a rien d'immoral là-dedans. La chose se fait tous les jours et ça se fait depuis fort longtemps. Le chef de l'opposition n'avait pas le droit de laisser les députés de la Chambre sous l'impression que M. Lanctôt a volé \$2,000, quand cet argent est allé dans le Trésor de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il reste ce fait brutal: l'assistant-procureur général s'entend avec un bandit pour lui éviter de la prison et pour percevoir une partie de l'argent du vol. Car ce \$2,000, c'est de l'argent volé, et ce \$2,000, qui se trouve dans le Trésor, c'est de l'argent qui a été volé à quelqu'un et que personne n'a le droit de retenir, sauf le véritable propriétaire. Tous les raisonnements ne changeront rien à ce fait. M. Randall réclamait justice; il voulait faire châtier le voleur. C'est lui qui a pris l'initiative de le faire arrêter, c'est lui qui l'a retracé en Angleterre. M. Lanctôt, non seulement trompait délibérément M. Randall, mais s'engageait dans une transaction immorale à même l'argent volé.

Ce n'est pas la première fois que M. Lanctôt commet des illégalités. Il y a quelques années, il avait déposé \$100,000 de l'argent de la province, en banque, à son nom, pour une période plus longue que celle qui était permise par la loi. C'est indécent et illégal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'affaire Braithwaite n'a rien d'anormal. Braithwaite offrait de rembourser \$2,000 à la province. Le magistrat a tenu compte de cela, quand il a prononcé sa sentence. Ça se fait tous les jours, car c'est presque la seule manière d'obtenir pour les victimes une partie de leur bien. Non seulement ça se fait souvent, mais ça s'est fait depuis très longtemps et ça se fera à l'avenir encore.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la première fois que j'entends dire que la province a le droit de faire une entente avec un voleur pour que l'argent volé retourne non aux volés, mais à ceux qui font l'entente dont bénéficie le criminel en s'épargnant le pénitencier.

M. Lanctôt, assistant-procureur général payé comme tel, est conseiller légal de tous les départements administratifs de la province. Or, il a été aussi et en même temps conseiller légal de la Price Brothers et conseiller avec appointements. Ainsi, quand M. Lanctôt, avocat des Price, s'adressait au département des Terres à ce titre, il était en même temps conseiller légal de ce département provincial.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. Lanctôt est depuis cinquante ans au service de la province et peut marcher le front haut. Entré sous le gouvernement Mercier, il a été cependant maintenu par des hommes tels MM. Pelletier, Taillon, Casgrain, qui étaient de bien bons conservateurs. Je suis heureux d'avoir M. Lanctôt comme collaborateur, car il rend et il a rendu de grands services à sa province. Maintenant, il est devenu un vieil employé et il est violemment attaqué. Je crois que mon honorable ami est injuste envers M. Lanctôt. M. Lanctôt est un de mes amis personnels et j'ai apprécié et j'apprécie ses qualités de travail et son dévouement à la province.

Il ne comprend pas, dit-il, l'acharnement que l'on met contre M. Lanctôt et ajoute que son ami était malade et qu'il ressentirait vivement avec ses amis l'attaque dont il était l'objet.

Quant à ses fonctions d'avocat de Price Brothers, c'est légal et ça se fait régulièrement à Ottawa pour les sous-ministres. La question a été soulevée et l'on a conclu que les sous-ministres pouvaient aussi agir comme avocats d'autres parties.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'on discute les crédits du procureur général à la dernière minute, c'est parce que le premier ministre a choisi délibérément cette heure. Chaque année, il agit ainsi, il attend à la dernière minute, dans l'espoir que tout passera comme une lettre à la poste. Le chef de l'opposition a demandé à plusieurs reprises, au cours de la session, de discuter les crédits du procureur général, mais le premier ministre a refusé. Que le premier ministre ne se plaigne pas, si l'opposition montre la même vigueur à la dernière minute de la session.

L'opposition n'a pas à s'occuper si M. Lanctôt est un jeune ou vieil employé, s'il est malade ou non, mais son devoir est de dénoncer le mal et les

malfaiteurs. Autrement, beaucoup de gens s'arrangeraient pour se tirer trop facilement d'affaire.

La décence et les lois du Barreau interdisent à un avocat de défendre les deux parties dans une même cause comme le fait M. Lanctôt, avocat des Price et du département des Terres.

Il rappelle l'affaire Lacasse et la façon dont le département du procureur général a engagé un bagnard, dit-il, pour causer des ennuis à M. Lacasse, un policier qui voulait faire son devoir. Le mal a été si grand que le grand jury a demandé officiellement une enquête sur l'administration de la justice, mais le premier ministre, au lieu d'accorder l'enquête, a aboli le grand jury.

Cent mille dollars ont été volés au bureau de la police provinciale, il y a quelques années, avant l'arrivée de M. Lalonde, le chef actuel. Il y a eu un commencement d'enquête mais que l'on a suspendue. En fait, il y a eu vol, mais personne n'a été inquiété.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il est facile d'accuser. L'enquête faite a été complète. Il y a eu des irrégularités, mais susceptibles d'interprétations diverses et le département a jugé que si une réforme s'imposait - et elle a été faite - il n'y avait pas lieu à poursuites.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme que l'on a volé plusieurs milliers de dollars dans le bureau de la police provinciale, sans que jamais aucune poursuite ait été intentée contre les coupables. Ainsi, on a fait signer des reçus de \$600 pour dépenses de voyage à des portiers qui ne savaient pas lire et qui n'avaient jamais voyagé pour le département.

Il dénonce l'orientation imposée par le département à la police provinciale.

On en a fait non un organisme policier, mais une agence électorale, déclare-t-il. C'est ainsi qu'aux dernières élections, un agent de la police provinciale, M. John Power, a voté dans le nord de la province, dans l'Abitibi, en 1931, alors que le cahier de votation indiquait l'adresse de l'agent comme étant Québec.

Le département devrait laisser la police provinciale s'occuper un peu moins des élections, et faire mieux sa besogne en d'autres domaines.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:**

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour salaires

des secrétaires, messagers, etc., Montréal, Cour des sessions de la paix et magistrats de police, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc., salaires et dépenses de voyage des inspecteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices;

- bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec;

- bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité;

- bill 66 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;

- bill 234 relatif à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir.

### Chutes et rapides

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Acquisition de terres de colonisation

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Et la motion " Que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois " étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bélanger, Bergeron, Caron, Côté (Bonaventure), Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Lapointe, Mercier fils, Paquet, Perrault, Piché, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 31.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, 5.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas de la votation précédente.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix-sept mille deux cent quatre-vingt-seize dollars et quatre-vingt-deux cents soit ouvert à Sa Majesté pour autres dépenses (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatorze mille cent vingt-quatre dollars et quarante-deux cents soit ouvert à Sa Majesté pour amortissement de primes sur emprunts émis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (législation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (législation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts (législation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, Statuts refondus, 1925, chapitre 10, article 36, remplacé par la loi 16 George V, chapitre 14, section 17 (service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-quatorze mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et

remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement (charges sur le revenu) \$275,000. Moins: remboursements applicables au revenu \$45,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour licences, assurances, etc., \$25,000. Moins: remboursements d'honoraires perçus en vertu des lois des assurances et de la constitution en corporation municipale \$5,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules automobiles, Statuts refondus, 1925, chapitre 35, article 71, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1, \$200,000, dépenses applicables au revenu \$4,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi concernant la gazoline, Statuts refondus, 1925, chapitre 36, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1 et 22 George V, chapitre 30, \$410,000, remboursements applicables au revenu, \$375,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation du logement de l'Orateur (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille sept cent cinquante-deux dollars et sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cent vingt-trois dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements: (gouvernement civil), bureau du lieutenant-gouverneur, \$4,500; département du secrétaire provincial, \$22,000; département du Trésor - bureau du trésorier, \$12,000; département de la Colonisation, \$6,000; département des Travaux publics, de la Chasse et des Pêcheries: département des Travaux publics, \$2,000; département du Travail, \$3,000; département de l'Instruction publique, \$17,000; pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour collèges classiques, catholiques romains, Statuts refondus, 1925, chapitre 134, article 3, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 40, section 1, 19 George V, chapitre 51 et 21 George V, chapitre 67 et 68, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, section 16: École des hautes études commerciales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles

techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels, Statuts refondus, 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cent quatre-vingt-quatorze dollars et vingt cents soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille neuf cent vingt-cinq dollars et soixante-huit cents soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée provincial: collection de beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 George V, chapitre 47, section 39*m*: section des arts, \$6,000; section des métiers, \$4,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et Montréal, 12 George V, chapitre 55, article 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument

National, Montréal, sous le contrôle de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, 16 George V, chapitre 54 et 18 George V, chapitre 69, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-route, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, élevage des animaux à fourrure et jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels, Statuts refondus, 1925, chapitre 182 (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante-sept mille soixante-six dollars et soixante-dix-huit cents soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour régistateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du roi "*Gazette officielle de Québec*", Statuts refondus, 1925, chapitre 18, section V, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules automobiles: bureau du revenu (licences), \$25,000; Voirie (contraventions), \$65,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour National Conference of Social Work, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité du fonds du cancer du Jubilé d'argent du Roi George V, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues une première fois sur division, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

### Voies et moyens

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

### En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1935, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,778,602.07.

Adopté.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1936, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$20,429,698.61.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) demande la permission de présenter le bill 25 octroyant à Sa

Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1935 et le 30 juin 1936, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Travaux de l'Assemblée, motions inscrites au *Feuilleton*

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), la motion suivante: Que les *Journaux de l'Assemblée législative* mentionnent que les motions suivantes sont restées inscrites au *Feuilleton*.

Reprise du débat sur la motion du député de Hull (M. Guertin) proposant: Que cette Chambre:

Attendu que la loi 20 George V, chapitre 14, avait pour objet la constitution d'une commission chargée de faire l'étude de diverses questions sociales et de faire les recommandations qu'elle croirait utiles;

Attendu que les personnes suivantes ont été nommées membres de ladite commission par arrêté en conseil du 20 octobre, 1930: M. Édouard Montpetit, président, Mgr Georges Courchesne, Ven. Archdeacon F. G. Scott, J. T. Foster, Gérard Tremblay, Alphonse Lessard et George Savoy;

Attendu que ladite commission, après des études très sérieuses dans la province et dans les principaux pays d'Europe, a fait plusieurs rapports à l'honorable ministre du Travail en 1932;

Invite le gouvernement à proposer sans retard la législation nécessaire pour donner effet aux recommandations les plus pressantes de la Commission, particulièrement concernant la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle, la sécurité du travail et les amendements à apporter aux lois de l'assistance publique et des établissements industriels et commerciaux. - M. Casgrain.

Reprise du débat sur la motion du député de Québec-Est (M. Drouin) proposant: Que:

Attendu que les municipalités ne peuvent plus supporter le poids des secours au chômage sans



danger urgent pour leur situation financière et leur crédit;

Attendu qu'il est urgent également de sauver la propriété qui menace de sombrer;

Attendu que le gouvernement provincial a offert à plusieurs reprises de payer la moitié des secours, à condition que le fédéral supporte l'autre moitié:

Attendu que ce dernier n'a pas acquiescé à cette offre et qu'il est possible qu'un accord sur cette question retarde indéfiniment;

Attendu que la solution de ce problème ne saurait être retardée plus longtemps;

Cette Chambre est d'opinion que, pour sauver les municipalités et la propriété, le gouvernement provincial devrait immédiatement donner suite à son intention exprimée à ce sujet en s'engageant immédiatement à payer la moitié dudit coût de chômage dans les municipalités, sans attendre plus longtemps la réponse du gouvernement central, tout en insistant auprès de celui-ci pour qu'il fasse la même chose dans le plus bref délai possible. - M. Fauteux.

Reprise du débat sur la motion du député de Rouville (M. Barré) proposant: Que:

Vu la recommandation de la commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses;

Vu l'approbation donnée en principe par la Législature à sa séance du 31 janvier 1934;

Cette Chambre invite le gouvernement à instituer ce régime au plus tôt et à présenter dès cette session la législation nécessaire. - M. Bergeron.

Reprise du débat sur la motion du député de Québec-Est (M. Drouin) proposant:

Que cette Chambre est d'opinion que le système de secours directs institué et suivi depuis le commencement de la crise économique, tout en soulageant les misères immédiates, a été désastreux au point de vue économique, moral et social, et qu'il devrait être remplacé par des travaux;

Que le gouvernement de cette province soit invité à inaugurer une politique nouvelle et de haute envergure à ce sujet;

Que ces travaux devraient être d'une nature permanente, d'un bénéfice certain pour l'État, et profitant autant aux générations à venir qu'à la population actuelle;

Que pour les entreprendre, cette Chambre suggère à l'exécutif de négocier, si nécessaire, des

emprunts à longues échéances de manière à faire contribuer aussi également que possible toutes les générations qui en profiteront;

Que les secours directs devraient être ainsi progressivement abandonnés, sauf pour les cas urgents et les nécessiteux. - M. Saintonge.

Le député de Québec-Est (M. Drouin) - Motion:

Que cette Chambre est d'opinion que l'entretien de la propriété appelée Spencer Wood est une dépense illogique, inutile, qui cadre mal avec les exigences de la situation économique actuelle, et qu'en conséquence le gouvernement de cette province soit prié d'aviser le gouvernement fédéral que, à la fin du terme d'office du présent lieutenant-gouverneur, ledit domaine ne sera plus mis à la disposition de ses successeurs.

Le député de Québec-Est (M. Drouin) - Motion:

Que cette Chambre est d'opinion qu'une loi de pension aux vieillards est devenue absolument urgente et ne saurait être retardée plus longtemps;

Que le gouvernement devrait déposer, à la présente session, un projet de loi instituant une loi de pension aux vieillards propre à la province et basée sur un système contributoire, ou au moins accepter immédiatement de la loi fédérale actuellement en vigueur et lui donner force légale, comme mesure transitoire ou temporaire.

Le député de Québec-Est (M. Drouin) - Motion:

Que, attendu qu'en vertu de la "Loi des enquêtes sur les coalitions", d'Ottawa, une enquête a eu lieu concluant à l'existence d'un trust entre certaines compagnies de charbon pour maintenir les prix élevés, et recommandant que des procédures soient prises contre ces compagnies;

Attendu qu'effectivement des procédures ont été intentées par le procureur général de cette province contre lesdites compagnies;

Attendu qu'elles ont été condamnées en première instance, en ont appelé à la Cour d'appel, ont été condamnées de nouveau, et veulent maintenant aller devant le Conseil privé;

Attendu que les procédures tant sur l'enquête fédérale que devant les cours durent depuis des années et menacent de se continuer encore sans résultat aucun;

Attendu que, durant ce temps, le charbon a été augmenté de prix;

Attendu qu'aucune amélioration n'est résultée de toutes ces procédures pour le consommateur de charbon;

Attendu que, telle que la situation existe, les actions de ces compagnies de charbon, constituent un défi au peuple, aux tribunaux et aux parlements;

Attendu que le procureur général de cette province a le meilleur moyen à sa disposition pour faire cesser cet état de choses immédiatement;

Attendu que, d'après la loi, il peut prendre des procédures pour chaque infraction et chaque jour;

Attendu qu'il n'y a pas de remède plus pratique, et que si le procureur général le prend, il est probable qu'une solution efficace en résulterait;

Que cette Chambre est d'opinion que le département du procureur général devrait immédiatement prendre de nouvelles procédures pour chaque infraction à la loi de la part de ces compagnies, et que c'est le meilleur moyen pour briser ce trust.

Le député de Bellechasse (M. Taschereau) - Motion:

Que cette Chambre exprime l'opinion que le gouvernement fédéral de ce pays, viole l'esprit et la lettre de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, en s'arrogeant en matière civile, des droits qui ressortissent aux provinces, et en imposant à celles-ci des obligations qui lui incombent;

Que cette Chambre invite le gouvernement fédéral à respecter davantage les droits provinciaux assurés par l'acte de la Confédération.

Le député de Laviolette (M. Crête) - Motion:

Que cette Chambre exprime l'avis qu'il appartient au gouvernement fédéral, et non aux gouvernements provinciaux et aux municipalités de parer aux effets de la crise dont souffre le Canada entier, de venir en aide à ceux qu'elle atteint et d'apporter les solutions appropriées aux problèmes qu'elle a fait naître.

Le député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) - Motion:

Que, attendu que le premier ministre du Canada, dans un discours prononcé à la radio le 4 janvier dernier, a annoncé que la présente loi des pensions de vieillesse serait remaniée de façon à la rendre plus scientifique et mieux adaptée à la situation du pays;

Attendu que le Parlement du Canada s'est ajourné au 20 mai prochain, sans avoir été saisi d'un projet visant à remanier la loi fédérale des pensions de vieillesse, et que, selon toute probabilité, la Législature devra se proroger avant cette date du 20 mai;

Attendu que la mise en vigueur, en notre province, de la présente loi fédérale des pensions de vieillesse, même si elle n'est pas remaniée, aurait pour effet de soulager les municipalités et le gouvernement de Québec du fardeau qui pèse sur eux, à raison des secours directs qu'ils doivent contribuer à donner aux chômeurs;

Cette Chambre, sans se prononcer sur l'à-propos de donner son adhésion à la loi fédérale des pensions de vieillesse ou aux modifications qui y seront apportées, estime que le gouvernement de la province devrait se faire autoriser à prendre position à cet égard entre la prorogation et la prochaine session de la Législature, afin d'être en état, s'il y a lieu, de se prévaloir, pendant les vacances parlementaires, des avantages de la nouvelle ou de la présente loi fédérale des pensions de vieillesse.

**M. Drouin (Québec-Est) et M. Guertin (Hull)** déclarent qu'ils n'insistent pas pour discuter leurs motions, à cette période de la session, afin de ne pas retarder la prorogation des Chambres.

La motion est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 25 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1935 et le 30 juin 1936, et pour d'autres fins du service public.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

### Sanction royale

Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 11 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;
- bill 12 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;
- bill 16 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices;
- bill 19 concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien, et modifiant la loi 24 George V, chapitre 73;
- bill 20 créant la Commission d'électricité de Québec;
- bill 21 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 22 relatif au crédit agricole;
- bill 29 modifiant la loi de la gazoline;
- bill 30 modifiant la loi de la Commission des services publics;
- bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province;
- bill 36 concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec;
- bill 37 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 41 concernant la municipalisation de l'électricité;
- bill 54 modifiant le Code municipal;
- bill 56 modifiant la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail;
- bill 57 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 61 autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés;
- bill 66 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 68 pour faciliter la vente du bois des colons;
- bill 69 de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation;
- bill 73 abolissant les rentes seigneuriales;
- bill 99 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 127 abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne;
- bill 135 modifiant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 141 concernant la succession de feu Joseph Éthier;
- bill 142 confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse;
- bill 143 modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision no 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal;
- bill 144 ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt;
- bill 145 redvisant une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute;
- bill 180 modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 197 pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique;
- bill 198 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe;
- bill 201 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs;
- bill 202 modifiant l'article 622 de la loi des cités et villes;
- bill 203 modifiant la loi des compagnies de Québec;
- bill 204 modifiant la loi des compagnies de fidéicommis;
- bill 205 remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables;
- bill 206 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 207 concernant la municipalité du comté du Lac-Saint-Jean-Est;
- bill 208 modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver;
- bill 209 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable;
- bill 210 modifiant la loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance;

- bill 211 modifiant l'article 697 du Code de procédure civile;
- bill 234 relatif à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec;
- bill 235 relatif au classement et à la vente des produits agricoles;
- bill 236 concernant la protection sanitaire des animaux;
- bill 237 attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs;
- bill 238 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 239 concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal;
- bill 241 relatif à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir;
- bill 243 créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce;
- bill 244 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes;
- bill 245 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930;
- bill 246 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 247 concernant les hôpitaux privés;
- bill 250 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:  
"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

#### **M. l'Orateur de l'Assemblée législative**

s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 25 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1935 et le 30 juin 1936, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la dix-huitième législature de la province de Québec par le discours suivant:

#### **Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez étudié avec un soin particulier les mesures qui vous ont été soumises au cours de cette quatrième session de la dix-huitième législature, et je vous en félicite. C'est avec plaisir, croyez-le bien, que j'ai apposé la sanction royale aux lois très importantes que vous avez adoptées. J'ai la certitude que ces lois ne manqueront pas d'aider notre population à traverser les jours encore difficiles que nous vivons et contribueront à maintenir la province dans la bonne voie où elle est depuis longtemps engagée.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration publique. Vous pouvez être assurés que ces crédits seront employés d'une façon judicieuse.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

À l'heure où vous vous proposez de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur personnel et pour le bonheur de vos familles. Je prie aussi la Providence de répandre ses bienfaits sur ceux dont vous êtes les représentants et sur toute la province.

#### **M. l'Orateur du Conseil législatif:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 1 h 35.